



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03-05

Nouvelles lois

p. 06-07

Séances publiques

p. 08-93

Questions au Gouvernement

p. 94-99

2021-2022

N°18

CHAMBRE
DÉPUTÉS



Sommaire

Actualité parlementaire	p. 03-05
Nouvelles lois	p. 06-07
Séances	p. 08-93
52 ^e séance du mercredi 4 mai 2022	p. 08-23
53 ^e séance du mardi 17 mai 2022	p. 23-67
54 ^e séance du jeudi 19 mai 2022	p. 67-93
Questions au Gouvernement	p. 94-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
06/01/2023

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Une Constitution du XXI^e siècle

Réaménagement, réagencement et modernisation de la Constitution en quatre étapes



Les rapporteurs des quatre propositions de révision de la Constitution : Mme Simone Beissel, M. Charles Margue, M. Léon Gloden et M. Mars Di Bartolomeo (de gauche à droite)

Les propositions de révision introduites par M. Mars Di Bartolomeo, Mme Simone Beissel, M. Léon Gloden et M. Charles Margue ont été adoptées par un deuxième vote constitutionnel par la Chambre des Députés. Les nouvelles dispositions, une fois signées par le Grand-Duc, entreront en vigueur six mois après la publication au Journal officiel.

Le délai de six mois permet d'implémenter les changements prévus par le nouveau texte de la Constitution.

Ainsi par exemple, le Conseil national de la justice pourra se constituer et la proposition motivée aux fins de légiférer – la proposition d'un texte de loi par les citoyens – pourra être mise en place. Les pouvoirs de la Chambre des Députés sont renforcés avec entre autres un accès plus facile au droit d'enquête ou encore la possibilité d'adopter une motion de confiance ou une motion de censure à l'encontre du Gouvernement.

De nouvelles libertés publiques sont consacrées dans la Constitution, comme le droit de fonder une famille ou le droit à la protection des données à caractère personnel.

Parmi les nouveaux objectifs à valeur constitutionnelle figurent notamment la sauvegarde de la biodiversité et la lutte contre le dérèglement climatique, la reconnaissance des animaux comme des êtres dotés de sensibilité et la protection de leur bien-être, le droit au logement ou encore la protection du patrimoine culturel.

La langue luxembourgeoise, le drapeau, les armoiries et l'hymne national sont inscrits dans la Constitution. L'attachement au multiculturalisme est confirmé. Le nouveau texte confirme également l'adhésion du Luxembourg au processus d'intégration européenne.

Les travaux parlementaires sur les quatre propositions de révision de la Constitution touchent ainsi à leur fin et la Constitution du XXI^e siècle devrait entrer en vigueur au milieu de l'année 2023.

Visite de la lauréate du Prix Sakharov 2022 du Parlement européen

« La Russie doit être tenue responsable de ses actes »

La fondatrice de l'unité médicale d'évacuation « Angels of Taira » et lauréate du Prix Sakharov 2022 du Parlement européen, Mme Yuliia Paievska, a eu une entrevue avec le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten. Ce dernier a réassuré l'Ukraine du support du Grand-Duché.

« Nous n'avons pas seulement besoin d'aides financières et d'armes, mais nous nécessitons également un support psychologique et mental », a affirmé Mme Paievska au cours de l'entretien. Elle a exprimé sa gratitude envers le Gouvernement et le peuple luxembourgeois pour tous les engagements qui ont été pris, notamment en ce qui concerne l'accueil et l'intégration de réfugiés ukrainiens.

Tout comme la Vice-Présidente du Parlement ukrainien, Mme Olena Kondratiuk, qui avait été en visite à la Chambre des Députés le 8 décembre 2022, la lauréate du Prix Sakharov du Parlement européen a formulé quelques revendications. Elle exige entre autres la reconnaissance du « Holodomor » (la Grande famine) des années 1930 en Ukraine comme génocide et la reconnaissance de la Fédération de Russie comme État terroriste.

Sur ce dernier point, M. Cruchten a souligné la difficulté d'une telle revendication. Selon le député luxembourgeois, il serait difficile de considérer toute une nation comme un État terroriste, mais il faudrait se limiter plutôt au régime actuel. Il a également insisté sur l'importance de documenter de manière précise tous les crimes commis pendant le conflit. Ainsi, la Russie pourrait être tenue responsable de ses actes.

En 2014, suite à l'annexion de la Crimée, la communauté internationale aurait dû agir de manière adéquate et envisager des sanctions sévères, a regretté le député luxembourgeois, en ajoutant que l'absence d'une réaction conséquente avait été une erreur, tout comme celle de s'être fié au bon sens de l'agresseur. La communauté internationale en a tiré des leçons, a assuré M. Cruchten.

Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten, a accueilli la lauréate du Prix Sakharov du Parlement européen en 2022, Mme Yuliia Paievska.



Aweigung vun der Rue Václav Havel um Kierchbiereg

Eng Strooss um Kierchbiereg dréit säit dem 13. Dezember 2022 den Numm vum fréieren tschechesche President an Dramaturg Václav Havel.

Fir d'Rue Václav Havel anzeweien, war den tschechesche Premierminister, den Här Petr Fiala, op Besuch zu Lëtzebuerg.

De Chamberspresident, den Här Fernand Etgen, war bei der offizieller Zeremonie mat dobäi, souwéi de Staatsminister, den Här Xavier Bettel, de Mobilitéitsminister, den Här François Bausch, an d'Stater Buergermeeschtesch, d'Madamm Lydie Polfer.



© SIP - Jean-Christophe Verhaegen

Session plénière d'hiver du Parlement Benelux

Renforcer la coopération des pays du Benelux en matière de défense



De gauche à droite : M. Yves Carl de l'Administration parlementaire, M. Gusty Graas, membre effectif de la délégation luxembourgeoise, Mme Patricia Creutz, Présidente du Parlement Benelux, Mme Cécile Hemmen, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès du Parlement Benelux, Mme Diane Adehm et Mme Josée Lorsché, membres effectives, et M. Alain de Muysier, Secrétaire général de l'Union Benelux (jusqu'au 31 décembre 2022)

Les membres du Parlement Benelux se sont rencontrés les 9 et 10 décembre 2022 à Bruxelles pour la dernière séance plénière de cette année.

Le premier volet de la session plénière avait comme sujet « la politique de coopération en matière de défense entre les pays du Benelux et la dimension européenne ». Les ministres de la défense des pays du Benelux ont été invités à s'adresser aux parlementaires par vidéo. Mme Olena Kondratiuk, Vice-Présidente de la Verkhovna Rada (Parlement ukrainien), est intervenue au cours du débat et a donné un aperçu sur la situation actuelle en Ukraine. Elle a aussi remercié les trois pays pour leur soutien et a exhorté les pays qui ne l'ont pas encore fait à adopter des résolutions condamnant la Russie en tant qu'État terroriste.

Le deuxième volet portait sur la coopération en matière de défense et comportait un état des lieux et les perspectives d'avenir. Les meilleures pratiques ont été présentées par les invités internationaux du Conseil nordique et de l'Assemblée balte au cours de la dernière partie du débat thématique

Le Parlement Benelux a ensuite discuté et adopté une proposition de recommandation sur la coopération des pays du Benelux en matière de défense. Les parlementaires demandent ainsi aux gouvernements « d'examiner les modalités d'un approfondissement de la coopération en matière de défense entre les pays du Benelux dans des domaines déjà existants ainsi que de leur élargissement à de nouveaux domaines comme la cybercriminalité, l'espace ou le changement climatique, et d'inscrire formellement ces

domaines de coopération dans une nouvelle déclaration Benelux ».

Les députés demandent à créer un « bataillon binational entre le Luxembourg et la Belgique », à renforcer la coordination et à « tendre, par le biais d'une concertation trilatérale préalable, vers l'adoption de positions Benelux coordonnées ou communes dans le cadre de discussions en matière de défense au sein de l'UE ou de l'OTAN et de déterminer si la constitution d'une représentation Benelux unifiée au sein de certains groupes de travail de l'UE ou de l'OTAN est souhaitable et réalisable ». Ils demandent en outre à « proposer des projets Benelux communs dans le cadre de la cinquième vague PESCO ».

Visite de la Représentante spéciale de l'Union européenne pour le Sahel

« Le Luxembourg doit rester engagé au Sahel »

La Représentante spéciale de l'Union européenne pour le Sahel, Mme Emanuela Del Re, s'est entretenue avec les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile et de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense, le 19 décembre 2022. Mme Del Re était en visite à la Chambre des Députés pour exposer la situation du Sahel et pour décrire les enjeux politiques, diplomatiques et sécuritaires aux parlementaires luxembourgeois.

Le Luxembourg, de par sa participation à des missions dans la région du Sahel, reconnaît l'importance de cette région, a salué la Représentante spéciale, qui considère le pays comme un allié important. Le Grand-Duché devrait rester attaché à son engagement, a estimé Mme Del Re face aux députés. Cet engagement n'est pas mis en question et ne le sera jamais, a assuré le Président de la Commission des

Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten.

La Représentante spéciale est d'avis que le nombre de missions n'importerait pas, mais plutôt la qualité de celles-ci. Selon elle, il est nécessaire de maintenir les relations avec les pays de la région, compte tenu des nombreux enjeux qui ont un impact direct sur les pays de l'Union européenne. Ces derniers devraient par exemple aider les pays africains dans la lutte contre le changement climatique et la désertification, et il faudrait également créer des opportunités et des perspectives pour les jeunes, afin qu'ils ne tombent pas dans les mains de groupes terroristes ou décident de quitter leur pays. Dans ce contexte, une députée a fait une remarque sur les flux migratoires provenant du Sahel. « Nous sommes en train d'accepter les morts », a-t-elle reproché aux pays de l'Union européenne. L'Europe aurait construit des murs invisibles et contribué ainsi au danger grandissant des

routes migratoires. Mme Del Re a répliqué que des gouvernements se sont prononcés en faveur d'une migration légale et a cité l'exemple du nouveau gouvernement italien.

Pendant l'entrevue, les députés luxembourgeois et la Représentante spéciale sont revenus sur l'influence de la Russie et de la Chine sur les pays africains ainsi que sur le travail effectué par les États membres de l'Union européenne dans la région. En ce qui concerne la présence de la Russie dans la région depuis des dizaines d'années, Mme Del Re est d'avis que ce soutien est plus symbolique qu'autre chose. Néanmoins, il aurait un impact non négligeable sur les relations entre l'Union européenne et les pays du Sahel. Quant au travail qu'effectue l'Union européenne dans la région, dont elle reste le premier partenaire, une députée a suggéré qu'on pourrait envisager d'en accroître la visibilité.



La Représentante spéciale de l'Union européenne pour le Sahel, Mme Emanuela Del Re (au milieu), a été reçue à la Chambre des Députés pour un échange de vues sur la situation actuelle au Sahel.

L'Administration parlementaire recrute :

- un chercheur (m/f/d) spécialisé en sciences juridiques pour les besoins de la cellule scientifique, titulaire d'un doctorat en droit, sous le régime du fonctionnaire (stagiaire ou par la voie du changement d'administration) ou du salarié de droit privé
- un chercheur (m/f/d) spécialisé en sciences humaines et sociales pour les besoins de la cellule scientifique, titulaire d'un doctorat en sociologie, en anthropologie ou en histoire contemporaine, sous le régime du fonctionnaire (stagiaire ou par la voie du changement d'administration) ou du salarié de droit privé

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant :
https://www.chd.lu/fr/offres_emploi



Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. Mme Edna Maria Monteiro Marta Monteiro, Ambassadrice de la République de Cabo Verde

Fonctions du Haut-Commissariat à la Protection nationale

7670 – Projet de loi modifiant : 1° la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la Protection nationale ; 2° la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ; 3° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 4° la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics

Le présent projet de loi a pour objet principal d'adapter la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la Protection nationale en lui confiant des fonctions en matière d'anticipation, de prévention et de gestion des crises, ceci au niveau de la sécurité de l'information et du traitement des incidents de sécurité.

À ces fins, différents services sont créés sur base d'arrêts grand-ducaux. Ces services, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) et le Centre de traitement des urgences informatiques (CERT Gouvernemental), exercent leurs missions dès aujourd'hui et cela sous la responsabilité du Haut-Commissariat à la Protection nationale (HCPN). La même chose vaut pour le Service de la communication de crise (SCC).

Dans ce contexte, le présent projet de loi vise à conférer une base juridique aux fonctions d'anticipation, de prévention et de gestion des crises afin que le Haut-Commissariat puisse les exercer.

En outre, le projet limite la définition de l'infrastructure critique et procède à des ajustements ponctuels d'un texte législatif afin d'aligner sa terminologie et les missions décrites dans ce texte au projet de loi sous rapport. Il s'agit de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics. Plus précisément, le projet de loi prévoit un recours aux dispositifs de protection mis en place par la Police grand-ducale et les divers plans d'intervention d'urgence du Haut-Commissariat plutôt que d'inclure dans la notion « d'infrastructure critique » des infrastructures qui, en temps normaux, ne seraient pas considérées critiques.

Finalement, le projet de loi apporte des modifications en termes de personnel du HCPN. Dans ce contexte, la fonction de Haut-Commissaire à la protection nationale adjoint est formellement entérinée. Au niveau du personnel, le projet tient compte de l'augmentation des missions du HCPN et prévoit, entre autres, qu'une des deux personnes assurant la direction du HCPN doit se trouver en permanence sur le territoire national. En plus, le projet attribue une prime d'astreinte d'une valeur de 12 points indiciaires au personnel soumis à une obligation de permanence ou de présence.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 15/09/2020
Rapporteuse : Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

18/03/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État et des amendements gouvernementaux

02/05/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/05/2022

Loi du 17 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 315, page 1

Accord de protection des investissements entre l'UE et le Viêt Nam

7832 – Projet de loi portant approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, fait à Hanoï, le 30 juin 2019

Le projet de loi n° 7832 vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, fait à Hanoï, le 30 juin 2019. L'Accord de protection des investissements (API) englobe tous les aspects qui caractérisent la nouvelle approche de l'Union concernant la protection des investissements et ses mécanismes de mise en œuvre. L'accord contient notamment des garanties selon lesquelles les investisseurs de l'UE bénéficieront du meilleur traitement disponible lorsqu'ils investiront au Viêt Nam, incluant le principe de non-discrimination et

la garantie d'un traitement juste et équitable et de la sécurité physique. L'API définit précisément les cas où les gouvernements ne respectent pas l'obligation de traitement juste et équitable et supprime les possibilités d'interprétation discrétionnaire. En outre, l'accord assurera un niveau élevé de protection des investissements tout en préservant le droit de l'UE et du Viêt Nam de réglementer (« right to regulate ») pour poursuivre des objectifs légitimes de politique publique tels que la protection de la santé, de la sécurité ou de l'environnement.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03/06/2021

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

02/05/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

13/05/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/05/2022

Loi du 22 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 324, page 1

Mariages et partenariats civils

7886 – Projet de loi : 1° modifiant : a) le Code civil ; b) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; 2° abrogeant la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Le projet de loi poursuit deux objectifs : d'un côté, il s'agit de permettre à l'avenir la célébration de mariages ou de partenariats civils dans d'autres lieux que la maison communale et, d'un autre côté, de recadrer les dispositions légales concernant le remplacement de l'officier de l'état civil et la délégation de ses fonctions à un autre élu de la commune.

Le projet de loi prévoit d'autoriser le conseil communal à affecter d'autres lieux appropriés à la célébration de mariages que la maison commune par une modification de l'article 75 du Code civil. Il prévoit encore l'insertion d'un nouvel article 29bis dans la loi communale qui définit les critères qu'un lieu autre que la maison communale doit remplir avant d'être désigné comme lieu de célébration de mariage.

Le projet de loi se propose également de remplacer l'article 69 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et de compléter le dispositif par un nouvel article 69bis relatif aux délégations des fonctions d'officier de l'état civil.

En premier lieu, il s'agit de remplacer le bourgmestre, officier de l'état civil, par un échevin ou un conseiller seulement pour cause d'empêchement et de supprimer la délégation générale de la fonction de l'officier de l'état civil. Ensuite, l'article 69bis nouveau permettra au bourgmestre de déléguer ses fonctions d'officier de l'état civil ponctuellement pour la célébration d'un mariage déterminé ou la réception d'une déclaration de partenariat déterminée conformément aux modalités de l'article 77 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. Il pourra ainsi laisser le choix de l'officier de l'état civil respectivement aux futurs mariés et aux futurs partenaires.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 16/09/2021

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 16/09/2021

Rapporteur : M. Dan Biancalana

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

(Président : M. Dan Biancalana) :

30/03/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et des amendements gouvernementaux
Examen des avis du Conseil d'État

04/05/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

30/03/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et des amendements gouvernementaux

Examen des avis du Conseil d'État

04/05/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/05/2022

Loi du 8 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 275, page 1

Cour pénale internationale : affamation délibérée de civils comme méthode de guerre

7942 – Projet de loi portant approbation de l'Amendement à l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (fait d'affamer délibéré des civils), fait à La Haye, le 6 décembre 2019

Le projet de loi n° 7942 vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'amendement à l'article 8 visant à insérer un nouvel article 8-2-e)-xix) relatif au fait d'affamer délibérément des civils comme méthode de guerre, en les privant de biens indispensables à leur survie, y compris en empêchant intentionnellement l'envoi des secours, adopté le 6 décembre 2019 par l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, lors de sa 9^e séance plénière.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05/01/2022

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

02/05/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

13/05/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/05/2022

Loi du 22 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 318, page 1

UE : Extinction des traités bilatéraux d'investissement

7953 – Projet de loi portant approbation de l'Accord portant extinction des traités bilatéraux d'investissement entre États membres de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 5 mai 2020

Le projet de loi n° 7953 vise à approuver l'Accord portant extinction des traités bilatéraux d'investissement entre États membres de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 5 mai 2020. Cet Accord vise à mettre fin de manière coordonnée à l'ensemble des traités bilatéraux d'investissement conclus entre les États membres de l'Union européenne et prévoit un mécanisme transitoire pour les procédures d'arbitrage en cours. Par ailleurs, les États membres s'engagent à ne pas rouvrir des procédures d'arbitrage achevées. L'Accord fait suite à un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne ayant constaté l'incompatibilité avec le droit de l'Union des clauses d'arbitrage prévues dans les traités bilatéraux d'investissement conclus entre États membres et s'inscrit

dans le cadre du processus de l'élaboration d'une réglementation européenne relative à la protection et la facilitation des investissements au sein de l'Union européenne. Cet Accord met fin aux 13 traités bilatéraux d'investissement que le Luxembourg a conclus dans le cadre de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL).

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 19/01/2022

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

02/05/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

13/05/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/05/2022

Loi du 20 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 333, page 1

Convention de non double imposition avec la Belgique

7965 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002, du 16 juillet 2009 et du 5 décembre 2017, fait à Luxembourg, le 31 août 2021

Le projet de loi a pour objet d'approuver l'Avenant, fait à Luxembourg, le 31 août 2021, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002, du 16 juillet 2009 et du 5 décembre 2017. L'Avenant a pour objet d'augmenter le seuil de tolérance exprimé en jours pendant lesquels l'État de résidence d'un salarié renonce à imposer les rémunérations qui sont liées à une activité exercée sur son territoire ou sur le territoire d'un État tiers. L'Avenant fixe une augmentation du seuil de tolérance de 24 jours ouvrables à 34 jours ouvrables, permettant ainsi aux travailleurs frontaliers de profiter davantage du télétravail.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/02/2022

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

14/03/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

03/05/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/05/2022

Loi du 22 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 338, page 1

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 08
M. Fernand Etgen, Président
- 2. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Myriam Cecchetti** p. 08
Exposé : Mme Myriam Cecchetti
- 3. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet des peines et mesures alternatives à l'emprisonnement** p. 08
Exposé : M. Dan Biancalana
Débat : M. Léon Gloden (interventions de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice) | M. Pim Knaff | M. Charles Margue | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Léon Gloden et M. Gilles Roth)
- 4. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen** p. 20
Exposé : M. Jeff Engelen
- 5. Question élargie n° 143 de M. Gusty Graas au sujet de la situation des organisations non gouvernementales et des organisations s'engageant dans le domaine des droits civiques au Nicaragua** p. 20
M. Gusty Graas | M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
- 6. Question élargie n° 146 de M. Laurent Mosar au sujet du Google Data Center à Bissen** p. 21
M. Laurent Mosar | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. Laurent Mosar (intervention de M. le Ministre Franz Fayot) | M. le Ministre Franz Fayot (intervention de M. Laurent Mosar)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Sam Tanson et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 13.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Nee, Här President.

2. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Myriam Cecchetti

M. Fernand Etgen, Président | Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vum Här Dan Biancalana iwwert d'Alternativen zu Prisongsstrofen. D'Riedezäit ass nom ...

Une voix | Mir haten nach e Gesetz.

M. Fernand Etgen, Président | A jo. Hei ee Moment nach. Fir d'éischt ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti fir den Depot vun enger Proposition de loi.

Exposé

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk), auteure | Här President, ech deposéieren eng Gesetzespropos, fir d'Rechter vun de Plattformaarbechter/innen ze stärken. Déi gréisste Plattform wéi Deliveroo oder Uber sinn zu Lëtzebuerg nach net present, mee d'Phenomeen vun der Uberisatioun huet awer och zu Lëtzebuerg scho Fouss gefaasst mat Plattformen wéi WeDely oder Goosty, déi sech aller Warscheinlechkeet no ausserhalb vum legale Kader vum Aarbechtsrecht beweegen, respektiv Lächer an der Legislatioun ausnotze kënnen.

Wuel wëssend datt op EU-Niveau un enger Direktiv iwwert dës Problematik geschafft gëtt, menge mir, datt

esou séier wéi méiglech legiferéiert muss ginn, éier datt d'Entwécklungen nach méi a Schwong kommen.

Spuenien huet eis et virgemaach a festgeluecht, datt Livreuren a Livreurinnen, déi iwwer digital Plattformen Livraisounsoptäg kréien, zum Beispill fir Essen ze liwweren, als Salarié gewäert ginn an domadder dann och d'Rechter zougewise kréien, déi engem Salarié iwwer Gesetzer zoustinn.

Mir proposéieren hei dat selwecht a ginn eng Gesetzespropos vun der CSL eran, déi ënner anerem folgend Ännerunge virgesäit:

Plattformen ginn definéiert als Personnes physiques ou morales, déi d'Demandeure vun enger Prestatioun an d'Prestataire, also d'Plattformaarbechter/innen, a Relatioun matenee setzen a soumat dës Relatioun digital oder elektronesch organiséieren.

Wann ee Krittär vun enger Rei vun am Text opgezielte Krittären erfëllt ass, gëtt e Plattformaarbechter oder eng -aarbechterin, deen oder déi üblecherweis um Lëtzebuerges Territoire seng older hir Aarbecht verricht, als Salarié/e ugesinn. Hei spillt dann eng Présomption de contrat de travail an d'Plattform ass dann och als Employeur ze gesinn.

D'Notioun vum Détachement virtuel gëtt agefouert, woumat séchergestallt ass, datt och Aarbechten, déi iwwer sougenannt Micro-travail-Plattformen wéi „Amazon Mechanical Turk“ bestallt an ausgefouert ginn, ënnert déi nei Reegelung am Code du travail falen. Bestëmmt Praktiken, déi an der Plattformwirtschaft üblech sinn, gi mat dëser Gesetzespropos verbueden, entre autres datt de Plattformaarbechter oder d'-aarbechterin keen Zougang zu den Informatiounen iwwer seng oder hir Bewäertung a Klassifizierung op der Plattform kritt.

Mir mengen, datt mat dëser Gesetzespropos Honnerten, vläicht Dausende Plattformaarbechter/innen zu Lëtzebuerg an iwwert den Détachement virtuel

souguer deelweis op anere Plazen op der Welt an de Genoss vun anstännegen Aarbechtsbedingungen, enger korrekter Bezuelung an enger sozialer Ofsécherung géife kommen.

Ech soen Iech Merci an ech deposéieren dat heimatder. Wannechgelift.

8001 – Proposition de loi relative au travail fourni par l'intermédiaire d'une plateforme

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

3. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet des peines et mesures alternatives à l'emprisonnement

An da kéime mer zur Interpellatioun vum Här Dan Biancalana iwwert d'Alternativen zu Prisongsstrofen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech ageschriwwen: den Här Léon Gloden, den Här Pim Knaff, den Här Charles Margue, den Här Roy Reding, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Interpellatioun iwwert d'alternativ Strofen zum Prisong, déi sougenannte Bewärgungsstrofen a -mesuren, ass aus dem Gedanken entstanen, dass et an eiselem lëtzebuergesche Strofsystem immens vill alternativ Strofen oder änlech Instrumenter gëtt, déi der Justiz, der Magistratur d'Méiglechkeete ginn, net direkt eng fest Prisongsstrof auszuschwätzen, och wann an eiselem System d'Prisongsstrof d'Peine principale ass.

Bewärgungsstrofen a -mesurë si generell wéineg respektiv vill manner visibel am Verglach zu de Prisongsstrofen, well an eiser Gesellschaft de Prisong duerch seng Maueren, déi eng geografesch a securitaire Limitatioun an der Mémoire collective duerstellen, vill méi gräifbar ass.

Opmierksamkeet erhalte Bewärgungsstrofen a -mesurë leider nënnen, wann aussergewéinlech an isoléiert schlëmm Faite stattfannen. Zu Lëtzebuerg ass dat bis dato ganz wéineg de Fall gewiescht, dat awer och am Kader vun negative Berichterstattungen, déi dës Mesuren dann a Fro stellen an de Risque de récidive, d'Geféierlechkeet, an de Virdergrond réckelen.

Dass oft vill vun dësen Alternativen e reelle Succès duerstellen, gëtt da komplett ausgeblent a guer net thematiséiert. Och ausserhalb vun esou Situatiounen gëtt generell recht wéineg iwwert dës Alternative geschwat. Dat ass zu Lëtzebuerg anescht wéi a villen aneren europäesche Länner, déi verstärkt doriwwer kommunizéieren.

De Robert Badinter, de fréiere Garde des Sceaux, sot a seet ëmmer erëm, wann en d'Méiglechkeet huet, dass déi éischt Cause vun der Recidive d'Condition pénitentiaire ass. An deem Sënn d'Prisongsstof net déi eenzeg sinn, well déi ass net ëmmer déi effikass. Si ass sécher effikass, wann enger Persoun temporaire d'Facultéit ewechgeholl gëtt, sech fräi ze beweegen, mee den „tout carcéral“ ass sécher net d'Léisung an déi adequaatsten Äntwert op deviant Verhalen. Mee ze oft gëtt déi fest Prisongsstrof als déi eenzeg richtig Strof duergestallt an ugesinn, wat awer bei Wäitem net de Fall ass!

Iwwert d'Fro, firwat Mënsche Strofdote beginn, kéint ee ganz sécher Bicherregaler fëllen, zemoos wann een d'Diskussioun féiert, firwat verschidde Mënsche stroffälleg ginn a firwat anerer net.

Fir de Kader vun dëser Interpellatioun net ze sprengen, well et ass e komplex Thema, hunn ech mech op Alternativen zum feste Prisong konzentréiert, ouni op déi allgemeng Alternativen zu Litigen anzogee wéi d'Mediatioun oder de Jugement sur accord.

Fir d'éischt presentéieren ech, wat et also vun alternative Strofe gëtt zu eisem Prisong, zu eisem Strofsystem, an ech wäert och Zuelematerial zitieren an do wäert ech natierlech de Rapport annuel huele vum Ministère de la Justice, dee vum Joer 2020. Dee vum Joer 2021 ass nach net publizéiert, mee ech mengen awer, dass d'Madamm Justizministesch do sécherlech méi aktuell Donnéeën huet. An awer och, mengen ech, eng flott an interessant Ressource, déi vum Conseil de l'Europe, de SPACE I an II, wou Lëtzebuerg och ëmmer Donnéeën eraschéckt.

A wann ech während der Interpellatioun vum Prisong schwätzen, dann ass et virun allem dann och souwuel Schraasseg wéi och Givenech, wou natierlech d'Capacitéit besteet, fir 600 Prisonéier opzehuelen. An duerfir baue mer hei en drëtten Prisong, eis Maison d'arrêt zu Suessem um Uerschterhaff, wou d'Capacitéit effektiv eropgesat gëtt. Awer vu déi limitéiert Capacitéit, déi mer hunn, kënnen alternativ Strofen a Mesuren och en Impakt op d'Prisongspopulatioun hunn.

An éischter Linn kann een ënnerscheiden tëschent den alternative Mesuren, awer och de Modalitéit vum der Exekutioun vun enger Strofe, déi zu enger Bewährungsmesure féiere kënnen.

Do gëtt et natierlech och Mesurë virun der eigentlecher Verurteilung. Dat ass de sogenannte Contrôle judiciaire. Dat ass eng speziell Alternativ zu dem Prisong, well dës Mesure kann um Niveau vun der Instruktioun vum Untersuchungsrichter geholl ginn, mee awer och vun der Chambre du conseil. Et ass also eng Alternativ zu der Untersuchungshaft, an eng Persoun, déi festgehale gëtt, kann also fräigelooss ginn an ënnert de Regimm vum Contrôle judiciaire gesat ginn. Fir déi betraffe Persoun heescht dat, dass se sech fräi beweegen kann, mee dass se awer Konditiounen muss ganz kloer erfëllen.

Si kritt d'Obligatioun, dass se den nationalen Territoire net därëf verloossen, dass se sech muss à disposition vun der Justiz halen, dass se verschidden Entrevuë muss wouerhuelen an dass se och hir Aarbecht respektiv e gewëssene Suivi muss opsichen. An dee Service, dee sech drëms bekëmmert, wann effektiv déi Konditiounen d'ailleurs och geschwat ginn, ass de Service de probation vum SCAS, deen 38 Dossieren d'lescht Joer suivéiert huet. Et sinn effektiv awer och eng Rei Suivien, déi vun der Police gemaach ginn. Vis-à-vis vun deenen zwee Services muss ee sech also reegelméisseg presentéieren.

Bei de Verurteilung gëtt et och Mesuren. Natierlech wësse mer alleguerten heibannen, dass fir d'Riichter d'Festsetze vun engem Strofmoss e ganz komplexen an nuancierte Prozess ass an d'Individualiséierung vun der Strofe bleift och hei e wichtege Aspekt. An an der laanger Traditioun vun der Iwwerwaachung vu Stroftäter – an déi hu mer hei zu Lëtzebuerg ganz kloer – sinn d'Vertrauen an de Respekt ausschlaggebend, wann ee konstruktiv Mesuren agoe wëllt, wat d'sozial Agliderung ugeet. An do brauch een net nëmme Motivatioun vun Justiciable, mee awer och d'Volontéit vun der Gesellschaft, dëst zouzeloossen. Och eis Gesellschaft ass also mat responsabel, ob d'Insertioun gléckt oder net am Kader vun Alternativen an doriwier eraus.

Eng aner Mesure ass den Travail d'intérêt général, d'Aarbecht, déi op net bezuelter Basis genotzt gëtt, fir de Stroftäter also de Prisong ze erspieren. Hei

geet et drëms, eng Prisongstrof bis sechs Méint als gemengnätzlech Aarbecht ze verrichten. Dat gëtt oft gemaach am Service vun der Kollektivitéit an d'Mesure kann op kommunalem a staatlech Niveau, awer och bei ASBLE genotzt ginn.

D'Zil ass och hei ganz kloer, eng konstruktiv Alternativ ze bidden, déi an engem kloer definéierte Kader stattfënnt a wou een och iwwer seng Dot nodenke kann. A well et op Prisongstrofen vu net méi wéi sechs Méint begrenzt ass, ass natierlech dat heiten och geméint fir Stroftäter, déi de Wee an eis Gesellschaft méi einfach fanne missten a sollten.

Wann ee sech d'Statistiken ukuckt, da gesäit een, dass de Recours zu dëser Mesure nawell staark zougeholl huet. 2012 goufen 269 Leit suivéiert, 2019 463 an 2020 515. Et kann een also eng steigend Tendenz vum Recours zu dëser Alternativ zur Fräiheitsstrof feststellen an dat ass u sech jo ganz positiv.

Ech verweisen och hei op eng Question parlementaire, déi ech zesumme mam Mars Di Bartolomeo zum Sujet vum Travail d'intérêt général gestallt hunn. An do war et och ganz besonnesch interessant, an der Äntwert vun der Madamm Justizministesch ze liesen, dass 2020 86 Travaux d'intérêt général fäerdeg gi sinn.

Wann een déi Zuele gesäit, kann ee sech natierlech d'Fro stellen duerch déi steigend Tendenz vun den Travaux d'intérêt général, wat do de Fait déclencheur war, fir dass effektiv déi Zuelen zouhuelen. Firwat gi se esou staark an d'Luucht? Wat huet dës positiv Tendenz ausgeléist? A gouf et do nei Prioritéiten, nei Direktiven an deene leschte Joren, déi vun de Juridictiounen erstallt goufen, fir méi e massive Recours op dës Alternativ?

Här President, eng weider Alternativ ass d'Suspension du prononcé de la peine. Och hei gesäit eisen Droit commun vir, dass eng Suspensioun vum Prononcé vun der Condamnatioun ka stattfannen. A bei deem Mechanismus, well dat ass interessant, gëtt sécherlech engersäits déi ugekote Persoun als schëlleg unerkannt, mee de Riichter prononcéiert amplaz vun enger Strofe eng Proufzäit. Generell ass dës Mesure awer immens praktesch, well et éischters emol net zu enger prononcéierter Verurteilung kënn an zweetens déi betraffe Persoun eng zweet Chance kritt. Dat heiten ass och eng Mesure, déi generell ganz vill genotzt gëtt. 2019 waren 23 Leit an där Mesure an 2018 der nach 34.

Dann de Sursis simple a Sursis probatoire. Ech fänke mam Sursis simple un. Hei ass den Ënnerscheid par rapport zu der Suspension du prononcé, dass en Urteel geschwat gëtt. Wann de Strofrichter eng Prisongsstof prononcéiert, huet hien natierlech och hei d'Méiglechkeet, als Alternativ zum feste Prisong e partiellen oder feste Sursis ze prononcéieren. A wann de Riichter sech fir deen dote Wee decidéiert, dann heescht dat och am Kloertext, dass en Deel vun der Ausföerung vun der verhängter Strofe dann eeben op Sursis gestallt gëtt, ganz oder deementspriedend partiell. Mee och hei ass am Kader vun Sursis eng Proufzäit virgesinn an natierlech därëf de Justiciable während där doter Proufzäit keng weider nei Strofdot begoen, well soss gëtt effektiv dann och d'Prisongstrof exekutiert. Bei all de Mesuren, déi mer hei de Mëtteg wäerten diskutieren, ass am Fong d'Prisongsstof ëmmer wéi en Damoklesschwäert, dat iwwert engem schwieft. An de Sursis simple ass hei och eng Mesure, déi vill vun de Riichtere genotzt gëtt.

De Sursis probatoire: Do ass d'Situatioun esou, dass deen och ka partiell oder total ugewannt ginn. A wann eng Persoun ugeklot gëtt, kann de Riichter och hei dës Persoun ënner Sursis stellen a kann also dann

decidieren, e Sursis probatoire ze schwätzen; ganz oft bei Persounen, déi déi éischte Kéier verurteelt gi sinn, also Primo-délinquants, an dann eréischt kann och eng Probatioun decidéiert ginn.

D'Probatioun gëtt engem hei e ganz villsäitege Kader. Do kënnen Iwwerwaachungsmesuren a verschidde Verfluchtunge fir déi betraffe Persounen decidéiert ginn. Dorënner falen och Mesuren, déi de Verurteilten natierlech sollen ënnerstëtzen, nees a säi soziaalt a familiäert Ëmfeld eranzefannen, an esou och seng gesellschaftlech Agliderung vereinfachen. Dat ass eng ganz Palett vun Obligatiounen: reegelméisseg Entrevuë mat der Bewährungshëllef; donieft kann déi betraffe Persoun och imposéiert kréien, hirer Aarbecht nozegoen oder deementspriedend eng Therapie ze maachen, an natierlech sinn hei Informatiounen iwwert de Liewensmilieu ganz wichteg an déi leien och vir.

Et ass natierlech och festgehalten, dass déi Konditiounen de But verfollegen, fir d'Kontroll iwwert d'Verhalen an effektiv dat soziaalt Reklassement vun der betraffener Persoun ze halen. Et geet engersäits em d'Kontroll an op där anerer Säit em Hëllefstellung. An ech mengen, am Hannerkapp sinn awer ëmmer nach déi Propose vum Michel Foucault, dass een de Kierper soll disiplinieren, an de panoptesche Gedanke sécherlech och nach ganz present.

Mee fir d'Probatioun sinn d'Ziler vu Bewährungsmoosnamen, net nëmme d'Resozialisatioun, mee och d'Gesellschaft ze schützen iwwert d'Reduzéierung vun der Réckfallquot. Deementspriedend sinn also Hëllef a Contrôle zwou Komponenten, déi zesumme gedroe ginn an déi natierlech och derzou bäidroe sollen, dass Gesetzter erëm vum Justiciable respektéiert ginn an dass en erëm e stroffräft Liewe féiert. An an deem Kader gëtt natierlech och d'Attitud, déi ee vis-à-vis vum Affer huet – wann en Affer do ass –, mat a Considéeratioun geholl.

A falls eng vun deene Konditiounen während der Proufzäit net erfëllt gëtt, dann ass natierlech de Risiko, dass de Sursis ka verfallen an dass déi ursprénglech festgehale Prisongstrof exekutiert gëtt.

Wann een do natierlech d'Zuele kuckt an och déi leien am Rapport vir: Am Joer 2019 huet do d'Bewährungshëllef de Suivi gemaach vu 523 Fäll an 2020 waren dat der nëmme nach 478 – vläicht och pandemiebedingt. Mee d'Scheema, dat een awer ... Déi Statistiken, déi een am Rapport vun de Juridictiounen hei fënnt, illustréieren awer och anhand vun enger Courbe déi falend Tendenz, wat de Recours zu dëser Mesure ugeet.

Mir gesint, dass am Joer 2012 797 Leit am Sursis probatoire suivéiert gi sinn. 2019, wéi gesot, 523, 2020 pandemiebedéngt vläicht 478. D'Tendenz geet also ganz staark erof, obwuel dës Mesure duerch de Paradigmewissel vun der Reform vun 2018 iwwert d'Exécution des peines an der Volontéit vum Legislatuer d'Norm sollt ginn. Legal ass festgehale gi vum Legislatuer, dass de Riichter soll dës Mesure prononcéieren an dass e Refus fir e Sursis probatoire sengersäits muss justifiéiert ginn. Logescherweis missten d'Zuelen doduerch eropgoen, wat awer bis elo net de Fall ass.

An et mierkt een och op där anerer Säit awer alljoers, dass vill Sursis-probatoiren zu Enn gefouert ginn, dass der weineg revokéiert ginn. An dat ass jo och u sech positiv.

Här President, et kann ee sech also d'Fro stellen: Wat wësse mer iwwert déi Tendenz vun 2021 respektiv déi Tendenzen, déi erfinginn? Wat sinn déi Argumenter, déi vun de Riichtere ugefouert ginn, fir kee Sursis probatoire ze schwätzen, och wann d'Volontéit vum Legislatuer eng aner war?

Da kéint een och d'Fro opwerfen, ob déi potentiell Beneficiairë vum Sursis probatoire, déi vum Profil hier jo oft Mënsche mat enger Suchtproblematik sinn, vun Ufank un, also ab initio, d'Konditioun vum Logement respektiv Aarbecht net erfëllen an dofir och kee kréien. Et kéint ee sech d'Fro stellen, ob si dann éischter eng fest Prisongsstrof kréien, obwuel een op där anerer Säit mierkt, dass d'Prisongspopulation iwwert déi lescht Joren och kontinuierlech erofgaangen ass, och wann emol deen een oder deen anere méi kleng Pic war. Et misst een och sécher méi am Detail kucken, wéi vill Leit vun der Stroffjustiz generell erfaasst goufen a wéi de Volume vun de Condamnatiounen sech opdeelt.

Dat sinn effektiv Elementer, déi sécherlech dës Interpellatioun depasséieren an déi sécherlech och méi genau wëssenschaftlech missten opgeschafft ginn.

Et gëtt och eng Rei Mesuren, déi zu der Preparatioun vun der Fräiheet bäidroen an déi och Bewärgungsmesurë preparéieren.

Mir hunn engersäits d'Exécution fractionnée, dat ass eng fraktionéiert Ausféierung vun enger Prisongsstrof, déi net méi wéi e Joer dierf sinn. Et ass eng Modulatioun vun der Prisongsstrof, déi an Intervalle kann ausgeféiert ginn an och déi engem effektiv erméiglecht, deelweis an der Fräiheet enger legaler a bezuelter Aarbecht kënnen nozagoen. An och do gëtt d'Reinsertioun, wéi gesot, favoriséiert.

Eng aner Modalitéit ass d'Semi-liberté, also d'Hallefräiheet, déi ganz oft vu Giwenech aus ëmgesat gëtt, fir kënnen op seng Aarbecht ze goen, fir kënnen och eng Formation professionnelle ze maachen, fir sech medezinesch an therapeutesch betrieien ze loossen. Alles dat sinn Elementer, déi zu der Preparatioun vun enger Libératioun kënnen bäidroen. An och do gesäit een, dass am Joer 2020 71 Persounen an der Semi-liberté waren, 2019 82 an 2018 116. Dat hält also e bëssen of, mee op alle Fall sinn och dat wichteg Elementer.

Da kënn e sougenannte Congé pénal, kee Congé am traditionelle Sënn, wéi mir en hei kennen, mee och do kann e Gefaangenen de Prisong verloosse während engem Deel vun engem Dag oder während 24 Stonnen oder e bësse méi. An hei kann eng Persoun also temporaire aus dem Prisong erausgoen mat der Obligatioun, no der festgeluechter Zäit erëm zrëckzagoen. An de But vum Congé ass natierlech d'Erhale vun de familiäre Lienen, awer och fir Kontakt mat der Aarbechtswelt opzehuelen, fir och esou d'Reinsertion sociale ze féerden. Si ginn natierlech och do vum Service de probation vum SCAS begleet während deene Sortien. Natierlech ass och do 2020 d'Zuel erofgaangen op 35 Congés pénaux, während et der 2019 nach 86 waren.

An dann nach en anert Element: d'Suspension de l'exécution la peine. Och déi kann als Preparatioun zu der Fräiheet, wéi gesot, déngen a kann och kuerz virun der definitiver Entloossung accordéiert ginn.

Dann e ganz wichteg Element vun enger Bewärgungsmesur: d'Libération conditionnelle. Déi huet Tradition, déi ass am 20. Joerhonnert hei zu Lëtzebuerg agefouert ginn, mee net nëmme hei zu Lëtzebuerg, och an eisen Nopeschlänner. A wéi den Numm et scho seet, gëtt d'Fräiheet nëmme dann accordéiert, wa verschidde Konditiounen erfëllt sinn an och agehale ginn. Et weess een natierlech, dass Gefaangener ëmmer erëm mat engem Stigma behaft sinn, zemoos well se scho ganz oft a vulnerabele Situatiounen sinn. An déi Vulnerabilität gëtt natierlech duerch de Strofvollzuch am Prisong nach verstärkt an esou kommen natierlech och schwerwiegend sozial Nodeeler op se zou.

Mam Prisong gi vill Lienen ewechgeholl, engem ewechgerappt, déi sozial, déi professionell, déi familiär. An eng fest Prisongsstrof huet also och e kloren aschneidende Charakter, och wa vill Effort gemaach ginn, fir dat vun der Säit vun de Professionellen ze reduzéieren.

Alternativen, déi sech an der Fräiheet ofspillen, si sécher manner aschneidend, mee lafen an engem Kader, wou duerch d'Asetze vu Konditiounen och eng Rei Constrainten entstinn; Konditiounen, déi et also gëllt ze respektéieren, souwéi dat och de Fall ass bei der Libération conditionnelle.

De Recours op d'Libération conditionnelle wéi och op all déi aner Mesurë kënnen natierlech och hëllefen, d'Prisongsbevëlkerung ze reduzéieren.

D'Konditiounen bei der Libération conditionnelle sinn och un d'Zäit gebonnen, déi de Prisonéier ofgesat huet. Och hei ass en enger gewëssener Proufzäit ausgesat. An och do, wann en effektiv eng nei Strofdot begeet, leeft en de Risiko, dass d'Reschtstrof exekutiert gëtt respektiv déi nei Strof derbäikënn, awer déi Konditiounen, déi Constrainten, déi en huet, si sécherlech méi oder manner streng, a sinn awer virun allem individualiséiert. Niewent individualiséierte Konditiounen wéi Wunnen, Schaffen, therapeuteschem Suivi gëtt awer och hei erëm d'Attitud gekuckt, déi ee par rapport zum Affer huet, well och dat sinn Elementer, déi zur Reinsertioun kënnen bäidroen. Och dee ganze Volet ronderëm d'Justice restaurative, mengen ech, ass hei och e ganz, ganz wichteg Aspekt.

D'Zuele vun der Libération conditionnelle – och dat kann een noliesen – bleiwe stabil. 2018 an 2019 waren 248 Leit an der Libération conditionnelle, 2020 waren et der 253. Och do gesäit ee wéineg Revokatiounen, déi geschwat ginn, a vill Libérations conditionnelles ginn zu Enn gefouert. Dat ass e gutt Zeechen. Dat weist, dass dës Mesur gutt preparéiert ass an dass d'Exekutioun dovunner effikass ass.

Dann eng weider Mesur: d'Surveillance électronique, déi sougenannt elektronesch Foussfessel. Duerch d'Gesetz vum Juli 2018 iwwert d'Exécution des peines ass dës Mesur op legalem Niveau verankert ginn. A puncto Konditiounen kann d'elektronesch Foussfessel nëmme Verurteelten zougesprach ginn, déi eng Prisongsstrof ofsetze mussen, déi gläich oder manner wéi dräi Joer ass, an déi betrafte Persoun dierf och keng Gefor duerstellen. Och hei muss de Justiciabel beweisen, dass hien enger professioneller Tätegkeet nogoe wäert, e Stage, eng Formation oder och als Demandeur d'emploi ageschriwwen ass. E muss awer och beweisen, dass en u sengem Familieliewen deelhält respektiv sech dann och therapeutesch, medezinesch behandle léisst, wann dat deementsprechend néideg ass.

Dës Mesur ass eng praktesch Alternativ zu festem Prisong, well déi concernéiert Persoun oft no hirer rechtskräftiger Verurteilung an de Genoss dovunner ka kommen, mee se bleift awer nach ëmmer eng Fauteur.

Bei där Mesur gëtt dem Fräigeloussen och verbueden, während festgelueche Periode säin Haus ze verloossen. Et gëtt also en Uert festgehalten. Et ass quasi entre guillemets e „Prisong doheim“. Et ass e virtuelle Prisong, deen och säin Impakt um Niveau vun der Exekutioun huet. An natierlech gëtt hei och mat a Betruucht gezunn, dass de Justiciabelen am Kader vun de festgehaltenen Aktivitéiten soll schaffen, wat natierlech och seng Agliderung favoriséiert.

Déi modernste Mesur – déi während laange Joren an enger Pilotphas war an 2018 verankert gouf –, heescht awer net ëmmer, dass et déi mam meeschte

Succès ass, wann ee quantitativ kuckt. Wann am Joer 2012 an der Pilotphas nach 82 Leit an der Surveillance électronique waren, waren et der 2019 55 an am Joer 2020 39. Wat awer sécher positiv ass, och déi kommen zu engem gudden Enn, wa se bis exekutiert ginn. An och hei kann ee sech d'Fro stellen, och un d'Madamm Justizministesch. Et ass vläicht éischter och en Appell, well ech weess, dass Dir keng direkt Mainmise drop hutt. An zwar kann ee feststellen, wéi gesot, dass 42,5 % vun de Strofen am Prisong bis zu dräi Joer sinn. An eng Surveillance électronique, d'elektronesch Foussfessel, huet och eng entsprechend Durée. Wéi gesot, déi Prisongsstrof, déi a Fro kënn, dat sinn och dräi Joer. A kéint een am Fong net do usetzen, fir effektiv déi Prisongsstrof partiell oder ganz duerch d'elektronesch Foussfessel ze ersetzen? Et mierkt een also, dass d'Applikatioun vun dëser Mesur sech a Grenzen hält, obwuel dës Mesur am Gesetz vum 2018 an eiser national Legislatioun verankert gouf.

Des Weidere gesäit een awer och, dass d'elektronesch Foussfessel, déi elektronesch Iwwerwachung, och eng Modalitéit am Kader vum Contrôle judiciaire ka sinn, also virun der Verurteilung, déi kann imposéiert ginn. Wéi dat awer an der Praxis gehandhaabt gëtt ..., do gesäit een, dass de Recours op dës Mesur ganz geréng ass. An och dat ass als Novum am Gesetz vum 2018 festgehal ginn, dass se am Kader vum Contrôle judiciaire kann agesat ginn. Besonnesch wann een awer bedenkt, dass de Legislateur dës Méiglechkeet geschafen huet an dass et an der Praxis ausgesäit, wéi wann dës Moyer iwwerhaupt guer net genotzt gëtt.

All dës Mesuren, déi ech bis elo ernimmt hunn, wieren awer net effikass, wa keen effektive Suivi géif gemaach ginn. An genau do kënn d'Bewärgungshëllef an d'Spill, déi de psychosoziale Suivi mécht: sozial Enquêtes a Rapporten zu de sellegen alternative Peinen a Mesuren. Déi Mesuren, déi hei suivéiert ginn, bleiwen natierlech héich: 2020 waren dat der 1.813 an 2019 1.869.

Wann een natierlech e bësse méi genee op déi Chifferen, op déi Statistiken kuckt: 2019 waren op 100.000 Awunner 156 Leit an der Bewärgung hei zu Lëtzebuerg, am Prisong waren et der am Verglach 108,2. 2020 waren 154 Leit op 100.000 Awunner op Bewärgung, am Prisong am Verglach waren et der 87,8. Ech mengen, dat sinn Zuelen, déi de Conseil de l'Europe eis liwwert. An et gesäit een awer och an der Bewärgung, dass 82 % vu Leit a Mesurë wéi Sursis probatoire, Travail d'intérêt général an 18 % an der Libération conditionnelle sinn.

Wann een och e Bléck werft op d'Zuelen 2020, do gesäit een, dass, wéi gesot, een Drëttel vun de Mesuren am Kader vum Travail d'intérêt général ofleeft, een Drëttel am Kader vum Sursis probatoire an 18 %, wéi gesot, an der Libération conditionnelle.

An der Praxis ass de Suivi och vu 45 Justiciabele pro Bewärgungshelfer. Dat sinn der ganz vill. An Europa gëtt et Länner, déi no där doter Zuel méi héich leien. Et gëtt awer och Länner, déi ganz kloer drënner leien. Des Weideren ass och hei d'Charge de travail zimmlech héich.

Wat awer, mengen ech, positiv ass, an och dat féint een an den Zuele vum Conseil de l'Europe, ass, dass 78 % vun den Alternativen, déi suivéiert ginn, fäerdeg ginn, also och deementsprechend e Succès sinn.

Natierlech dierf een och bei dëser ganzer Diskussioun, déi mer haut hei féieren, net vergiessen, dass natierlech och d'Pandemie en Impakt hat op dee ganze Suivi am Joer 2020.

A wat natierlech och d'Juridiktiounen ugeet, effektiv ass et och wichteg, weider do ze sensibiliséieren, dass

och weider op alternativ Strofe virun der Verurteilung zréckgegraff gëtt an dass natierlech och de Recours op alternativ Strofe par rapport zum Prisong an Zukunft och verstärkt an de Virdergrond kënt.

D'Fro, déi ee stelle kann, ass net, ob mer nei Formen vun Alternative brauchen, mee éischer, dass ee kuckt, ob déi besteend, déi mer an eisem Arsenal hunn, do genotzt ginn, wou se kéinte genotzt ginn.

An dëst bréngt natierlech och mat sech, dass et wichteg ass, dass alleguerten déi Leit, déi hei Decisiounen huelen, wat dës Alternativen ugeet, iwwert d'Mechanisme vun dësen Alternative gutt informéiert sinn, vun hirer Utilitéit a vun hirer Effikassitéit iwwerzeecht sinn, fir dass och vermeert kann drop zréckgegraff ginn.

D'Toile de fond ass natierlech dee ganze Volet vun der Exécution des peines a vun der Politique pénitentiaire. An och do wollt ech kuerz drop agoen. Ech si virdu kuerz drop agaange par rapport zu der Mesure vun der elektronischer Foussfessel, dass ee gesäit, dass 42,1 % vun de Prisongsstrofe vun engem bis dräi Joer sinn, dass ee vermeert kann drop zréckgräifen. An hei mierke mer, grad bei bis dräi Joer Prisongsstrof, si mer klasescherweis bei kleng Strofen. An ech mengen, generell soll ee sech d'Fro stellen, ob een net verstärkt hei op Alternative soll zréckgräifen, well een hei vum Profil hier an och vun der Geféierlechkeet hier sécher mat aner Justiciabelen ze dinn huet, wéi wa se effektiv länger Strofe géifen ofsetzen.

D'Politique pénitentiaire gëtt notamment och vun der Exécution des peines an och vum Parquet général a vun der CHAP (ndlr: Chambre de l'application des peines) mat definéiert. Dat kann emol méi oder manner restriktiv ausgeluecht ginn. Et ass natierlech begrëssenswäert, dass och do eng gewësse Flexibilität am Kader vun der Individualiséierung zougeloo gëtt, mee och hei kéint ee sech d'Fro stellen: Wat ass generell um Niveau vun der Exécution des peines de „bigger picture“?

An an deem Kader kann ee sech och d'Fro stellen iwwert deen Outil, deen 2018 agefouert gouf, de Plan volontaire d'insertion. Wat sinn d'Erkenntnisser, déi een haut aus dësem neien Instrument zéie kann. Als LSAP stelle mer eis d'Fro, wéi do d'Utilitéit de Moment ass.

Et kann ee sech awer och d'Fro stellen, inwiefern de Risiko besteet, dass duerch d'Schafe vun den neie Capacitéite mam Uerschterhaff nach méi Leit an d'Détention préventive gesat ginn an déi Plazen, déi zu Schraasseg fräi ginn, nach méi schnell geféllt ginn, an dëst au détriment vu Bewärgungsstrofe respektiv Bewärgungsmesuren.

Lëtzebuerg huet jo déi Partikularitéit am Verglach zu eisen Nopeschlänner, wa mer eis och do op d'Chiffere baséieren, dass 40 % vun den Detenuen Net-residentë sinn, et also och méi schwéier ass, um nationale Plang alternativ Strofen ze huelen, och wa jo d'Méiglechkeet vum Transfert besteet, fir an hiert Heemechtsland ze goen, wa se innerhalb vun der Europäescher Unioun wunnen.

An ech mengen, och do ass et wichteg, generell mat deenen Zuelen, déi mer alleguerte virleien hunn, verstärkt op wëssenschaftlech Studien zréckgegräifen, wat d'alternativ Strofen respektiv och d'Prisongsstrofen ugeet.

Här President, bei der Recherche ronderëm déi Alternativen an d'Prisongsstrofen ass ganz kloer nach Sputt no uewen. Där Meenung si mer als LSAP, well et wichteg ass, mat deenen Donnéeën, déi mer hunn, d'Statistiken ze analyséieren. Et ass wichteg, déi auszewäerten. Et ass wichteg, dat ze thematiséieren, fir

och kënnen Konklusiounen ze zéien, déi souwuel an d'Politique d'exécution des peines afléisse wéi och an d'Praxis, an dass mer och d'Praxis kënnen iwwert d'Politik beliichten.

Et ass wichteg, sech an Zukunft verstärkt där Thematik méi wëssenschaftlech unzehuelen a firwat net eng Uni Lëtzebuerg oder e LISER domadder befaassen. Iwwert deen dote Wee kënnen mer natierlech och besser Evaluatiounen maachen iwwert dat, wat an der Exécution des peines an och an der Bewärgung deementspreechend stattfënt an och vläicht ënnersichen, wat de Profil vun deene Leit ass, déi an eng Bewärgungshëllef kommen a wéi eng net, respektiv wat de Profil vun deene Leit ass, déi am Prisong sinn. Wat ass de Profil vun deene Leit, déi net am Prisong sinn? Mir kënnen och eng Kéier studéieren, wéi d'Effikassitéit vun deene Mesuren ass.

Wéi gesot, alles dat sinn Elementer, déi ee ka studéieren. An ech mengen och, wat ëmmer erëm hei zu Lëtzebuerg eng Diskussioun ass, dass mer och endlech Studie maachen iwwert d'Recidive an iwwert d'Heefegkeet vun der Recidive. Och dat ass ëmmer eng Diskussioun bei den alternative Mesuren an och bei feste Prisongsstrofen. Am Rapport vun 2020 vun der Direction de l'administration pénitentiaire schielt sech eraus, dass 30 % vun den Detenuen an enger legaler Recidive sinn, mee mir missten awer och definéieren, wat d'Recidive ass, nieft dem Fait, dass se legal ass, well se och esou am Code pénal definéiert ass.

Ass eng Recidive eng nei Arrestatioun? Ass eng Recidive eng nei Verurteilung? Ass eng Recidive eng nei Inhaftéierung? Ass eng Recidive d'Netanhale vu Konditiounen? Do besteet, mengen ech, och ganz kloer Klärungsbedarf, deen opzeschaffen ass.

Allguer dës Mesurë solle jo d'Reinsertioun vun de betraffene Persounen vereinfachen. Wann eng Mesure a Succès war, ass d'Reinsertioun – wann och mat Nuancen – a priori gutt verlaf. An déi Mesuren, déi mer hunn, déi sinn effikass, och wa se ganz oft onbegrennt als laxistesches ageschat ginn, wat se largelement net sinn. D'Chiffres à l'appui weisen, dass do e qualitativ gudd Suivi ass. An ech mengen, et ass och wichteg fir d'LSAP, dass mer an Zukunft och weider op dës Mesuren zréckgräifen an och kucken, dass se an der Praxis ugewannt ginn, fir d'Prisongen ze entlaaschten an d'Reinsertion sociale ze féerden.

Ofschléissend wéilt ech soen, dass Bewärgungsstrofen a -mesurë villschichtig a komplex sinn. Se schreiwe sech och an eng komplex Interaktioun a Perception an, déi ee vun hirer Utilitéit an der Effikassitéit tëschent Justiz, Prisong an eiser Gesellschaft huet. Si funktionéieren gutt. Si gi méi oder manner genotzt, dofir, mengen ech, ass et och wichteg, se weider ze promovéieren an och iwwer positiv – virun allem positiv – Resultater ze kommunizéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Dan Biancalana.

An als éischte Riedner ass den honorablen Här Léon Gloden ageschriwwen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Merci dem Dan Biancalana fir dës Interpellatioun. An en ass zur Schlussfolgerung komm, dass Loft no uewen ass. Ech kann Iech soen, d'CSV deelt dës Meenung am Kader vun engem modernen a verbesserte Strofvollzuch.

Strofvollzuch, dat ass och e gesellschaftspoliteschen Thema, well wann een e moderne Strofvollzuch

huet, weist een och, wéi d'Gesellschaft mat de Prisonéier, mat entre guillemets „deene Schwaachen“ aus der Gesellschaft émgheet. A mir als CSV hu schonn an der Ried vun 2018 iwwert d'Exécution des peines gesot, dass mir d'accord sinn, dass d'Gesellschaft engem Verurteilten, deen haut nach duerch d'stolen Dier zu Schraasseg geet, och d'Méiglechkeet kritt, fir erëm zu där selwechter stolener Dier erauszugeen a sech am Liewen dobaussen zurechtzufinden.

Ech wéilt awer och eng Kéier drun erënnere, dass d'Covidkris d'Gestioun vum Prisong net méi einfach gemaach huet. Souwuel d'Prisonéier wéi och all déi Leit, déi do schaffen, haten et net einfach mat der Gestioun vum Covid, well duerch d'Covidkris haten d'Prisonéier d'Impressioun, dass se nach eng Kéier eng weider Strof kritt hunn. Si konnten net méi esou vill Besuch kréien. Et sinn aner Mesurë geholl ginn. A fir déi Leit, déi am Prisong schaffen, war et och en Challenge, fir déi Covidmesuren émsesetzen. Duerfir wéilt ech och deenen op dëser Plaz am Numm vun der CSV Merci soen.

Här President, de Victor Hugo sot: La société „ne doit pas ‚punir pour se venger‘ ; elle doit corriger pour améliorer.“ An dat ass och genau d'Philosophie vum Artikel 670 vum Code de procédure pénale, dee seet: „L'exécution des peines privatives de liberté favorise, dans le respect des intérêts de la société des droits des victimes, l'insertion des condamnés ainsi que la prévention de la récidive.“

Jo, deen, dee condemnéiert ginn ass, muss seng Strof ofsätzen. Fir eis ass et als CSV och wichteg – an ech hunn dat och 2018 hei op dësem Pult gesot –, dass déi Strof zäitno exekutéiert gëtt. Et kann net sinn, dass, wann ee bis condemnéiert ginn ass, nach Méint voire Joere verginn, bis dann d'Strof exekutéiert gëtt, well dat dréit net zum Versteesdemech vum Condamnéierten bäi, firwat en am Fong condemnéiert gëtt. Et ass och psychologesch wichteg, dass een déi Strof zäitno ofsetze muss.

D'Gesetz ass 2018 gestëmmt ginn, an d'Fro stellt sech, an de Kolleg Dan Biancalana huet am Fong déi selwecht Fro gestallt: Hunn d'Mesurë gegraff? An ech wéilt elo net nach eng Kéier op all enzel Mesure hei zréckkommen. Hien huet dat hei mat de Chifferen aus dem Rapport vum Justizministère vun 2020 gutt illustriert, mee ech deelen awer säi Constat, dass nach Loft no uewen ass. D'ailleurs schreift de Justizministère a sengem Rapport bei de Jugements sur accord zum Beispill, dass do och eng Evaluatioun an e Renforcement vun de Jugements sur accord muss kommen.

Och bei de sougenannte Plans volontaires d'insertion – dat war am Fong den Élément phare vun där Gesetzesännerung 2018 – muss ee feststellen, dass dat awer elo net de ganz grouse Succès ass, wann een déi Strofe kuckt.

Duerfir froe mir als CSV – an dat ass eis éischt Fuerderung, Madamm Justizministerin –, dass een eng wëssenschaftlech Evaluatioun mécht vun deenen alternative Strofmooosnamen an dass een och do Ligne-directrices opstellt, dass et kloer ass, transparent ass, wéini wat fir eng Mesure ka geholl ginn. Dat ass eis éischt Fuerderung.

Dann zu enger spezifischer Moosnam, an den Dan Biancalana ass och op déi agaangen, dat ass de Bracelet électronique, dat ass déi elektronesch Foussfessel, déi een huet, déi ee ka kréien. Do gëtt et jo, wann een dat esou liest an der internationaler Press och verschidde Modellen dovun. Bei deem engen kann een d'Box driwwer strëppen, bei deem anerere gesäit een d'Foussfessel.

An ech verweisen do op eng Question parlementaire vum Alex Bodry vun 2019, deen am Kader vun der

Violence conjugale d'Fro gestallt huet, ob d'Foussfessel net sollt op déi Infraktioun vum der Violence conjugale ausgeweit ginn. An do war deemools d'Äntwert vun der Ministerin fir Chancëgläichheet, et géif en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff ginn. Ech hat bal gesot: „Erëmen Aarbechtsgrupp!“ An do ass dann d'Fro, an dat misst Dir jo awer och wëssen, Madamm Justizministerin: Wou ass deen Aarbechtsgrupp drun? Sinn do Konklusiounen scho geholl ginn? Oder sinn der amgaangen, ausgeschafft ze ginn? Well dat ass eng zweet Fuerderung vun der CSV am Kader vun dëser Debatt. Mir si ganz kloer derfir.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Se si scho virgestallt ginn, Här Gloden!

M. Léon Gloden (CSV) | Mir si ganz kloer derfir.

Dat steet awer net an Ärem Rapport beim Bracelet électronique, dat hunn ech net gesinn. An duerfir si mir ganz kloer als CSV derfir, ...

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Et gëtt jo net just de Rapport.

M. Léon Gloden (CSV) | ... datt et zu enger Ausweidung kënn, well doduerch kënnen Violences am Domicile conjugale verhënnert ginn, well duerch dee Bracelet électronique kann ee jo deem Condamnéierte seng Plaz, seng Location notracéieren.

Dann en drëtten Punkt, an dat ass e Punkt, dee gëtt kontrovers debattéiert, dat ass déi sougenannten Incompressibilité de peine oder, wéi et och genannt gëtt, d'Rétenion de sûreté. An do verweisen ech op eng Question parlementaire vun de Kollege Mosar a Roth vun 2019, wou d'Äntwert vun Iech, Madamm Justizministerin, elo net esou positiv war, wann ech et dierf esou formuléieren.

(Brouhaha)

Dir gesitt dat méi skeptesch. Ech soen Iech, datt d'CSV ganz kloer fir esou eng Rétenion de sûreté ass an extreeme Fäll, wéi zum Beispill an engem Fall Dutroux.

Et gëtt et och! Et gëtt et an der Belsch. Et gëtt et a Frankräich. Et gëtt et och an der Schwäiz. An d'ailleurs rezent ass en Arrêt zu Stroossbuerg geschwat gi géint d'Schwäiz, en Arrêt vum 2. November 2021, wou kloer gesot ginn ass, datt ënner strikte Konditiounen eng Rétenion de sûreté, also esou eng Moosnam, méiglech ass.

Et ass keng zweet Strof! Et ass eng Modalitéit vun enger Exekutioun vun enger Peine, vun enger Prisonsstrof, an déi muss – jo, dat wësse mer och als CSV, an dat fuerdere mer och – kloer Konditiounen ënnerleien, wéi zum Beispill engem Suivi médical, engem Suivi psychologique. Mee ech insistéieren hei drop, ech insistéieren, ...

(Interruption)

... ech insistéieren hei drop: Et ass eng Mesure, déi d'Gesellschaft schützt an de Condamnéierte viru sech selwer.

An duerfir, Madamm Justizministerin, géife mer Iech bidden, Är Meenung op dësem Sujet ze änneren. Do fannt Der d'Hand vun der CSV.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Dann hunn ech am Rapport gelies, Madamm Justizministerin, ...

Une voix | Ganz gutt!

M. Léon Gloden (CSV) | ... Dir sidd fir d'Évacuation rapide des affaires de flagrant délit. Duerfir meng Fro un Iech: Sidd Dir fir d'Comparution immédiate? Ech kann Iech soen, och déi Diskussioun scheid d'CSV net.

(Brouhaha)

Et ass e Moyen, fir verschiddenen Infraktiounen kënnen schnell Meeschter ze ginn am Respekt vun den néidege Prozeduren. Ech erënneren drun, si ass deemools agefouert ginn a Frankräich fir d'Fussballweltmeeschterschaft.

Jo, an Zwëschenzäit ass se och op Peinen erweidert ginn, déi bis zu zéng Joer Prisons kënnen mat sech bréngen. Dat ass eng aner Diskussioun. Mee mir sollten dee Sujet eng kéier ganz seriö diskutéieren. Vläch ass déi eng oder déi aner Partei heibannen, déi och do méi positiv vun esou enger Prozedur ageholl ass.

Dann, mäi leschte Punkt wier: Wat geschitt elo genau mam Prisons zu Schraasseg? Den Uerschterhaff geet jo elo geschwënn op. Och dorobber ass de Kollege Dan Biancalana agaangen. Kënnst Der eis konkret soen haut, wéi den Ëmbau, Ausbau, Ofbau, Neipbau vun dësem Prisons ausgesäit? Wat sinn d'Konzepter?

Well ech erënneren drun, datt mer jo ëmmer erëm gefuerdert hunn, an do sidd Der bei eis, datt keng Jugendlecher zesumme mat Erwuessenen an engem Prisons zesumme solle gefouert ginn. Mir hunn elo haut zwee Projet-de-loien, een iwwert d'Jugendstrofgesetz an een iwwert d'Jugendschutzgesetz. An duerfir wier ech frou, vun Iech ze héieren: Wat fir eng Pläng ginn et elo fir Schraasseg, wann den Uerschterhaff opgeet? Wéi konkret gesinn déi Pläng aus?

Well et wier net gutt, wa mer erëischt géifen ufänken mat plangen do, wann den Uerschterhaff schon op ass. Ech sinn iwwerzeegt, datt Der mech do kënn berouegen, fir déi néideg Explikatiounen ze ginn. Dat wier also déi lescht Fuerderung vun der CSV an dëser Debatt: schnell koordinéiert Pläng fir de Projet zu Schraasseg virzeleeën.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Populatioun an de Lëtzebuurger Prisons huet déi lescht Joren ëmmer méi ofgehall. Den Taux d'occupation ass vun 2016, wou mer bei 100 % louchen, op 77,2 % am Joer 2020 zrëckgaangen. Den Ament stinn der Justiz iwwer 700 Plazen zur Verfügung, ronn 600 am Prisons zu Schraasseg an eng 113 Plazen am Centre zu Giwenech.

Et kéint een also dozou tendéieren, fir positiv an d'Zukunft ze kucken. D'Zuele ginn erof, alles ass an der Rei.

Dat ass net esou! De Conseil de l'Europe schwätzt zënter Jore vun enger „Hyperincarcération“ zu Lëtzebuerg. Wann een den Indicateur vun der Incarcération vun de Grënnerstaate vum Conseil de l'Europe kuckt, dann ass Lëtzebuerg esouguer ganz vir mat derbäi. Och bei deenen, déi à titre préventif incarceréiert ginn, huet Lëtzebuerg mat 48,6 % ee vun deenen héchsten Tauxen. An och bei Prisonsstrofe mat Sursis leie mir mat enger Moyenne vu 94,9 op 100.000 Persounen ganz virbäi.

Wann ee sech iwwerdeems d'Chifferen am Joresrapport vun de Juridictionen a vum Justizministère vum leschte Joer ukuckt, da leien d'Condamnations primaires bei 70 % an den Taux vun der Recidive bei 30 %. Männlech Prisonéier stellen ëmmer nach dee gréissten Deel vun de Leit am Prisons. Mee wann een

da kuckt, aus wat fir enge Grënn et zu de Prisonsstrofe kënn, da sinn do virop: „autres types de vols“ mat 20 %, „infractions en matière de stupéfiants“ mat 18 %, wéinst Homicides 16 %. Bei „autres infractions“ stinn d'„infractions de circulation“ un éischer Plaz.

Interessant ass och, datt d'Fraen dacks méi laang Strofe kréien an d'Männer dacks méi kuerz oder mëttellaang Strofen.

(Brouhaha)

An deem Kontext géif ech gären e Punkt opgräifen, nämlech dee vun der Exécution des peines a vum Traitement vun den Demandes d'aménagement vu Strofen.

2020 sinn 1.255 där Demanden agereecht ginn, an zwar fir Congé pénal, fir en Transfert vu Schraasseg op Giwenech, fir eng anticipéiert Libération, fir Semi-liberté ..., fir nëmmen déi Grënn ze nennen.

1.074 vun deenen 1.255 Demandé si behandelt ginn, 644 dovun goufen accordéiert, 430 goufen refuséiert. Et wier hei interessant ze wëssen, wat fir eng Demanden aus wéi enge Grënn refuséiert gi sinn. Wann e Prisonéier seng Strof, soe mer, zu engem Drëttel ofgesat huet, dann ass virgesinn, datt hien zum Beispill op Giwenech ka goen. No der Hallschent vun der Prisonsstrof kann eventuell iwwer eng Libération conditionnelle nogeduecht ginn oder iwwer eng Suspensioun.

Et muss een awer ënnersträichen, datt dës Decisiounen oft dovunner ofhängeg huet, ob dës Persoun hir Partie civile regléiert huet. Och wa si sech gutt beholl huet, keng Schwierigkeete gemaach huet, d'Autoritéit respektéiert an eventuell esouguer nach Formatiounen am Prisons gemaach huet, déi Leit dierfen dann awer net eraus, obwuel si am Fong eligibel wieren an obwuel datt déi genannte Facteurs an esou Fäll missten entscheidend sinn.

Dofir stellt sech d'Fro, wéi eng Motivatioun e Prisonéier huet, fir sech gutt am Prisons ze behuelen a sech un d'Reegelen ze halen, wann e souwisou seng ganz Zäit muss ofsetzen, well en ni et wäert fäerdegbréngen, déi Partie-civile ganz oder och nëmmen zum Deel ze regléieren.

Firwat gëtt en exemplaresche Prisonéier genausou behandelt wéi een, deen da keng Efforte gemaach huet, dee sech net ugepasst huet, dee sech net reinseréiert huet?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an dësem Fall verfeelee mer eist Zil.

Och de Recours bei der Chambre de l'application des peines misst an dësem Kontext op de Leescht geholl ginn. Dës Recours geet an éischer Instanz un de Parquet an erëischt an zweeter Instanz kënn e bei d'Magistraten, déi d'Decisioun dann oft confirméieren.

Och hei misst ee sech iwwerleeën, ob et net méi sënnvoll wier, fir sech u Frankräich ze orientéieren, wou vun Ufank un e Riichter an net de Parquet iwwert d'Urteil an iwwert d'Exekutioun befénnt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Prisons ass dacks eng final Léisung, déi awer net de Problem u sech léist. De verurteelte Mënsch gëtt wuel fir eng Zäit ewechgespaart, ma et bleift e Pak un negativen Aspekter, mat deene mer eis musse weider befaassen.

Elong de Kader vun engem Prisons ka schon eng wichteg Roll spillen. Am Documentaire vum Frank Gehry „Building Justice“ aus dem Joer 2018 setzt sech den Architekt Frank Gehry domat ausernee, wéi de beschtméigleche Prisons ausgesäit. Wéi soll esou

eng Plaz vun der sozialer Agliderung gestalt ginn, wou de Prisonéier e gudden Encadrement ënner optimale Konditiounen offrëiert gëtt?

An awer ...! E Mënsch ewechspäre bréngt net automatesch e Lerneffekt. Esou Leit verléieren eventuell hir Aarbecht, hir Wunneng, hiert soziaalt Ëmfeld. Jo, si knäppe vläicht schlecht Kontakter, déi si no hirer Strof erëm op de falsche Wee féieren. Hir Situatioun riskéiert, sech a Fräiheet souguer verschlémmert ze hunn. Si geroden an en Däiwelskrees. De Sënn vun hirer Prisongstrof ass domadder net erreecht.

Et ass dofir ganz wichteg, an ech bezéie mech hei op en interessanten Artikel aus dem „Journal des tribunaux“, datt eng Peine muss Sënn erginn! Si muss op d'Preventioun an och op Reinsertioun achséiert ginn. Ech erënnere hei nach eng Kéier un déi grouss Occupation vun eise Prisongen an dorunner, datt d'Drogendelikter eng ganz grouss Roll spillen – ongeféier een Drëttel.

Dobäi wësse mer, datt de Prisong déi falsch Plaz fir Toxikomanen ass. Mir brauchen eis näscht virzemaachen iwwert d'Presenz vun den Drogen am Prisong! Drogen am Prisong bedeeite Rechutten, an alt erëm e Riedche vum Däiwelskrees! Ouni uerdentlech Therapie bleift d'Drogensucht an domadder d'Gefor, datt eng Neesagliderung an d'Gesellschaft ganz schwéier voire onméiglech ass. Ganz dovun ofgesinn, datt en Drogekranken ouni Suen erëm ganz séier an d'Beschafungskriminalitéit ka verfallen. Esou Fäll gesi mer ëmmer erëm.

Mir mussen hei am Prisong Suchttherapie ubidden, eng Suchttherapie, déi och deen Numm verdéngt. An dofir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mussen mer méi Therapieplaze schafen, fir aus deem Däiwelskrees erauszekommen. Bei ronn 60 Milliounen Euro, déi d'Administrations pénitentiaires d'Joer kaschten, misst et méiglech sinn, en Deel méi an Therapien amplaz a Prisongstrofen ze investéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir mussen eis mat den Alternativen zum feste Prisong beschäftegen. Ech denke beispillsweis un d'Aarbechten am Interessi vun der Allgemengheet, op déi d'Riichter ëmmer méi zrëckgräifen: 122 TIGen 2017, 166 2018 an 2020 waren et der 177, e Plus vu 50 Fäll bannent dräi Joer. D'Riichter gräifen also elo scho méi op d'Travaux d'intérêt général zrëck.

Dat ass am Fall, wou si dovunner ausginn, datt de Concernéierten net méi wéi sechs Méint Prisong verdéngt hätt. Déi Limitt vu sechs Méint kéint een a mengen Aen nach eropsetzen, op e Joer an nach méi, an iwwerhaupt méi dacks op Aarbechten am Intérêt général zrëckgräifen. Esou géif een de Riichter méi Spillraum ginn, a mir hätten eng Alternativ, amplaz besonnesch jonk Leit direkt an de Prisong ze schécken. E Prisong, wou d'Gefore fir e Réckfall besonnesch grouss sinn.

Mir sollten och méi systematesch op den elektronesche Bracelet zrëckgräifen, deen an de leschte Jore manner applizéiert ginn ass. Den elektronesche Bracelet war am Ufank vun der Pandemie och als Léisung ugeduecht ginn, fir d'Prisongen e Stéck weider ze entlaaschten. Déi Dispositioun ass awer no éischten negativen Erfahrungen an dem spéideren Text net méi bäibehale ginn.

D'Fro muss hei gestalt ginn, wou genee d'Problemer leien a wéi een och dës Méiglechkeet an Zukunft besser kann encadréieren an awéiwäit de Verurteelte vum Bracelet profitéieren da kann.

Ech erlabe mer hei d'Associatioun „Eran, eraus ... an elo?“ ze zitieren, déi festhält, datt „eng Prisongstrof vun e puer Méint bis e puer Joer fir bal all Prisonéier

déi selwecht Konsequenzen huet: de Verloscht vun der Aarbechtsplaz, der Wunneng, der Famill an de Frënn“.

Ech huelen elo d'Beispill vun enger Persoun X, déi eng Infraktioun begaangen huet an zwee, dräi Joer duerno de Prozess gemaach kritt. An där Zäit bis dohinner huet déi Persoun awer vläicht eng Aarbecht fonnt, eng Famill gegrënnt, sech e Liewen opgebaut. Dat alles riskéiert dann an de Koup ze fale wéinst Faiten, déi dee Mënsch kéint a jonke Jore verbrach hunn. Fir esou Fäll brauche mer alternativ Mesuren, aner Weeër, fir eng Strof ofzesetze wéi de Prisong, fir datt där Persoun hiert neit Liewen, hir Zukunft net erëm zerstiéiert gëtt.

An deem Sënn kéinte mer och op méi Semi-liberté zrëckgräifen. Och hei sinn d'Tauxen iwwert déi lescht Jorener erfogaangen, an och hei wier et wichteg, de Benefiss vun deem Encadrement ze erkennen an en dofir och weider auszubauen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och déi restaurativ Justiz ass en Usaz, dee méi Opmierksamkeet verdéngt. Ech verweisen op e Konzept vum finnesche Psychiater Ben Furman. D'Konzept vun der „Stufen der Verantwortung“ ass op d'Aarbecht mat Kanner a Jugendlechen axéiert. Si kéint awer och bei Erwuessener applizéiert ginn. Et fänkt hei domadder un, datt eng Persoun e Feeler zougëtt, de Feeler versteet, sech dofir entschëllegt an eng Wiedergutmachung leescht, verspricht de Feeler net ze widerhuelen an och Verantwortung fir dese Feeler iwwerhëlt.

An eise Strofrecht ginn awer dacks vill vun desen Etappen iwwersprong. An hei ass déi restaurativ Justiz eeben een interessante Piliere fir d'Zäit no enger Verurteilung. Et geet eeben net just drëm, Leit anzespären an ze hoffen, datt si dorauer déi richteg Léier zéien. Nee, och déi aner Etappen, déi ech genannt hunn, mussen applizéiert ginn.

Huele mer de Fall vun engem Verbrieche géint eng Persoun. Dem Affer geet et an deem Fall oft net ëm eng Strof fir den Täter, mee et wëllt d'Ursach fir dee Crime erkennen, eng Erklärung héieren a vläicht souguer d'Annonce, datt den Täter seng Dot begräift a sech bessere wëllt an och d'Dot vläicht bereit.

Une voix | Très bien!

M. Pim Knaff (DP) | En anert Beispill, fir ze weisen, wéi wichteg d'Gerechtegkeet fir d'Affer ass: 1998 kouw et zu Eschede an Däitschland zu engem ganz schlimmen Zuchongléck. Alleguerten d'Famillje vun den Affer kruten eng ronn 15.000 Euro Schuedenersaz. An trotzdeem hunn d'Famillje geklot. Et huet dunn awer bis d'Joer 2013 gedauert, bis déi Responsabel och de séilesche Schued unerkannt hunn a sech dofir entschëllegt hunn. 15 Joer hunn d'Affer also misse op e Gest, op déi Satisfaktioun waarden! Dat just als Beispill, datt déi restaurativ Justiz och muss am Interessi vun den Affer geféiert ginn.

Une voix | Très bien!

M. Pim Knaff (DP) | Natierlech gëtt et nach vill aner Alternativen, wat d'Peinen a wat d'Mesuren ugeet. An Norwegen gëtt et e Prisong, wou d'Prisonéier bannent de Mauere praktesch weiderliewe wéi virdrun. E Prisong a Finnland ass speziell drop ausgeriicht, d'Insassen am informatiesche Beräich ze forméieren, fir hinnen eng gutt Basis ze ginn, wa se duerno zrëck an eng digital weiderentwéckelt Welt entlooss ginn.

A Frankräich an an den USA gëtt et Bauerenhäff, wou d'Prisonéier sech ëm vernoléisseggt oder mësshandelt Déiere bekëmmere. Nieft hirer Aarbecht léiere si esou och Responsabilitéit an Empathie.

Une voix | Très bien!

M. Pim Knaff (DP) | Et gëtt vill Alternativen zum classesche Prisong. Mir mussen fir nei Iddien oppe bleiwen, d'Strofen upassen an eebe bei Bedarf nei Kadere schafen an developpéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, um Enn wëll ech nach kuerz op en anere wichtege Punkt agoen: d'Konditiounen vun de Leit no hirer Zäit am Prisong. Et ass schon e puermol gesot ginn: Als Exprisonéier huet een et net einfach. Am Prisong gouf et e Kader, et gouf Reegelen, den Dagesoflaf war esou wäit virgeschriwwen. Als Prisonéier hat een eventuell och eng kleng Aarbecht, mee en gros hat ee bannent de Mauere keng gréisser Responsabilitéiten.

Dobaussen ass et awer eng ganz aner Welt. Warscheinlech manner Kontakt mat der Famill, manner Frënn, keen Job, keng Wunneng méi, vläicht dann och nach Scholden, mee keng Suen. Genau an deem Moment brauchen déi Leit Strukturen, déi hinnen en Halt ginn, an zwar, Dir wësst et schon, fir den Däiwelskrees ze brieche.

Dofir si mir och frou iwwert de Pilotprojet vun der Madamm Justizminister an der Familljeministes, wou genau des Leit solle gehollef kréien, also e Kader, an deem Exprisonéier Ënnerstëtzung kréien, fir e Logement ze fannen, wou si en Encadrement gebuede kréien, fir eng Recidive ze verhënneren a fir an dat normaalt Liewen zrëckzefannen.

D'DP ënnerstëtz alleguerten d'Efforten, fir deene Leit bei hirer Reinsertioun ze hëllefen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Knaff. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Virriedner hu munches gesot a wéineg, mat deem ech am Fong net averstane wier. Dofir brauch ech op eng Partie Saachen also net anzegoen. Als Statistiker wäert ech der dann och haut net vill zielen, well déi meescht si scho gesot ginn.

Ech versichen, aus der Perspektiv vun der grénger Fraktioun dëst Thema ze behandelen, wat mer perséinlech en Uleies ass aus menger Studentenzäit, wou ech mech mam Thema Strofvollzuch beschäftegt hunn, wéi an den Achtzeigerjore d'Fransousen hire Code pénal reforméiert hunn an ënner anerem de JAP, de Juge d'application des peines, ageféiert hunn. De JAP vu Fleury-Mérogis an der Paräisser Géigend – ee vun deene gréisste Prisongen an Europa, wann ech richteg informéiert sinn, dee gréissten – war deemools mäi Chargé de travaux dirigés. Deen huet dunn aus der rezenter Erfahrung vun der neier Institutioun kenne mat eis schwätzen.

Zënter dass ech President vun der Justizkommissioun sinn, hu mer eis etlech Mol mam Strofvollzuch beschäftegt, mat der Ekip vum Serge Legil, Direkter vun der Administration pénitentiaire, déi mam Prisongsgesetz 2018 geschaaft ginn ass, a mat der Ekip vum Claudia Monti an hirer Fonctioun als Inspectrice des lieux privés de liberté. Net ze vergiesse, dass mer op Visitt waren an der Unisec um Uerscherhaff an zu Giwenech; déi zu Schraasseg, déi steet nach um Programm.

D'Renate Winter hu mer och an eiser Kommissioun empfaangen, ier mer zur Konkusioun komm sinn, dass mer d'Jugendschutzgesetzgebung nei missten op de Leescht huelen.

Dir gesitt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass d'Theema déi lescht Jore reegelméisseg um Ordre du jour vun der Justizkommission war. An deem Sënn soen ech dem Dan Biancalana Merci, d'Theema zum alternative Strofvollzuch opgegraff ze hunn, fir haut driwwer ze debattéieren.

Fir et onmësverständnisch ze soen: De Prisong ass am Fong net d'Léisung, mee e Strofvollzuch ouni Prisong ass och schwierig denkbar – naiv solle mer net sinn.

Am „forum“ vum November 2020 weist de Michel Pauly op dësen Dilemma hi mam Titel „Gefängnisse sind schädlich, aber nötig“, als Aféierungartikel zum Dossier iwwer de Prisong. Weider schreift hien, ech zitieren: „Gefängnisse sollen nach allgemeiner Auffassung unsere Sicherheit vergrößern und für Gerechtigkeit sorgen. Doch dazu taugen sie unter dem Strich nicht, sie schaden sogar.“ Das sagt nicht irgendjemand, sondern Thomas Galli. Er hatte 15 Jahre in verschiedenen Gefängnissen gearbeitet [...]. ‚Bei sehr vielen Inhaftierten richten [die Gefängnisse] Schaden an. Nach der Haft haben sie große Schwierigkeiten, in der Freiheit wieder auf die Beine zu kommen, einen Arbeitsplatz zu finden, in der Gesellschaft integriert zu werden.‘ In Luxemburg müsste man hinzufügen“, seet de Michel Pauly, „eine Wohnung zu finden. ‚Die Inhaftierung schadet auch den Angehörigen [...], obgleich sie völlig schuldlos daran sind. [...] Das Gefängnis richtet auch gesamtgesellschaftlich unterm Strich Schaden an. Es erhöht bei der Mehrheit der Inhaftierten die Wahrscheinlichkeit, dass sie wieder kriminell werden.“

De Pim Knaff huet elo grad drop higewisen, wéi et ass, wann een op enger Dier steet aus dem Prisong eraus, mat wéi enge Suergen een dann ze kämpfen huet. An der Konsequenz vun dëser Feststellung, déi ech deelen, also wat de Michel Pauly geschriwwen huet, ass et also enorm wichteg, esouwuel iwwer Alternativen zum Prisong nozedenken wéi och doriwwer, wéi den Openhalt vun den Inhaftéierte beschtméiglech ka genotzt ginn, fir se op déi Zäit duerno, nom Prisong also, virzebereeden.

Kuerz fir unzefänken e Rappel vun der Situatioun zu Lëtzebuerg: De Rapport d'activité hunn ech hei stoen ..., deen ass genuch zitiiert ginn. Ech ginn net weider drop an.

Zënter e puer Joer geet den Taux de détention awer lues a lues erof. Och wat de Conseil de l'Europe seet, weist dass en Trend zënter 2013 agesat huet, dass et lues a lues zënterhier kontinuéierlech erofgeet mat der Prisongspopulatioun.

Wat bis elo net gesot ginn ass, ass, dass dësen Taux ganz staark variéiert vun engem europäesche Land zum aneren. D'Isänner hunn zum Beispill 45 Prisonéier op 100.000 Awunner an d'Tierken 357.

Während der Pandemie waren d'juristesch Aktivitéiten ageschränkt – d'Kollege si virdrun drop agaangen –, et muss een och soen, wéi och déi kriminell Aktivitéiten am Lockdown méi geréng waren. An och eng Rei Audienze konnten net gehale ginn, wat den Abroch vun den Zuelen europawäit deelweis erkläert. An Europa ass den Taux d'occupation téschent 2020 an 2021 vun 91 op 85 Inhaftéierter vun 100 erofgaangen (veuillez lire: An Europa ass den Taux de détention téschent 2020 an 2021 vun 91 op 85 Inhaftéierter op 100.000 Awunner gefall). An eisen Taux d'occupation louch 2020 – elo hunn ech awer eng Zuel – bei 77 %.

Une voix | Dat kann nëmme gutt sinn.

M. Charles Margue (déi gréng) | Fact based. Nach e Grond war a ville Länner manner Incarceratioun fir kuerz Strofen a virun allem fréizäitig Entloossungen, fir gewollt d'Prisongspopulatioun erofzedrécken an den Zenario vu Clustere wierklech ze minimiséieren.

Insgesamt ass, wéi gesot, an Europa en Trend no ënnen erkennbar, souwuel bei der Beleeung vun de Prisonge wéi am Ratio Prisonéier pro 100.000 Awunner. Fir dohinner ze kommen, huet et awer laang gedauert. Nodeems joerzëngtelaang d'Prisonéierzuelen ëmmer méi an d'Luucht gaange sinn, hunn europäesch Institutiounen schon an den 90er-Joeren dozou appelléiert, de Gebrauch vun Alternativen zu de Prisongsstrofen anzeféieren an ze promovéieren. Den Dan Biancalana huet drop higewisen, dass alles seng Zäit brauch – an eis Politiker, eis Gesetzgeber, ze laang.

Sou seet zum Beispill och de Conseil de l'Europe a senge Recommandatiounen an och d'Europaparlament an enger Resolutioun vun 1998, dass mer solle kucken, eng maximal Unzuel vun Inhaftéierte festzelleen an déi alternativ Moosnamen ze applizéieren.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Iwwerfällte Prisonge sinn eng Gefor fir déi Inhaftéiert an d'Personal selwer a se erschwéieren d'Resozialisatioun. Fir Länner ze fannen, déi den Trend erfollegräich gedréint hunn, brauche mer net wäit ze kucken.

Ech huelen elo d'Beispill vun Holland: An Holland kouw et an de fréien 2000er-Joeren zu engem radikalen Ëmdenken opgrond vun enger Etüd, déi an den 90er gemaach ginn ass „What works“ vum brittesche Psycholog James McGuire, déi e groussen Afloss op déi hollännesch Politik an Institutioun hat. D'Konklusioun war graff gesot: d'Bestrofung duerch Prisong fonctionéiert net. A Prisongsstrofen erhéije souguer d'Warscheinlechkeet vun der Recidive, dass déi betraffe Persounen duerno awer erëm strofffälleg ginn. Dorops hunn d'Hollänner hire System radikal ëmgekrämpelt. Hat d'Land 2005 125 Prisonéier op 100.000 mat deenen héchste Quote vun der EU, zéng Joer duerno ware se nach op der Hallscher.

Mëttlerweil huet scho bal e Véierel vun de Prisongen seng Dieren zougemaach. An d'Hollänner si pragmatesch Leit. Déi Prisonge ginn als Hotel oder Musée genotzt, als Escape Room. Eng e wéineg méi bedenklech Evolutioun ass déi, dass se hir Prisongen och anere Leit zur Verfügung stellen, anere Länner zur Verfügung stellen, déi keng Plaz méi hunn, well se warscheinlech och eng aner Politik bedriewen.

D'Erfollegrezept vun den Hollänner ass am Fong ganz einfach, nämlech dass massiv op Alternativen zur Fräiheitsstrof gesat gëtt. Éischtens op schnell Prozeduren an eng generéis Ausleeung vum Prinzip vun der Opportunité des poursuites. D'Riichter hunn an Holland hei och e grouse Spillraum, wat de Gebrauch vun Alternativen zum Prisong ueegt. Amplaz gëtt Sozialdénsgsch oder Sursis geschwat, dacks gekoppelt un d'elektronesch Foussfessel – d'Kollege sinn dorop agaangen – oder op Geldstrofe fir d'Affer, Therapien an aner Mesuren.

Den haarde Kär vun de Schëllegen, déi länger oder wéinst Recidivé méi dacks hanner Gitter mussen, profitéiert vun enger besser personaliséierter Betreiung, déi d'Zil huet, eebe Recidiven ze vermeiden an d'Leit erëm als selbstänneg Persounen an d'Fräiheet ze entloossen.

Virun allem gëtt et an Holland awer och e Programm, deen heescht „Halt“, kuerz fir „Het Alternatief“, deem säin Zil et ass, Jugendlecher aus dem Prisong iwwerhaapt erauszehalen. Och hei geet et drëms, dass de Prisong just dat allerlescht Mëttel dierf sinn. Jugendlecher téscht 12 an 18 Joer kënnen esou bei lichten Delikter duerch alternativ Moosname bestrooft respektiv korrigéiert ginn. Interessant feststellen: ouni dass onbedéngt e Jugendriichter iwwerhaapt muss aktiv ginn. Doduerch behalen déi Jonk och hiren

eidele Casier a kënnen als onbeschriwwend Blat an d'Erwuesseleneliewen antrieden.

Prisong vermeiden, sief et bei Jugendlechen oder Erwuessenen, ass och an der Iwwerzeegung vun déi gréng déi besch Alternativ. De Prisong ass zwar als Institutioun zur Bestrofung eng international – ënner Gänseféisercher – „Erfollegeschicht“, mee wéi ech ganz am Ufank scho gesot hunn: Wann een d'Analys mécht, ob de Prisong der Gesellschaft eppes bréngt, dann ass d'Äntwert gréisstendeels negativ. Et wier deemno méi sënnvoll Bestrofungsmechanismen ze applizéieren, duerch déi d'Leit net aus hirem Job, net aus hirem Famill erausgerappt ginn an an e Milieu verplanzt ginn, wou se esou richtig mat der krimineller Energie vun der Gesellschaft a Kontakt kommen.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Wéi gesot, loosst mer net naiv sinn. De Prisong wäert net vun haut op muer aus eiser Gesellschaft verschwannen, wann iwwerhaapt.

Mir hunn an de leschten zéng Joer hei an der Chamber schon eng Rëtsch Projete gestëmmt a wäerten der och nach stëmmen, mat deene mir zesumme mat eiser grénger Justizministesche probéieren, folgend Ziler ze errechen: de Prisong als leschte Moyer; Alternativen zu der Fräiheitsstrof schafen a promovéieren; a wa Prisong muss sinn, da soll déi Zäit sënnvoll genotzt ginn, fir mat de Leit ze schaffe mam Zil vun enger beschtméiglecher Resozialisatioun an der Vermeidung vun der Recidive; virun allem awer verhënnere, dass Jonker iwwerhaapt emol op déi schif Bunn geroden. Dorobber ginn ech geschwënn nach an.

Am Koalitiounsaccord vum 2018 hu mer ënner anerem Folgendes virgesinn:

D'Maisons de transition... De Pim Knaff ass drop agaangen, wéi dee Projet elo ausgesäit, nodeem e frësch iwwerduecht ginn ass. Et geet ëm Resozialiséierung vu Gefaangenen, fir wa se bis erauskommen, respektiv se virzebereeden op d'Erauskomme während hirem Sejour am Prisong.

D'alternativ Strofen zur Inhaftéierung, d'Konzept vum elektronische Bracelet ass vu menge Virriedner ugeschwat a virun allem bemängelt ginn an et ass sech gefrot ginn, wiso en net méi benotzt gëtt.

D'klassesch Moosnamen verstärkt uwennen: Utilisation renforcée des mesures classiques en matière de probation, Bewährungsfrist, Travaux d'intérêt général, d'Libération conditionnelle, pädagogesch Sanktiounen bei Infraktiounen vum Code de la route.

E puer Wuert zur Prisongsreform vum 2018: Dat initialt Zil zur Prisongsreform war et, de Prisongsregimm ze schafen, deen un d'Erausfuereunge vum 21. Joerhonnert adaptéiert ass a virun allem och d'Mënscherechtskonventioun respektéiert; eng besser Resozialiséierung vun de Betraffenen an der Gesellschaft nom Ofsëtze vun hirem Strof a se op e Liewen ouni kriminell Behuele virzebereeden.

Mir hunn eng Schafung gehat vun enger eegener Verwaltung – ech sot et schon –, der Administration pénitentiaire, endlech lassgekoppelt vun der Prisongsdirektioun, net wéi et virdu war. Dës Administratioun ass elo responsabel fir d'Ëmsetzung vun der Haft. Virdu war dat den Delegué, war dat beim Procureur général d'État ugelagert.

D'Kreatioun vun engem Plan volontaire de l'insertion, dem PVI, engem Resozialiséierungsplang.

Eng zousätzlech Struktur – et ass drop higewise ginn –, en neie Prisong fir Untersuchungshäftlingen um Uerschterhaff, fir se vun deenen, déi zu festem Prisong verurteilt gi sinn, ze trennen.

D’Kreatioun vun enger Unité de psychiatrie socio-judiciaire.

D’Afféierung vun der CHAP, der Chambre de l’application des peines bei der Cour d’appel, wou et awer dozou och kritesch Stëmme gëtt. Ech verweisen op deen Dossier vum Forum vun 2020.

De Projet de loi 7869, dee mer aktuell an der Justizkommissioun diskutéieren, kënn dann och op d’Reform vun 2018 zrëck, fir se ze amendéieren. Mir hunn den 20. Oktober fir d’éischt an der Justizkommissioun dovun geschwat. An deenen dräi Joer ass gesi ginn, wat gutt a wat manner gutt fonctionéiert. An esou kritt enner anerem d’Administration pénitentiaire d’Kompetenz, den Traitement pénologique ze organiséieren. Ech hunn et gesot: De Serge Legil a seng Ekip hunn eis des Längeren erklärt a sech mat eis doriwuer ausgetosch, wéi e Projet d’insertion ka bei all Detenu fonctionéieren. An dass et virun allem – wat ech zrëckbehalen hunn – ni en Nee wäert ginn, och wann déi Persoun wärend enger ganz laanger Zäit näischt dovunnet wollt wëssen. Wa se d’Hand hieft, fir dorobber ze sprangen, op deen Zuch, da si Leit do, déi dat maachen.

Ech kommen haut an dës Debatt awer och net derlaanscht, eis Projeten am Kader vum Jugendschutz kuerz ze ernimmen, déi elo um Instanzewe sinn. Wéi Der wësst, goufe se an Zesummenaarbecht mat der Renate Winter ausgeschafft. Dräi Gesetzestexte zum Jugendschutz, Jugendstroferecht a Schutz vu Mannerjärege sinn ennerwee. Ganz kloer ass d’Grondiddi dës: De Prisong ass „last resort“ an de Prinzip vun der Diversioun gëtt gesetzlech verankert. Eng Strof kann deemno ëmgewandelt ginn an eng Mesure, fir säi Feeler erëm guttzemaachen. Dat kann zum Beispill duerch d’Aarbecht am Interesse vun der Allgemengheet geschéien.

Generell sollt eng Justizprozedur ëmmer d’Ausnam sinn, an et wëllt een op fräiwëlleg Mesurë setzen. Esou gëtt dann och verhënnert, dass d’Jugendënnen derzou féieren – ech sot et schon –, dass déi Jonkkee Casier vierge méi hunn. De Risiko vun der Recidive gëtt och miniméiert, wa Mannerjärege duerch aner Moosname begleet ginn. An do gesi mer Parallelen zum hollännesche Programm „Halt“ vir.

All Euro, dee mer a Preventiounsarbecht mat Jugendleche stiechen, ass gutt investéiert. De finanziellen a virun allem de soziale Käschtepunkt, wann aus engem Jugendlechen e Prisonéier gëtt, ass ëm e Villfaches méi héich. Dofir gesäit deen neie Pak u Gesetzter zum Jugendschutz och verstärkt Preventiounsarbecht vir. Den ONE zum Beispill wäert an Zukunft méi fréi kënnen agräifen a méi mat den Elteren a Familien zesummeschaffen.

Op d’Alternativen, déi haut schon zur Verfügung stinn, sinn den Dan Biancalana an déi aner Kollegen am Detail agaangen. Mir hunn d’Médiation civile, commerciale, awer och en matière pénale. Et gëtt mer gesot, dass do nach vill Sputt no uewen ass, well d’Acteuren net genuch drop zrëckgräifen. Mee grondsätzlich ass menger Meinung no e Mentalitéitswandel erfuerdert, och hei am Land. Generell stellt een ëmmer erëm fest, dass et laang – ech hunn et eraushéieren hei –, ze laang dauert, bis sech um Terrain eng nei Praxis duerchsetzt, déi vum Gesetzgeber, also vun der Politik gewollt ass. Als Sozialwëssenschaftler stellt een ëmmer erëm fest, dass en Ecart, e groussen Ecart besteet zwëschen dem gesellschaftleche Wandel an dem konservativen Handele vun der Justiz, an dat vun allen Acteuren am Justizwiesen. An zu Lëtzebuerg ass dat net anescht.

Wa mer iwwer Alternativen zum Prisong schwätzen, dann denken ech awer och un d’Méiglechkeet vun

der Justice restaurative. Fir eis Gréng ass dës Pist weesentlech, fir den Däiwelskrees vun engem repressive Strofvollzuch ze duerchbriechen a fir déi mer 2017 eng Base légale am Code de procédure pénale, den Artikel 8-1, ageféiert hunn.

Et ass vum Pim Knaff gesot ginn, dass mer e Projet pilote hunn, wou zënter zejoert déi néideg Leit am Kader vun enger Konventioun vum Justizministère mam Centre de médiation ASBL forméiert gi sinn, fir esou e Service de justice restaurative opzebauen. D’Ausbildung ass geschitt am Zesummenhang mat der belscher ASBL Médiante, déi Erfahrung huet, an et do duerch méiglech mécht, dass mer direkt en Austausch hu mat engem Land, dat schon Erfahrung huet.

Här President, ech gesinn, ech hunn nach eng halfe Minutt, mee meng Virriedner hunn hir Zäit net all genotzt. Ech kommen awer gläich zum Schluss.

(Hilarité)

D’Finalitéit vun der Justice restaurative ass kompletar zum Stroferecht déi heiten: d’Reintegratioun vum Affer, nodeems all seng Prejudicen, all Schued, déi de Mënsch erlidden huet, behuewe goufen; d’Resozialisatioun vum Täter; d’Hierstellung vum soziale Fridden an der Gesellschaft an och der Gemeinschaft. D’Affer kritt endlech Äntwerten op seng Froen: Firwat ass dat mir geschitt? Wisou ass dat mir geschitt? Wat huet den Täter sech dobäi geduecht respektiv net? Firwat ech? Wien ass déi Persoun, den Täter? Wat huet hien dobäi gespuert, wéi en déi Dot gemaach huet? A wéi spiert e sech elo?

Et geet drëms, dass d’Affer sowuel um materielle wéi awer och um perséinlechen, symbolesche Plang Recht kritt a säi Schued reparéiert kritt.

Et geet drëm, den Täter op där anerer Säit ze responsabiliséieren, well en Täter just ze strofen, haart ze strofen ... Esou laang en net agesäit, dass en eng komme gelooss huet, bleift en an der Positioun, dass e sech ongerecht behandelt fillt. Den Täter muss sech am Kader vun der Justice restaurative mam Affer auserneesetzen an et an d’Ae kucken. D’Reflektéieren iwwer säin Handele kann derzou féieren, dass hie sech enges Bessere besënnert an awer och an eng Positioun kënnt, wou säi Selbstvertraue gestärkt gëtt.

Dir gesitt, an de leschte Joren ass scho vill geschitt, fir d’Reformen um Niveau vum Prisong a vun den Alternativen zu de Prisongsstrofe weiderzebréngen. Et ass och richtig, dass mer nach vill Aarbecht virun eis hunn, dovunnet schon eng ganz Rei Projeten, déi entweder um Terrain schon entwéckelt sinn oder awer hei an der Chamber an der Justizkommissioun geschafft ginn.

Ech kommen zum Schluss. déi gréng wäerten zesumme mat hirer Justizministesch déi verbleiwend Zäit vun der Legislatur notzen, fir eisen Ziler méi no ze kommen: Manner Prisongsstrofen an deene Fäll, wou d’Alternative sech ubidden. D’Alternativen zur Fräiheitsstrof weider promovéieren. A wa Prisongsstrofe geschwat ginn, da soll d’Zäit hannert de Mauere besser genotzt ginn, fir mat de Leit ze schaffen. A weiderhin an d’Preventioun investéieren, esou wéi et an den neie Jugendschutzgesetzter geplangt ass. Well all Jonken, an dee mer investéieren, fir en aus dem Prisong erauszehalen, ass e Gewinn fir d’Zukunft vun eiser Gesellschaft.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Ech soen Iech Merci fir d’Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Dir gesitt, ech war ganz fein mat Iech an ech

hunn Iech schon e bëssen Zäit vun enger eventueller Motioun bäiginn. Déi ass awer allerdéngs nach net do.

(Hilarité)

An ech géif Iech och bieden, ganz gentiment, fir Är Besëtzenspréch un eis Justizministesch e bëssen ze temperéieren.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Et ass d’Justizministesch vum ganze Land an net nëmme vun deene Gréngen.

Une voix | Awer och.

Une autre voix | Mee den Här Margue ass awer fir ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, ok, en Deel kritt Der dann. Sou, dat gesot ... Ech profitéieren heiansdo vun der Fräiheet vum éischte Vizepräsident, déi de President leider net huet. An ech ginn dann direkt d’Wuert un den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d’Wuert.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här Vizepräsident.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A nee, an dësem Fall ...

(Hilarité)

... muss ech Iech, an dësem Fall muss ech Iech ënnerbriechen. Et ass am Moment Äre President faisant fonction.

M. Roy Reding (ADR) | Alors, merci, mäi President faisant fonction.

(Hilarité)

Ech sinn dem Dan Biancalana immens dankbar fir dës Debatt.

Plusieurs voix | A!

M. Roy Reding (ADR) | Nee, éierlech. Dat heiten ass jo en Thema, mat deem ee sech normalerweis net beschäftegt. Och d’Leit dobausse beschäftege sech jo net mat Strofvollzuch. Dat sinn iergendwellech Leit, déi hunn eppes Béises gemaach, déi sëtzen am Prisong an dat wäert da scho gutt esou sinn a fir de Rescht gëtt sech wéineg Froe gestallt.

A wann een dann zum Thema recherchéiert an e bësselche liest, wat och d’Kollege gemaach hunn, da gesäit een, dass déi Saach ganz schéi villschichteg ass. A fir mech schielt sech eraus: Als alleréischte Punkt gouf e Verbrieche begaangen, wou et een Affer gëtt a Schued, oder et ass e Verbriechen, wou iergendeng staatlech Norm violéiert gouf. A wéini brauche mer Prisong? Ech sinn zur Konklusioun komm: bal ni, bal ni!

Wann et en Affer gëtt a Schued – an do huet de Pim Knaff ganz Recht an och de Charles Margue –, dann ass et déi restaurativ an déi transformativ Justiz, déi muss gräifen. Béid Konzepter hunn d’Zil, d’sozial Gläichheet, de soziale Fridden hierstellen, Iwwernam vu Verantwortung erbäizeféiere beim Täter. A wat sinn d’Krittäre vum Erfolleg vun esou eppes?

Fir d’alleréischte emol mussen d’Bedürfnisser net nëmme vum Täter, mee virun allem och vum Affer berücksichtegt ginn. Mir brauchen also do Mediateuren, déi wierklech neutral sinn an net den Täter wëlle beschützen, déi dem Affer seng Säit ganz eescht huelen.

Mir brauche Reduzéierung vu Leed. Wann déi Prozedur Leed reduzéiert, dann ass se derwäert, gemaach ze ginn. Mir brauchen Zukunftsorientéierung an um Enn vum Prozess brauche mer eng gewëssen Zefriddenheet op béide Säite vun alle Bedeelegten.

An hirer Aarbecht iwwert de Sënn vu Strof kënt d'Professer Gaby Temme zu enger Konklusioun, datt d'Strof „in der Form des Strafrechtssystems und insbesondere des Strafvollzuges sollte nicht bereits deshalb als selbstverständlich wahrgenommen werden, weil es diese Institution in der Lebenszeit der Diskutierenden immer schon gegeben hat“. An ech mengen, dat ass e bëssen eise Problem, de Problem vun eis alleguerten heibannen. De Prisong ass eppes, dat kenne mer, dat ass eng Selbstverständlechkeet, dat gött et. Mee et muss een einfach emol déi Institution fundamental a Fro stellen: Wat ass Sënn an On-sënn dovun?

Et goufe schonn, besonnesch och vum Charles Margue, nordesch Beispiller ernimmt. An ech hunn do fonnt: Schweden. Schweden, do ass d'Inhaftierung dat wierklech allerleschte Mëttel. D'Haftstrofe si kuerz an d'Rückfallquote si ganz genee hallef esou héich wéi am ganze Recht vun Europa. D'Rückfallquot ass déi niddregst an Europa. Och a Schwede ginn d'Prisongen ofgerappt oder ëmgewidmet an et gött zwielef offe Prisonge fir den offene Vollzuch.

An da gouf en Här genannt, dee mech och schwéier impressionéiert huet, den Thomas Galli. Ech mengen, et war de Kollege Margue, deen den Thomas Galli zitéiert huet. Deen huet e wegweisend Buch geschriwwen, e wierklech wegweisend Buch iwwer „Wieso Gefängnisse niemanden nützen, in fünf Punkten“, „Gefängnisstrafen schrecken mögliche Täter/innen kaum ab.“ Als Beispill nennt en dann d'Veereengt Staaten. Do gött et jo a ganz ville Bundesstaaten nach ëmmer eng Doudesstrof an awer geschéien do Morden.

„In der Haft werden Täter/innen nicht zu besseren Menschen“, och dat huet de Kollege Pim Knaff scho ganz gutt duergestallt. D'Famill fält ewech, deng Aarbechtsplaz fält ewech, däi soziaalt Netz fält ewech an du bass an engem Drogensumpf.

Mir hunn als ADR wéi Dir warscheinlech alleguerten d'Associatioun „Eran, eraus ... an elo?“ getraff. An och all déi Kollegen heibannen, déi als Affekot geschafft hunn, als stroferechtlichen Affekot, wëssen: Wat s de am Liewen nach net geléiert hues, als Kriminellen, dat léiers de am Prisong. An d'Gefor, zum Beispill drogesüchtég ze ginn am Prisong, ass immens héich.

Maachen d'Gefängnisser, d'Prisongen eis méi sécher? Och do seet den Här Galli ganz kloer Nee. Wat wichteg ass, ass: Den Täter iwwerhëlt eng Verantwortung, e spiert eng Rei. Mee wann en op fräie Fouss gesat gött an en huet sech net gebessert, da mécht de Prisong eis net méi sécher. Mir si vläicht fënnef Joer geschützt gi virun em an am sechste Joer ass en awer nees op fräiem Fouss.

An da fir mech ee vun deenen allerwichtigste Punkten: D'Affer hu méi dovun, wann den Täter op fräiem Fouss bleift. Wou hu mer haut e Problem? D'Täter dierfe bei eis am Prisong schaffen. Ech weess elo net auswenneg fir wéi vill, mee et sinn dräi Frang a fënnef Su, déi se elo do op d'Stonn verdéngen. Do si mir als ADR der Meenung, ma déi Leit sollten de Mindestloun kréien. Éischtens emol gött et da keng Concurrence déloyale zu private Betriber an zweetens kënnen déi Suen op d'Säit geluecht ginn, fir d'Affer ze entschiedegen. Dorëmmer geet et dach, déi restaurativ Justiz.

Also ausser elo bei Mord oder Vergewaltégung gött e Schued duerch Geld guttgemach. Sief et eng Bles-sur, sief et Diebstahl, sief et Betrug, do ass dat Wichtigst, datt déi Leit hir Affer entschiedege kënnen.

Da kënt den Här Galli och op Punkten ze schwätzen, wéi een dat kann ersetzen. E seet dann „Arbeit statt Gefängnis“, Ausbildung, betreit Wunnen, Therapie.

Et kéint ee bal soen: Alles ass besser ewéi Prisong, d'Ausbildungsstätt vu Kriminellen. Allgemeng sollte mer mat Associatioune wéi „Eran, eraus ... an elo?“ méi intensiv schwätzen an op hir Saach ganz, ganz intensiv agoen.

Dann ass geschwat gi vun alternative Methoden. Wat ass Prisong eigentlech? Et ass eigentlech eng Limitatioun vun der Fräiheet, vun der perséinlecher Fräiheet, eng Limitatioun, wéi mer se och erlieft hunn a Coronazäiten: Ech dierf nuets net méi eraus. Ech dierf net méi an e Bistro. Ech dierf net méi an e Restaurant. Ech dierf nach just doheem sinn an op d'Aarbecht goen, an och dat ënner gewëssene Konditiounen.

An do kéint een d'Foussfessel vill méi aktiv asetzen, well domat emmerdéiert een d'Leit. Dat ass eng Strof. Dat ass net keng Strof, se auszeschlësse vun engem gewëssene soziale Liewen, ze soen: „Du muss doheem oder op der Aarbecht sinn oder um Trajet téscht deenen zwee a soss guer néierens! Du kanns net mat Kollegen e Patt huele goen!“ Dat wier eng Fräiheitsbeschränkung, déi eng Strof wier, ouni engem Mënsch säi soziaalt Netz ewechzehuelen.

Wat speziell d'Drogeproblematik ugeet, dat wësst Der, do hu mir als ADR scho ganz, ganz laang, scho säit den Zäite vum Roby Mehlen, eng ganz kloer Positioun.

Mir sinn der Meenung, datt Heroinofhänger sollen eng Abgabe kréie vum Stoff iwwert d'Apdikten, fir d'Beschafungskriminalitéit ze eliminéieren. Dat ass deen eenzege Wee. Mir kréien déi Saach soss net an de Grëff. Mir kënnen muer 200 Drogendealere festhuelen an an de Prisong stiechen oder ofschiben, da sinn der iwwermuer 300 oder 400 do. Et ännert strictelement näischt. An d'Konsumenten, déi dovun ofhängeg sinn, mussen sech déi Sue besuergen, beduckse Frënn, beklaue Famill, beginn Déifstäl. Dat ass guer net anescht ze reegelen.

Et muss ee soen, wann ee Mënsch wierklech déi Ofhängegkeet huet, da sollte mir vu Staats weegen ëm déi Droge ginn, natierlech an engem System vun Abgab op Certificat an Apdikten an esou weider.

Nach just ee ganz klengt Wuert zur Untersuchungshaft, well dat och hei ugesprach ginn ass. Ech denken, d'Untersuchungshaft ass an den aller-, allerwéinegste Fäll néideg. An deene Fäll, wou ech se gesinn hunn als Affekot, wa se verhaange gouf, war se net néideg. De Parquet hat all Elementer, déi e gebraucht huet. En hat all déi Dokumenter, déi e gebraucht huet. En hat all déi Aussoen, déi e gebraucht huet. Dee Fait, deen e wollt reprochéieren, war dokumentéiert. Firwat e Mënsch an d'Untersuchungshaft setzen, dee vläicht duerno um Fong nëmme Sursis kritt, also eng Prisongsstrof op Sursis? Dat mécht einfach kee Sënn. D'Untersuchungshaft mécht am Allgemengen net vill Sënn!

An eise System, datt s de muss eng Requête de liberté provisoire maachen iwwer en Affekot, ass och net sënnvoll. Do sollte mer op deen däitsche Wee goen a soen: d'office, vum Amts wegen, kënt et all souvill Deeg oder all souvill Wochen zu engem „Haftprüfungstermin“ nenne si dat, wou de Staatsanwalt dann duerzeleeën huet, firwat datt hie mengt, datt déi Untersuchungshaft nach néideg wier.

D'Exécution des peines am Allgemenge sollt an eisen Aen op kengem Fall dem Parquet ënnerleien. De Parquet ass d'Géigepartei. De Parquet ass deen, deen dech ugeklot huet. De Parquet ass deen, deen dech verurteelt gelooss huet. Wéi déi Strof exekutéiert gött, kann nëmme eenzeg an eleng am Ermoosse vun engem Mënsch vun der Magistrature assise sinn, vun engem Juge d'application des peines.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Reding. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Fir d'éischt merci dem Dan Biancalana fir des Initiativ, en immens, immens spannende Sujet.

Léif Kollegeinnen, léif Kollegen, léif Ministesch, d'Chamber huet 2018 zwee Projete betreffend dem Prisong an der Exécution des peines gestëmmt. Mäi Kolleg, de Marc Baum, huet deemools a senger Ried ënnerstrach, dass den Entwécklungsgrad vun enger Gesellschaft sech ënner anerem dorunner moosse léisst, wéi se mat deenen ëmgeet, déi sech duerch hiert Verhalen ausserhalb vun der Gesellschaft setzen.

E Bléck op d'Geschicht weist glécklecherweis eng gewësse Verännerung an dem allgemenge Verständnis vun der Notion „Bestrofen“. An der Opfaassung vun enger anerer Zäit war nach de primäre Gedanken, dat begaangent Onrecht misst gerächt ginn, dass en duerch d'Maximiséiere vu Qual a Schrecke virun der Strof Onrecht verhënnere kéint.

Den Här Vincent Theis, de fréieren Direkter vum Schraasseger Prisong, schreift an engem Artikel, dass d'Geschicht vun der Mënschheet genügend bewisen huet, dass d'Angscht virun der Bestrofung a viru Qual bei der Verbiechensbekämpfung onwierksam waren a sinn.

Am Laf vun der Zäit ass d'Opfaassung dann ëmmer méi a Richtung gaangen, dass d'Modalitéite vun enger Bestrofung den entscheidenden Zweck erfëlle mussen, déi esou effizient wéi méiglech Reinsertioun vum Verurteilten an d'Gesellschaft erëm ze erméiglechen. D'Bestrofung soll sech also um sozialen Notze fir d'Gesellschaft moosse loosser.

Déi philosophesch Froen, déi fir mech hannendru stinn, sinn: Musse mer alles bestrofen? Wat musse mer bestrofen? A fir de Fall, wou ee bestrofe muss: Wat verst mer ënner Bestrofung? A wéi bestrofe mer, fir wéi ee Resultat ze errechen?

De Constat ass – oder mäi Constat ass zumindest –, dass mer an enger Gesellschaft liewen, wou relativ vill bestrooft gött an och relativ vill agespaart gött, eng Bestrofungsgesellschaft also, déi éischter repressiv agéiert wéi pedagogesch.

Här President, an eise modernen opgeklärten an humanisteschem inspiréierte Gesellschaften ass am Kontext vum Stroferfahren d'Berécksichtigung vum Leed a Schued, déi d'Affer erlidden huet, vun entscheidender Bedeutung. Zu Recht fléissen des Observatiounen an dat vum Geriicht geschwatent Urteel an. A genee wéi d'Leed vum Affer mat en compte geholl gött, esou gött och de Schued vis-à-vis vun der Gesellschaft mat berécksichtegt. Bei der Vollstreckung vun der vum Geriicht als gerecht ugesinnener Bestrofung fléisst dann och dëst Element mat an, an zwar d'Reinsertioun vum Verurteilten an d'Gesellschaft no der Prisongsstrof. Hei geet et drëms, des Reinsertioun esou effizient wéi méiglech ze gestalten.

D'Gesellschaft huet en Interessi drun, dass eng Persoun, déi eemol verurteelt gouf, keng weider Strofdot méi begeet an dann ëmmer erëm virum Richter erschéngt. Dat géif eis nëmme zu iwwerfüllte Prisonge féieren. Déi berechtigt Fro, déi am Raum steet fir mech, ass also: Fir wéi eng Dot muss een an de Prisong kommen? De Constat ass, dass eise Prisong relativ voll ass, an dat mat Prisonéier, déi dacks Widderhuelungstäter sinn.

Nees eemol d'Fro: Ass de Prisong souwuel fir déi Prisonéier wéi fir d'Gesellschaft ëmmer dat Besch? De Rapport vum Justizministère vum 2020 schwätzt vun engem Taux vu Recidivé vun 30 %. Dat – an dat muss ee kloer soen –, deit op en Echec hi vum Prisong als Strof. D'Strof schéngt also ganz oft hiren Zweck net ze erfüllen!

Här President, eng wichteg Fro bei enger Infraktioun vu Gesetzter ass déi, firwat d'Persoun esou gehandelt huet, wéi se gehandelt huet, an net déi, wien dës Persoun ass. Deen een oder anere verwiesselt dës Fro ganz gären eemol. Während dem Debat vun de virdrun erwäante Projekte sot ee Verrieder zum Beispill hei an der Chamber, mir missten et fäerdegbréngen, fir Dréttstaatler an hiert Land, an hiert Heemechtsland zréckzeféieren. Do soe mir ganz kloer: Nee, dat ass net d'Léisung!

Mir mussen dach lues a lues endlech all erkennen, dass mir als Gesellschaft Problemer nëmmen effektiv léise kënnen, wa mir Situatiounen hannerfroen, Ursaache sichen an erkennen an nohalteg Léisungen uwenden.

Konkreet heescht dat, dass mir als Gesellschaft eng Obligatioun hunn, jidderengem eng Perspektiv ze bidden, déi der Dignité humaine gerecht gëtt, also jidderengem eng uerdentlech Perspektiv opweisen, Deel vun der Gesellschaft kënnen ze sinn.

De Prisong ass awer net onbedéngt déi Strof, déi am meeschte Perspektiven opzeechent. Dacks falen Exprisonéier an e Lach respektiv an hiert vu fréier bekannt Ëmfeld, wa se dann eraus sinn aus dem Prisong. Si kënnen de Prisong nëmmen a seltene Fäll notze fir ze spueren – finanziell ze spueren –, well dat kaum méiglech ass. Et gouf virdrun och scho gesot. D'Aarbecht, déi si während hirer Prisongszäit maachen, gëtt kaum bezuelt an och en unerkannten Diplom kréie si esou am Prisong net. Deemno erlaabt eise CPL et de Prisonéier net, hiert Liewen duerno wierklech ze preparéieren a gestärkt erauszekommen. Nee, wa si erauskommen, si si dacks gebrach a vulnerabel. Dovunner hu si näischt an och eis Gesellschaft net.

Här President, ech kommen nach eemol zréck op dem Här Vincent Theis seng Remark vu virdrun an ech zitieren hien, dass de Prisong net bestrooft, mee dass de Prisong d'Strof ass. Dat ass eng wichteg Nuance.

Et muss engem ëmmer bewusst sinn, dass all Mënsch fundamental Rechter huet an et soll een nëmmen déi Aschränkunge virhuelen, déi onbedéngt noutwendeg sinn, fir dat gewünscht Zil ze realiséieren.

An eise aktuelle Rechtssystem ass den Entzuch vun der perséinlecher Fräiheet d'Hauptstrof. Ënnert dëser Hauptstrof gëtt et alternativ Moossnamen, op déi den Dan Biancalana ganz vill agaangen ass, wéi zum Beispill de Bracelet électronique, d'Exécution fractionnée oder den Travail d'intérêt général.

Mir sinn derfir, wann et nëmme geet, dës Alternativmoossnamen unzewenden. Mir gesinn awer – an dat ass och elo hei scho laang a breet gesot ginn –, dass dës Mesuren iwwerhaupt net genuch ugewannt ginn. Ech kommen nach drop zréck.

Mat Bléck op de leschte SPACE-Rapport vum Conseil de l'Europe ass et wichteg ervirzehiewen, dass ee feststellt, dass den Indicateur d'incarcération, dat heescht d'Zuel vu Prisonéier op 100.000 Awunner, liicht erofgeet. Kucke mir zum Beispill d'Period ab der Reform vun 2018 bis 2021, da gesäit een, dass dësen Indicateur vun 113 op 87,8 gefall ass. Dat heescht awer elo net, dass alles gutt ass. Nëmmen als Verglach sief gesot, dass zum Beispill Finnland 2021 en Taux vun 43 hat, Island en Taux vu 40 an Holland en Taux vun 53.

Här President, immens kritesch gesinn ech dann och, dass den Taux vun den Détenus préventifs konstant héich bliwwen ass. Zum Beispill war 2018 deen Taux bei 44,4 % an 2021 bei 43,3 %, also quasi identesch. De Verglach mat anere Länner weist eis, dass mer hei quasi Virreider sinn, dass deen Taux immens héich ass. Et muss een ennersträichen, dass bis eng Persoun definitiv verurteelt ass, d'Présomption d'innocence gëllt. Och fir d'Détention préventive zielt, dass se nëmmen a Fäll ugewannt gëtt, wou et absolut noutwendeg ass, zum Beispill wann eng reell Gefor fir d'Gesellschaft besteet.

Hei stellt sech d'Fro, ob een net mat Mesuré wéi zum Beispill der Hannerleeung vun Ausweisdokumenter oder der Notzung vum Bracelet électronique, iwwert dee scho vill rieds gaangen ass, manner drastesch Mesuren a Méiglechkeete fir verschidde Fäll zur Verfügung hätt. A mir mengen: Jo!

Am November 2020 konnt een allerdéngs am „forum“ liesen, dass Affekote sech beklot hunn, dass zum Beispill d'Potenzial vum Bracelet électronique net wierklech genuch genotzt gëtt. Et schéngt, wéi wa systematesch déi méi drastesch Moossnamen au détrimment vun deene manner drastesch bevirzugt ginn. Och dat gouf eis vun der Associatioun „Eran, eraus ... an elo“ confirméiert, déi heibannen anscheinend all Mënsch gesinn huet, wat och gutt esou ass.

Här President, déi negativ Effekter vun der Détention préventive sinn awer net ze ënnerschätzen. De Conseil de l'Europe erwänt zum Beispill déi negativ psychologisch Effekter, d'erhéichte Suizidgefor, d'Problematik, dass et zur Rupture vu familiäre Lienen oder och dem Verloscht vun Aarbecht a Wunneng ka kommen. Och dat ass scho vun de Virriedner gesot ginn. Hei schéngt wierklech de Besoin ze bestoen, eemol genee ze analyséieren, wéi mer dës Situatioun an Zukunft kënnen optimiséieren.

Eng Bemierkung betreffend d'Drogepolitik nach. Am genannte Rapport kann ee gesinn, dass 2021 17,7 % vun de Prisonéier wéinst Infraktiounen am Zesammenhang mat Drogen am Prisong souzen. Déi Zuele féieren eis nees eemol een Echec, oder méi Echecken, virun Aen. Fir d'éischt den Echec vun eiser Gesellschaft, déi massiv Exklusivoun produzéiert, déi krank a süchtend mécht, den Echec vun der Drogepolitik, déi gréisstendeels nëmme Symptomer behandelt, well se repressiv virgeet, an awer och den Echec vum Prisong an dësem Beräich.

Nächst Fro: Ass de Prisong eng ugepasste Strof fir Drogendelikter? Natierlech muss een dat vu Fall zu Fall kucken an et kann een et net pauschal beäntwerten. Mee et kann ee wuel soen, dass d'Drogendelikter am Verglach zum Beispill mam Crime de sang oder mam Crime du sexe manner schlëmm sinn. Wann ee weess, dass vill Täter vun Drogendelikter vu schwächerer sozioekonomescher Hierkonft sinn an eng niddreg Ausbildung hunn, ergo keng staark gesellschaftlech Positioun a keng grouss Entwécklungsperspektiven hunn, dann ass de Prisong eventuell kontraproduktiv fir si a fir d'Gesellschaft.

Ech zitieren aus engem Rapport, deen immens interessant ass, „Les peines alternatives à la prison“ heescht en, vun Eurotox, engem belschen Observatoire socio-épidémiologique alcool-drogues. „L'approche répressive n'a au final aucun impact sur les niveaux de consommation, ni sur l'offre de drogues illégales. Elle participe au contraire à reproduire les inégalités sociales, à renforcer les mécanismes d'oppression et de discrimination envers certaines franges de la population.“ A weider: „concernant spécifiquement les faits liés aux drogues illicites, l'incarcération ne participe nullement à la diminution de

l'offre de drogues illégales, notamment parce que ce sont surtout les usager-es et les „petites mains“ des trafics qui se retrouvent en prison.“

D'Prisongstrof huet also wéineg bis guer keen Impakt. A schlëmmer, si schreiwen, dass duerch d'Aspären an d'Ewechspäre vum Täter vun der Gesellschaft, den Täter weider vulnerabiliséiert gëtt. An duerch d'Vulnerabiliséierung sinn eventuell Recidivé virprogramméiert. D'Aspäre verstärkt d'Exklusivoun a verstärkt d'Ongläichheeten, well den Exprisonéier wéineg bis guer keng Perspektiven nom Prisong huet. An domadder klëmmt och d'Gefor vu Recidiven.

De selwechte Rapport seet zu de Recidiven: „les taux de récidive sont toujours moindres après des sanctions non carcérales.“ Ech mengen, dat musse mer eis wierklech verhalen. D'Recidivé ginn erof bei Alternativen zu dem Prisong! „C'est notamment pour cette raison que le Conseil de l'Europe“, ech zitieren weider, „recommande de privilégier les sanctions alternatives et de recourir à l'incarcération en dernier ressort [...]“. Le taux de récidive n'est évidemment pas étranger aux caractéristiques du milieu carcéral. Une période d'incarcération, d'autant plus si elle est longue, ancre davantage les personnes détenues dans une spirale de marginalisation, de précarisation et de désaffiliation, voire de criminalisation.“

D'Logik also vun der Recidivitéit hänt mat der Logik vum Prisong, also der Exklusivoun, der Marginalisatioun zesummen. Mir mussen d'Aen opmaachen an d'Recidiven och als Konsequenz vum Prisong gesinn. Dat dierf keen Tabu sinn.

Wat d'Drogendelikter ugeet, schéngt et eis eng Evidenz, dass ee muss versichen, vun der Logik vum Ewechspäre fortzekommen, vu dass et virun allem e gesellschaftleche Problem ass. D'Police selwer sot elo rezent eréischt an der Kommissioun, dass de repressive Volet eleng wéineg hëlleft. Ech zitieren: „De Phenomeen ass, dass et ëmmer weider nowiisst.“

(Interruption par la présidence)

Ech si bal, nach ee Saz. All dat gesot, menge mir, dass mir musse fortomme vun enger ze vill repressiver Schinn, déi souwuel ongesond a kontraproduktiv ass fir de Prisonéier wéi och fir d'Gesellschaft.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Dan Biancalana fir déi Interpellatioun. D'Prisongstrof ass sécherlech eng vun de mächtigste Moossnamen, déi de Staat huet, fir dass d'Leit sech u seng Reegelen halen. De Fräiheitsentzuch ass an eise Rechtsstaat déi ultimativ Strof, well domadder de Bierger a sech a senger Onofhängegkeet ageschränkt gëtt a seng Verantwortung entzu kritt. De Bierger gëtt zu engem Gefaangenen, dee vum Staat versuergt gëtt.

Et ass selbsterständlech, dass et sech ëm eng dramatesch Moossnam handelt, déi nëmmen an de schlëmme Fäll soll zum Asaz kommen. Mir schwätzen hei vu Persounen, déi anerer duerch hir Aktiounen a Gefor bréngen a wou all aner Moossnamen net méi duerginn, fir d'Verhalen ze änneren.

Fir eis Piraten ass d'Prisongstrof och déi lescht Moossnam, déi de Staat dierf huelen, wann eng Persoun duerch aner Moossnamen net zur Asiicht ka bruecht ginn. Logescherweis handelt et sech dobäi

ëm e ganz klengen Deel vun der Gesellschaft, dee sech net kann oder net wëllt un d'Reegelen halen.

Generell muss mer eis d'Fro stellen, wat den Zweck vun engem Prisong soll sinn. An eisen Ae muss de Prisong zu engem Biergerentwécklungszentrum ginn, fir dem Häftling, wann en erauskënnt, eng zweet Chance fir d'Liewen ze bidden.

Eng zweet Chance, wat bedeit dat?

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Fir eis bedeit déi zweet Chance, dass den Exprisonéier eng Krankeversuergung, psychologesch Betreierung, eng Iwwergangswunneng an eng Beschäftegung kritt, an dat esou schnell wéi méiglech. D'Leit sollen hir Pringsvergaangenheet hannert sech kënne loossen. Mee dofir muss hiert Liewen nom Prisong och e Sënn erginn.

Jo, natierlech kascht dat alles Suen. Mee wat ass besser? De Steierzueler bezilt jo schonn de Prisong mam Risiko, dass duerno d'Resultat net besser ass. Dofir wär et besser, wann een am Prisong géif iwwerleeën, wéi d'Leit herno besser erauskommen.

Här President, meng Virriedner si schonn all op déi verschidden Zuelen iwwert d'Häftlingen hei am Land agaan. No den Zuele souzen den 1. Januar 2021 eng 548 Leit zu Lëtzebuerg am Prisong. Op 100.000 Leit gekuckt, sinn dat der 86. Sécherlech si mer domadder nach net um Niveau vun de Vereenegte Staaten ukomm, wou iwwer 600 Häftlinge pro 100.000 Awunner sinn.

Wat een och muss soen: A Länner, wou méi Leit an de Prisonge sëtzen, si sécherlech net nëmmen déi ganz Béis agespaart, mee och déi Klengkriminell. Ënnert den Häftlinge fanne mer eng grouss Partie vu Mënschen, déi am Drogenhandel aktiv sinn. Zu Lëtzebuerg sinn dat der eng 100, wann ech d'Zuele vun der Regierung kucken. Do dierft ee sech sécherlech d'Fro stellen: Mussen all déi Mënschen an engem Prisong sëtzen?

Mir haten d'lescht Joer hei an der Chamber am Juli eng Diskussioun iwwert d'Kriminalitéit a Verbindung mat Drogen. Vu verschiddene Riedner gouf gesot, dass et nieft de klassesche Pringsstrofen a Geldstrofen, déi ee bei Drogendelikter riskéiert, och wichteg wär, fir alternativ Strofen ze fannen.

Mir Piraten hannerfroen dofir, ob déi Leit fir Drogendelikter wéi Drogenhandel an Drogekonsum mussen am Prisong asëtzen. Well oft sinn et dës Leit, déi an der Drogenzeen gelant sinn, well se keng aner Optiounen an hirem Liewen haten. Verschiddener sinn drogenofhängeg, also krank. Ech widerhuelen dofir meng Ausso vum leschte Joer: Drogenofhängeger dierfen net weinst hirem Krankheitsbild kriminaliséiert ginn an an de Prisong kommen. Suchtverhalten ass eng Krankheit, déi behandelt muss ginn, ouni dass d'Affer aus Angscht viru Strofen am Prisong op Behandlung verzicht. Dës Leit sinn an enger Situation gelant, wou se selwer guer net wollten dra sinn. Dat verdéngt eist Matgefill an eis Solidaritéit an net eisen Haass.

Déi repressiv Mesurë vum Code pénal, déi iwwert d'Deale mat Drogen handeln, mussen dofir iwwerpréift ginn. Dat géif zum Beispill schonn emol domadder ugoen, endlech de Verkaf an de Konsum vu Cannabis ze legaliséieren.

Ech hätt nach kënne op déi vill aner Punkten agoen, déi d'Virriedner scho gutt dokumentéiert hunn, mat den alternative Strofe wéi d'Foussfessel oder generell d'Situatioun an de Prisongen. Et war eis awer wichteg, fir haut virun allem d'Theema vun den Drogen ervirzebréngen, well fir eis déi Leit net an de Prisong gehéieren, mee an alternativ Moosnamen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, schéine gudde Mëtten Iech alleguerten. Merci fir d'éischt emol dem Dean, dem Dan Biancalana ... Elo fänken ech och schonn un, d'Nimm ze ecorchéieren.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Eisen Dan.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Ären Dan.

(Hilarité)

Ech sammele mech elo nach eng Kéier. Also, merci, Dan Biancalana, fir dës ganz, ganz wichtege Sujet haut op den Ordre du jour gesat ze hunn, well et effektiv e Sujet ass, iwwert dee vill manner geschwat gëtt, well et eng Marge vun der Gesellschaft betrëfft an och net terribel vill Leit, a well déi Leit, déi am Prisong sinn, entweeder eng Strofdot begaangen hunn oder enger beschëllegt sinn. Et ass esou, dass vläicht d'Lobbyaarbecht vun den Detenuen net ëmmer esou grouss ass an ech sinn och dowéinst frou, dass et eng Associatioun an deem Beräich geet, déi sech fir d'Rechter vun den Detenuen asetzt. An ech sinn och frou ze héieren, dass Der all mat hinnen en Echange hat, wat extreem wichteg ass, fir ze héieren, wéi et wierklech aus hirer Perspektiv ofleeft.

Dann, wann ech elo e bëssen eng Kéier esou d'Konklusiounen zéie vun den Diskussiounen de Mëtten, sinn ech frou ze héieren, dass, ausser vläicht enger Partei, alleguerten d'Parteien hei an der Chamber der Meenung sinn, dass mer mussen alles drusetzen, fir d'Alternativen zu dem Strofvollzuch wierklech ze promovéieren an esou mann ewéi méiglech op de Prisong zrëckgräifen als Strof.

Natierlech huet dat Ganz seng Limitten, soulaang mer dee Code pénal hunn, dee mer hunn, deen nun mol bei ganz villen Delikter Pringsstrofe virgesäit. Et läit net an der Hand vum Justizministère ze decidéieren, wéi eng Strofe gesprach ginn oder net gesprach ginn, mee dat läit natierlech an der Hand vun den Autorité-judiciaire, fir d'éischt emol vun de Gerichter bei der Strof, an dann herno vun der Délégué à l'exécution des peines, wann et dann drëms geet, wéi déi Strof soll exekutéiert ginn.

Dir hutt ganz vill Zuele scho genannt. Ech wollt der vläicht e puer nach eng Kéier kuerz soen. Also, mir hunn eigentlech schonn zu Lëtzebuerg eng ganz Panoplie vun Alternativen zu de Strofen; dat ass ugeklongen. All déi wichteg Instrumenter sinn do, si mussen just nach besser genotzt ginn. Ech deelen do d'Aschätzung vu ville vun Iech.

Mir hunn och eppes ganz Wichteges, wat zwar an der Lescht och heiansdo diskutéiert ginn ass, dat ass de Prinzip, dass de Sursis eigentlech d'Reegel ass, dat heescht, dass ee fir d'éischt emol net eng Pringsstrof kritt. A wann dann e Sursis net gesprach gëtt, da muss dat och motivéiert ginn. Och dat war en Deel vun der Pringsreform vun 2018, den neien Artikel 195-1 vum Code de procédure pénale.

Mir hunn och aner Mëttelen. Mir hunn d'Suspension vum Prononcé, mir hunn d'Probatioun, d'Exécution fractionnée, d'Semi-liberté, de Congé pénal, d'Suspension vun der Peine, d'Libération anticipée, d'Libération conditionnelle, de Bracelet électronique, jee, eng ganz Panoplie vu Moosnamen, déi kënne gesprach ginn.

Zu den aktuellen Zuelen: 42 Persounen hunn aktuell eng Semi-liberté, 10 Detenuen hunn den Ament e Bracelet électronique. Dat variéiert, wann ech elo d'Zuele vun 2020 zum Beispill huelen, normalerweis tëschent 7 an 23 Detenuen am Mount, déi e Bracelet hunn. Am Moment sinn dat 7 Männer an 3 Fraen.

18 Detenuë kruten 2020 eng Suspensioun vun der Strofdot, 1.037 Congé pénal, 39 eng Libération anticipée an 81 eng Libération conditionnelle. Stand haut sinn zu Schraasseg 591 Detenuen enregistriert. Do muss een déi 10 vum Bracelet électronique ofzéien, dat heescht, et sinn der 581, dovunner 27 Fraen. Dat heescht effektiv dat, wat e puermol ugeklongen ass: Et si bedeitend méi Männer am Prisong wéi Fraen! 274 Detenuë si condemnéiert. Dir hutt also aktuell eng Majoritéit vun Detenuen am Prisong, déi net condemnéiert sinn, wat wierklech e Sujet ass.

Et gëtt awer zum Deel doduerjer erkläert, dass vun dem Effektiv der 290 just Residente sinn. Dat ass net emol d'Hallschent. Dat heescht, déi Leit, déi sech am Prisong erëmfannen, hu gréisstendeels hire Wunnsetz net zu Lëtzebuerg, an der Majoritéit. An dat huet natierlech och eng Rétsch Implikatiounen – dat erkläert net alles vun den Zuelen hier – op déi alternativ Moosnamen. Well fir zum Beispill kënne e Bracelet ze ordonéieren, fir eng Détection préventive ze evitéieren, muss een natierlech och evitéieren, dass en Délit de fuite besteet, oder et muss ee kënne assuréieren, dass ee beim Bracelet de Suivi ka maachen. An duerfir brauch een nun emol eng Residenz zu Lëtzebuerg, soudass dat en Deel vun der Explikatioun ass. Dat geet mer awer och nach net duer an ech sinn och der Meenung, dass mer nach weider mussen oeuvreieren, fir notament de Bracelet ze promovéieren.

Bon, dann d'Capacitéit vum Prisong: De Prisong ass am Moment ganz gutt beluecht. Mee et gouf awer Zäiten, do war dat vill méi extreem. Do louche mer bei dem déi 700 Detenuen. Ech hoffen, dass déi Tendenz, dass elo an der Lescht d'Zuel erëm e bëssen an d'Luucht gaangen ass, sech elo net confirméiert, mee dass mer éischer an där Tendenz bliewen, an där mer waren, wéi d'Pandemie ausgebrach ass, wou eigentlech d'Zuel vun den Detenuen am Prisong ëmmer méi erofgaangen ass, an dat och schonn zënter der Pringsreform. An déi Tendenz hat sech och scho virdrun ugekënnegt.

Wann ech kucken, am Joer 2020 waren an der Moyenne 526 Detenuen am CPL, am Dezember waren et der 510 an am déifste war déi Zuel am Mee 2020 mat 441 Detenuen. Dat war natierlech zum Deel och covidbedéngt.

Dann hu mer Giwenech – mir ware mat der Justizkommissioun jo zesummen och Giwenech deslescht eng Kéier kucken –, eng extreem wichteg Institutioun, wou ganz, ganz gutt geschaff gëtt, och wa mer vun der Integratioun schwätzen. Do sinn de Moment 86 Persounen, dovunner 10 Fraen, an do ass awer d'Hallschent dann an der Semi-liberté.

Giwenech huet eng Capacitéit vun 113 Better. Dat heescht, och do ass nach Spott no uewen, dee mer awer net onbedéngt wëllen ausnotzen, ausser wa mer Leit géifen eriwuerkréie vum CPL op Giwenech, wat wierklech eng ganz gutt Alternativ duerstellt.

Et ass och vill rieds gaange vum Plan d'insertion. Do vläicht zwou Saachen: Natierlech si mer covidbedéngt do hannendra komm, well de Prisong war ganz laang richtig zou. Et ass net vill mat Visite geschitt, et ass net vill mat Aktivitéite geschitt. Et ass vill op Visio zrëckgegraff ginn, notament, fir de Lien mat der Famill ze erhalen. An et ass extreem reduzéiert gefuer ginn, eebe weinst der Suerg, déi mer jo all gedeelt

hunn, de Covid an de Prisong eranzekréien, wat mer bis relativ zum Schluss gutt evitéiert kruten, wat mer och weider esou handhaben, soudass eeben déi Insertiounsaarbecht dorënner gelidden huet, eppes, wat ech bedauern, mee wat awer dee Moment inevital war.

Vläicht och nach zu der Kollaboratioun mat der Uni, eppes, wat ech wierklech wichteg fannen a wou mer eis och scho Gedanke gemaach hunn. Mir sinn och insgesamt amgaangen, am Justizministère ze kucken, wéi mer déi Kollaboratioun mat der Uni kënne verbessern, an och, dass se sech méi mam Lëtzebuurger Droit befaasst. An dat hei ass och e Volet, wou ech eng Aufgab gesinn.

Mee et gëtt schonn eng Kollaboratioun den Ament, déi Dokumenter sinn nämlech fir den Traitement pénologique. Ech mengen, den Här Legil hat Iech dat och an der Kommissioun gesot, dass mer dat do ganz enk elaboréiert hunn, an zwar och zesumme mat der Uni, fir eeben och eng Evaluatioun méiglech ze maachen, fir dass dat no gudden wëssenschaftleche Krittären an op eng homogene Aart a Weis gemaach gëtt. An dat Dokument ass eeben elo zënter e puer Méint an der Pratique, soudass dann och kann doropshin eng Evaluatioun gemaach ginn.

Mee d'Saach mat der Reinsertioun a mam PVI, mam Plan volontaire d'insertion, ass natierlech op fräiwëlleger Basis. Et ka kee forcéiert ginn, dat ze maachen. Mir incitéieren natierlech do. D'Leit ginn incitéiert, et ze maachen, mee et ass eng fräiwëlleg Saach.

Bon, zum Prinzip selwer. Am Moment geet et effektiv a verschidde Länner an déi Richtung fir ze probéieren, de Strofvollzuch ëmmer méi ze reduzéieren. A wann Der Iech ausernanergesat hutt mat dem Projet de loi iwwert d'Jugendstrafrecht, gesitt Der, dass mir och absolutt an déi Richtung ginn, wou mer Minimumen drasetzen, ënner deene kee Prisong méiglech ass, dass mer och Maximumen drasetzen, a wou mer, fir op déi Fro ze äntwerten, jo och ganz kloer drageschriwwen hunn, dass Mineuren net méi däerfen an den Erwuessenepisong kommen.

Déi Tendenz gesi mer, an dat ass eppes, wou ech och déi Meenung vu ville vun Iech heibannen deelen, dass de Prisong a ganz ville Fäll méi schlecht mécht, wéi e gutt mécht. Et gëtt awer Fäll, wou de Prisong eng wichteg Fonctioun huet, notament och, wat d'Sécherheet ubelaangt vun de Bierger dobaussen. Wa mer vu Persoune schwätzen, déi eng Gefor fir anerer duerstellen, da gëtt et a mengen Aen net schrecklech vill Alternativen zum Prisong. Op d'mannst a verschidde Cas-de-figures ass et do awer wichteg, dass mer kënne déi Solutioun ubidden an dass am Prisong awer ganz aktiv mat deene Leit geschaff gëtt, fir eeben d'Recidive ze evitéieren a fir alles drunzesetzen, dass, wann et zum Beispill zu Gewalt kouw, dat net méi virkënn, oder dass den Detenu och léiert, domadder ëmzegoen an déi Situatiounen ze evitéieren, fir eeben déi Resozialisierung herno, déi Reinsertioun nom Prisong, méiglech ze maachen.

Wat dobäi ganz wichteg ass, dat ass och d'Infrastruktur. Och dat ass ungeklungen. Wéi gesäit deen zukünftigen CPL aus? Et huet ee vun Iech, ech weess net méi wien, de Film vum Frank Gehry erwänt – ech froe mech, ob et net den Här Knaff war –, wou et drëms geet, wéi de Prisong soll ausgesinn, de Prisong vun der Zukunft. An do gesitt Der um Schluss vum Film, d'Architekturstudenten e Prisong an engem skandinavische Land besichen. An do gesäit ee ganz gutt, wéi de Prisong vun der Zukunft soll ausgesinn a wéi mir och schaffe fir de Prisong hei zu Lëtzebuerg.

Et gëtt do vill méi op d'individuell Verantwortung vun deem eenzelnen Detenu gesat. Et gëtt vill méi

a Kategorië geschaff a kleng Strukturen. An den Detenu huet och vill méi Fräiheeten, jee no sengem Statut an deem Prisong. An dat ass eng exzellent Saach, well et geet jo och drëm, dass een net komplett deconnectéiert gëtt vun der Realitéit, dass ee Gewunnechten huet, dass ee moies opsteet, dass een eng Aarbecht huet, dass een eppes ze dinn huet, dass een e Sënn huet an deem, wat ee mécht, wann een all Moien opsteet.

D'AP (ndlr: Administration pénitentiaire) ass ganz intensiv am schaffen dorunner. Soubal dee Projet drockräif ass, wärte mer Iech dat natierlech och virstelle kommen.

An da wollt ech vläicht nach zwou Saache soen zu deem, wat d'CSV, also den Här Gloden, gesot huet. Dat eent ass par rapport zu dem Bracelet bei de Violences domestiques. Esou wéi ech Iech virdu scho gesot hat, hu schonn am November zejoert de Policeminister, d'Innen-, also d'Égalitéitsministesch, an ech selwer e Plang virgestallt, wéi mer elo wëlle weiterfuere. An dat do ass ganz kloer een Element dovunner. Mir hunn dat och prinzipiell festgehalten, dass mer op de Wee vum Bracelet ginn. Conditio sine qua non ass awer virdrun d'Implementatioun vun enger Celulle psychosociale bei der Police, déi och d'Begleitung dovunner mécht, well hei geet et jo och ganz vill ëm de Schutz vun dem Affer a wéi ee mat deenen dote Situatiounen ëmgeet. Et si keng einfach Situatiounen, well de Bracelet jo virun allem geduecht ass, fir e Rapprochement ze evitéieren tëschent dem Affer an dem Täter vun haislecher Gewalt.

Da muss ech Iech soen, hunn ech net richteg verstannen de Lien tëschent Alternativen zur Detentioun an der Réention de sûreté. Ech mengen net, dass dat eng Alternativ zur Detentioun ass, mee ech hunn et och vläicht ...

M. Léon Gloden (CSV) | ... mee eng Modalitéit.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | A, ok. Et ass eng Modalitéit.

(Interruption par M. Léon Gloden)

Dat heescht, Dir gesitt eng Alternativ bei der Exécution des peines doran, dass een d'Leit net méi erausléisst.

M. Léon Gloden (CSV) | Dat ass keng Alternativ, dat ass eng Modalitéit ...

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Ech hunn Iech dat schonn e puermol erkläert, an et wonnert mech am Fong, dass Dir dat proposéiert als CSV, vu déi Diskussioun, déi mer oft an der Chamberskommissioun hunn iwwer fundamental Rechter: Leit, ouni dass en Urteel genau seet, wéi laang een am Prisong ass, kënne dann eeben ënner déi Réention de sûreté falen.

Just nach eppes, dat ass nämlech och eppes, wat mech gestéiert huet bei dem aktuelle Mechanismus vun Jugendstrafrecht, dat ass, dass de Jugendlechen ëmmer erëm déi dräi Méint gesot kritt, déi e misst agespaart bleiwen, an eigentlech net weess, wéini dat dann elo definitiv eriwwer ass.

Ech menge just net, egal wéi een dat elo ausleet, dass dat eng Alternativ ass zum Strofvollzuch. Ech mengen, dass d'Leit dann eebe just nach méi laang géifen an der Strof bleiwen. Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | Madamm Ministesch, hei kann een awer net Äppel mat Biere vergläichen.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Dir maacht dat an Ärer Demande virdrun.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Neen, et ass en Ënnerscheid zwëschent enger Présomption d'innocence – dat ass,

ier een eng Condamnatioun kritt – an deem, wat den Här Gloden ugeschwat huet. Dat sinn d'Modalitéite vun der Exekutioun vun enger Condamnatioun, dat heescht am Kloertext, wou eng Persoun eng Condamnatioun ausgesprach kritt huet an déi och rechtskräfteg ass. An ee vun deene Fäll ass zum Beispill d'Affär Dutroux. An ech kéint mer jo net virstellen, dass d'Belsch en ondemokratesche Rechtssystem hätt.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Ech schwätzen net vun ondemokratesch, dat hunn ech jo net gesot.

M. Gilles Roth (CSV) | An et gëtt och där Fäll, déi sech eventuell och an nächster Zukunft zu Lëtzebuerg stellen. Ech nenne keng Nimm.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Also, ech hu kee Wuert gesot vun der Présomption d'innocence. Dat hutt Dir elo gesot, loin de moi, fir dat ze soen, ech hu vun Droit-fundamentale geschwat, an ech sinn der Meenung, dass ee muss wëssen, wann ee verurteilt gëtt, fir wéi laang dass een an de Prisong kënn. An duerfir hunn ech e Problem mat der Retentioun, mat der Sécherheetsretentioun. A wéi gesot, ech gesinn net, wou do d'Alternative sinn zu dem Strofvollzuch.

Dat anert ass d'Comparution immédiate. Och do kënne mer ganz gären driwwer schwätzen, dat hunn ech Iech jo scho méi wéi eng Kéier gesot. Mee och dat ass weeder eng Alternativ zum Strofvollzuch nach eppes, wat de Strofvollzuch verhënnert. Well wann een eng Kéier esou eng Audienz materlief huet, da gesäit een, dass dat éischer e ganz, ganz séiert Exekutioun, also Ofhandele vu Strofvollzuch, stellt, wou elo d'Rechter vun dem Einzelne vläicht e bësse manner respektéiert ginn, wéi wa laang Prozeduren der Saach virausginn, wou gekuckt gëtt, wat ee gemaach huet, wou och à décharge eebe ka gekuckt ginn, ob vläicht näischt gemaach ginn ass.

An Dir hutt gesot, et ass agefouert ginn, fir d'Hooligans ze evitéieren 1998 bei der Weltmeeschterschaft a Frankräich. Ech kann Iech awer soen, haut gëllt et fir Prisongsstrofe vu bis zu zéng Joer! An ech fannen esou eng Aart a Weis, fir Prozesser ofzehandelen, wierklech äusserst problematesch. Dat sinn Audienzen, déi gi bis spéit owes. Do ass net vill Zäit, fir sech wierklech am Detail mam Dossier ausernaneresetzen. An ech mengen och net, dass mer do an engem Cas de figure sinn, wou mer verhënnere, fir méi Leit an de Prisong ze kréien. Ech mengen, dass mer do éischer méi wäit dervun ewech sinn.

Da vläicht nach zu dem „Wéi geet et weiter?“. Am Moment – an dat hunn ech Iech scho gesot, an Dir wësst dat – ass et beim Parquet général eng Vertrieiderin, déi d'Exécution des peines mécht, déi dat mat ganz vill Asaz mécht. Et ass awer eng Tâche, déi ëmmer méi eng grouss Envergure kritt. An ech si wierklech der Meenung, dass mer déi op méi Schëllere mussen verdeelen, soudass ech Iech och deemnächst wäert d'Propos ënnerbreeden, dass mer nach esou en Délégué à l'exécution des peines wäerten aféieren.

Wat ech awer eigentlech regrettéieren, dat ass, dass mer 2018 net och eng Juridictioun geschafen hunn, fir déi Decisiounen do ze huelen. An déi Diskussioun ass fir mech net eriwwer. Ech hat och nach kierzlech en Echange mat der Procureur général d'État doriwwer, déi mëttlerweil och, mengen ech, déi Appreciatioun deelt, soudass et ka sinn, dass, wa mer elo déi ganz Evaluatioun nach eng Kéier gekuckt hunn, ech Iech déi Propos och wäert soumettéieren, fir op de Wee ze goen, hei éischer eng Chambre d'exécution des peines ze hu wéi en Delegué vum Procureur général d'État.

Voilà, ech wollt Iech e ganz grouse Merci soe fir déi flott Diskussioun de Mëtten. An Dir wësst, dass mer

hei reegelméisseg an der Chamberskommissioun driwwer schwätzen, mee et ass och extreem wichteg, dass mer dat heiten am Plenum, an der Öffentlecheit, diskutéieren. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

4. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen

Ech géif dann elo d'Wuert un den honorabelen Här Jeff Engelen gi fir den Depot vun enger Motioun. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Jeff Engelen (ADR), auteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif mer erlaben, am Numm vun eiser Fraktioun eng Motioun ze deponéieren zur radiodiagnostescher Praxis um Potaschbiereg. Déi huet elo hir Aktivitéiten opgeholl. D'CNS, wéi Der all wéist, rembourséiert net; och d'Honorairé fir de Radiolog ginn net rembourséiert. Mee wann een awer an d'Ausland geet – ech denken do un Tréier oder op Sankt Vith –, da kritt ee se awer rembourséiert. An dat fanne mir e bëssen ongerecht. An duerfir dës Motioun.

Bis dat mam Remboursement gekläert ass, wou mer hoffen, dass dat esou séier wéi méiglech geet, soll de Remboursement kommen op Basis vun deem, wat och am Ausland rembourséiert gëtt. Well et ka jo net sinn, dass déi aus dem Ausland rembourséiert ginn an hei am Land net! Dat fanne mir ongerecht. An duerfir dës Motioun.

Merci, Här President.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, dass

– eng radiodiagnostesch Praxis, de Centre Médical Potaschbiereg, mat IRM, Scanner a Röntgenapparat mat schaffen ugefaangen huet;

– d'CNS d'Rechnunge vun deene betraffene Patienten net rembourséiert, wa si eng deementspreechend Déngschtleeschung am Centre Médical Potaschbiereg an Usproch huelen;

– och den Honoraire fir de Radiolog am betraffene Centre Médical vun der CNS net rembourséiert gëtt;

– dës Situatioun däitlech méi ongëschteg ass wéi déi, déi fir eng analog Behandlung am EU-Ausland gëllt, an erkennt doran d'Gefor vun enger Diskriminéierung vun enger Lëtzebuurger Entreprise,

fuerdert d'Regierung op,

– d'Fro vun de Remboursement, Konventiounen an Tariffer, déi fir esou eng Praxis solle gëllen, esou séier wéi méiglech ze klären;

– dass, bis d'Fro vum Remboursement an all aner Parametere gekläert sinn, déi betraffe Patiente wéinstens esou rembourséiert ginn, ewéi dat fir analog Déngschtleeschungen an engem vun eisen Nopeschlänner de Fall wär.

(s.) Jeff Engelen.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | E bësse Gerechtegkeet!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR), auteur | Wannechgelift, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

5. Question élargie n° 143 de M. Gusty Graas au sujet de la situation des organisations non gouvernementales et des organisations s'engageant dans le domaine des droits civiques au Nicaragua

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 143 vum Här Gusty Graas iwwert d'Situatioun vun den ONGen an aneren Organisatiounen, déi an Nicaragua fir zivill Rechter kämpfen. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousatzfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, dass d'mittellamerikanescht Land Nicaragua huet eng ganz bewegte Vergaangenheet hannert sech. Ech denken hei virun allem un d'Somoza-Diktatur aus de 60er- an de 70er-Joren. Enn 1979 koum et zu enger Revolutioun, an d'Sandiniste koume jo un d'Muecht. 1984 ass e gewëssenen Daniel Ortega och President vun Nicaragua ginn. Hie war u sech bis 1990 dunn un der Muecht a vun 2007 u kouw en erëm zréck an d'Präsidentenam, wat en och bis haut dann elo bekleet.

Wann een natierlech elo seng Entwécklung kuckt, da gesäit een, dass e sech vun engem Revolutionsféierer zu engem reegelrechten Diktator entwéckelt huet. An am Abrëll 2018 kouw et dunn och zu ganz seriösen Onrouen an Nicaragua. Dat ass ausgaange vun Onrechtgekeeten an och Unzefriddenheet vis-à-vis vun enger geplangter Pensiounsreform. Et kouw zu bluddegen Ausmoossen, op alle Fall sinn Honnerte vu Leit do ëmkomm, an et ware virun allem Studenten, déi déi Revolutioun do oder déi Emeute ugefouert hunn.

An am August 2021 kouw souguer och e gesetzlecht Verbuet, wat d'Presenz vun auslänneschen Agenten an deem Land ubelaangt.

D'Walen du vum 7. November 2021, muss ee soen, dass war eng reegelrecht Farce. Zwar gouf den Här Ortega mat 75 % bestätegt, mee d'Walbeobachter ware sech jiddefalls alleguer eens, dass et hei net mat rechte Denger iwwert d'Bün gaangen ass. D'Abstenttioun war iwwregens och ganz héich.

Et muss een och wëssen, dass am Virfeld vun deene Walen den Här Ortega derfir gesuert hat, dass eng Rei potenziell Kandidaten an de Prisong koumen.

An du kouw am Fong elo dee Punkt, op deem ech haut u sech wollt méi genee agoen, dass war de leschte 17. Mäerz, wou 25 ONGen an Organisatiounen, déi sech u sech fir zivill Rechter vun de Leit do asetzen, verbuede goufen. Ënnert deenen Organisatiounen war zum Beispill d'Luisa-Mercado-Fondatioun an d'Solentiname Development Association, déi 1982 vum verstuerwenen nicaraguaneschen Dichter Ernesto Cardenal och gegrennt gouf.

Besonnenesch schlëmm ass et awer, dass déi permanent Kommissioun fir Mënscherechter an Nicaragua de Rechtsstatut och entzu krut. Zënter 2018 sinn eng ronn 112 ONGen entre-temps verbuede ginn. Dat sinn ONGen, déi um Niveau vu Mënscherechter natierlech tätég sinn, déi sech och fir Universitëiten asetzen, fir Journalisten, fir Fraerechter an och fir d'Ëmwelt.

An ee vun deene bedeiendste Schrëftsteller aus dem latäinamerikanesche Raum, den Ernesto Cardenal, sot, dass dem Ortega seng Regierung weeder lénks

nach riets ass, dass se weeder sandinistesche nach revolutionär ass, mee dass et eng reng Familljendiktatur ass. Et muss een natierlech och wëssen, dass dem Ortega seng Madamm, d'Rosario Murillo, jo och gläichzäitig Vizepresidentin vun deem Land ass.

Ech mengen, déi ganz Entwécklung kann eis natierlech net kolloossen. Firwat?

Mee aus deem ganz einfache Grond, well mir jo och zënter 1993 mat deem Land a Kontakt sinn, fir Entwécklungshëllef ze leeschten. 2000 gouf deen éischte Kooperatiounsvertrag ënnerschriwwen, an den Akzent vun eiser Kooperatiounshëllef läit zënterhier op der Gesondheet, um Tourismus an och op der beruflecher Formatioun.

Deen drëtte PIC (ndlr: Programme indicatif de coopération) war du souguer nach verlängert ginn an enger Héicht vun 33 Milliounen. Virun allem och an de Beräicher Santé an Tourismus hu mer Programmer gehat, déi bis 2019 gelaf sinn.

An ech hat schonn eng Kéier eng Question parlementaire zu där ganzer Problematik gestallt, dass war den 12. Juni 2018. Do huet den deemolege Minister mer geäntwert, dass den direkte Finanzement un d'Regierung géif elo op Äis geluecht ginn, an zwar géifen nach just Projeten ënnerstëtzt ginn, déi iwwert de Wee vun ONGe géife realiséiert ginn.

Mir hunn och eng Étude stratégique 2021 gemaach fir Zentralamerika. An de Budget FASOC (ndlr: Fonds d'appui à la société civile), dass ass am Fong de Fong fir d'ONGen, ass och erhéicht ginn.

De Poste vum Chargé d'affaires zu Managua ass ufangs 2022 jo net méi erneiert ginn.

A well déi ganz Situatioun eeben, wéi gesot, sech esou dramatesch an deene leschte Méint nach méi entwéckelt huet, a virun allem nach eng Kéier de rezente Verbuet vun deene 25 ONGe féiert een natierlech derzou, fir eng Rei Froen an där ganzer Problematik hei ze stellen.

Dowéinst, wéi gesot, wollt ech Iech och, Här Kooperatiounsminister, dës fënnf Froe stellen.

Déi éischt ass natierlech, ob duerch dee rezente Verbuet och Lëtzebuurger ONGen direkt oder indirekt elo dovunner betraff sinn.

An dann eng zweet Fro ass natierlech och, wéi de Minister elo déi politesch Situatioun an Nicaragua aschätzt.

Dann och nach eng drëtt Fro: Wat bedeit dann iwwerhaupt déi rezente Aktioun oder respektiv déi Entwécklung elo fir eis Kooperatiounspolitik mat Nicaragua?

Dann eng véiert Fro, déi elo vläicht Iech net direkt betrëfft, ech mengen awer schonn indirekt, dass ass natierlech och: Wéi gesäit d'Zukunft vun der Ambassade zu Managua aus? Ech gi jo och dervun aus, dass Der jo awer och scho mam Ausseminister doriwuer diskutéiert hutt.

An da méi eng allgemeng Fro, wat déi Kooperatiounspolitik insgesamt ubelaangt. Wann een elo d'Entwécklung an enger ganzer Rei Zillänner kuckt an deene leschte Wochen a Méint – Stéchwuert Mali, Stéchwuert Niger, Stéchwuert Burkina Faso –, da muss ee sech jo awer prinzipiell d'Fro stellen: Wéi soll eis Kooperatiounspolitik an Zukunft ausgeriicht si vis-à-vis vun deene Regimenter? Wéi gesi mer déi Entwécklung do? Wat hu mer do vu Méiglechkeeten?

Ech weess, dass ass ëmmer eng ganz schwiereg Decisioun. Op där enger Säit huet een e Regimm, deen een op kee Fall kann ënnerstëtzen, wellt ënnerstëtzen. Op där anerer Säit huet een natierlech och eng

Populatioun, déi op dréngend Hëllef ugewisen ass. Mee vläicht kënnst Dir eis do e puer Explikatioune ginn, wéi Dir Iech virstellt, datt mer an Zukunft sollen eis Kooperatiounspolitik virun allem an deene Länner weiderentwickelen.

Voilà, Här Minister, ech soen Iech schonn am Virus Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Graas. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Kooperatiounsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Merci dem Gusty Graas fir dës Fro. Jo, also en huet d'Situatioun gutt resuméiert an Nicaragua. Déi ass effektiv dramatesch zurzäit, déi ganz Evolutioun vum Daniel Ortega, vun engem Revolutionär zu engem en fait normalen Dictateur. Dat Land gëtt effektiv haut vun enger Famill regéiert, vum Ortega a senger Fra, déi och Vizepräsident ass. Dat ass alles natierlech eng ganz negativ Evolutioun.

Bon, vläicht fir déi fënnel Froen dann eng no där anerer ze huelen, ugefaange mat där éischter.

Wéi ass den Impakt vun där Situatioun op eis Kooperatioun sur place?

Dir wësst, datt mer zurzäit u sech nach zwou Lëtzebuerger ONGen hunn, déi mat Kofinanzementer vun der Kooperatioun Projeten an Nicaragua hunn an och probéieren ëmzesetzen. Dat si Lëtzebuerger ONGen, déi hir Projeten och mat lokale Partner ëmsetzen.

An Dir hutt et gesot: Säit dem Gesetz iwwert déi auslännesch Agente vum 19. Oktober 2020 mussen sech lokal Partner vun dësen ONGen als auslännesch Agente registréieren loossen. Dat ass eng klassesch Method, fir u sech d'Kooperatioun an och d'Entwécklungszesummenaarbecht duerch ONGen ze limitéieren. Déi ginn domadder op eng gewëssen Aart a Weis drangsaléiert.

Dat ass e Gesetz, wat derzou féiert, dass lokal Partner enger Multitude vun administrativen, legalen a finanzielle Fuerderungen ausgesetzt sinn. Dat sinn operationell Erausforderungen fir all Organisatioun, déi Finanzementer aus dem Ausland kritt. Bis elo konnte sech dräi vun insgesamt véier Partner vun onsen ONGen beim nicaraguaneschen Inneministère als esou auslännesch Agente registréieren.

Dann déi zweet Fro: Wéi schätzt eis Kooperatioun d'Situatioun vun den ONGen an Nicaragua an?

Abee, déi Situatioun ass besuergneserregend, fir et méll ze soen, oder souguer dramatesch. Mir observéieren eng kontinuéierlech Verkleinerung vum effentleche Raum fir déi nicaraguanesch Zivilgesellschaft.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | An och wann, wéi gesot, zwou Lëtzebuerger ONGen am Moment nach weiderhin hir Aktivitéiten ëmsetzen kënnen, esou hu leider eng sëllege nicaraguanesch an auslännesch ONGen hire legale Statut oferkant kritt an dowéinst missen hir Aktivitéite stoppen an hir Büroen zoumaachen. Dir hutt selwer gesot, wéi Dir Är Fro gestallt hutt: Et sinn eng ganz Rei ONGe verbuede ginn an Nicaragua.

Dat ass natierlech komplett inakzeptabel. An och dat explizéiert, firwat mer eis aus dem Land zrëckzéien. Dat ass eng Situatioun, déi natierlech och d'Kontinuitéit an d'Ëmsetzung vun der Entwécklungshëllef duerch d'nicaraguanesch Zivilgesellschaft bremst. An ech mengen, dat ass och d'Intentioun natierlech hannert där Legislatioun an hannert deene Mesuren, déi d'ONGe betreffen.

Wat fir eng Repercussiounen huet dat op eis, sprécht Lëtzebuerg a seng Zesummenaarbecht mat Nicaragua?

Bon, dat ass jo keng nei Diskussioun, déi mer hunn. Ech hat Iech schonn d'lescht Joer bei menger Erklärung zur Kooperatiounspolitik de 17. November an der Chamber gesot, wat eis Attitüd ass par rapport zu Nicaragua vun der Lëtzebuerger Kooperatioun aus.

Wéinst där Situatioun an Nicaragua och scho säit 2018 u sech, säit déi bluddeg Repressiounen do waren a säit déi verschidde Gesetzgebung kouden iwwert d'Agents étrangers, an déi Walen effektiv, déi eng Farce waren an Nicaragua, an iwwerhaupt natierlech déi ganz schlëmm Verletzung vum de Mänscherechter an deem Land, hu mer scho säit 2019 eis bilateral Kooperatioun do gestoppt. Wéi ech och scho gesot hunn, d'lescht Joer ass de Kontrakt vum Agent de la coopération ausgelaf, deen ass och net erneiert ginn. Dësen Agent, wéi gesot, ass net ersat ginn. An d'Büro vum der Ambassade goufen Enn Januar dës Joer och zougemaach.

LuxDev huet am Moment nach een Agent sur place. D'Agence mécht vun do aus de Suivi vun eise regionale Projeten. Et ass effektiv esou, dass mer an der Suite och vun där Étude stratégique vun 2021 iwwer eis Kooperatioun a Latäinamerika am Fong decidéiert hunn, éischter op eng regional Kooperatioun iwwerziewieselen an där Regioun, wat awer net heescht, dass mer net och nach aner Länner amgaange sinn ze kucken, mat deene mer kënnen zesummeschaffen a Latäinamerika. Mee fir de Moment ass eis Aktioun dohannen éischter axéiert op eng regional Kooperatioun.

Wéi gesot, et sinn do Reflexiounen amgaangen, wéi mer eis an Zukunft do positionéieren, mee, wéi gesot, fir de Moment eng éischter regional Zesummenaarbecht.

Wat d'Zukunft vun der Ambassade ugeet, dat hunn ech Iech elo just gesot, déi ass elo zou. Mee mir sinn amgaangen ze kucken an der Regioun, fir méiglecherweis eng aner Ambassade an engem anere Land opzemaachen, well mer awer trotzdeem der Meinung sinn, dass mer eng Presenz sur place brauchen, esouwuel natierlech fir eis Aussepolitik aus diplomatesche Grënn, mee awer och fir eis Entwécklungszesummenaarbecht.

Dee fënnefte Punkt, wéi gesi mer, wéi gesinn ech d'Kooperatiounspolitik allgemeng au vu vun der Situatioun a Länner wéi dem Mali, dem Burkina Faso, wou jo effektiv an deenen zwee Länner e Coup war, wou elo u sech Junten um Pouvoir sinn, déi natierlech och e bëssen ansicht si vun deem eng Land zum aneren.

Mali ass eng aner Junte wéi déi vum Burkina Faso, och mat enger anerer Attitüd par rapport zum Westen.

Den Niger ass e Land, wat vum President Mohamed Bazoum fir de Moment a senger Regierung regéiert gëtt, wou et en fait eng relativ Stabilitéit gëtt an engem komplizéierten Ëmfeld. Och do, däers si mer eis alleguerten eens, och am Niger kann een net méi iwwerall higoen an och déi Projeten ëmsetzen.

Wéi verhält ee sech par rapport zu dësen Regimmen?

Bon, wat mir maachen, dat ass, dass mer eis Projekte weiderhi versichen ëmzesetze mat eise lokale Partner. Mir hunn eng Presenz sur place mat engem Chargé d'affaires, voire enger Ambassade. Mir hunn och LuxDev, déi sur place sinn. Dat heescht, mir probéieren déi Projekte weiderhin esou gutt wéi méiglech ëmzesetzen.

Mir hunn och scho säit laanger Zäit an deene Länner ..., oder mir hunn en fait ni eng Aide budgétaire ginn direkt an de Budget vun deene Regierungen. Dat heescht, mir schaffen och do mat lokale Partner zesummen a mat eiser Developpementsagence. A mir sinn awer der Meenung, dass mer eis aus deene Länner, wat jo eis Haaptpartnerlänner sinn an der Sahelregioun, net wëllen zrëckzéien, dass mer fir de Moment weiderhi probéieren, do ze schaffen.

Et ass esou, dass een, wann ee bis eppes opgebaut huet iwwer laang Joren an och do d'Konfienz huet trotz Changement vu Regierungen, mengen ech, soll dobleiwen a probéieren, déi Aarbecht weiderzemaachen.

Wann ee bis fort ass aus esou engem Land, ass et ganz schwéier, fir duerno erëm do Fous ze faassen. An dann huet ee laangjäreg Efforte wierklech mat enger Kéier op d'Spill gesat. Dofir sinn ech der Meenung, an och meng Ekippen an der Kooperatioun, dass mer trotz engem schwierigen Ëmfeld an deene Länner weiderhi sollen dobleiwen an och do weiderhi schaffen.

Mam Niger hu mer och viru Kuerzem nach en neie PIC ënnerschriwwen, wat dee gréisste Programme indicatif de coopération ass an der Lëtzebuerger Kooperatioun. Mir maachen do ganz vill ganz gutt Projeten a sinn en appreciéierte Partner am Beräich vum Waasser, vum Assainissement vum Waasser, mee och am Beräich vun der Formation a vun der Formation professionnelle. Dat sinn alles wierklech och fir de President Bazoum a seng Regierung Schlësselberäicher, déi ganz uewen op hirer politescher Agenda stinn a wou mer wierklech och kënnen eng Differenz maachen an deene Länner.

Dernieft ass et awer esou, dass mer natierlech och probéieren, nei Länner ze identifzéieren. Mir sinn do ganz gutt an Diskussioun mam Ruanda, mat deem mer schonn eng Rei nei Projeten identifzéiert hunn, wou mer héchstwahrscheinlech wäerten erëm en neit Partnerland kréien, mee awer och mam Benin an Afrika, wou mer Diskussiounen hunn, fir och mat hinne zesummeschaffen.

Dat si Länner, déi eng vill méi grouss politesch Stabilitéit hunn a wou een och kann e bëssen eng nei Form vu Kooperatioun maachen. An do, wéi gesot, si mer ënnerwee a mir bleiwen awer trotzdeem deenen anere Länner an der Sahelregioun trei a probéieren och weiderhin, do nach gutt ze schaffen.

Merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Kooperatiounsminister Franz Fayot.

6. Question élargie n° 146 de M. Laurent Mosar au sujet du Google Data Center à Bissen

Da komme mer elo zur erweideter Fro Nummer 146 vum Här Laurent Mosar iwwert de Google Data Center zu Bissen. Ech wëll den Auteur drun erënnere, datt e fënnel Minutten Zäit huet, fir seng Fro ze stellen, a wann en no der Haaptfro nach Zäit huet, eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou.

M. Laurent Mosar (CSV) | Här President, ech mengen, datt ech dat haut packen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech wollt effektiv nach eng Kéier op deen Dossier Google zrëckkommen, net fir nach eng Kéier dee ganzen Historique vun deem Dossier ze maachen, mee fir einfach ze héieren, wou mer am Moment dru sinn. An ech wëll

mech eigentlech do op eng Question parlementaire beruffen, déi ech dem Här Fayot de 24. November d'lescht Joer gestallt hat, wou ech scho gefrot hunn, wou mer dru wieren.

An den Här Fayot hat mer eigentlech do zwou ganz prezis Äntwerte ginn, op déi ech nach eng Kéier wëll zrëckkommen. Déi éischt war, wou e gesot huet, datt d'Modifikatioun vum PAG jo géif den Objet maache vun engem Recours. Wéi den Här Fayot mer dat géintwert hat, do war déi éischt Instanz verluer ginn, dat heescht en fait war d'Modifikatioun ugeholl ginn. Géint déi Decisioun war awer Appell gemaach ginn an den Här Fayot hat du gesot, et soll een elo mol ofwaarden, wat da géif bei deem Appell do erauskommen.

Entre-temps am Mäerz ass do gesprach ginn an den éischte Jugement ass nach eng Kéier bestätegt ginn, soudatt elo déi Modifikatioun vun deem PAG eigentlech definitiv ass.

Déi zweet Äntwert, déi den Här Fayot mer ginn hat, war, datt e gesot huet, all déi Prozeduren, déi missten do gemaach ginn, déi géife virulafen an dat géif och alles sai Wee goen.

An der Zwëschenzäit kann een awer iwwerall an der internationaler Press liesen, datt Google ganz aktiv amgaangen ass, och an anere Länner änlech Centres opzemaachen, notamment bei eise belschen Nopen, wou net nëmmen ee Projet soll realiséiert ginn, mee méi. Och a verschiddene skandinavesche Länner ass Google ganz aktiv an do ginn déi Projeten och ganz effikass virugedriwwen.

Duerfir wollt ech haut dem Här Fayot nach eng Kéier verschidden Aktualitéitsfroen zu deem Dossier stellen.

Éischstens wollt ech froen, ob d'Regierung nach ëmmer dësem Projet eng absolutt Prioritéit gëtt.

Zweetens wollt ech wëssen, ob Google nach ëmmer interesséiert ass, dee Projet esou schnell wéi méiglech ze realiséieren.

Drëttens wollt ech dann awer wëssen, wéi et elo konkret virugeet, well jo eigentlech all déi Bedéngungen, déi den Här Fayot mer an der Äntwert op meng Fro ginn huet, an der Zwëschenzäit realiséiert sinn. Dat heescht, de PAG ass ugeholl.

Ech wollt also och froen: Wou si mer mat all deenen anere Prozeduren drun? Ech weess natierlech och, datt den Här Fayot do zum Deel net zoustänneg ass, mee ech ka mer awer virstellen, datt en do Bescheid weess. Notamment, wéi ass et do mat der Ëmweltetüd? Wéi ass et och do besonnesch mat der Waasseretüd, déi soll gemaach ginn? Et soll och nach eng Kaméidisetüd, eng Mobilitéitsetüd gemaach ginn. Déi Etüde géife jo alleguer parallel virulafen. Et huet een awer do näischt Richteges méi dovun héieren. Duerfir wier ech och frou, wann den Här Fayot eis vläicht kéint kuerz soen, wou mer do um Niveau vun all deene Prozeduren dru sinn.

An dann nach eng Fro: Wann een esou d'Press liest, kritt een ëmmer erëm ze héieren, datt déi Etüden anscheinend net esou schnell viruginn, well ganz einfach Google net mat den Informatiounen erbäikënn. An duerfir och do meng Fro: Ass dat richteg, datt Google net déi Informatiounen gëtt? A gëtt et eventuell do e Grond?

An dann eng lescht Fro, déi dann direkt mat der Aktualitéit ze dinn huet, dat ass déi, datt mer wëssen, datt dat doten e Projet ass, deen extrem energieintensiv ass, notamment och wat d'Elektrisch betrëfft. Duerch déi Energiekris, an där mer sinn, risquéiert dat eventuell och en Impakt op d'Realisatioun vun deem Projet ze kréien.

Voilà déi Froen an, Här President, ech mengen, ech sinn exzellent an der Zäit.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Dat war virbildhaft, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, merci dem Laurent Mosar fir seng Fro. Et ass jo net déi éischt Fro, déi e stellt zum Projet Google. Et ass en Dauerbrenner hei an der Chamber. Ech hu se net gezielt, mee et sinn awer eng ganz Rei iwwert déi Joren, déi gestallt gi sinn.

Mir hu jo natierlech och nach aner flott Projeten, iwwert déi manner geschwat gëtt an déi realiséiert ginn, wéi zum Beispill de Projet vu Goodyear „Factory of the Future“, déi ech muer de Pleséier hunn anzeeweie mam Prënz Guillaume; e ganz flotte Projet, deen och wegweisend ass fir d'Industrie 4.0, och vun enger grousser amerikanescher Entreprise, iwwert déi manner geschwat gëtt. Mee gutt, datt ass eben esou, wa Saache gemaach ginn a wa se ouni Problem rëtschen, da si se manner interessant wéi déi, wou et e bësse méi schwierig ass. Dat ass esou.

De Projet Google ass nach wie vor e Projet, deen natierlech approuvéiert gëtt vun der Regierung, dee wegweisend ass, well e ganz gutt erapasst an eis Strategie vun Digitaliséierung, vum Ausbau vun enger grousser amerikanescher Entreprise, deen also, wéi gesot, extrem gutt passt op dat, wat mer amgang sinn ze maache bei eis. Och d'Gemeng Biissen steet weiderhin hantert deem Projet.

Dee Projet ass natierlech wéi all anere Projet, dee muss déi verschidden Etappen duerchlafen, deen all Projet hei muss duerchlafen am Respekt vun eisem legale Kader, vun eise Prozeduren an eise Reegelen. En huet eng Partie Etappen duerchlaf, ech ginn déi elo net méi hei duerch. Dat hu mer schonn a vergaangene Seancen des Ëftere gemaach. Dir kennt déi och allegueren. Mee de Fait ass, dass effektiv déi Prozedur do pendante war, dee Recours vum Mouvement écologique, deen elo an zweeter Instanz uganks Mäerz dunnt definitiv rejetéiert gouf. Dat heescht, de Mouvement écologique huet dee Recours net gewonnen.

Et ass awer esou, dass dat dräi Joer gedauert huet, bis Google do eng Rechtssécherheet hat, wat dee Projet do ugeet, a se och eng Confirmatioun kruten, dass se dat op deem Terrain, dee se kaf hunn, dann och effektiv dierfte bauen.

Bon, elo ass d'Fro: Wou ass dee Projet Google elo haut drun? Et ass esou, dass nodeems d'Urteil en appel do erausgaangen ass, mer Kontakt opgeholl hu mat de Responsable vum där Firma, wéi mer dat och schonn an der Vergaangenheet regelméisseg gemaach hunn. Mir sti reegelméisseg am Echange mat Google. An elo, wou all déi juristesche Recoursen natierlech epuiséiert sinn, ass eigentlech de Wee jo fräi, fir dass Google déi nächst Etappen an der Prozedur kéint an Ugrëff huelen. An anere Wieder: De Ball läit en fait elo am Feld vu Google, fir déi Initiativen ze huelen.

Ech kann Iech allerdéngs haut net soen, wéini dës nächst Schrëtt wäerte gemaach ginn a wéini déi nächst Etappe wäerten duerchlaf ginn. Wéi gesot, déi Prozeduren duerch zwou Instanzen viru Geriicht hunn elo bal dräi Joer gedauert. Dräi Joer, dat ass e laangen Dag dans l'absolu, mee awer virun allem an der

Datenökonomie, wou et ganz schnell evoluéiert, wou et ganz schnell weidergeet, wou d'Welt sech e bësse méi séier dréit wéi soss an der Wirtschaft. An et muss een dat einfach constatéieren, dat sinn dräi Joer, déi dat gebraucht huet, 36 Méint, ëm déi hei dee Projet do duerch déi Geriichtsaffär en fait retardéiert ginn ass.

Google ass eng weltwäit Entreprise, déi strateegesch plangt, déi op verschiddene Plazen Terraine kaf huet, wou se hir Projeten ëmsetzt au fur et à mesure, wou se dat ka maachen, wou se gréng Luucht kritt a wou se dann och jugéiert, dass dat dee Moment zu engem gewëssenen Zäitpunkt adequat ass.

Mir gesinn, dass Google entre-temps am Ausland eng Rei aner änlech Projeten ugekënnegt huet an och schonn zum Deel gebaut huet. Besonnesch an der Wallonie huet Google investéiert. Am Kontext vun deenen Investissementer an eiser Nopeschregioun ass dovun auszegoen, dass Google déi strateegesch Importenz an Ausrichtung vum Projet hei zu Lëtzebuerg iwwerschaft a sech och nei opstellt. D'Wallonie ass net wäit vun eis ewech an dofir ass et, mengen ech, evident, dass do warscheinlech strateegesch nei Iwwerleeunge komm sinn, och wat Biissen ugeet.

Déi Echanen – an och dat géif ech gäre betounen –, déi ech mat Google hat, déi meng Ekippe mat Google haten, loosse awer net dorop schléissen, dass de Projet zu Lëtzebuerg sech net wäert realiséieren.

Mee ech verstinn de Betrib, dass en de Projet virun deem Hannergrond elo als Éischt nei bewäerte muss, ier e mat engem konkreeten Investitiounsplang op eis zoukomme wäert.

Ech wëll awer nëmmen drun erënnere, dass wa Google ieren deen Datenzentrum do net géif bauen, de Staat e Virkafrecht op deenen Terrainen huet, an zwar zum Akafspräis. Mee, wéi gesot, déi Fro stellt sech haut nach net. Ech bleiwen zouversichtlech, dass de Projet Google sech wäert zu Biissen realiséieren. Op alle Fall wäerte mer ganz kloer weiderhin an déi Richtung schaffen an och weiderhi mat der Entreprise a Kontakt bleiwen iwwert déi nächst Méint.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Wirtschaftsminister. Den Här Mosar huet nach eng Zousatzfro.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, well ech jo nach vill Zäit hunn, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Absolutt. Dir sidd wierklech haut Virbild hei.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Ech hunn och nach e bëssen Zäit.

M. Fernand Etgen, Président | Ech wëll dat widderhuelen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Wann dat dann unhält. Här Minister, merci mol fir Är Äntwerten. D'ailleurs muss ech soen, normalerweis ass een als Deputéierten ëmmer relativ frustréiert, wann een hei Äntwerte vum Minister kritt. An dësem Fall ass dat net de Fall. Mee Dir hutt awer elo eng ganz interessant Ausso gemaach an ech wollt déi Ausso awer ...

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Ech sinn awer ëmmer ganz éierlech mat Iech, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ma ech weess dat. Ech appreciéieren dat och, Här Fayot. Duerfir wollt ech dat awer nach eng Kéier widderhuelen. Dir hutt also elo gesot, de Projet géif eng strateegesch nei Ausrichtung kréien, dat hunn ech op jidde Fall esou verstanen. An Dir géift och e bësselche verstoen, datt déi misst kommen an dat géif warscheinlech en anere Projet ginn, wéi deen, deen ursprénglech geplangt war.

Dorausser ergëtt sech awer fir mech elo nach eng Kéier déi eng oder déi aner Fro. Dir hutt nämlech op eng Fro – dat war eigentlech och déi éischt – net ganz kloer geäntwert, nämlech déi, datt ech awer nach eng Kéier gär vun Iech géif wëssen, ob wierklech déi ganz Regierung nach ëmmer honnertprozenteg hannert deem Projet Google steet. Dat wär also meng éischt Fro.

An dann zweetens: Wat heescht dat elo, eng strateegesch nei Ausrichtung vun engem Projet? Gëtt dat e komplett anere Projet? Gëtt dat einfach méi e kleng Projekt? Ech mengen, dat wär awer net onwichtig ze wëssen. Et wier och net onwichtig ze wëssen hei fir d'Chamber.

An dann déi drëtt Fro: Dir hutt elo gesot, de Staat hätt weider d'Virkaftsrecht op déi Terrainen, wat jo eigentlech a sech eng gutt Saach ass. Do ass awer d'Fro: Wéi laang waarde mir dann eventuell oder waart d'Regierung, bis deen dote Projet dann awer elo eng Kéier realiséiert gëtt? Well ech mengen, ech brauch Iech dat net ze soen als Wirtschaftsminister, et si ganz vill Betriber, déi frou wäeren, wa se kéinten Terrainen kréien, op deene se kéinten aner Aktivitéite maachen. An duerfir, mengen ech, wär et elo net gutt, wann déi Terrainen hei géife wärend jore broochleien, fir datt eventuell zum Schluss näischt méi dorobber geschitt.

Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zrëck un de Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, ech sinn ëmmer frou, wann den Här Mosar net frustréiert ass. Dat ass ëmmer eng gutt Saach. Ech probéieren dofir och ëmmer, ganz komplett an och ganz transparent hei ze kommuniquéieren an der Chamber.

Ech hunn Iech dat gesot: Dee Projet ass nach wie vor e strateegesch Projet fir d'Regierung. Am Kader vun eiser Strategie, fir eng staark digital Economie opzebauen, passt dee Projet do ganz gutt dran.

M. Laurent Mosar (CSV) | An d'Regierung steet honnertprozenteg dohannert?

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | An d'Regierung steet hannert deem Projet. Et ass awer esou, dass mer net all Regierungsrout iwwert de Projet Google schwätzen. Mee ech gesinn net, dass do en „change of mind“ komm wär, wat de Projet Google ugeet.

Ech loosse mer awer och net gäre Wieder an de Mond leeën, déi ech net gebraucht hunn. Ech hunn net gesot, dass Google eng strateegesch Neiausrichtung vun deem Projet do gemaach huet. Ech hu just gesot, dass et mech net géif iwwerraschen, dass au vu vun anere Projeten, déi an eiser Nopeschregioun, an der Wallonie, realiséiert goufen, dat kéint de Fall sinn. Ech weess dat awer net. An dat sinn Diskussiounen, déi ech muss mat Google féieren iwwert

déi nächst Wochen a Méint. An et ass och evident fir mech, dass do irgendwann eng Kéier elo muss eng Decisioun kommen. Well ech si ganz bei Iech, dass et en fait och net gutt wär, wann dat doten elo nach géif jorelaang trainéieren.

Mir hunn effektiv e grouse Besoin un Industrieland hei bei eis am Land an ech mengen net, dass et eng grouss Akzeptanz géif kréien, wann dat dote sech elo géif ze vill laang hinzéien. Dofir sinn dat Gespréicher, déi mer elo muss mat Google féieren.

Wéi gesot, ech weess dat net, mee et géif mech net iwwerraschen, wann dee Projet haut, wann en da realiséiert gëtt, eng aner Nues hätt wéi déi, déi en am Ufank hat, wéi Google dat ugeduecht huet. Wéi gesot, dräi Joer sinn einfach e laangen Dag an där Economie vun den Daten a vun der Digitalisatioun, an dofir muss een déi ganz Diskussioun elo nach eng Kéier nei ufänken a kucken, wou Google drun ass. An da sinn ech och iwwerzeegt, dass mer do relativ schnell zu enger Konklusioun kommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir de 17., 18. an 19. Mee virgesinn.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 16.17 heures.)

53^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Spautz, Vice-Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 24
M. Fernand Etgen, Président
- 2. Communications** p. 24
M. Fernand Etgen, Président
- 3. Ordre du jour** p. 25
M. Fernand Etgen, Président
- 4. 7965 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002, du 16 juillet 2009 et du 5 décembre 2017, fait à Luxembourg, le 31 août 2021** p. 25
Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Dan Kersch | M. François Benoy | M. Roy Reding | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7965 et dispense du second vote constitutionnel
- 5. 7670 – Projet de loi modifiant :**
 - 1° la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale ;**
 - 2° la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;**

- 3° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;**
- 4° la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics** p. 28
Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : Mme Cécile Hemmen
Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7670 et dispense du second vote constitutionnel
- 6. Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de la Crimée, Donbass, Ukraine – quel futur pour la sécurité européenne ?**
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la position du Gouvernement face à la situation actuelle en Ukraine p. 31
Exposé de l'interpellation : M. Fernand Kartheiser (dépôt des motions 1 à 3) (interventions de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, et M. Yves Cruchten)
Exposé de l'heure d'actualité : M. Claude Wiseler
Débat : M. Gusty Graas | M. Yves Cruchten | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Yves Cruchten) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
Motion 1 : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | M. Fernand Kartheiser | M. Claude Wiseler | M. Sven Clement

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Mme Nathalie Oberweis | M. Fernand Kartheiser

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement | M. Claude Wiseler | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Sven Clement) | M. Claude Wiseler | M. Fernand Kartheiser

Vote sur la motion 3 (rejetée)

7. Motion de M. Fernand Kartheiser concernant le fonds pour la reconstruction de l'Ukraine p. 55

Exposé : M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes)

Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Discussion générale : Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Marc Goergen)

Vote sur la motion (rejetée)

8. Motion de M. Fernand Kartheiser concernant l'ouverture d'une Ambassade du Luxembourg à Kiev p. 56

Exposé : M. Fernand Kartheiser

Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Discussion générale : M. Claude Wiseler

Vote sur la motion (rejetée)

9. Question élargie n° 138 de M. Laurent Mosar sur l'extradition de ressortissants luxembourgeois aux autorités de pays tiers p. 57

M. Laurent Mosar | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | M. Laurent Mosar | Mme la Ministre Sam Tanson

10. Question élargie n° 126 de Mme Viviane Reding sur le rapport de la Commission européenne sur l'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires de l'Union européenne p. 58

Mme Viviane Reding | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

11. Motion de M. Yves Cruchten concernant la fonction publique européenne p. 60

Dépôt et exposé : M. Yves Cruchten

Vote sur la motion (adoptée)

12. Dépôt d'une motion par Mme Nathalie Oberweis p. 61

Exposé : Mme Nathalie Oberweis

13. 7832 – Projet de loi portant approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, fait à Hanoï, le 30 juin 2019 p. 62

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten

Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7832 et dispense du second vote constitutionnel (interventions de M. Sven Clement et M. Marc Goergen)

14. 7942 – Projet de loi portant approbation de l'Amendement à l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (fait d'affamer délibérément des civils), fait à La Haye, le 6 décembre 2019 p. 64

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten

Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7942 et dispense du second vote constitutionnel

15. 7953 – Projet de loi portant approbation de l'Accord portant extinction des traités bilatéraux d'investissement entre États membres de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 5 mai 2020 p. 65

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten

Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7953 et dispense du second vote constitutionnel

16. Motion de M. Yves Cruchten concernant le renforcement des relations économiques, scientifiques et culturelles avec l'île de Taïwan p. 66

Dépôt et exposé : M. Yves Cruchten

Vote sur la motion (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Jean Asselborn, Mme Sam Tanson, M. Lex Delles, M. Franz Fayot et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.28 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Den Artikel 114 vun der Verfassung gesäit vir, datt en zweete Vott iwwer eng Verfassungännerung duerch

e Referendum kann ersat ginn. Esou wéi et am Kapitel 22 vum Chambersreglement preziséiert ass, fënnt d'esse Referendum statt, wa bannent zwee Méint méi wéi ee Véierel vun den Deputéierten dozou d'Demande mécht.

Den Här Fernand Kartheiser huet den 9. Mäerz 2022 als Député initiateur opgrond vum Artikel 189 vum Chambersreglement eng Demande fir e Referendum iwwer d'Proposition de révision du chapitre II de la Constitution Nummer 7755 agereecht. Bannent deenen zwee Méint ass dës Demande vu véier Deputéierten ënnerstëtzt ginn. Laut dem Artikel 191 vum Chambersreglement ass se deemno irrecevabel.

Communications du Président – séance publique du 17 mai 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

8002 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 mai 2014 relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunications pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois en vue du financement des travaux d'extension et de perfectionnement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 05/05/2022

8003 – *Projet de loi portant fusion des communes de Grosbous et de Wahl*

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 05/05/2022

8004 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail*

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 06/05/2022

8005 – *Projet de loi sur les transports spécifiques et modifiant les articles 1^{er} et 12 de la loi modifiée du 5 février 2021 sur les transports publics*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 12/05/2022

8006 – *Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du « Nouveau Bâtiment Centre »*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 13/05/2022

3) *Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

2325 – *Demande de pétition publique : Stop Freedejeier! Feuerwerk! Feux d'artifices ! Firework!*

Dépôt : Mme Marie-Christine Basting, le 02/05/2022

2326 – *Demande de pétition publique : Prime de risque pour les agents de sécurité !*

Dépôt : M. João Carlos Sansana, le 03/05/2022

2327 – *Demande de pétition publique : Abolition du notariat*

Dépôt : Mme Jessica Costa Barbosa, le 03/05/2022

2328 – *Demande de pétition publique : Pour l'interdiction de l'apologie du communisme / Prohibiting the glorification of communism*

Dépôt : M. Jonathan Fonteyne, le 04/05/2022

2329 – *Demande de pétition publique : Fibromyalgie, eng Krankheet, déi duerch de ganze Kierper geet an hei am Land net unerkannt gëtt, obwuel et eng richteg Krankheet ass a ganz vill Leit drënner leiden*

Dépôt : Mme Melanie Reimen, le 05/05/2022

2330 – *Demande de pétition publique : Pour la flexibilisation des heures d'ouverture des commerces essentiels au Grand-Duché*

Dépôt : M. Abner Andrey Martinez Zamudio, le 08/05/2022

2331 – *Demande de pétition publique : Un pas vers l'indépendance énergétique du Luxembourg – Interdiction de nouvelles chaudières à gaz et au fioul*

Dépôt : M. Martin Petschko, le 10/05/2022

2332 – *Demande de pétition publique : Congé parental von neun Monaten*

Dépôt : Mme Michèle Senninger, le 11/05/2022

4) *L'article 114 de la Constitution prévoit que « le texte adopté en première lecture par la Chambre des députés est soumis à un référendum, qui se substitue au second vote de la Chambre [...] ». Conformément au chapitre 22 du Règlement de la Chambre des Députés, le référendum a lieu « si dans les deux mois suivant le premier vote demande en est faite par plus d'un quart des membres de la Chambre ».*

M. Fernand Kartheiser, député initiateur, a déposé, le 9 mars 2022, une telle demande d'organiser un référendum sur la proposition de révision du chapitre II de la Constitution – n° 7755. Cette demande ayant été soutenue par quatre députés et conformément à l'article 191 du Règlement de la Chambre des Députés, elle est irrecevable.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Präsidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. 7965 – **Projet de loi portant approbation de l'Avenant à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002, du 16 juillet 2009 et du 5 décembre 2017, fait à Luxembourg, le 31 août 2021**

Den éischte Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 7965, en Avenant zur Konventioun tëschent Lëtzebuerg an der Belsch iwwert d'Duebelbesteuerung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Joren, an dat ass dat mannst, wat ee ka soen, hunn eis staark markéiert. Et ass eng Ausso, déi eigentlech evident schéngt.

Am Ufank hate mir direkt e Lockdown an de Wee an d'Normalitéit huet sech laang gezunn. Eng einfach Aart a Weis, fir Kontakter ze beschränken, dat war den Teletravail. Sou huet ee villes, wann net alles, vun doheem maache kënnen. Dat war eng Mesure, déi relativ einfach ëmsetzbar war. Virun e puer Joer nach zimmlech ondenkbar, mee et huet awer geklappt. Si huet eng Balance erméiglecht, déi immens wichteg war am Kampf géint de Covid-19. Et ass awer och e Liewensstil, un dee vill Persounen sech gewinnt hunn an dee se elo och nach bäibehalen, dat obwuel de Gros vun de Restriktiounen ofgeschaaft gouf.

Ech hunn elo just gesot, dass den Teletravail relativ einfach ëmsetzbar ass. Fir d'Lëtzebuurger Residenten ass dat effektiv esou. Anescht gesäit et awer bei de Frontalieren aus. Wa bei hinnen d'Wierkung vläicht souguer nach e Stéck méi grouss ass, well se jo oft méi wäit fort wunnen a méi laang Trajete fir op d'Aarbecht hunn, gëtt et hei awer e Problem, an zwar dee vum Steiersätz. Wa Frontalieren nämlech physesch op Lëtzebuerg schaffe kommen, stellt sech d'Fro vun der Besteuerung vun hirem Revenu. Et ass evident, dass hire Lëtzebuurger Revenu hei zu Lëtzebuerg besteiert gëtt. Wann e Frontalier dann awer am Kader vum Teletravail am Land, an deem e wunnt, schafft, da stellt sech d'Fro, wou en da seng Steiere bezillt.

Fir dës Fro ze beäntweren, huet d'Lëtzebuurger Regierung d'Gespréich mat eisen Nopeschlänner gesicht. Während der Covidkris goufen d'Reegelunge ganz ausgesat, esoudatt d'Frontalieren illimitéiert hu kënnen vun doheem aus schaffen, ouni missen an hirem Land, wou se wunnen, Steieren op hirem Revenu ze bezuelen.

Mir hunn awer och scho virun der Pandemie no Léisunge gesicht, fir den Teletravail an der Groussregioun ze erméiglechen. Laangfristeg ass et also d'Zil, e Seuil de tolérance festzehalen. Dat ass eng Zuel vun Deeg, déi e Frontalier bei sech doheem schaffen dierf, ouni dass en op eemol a sengem Residenzland steierpflichteg gëtt. Esou Accorden ze fannen ass

wichtig fir Lëtzebuerg, well et esou ville Leit erlaabt, fir vun doheem aus ze schaffen, ouni benodeelegt ze sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, dass ech hei eng Kéier kuerz op déi verschidde Reegelunge mat eisen direkten Nopeschlänner aginn. Den normale Seuil de tolérance läit, wat Frankräich ugeet, bei 29 Deeg. Dës Limitt gouf, wéi scho gesot, während der Pandemie ausgesat. Den aktuellen Accord mat Frankräich gëllt nach bis den 30. Juni 2022. Et lafen de Moment Gespréicher, fir dës Limitt vun 29 op 34 Deeg ze erhéijen. Dat géif dann den zirka 110.000 franséische Frontalieren zugutt kommen.

Den aktuellen Accord mat Däitschland gouf bis den 30. Juni verlängert a leeft dann aus. De generelle Seuil de tolérance, vun deem déi zirka 50.000 däitsch Frontaliere profitéieren, ass 19 Deeg. Mat Däitschland lafen och Gespréicher, fir eng dauerhaft Léisung ze fannen.

Den aktuellen Accord mat der Belsch leeft nach bis den 30. Juni. De Seuil de tolérance, vun deem déi 48.000 belsch Frontaliere profitéieren kënnen, gëtt dank dem neien Accord generell vu 24 op 34 Deeg erweidert.

De Gesetzesprojet, deen Iech haut presentéiert gëtt, gesäit d'Radifizierung vun dësem neien Accord mat der Belsch vir. De Projet ass den 9. Februar 2022 deposéiert ginn. Den Avenant selwer ass den 31. August zejoert ënnerschriwwen ginn an ännert also d'Konventioun, déi 1970 mat der Belsch gemaach gouf.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 26. Abrëll keng Observatioun um Fong gemaach. D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 15. Mäerz de Gesetzesprojet begréisst. Si géif sech awer och eng Harmonisierung vun de Reegelen an der Groussregioun wënschen.

D'Chambre des Salariés huet eis hiren Avis eréischt mat Verspéidung erageschéckt. Dowéinst gëtt deen Avis net am schrëftleche Rapport ernimmt. D'Salariatskummer begréisst den Text och, mee erhofft sech, änlech wéi d'Handelskummer, eng Harmonisation vun de Reegelen. D'Chambre des Salariés freet och Steiererlicherunge fir Frontalieren, déi op den Teletravail zréckgräifen.

D'Detailer zum Avenant fannt Dir wéi gewinnt a mengem schrëftleche Rapport. Am Fong gëtt hei just eng Zuel, déi vum Seuil de tolérance, no uewen ugepasst. Anstatt 24 Deeg kann de Frontalier aus der Belsch heimadder da 34 Deeg Teletravail maachen, ouni seng Steierpflicht missen a sengem Land ze bezuelen.

Erlaabt mer awer schlussendlech nach, op d'Wichtigkeet vum Teletravail anzegoen. Den Teletravail erlaabt et den Employéen, sech besser ze organiséieren a manner Zäit am Transport ze verléieren. Esou huet ee méi Zäit fir d'Famill, de Sport, de Benevolat souwéi aner Hobbyen an et entlaascht och eis Infrastrukturen. Et ass also e relativ einfache Moyer, fir de Leit vill Liewensqualitéit ze ginn. Mir profitéieren domat also vun deem, wat d'Technik haut méiglech mécht.

Ech soen op dëser Plaz der Madamm Finanzministeresch Yuriko Backes an hire Beamten aus dem Ministère grad ewéi de Mataarbechter aus der Chamber an der Fraktioun Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht bei dësem Projet.

D'DP-Fraktioun gëtt dann och hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporteur Guy Arendt.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar ageschriwwen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wëll och ufänke mat engem ganz grouse Merci un den exzellente Rapporteur Guy Arendt, deen eis nach eng Kéier de Mechanismus vum Teletravail mat eisen Nopeschlänner ganz gutt erkläert huet. Ech kann och direkt soen, dass mir den Accord zu deemem Projet wäerte bréngen. Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir nach déi eng oder aner Fro un déi zoustänneg Ministesch ze stellen, manner wat elo dat Gesetz mat der Belsch ubetrëfft, wéi wat d'Situatioun par rapport zu Frankräich an Däitschland ubetrëfft.

De Guy Arendt huet virdrun zu Recht ënnerstrach, dass am Moment Diskussiounen lafen, well jo deen Accord mat Frankräich den 30. Juni soll auslafen. Do konnt een effektiv liesen, dass géif envisagéiert ginn, vun 29 op 34 Deeg eropzuegoen. Duerfir wollt ech eigentlech hei d'Ministesch froen, wat do am Moment geplangt wier, wéini mer deen Accord dann och als Projet de loi wäerte kréien.

An deem Kontext wollt ech eigentlech och e bëssen op déi franséisch Aktualitéit an der Assemblée nationale agoen. Do ass nämlech e franséischen Deputéierten – ech huelen un, dass den Här Premier deen och gutt kennt, den Här Paluszkiwicz, en huet e bëssen e gelungenen, speziellen Numm –, deen eng Resolutioun an der franséischer Assemblée nationale deposéiert huet, déi anscheinend och ugeholl ginn ass an déi eigentlech géif virgesinn, dass all franséisch Frontalieren a sech kéinten zwee Deeg de façon permanente Teletravail maachen, ouni dass dat géif dozou féieren, dass se sech missten a Frankräich an der Sécurité sociale versécheren.

Ech wollt dat einfach nëmme froen, vu dass et am Moment an der Diskussioun ass an anscheinend och déi Resolutioun hire Wee schéngt ze goen.

Et muss een och wëssen: Deen Deputéierten ass Member vum Grupp vum Här Macron. Dat heescht, ech huelen un, dass en dat also net ganz ouni dem Här Macron säin Averstännis gemaach huet. Duerfir meng Fro un d'Madamm Ministesch: Wësst Der doriwuer Bescheid? Wéi ass eventuell do d'Positioun vun der Regierung, wann et zu esou enger Initiativ an der franséischer Assemblée nationale géif kommen?

An da wollt ech, an dat ass mäi leschte Punkt, op e Problem opmierksam maachen. Deen ass doudsécher der Madamm Finanzministesch bewosst. Deen huet domadder ze dinn, huet awer och mam Duebelbesteierungsokommes zwëschent Lëtzebuerg a Frankräich ze dinn. Do ass et elo esou, dass ganz vill franséisch Frontalieren, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, duerch dat neit Duebelbesteierungsokommes elo méi Steiere mussen a Frankräich bezuele wéi virdrun. An dat schéngt, wann een do gewësse Commentaire liest, souguer substanzuell méi ze sinn. Déi ginn also do desavantagéiert. Et kënt och derbäi, dass dat natierlech och d'Schaffen zu Lëtzebuerg manner attraktiv mécht, wann ee muss vill méi Steieren a Frankräich duerfir offéieren.

Duerfir och dozou meng Fro, Madamm Finanzministesch: Ass dat doten, déi Thematik, Iech bewosst? A kéint een net eventuell do nach eng Kéier kucken, am Kader vum Duebelbesteierungsokommes déi Modalitéiten awer esou ze fixéieren, dass d'Frontalieren, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, net och nach dowéinst duerch hir Steierverwaltung penaliséiert ginn?

Dat gesot, bréngen ech hei nach eng Kéier den Accord vun eiser Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauscheren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir begrësse selbstverständlech dese Gesetzesprojet, well et e Schratt no vir ass en faveur vum Teletravail fir d'Grenzgänger, notamment déi, déi aus der Belsch kommen an déi bei eis schaffe kommen an déi, an dat wësse mer alleguerten, ganz weesentlech zum Wuelstand vun eisem Land bäidroen.

Gläichzäitig sollt een awer am Hannerkapp behalen, dass net alleguerten – virdrun ass de Chiffer vun 48.000 gesot ginn, oder ech géif och soen, et wäeren der schon iwwer 50.000 an der Tëschenzäit – déi 50.000 Grenzgänger, déi aus der Belsch bei eis kommen, kënnen am gläiche Mooss vum Teletravail profitéieren. De Stateg huet an enger Etüd 2020 festgehalten, dass et virun allem d'Universitäre sinn, déi den Teletravail gebrauchen, 82 %, a bei deene Salariaéien, déi de Secondaire-inférieur-Niveau hunn, sinn et just nach 38 %. Dat ass also en notabelen Ënnerschied.

Ech soen dat, well et einfach wichteg ass, well och schon an der Diskussioun eng Rei Kéieren an de Raum gestallt ginn ass, dass mer Steiererlichterunge sollte maachen, déi iwwert déi real Käscht vum Teletravailleur géifen erausgoen. An duerfir sollt een a mengen Aen och oppassen, dass mer, wa mer esou Gedanke féieren, net Saache maachen, déi herno erëm zousätzlech Ongerechtegkeeten oder weider Ongerechtegkeete géife schafen. D'sozial Kohäsioun féint och op der Aarbechtsplaz statt, d'äers sollt ee sech ëmmer erëm bewosst sinn.

An natierlech – och well dat virdrun ugeschwat ginn ass vum Kolleeg Mosar – wär et gutt, wa mer kéinten eng Harmonisatioun errechen, eng Harmonisatioun tëschent allen eisen direkten Nopeschlänner, éischens emol, wat déi steierlech Erlichterungen ugeet. Aus engem ganz einfache Grond: well mer soss an d'Situatioun kommen, dass mer an deenen eenzele Betriber, déi engersäits mat Grenzgänger ze dinn hunn, déi aus Däitschland kommen, anersäits mat Grenzgänger, déi aus der Belsch kommen oder aus Frankräich kommen, dräi verschidde Regimenter hätten. An dat ass net onbedéngt ganz gutt fir d'Stëmmung am eenzele Betrib a fir d'sozial Kohäsioun och am Betrib.

Duerfir wär et natierlech wëschenswäert, dass een eng harmoniséiert Léisung géif fannen, och um europäeschen Niveau. An duerfir begrëssen ech dat ganz speziell, wat den Här Mosar ugeschwat huet. Wann Ouverturen a Frankräich sech ofzeechen, da sollt een déi Geleeënheet notzen, fir dat ze maachen.

An ausserdeem – dat war och nach eng Iddi, déi ech a vergaangen Zäite schon eng Kéier virbruecht hunn – wär et natierlech gutt, wann een dat, wat mer um steierlechen Niveau hunn, géif harmoniséieren par rapport zu deem, wat mer och am Beräich vun der Sécurité sociale hunn. Do sinn et jo bekanntlech 25 %. Wa mer dat géife fäerdegbréngen um steierlechen Niveau, da wäere mer schon e ganz gudd Schrëtt no vir.

Dat gesot, ginn ech natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dese Gesetzesprojet, deen e Schrëtt no vir ass. Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären, ech wëll fir d'alleréisch dem Rapporteur, dem Guy Arendt, villmools Merci soe fir säi mëndleche wéi och säi schrëftleche Rapport, wou en ons déi gutt Mesure explizéiert huet, déi mir Gréng natierlech och ënnerstëtzen, fir en, ech nennen et en „Netduebelbesteierungsokommes“ fir Frontalieren, dat hinnen elo d'Méiglechkeet gëtt, fir Teletravail ze maachen – fir belsch Frontalieren – an Zukunft fir 34 Deeg. Mir waren ëmmer bei 24 Deeg. Dat gëtt eis, allgemeng den Employéen, awer och den Employeuren, méi Flexibilitéit.

Den Teletravail ass eng Mesure, déi wierklech am Interêt ass vum Salariaé an och vun dem Patron an déi de commun accord genotzt gëtt an iwwert den Aarbechtskontrakt respektiv den Avenant duerno festgehale gëtt. An et gëtt wierklech ganz vill gutt Grënn, firwat dass déi Betreffen dovunner profitéieren. Et ass wierklech, mengen ech, och vill Potenzial am Teletravail, fir allgemeng d'Wuelbefannen ze verbesseren, sief et, fir dass ee méi Zäit huet, also méi Flexibilitéit huet an der Dagesgestaltung, wat grad wichtig ass, wann een eng Famill huet, awer och fir d'Ekonomie, fir dass méi produktiv ka geschafft ginn, also och besser Resultater kënnen erauskommen, also och méi Zefriddenheet op der Aarbecht existéieren kann, manner Absence an och manner Krankheet.

Déi positiv Nieweneffekter vum Teletravail kann een awer och nach vill méi wäit gesi wéi dat doten. Dat allgemengt Beispill vun der Pandemie ass genannt ginn. Grad Lëtzebuerg mat engem staarke Secteur tertiaire konnt doduerjer an der Ekonomie gutt weiderrulle während der pandeemescher Zäit, déi mer hatten, an d'Leit konnte weider schaffen.

Et kann awer och eppes Wichtige sinn, fir de ländleche Raum weider ze dynamiséieren. Wann d'Leit an hirer Regioun bleiwen, da könne se och do konsuméieren. Si kënnen d'sozial Kontakter weider verbesseren. Et kann een doduerjer och den Drock vum Logementsmarché erfuehlen, well manner Bürosgebaier gebraucht ginn. Et hëlleft och, verschidde Leit besser an den Aarbechtsmarché ze integréieren. An e ganz wichtige Punkt sinn, mengen ech, och déi positiv Effekter op Ëmwelt a Klima duerch manner Stromverbrauch engersäits, awer op där anerer Säit och duerch eng Reduktioun vun den Zäregasemissiounen, déi et gëtt duerch manner Verkéier.

Ech wëll och nach eng Kéier ee Chiffer nennen: Am Bankesektor goufen nämlech 27,7 % manner Strom verbraucht an deem éischte Lockdown, dee mer hatten, duerch den Teletravail. Also an der Zäit vu Mëtt Mäerz bis Abrëll 2020 gouf, wéi gesot, an dem Bankesektor de Stromverbrauch ëm 27,7 % reduzéiert duerch den Teletravail, dee gemaach ginn ass. A bei de Menagen ass en trotzdeem relativ konstant bliwwen.

Ech wëll do och vläicht nach eng Kéier soen: Wann den nationale Mobilitéitsplang bis 2030 seet, dass mer bis dohinner wäerte 40 % méi Beweegungen hunn, dann ass et ganz kloer, dass och den Teletravail an där doter Optik net ze negligéieren ass.

Mir sollen awer net blann sinn: Mir brauchen natierlech och an Zukunft nach en Droit à la déconnexion. An ech muss och dat ënnersträichen, wat den Dan Kersch gesot huet: Et gëtt ënnerschiddlech Schaffkonditiounen, also net jiddwereen huet déi nämmelecht Chance, fir vum Teletravail kënnen ze

profitéieren. An et gëtt och e gewëssene Risiko fir eng Verschäerfung vun de Geschlechterrollen, déi schon och present sinn, engersäits an der Opdeelung doheem, awer och an deene verschiddenen Aarbechtsmarchéen.

Teletravail ass also keen Allheilmittel, mee et gëtt en immens groust Potenzial, fir e weider auszubauen an en och ze flexibiliséieren. Do ass ee Punkt natierlech, dass ee ka soen, dass jiddwereen d'office d'Méiglechkeet kéint hunn, wa seng Aarbecht et natierlech erlaabt, fir e gewëssenen Undeel un Teletravail ze notzen.

An en anere Punkt ass deen – dat ass och dat, wat mer haut hei maachen –, dass mer fir d'Frontalieren d'Steieraccorde weider ausbauen, fir dass si, déi eeben och méi e wäite Wee hu fir op d'Aarbecht, och nach méi kënne vum Teletravail profitéieren.

Zu Lëtzebuerg erwidere mer dat elo haut hei mat der Belsch op 34 Deeg. Frankräich wäert och op 34 Deeg goen, also fir de fransésische Frontalier gëtt och dru geschafft, dass mer do och op 34 Deeg Teletravail ginn. An Däitschland si mer awer just bei 19 Deeg, wou déi däitsch Frontalieren d'Méiglechkeet hunn, fir Teletravail ze maachen.

An deem Kontext hätt ech dann och zwou Froen un d'Ministesch: Wéi gesäit et effektiv mat Däitschland aus? Do misste mer jo awer och kucken eropzuegoen op déi 34 Deeg Teletravail. D'Josée Lorsché huet dozou och eng Question parlementaire gestallt, op déi mer awer nach keng Äntwert kruten. Dofir géif ech dann elo nach eng Kéier der Ministesch déi Fro stellen. D'Chambre de Commerce huet och an hirem Avis gesot, dass mer sollten a Richtung vun enger Harmoniséierung goe mat eisen Nopeschlänner.

Wéinst de positiven Effekter wollt ech dann awer och froen, wéi d'Ministesch längerfristeg den Ausbau vun der Méiglechkeet fir eis Frontaliere gesäit, fir nach méi Teletravail ze maachen, also fir déi Steieraccorden nach weider auszubauen. Ab 54 Deeg Teletravail kennt jo dann och nach de Problem derbäi vun der Sozialversicherung, also dass nieft der Besteuerung dann och nach an dem Pays de résidence misst an d'Krankekeess cotiséiert ginn. Wann een also dat doten elo géif weiderdenken, da kéint ee soen, dass 54 Deeg also eigentlech den aktuell praktikabele Maximum wäeren, dee mer am Netduebelbesteierungsofkommes kéinte festhalen.

Also kéint dat jo och en Zil sinn, dat mer eis géife ginn, fir ze soen: Mir probéiere längerfristeg mat eisen Nopeschlänner – mir si jo e Land, dat vill op Frontalieren ugewisen ass –, dat Zil ze hunn, op déi 54 Deeg ze kommen, och eebe wéinst deene ville positiven Effekter. Dat géif da bedeuten, dass d'Frontalieren, déi zu Lëtzebuerg schaffen, eppes iwwer een Dag d'Woch kéinten am Teletravail schaffen, wouvun, mengen ech, jiddwereen eppes hätt. An ech hunn déi positiv Effekter vum Teletravail jo och virdu genannt.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Merci dem Guy Arendt fir säi glasklore Rapport. Et ass eng Binsewourecht, wa mer soen: „Net all Mënsch kann Teletravail maachen.“ De Constructiounsaarbechter, Kolleeg Kersch, ka keen Teletravail maachen. Also ass et ganz normal, dass déi kënne dovou profitéieren, déi eng Aarbecht maachen, déi ee ka vun engem Büro aus maachen, deen net am Haaptbetrib ass.

(Interruptions)

Et ass eng Binsenwahrheit gewiescht. Mir felicitéieren eis hei alleguerten zu deem Text – mir och, a mir stëmmen deen Text mat –, mee et muss ee gesinn: Et ass net vill! Mir schwätzen hei vun annerhallwem Mount d'Joer, vun net emol dräi Deeg am Mount, net emol een Dag an der Woch. Et geet a mengen Aen einfach net duer. Et misst ee mindestens een oder zwee Deeg d'Woch kënnen Teletravail maachen, wann een an där glécklecher Situatioun ass, dass een eng Aarbecht huet, déi ee ka vun doheem aus maachen.

Ceci étant dit, stëmmen mir als ADR dësen Text selbstverständlech mat. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, de Roy Reding huet et gesot: Mir klappen eis hei alleguer op d'Schëller fir en Effort, deen eng Dréps op de waarme Steen ass. Wa mer wirklech wëllen op d'Pist vun engem Teletravail goen, da mussen mer mat eise Partnerlänner vill méi ferm nach eng Kéier negociéieren. Da mussen mer kucken, wat méiglech ass, mussen mer kucken, Alliéierter ze fannen an deene jeeweilege Parlamenten, an de jeeweilege Regierungen, an da wirklech iwwer Teletravail generell schwätzen.

Dat heiten ass sécherlech e wichtege Schrëtt. Et ass gutt, dass mer eis méi alignéieren. Et ass super, dass mer eppes méi kënne ginn. Mee schlussendlech ass et awer nach ëmmer relativ wéineg, wa mer wirklech iwwer eng Strategie vum Teletravail géifen nodenken.

Mir sinn nun emol an enger Welt ukomm, déi ëmmer méi digital ass, enger Welt, an där et also och fir ëmmer méi Beruffer – sécher net fir jiddwereen, mee fir ëmmer méi Beruffer – méiglech gëtt, à distance ze schaffen. D'Pandemie huet eis gewisen, wéi séier et a verschiddene Branchë gaangen ass, wou et virdrun ondenkbar war, Teletravail ze maachen. An elo wëllt kee méi zrëck op de Büro.

Wa mer also och d'Aarbechtskräften zu Lëtzebuerg wëllen halen, wa mer eise Betriber also och wëllen hëllefen, attraktiv ze bleiwen an enger globaler Welt, da mussen mer hinnen och d'Méiglechkeete ginn, Teletravail zu attraktive Konditiounen ze offréieren. Duerfir ass dat heiten e wichtege Schrëtt, mee et kann net dee leschte sinn, well dat heiten ass wirklech just e ganz, ganz butzege Schrëtt a mir mussen vill, vill méi wäit goen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'éischt e ganz grouse Merci un de Rapporteur, den honorablen Deputéierte Guy Arendt, fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Et handelt sech hei, wéi gesot, ëm d'Ëmsetze vun engem Avenant zu enger Steierkonventioun mat eisem Nopeschland, der Belsch, respektiv, a fir méi genau ze sinn, zum Protocole final zu dëser Steierkonventioun.

Dës konkret Mesure geet zrëck op de leschte Sommet „Gäichel“ vum leschten August, wou dësen Accord zesumme mat der Belsch ënnerschriwwen ginn ass. D'Objektiv ass et, fir, wéi gesot, de Seuil de tolérance vu 24 Aarbechtsdeeg op 34 Aarbechtsdeeg

eropesetzen. An anere Wierder bedeit dat, dass soubal dësen Accord dann en vigueur ass, e Frontalier, deen an der Belsch wunnt an zu Lëtzebuerg schafft, an Zukunft 34 Deeg anstatt 24 Deeg, wéi bis elo, kann an der Belsch oder an engem aneren Drëttsstaat, wou en da schafft, schaffen, ouni dass en zu Lëtzebuerg d'Besteierungsrecht um Salaire verléiert.

Dat sinn, fannen ech, ganz positiv Nouvellé fir den Employé, mee och fir den Employeur. Dat bréngt Flexibilitéit. Dat ass och virgesinn am Koalitionsaccord, fir eeben den Teletravail an där Form ze promouvéieren.

Fir kuerz op déi eng oder aner Fro anzuegoen, déi gestallt ginn ass: Mat Frankräich hu mer en Accord de principe. Bon, dat war och elo natierlech viru menger Zäit, mee et ass bei der leschter CIG (ndlr: Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière) am Oktober en Accord de principe festgehalen ginn, ënnerschriwwen ginn. Dat ass elo amgaangen nach diskutéiert ze ginn. Dat gëtt finaliséiert. Wéi séier dat elo weidergeet, do halen ech Iech selbstverständlech au courant. Ech ginn dovunner aus, dass dann och am Kontext vun deenen Diskussiounen, déi awer nach lafen, dann och kann iwwer déi Resolutioun, déi Der mentionéiert hutt, weiderdiskutéiert ginn.

Wéi gesot, soubal dat da weiderkomm ass, komme mer natierlech esou séier wéi et geet an d'CoFibu an da gitt Der do weider informéiert.

Wat d'Duebelbesteierungsofkommes mat Frankräich ugeet, do ass d'Conventioun ugepasst ginn, justement fir ze vermeiden, dass d'Leit a Frankräich dann esou vill méi Steiere solle mussen bezuelen. Dass se elo systematesch méi Steiere solle bezuelen, kréien ech gesot, ass net onbedéngt de Fall. Dat hänkt dann natierlech och vu Fall zu Fall of, wéi dat dann ass. Mee deen Accord ass den 1. Januar 2020 geännert ginn.

Et ass och geschwat gi vun Harmoniséierung. Ech mengen, dat géife mir och begréissen. Mir hunn dat jo elo fir d'Belsch a fir Frankräich, wou mer op 34 eropgaange sinn, 34 Deeg. Fir Däitschland ass dat nach net de Fall. Ech mengen, et ass mentionéiert ginn, do si mer nach bei 19 Deeg. Do hu mir effektiv d'Initiativ geholl, fir eis däitsch Homologen, emol à ce stade um Expertenniveau, och ze kontaktéieren fir ze kucken, wéi mer do kënne weiderkommen, justement fir dee Seuil dann och eropesetzen, fir sech da méi a Richtung 34 vläicht ze beweegen. Do waarde mer op de Retour. Mee ech wäert dat och mat mengem Homolog an nächster Zäit eng Kéier uschwätzen.

Voilà, ech mengen, dat heiten ass elo ganz, ganz rezent, wou mer dann op 34 Deeg kënnen eropgoen fir déi zwee Länner. Hei geet et haut dann haaptsächlech ëm d'Belsch, mee mat de Fransousen ass, wéi gesot, den Accord de principe scho ginn. Elo loosse mer dat emol a Kraaft trieden. A fir sech do a Richtung vun engem méi grouse Maximum ze beweegen, ech mengen, dat si Gespréicher, déi mer misste féiere mat eisen Nopeschlänner. Eis Nopeschlänner hu jo och nach aner Nopeschlänner a missten deem vläicht dann och Rechnung droen. Mee ech kann Iech versécheren, dass mir op alle Fall mat eisen dräi Nopeschlänner op deem Punkt wäerten a Kontakt bleiwen, am Interêt, wéi gesot, vun de Frontalieren aus eisen dräi Nopeschlänner a vum Teletravail.

Dofir soen ech Iech dann alleguerten e grouse Merci fir déi exzellente Zesummenaarbecht op deem Projet. An ech mengen, hei hu mer eng gutt Saach gemaach fir d'Frontalieren an den Teletravail. Ech soen Iech Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht, woubäi ech da verstanen hunn, dass dat de groussen Accord vun der Chamber féinnt.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer elo zum Vott kommen, wollt ech drun erënnen, datt ee sech op sengem Posten alogge muss, fir kënnen matofzestëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7965. Den Text steet am Document parlementaire 7965³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7965 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dese Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7670 – Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale ;

2° la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;

3° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

4° la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics

Als nächste Punkt um Ordre du jour kënn de Projet de loi 7670, eng Adaptatioun vum Gesetz iwwert d'Schafe vum engem Haut-Commissariat à la protection nationale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice vun

dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Här Minister, Madamm Minister, léif Kolleegen, léif Kolleeginnen, ech maachen Iech haut de Rapport iwwert de Projet de loi, an deem et ëm d'Adaptatioun geet vum Gesetz iwwert den Haut-Commissariat à la protection nationale, an deem d'Funktiounen zum Deel juristesche verankert ginn an an deem am Allgemengen och Modifikatiounen vun dësem Haut-Commissariat virgesi sinn.

Ech ginn am Ufank op déi verschidde Grënn fir den Depot vun dësem Projet de loi an, ouni dobäi awer e méi geneeën Exposé vun de Servicer vum HCPN ze vergiessen. Duerno zielen ech Iech déi verschidden Antecedenten op, ier ech méi genee op de Contenu vum Projet de loi ze schwätze kommen.

De Projet de loi mat der Nummer 7670 ass aus verschidde Besoinen eraus entstanen. Virun allem war et néideg, dass d'Grënnungsgesetz vum 23. Juli 2016 vum Haut-Commissariat à la protection nationale adaptéiert gëtt, fir verschidde Funktiounen am Beräich vun der Anticipatioun, der Preventioun an der Krisegestioun festzehalen, dëst opgrond vun enger Recommendation vum Staatsrot, fir an dës Richtung ze goen.

Well déi dräi Servicer, d'ANSSI, de CERT an den SCC, déi et dem HCPN erlabe sollen, seng nei Funktiounen auszeüben an op déi ech duerno méi am Detail aginn, schonn ënnert der Responsabilitéit vum Haut-Commissariat ausgefouert ginn, mee dat op Basis vun dräi Arrêtés grand-ducaux an net op Basis vun engem Gesetz, soll genee dat elo vum Projet de loi geännert ginn. D'Verankerung am Gesetz gëtt deem Ganze méi legal Soliditéit a soll juristesche Onsécherheete verhënnern.

Ech wëll op dëser Plaz och kuerz op d'Raison d'être vun deenen eenzele Servicer an hir Missiounen agoen. D'ANSSI, d'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, übt hir Missiounen aktuell op Basis vun engem Arrêté grand-ducal an ënnert der Responsabilitéit vum Haut-Commissariat aus.

Hir Missioun si strateegesche Natur a schreiw sech an an de Kader vun der Gouvernance vun der Sécherheet vun net klassifizéierte staatlechen Informatiounen. An heibäi definéiert d'ANSSI d'Politik an och d'Lignes directrices an der Sécherheet vun den Informatiounssystemer beim Staat. Si soll also op preventiver Basis d'Sécherheet vun den Netzwierker an de Systemer mat staatlechen Informatiounen, déi erëm vun ëffentlechen Administratiounen a Servicer benotzt ginn, garantéieren.

Doriwwer eraus kann d'ANSSI, wann dat ugefrot gëtt, och de verschiddenen ëffentleche Servicer, déi Hëllef ufroen, bei der Ëmsetzung vu Sécherheetssystemer an de verschiddenen Informatiounsberäicher assistéieren.

Hir Missioun gi komplementar zu allen aneren Acteuren am Sécherheitsberäich ausgeübt, wéi zum Beispill dem CERT. Fir et op de Punkt ze bréngen: D'ANSSI ass fir d'Strategie vun der Sécherheet zoustänneg, déi um Terrain vun aneren Acteuren, wéi och dem CTIE, ëmgesat gëtt. De CERT gouvernemental, de Centre de traitement des urgences informatiques, ass den Zenter, dee fir d'Gestioun vun der Sécherheet vun den Informatiounssystemer a Reseauen vun de staatlechen Administratiounen a Servicer souwéi och vun anere staatlechen Autoritéiten, ëffentlechen

Etablissementer a kriteschen Infrastrukturen zoustänneg ass.

De CERT ass am Géigesaz zur ANSSI eng operationell Struktur an ass kompetent fir den operationelle Volet vun der staatlecher Sécherheet a soll um Terrain Cyberattacken detektéieren an eng Reaktioun op dës Attacke preparéieren. Duerfir ass eng spezialiséiert Ekipp um Terrain zoustänneg.

De CERT gouvernemental versammelt ënnert sech net nëmmen de CERT militaire, dee fir d'Gestioun vu Sécherheitsvirfall op militäresche Reseauen a Systemer vun der lëtzebuergescher Arméi zoustänneg ass, mee och de CERT national, dee fir d'Notifikatioun vu Sécherheitsvirfall um nationalen Territoire zoustänneg ass. Wichteg ass och hei ze bemerken, dass de CERT ni direkt intervenéiert, mee d'informatesch Ekipp um Terrain assistéiert a beréit.

An de leschte Service ass dann den SCC, de Service de la communication de crise, deen 2016 entstanen ass. An den SCC huet als Missioun, d'Kommunikatioun am Fall vun enger Kris an d'Hand ze huelen an do déi horizontal Kommunikatioun fir d'Populatioun an d'Medien ze garantéieren. De Service iwwerhëlt also déi ganz Kommunikatioun am Krisefall, wat him eng enorm wichteg Roll an der Krisegestioun gëtt. Den SCC soll awer och eng Kommunikatiounsstrategie entwéckelen, déi souwuel de preventive Volet wéi och d'Kommunikatioun während enger Kris ofdecke soll.

Nodeems de Projet de loi mat der Nummer 7670 de 15. September 2020 vun Här Premierminister deposéiert ginn ass, ass den éischten Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics den 12. Oktober 2020 erakomm. D'Chambre geet an hirem Avis op déi Haaptmesuren an a mécht esou e kleng Recapitulatif vum Inhalt vum Projet de loi. Donieft wërft si awer och d'Fro op vun de Primes d'astreinte, wat d'Agente betrëfft. Dës Primes sollen deenen Agenten ausbezuelen ginn, déi mussen eng Permanence oder awer eng Presenz während de Krisenzäiten assuréieren an dowéinst och ëmmer erëm erreechbar sinn, méi nach wéi an normalen Zäiten. Hei freet sech d'Chamber, wéi déi spezifesch Efforte vun deenen Agente bis elo belount gi sinn.

Duerno ass den Avis vum Staatsrot op den 9. Mäerz 2021 deposéiert ginn, wou verschidde Froen opgeworf gi sinn. No hire Considérations générales stellt déi héich Kierperschaft d'Struktur vum Haut-Commissariat a Fro. De Staatsrot stellt sech nämlech d'Fro, ob d'Erweiterung vun de Funktiounen vum Haut-Commissariat duerch déi am Gesetz verankert Servicer eigentlech déi opportuun Struktur wier. De Rot bemierkt nämlech, dass d'Lois organiques vu staatlechen Administratiounen an der Reegel en Artikel enthalen, an deem all d'Missiounen an d'Attributiounen vun der Administratioun oder de Servicer festgehal ginn.

Fir de Staatsrot hätt een dat fir dese Projet de loi och esou misse maachen, dat heescht, eng Dispositioun virgesinn, an där ee kloer seet, wéi eng Funktiounen déi dräi nei Servicer, den Haut-Commissariat ausüben kënnen. Dat wier fir d'Kohärenz an och fir d'Lieserlechkeet vum Text vu Virdeel gewiescht.

Donieft stéisst de Staatsrot sech um Fait, dass de Projet de loi virgesäit, dass et um Legislatuer ass, dem HCPN d'Definitioun vun der genereller Sécherheitspolitik ze ginn, obwuel d'Bestëmmung vun der Politik misst beim zoustännegem Ministère leien. Dës Attributioun géif géint d'Séparation des pouvoirs goen, wat géint déi fundamental Rechtsprinzipie vun engem Rechtsstaat ass. Dowéinst géif de Staatsrot eng Ëmformuléierung vun dësem Passage proposéieren.

De Conseil d'État opposéiert sech och formell géint déi Dispositiounen, an deenen de Projet de loi virgesäit, dass d'Missioune vun der ANSSI an dem CERT kënnen erweidert ginn, woubäi onkloer Formuléierungen et esou ausgesi loossen, wéi wann dës Erweiderung duerch eng einfach Demande vun éffentlechen Entitéiten oder awer kriteschen Infrastrukturen, déi elo net explizitt am Projet ernimmt goufen, méiglech wier. Dëst dierft net sinn, besonnesch well dann eng Insécurité juridique géif entstoën.

A sengem Avis complémentaire vum 26. Oktober 2021 huet de Staatsrot all seng Oppositions formelles opgehewen, well d'Amendements gouvernementsaux konnte senge Kriticke gerecht ginn.

Den nächsten Avis war dee vun der Chambre de Commerce vum 10. Februar 2021. An dësem huet d'Chambre de Projet de loi favorabel empfaangen, mee war awer der Meenung, dass verschidde Formulatiounen zu der Erweiderung vun de Missioune vun der ANSSI souwéi dem CERT misste klarifiéiert ginn. Donieft ass d'professionell Chamber och der Meenung, dass d'Dispositioun iwwert d'Traitements des données, déi néideg si fir d'Aféierung vun de Missioune vum HCPN, misst ëmformuléiert ginn, fir dass d'Servicer vun der ANSSI, dem CERT an dem SCC drënnerfalen.

De Rapport vum Projet de loi Nummer 7670 ass am Moie vum 2. Mee an der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ugehooll ginn.

Wat den Inhalt vum Projet ubelaangt, gétt hei virun allem d'Gesetz vum 2016 adaptéiert, dat den Haut-Commissariat à la protection nationale geschaaft huet. Dëse Projet wäert dem Haut-Commissariat weider Funktiounen ginn, an dëst an der Anticipatioun, der Preventioun an der Krisegestioun, a besonnesch der Krisegestioun um Niveau vun der Sécherheet vun den Informatiounen an der Behandlung vu Sécherheitsincidenten.

Fir dass den Haut-Commissariat all dës Funktiounen kann assuréieren, gesäit de Projet d'legal Verankerung vun dräi schon existéierende Servicer ënnert dem Haut-Commissariat vir. De Projet schaaft also eng legal Basis fir dës Servicer, fir dass den Haut-Commissariat seng nei effektiv Funktiounen all ausüben kann.

Wat déi verschidde Servicer ugeet, esou hunn ech Iech am Ufank vu menger Ried scho viles gesot. Dofir ginn ech an dësem Deel nach just op de Rescht vum Inhalt vum Projet an.

Et ass awer vu groussm Virdeel, dass déi dräi Servicer an d'Gesetz vum Haut-Commissariat integréiert ginn, well esou kann d'Koordinatioun an d'Kollaboratioun tëscht de Servicer an deenen einzelen Acteuren, mat deene si zesummeschaffen, sech nach weider verbesseren an am Fall vun enger Kris eng nach méi effikass Krisegestioun garantéieren.

De Projet de loi limitéiert sech awer net nëmmen op d'Erweiderung vun de Funktiounen vum Haut-Commissariat. Et geet an enger zweeter Linn och drëms, d'Notioun vun den „infrastructures critiques“ ze adaptéieren, also de kriteschen Infrastrukturen, fir dass mat dëser Notioun keng Infrastrukture méi couvréiert ginn, déi an normalen Zäiten als normal géifen ugesi ginn. Dëst soll hëllefen, de Bou net ze breet ze spannen am Fall vun enger Kris an an der Definitioun nëmmen déi Infrastrukturen dran ze loossen, déi och an normalen Zäiten als kritesch ugesi ginn.

De Projet hält och Upassunge vir um Niveau vun der Terminologie am legale Beräich vun der elektronescher Kommunikatioun, fir esou e kloer legalen Text ze hunn. Et ginn och Adaptatiounen gemaach, wat

d'Gesetz iwwert d'Marchés publics ugeet. Et soll dem Haut-Commissariat nämlech méiglech sinn, duerch eng begrenzte Prozedur, also ouni en Avis ze verëffentlechen, méi schnell ze agéieren a gréisser materiell Schied ze vermeiden.

Och soll den Haut-Commissariat vu senger Verflüchtung entbonne ginn, e virgezunnene Avis vun der Commission des soumissions am Fall vun enger héijer Urgence mussen ze sollicitéieren. Well eng héich Urgence inkompatibel mat der Ufro vun esou engem Avis ass, besonnesch wann een dat aktuellst Beispill vun der Covid-19-Pandemie kuckt, muss den Haut-Commissariat kënnen ganz séier op d'Offere reagéieren.

Da gétt et ganz zum Schluss och nach personell Verännerungen am Haut-Commissariat, déi duerch de Projet de loi an eiser Gesetzgebung verankert ginn. Méi genee gétt de Poste vum Haut-Commissariat à la protection nationale adjoint explizitt festgehalten. Ausserdeem soll eng Permanence an der Direktioun vum Haut-Commissariat assuréiert ginn, dat heescht, dass ëmmer eng vun dësen zwou Persounen permanent um nationalen Terrain muss sinn. Fir d'Permanence- a fir d'Présenzobligatiounen ze entschiedegen, gesäit de Projet och eng Prime d'astreinte vun zwielef Point-indiciairé vir.

Ech si frou, Iech de Rapport vum dësem wichtege Projet de loi haut gemaach ze hunn. D'Erweiderung vun de Funktiounen vum HCPN duerch d'Verankerung vun deenen eenzele Servicer am Gesetz wäert d'Schaffen an och d'Geréiere vun enger nationaler Kris ëmsou méi effikass maachen. An och d'Modifikatiounen an de Marchés publics si wichtig, fir eng Kris séier an de Grëff ze kréien, an eng personell Opstockung ass eng natierlech Konsequenz vun dësen Erweiderungen.

Meng Fraktioun gétt selbstverständlech den Accord zu dësem Projet de loi, an ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Cécile Hemmen.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll och der Rapportrice, der Kolleegin Cécile Hemmen, Merci soe fir de schrëftlechen an de mëndleche Rapport.

Här President, de Mëtteg maache mer eng Ännerung vum Gesetz zu dem Haut-Commissariat à la protection nationale. Wat ass den Haut-Commissariat à la protection nationale, Ofkierzung HCPN? Et ass kee Geheimdëngscht. Et ass och keng James-Bond-Agentur mat der „licence to kill“. Bien au contraire, den HCPN huet d'Lizenz fir ze hëllefen. A wa mer éierlech sinn, wa mer bis elo hei Ännerungen zu deem Gesetz gestëmmt hunn, da konnt keen dobussen e Gesiicht op déi Institutioun setzen. Dat ass zënter der Covidkris an zënter den Iwwerschwemmungen anescht, well hei den HCPN maassgeblech dru bedeelegt war, ...

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | ... déi gutt, effikass Koordinatioun vun den Dëngschter ze maachen. An als Buergermeeschter vun der Stad Gréiwemaacher – lauschtert no, Här Premier –, hat ech de Privileeg, och mam HCPN zesummeschaffen, wéi mer de Covidzenter operéiert hunn zu Gréiwemaacher. An duerfir wéilt ech op dëser Plaz och dem Här Luc Feller an dem Här Bley mat der ganzer Ekipp Merci soe fir déi gutt an effikass Gestioune vun de Krisen.

Une voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Léon Gloden (CSV) | Wat sinn dem HCPN seng Missioune bis haut? Den HCPN huet op där enger Säit national Missioune, op där anerer Säit international Missioune. Ech wëll elo kuerz op déi national Missioune agoen. Dat ass éischstens d'Koordinatioun vun der Antiterrorbekämpfung, d'Preventioun an d'Gestioun vun den zivilen a militäreschen Krisen, an déi drëtt Missioun ass d'Protektioun vu kriteschen Infrastrukturen.

Wat ännert elo mat dësem Gesetz? D'Rapportrice ass am Detail drop agaangen, duerfir ginn ech elo hei weider net drop an. Am Fong ginn d'Servicer ANSSI, CERT an SCC, dat sinn alles Abreviatiounen, elo heider am Gesetz verankert. Mee de facto sinn déi Missioune scho virdrun exercéiert ginn.

D'ANSSI ass fir preventiv Sécherheet vun den Informatiounen an de Reseauen zoustänneg. Si gétt do Ligne-directrices un d'Verwaltungen, fir dass déi Reegelen hunn, fir déi Reseauen kënnen ze schützen, well mir wësse jo, dass haut eng vun de gréisste Menacen op der Welt d'Cyberattaque sinn. De CERT ass zoustänneg fir d'Gestioun vun de Virfäll bei esou Reseauen an den SCC ass zoustänneg fir d'Kommunikatioun no bausse bei Krisen. An da kritt och nach duerch dëst Gesetz den Adjoint eng legal Basis.

Fir eis als CSV ass et wichtig, dass een a Krisen effikass kommunizéiert. Mir wëssen, dass do an de leschte Méint en Hickhack war, mat GouvAlert zum Beispill. Do krute mer versprochen, dass dat géif reforméiert ginn. D'Iwwerschwemmungen hu gewisen, dass do nach Loft no uewen ass. A mir hoffen, dass d'Regierung do och elo zäitno déi verschidde Kommunikatiounsinstrumenter verbessert.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech soen och direkt der Rapportrice e grouss Merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass u sech schon alles gesot, souwuel vun der Rapportrice wéi och dem Léon Gloden, hien huet eng Partie Saachen erwäant. Hei geet et drëm, fir eise Sécherheetssystem zesummenzegruppéieren an em eng legal Basis ze ginn. Déi Aarbechten, déi gemaach gi si vun deenen Ekippen, déi si scho gelueft ginn. Ech géif se och vun hei aus luewen a Merci soe fir deen Asaz, dee se all déi Zäit haten.

An an deem Sënn géif ech och den Accord gi vun der DP-Fraktioun zu dësem Text.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Arendt. Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Ech schlësse mech meng Virriedner un a soen dem Cécile Hemmen wierklech Merci fir deen technesche Rapport, deen awer ganz gutt virbruecht ginn ass. Ech schlësse mech och de Mercien un an déi Leit aus dem Haut-Commissariat fir dat, wat si déi lescht Jore geleescht hunn a speziell während allméigleche Krisen, déi elo grad ernimmt gi sinn.

D'Gesetz ass am September 2020 deposéiert ginn aus den Erfarungen eraus, dass Nobesserungen néideg waren, fir eng Base légale ze schafen, a virun allem, fir dass mer kënnen schnell reagéieren. Dofir ass dee

Punkt weesentlech, dass, wat de Cahier des charges ugeet, ka schnell reagiert ginn, fir dass mer eis net selwer an de Knéi schéissen, wa mer ze vill komplizéiert opgestallt sinn.

Wéi gesot, ech ginn an deem Sënn och den Accord vun der grénger Fraktioun fir dese Projet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An da kritt d'Wuert den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. An ech fänken och u mat engem grouse Merci un d'Madamm Hemmen fir e Rapport, dee méi komplett net hätt kënne sinn. Wéi esou dacks, wann een esou Debatten hei nolauschert, oder wann ech déi nolauschteren, da froen ech mech, wéi d'Zäiten dach änneren.

Ech erënnere mech, an den 90er-Joren, wéi de Kale Krich eriwwer war – wéinstens deemools –, dunn ass a verschiddene politesche Kreesser driwwer geschwat ginn, fir d'Arméi ofzeschaffen. An et ass net vun ongefëier, mengen ech, datt de Spriecher vun der CSV haut heihinnerkomm ass an eis d'Fro gestallt huet: „Wat ass den HCPN?“ Well an den 90er-Joren, wéi en ënnert der Autoritéit vun der CSV war, ass e jorelaang net reforméiert ginn. De Projet ass net virugaangen, d'Poste sinn net besat ginn. Och deemools huet et geheescht: „Esou eppes brauche mer dach guer net méi!“ Haut ass et gottseidank anescht an och d'CSV freet haut: „Wat ass den HCPN?“ Mir brauchen en!

Gutt. Ech wëll just soen, datt mer vläicht eng Struktur hei opriichten, bei där mer musse kucken, wéi se sech an der Praxis bewäert. Si ass extreem komplizéiert – esou gesäit et op jidde Fall aus – an net déi eenzeg! Well baussent dem HCPN gëtt et nach aner Strukturen am Staat, déi och alleguer eng Verantwortung hunn am Beräich vun der Cybersécherheet. A mir mussen einfach kucken, wéi sech dat an der Praxis bewäert an ëmmer erëm iwwerpräiwien, ob mer effikass genuch sinn.

Ech mengen, dat solle mer maachen, dat musse mer maachen. An dat gesot, wäerte mir dat als ADR op jidde Fall mat ënnerstëtzen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och der Rapportrice. Et ass eigentlech schonn alles gesot. Ech mengen, mir sinn eis eens heibannen, dass déi Missioun vum Haut-Commissariat an deene leschte Joren ëmmer méi wichteg ginn ass, an dofir och dese Projet de loi, dee mer begrëssen. Villmools merci fir dës Aarbecht. An natierlech luewe mer och all déi Efforten, déi gemaach goufen. Ech mengen, mir sinn eis eens, dass dat immens wichteg ass. A mir si ganz frou, dass d'Preventioun virun allem och als Haaptmissioun drasteet.

Dofir, mir begrëssen dat a mir wäerten dese Projet de loi natierlech matdroen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, u Krisen an Erausfuereunge mangelt et jo an der haiteger Zäit sécherlech net. Grouss Feieren, Iwwerschwemmungen, Stierm, Cyberugréff, terroristesch Ugrëff, a jo, wéi mer elo wëssen, och Pandemië si Bedroungen, op déi sech Länner sollte virbereeden. An do därëf Lëtzebuerg net hannen ustoen!

D'Klimaverännerunge maache sech ëmmer méi bemierkbar a mir kréien esou lues alleguerten d'Konsequenze vun eisem schounungslosen Ëmgang mat eiser Ëmwelt ze spieren. Gläichzäiteg geet d'Weltbevölkerung ëmmer weider an d'Luucht, wat de Risiko vu Pandemien erhéicht, an d'Konflikter tëscht de Mënschen huele mat der Digitaliséierung nei Formen un.

Do ass et sécher net verkéiert, wa mer haut mam virleierende Gesetzesprojet eisem Haut-Commissariat à la protection nationale an domadder och de Servicer vun der Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information – dat ass déi ominéis ANSSI –, dem Centre de traitement des urgences informatiques CERT, op Englesch Computer Emergency Response Team, an dem Service de la communication de crise, dem SCC, eng stabil legal Basis ginn, déi, an dat hunn d'Virriedner jo gesot, aktuell feelt.

Et geet hei also manner drëm, um Fonctionnement vun dese Servicer eppes Grondleeëndes ze verännere, wéi dorëm, hir aktuell Fonctionen emol endlech gesetzlech ze verankeren. An dat gëllt net nëmme fir d'Servicer, mee zum Beispill och fir de Poste vum Directeur adjoint um Niveau vum HCPN, e Posten, deen et am Organigramm schonn zanter 2016 gouf, deen am aktuelle Gesetz awer nach guer net existéiert. Sechs Joer!

Mir stinn hei also nees virun enger Situatioun, bei där op Regierungsniveau laanscht d'Chamber Entschuedunge getraff goufen, soudatt schlussendlech eng stabil Base légale gefeelt huet. An och dat ass u sech näischt Neits. Am Ufank hu mech esou Fäll nach immens opgereegt, well ech geduecht hunn, datt esou eppes dach guer net méiglech wier. Mee esou lues kréien ech den Androck, datt dat awer e bessen eppes typesch Lëtzebuergesches ass an datt dat ausser mir och net vill Leit heibannen nach wierklech opreegt.

Une voix | Bravo!

M. Sven Clement (Piraten) | Well tëscht dem Moment, wou opfällt, datt d'legal Basis Lücken huet oder guer net do ass oder vläicht souguer national oder op EU-Niveau net verfassungskonform ass – a Beispiller gëtt et genuch –, an deem Moment, wou dann och tatsächlech e Gesetz gestëmmt gëtt, fir dese Problem dann endlech ze behiewen, verginn zu Lëtzebuerg gären emol e puer Joer, an deene vun engem Gefill vun enger Urgence näischt oder zumindest net vill ze spieren ass. Ëmsou méi frou sinn ech dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt dese Projet säi Wee gepackt huet an haut ka gestëmmt ginn.

An ech hoffen natierlech, datt déi vill aner Projeten, déi néideg sinn, fir bekannt Gesetzeslücken oder Problemer an aktuellen Texter auszebesseren, schlussendlech dann och nach hei ukomme wäerten.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, erlaabt mer, fir d'éischt der Madamm Hemmen Merci ze soen. D'Cécile Hemmen huet hei als Rapportrice e ganz detailléierte Rapport ginn an ass esou an der Detail gaangen, dass meng ganz Ried, an där ech och wollt op d'Hauptpunkten agoen zu den Textännerungen, elo superfetatoire ass, fir deen Term ze benotzen, deen hei an deem Haus jo vill benotzt gëtt.

(*Brouhaha*)

Ech wëll awer hei just vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem HCPN a stellvertriedend dem Haut-Commissaire, dem Här Feller, awer och senger ganzer Ekip, Merci ze soen. Hei duerch diesen Text gi Saache klarifiéiert. D'Missioun si méi grouss ginn. Mir hu ganz vill Pläng jo och ausgeschafft, wa Krisensituatiounen sinn, wou mer meeschtens Solutions de facilité geholl hunn a gesot hunn, den HCPN, „c'est ceux qui s'occupent de tout dès qu'il y a des problèmes.“ De „P“ steet zwar fir Protektioun, mee et war ganz oft „pour les problèmes nationaux“, wou mer dann den Här Feller mat senger Ekip gefrot hu fir ze kucken, déi ze léisen.

Si hunn an der Covidsituatioun eng ganz, ganz grouss Zesummenaarbecht mat der Santé gelescht, fir déi ganz Impfzenteren ze organiséieren. An an deene Momenter, wou et wierklech och dramatesch Situatiounen gi sinn, war ech och mam HCPN sur place, ob dat Iwwerschwemmungen oder Tornadoe waren, Momenter, wou ee wierklech alles verluer huet. An duerfir ass dat esou wichteg.

A gleeft mer, als Regierung si mer frou, op den HCPN kënnen zrëckzepräifen, fir d'Koordinatioun ze maache vun deenen Aarbechten, onkomplizéiert. A merci, duerch diesen Text geet dat och iwwert d'Marchés publics an deene Momenter, wou et eeben drëms geet, séier kënnen ze intervenéieren, séier kënnen ze bezuelen an och Facilitéiten ze kréien. Duerfir merci fir déi grouss Zoustëmmung an deemem Haus.

Ech hätt léiwer, muss ech Iech soen, Här President, wann den HCPN ganz weineg Aarbecht hätt. Mee mir hunn déi lescht Jore gesinn, a leider bei méi Situatiounen, ob dat Ëmweltsituatiounen waren, déi dann eeben och Effete mat sech bruecht hu wéi Tornadoen, oder Iwwerschwemmungen oder eeben de Covid, dass mer frou waren, op eng Ekip wierklech kënnen ze zielen!

An ech insistéieren: Eech si wierklech frou iwwert dee Choix, well dat war e Choix, deen de Premierminister gemaach huet, dee vum Här Feller a senger Ekip, déi en opgestallt huet, an ech sinn do ganz, ganz zefridden. Pas de regrets à avoir!

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7670.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7670 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen dann elo bei de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dese Projet de loi ass eestëmme mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Gilles Roth, Jean-Paul SchAAF, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Cécile Hemmen), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de la Crimée, Donbass, Ukraine – quel futur pour la sécurité européenne ?

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la position du Gouvernement face à la situation actuelle en Ukraine

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellation vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Zukunft vun der europäescher Sécherheet an d'Aktualitéitsstonn vun der CSV iwwert d'Position vun der Regierung géintwuer där aktueller Situatioun an der Ukrain, déi mer zesumme behandelen.

An deem Kontext wëll ech erwänen, dass de Bureau vun der Chamber den Accord ginn huet, fir eng Visio-konferenz mam President Selenskyj ze organiséieren. Ech erlabe mer, Iech haut matzedeelen, dass des Entrevue op Proposition vum ukrainesche President den 2. Juni moies um 10.00 Auer soll stattfannen.

Déi gemeinsam Riedezäit ass déi vun engem Modell 1 a vun der Aktualitéitsstonn. An ech elo géif direkt d'Wuert ginn un den Auteur vun der Interpellation, den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

Exposé de l'interpellation

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, zënter dem 24. Februar hu mir leider nees Krich an Europa. Dat ass schrecklech! Mee wat een dobäi awer iwwerrascht, dat ass, dass, wann ee verschiddene Politiker nolauschtert oder och a verschiddene Medie liest, wat do steet, da kéint ee bal mengen, dass bei verschiddenen esou eppes wéi eng Krichsstimmung, heiansdo eng Krichsbegeescherung, opkënnt. Dat kann et net sinn!

De Krich ass ëmmer eppes Schrecklech, a wann een dann esou Theorien héiert, wéi de Krich mussen ze gewannen oder dee Krich esou laang mussen ze féieren, bis dee leschte russeschen Zaldot d'Ukrain verlooss huet, da muss ee sech froen, ob esou Aussoen och ëmmer matbedenken, wat dat fir Affer bedeit! Affer virun allem fir d'Ukrain a fir dat ukrainescht Vollek.

Eng Krichsrhetorik ass an eisen Aen eppes, wat onmoralesch, onrealistes, onvernëftig ass. Verschiddenes mussen mer mol hannerfroen. Natierlech kann

een hannerfroen, wat dann iwwerhaapt d'Ziler vun esou engem Konflikt sinn. A verschiddener, zemoos am amerikanesche Kongress, schwätzen haut och ganz oppe vun engem Stellverriederkrich. Déi Iddi do derhannert ass, dass an der Ukrain soll Krich geféiert ginn, bis eebe Russland geschwächt ass oder de Krich verluer huet, wat dat och ëmmer soll heeschen.

Fir d'Ukrain sinn d'Krichsziler natierlech vill méi einfach ze definéieren. E Land, wat ugegraff gëtt, wiert sech, wëllt säin Territoire recuperéieren, huet awer och déi Tendenz, fir dat kënnen ze erreechen, eis alleguer, als NATO-Staaten, als Europäer, mat an dee Konflikt eranzezéien, wat ee ka verstoen, wat legitim ass. Awer och do mussen mer en An drop halen, well et net onbedéngt an eisem Interessi ass.

Fir Russland ass dat natierlech och ganz komplex. Fir do d'Krichsziler ze definéieren, ass heiansdo méi schwéier nozevollzéien. Si schwätze vun Demilitariséierung an Denazifizéierung. Op där anerer Säit ass et eebe fir si sou: Si hunn zwou Republicken unerkannt, Donezk a Luhansk, do wëlle se dann den Territoire befreien. Si gesinn et och e bëssen als patriotesche Krich am Kontext vun der Verdedegung vun enger russophoner Minoritéit an der Ukrain. Also, do ass d'Lag esou, dass d'Krichsziler vill méi komplex sinn, wat et op där anerer Säit awer och vläicht méi einfach mécht, spéider bei Verhandlungen dat eent oder anert Element erauszehuelen. Well dorëm soll et u sech goen.

Wat heescht dat? Wéi kann een iwwerhaapt higoen an elo dee Krich do an diplomateschen Termen erfaassen? A wéi kann een dodrun erugoen?

Verschidde Saache si ganz onrealistes. Dat muss een einfach gesinn. Et ass onrealistes, dass Russland elo géif d'Krim fräimaachen. Ech mengen, mir hunn et net unerkannt, mee déi ass säit 2014 de facto en Deel vun der russescher Federatioun, mat engem wichtege Krichshafen. Datt se dee géifen opginn, ass einfach onrealistes.

Mee mir mussen eis einfach froen: Wat kënnen mer elo maachen an där Situatioun mat ganz ënnerschiddleche Virstellung vum dem Sënn vun de Krichsziler? Wéi realistesch ass et, eng Léisung vläicht um Verhandlungsweg ze fannen? An ass de Krich net e Wee, dee mer net sollte widermaachen, well einfach de Präis dofir mënschlech an och soss vill ze héich ass?

Et muss een einfach mat deser Interpellation, mengen ech, eng Paus maachen an deem Krichsklima, an deem mer elo sinn, an eis emol konzentréieren, e bëssen Distanz huelen an iwwerleeën, wat mer kënnen maachen.

De Krich bréngt onendlech vill Leed mat sech. Dat ass dat Alleréisch. A mir wëllen hei en Appell fir Fridde maachen an an deem Sënn rasonéieren. Mir wëssen och, dass et ganz schwéier ass, an esou Zäite wéi elo, wou eeben eng Krichsstimmung existéiert, vu Fridde ze schwätzen. Mee ech mengen, et ass ganz wichtege, zemoos an esou Zäiten, et als eng mënschlech a politesch Pflicht ze gesinn, fir fir Fridde anze-trieden.

De Krich, dat ass einfach Misär, an et ass eis Aufgab, deem en Enn ze setzen. An de Wee zum Fridde dierf och net mat Feindbiller rasonéieren, mee e soll Stabilitéit op Basis vun Argumenter a vu laangfristegen Interessie bréngen. E muss en Ausgläich sichen, an deem all d'Krichsparteie sech erëmfannen.

Loosst eis vläicht direkt mat dräi wichtege Feststellungen ufänken. An ech mengen, déi si ganz wichtege an där ganzer Debatt an net aus den Aen ze verléieren. Déi éischt vun deene Feststellungen ass, dass den

Ugrëff vu Russland op d'Ukrain am Februar e Broch vum Völkerrecht war an ass. Deen hu mir all verurteilt an dat ass a bleift richtig. Mir gesinn dee ganze Misär an déi ganz Onmënschlechkeet, déi ee Krich auszeerechen. Et sinn dee Misär, dat mënschlecht Leed an déi Nout, déi eis derzou féieren, de Krich als Mëttel vun der Politik net ze akzeptéieren. Un deem Prinzip mussen mir festhalen.

A senger Reaktioun huet Lëtzebuerg eng grouss Solidaritéit mat der Ukrain gewisen a vill Leit bei sech opgeholl. Dorop kënnen mir houfreg sinn.

Déi zweet Feststellung ass, dass Krichsverbrieche, egal vu wem si begaange ginn, mussen opgekläert ginn an dass déi Responsabel, wann och nëmmer iergendwéi méiglech, mussen viru Geriicht kommen. Och eist Land soll bei der Opklärung a Verfolgung vu Krichsverbrieche hëllefen. An dozou hu mer och eng Motioun virbereet, Här President, déi ech Iech heimadder iwwerreechen.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest a bedauert zudéifst, dass

– am Kader vun der Ukrain-Kris grausam Krichsverbrieche geschéien,

ass sech bewosst, dass

– an engem Krich d'Völkerrecht a speziell d'Krichsrecht (jus in bello) leider dacks verletzt ginn, an dat mat onmënschleche Konsequenzen;

– et sech an esou Fäll dacks ëm ganz komplex Situatiounen handelt, an deenen déi bedeelegt Krichsparteien en Interessi drun hunn, net ëmmer d'Wourecht zouzeginn oder si esouguer ze verstoppen;

– dass eng vun alle Säiten unerkannten Opklärung vun esou Verbrieche wa méiglech duerch déi dofir zoustänneg an neutral international Organisatioune wéi zum Beispill d'UNO an d'OSZE oder spezialiséiert Institutioune soll geschéien, mat Bedeelegung vun alle concernéierte Krichsparteien, an dass déi verantwortlech Persounen zur Rechenschaft solle gezu ginn,

fuerdert d'Regierung op,

– an allen internationalen an dofir kompetenten Organisatiounen, an deene Lëtzebuerg Member ass, fir eng komplett an objektiv Opklärung vun de Krichsverbrieche an der Ukrain anzutrieden;

– sech am Kader vun hire Méiglechkeeten un internationalen Enquëten zur Opklärung vun alle Krichsverbrieche an der Ukrain ze bedeelegen;

– mat derfir anzutrieden, dass Persounen, déi méiglecherweis Krichsverbrieche begaangen hunn, viru Geriicht kommen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Déi drëtt Feststellung ass, dass e Land, dat ugegraff gëtt, wéi et hei bei der Ukrain de Fall ass, dat onbestrident Recht huet, sech eleng an och kollektiv ze verdedegen.

Dës dräi Feststellungen, esou wichtege se och ëmmer sinn, ginn awer net duer, fir eis Politik ze bestëmmen. Mir wëlle virun allem an d'Zukunft kucken. Wou sti mir haut? A wéi soll et virugoen? Wéi soll dat Europa vu muer ausgesinn?

De Krich bréngt all Dag Doud, Verdriewung a Misär. E bréngt d'Gefor vun Hongersnout a ville Géigenden op der Welt. E bréngt Aarmut, wirtschaftleche Réckgang, Zerstéierung vun Eegentum a ganze Wirtschaftsräim, Émuerdnung vu globale Wärunssystemer

an Inflation. E bréngt d'Gefor vun enger massiver militärescher Eskalatioun, geografesch a qualitativ, inklusiv dem méiglechen Asaz vu Massevernichtungswaffen.

E kann eng Destabiliséierung vun der russescher Federatioun auslösen, deemno wéi et geet. An och dat bréngt eng ganz Rei Geforen. Et bréngt nei laangfristeg Geforen an nei Allianzsystemer, déi sech géint de Weste richten. Déi westlech Politik an der Ukrain ass bei ville Staaten net populär. De Westen a seng Wäerter riskéieren doduerch, weltwäit un Afloss ze verléieren.

Alles dëst soll eis weisen, datt mir eis Politik mussen iwwerpräiwen, hannerfroen: Maache mir net grad eng Politik géint eis eegen Interessien?

Fir d'ADR ass kloer, datt mir ënnert dësen Ëmstänn de Wee vun der Diplomatie mussen privilegéieren. Mir brauche Verhandlungen, well si deen eenzege realistesch Wee sinn, fir esou vill wéi méiglech Mënschleien ze schounen an och esou vill wéi méiglech Territoire vun der Ukrain ze preservéieren.

Mee wou bleift d'Diplomatie, déi jo grad elo esou noutwendeg an onëmgängelech ass? Si ass net ze gesinn, oder bal néierens. Et gétt vläicht eng kleng Hoffnung an der franséischer Bausepolitik duerch dem Här Macron seng Efforten. Awer dat ass am Abléck och scho bal alles. Dofir gesi mir awer Fotoe vu Ministeren, déi wéi Zaldoten zu Bréssel am Garde-à-vous opgereit sinn. Eisen eegene Bauseminister, den Här Asselborn, deen och hei ass, huet esouguer derzou opgeruff, de russesche President physesch ze eliminéieren! Dat alles entsprécht net eiser Virstellung vun Diplomatie.

Wéi solle mir der Ukrain hëllefen? D'ADR huet dozou schonn hei am Parlament kloer Propositione gemaach. Mir wëllen eis bilateral, diplomatesch, ekonomesch an akadeemesch Relatiounen mat der Ukrain ausbauen.

Dozou, Här President, wollt ech Tech nach zwou Motiounen iwwerreechen. Wannechgelift.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– der ukrainischer *Ökonomie* duerch de *Krich* Milliounen un *Aarbechtkräfte* feelen, während *gläichzäiteg* ëmmer méi *ökonomesch Infrastrukturen* zerstiërt ginn;

– déi *ukrainesch Zivillbevölkerung* besonnesch staark *ënner* dëser *Entwécklung* leit;

– den *ökonomeschen Niddergang* vun der *Ukrain* och *dramatesch Auswierkungen* op déi *international Ökonomie* huet, besonnesch am *Beräich* vun der *Landwirtschaft*, wat zu *Enkpäss* bei der *Liewensmëttelversuergung* a *ville Regione* ka féieren,

ass sech bewusst, datt

– dës *Situatioun*, ëmmer méi *dramatesch Ausmoossen* unhëlt, *ëmsou* méi *laang* de *Krich* dauert;

– e *gudde Fonctionnement* vun der *ukrainescher Ökonomie* opgrond vum *staarken Handelsaustausch* mat der *EU* och am *Lëtzebuurger Interessi* läit,

fuerdert d'Regierung op,

– d'*Ukrain*, *bilateral* an am *Kader* vun der *EU*, *ökonomesch* an *humanitär* ze *ënnerstëtzen*;

– *sech* derfir *anzesetzen*, datt, *souwäit* *sënnvoll* a *méiglech*, den *Handelsaustausch* mat der *Ukrain* um *Niveau* vun der *EU* *administrativ vereinfacht* gétt;

– datt den *Export* vun *Agrarprodukter* aus der *Ukrain* *iwwer* d'*EU* *ënnerstëtzt* gétt;

– der *Ukrain* *duerch d'Bereetstellung* vu *Prête* fir hir *zivil* *Ökonomie* an *duerch Aus- a Fortbildungsmaassnamen*, *souwäit wéi méiglech* och zu *Lëtzebuerg*, *ökonomesch* ze *hëllefen*.

(s.) *Fernand Kartheiser*.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– vill *ukrainesch Studenten* *duerch de Krich* hir *Studien* net *méi* an der *Ukrain* *kënnen viruféieren* oder als *Auslandsstudente* mat *kriechbedéngte Problemer* *konfrontéiert* sinn,

ass sech bewusst, datt

– et an der *aktueller Situatioun* *wichtig* ass, och *déi* *be* *traffen* *ukrainesch Studenten* ze *ënnerstëtzen*;

– op der *Universität Lëtzebuerg* *scho* vill *jonk Leit* aus der *Ukrain* *studéieren*;

– d'*Universität Lëtzebuerg* *scho* vill *Efforte* *gemaach* huet, fir *ukrainesch Studenten* an dat *akadeemesch Liewen* ze *integréieren*,

fuerdert d'Regierung op,

– *iwwert* déi *nächst zéng Joer* all *Joer* *Studentebourse* fir *ukrainesch Staatsbürger* *anzerrichten*, *déi* et *jonke Leit* *erlaben*, am *Respekt* vun hirer *nationaler Legislatioun*, zum *Beispill iwwert de Militärdéngscht*, zu *Lëtzebuerg* ze *wunnen*, ze *liewen* an ze *studéieren*, wa si dat *kriechbedéngt* net *kënnen* an hirer *Heemecht* *maachen*.

(s.) *Fernand Kartheiser*.

M. Fernand Etgen, *Président* | *Merci*, Här *Kartheiser*.

M. Fernand Kartheiser (ADR), *interpellateur* | Mir wëllen der *Ukrain* eng *kloer Perspektiv* op eng *Zukunft* a *Sécherheet* a *Wuelstand* ginn. Mir mussen hëllefen, si nees opbauen an deem *Land* seng *rechtméisseg Plaz* an *Europa* ze ginn. Anescht wéi hiren *Numm* et seet – „Ukrain“ heescht jo „de Bord“ –, misst d'*Ukrain* eng *zentral Plaz* an eiser *Politik* hunn, a *keng* um *Rand*. An deem *Sënn* huet d'ADR eng *ganz Rei* vun *Initiative* fir d'*Ukrain* *proposéiert*: en *nationalen Neesopbau* vum *100 Milliounen Euro*, deen dann *niewent* deem *europäesche géif* *föncionéieren*, *humanitär* *Initiativen* a *Studenteboursen*, eng *resident* *bilateral* *Ambassade* zu *Kiew*, eng *Lëtzebuurger Participatioun* u *Friddensmissiounen* an deem *Land*, *souwäit* déi vun alle *Krichsparteie* *gewënscht* ass, e *generéis* *Émgang* mat *ukrainesche Refugiéen*, eng *intensiv* *ökonomesch Kooperatioun*, eng *militäresch Hëllef* mat net *dédicléchem Material* – *dorobber* *kommen* ech *herno zréck* –, eng *Ënnerstëtzung* bei *Enquëten* *iwwer méiglech Kriechsverbriechen*.

A *selbstverständlech* wëlle mir der *Ukrain* och *derbäi* hëllefen, *méi* no bei d'*Europäeschen Unio*un ze *kommen*, dat *awer natierlech* am *Respekt* vun alle *Prozeduren* an de *Kopenhagener Krittären*.

Deem *géintiwwer* steet d'*Politik* vun der *Regierung*: Si ass *aktuell* *leider* *eleng* op *Konfrontatioun* *ausgeriicht*; dat ass op *jidde Fall* deen *Androck*, *dee* se *gétt*, *ouni* *sech* vill *Gedanken* *iwwert* déi *laangfristeg Konsequenzen* ze *maachen*. *Lëtzebuerg* *liwwert* *Waffen*, *eppes*, wat *déi gréng* nach am *Walkampf 2019* *versprach* *haten*, net ze *maachen*. Mir *maachen* eis *domat* zu *enger Matkriechspartei*.

Mir *huele* *Sanktiounen*, *déi* *eiser* *eegener* *Ökonomie* an de *Leit* hei am *Land* *kënnen* a *ganz héijem* *Mooss* *schueden*. Mir *alignéieren* eis *politesch* *komplett* op eis *transatlantesch Partner*, *déi* an *dësem* *Konflikt* *awer vläicht* *aner* *Interessie* *vertrieede* wéi eis.

Wou *bleiwen* dann *déi Ambitiounen*, fir eng *eegestänneg* *europäesch Baussen-* a *Sécherheetspolitik* ze *entwéckelen*? *Beweise* mir net *grad* *elo*, datt all *déi* *Virstellung* *vun* *enger europäescher Souveränitéit* *illusoresch* sinn? Mir *wëllen* eng *Trupp* *vun* *5.000* *Leit* *opstellen*. *Mee* d'*Fro* *sief* *erlaabt*: *Firwat*? A *wie* *géif* *déi* *da* *wierklech* *kommandéieren*? *Wéi* *wär* d'*Verhältnissen* *dann* zu der *NATO*?

An der *Europäescher Unio*un *gétt* eng *Politik* *duerchgezunn*, *déi* *vun* *Staaten* *aus* dem *fréiere Warschauer Pakt* an *enker* *Koordinatioun* mat *eisen* *amerikaneschen* a *brittesche Partner* *gesteiert* *gétt*. *Hei* *gëllt*: *Och* *déi* *Länner* *hunn* net *ëmmer* *déi* *selwecht* *Interessien* an *déi* *selwecht* *Agenda* *wéi* *mir*!

Här *President*, et *geet* net *duer*, *wéi* *dës* *Regierung* et *mécht*, datt och *mir* eis an de *Garde-à-vous* *stellen* a *riskéieren*, *blannemännerches* mat a *Richtung* *vun* *engem* *méi* *grousse* *Krich* ze *marschéieren*. An der *Vergaangenheet* *hu* *scho* vill *grouss* *Kricher* *domat* *ugefaang*, datt *een* net *matzäite* *gebremst* a *sech* *géint* *Automatisme* *gewiert* *huet*.

Mir *brauchen* *Diplomatie*, och *speziell* eng *Lëtzebuurger* *Diplomatie*. Et *war* *begréissenswäert*, datt den *Här* *Staatsminister* *probéiert* *huet*, de *Kontakt*, och an *dëser* *schwieriger* *Situatioun*, mat der *russescher* *Regierung* ze *halen*. An deem *Effort* *huet* *hien* d'*Ënnerstëtzung* *vun* der *ADR* a *mir* *bieden* *hien*, *domat* net *opzehalen*.

Lëtzebuerg *huet* eng *historesch* *besser* *Relatioun* mat *Russland* *wéi* *vill* *aner* *europäeschen* *Staaten*. *Esou* eng *Chance* *däerf* *een* an der *Diplomatie* net *aus* den *Ae* *verléieren*. *Lëtzebuerg* *soll* *sech* *kloer* an den *Déngscht* *vum* *Fridde* *stellen*.

Här *President*, wat *sinn* d'*Prekonditiounen* *vun* *enger* *gudder* *Diplomatie*? *Fir* *iwwerzeegend* ze *sinn*, *muss* si *absolutt* *éierlech* *sinn* an am *gudde* *Glawe* *bedriwwen* *ginn*. Et *geet* also net *duer*, de *Gespréichspartner* op *där* *anerer* *Säit* mat *senge* *Feeler* ze *konfrontéieren*, *mee* et *muss* *een* och *déi* *eege* *Feeler* *erkennen* an *agestoen*. *Seelen* *ass* an *enger* *Konflikt-situatioun* *déi* *ganz* *Schold* *nëmmen* op *enger* *Säit* ze *sichen*.

Loosse *mir* *vläicht* *fir* d'*éischte* *eis* *eege* *Glawwierdegkeet* *duerch* *zwou* *Froen* *iwwerpräiwen*: d'*Fro*, ob *mir* net eng *Politik* *vun* *deux poids* et *deux mesures* *bedreiwen*, *jee* *nodeem* ob et *ëm* *eis* oder *ëm* *Russland* *geet*, an d'*Fro* *vun* der *fräier* *Wiel* *vun* *engem* *Bündnissystem*.

Mir *stelle* *fest*, datt de *Krich* an der *Ukrain* net, *wéi* *dacks* *behaapt*, *deem* *éischte* *Krich* an *Europa* *zënter* dem *leschte* *Weltkrich* *ass*. *Leider* *net*! Et *gouf* zum *Beispill* d'*Invasioun* *vun* *Zypern*. D'*Tierkei* *besetzt* *bis* *haut* *illegal* *34* % *vum* *Territoire* *vun* der *Republik* *Zypern*, an *trozdem* *consideréiert* d'*Lëtzebuurger* *Regierung* d'*Tierkei* *offiziell* *nach* *ëmmer* *als* e *Bäitrettskandidat* *fir* an d'*Europäeschen* *Unio*un.

D'ADR *seet* *dozou* *kloer*: *Neel*! Mir *respektéieren* *Zypern* net *manner* *wéi* d'*Ukrain*! *Wien* *awer* eng *tierkesch* *Invasioun* a *Besetzung* *vun* *Zypern* *ignoriéiert*, *sollt* bei der *Beurteilung* *vun* *aneren* *Invasiounen* *éierlecherweis* *virsiichteg* *sinn*.

Et *gouf* e *Krich* a *Jugoslawien*, d'*Bombardéierung* *vu* *Serbien* *duerch* d'*NATO* – *iwwregens* *ouni* d'*Mandat* *vum* *UNO-Sécherheetsrot* – an d'*Secessioun* *vum* *Kosovo*. *Och* *deemools* *scho* *gouf* et dat *Spannungsverhältnis* *zwischen* dem *Respekt* *dem* der *territorialer* *Integritéit* *vun* *de* *Staaten* *op* *där* *enger* *Säit* an dem *Recht* *op* *Secessioun*, dem *Selwerbestimmungsrecht* *vun* *de* *Vëlker* *op* *där* *anerer*.

Anescht *wéi* eng *Rei* *vun* *aneren* *EU-Staaten*, *huet* *Lëtzebuerg* *sech* *am* *Fall* *Kosovo* *fir* e *Recht* *op*

Secessioun decidéiert. Bei der Krim hu mir dat awer refuséiert. Déi zwee Fäll Kosovo an Krim si rechtlech a politesch extrem emstridden an et gëtt kee Konsensus an deenen zwou Froen. E bësse Kohärenz an eisem Denke wär awer vläicht net schlecht. Dat internationaalt Recht kann net à la tête du client applizéiert ginn, wann et soll seng Glafwierdegkeet behalen.

Dës zwee Beispiller, d'Invasioun vun Zypern an d'Secessioun vum Kosovo, sollen eis op eppes hiweisen: Mir müssen an eisen Iwwerleeunge kohärent an éierlech sinn. Den deux poids, deux mesures kann ee weeder an der nationaler Politik nach an där internationaler Communautéit glafwierdeg vertrieben.

Dat gëllt natierlech och fir Verletzunge vum Krichsrecht a fir méiglech Krichsverbriechen. Mir haten där zum Beispill nach rezent am Nagorny-Karabach. Déi Affer sollen eis genesou beschäftege wéi déi an der Ukrain. D'Wourecht ass awer dës: Mir ignoréieren déi aserbaidjanesch Krichsverbriechen, d'Invasioun vum Nagorny-Karabach, probéieren, eis am Aserbaidjan mat Pétrol ze versuergen a mir benotze Baku als Basis fir d'Cargolux, als Ersatz fir Nowosibirsk. Och hei stelle mir fest: deux poids, deux mesures.

Här President, och déi Theorie, dass all Staat e Recht huet, seng Allianze selwer erauszesehen, scheidert un der Realitéit. Sécher ass et d'Recht vun engem Land, säin NATO-Bäitritt ze froen, och dat vun der Ukrain, mee et ass och eist Recht, deen aus gudde Grënn ze refuséieren, zum Beispill dann, wann e Bäitritt der internationaler Sécherheet éischer géif schuede wéi notzen. Mir kennen déi Vehemenz, mat där eis amerikanesch Partner hiert sécherheetspolitesch Ëmfeld géint eng potenziell geféierlech auslännesch Präsenz verdeelegen. Kuba, Nicaragua, Venezuela sinn dofir Beispiller. Et gëtt nun eemol déi bekannte Monroe-Doktrin.

Aktuell invitéiere mir Iech op e kuerzen Ausfluch an de Pazifik, méi genee op déi bestëmmt wonnerschéi Salomon-Inselen. De 26. Abrëll, also emol nach net virun engem Mount, verbidden d'USA zum Beispill de Salomon-Inselen, eng Allianz mat China ofzeschléissen, fir dat keng chinesesch Militärbasis kënnen an där Regioun ageriicht ginn.

Mir liesen an der Zeitung: „One of the most senior US officials in the Pacific has refused to rule out military action against Solomon Islands if it were to allow China to establish a military base there, saying that the security deal between the countries presented 'potential regional security implications' for the United States and other allies.“

Ufank Mee, also virun e puer Deeg, sot de Premier vun de Salomon-Inselen elo dëst an enger Ried virum Parlament: „We deplore the continual demonstration of lack of trust by the concerned parties, and tacit warning of military intervention in Solomon Islands if their national interest is undermined in Solomon Islands. In other words, we are threatened with invasion.“ Alt nees: deux poids et deux mesures.

D'USA an Australie maache grad dës Deeg am Pazifik eppes, wat si nach am Januar de Russen an Europa reprochéiert hunn. Den Ënnerscheid ass deen: D'Ukrain grenzt direkt u Russland, an d'Solomon Islands sinn Inselen, sinn nach e puer 1.000 Kilometer vu Washington a vu Canberra ewech.

Här President, nient der Glafwierdegkeet vun eise Positioun stellt sech och d'Fro vun der Verantwortung fir e Konflikt. De Krich an der Ukrain kann e gutt Beispill vun enger gedeelter Verantwortung sinn. Eréischt virun e puer Wochen huet de Poopst Franziskus der NATO eng Matverantwortung fir dës Krich ginn. Ass dat berechtigt? Loosst eis hei vläicht

eng kloer Trennung tëschent zwee Konzepter maache, en däitlechen Ënnerscheid tëschent enger Schold am juristesche Sënn – déi läit bei deem, deen dat internationaalt Recht brécht, dass ass an deem Fall Russland – an enger politescher Matverantwortung, déi dora besteet, mat dozou bäigedroen ze hunn, dass et konnt esou wäit kommen.

Hu mir vläicht esou eng politesch oder moralesch Matverantwortung? Hu mir net genuch gemaach, fir d'Gefore matzäit ze erkennen an de Fridden ze retten?

Mir denken, dass et dofir gutt Argumenter gëtt; e puer kann een der hei nennen: Déi Minsker Ofkommesse goufen net ëngesat, den Normandie-Format huet versot, an domat hunn och déi aktuell zwee gréissten EU-Memberstaaten eng direkt Matverantwortung fir d'Entwécklungen an der Ukrain. Mir hunn nogekuckt, wéi eng aggressiv Politik géint déi ethnisch russesch Minoritéit, oder wéi ee se soss wëll bezeichnen, an der Ukrain gemaach gouf. A mir hunn eis mat dem jorelaange Krich an Donbass offonnt. Dat wor falsch. Mir hunn de Krich, deen et scho säit acht Joer an Donbass gëtt, einfach ignoréiert, genesou wéi d'Diskriminéierung vun der russeschsproocheger Populatioun an der Ukrain. Hei zu Lëtzebuerg kämpfe mir jo engagéiert géint all Form vun Diskriminéierung, an der Ukrain hu mir d'Aen awer fest zougemaach. De Krich an Donbass huet wäit iwwer 10.000 Doudeger gefuerdert. Wou wore mir all déi Zäit, fir dee Krich an Europa ze stoppen? Wou wore mir, fir all déi Zäit Sanktiounen ze froen? Wou wore mir, fir d'Opklärung vu Krichsverbriechen ze verlaangen oder de Massaker vun Odessa ze bestrofen?

A jo, mir hunn och déi westlech Militärpräsenz an d'NATO bis bal un déi russesch Grenz bruecht, a mir hunn domat e gutt dokumentéiert Verspriecheen aus den 90er Jore gebrach. Zu deem Thema gëtt et e risege Volumen u wëssenschaftleche Recherchen.

Wat speziell d'Ukrain ugeet, wëllte mir an deem Kontext hei just zwee rezent Ofkommessen nennen. Den 1. September 2021 hunn d'USA an d'Ukrain eng Joint Strategic Partnership (ndlr: Joint Statement on the U.S.-Ukraine Strategic Partnership) ënnerschriwwen, an den 10. November 2021 gouf dann och eng U.S.-Ukraine Charter on Strategic Partnership zu Washington ënnerschriwwen. Kee Wonner, dass verschidde Leit zu Moskau nervös gi sinn. Ech géif Iech recommandéieren, déi zwee Texter ze liesen, déi si méi wéi impressionnant.

Mir erënneren op där anerer Säit dann un d'Monroe-Doktrin vun den USA. Vergläicht déi Saachen! Vum Dezember 2021 bis an de Februar 2022 huet Moskau probéiert, Sécherheetsgarantië vun der NATO ze kréien, a wollt Verhandlung mat den NATO-Staaten iwwer eng europäesch Sécherheetsarchitektur an iwwer Sécherheetsgarantië féieren. Déi Iddie sinn, no allem wat mir wëssen, brüsk refuséiert ginn.

An der Press hu mir Artikele wéi dës gelies, aus dem Dezember hunn ech hei e Beispill erausgeholl, also ech schwätzen elo vu mol keng dräi Méint virum Ufank vum Konflikt: „Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, s'est opposé vendredi à toute ingérence de la Russie dans les relations entre l'Alliance et l'Ukraine, refusant d'exclure une éventuelle adhésion de Kiev, comme l'exige Moscou. „La position de l'OTAN reste inchangée concernant notre relation avec l'Ukraine. Chaque pays a le droit de choisir sa propre voie – y compris le type d'arrangement de sécurité dont il veut faire partie –, c'est un principe fondamental“, a déclaré Jens Stoltenberg à des journalistes à Bruxelles. „La relation de l'OTAN avec l'Ukraine ne peut être déterminée que par les 30

membres de l'Alliance et l'Ukraine elle-même, et par personne d'autre. Nous ne pouvons accepter que la Russie ré-établis un système où les grandes puissances [...] peuvent contrôler ce que d'autres pays font ou pas“, a déclaré Monsieur Stoltenberg après une rencontre avec le nouveau chancelier allemand Olaf Scholz.“ Ech géif em recommandéieren, dass op de Salomon-Inselen esou virzebréngen.

„Tensions à la frontière ukrainienne. La Russie a mis en garde vendredi contre le risque d'une confrontation majeure avec l'Occident si les États-Unis et leurs alliés ne réfléchissaient pas sérieusement à apporter des gages de sécurité à Moscou.“

Den 12. Januar, ee Mount virum Ufank vum Konflikt, liese mer dann: „Jens Stoltenberg a indiqué que les trente membres de l'Alliance atlantique ont repoussé tant la proposition russe d'un désengagement militaire otanien dans l'est de l'Europe que l'exigence du Kremlin que, jamais, l'Ukraine ne rejoigne l'Alliance. Il a mis en garde Moscou contre tout aventurisme et affirmé que l'OTAN ne fera aucun compromis sur le principe de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des États.“

An déi Lëscht kéint een nach laang viruféieren. Dat Ganzt liest sech wéi eng Chronik vun enger ugekënnegter Katastroph. Wa mer also d'Fro hei stellen, ob mer eng politesch Matverantwortung als Westen hu fir d'Degradatioun vun der Situatioun iwwert déi lescht Méint, dann, mengen ech, kann een déi Fro mat Jo beäntweren. Wéi gesot, net Schold, mee Matverantwortung.

Här President, eis Diplomatie muss op Glafwierdegkeet an op Éierlechkeet berouen. Mee wéi mir grad gesinn hunn, hu mir do nach nozebesseren. Awer wat soll dann d'Zil vun eiser Diplomatie an dës Situation sinn?

Mir hu scho gesot, wéi mir eis eis zukünfteg Relatioun mat der Ukrain virstellen: Si sollen intensiv, frëndschaflech a konstruktiv sinn. Mee wéi sollen dann eis zukünfteg Relatioun mat Russland ausgesinn, déi mat Sécherheet méi wéi komplizéiert ginn?

Eis aktuell Relatioun mat Russland sinn ausser ganz wéinege Beräicher, wouvun dee wichtegsten d'Energie ass, bal um Nullpunkt ukomm. Mir hunn déi schäerfsten ekonomesch Sanktiounen géint Russland geholl, déi jee géint e Land verhaange goufen, mat deem mir net offiziell am Krich wore. An dobäi sollte mir awer net vergiessen, dass mir an der internationaler Politik Russland als Partner brauchen, net als Géigner. Mir brauche Russland a ville regionale Konflikter, am Sahel, am Iran, a Syrien, a Moldawien, a Georgien, a Libyen, fir nëmmen déi ze nennen, wa mir an deene Konflikter wëlle Progrèsen a Richtung Fridde maachen.

Mir brauche Russland, wa mir net wëllen an eng nei Oprëschtungsspiral, eng deier a geféierlech Spiral, erageroden. An de Risiko ass enorm héich.

Mir brauche Russland, wa mer eng Eskalatioun am Pazifik wëlle verhënneren. Mir wëlle keng enk Allianz tëschent Russland a China, zum Beispill, op Käschte vun Taiwan. Dass ass och net an eisem Interess.

Mir wëssen, dass souwuel Russland wéi och China dat Potenzial hunn, fir iwwerall op der Welt politesch instabill Situatiounen an engem Sënn ze beaflossen, dee westlech orientéierte Staate ka grouss Problemer maachen. Och dat muss mir preventiv duerch eng intelligent Politik verhënneren.

Mir brauche Russland als Partner an der Wëssenschaft, och am Weltraumberäich, a mir brauche se virun allem, fir op eisem an op hirem wonnerbare Kontinent eng Friddensuednung opzebauen, eng

Uerdnung ouni Haass, ouni eiserne Riddo a sterill Konfrontatiounen. Am Abléck weisen all d'Indicateuren an eng aner Richtung.

De kuerzsichtige Reflex, fir Russland aus europäeschen oder aneren internationalen Organisatiounen oder Fora auszeschléissen, déngt a Wierklechkeet kengem. Mir setzen dowéinst léiwer op Dialog an Inklusioun. A schliisslech wor Russland, ass Russland – oder kann et erëm ginn – e ganz wichtege Partner vun eiser Economie.

Wéi solle mer also d'Relatioun mat Russland nees opbauen, nodeem mer all hei, de Westen, déi Relatiounen op eng ganz radikal Manéier ..., déi Brécken ofgerapp hunn? Wat sinn eis Ziler?

Mir mussen eis Relatioun mat Russland an déi Léisung vun dem Konflikt zesummesinn, fir datt mer kënnen iergendwéini en neien Ufank op enger neier Basis fannen. An dofir muss ee progressiv Vertrauen opbauen. Op jidde Fall muss mer dat kënnen als Europäer maachen, ouni op d'Ergebnis vun aneren ze waarden.

Här President, eng Betuechtung iwwert d'Sanktiounen – och bei de Sanktiounen muss déi éischt Fro, déi mer eis stellen, des sinn: Wat sollen hir Ziler da sinn? Wëlle mer einfach Drock ausüben, fir vläicht a Verhandlungen ze kommen? Wëlle mer, wéi anerer et wëllen, notament an den USA, Russland ruinéieren, well dat bei der Sowjetunion fonctionéiert huet? Dat biergt allerdéngs enorm Risiken. Mee wat sinn d'Ziler eigentlech genee vun de Sanktiounen? Wéi wäit soll den Drock goen? Wat genau solle mer bezwecken? Wéi eng ekonomesch Konsequenzen hunn déi Sanktiounen op eis eegen Economie an op eis eegen ekonomesch Interessien? Eenzel Sanktiounen schueden eis ouni Zweifel méi wéi Russland.

Wéi eng Géigemoosnamen hëlt Russland? Mir kënnen jo dovun ausgoen, datt se net einfach nokucken, wéi Verschiddener wëllen hir Economie ruinéieren, an doduerch och hir Aktiounen huelen. Wéi wierksam sinn eis Sanktiounen iwwerhaapt? Sinn déi Sanktiounen, virun allem déi géint Privatpersonen, iwwerhaapt legal a legitim? Dat wäerte Gerichter eis nach soen. An hu mir da besser Alternative wéi den Handel mat Russland? Ass et zum Beispill moralesch méi iwwerzeegend oder méi akzeptabel, mat Länner wéi dem Aserbaidjan oder dem Venezuela Handel ze bedreiwe wéi mat Russland?

Vill där Sanktiounen gëtt et schon zënter ganz Laangem. Mir froen eis, wien iwwerhaapt nach den Iwwerbléck iwwer all déi Sanktiounen huet a firwat a géint wien all déi eenzel Moosnamen a Kraaft gesat goufen. Eenzelner koumen op amerikanesch Initiativ aus reng politesche Grënn, anerer goufen no der Krim-Kris verhaangen. No Salisbury goufe se verhaang, well eng russesch Implikatioun an den Ae vun der Madamm May „highly likely“ wor.

Opgehuewe gouf warscheinlech nach ni iergendeng vun dese Sanktiounen. Vill Länner sinn aus ekonomeschen, historieschen oder strateegesche Grënn einfach net drun interesséiert, datt d'Relatiounen tëschent Westeuropa a Russland enges Daags kënnen an eng Normalitéit zréckfannen.

Mir sollten eemol den objektiven a komplette Bilan maachen, wat déi Sanktiounen politesch bruecht hunn a wéi vill se eiser eegener Economie geschuet hunn. Politesch erreicht hu se jiddefalls näischt. Mir kenne kee Beispill, wou Sanktiounen géint Russland e Wiessel an der Politik mat sech bruecht hätten. D'Krim zum Beispill ass bekanntlech och haut nach ëmmer de facto en Deel vun der russescher Federatioun. Eis Economie an eis Landwirtschaft hunn awer dobäi gelidden, duerch d'Sanktiounen an natierlech och duerch déi russesch Géigesanktiounen.

Mir mussen och wëssen, datt et fir e grouss Land wéi Russland relativ einfach ass, verschidde Sanktiounen ze ëmgoen. E klengt Land wéi Lëtzebuerg kann iwwer Sanktiounen natierlech ganz lichter a ganz séier an d'Knée gezwonge ginn. Bei deene méi grouss Länner ass dat scho vill méi schwierig, bei ganz grouss Länner bal onméiglech. Scho beim Iran ass d'Sanktiounspolitik kee groussen Erfolleg gewiescht.

Déi gréisste Gefor fir eis Economie an eis Populatioun besteet an där Iddi, fir en Embargo op russesch Pétrols- an Aerdgasimporteuren ze leeën – mir haten hei viru Kuerzem nach doriwwer diskutéiert. D'Konsequenzen wäere katastrophal, besonnesch beim Gas. Vill wichtege Acteuren an der däitscher Economie hu gewarnt do virun. Ekonomesch géif dat heeschen, datt eis Betriber net méi genuch Energie hätten. D'Konsequenzen heesche Rezessioun a Chômage. Fir d'Leit géif dat heeschen, datt beim Hëtzen am nächste Wanter an och an der Mobilitéit dramatesch Aschnëtter misste gemaach ginn.

Duerch staark Abréich an aneren Economien, déi vu russeschen Energieprodukter ofhängeg sinn, muss gefaart ginn, datt et nach zu weidere massive Repercussiounen op eis kënn. Dëst ka besonnesch an Däitschland de Fall sinn, eisem wichtigstem Handelspartner. Mir kommen an eng Rezessiounsspiral, wa mer op dee Wee ginn.

Dee Boykott an all déi Affer, déi mir géife bréngen, schuede Russland fir laang Zäit warscheinlech manner wéi eis. Russland ka seng Energie wéinstens zu engem groussen Deel op anere Plaze verkafen. Zënter dem Ufank vum Krich an der Ukrain huet Russland seng Exporter vu fossilen Energien esouguer nach kënnen erhéijen. Virun allem den asiatesche Marché huet dat bis elo erlaabt. Vläicht gëtt et fir Russland méi schwéier, onméiglech gëtt et awer net.

Et ass kloer, datt esou eng Politik onverantwortlech ka sinn a si kann och net duerch eng Krichsrhetorik justifiéiert ginn, well se der Ukrain och eigentlech net hëlleft, mee si och nach duerch e laange Krich an e sécheren Ënnergang féiert. Wéi vill Leit sollen dat Land dann nach verlossen? Et si scho Milliounen Leit, déi net méi an hirem Land sinn, fir do ze liewen, ze schaffen. Wéi vill sollen der stierwen duerch déi Krichshandlungen? Wéi vill Schued wëlle mir der ukrainescher Economie dann nach zomudden? No deene leschte Statistiken hu mer schon eng 30 % Verloscht am Bruttonationalprodukt, wat dëst Joer ugeet.

Här President, den Här Asselborn sot den 11. Abrëll um 10,7: „Soudatt mir elo virun där Equatioun stinn: Wat ass méi wichtege, Sanktiounen oder Waffen? An ech kommen zur Konklusioun: Dat sinn elo Waffen.“

Mee och hei wëlle mer d'Fro stellen: Firwat? Wat soll genau d'Zil vu Waffeliwwerunge sinn? Wëlle mer och wéi anerer e Stellvertriederkrich? Wëllt Der kämpfen, bis dee leschte russeschen Zaldot d'Ukrain verlooss huet?

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Ech äntweren dorop.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Jo, ech hätt gär eng Äntwert. Merci, Här Minister. Wat soll d'Zil dovunner sinn? Sot eis et! Wat ass eigentlech den Zweck?

Mir sinn do ganz virsiichteg, well, wësst Der, Waffen, dat ass näischt Schéines. Dat wësst Dir, dat wësse mir och. An dofir soe mir nach eng Kéier: Dee besere Wee si Verhandlungen, d'Sich nom Fridden. Dat heescht, sot eis, wéi dat soll zesummesinn, wat Är Ziler sinn, wat Är Theorie ass, mat wéi engem Konzept Dir dee Krich wëllt léisen.

Mir wëllen eng friddlech a gerecht Léisung fir d'Ukrain a fir Russland. Mir wëllen ewech vun onnéidege Moosnamen, déi fir eis gravéierend Nodeeler bréngen, ouni datt mer d'Situatioun um Terrain doduerch kéinte verbesseren. A mir verstoppen eis net virun eisen eegene Feeler. Mir ginn déi zou, well dat wichtege ass, fir Vertraue kënnen ze kréien.

Mir sinn also weeder begeeschtert vu Waffeliwwerungen nach vu Sanktiounen. Mir hunn do iwwert d'Nodeeler geschwat. Mee mir wëllen der Ukrain op vill aner Manéieren hëllegen: diplomatesch, politesch, ekonomesch, humanitär. Mir wäerte jo déi ADR-Motiounen haut nach diskutéieren.

Amplaz um Krich deelzehuelen, solle mir aktiv un de Parametere fir Friddensverhandlungen schaffen, an dat am enken Dialog mat allen, déi hirer mënschlecher, politescher Verantwortung an dëser schwéierer Zäit wëlle gerecht ginn.

Mir sollte bei jidderee goen, deen Afloss huet, an dobäi eis gutt Déngschter offréieren. An deenen internationalen Organisatiounen a Fora, an deene mir Member sinn, soll Lëtzebuerg seng Stëmm fir Moderatioun a Fridden erhiewen. Et gëtt eng enorm Eskalatiounsgefor. Dat sinn Zenarien, mat deene mer elo konfrontéiert sinn.

Déi zwou gréisste Gefore sinn eng Eskalatioun duerch nei Waffesystemer an notament duerch d'Massevernichtungswaffen. An déi Gefor ass reell, datt mer eventuell dohikommen an datt mer den Asaz vun taktischen Nuklearwaffe gesinn. Wann d'Russen dat sollte maachen, hunn d'Amerikaner scho gesot: „We are going to respond in kind.“ A wou dat hiféiert, wësse mer. Dat ass also eng vun deenen zwou groussen Eskalatiounsgeforen.

Eng aner grouss Gefor ass, deemno wéi et geet, datt mer eng Destabiliséierung vun der Russescher Federatioun géife gesinn. Dat ass och eppes, wat enorm Gefore biergt. Och dat wëlle mer net.

Mir wëlle kee Stellvertriederkrich, an deem zynesch bis zum leschten Ukrainer gekämpft gëtt, datt mer Waffe liwweren ouni kloer Ziler, well mer domadder eigentlech op Käschte vun der Ukrain an hire Leit politesch Ziler verfolgegen, déi de Krich verlängeren, absichtlech verlängeren.

Wat sinn eis Optiounen? Et sinn der dräi:

Déi éischt Optioun ass, politesch keng Initiativen ze huelen a Richtung Fridden, Waffen ze liwweren an nozekucken, wéi e laange Krich seng Spueren zitt. Déi Optioun wëlle mir schon eleng aus humanitäre Grënn net. Dovun ofgesinn, wësse mir net, wéi dee Krich géif ausgoen, an d'Eskalatiounsgefor, vun där mer geschwat haten, wär ganz grouss. Dat schéngt awer den aktuelle Choix vun der NATO an och vun dëser Regierung ze sinn. Dofir froe mer Iech jo: Wat sinn eigentlech Är Ziler? A wéi definéiert Der déi?

Mir wëllen net, datt mer einfach ufänken, Russland ze schwächen, well dat och eng ganz Rei Gefore mat sech bréngt. A mir wëlle virun allem net eng Politik bedreiwen, déi eng russesch-chineesesch Allianz an d'Welt ruff, well dat wär en dauerhafte globale Kale Krich, dee mer géife kréie wéinst der Situatioun op der Krim an am Donbass.

Déi zweet Optioun, déi ass eigentlech nach méi on-intelligent. Dat ass dat, wat mer viru Kuerzem héieren hu vun engem baltische Bausseminister. Deen huet gesot: „Russians have to learn how to lose, they must lose, and then we can talk. It's not our duty for a criminal to save face.“ Déi Léisung ass gläichzäitig on-realistesch – loosse mer net vergiessen, datt Russland eng Atommuecht mat weltwäitem Afloss ass – an inhuman, déi „guerre à outrance“. A virun allem muss

ee soen, datt den Här Macron do déi besser Iddi huet, wann e seet: „Mir dierfen net an eng Situatioun kommen, wou de Géigner säi Gesiicht verléiert.“ Well dat huet och eng ganz Rei Implikatiounen an et mécht d'Verhandlung bal onméiglech. Also loosse mer net op deen do Wee vun enger totalitärer Approche goen.

An déi drëtt Optioun, dat ass déi, déi d'ADR awer wierklech favoriséiert, dat ass an eisen Aen déi besser: Dat ass fir ze kucken, datt mer e Waffeställstand vermëttelen, esou séier wéi méiglech, Mënscheliwee schounen, Territoire preservéieren a Verhandlungen a Richtung vun engem Fridden an d'Wëer kënne leeden. Mir wëllen och, datt e russesche Réckzuch aus verschiddenen nach besate Regiounen stattfënnt. Dat ass an der Regioun vu Kiew gemaach ginn. Dat kann an der Géigend vu Charkiw oder Charkow gemaach ginn.

(Interruption)

Gelif, Här ...

M. Yves Cruchten (LSAP) | An d'Krim?

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Also wann Dir d'Russen iwwerzeegt kritt, da wënschen ech Iech bonne Chance.

An da misst een ...

(Interruptions)

Jo. Mee nee. Ech mengen, mir si jo hei elo net an engem Gremium, wou mer liichtfankeg sollen iwwer Krich a Fridde schwätzen. Mir sinn an engem nationale Parlament. An ech kann Iech soen, datt d'Krim eng Bedeitung fir déi russesch Federatioun huet, datt ech net mengen, datt mer iergendwéini kënne seriö domat rechnen, datt se deen Territoire opginn. Et gëtt och ganz schwierig mat Donezk a Luhansk, well se déi als onofhängeg Staaten unerkannt hunn an da warscheinlech esou plädéieren, datt se soen, „Mir hunn net dat Recht, iwwer en Territoire ze verhandelen“, da misst ee scho mat deenen direkt verhandelen. Also dat gëtt och ganz komplizéiert.

Dir erlaabt mer, datt ech Iech op déi Manéier äntwären an net op eng Polemik aginn, wou mer allen zwee wëssen, datt se net realistesch ass, Här Cruchten. Ech hunn héije Respekt virun Iech, an dat wëll ech Iech heimat och nach eng Kéier soen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Sou. Dat ass ...

(Interruptions)

U sech ass all Optioun, déi d'Lous vun de Leit an der Ukrain kann erlichteren, eng besser wéi de Krich à outrance oder wéi de Krich op eng laang Dauer, just fir d'Russen ze schwächen. A mir sollte kucken, datt mer wierklech op e Wee ginn, deen net eis och méi schued, datt mir net mat an e Krich eragezu ginn, wat mir net wëllen a wat mer och am Interessi vun de Leit, déi mer d'Éier hunn, hei ze vertrieben, absolutt sollte verhënnern. Eis Optioun, eise Virschlag ass Waffeställstand, si Friddensverhandlungen, sinn ze kucken, datt mer zu engem Ausgläich an Europa bäidroen an net zu engem weidere Konflikt. A mir wäre ganz frou, wann d'Regierung eis haut kéint confirméieren, datt si dat och esou gesäit, eis op jidde Fall emol seet, wat hir Politik an dëser Situatioun ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Claude Wiseler als Vertrieber vun der CSV-Fraktioun. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Exposé de l'heure d'actualité

M. Claude Wiseler (CSV) | Villmools merci, Här Président. Ech hunn net schlecht gestaunt, wéi ech den Titel vun der Interpellatioun, déi den Här Kartheiser an d'ADR eragereecht hunn, héieren hunn, deen heescht: „Krim, Donbass, Ukrain – an elo? Wéi eng Zukunft fir déi europäesch Sécherheet?“, an eist zukünfteg politesch Verhältnis zu Russland an der Ukrain.

Dat klängt schon am Titel esou, wéi wann de Krich eriwuer wier oder zumindest, wéi wann et ganz kloer wier, wéi et géif ausgoen. An ech hu mech awer dunn net méi gewonnert, wéi ech elo Är Ried héieren hunn, well dat war awer a mengem Aen eng absolutt Kremlfrëndlech Ried, esou wéi ech kaum nach eng an der leschter Zäit héieren hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Déi eenzeg Fro, déi Der net gestallt hutt an déi haut wicteg ass, dat ass déi: Wat kënne mer nach méi maachen, fir der Ukrain ze hëllefen, fir datt Russland dëse Krich net gewënn?

Wéi kann een haut wëllen eng politesch Analys iwwerwert d'Konsequenze vun engem Krich maachen, wann ee keng Anung huet, wéi en ausgeet, wéi laang en nach dauert – ee Mount oder zéng Joer – a wat d'Konsequenzen dovunner sinn?

Meng Heure d'actualité, déi ech ugefrot hat, hat eng ganz aner Zilsetzung: Déi hat d'Zilsetzung, d'Fro ze stellen, wéi mer als Regierung, als Europäesch Unioun, als NATO der Ukrain kënnen an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint hëllefen. Well ech mengen, et ass eis Pflicht, fir et ze maachen. Well fir eis ass et kloer, datt, wann den Här Putin dëse Krich gewënn a seng Zilsetzungen, säin initialt Zil erreecht, dat war, de Regimm vu Kiew ëmzegeheien, wann en dat erreecht, dann hält en net do op.

D'Ukrain kämpft an eisen Ae fir hir Fräiheet, fir d'Recht op Demokratie. D'Ukrain kämpft fir hir Wäerter, déi an eisen Ae ganz kloer déi selwecht si wéi eis. An d'Ukrain kämpft fir eis.

Den Här Putin hält net op, haut hält en net op, ...

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | ... och an der Ukrain. A wann ech kucken, wat nach all Dag un Doudegen, Massakere, Vergewaltungen, Leit, déi flüchten, do ass, da fannen ech esou Rieden haut onméiglech.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | An dat Ganzt si keng Kolateralgeschéhnisse vun engem Krich, net eppes, wat einfach esou geschitt, well eebe Krich ass. Mee et ass eng systematesch ugewannte Krichstechnik, fir Populatiounen ze terroriséieren an zur Opgab ze zwéngen, déi Vergewaltung als eng Krichswaff gebraucht, Staatterrorismus. An de Beweise dofir, dat ass, datt déi Unitéit, déi zu Butscha déi Massakere perpetuéiert huet, och nach dekoréiert ginn ass fir speziell Meritten. Zynismus puer! Wat soll dann nach geschéien, bis mer reagéieren a bis mer all d'Moyene ginn, fir kënnen den Ukrainer ze hëllefen?

Dofir hat ech déi Heure d'actualité ugefrot, aus engem ganz anere Grond wéi Dir se ugefrot hutt. An dofir hate mer och déi Motioun eragereecht, déi zwar net uegholl ginn ass, mee wou ech awer weess, well ech mat Kollegen aus de Majoritéitspartei geschwat hunn, dass se mat engem Punkt Problemer haten, mat deenen anere Punkte manner Problemer haten, wann ech Iech richteg verstanen hunn.

Mir hu gefrot, datt et ganz ... Also ech wëll nach dozou soen, mir sinn iwwerzeegt, datt, wann d'Ukrain

hei dee Krich net gewënnt respektiv wa Moskau e gewënn, datt dann déi nächst Länner Moldawien, Georgien an eventuell déi baltesch Länner sinn; dräi Länner, déi d'ailleurs och mat Russland Erfahrung hunn.

Mir sinn iwwerzeegt, datt den Här Putin probéiert, d'EU auserneendzedeiwen, d'Länner intern, mee och d'Länner ënnerteneen. An ech sinn do frou, datt a sech och ... Dat huet e probéiert bei Polen a bei Bulgarien, andeem en hinnen de Gas ofgespaart huet. An do war ech frou, datt d'europäesch Länner direkt Solidaritéit gewisen hunn.

Et muss een awer och elo soen, datt een och gesäit, datt dat eent oder dat anert Land ufänkt, deelweis aus där Solidaritéit erauszubrieche. Dat ass zum Beispill Ungarn, déi eng ganz Rei Remarken ze maachen hunn a probéiert hunn ze blockéieren oder probéieren ze blockéieren bei där ganzer Uelegdiskussioun. Dofir hu mer se d'ailleurs bei eis aus der Partei, aus der EVP ..., wollte mer se net méi do, a se sinn erausgaangen, well se esou reagéieren, wéi se reagéieren.

Den Här Putin akzeptéiert och mat all deem, wat e mécht, eng ganz Rei aner Konsequenzen duerch d'ganz Welt. Et wäert duerch dee Krich eng Hongersnout an enger Rei afrikanesche Länner entsto. Och dat gëtt, ouni mat der Wimper ze zucken, akzeptéiert. An dee Krich, deen amgang ass, um Kommunikatiouns- an um Cyberniveau geféiert ze ginn, deen ass scho laang amgang, scho jorelaang amgang géint d'westlech Welt, vu Russland géint d'westlech Welt gericht. An ech brauch nëmmen den Agrëff an europäesch Wälen ze nennen, fir datt Der wësst, vu wat ech schwätzen.

Mir si fest iwwerzeegt, datt dëse Krich nach méi Doudeger, nach méi Flüchtlingen, nach méi Operatiounen, nach méi Nout wäert bréngen. A wéi erkläert Der de Leit, datt mer net alles gemaach hunn, fir dat esou schnell wéi méiglech ze vermeiden? Mir sinn iwwerzeegt, datt dofir muss e Maximum un Zwang ausgeübt ginn, fir des Krichsmaschinnerie ze stoppen an esou de Verhandlungsdësch opzemaachen.

Dofir waren an eiser Motioun eng ganz Rei Richtungen ugezechent. Dat Éischt, dat ass, datt d'Ukrain soll Waffe kréien an datt mer all Hesitatioun sollen op d'Säit setzen a se beliwere mat deem, wat se brauchen. Dat Zweet, dat ass, datt mer déi Couloir-humanitäre do solle maachen, wou se gebraucht ginn. An ech soen och do, deen Op an Zou bei deene Couloir-humanitäre, dee gemaach ginn ass – da si se een Dag akzeptéiert ginn, deen aneren Dag si se zouge-maach ginn –, och dat ass Krichstaktik. Och do geet et wierklech drëm, fir wëllentlech d'Leit ze desespérieren, hinnen Hoffnung ze maachen, d'Hoffnung erëm ze huelen, fir se esou an d'Knéien ze zwéngen!

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Da wollte mer och ganz kloer déi Efforten an déi Volontéit vun der Ukrain ënnerstëtzen, fir EU-Member ze ginn. Mir wëssen, datt dat net vun engem Dag op deen anere méiglech ass. Dofir soll een elo viberéieren, datt se kënne Kandidat ginn, an da wësse mer, datt et nach eng ganz laang Prozedur ass. Mee datt mer déi Perspektiv solle kreéieren, schéngt eis logesch ze sinn, an datt mer an Tëschenzäit d'Integratioun an de Marché unique ... a mat Accord-d'associatione sollte schaffen. Dat si Saachen, déi och an eisen Ae musse kloer sinn.

Mir wollten och, datt d'Sanktiounen uerdentlech ëmgesat ginn, datt all Land och déi Sanktiounen, déi geholl gi sinn, uerdentlech exekutéiert. Dofir war et och fir eis esou wicteg, datt mer Diskussiounen mat der Regierung hate fir ze kucken, wéi hei zu Lëtzebuerg déi Sanktiounen richteg géifen ëmgesat ginn.

Mir ënnerstëtzen och nei an effikass Sanktiounen, wann der da kommen, an dat ass jo elo an Aussicht gestallt gi fir déi nächst Deeg, an dat ass och fir eis wichteg. Mir hunn en totalen Embargo gefrot – an do war eisen Desaccord, op dee kommen ech awer net zréck –, direkt op Pétrol, Kuelen, nukleär Brennstoffe a Gas, well mer mengen, datt dat wirtschaftlech effikass wär, fir eis Zilsetzungen ze errechen, a well mer och mengen, datt et machbar wär an Europa.

Mir hu plädéiert fir eng Diversifikatioun vun den Energiereserven a mir hunn och plädéiert, fir datt Krichsverbriechechen a Verbrieche géint d'Mënschheit ..., fir datt déi Leit, déi se verbrach hunn, och virun en Tribunal mussen trieden an hir Responsabilitéiten do huelen. Déi Motioun ass am Europaparlament vun alle Parteien, inklusiv vun där Partei, zu där sech den Här Kartheiser rechent, ugeholl ginn; leider hei am Lëtzebuerger Parlament net. Mee wéi gesot, ech sinn zumindest zefridde gewiescht, datt eng ganz Rei Parteie mat 90 % vun där Motioun zumindest mëndlech konnten d'accord sinn.

Une voix | Ganz richtig!

M. Claude Wiseler (CSV) | An elo gëtt lues a lues eng ganz aner Rhetorik hei virbereet, déi sech en place setzt, fir dem Här Putin wëssend oder onwëssend ze hëllefen, haaptsächlech op der rietser Säit an op der lénkser Säit vum politesche Spektrum. An d'Argumenter huelen ech eent no deem aneren erëm – a mir hunn der eng ganz Rei hei héieren –, fir meng Meinung dozou ze soen, well dorëms geet et jo.

Dat éischt Argument, wat am Ufank komm ass a wat ech haut nach eng Kéier héieren hunn, dat ass, datt de Westen an d'NATO net onschëlleg wäeren un deem Krich. Déi grouss politesch Matverantwortung, déi mer hei hunn, well mer iwwert déi lescht Joren déi Sécherheetsbedürfnisser, dat Liwensinteresse vum Här Putin net respektéiert hätten. Datt mer seng Eier och verletz hätten ass alt gesot ginn, den Här Obama, dee Russland als Regional Power bezechent huet. „Et ass bedauerlech, mee et ass verständlech“, gëtt da gesot, „datt den Här Putin esou reagéiert, wéi e reagéiert huet an enger Zort Befreiungsschlag géint d'Ukrain, a schold ass ënner anerem och d'NATO an hirt Säbelgerassel.“

Ech wëll dozou soen: Dat do, dat sinn Theesen, déi den Här Zemmour, d'Madamm Le Pen an den Här Mélenchon am Frankräich an der Walcampagne gebrauchen. An do muss ech soen, do stellen ech mech awer zu honnert Prozent dogéint. D'URSS, déi hat Nuklearwaffen an der Ukrain stationéiert, déi sinn all a Russland zréckgehol ginn. D'Ukrain ass 2014 präzisément net an d'Europäesch Unioun an an d'NATO opgeholl ginn, well déi Pufferzon do sollt respektéiert ginn a well et sollt am Fong dem Wëlle vum Här Putin gerecht ginn, datt d'Ukrain (veuillez lire: d'NATO) net direkt géif u Russland kommen. Wat huet déi eis da gehollef, déi Pufferzon? Näischt! An d'Fro ass, ob et net e Feeler war sengerzäit, se zouzeloossen, ob et net e Feeler war, dat ze maachen an ob een net hätt sollen déizäit déi Volontéit, déi e fräit Vollek hat, fir an d'Unioun an an d'NATO anzetrieden, respektéieren.

Verschiede Länner, seet den Här Putin, dierfen net an d'NATO an dann ass dat esou, well hien dat dekretéiert a well et am Fong komplett egal ass, wat déi eenzel Länner dann als hir eege Perspektiv wëllen. D'Selbstbestëmmung vun de Länner ass hei total egal an dat hu mer an Ärer Ried och nach eng Kéier esou héieren. Fir mech ass dat, fir eis ass dat net akzeptabel!

A firwat hunn déi Länner dann och gewielt, fir an d'Europäesch Unioun ze kommen, firwat wëlle se an d'Europäesch Unioun an an d'NATO kommen? Firwat

wëlle se et dann? Mee se wëllen et, well se Angscht hu viru Russland, well se Angscht hu virun deem groussen Noper! Se wëlle Schutz kréie virun der Aggressioun. Dofir wëlle se et jo. Fir dann de Contraire do ze behapten, fannen ech am Fong total donievent!

Kuckt, wat an der Ukrain geschitt ass, déi et net haten. Hätte mer anescht gehandelt, da wär et vläicht net esou komm, wéi et komm ass. A kuckt och elo, wéi Finnland a wéi Schweden reagéieren, déi agesinn hunn, datt Neutralitéit an där Welt, an där mer sinn, näischt méi bréngt an datt et besser ass, e Schutz vun der NATO, vun der fräier Welt, vum Westen ze kréien, fir kënnen hir Fräiheet an hire Fridde ze garantéieren.

Dat zweet Argument, wat da bruecht gëtt, dat ass: Keng Sanktiounen géint Russland! „Mir wëlle keng Waffe schécken, mir wëlle keng Sanktiounen maachen“, hutt Der gesot. „Se sinn net effikass a mir schueden eis selwer domat! Kuckt emol d'Präisser vum Masutt!“ an esou weider an esou virun. Dat ass jo dann d'Beweisféierung, déi hei geholl gëtt.

Ech soen Iech: D'Effikassitéit vun de Sanktiounen ... Et ass vun Ufank u gesot ginn, datt dat evidenteweis net vun haut op muer géif goen an datt een do evidenteweis eng Militärmacht mat ekonomesche Sanktiounen net direkt an d'Knie géif zwängen. Par contre sinn awer déi Mesuren amgaang ze gräifen.

Mir hunn eng Rezessioun, déi elo schonn op 10 % geschat gëtt. Mir hunn eng Inflation a Russland vu 24 %. Mir hunn eng Aarbechtslosegkeet, déi sech verduebelt huet. Mir hu 25 % manner Ueleg, deen exportéiert gëtt. Et si 750 westlech Betriber aus Russland erausgaangen. Mir si momentan amgaang, d'Liwwerketten ze zerbréchen, fir déi russesch Industrie ze alimentéieren. A mir gesinn och elo schonn an der Aviatioun, datt gekuckt gëtt, well keng Ersatzstécker nokommen, ob net eng Rei vun der Flott muss um Buedem gehale ginn, fir kënnen als Ersatzstécksource ze déngen. Alles dat ass elo schonns effikass a wäert an deenen nächste Méint nach méi effikass ginn.

A fir datt et nach méi effikass ka ginn, genau dofir hu mer jo gefrot, fir den Embargo op den Energiestoffe ze maachen, well d'Experte soen, datt da Problemer vu bis zu 30 % vum PIB bei Russland kéinte kommen a well et 40 % vun hirem Budget ausmécht a well mer soss eng russesch Krichsindustrie finanzéieren, déi mer net wëlle finanzéieren. An haut stelle mer fest, datt d'Russen och keng Zuele méi publizéieren oder keng richtig Zuele méi publizéieren, iwwerhaapt keng Zuele méi publizéieren, fir am Fong net ze weisen, wou hir Economie drun ass.

Jo, selbstverständlech deet et eis och wéi, wann esou Moosname geholl ginn, an dat soll een net verstoppen. Déi Sanktiounen, déi geholl ginn, hunn och eng Repercussioun op d'europäesch Länner an op Lëtzebuerg. Mee ech soen Iech, mir sinn iwwerzeegt, datt d'Käschte vun engem hallefhäerzegen Handele vill méi héich wäerte si wéi anescht, déi mënschlech Käschten an déi finanziell Käschten!

Dann hutt Der als drëtter Punkt gesot, oder et gëtt ganz oft gesot: „Keng Waffeliwwerungen“ – d'lescht Kéier hutt Der gesot, „keng letal Waffeliwwerungen“ – „un d'Ukrain, weeder Waffen nach Sanktiounen, soss gi mer zur Matkrichspartei!“, wuertwiertlech.

Dat ass och eng Thees, déi an deem Intellektuellebrëif, deen an Däitschland an d'Regierung geschéckt ginn ass, widderholl ginn ass. D'Fro, déi ech mer stellen, ass: Hätte mer gär, datt d'Ukrain dee Krich gewënnt oder net? Ech hätt gär, datt se e gewënnt. A wa se e soll gewinnen, da geet et net duer, Casquen

a Kalzongen dohinner ze schécken. Da muss een och Waffen dohinner schécken, fir hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, dat ze maachen.

(Interruption)

Dat schéngt mer awer eng absolutt Evidenz ze sinn! An d'Argumentatioun, déi dann oft ugefouert gëtt, dat ass déi fir ze soen: „D'Ukrain ass och korrupt an et weess een net, wien déi Waffen da kritt.“ Dat hate mer héieren an eiser leschter Aussekmissioun oder Defenssekmissioun, wou den Defenssekminister eis beschriwwen huet, wat fir eng Waffen da wéi géifen an d'Ukrain goen.

Jo, am Krichsgebitt ass een ni sécher, wéi et genau geet. Dat ass eng absolutt Evidenz. Mee ech soen Iech, an dat gesi mer an dat héiere mer, datt déi Waffen och ukommen an datt se och elo scho gehollef hunn, fir déi russesch Arméi ze stoppen oder sécherlech emol ze bremsen.

En anert Argument, wat awer haaptsächlech vun deene Lénke gebraucht gëtt, dat ass: „Mir verlänger de Krich, andeem mer Waffen dohinner schécken.“ Fir mech ass dat bal déi schlëmmst Interpretatioun. Do geet ee jo schonn dovunner aus, datt d'Ukrain de Krich verluer huet! A firwat solle mer dann nach hëllefen, wa se e souwisou verluer huet? Besser, keng Waffen ze liwweren, da verléiere se en nach méi schnell!

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech soen, dat ass en ... Also wann ech dat do Argument géif bis zum Schluss driewen, da géif ech soen: Ma schéckt direkt de Russen d'Waffen, da gewannt Der de Krich nach méi schnell, wann et nëmmen dorëm geet, en opzehalen! Ech kann esou Rasonementer absolutt net verstoen an absolutt net akzeptéieren!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Déi méi intellektuell Versioun dovunner am Brëif, deen an Däitschland geschéckt ginn ass, déi ass méi subtil, mee grad esou problematesch. Do gëtt da gesot: „Et ass genuch Leed geschitt, et si genuch schrecklech Biller, dat muss elo ophalen!“ E puer Intellektueller, déi en fin de compte decidéieren, si hätten es elo genuch, déi grausam Biller ze gesinn, an dofir géife se den Ukrainer soen, et wär deenen hir moralesch Pflicht, dee Krich elo opzehalen. Op Basis vun engem moraleschen Prinzip, dee seet, datt e gewëssent Mooss vu Leiden amorallesch ass.

Domat soe se am Kloertext, datt d'Ukrain d'Recht net huet, fräi ze entscheeden, ob se sech verteidegt. Fir mech ass dat just eenzeg an eleng e Plädoyer fir d'Recht vum Stärkeren, dee mer hei total ënnerstëtzen an deem seng Ziler mer total matdroen. Fir eis ass dat hei en Ugrëffskrich géint d'Ukrain, an d'Ukrain huet absolutt d'Recht, sech ze wieren, a mir hëllefen der Ukrain, sech ze wieren. Och dozou hu mir d'Recht.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Et kënn dobäi – an dat ass dann nach méi subtil am Ënneren, mee dat hunn ech och schonn haut héieren –: „Wien d'Ukrain ënnerstëtzt, gëtt selwer zum Aggresseur!“ An et gëtt probéiert, all déi, déi elo eng aner Positioun hei hunn, als Krichsdreier ze beschreiwen a sech selwer als Friddensapostel dohinnerstellen.

Dat, wat net gesot gëtt, dat ass, datt Russland den Aggresseur ass an d'Ukrain d'Opfer an datt mer hei net zwee Aggresseuren hunn an zwou Krichsparteien, wou déi eng einfach géint déi aner geet. Et gëtt gesot: „Et sinn zwee Aggresseuren, mir müssen eis also eraushalen!“ Esou ass d'Situatioun awer net!

Déi Thees fannen ech och bei der AfD an Däitschland erëm, beim Tino Chrupalla – sou heescht, mengen ech, de gudder Mann –, dee seet: „Das ist nicht unser Krieg.“ A wann en da gefrot gëtt, wéi d'Ukrain sech da soll ouni Waffe wieren, dann äntwert e ganz einfach: „Mee dat ass d'Aufgab vun der Ukrain, dat ass net meng. Et ass keng Bündnisverpflichtung do an ech verteidegen an dësem Fall just déi däitsch Interessen.“

Dat ass eng Verdréiung vun den Tatsaachen. Dat ass, d'Recht vum Stærkeren einfach ze akzeptéieren an ze kapituléieren. An ech soen: Dach, dat Ganz huet Konsequenzen op Europa an och op Lëtzebuerg, well gewënnt en de Krich, da geet et weider an deenen nächste Länner.

Eng aner Versioun vun där doter Argumentatioun, dat ass déi, fir ze soen – dat hu mer och haut héieren –: „Haalt dach op, den Här Putin ze provozéieren. Dat ass jo geféierlech.“ Ech soen Iech, a mengen Aen ass näischt maache geféierlech!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | E Putin, deen de Krich gewënnt, ass geféierlech.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | An ech soen Iech, wa mer just nëmme wéilt egoisteschen denken a just eisen eegenen Interessi virun den Ae gesinn, dann ass et an eise eegenen Interessi noutwendeg, den Här Putin ze stoppen, fréi Länner ze ënnerstëtzen an dëse Krich ze gewannen, ausser mir hunn en Interessi, der Diktatur d'Dieren opzemaachen.

Et ass a mengen Aen eng absolut Feelaschätzung ze soen: „Provozéiert den Här Putin wannechgelift net! Gitt em em Gottes wëlle kee Motiv, géint eis virzegoen!“ An ech hunn dat och an enger Rei Mailen, déi ech krut, esou – dräi-, véier-, fënnf-, zéngmol – gesot kritt. Ech mengen, et ass eng total Feelaschätzung.

Ech soen Iech, den Här Putin brauch kee Motiv oder brauch keng Excuse, fir seng Politik ze maachen. E weess genau, wat e wëllt. E wëllt hei d'Ukrain zerstéieren, e wëllt säin Imperium erëm opbauen, an dat mécht e kalbliddeg Schrëtt fir Schrëtt an e riicht sech net dono, ob mer liicht oder schwéier oder keng Waffe liwweren. E mécht dat, wat e wëllt maachen. E brauch kee Virwand, e brauch keng Excuse. A wann en e Virwand oder eng Excuse géif brauchen, da géif e se scho fannen, oder wann e se net fënnt, dann erfënnt e se schonn, an dat ouni Hemmung!

Ech mengen, fir d'Excuse ze gebrauchen: „Mir fueren elo an d'Ukrain eran, well den Här Selenskyj an déi ganz Regierung Nazie sinn“, do muss ech soen, do gesitt Der, mat wat fir enge Rasonementer hei geschafft gëtt. Da kann ee grad esou gutt soen: „Déi Däitsch sinn Nazien“, oder: „D'Fransouse sinn Nazien.“ Da fuerer mer riicht weider dohinner. Keen Ënnerscheid. Also wann en et wëllt maachen, fënnt en all Argument. E brauch keent, mee wann en eent brauch, dann erfënnt en et.

Ech soen Iech hei als meng Konklusioun vun deem do Punkt: Angscht ze hunn ass hei feel op der Plaz. Dat Eenzegt, wat zielt, dat ass Stærkt weisen, well Stærkt a sech dat Eenzegt ass, wat op där anerer Säit respektéiert gëtt, ausser fir déi Parteien, déi Interessen hunn um Spill mat der Angscht.

Wat mech awer am fundamentaalste stéiert, Här Kartheiser, ech soen Iech dat ganz kloer, dat ass déi Ausso, dass mer keng militäreschen Oprëschtung fir d'NATO bräichten, well ... An dat hutt Der an engem vun de leschten Debaten hei an der Chamber gesot,

an dat war déi Fro, déi Dir gestallt hutt: „Ass dann iergend eng realistesch Perspektiv do, dass Russland géif d'NATO ugräifen?“ Mat der Ausso: „Et ass keng Gefor do.“

Also ech soen Iech, a mengen Aen ass dat hei deen éischten Ugrëffskrich, dee mer an Europa an deene leschte Joren haten, Staat géint Staat, onprovocéiert, grausam, mat alle Moyenen, mat Zéngtausenden onschëllegen Opfer. An da kommt Dir heihinner, an anerer vun Äre Kolleegen, fir ze soen, dass keng Perspektiv do wär, dass fir d'NATO-Länner keng Gefor wär an dass et am Fong kee Problem wär. An d'NATO soll net militäreschen oprëschten a sech prett maache fir ze resistéieren. Do stellen ech mir just d'Fro: Här Kartheiser, wat hätt Der gären? Wellech Zilsetzungen hutt Der? Firwat sot Der esou Saachen? Firwat sot Der esou Saachen?

Dir setzt Iech mat Ärer Argumentatioun europapoliteschen an e ganz komeschen Eck – an e ganz komeschen Eck! –, an zwar an dee vun de rechtsextreme Parteien hei an Europa.

(Interruption)

„Frieden schaffen ohne Waffen“, seet den Här Björn Höcke an Däitschland a weist domat de Wee fir der AfD hir Politik, an e vernent déi Gréng als Kriegstreiber an Däitschland. An ech soen Iech, Dir setzt Iech net an den Eck vun deene Parteien, vun deenen Der haart proklaméiert, dass Der vun hinne géift stamen, dass Der se géift respektéieren a mat deenen Der wëllt an enger europäescher Partei sinn, an zwar den Europäeschen Konservativen. Déi Europäeschen Konservativ soen nämlech eppes ganz anscht als Politik. Déi Europäeschen Konservativ soen dat, wat mer do maachen, dat wat den Här Boris Johnson mat England mécht, mam Vereenegte Kinnekräich mécht, an dat ass eng ganz aktiv Politik, fir der Ukrain ze hëllefen a fir sech där Expansioun vu Russland ze widdersetzen.

Dir hutt selwer och de President vun der aussepolitischen Kommissioun an dem Parlament, am House of Commons zu London, héieren, deen och ganz kloer eng total aner Positioun hat wéi Dir. A souguer, wëll ech hannendru soen, Äre Kolleegen aus där selwechter ECR-Partei wéi Dir, déi polnesch Regierung, wat jo nu wierklech net eis Frënn sinn – wierklech net eis Frënn sinn! –, dat sinn déi, déi am stäerksten d'Ukrain ënnerstëtzen, déi am stäerksten hei e Kurs géint Russland fueren, warscheinlech och, well se wëssen, wat et géif bedeuten, wann et schif géif fir se ausgoen a well se aus Erfahrung schwätzen. Dir musst Iech eng Rei Froe stellen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Dat lescht Argument, dat ass: Et soll ee keng Waffe liwweren an et soll een all Efforte fir en Dialog maachen, a just doraus kéint Fridden entstoen.

Domat sinn ech jo am Prinzip honnertprozenteg d'accord. Mee ech stellen awer och fest, dass all déi Diplomatie, déi méintelaang an och virun dem Ufank vum Krich gemaach ginn ass, all deen Dialog, dee gefouert ginn ass, awer schlussendlech gescheitert ass, tragesch gescheitert ass!

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

All déi Regierungschefen, déi dohinner op Moskau gepilgert sinn, déi zu Moskau virgefouert goufen, ob et den Här Borrell, den Här Macron, den Här Scholz war – den Här Bettel huet telefonéiert –, an engem gudder Glawen, mat enger gudder Intentioun fir ze hëllefen an och à la limite souguer ouni Reproche, wat ech hei soen. Mee trotzdem si se virgefouert gi vum Här Putin, deen einfach just dat do benotzt huet,

fir Zäit ze gewannen a fir sech nach besser kënnen op dee Krich virzereeden.

An ech hunn am peinelchsten – dat soen ech Iech awer och – fonnt, dass den Här Nehammer och nach selwer dohinner gaangen ass während dem Krich, selbsterständlech ouni iergendeppes ze erreechen, net ze schwätze vum Här Gerd Schröder, deen net nëmme peinelch ass, mee och nach vun de Russe bezuelt gëtt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Wéi wëllt Der mat engem schwätzen – Dir sot, kohärent an éierlech misst ee mat em schwätzen –, mat engem Mann, deen amgang ass, am Moment selwer amgang ass, d'Leit kalbliddeg ze massakréieren, während en Iech dann op deem selwechten Dësch och nach virféiert? Wéi wëllt Der mat esou engem an dësem Moment Diskussioun féieren, deem Der kee Milimeter kënn trauen, deem seng Ligen dräimol esou grouss si wéi säin topege Verhandlungsdësch, op deem e sëtzt? Wéi kënn Der mat deem verhandelen? Wéi soll dat da goen, deen Dialog dee Moment? Fir en Dialog ze féieren, brauch een net nëmme Kohärenz an éierlechkeet op där enger Säit. Dir braucht awer och e wéineg Kohärenz an e wéineg éierlechkeet op där anerer Säit, soss ass et net méiglech ze schwätzen.

An haut ass nach net d'Zäit vum Dialog. Dat empfangen ech esou. Soulaang hei gekämpft gëtt a soulaang Leit ëmbruecht ginn a soulaang et evident kloer ass, dass op där enger Säit keen Dialog gewollt a gewënscht ass, solle mer eis dach do näischt virmaachen! Haut wär den Dialog, dee mer géife maachen, just do, fir Zäit ze gewannen a fir als psychologeschen Krichswaff an dësem Moment gebraucht ze ginn.

Haut ass d'Zäit, fir den Ukrainer ze hëllefen, dëse Krich ze gewannen, de russesche Regimm esou ze schwächen, dass en net méi nei kann ufänken oder weiderfuere mat deem, wat en amgang ass ze maachen.

Iwwert d'NATO, hutt Der gefrot, sollt een e puer Wuert soen. Ech hu fonnt, dass Ären Discours, deen Der gefouert hutt, e kompletten Discours géint eisen Allianzpartner, d'Vereenegte Staaten, war. Esou hunn ech en op jidde Fall ganz kloer empfonnt. An ech sinn op enger total anerer Linn wéi Dir. Ech si frou, dass d'NATO do war. Ech si glécklech, dass d'NATO do war. Ech si glécklech, dass d'NATO net gehierdout war, wéi se virun e puer Méint deklariéiert gi war.

An ech sinn och frou, dass e President wéi de Joe Biden do ass, deen Interessi un Europa huet – hien an den Antony Blinken, déi Europa gutt kennen – an dee sech als Allianzpartner mat eis op déi selwechter Bänk sëtzt. Ech si frou, dass dat esou ass an ech mengen, ech fannen och, dass d'Lëtzebuurger Regierung hiert Engagement an der NATO sollt erweideren an dass mer déi Arméidepensen, déi mer ze maachen hunn, sollten an d'Luucht setzen. Mir hu mat der Majoritéit warscheinlech nach eng Diskussioun, wéi schnell a wéi héich mer se sollen an d'Luucht setzen. Mee zumindest si mer awer an där selwechter Zilsetzung dran.

A mir sollen eis dobäi spezialiséieren op dat, wat d'NATO momentan am meeschte brauch, wat eis Kompetenzen ënnersträicht, an der Limitt, wann et geet, wou mer och nach e Retour économique hunn. Mee mir mussen awer och, well mer net wëssen, ob eis Allianzpartner ëmmer esou stabil sinn, ... Mir haten e President virun, deen Europa net esou um Häerz geleeën huet, woubäi ech och net weess, wéi et elo an der NATO gaange wär, wann dee vieregten amerikaneschen President, den Här Trump, nach do gewiescht wär. Ech weess och net, wien d'nächst

Kéier kënn, an dat beweegt eis dozou, datt mer soen, datt mer natierlech an der NATO wëllen integréiert bleiwen, mee datt d'europäesch Defense och muss esou opgebaut ginn, datt mer am Fall vun de Fäll och kënnen independent eis Fräiheet an eis Sécherheet garantéieren.

Dat heescht net eng europäesch Arméi, dat heescht eng Kollaboratioun vun europäeschen Arméien, déi eis Defensefäegkeet an den nächste Joren ënnerstëtzt. An alles dat, wat an déi Richtung geet, ënnerstëtze mir. Well an där Welt, wou mir haut dra sinn, an där Welt, wou mer muer dra sinn, kommen d'Gefore vun iwwerall.

Wat d'energiepolitesch Interessen ugeet, do wollt ech haut elo net drop agoen. Doriwwer hate mer virun e puer Wochen eng Diskussioun, a mir kréien där warscheinlech och nach an der nächster Zäit.

Als Konklusioun wëll ech soen: Fir mech, fir eis ass et esou, datt haut Pazifist ze sinn heescht, datt een der Ukrain hëllef, dës Krich ze gewinnen. Well et ass just dat, wat eis an Zukunft de Friden an d'Fräiheet an Europa ka garantéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Wiseler.

An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas fir d'DP. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. De 24. Februar huet ouni Zweifel d'Welt verännert. Den Iwwerfall vu Russland op d'Ukrain, egal wéi laang dee Krich nach dauert, wäert ouni Zweifel an den nächste Joerzénge nach grouss Konsequenzen hunn. Mam Enn vum Kale Krich ufangs der 1990er-Jore war een der Meenung, d'Mënschheet hätt endlech verstanen, datt, onofhängeg vu reliéisen, ethnischen, ideologeschen Ënnerscheeder, d'Méiglechkeet awer géif bestoen, och an Harmonie op dëser Welt ze liewen.

Mee d'Russen hu ganz kloer gewisen, datt se déi Approche net haten an datt se och net drun interesséiert sinn, fir u sech en durable Weltfridde matzeënnerstëtzen. Si hu méi wéi eemol elementaart Vëlkerrecht mëssuecht, an déi aggressiv Invasiounspolitik – an do schwätzt een elo natierlech net nëmmen eleng vun der Ukrain – huet jiddefalls ënnerstrach, wat wirklech am Gedankegang vun deem Vollek vir sech geet.

Ech erënneren hei zum Beispill un den August 2008, d'Invasioun vu Georgien: Stéchwuert „Südossetien an Abchasien“. Mee spéitstens zënter dem März 2014, no der illegaler Annexioun vun der Krim, wësse mer, wat wirklech d'Attitud vun deem Land ass. Dat huet och dozou gefouert, datt d'Kooperatioun um Niveau zwëschen Russland an der NATO och dee Moment agestallt gouf. An doriwwer eraus huet Russland awer och an deene leschte Joren duerch aner Faite bewisen, wat wirklech seng Interesse sinn.

Ech erënneren zum Beispill drun, datt si Valeure violéiert hunn, déi am Conseil de partenariat euro-atlantique vun 1997 oder an der Deklaratioun vu Roum vun 2002 festgehal sinn.

Da muss een och nach op aner Punkten hiweisen, zum Beispill hire Rôle am Krich a Syrien oder d'Verletzung, am Dezember 2018, vum Vertrag iwwert d'Mëttelstreckerakéiten a schlussendlech och den Netrespekt vun der Ofmaachung vum Traité „Open Skies“ am Juni 2021.

Och a Moldawie sinn de Moment russesch Truppe stationéiert, Stéchwuert „Transnistrien“. D'Russen

hunn och e Virsprong, ouni Zweifel, wat de Cyberdomän ubelaangt. Mir wëssen, an do si mer ganz gutt informéiert, datt se de Moment och ganz aktiv op deem Niveau an der Ukrain sinn an doriwwer eraus awer och an anere fréiere Sojwetrepubliken.

Virdrun ass dat Wuert hei vum „Stellvertriederkrich“ gefall. Jo, et kann een dat net ganz vun der Hand weisen. De Moment ass effektiv e gewëssene Stellvertriederkrich amgaangen, wann een eleng kuckt, wéi d'USA sech an deem Konflikt hei implizéieren. Net manner wéi 33 Milliarden Dollar hunn d'USA bis elo schonn do investéiert. Si si jo och bereet, d'Ukrainer elo nach weider iwwert déi militäresch Aktiounen vun de Russen ze renseignéieren. Si sinn och bereet, dat ukrainescht Militär ze forméieren.

D'Artillerie – dat soen net ech, ech si kee Spezialist, mee dat soe Spezialisten – wäert warscheinlech dës Krich entscheeden. An dowéinst ass et och ze verstoen, datt d'USA, datt Frankräich, datt Kanada de Moment och ganz performant Kanounen an d'Ukrain liwweren. D'USA huet iwwerreges och elo eng Dron geliwwert, d'„Phoenix Ghost“, déi jo anscheinend dann och ganz performant ass.

Datt Kiew de Moment och drun denkt, Donezk a Luhansk zrëckzekeréieren, ass jo net méi wéi normal. An trotzdeem muss mer oppassen, datt dee Krich hei net weider eskaléiert. Mir wëssen, wat dat fir Konsequenze géif mat sech bréngen.

Op där anerer Säit ass et awer esou – an dat ass dat, wat och ganz schlëmm ass –, datt zum Beispill den Här Lawrow jo och kierzlech deklaréiert huet, datt hie sech och kéint en atomare Schlag virstellen. Et dierf een och net vergiessen, datt d'Russen elo eng nei Rakéit hunn, d'„Sarmat“, déi an 200 Sekonnen Paräis kann errechen, Berlin an 106 Sekonnen. Ech wollt just drun erënneren: Dertëscht läit Lëtzebuerg.

D'Ukrain huet de Moment Schied – an ech bezéie mech do op hir Aussoen – vun 300 % vun hirem PIB; dat mécht ronn 600 Milliarden Dollar aus. An da freet ee sech natierlech: Fir wien a firwat? Ass et dann net normal, datt ëmmer méi eng Ofneigung vis-à-vis vun de Russen entsteet? Well et muss ee sech jo awer wirklech déi kruzial Fro stellen: Firwat, firwat ass iwwerhaupt dee Konflikt, dee Krich do declenchéiert ginn? An da si mer och ganz séier bei der Fro: Wat fir eng Schold huet den Här Putin selwer?

An d'Fro gëtt jo oft gestallt, ob eng eenzel Persoun fäeg ass, historesch Evenementer matzebeaflossen. A wann een dann e bëssen zrëckkuckt, da muss een och feststellen, datt den Här Putin sech an déi Rei vu Leit areit, déi effektiv weesentlech historesch Decisiounen mat beaflosst hunn, leider an dësem Fall eng ganz negativ. An duerfir ass et net méi wéi normal, datt een elo scho ganz kloer seet: Egal, wéi dee Krich ausgeet, wa virun allem een herno haart bestrooft gehéiert, ass et ouni Zweifel den aktuelle russesche President.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro ass hei jo och vun der ADR opgeworf ginn: Wéi ass dann déi zukünfteg Relatioun mat Russland? Am Liewe gëtt et Wonnen, déi schnell heelen, et gëtt der, déi manner schnell heelen, an et gëtt der, déi ni heelen. Déi Wonnen, déi Russland opgeschloen huet, heele mat Sécherheet net schnell a se heele mat Sécherheet och net à moyen terme. An dat muss een haut esou soen. Souguer wann de Krich muer eriwuer ass, wäert eis Relatioun mat Russland sech iwwermer net normaliséiert hunn, an dat och zu Recht. Et wäert eng länger Äiszäit entsto. Wann ech elo soen „eis“, implizéieren ech natierlech automatesch och d'Europäesch Unioun mat dran. Eng länger Äiszäit wäert ouni Zweifel dann de Fall sinn.

Et soll ee sech och kengen Illusiounen higin: Dat wäert Joerzénge daueren, bis déi Relatiounen, déi awer plus ou moins akzeptabel waren, mat där enger oder där anerer Ausnam, sech erëm eng Kéier wäerten normaliséiert hunn. Natierlech, et ass ee kee Prophet. Et weess een eigentlech ni, wéi d'Entwécklung sech wäert duerstellen. Et kënn och eng Kéier warscheinlech den Dag, wou eis Relatiounen sech dann erëm wäerten op deem Niveau ofspillen, op deem se misste sinn. Mee eppes ass ganz kloer: Dat, wat dat Land elo u Misär – an ech soen dat ganz éierlech – iwwert d'Weltbevölkerung bruecht huet, ass inakzeptabel!

Firwat d'Weltbevölkerung? Mee grad dee Konflikt hei ass nämlech amgaang, och eng Welthongersnout ze provozéieren. An herno wäerte mer hei nach iwwer e Gesetz diskutéieren, dat an Zukunft u sech dat och mat wäert reegelen. Mee et kann een elo scho klipp a kloer soen, datt d'Verhale vun der russescher Federatioun dozou bäidréit, datt eng ganz Rei vu Länner an Zukunft ganz seriö Problemer wäerte kréien an datt eng Hongersnout sech do wäert entwéckelen.

Wa mer hei iwwert déi zukünfteg Relatiounen mat Russland schwätzen, da komme mer natierlech och net derlaanscht, e Wuert iwwer eis Relatioun mat China oder och mat Indien ze soen. Wéi steet China do? Wéi steet China zum Konflikt? Wat seet Indien? Mir wëssen awer, firwat Indien sech do zimmlech zrëckhält: well d'Hallschent vun hire Waffeliwwerung kënn natierlech aus Russland! Ob dat Ursach genuch ass, fir sech dann awer neutral an deem Konflikt ze verhalten, dat sief awer emol dohinnergestallt.

Déi Atrocitéiten – an ech benotze bewusst dat Wuert „Atrocitéiten“ –, déi hei an deene leschte Wochen a Méint an der Ukrain vir sech gaange sinn, sinn einfach inakzeptabel a mussen och ouni Zweifel en Nospill kréien um internationale Strofgeriichtshaff: Butscha, Mariupol, wat do vir sech gaangen ass. Ech si bal iwwerzeegt, datt mer, wann de Krich eriwuer ass, nach vill méi Gräueltate matgedeelt kréien, datt mer elo vläicht nëmmen d'Spézt vun Äisberg kenneuléieren an datt dat eis mat Sécherheet och nach doriwwer eraus nom Enn vum Krich ganz staark wäert beschäftegen.

Duerfir soen ech dat ganz kloer hei: Déi russesch aktuell Féierung gehéiert ouni Zweifel virun den internationale Strofgeriichtshaff vun Den Haag! Et muss een natierlech wëssen, datt Russland dat net ënnerstëtzt huet. Leider muss een awer och soen, fairerweis: d'USA och net. Mee bon, dat soll eis awer net dovun ofhalen. Duerfir muss souguer d'Fro gestallt ginn, ob net e spezifeschen internationale Strofgeriichtshaff an der Ukrain selwer eng Kéier soll instaléiert ginn.

An da verweisen ech awer och op eng Deklaratioun hei vun dem ukrainesche Parlament, Werchowna Rada, vum 14. Abrëll. Si schwätze vun engem Genozid a se beruffe sech do op d'Basis vun der Konventioun vun 1948 iwwert d'Bestrofung vun engem Genozid. Natierlech muss een emol eng Definitioun vun engem Genozid ginn. Wat ass dat? Dat ass u sech d'Zerstéierung vun enger reliéiser Minoritéit, vun engem soziale Grupp oder och vun engem ethnische Grupp.

D'Russe behaapte jo elo, déi ukrainesch Nationalitéit géif et u sech net ginn; hir Sprooch wier e russeschen Dialekt, also misst se quasi zerstéiert ginn. Doraus kann een also ofleeden, datt do awer genozidesch Gedanken dohannert sinn. Ech mengen, och dat soll een op kee Fall hei vergiessen!

An dann ee Punkt, dat ass d'Selbstbestimmungsrecht. An, Här Kartheiser, Dir hutt – mir hate jo elo d'Geleehheet, nach eng Kéier ënnereneen en

Discours ze féieren op Chamber TV – ganz kloer gesot, d'Ukrain misst en neutrale Staat ginn, misst en neutrale Statut kréien. Ech soe ganz éierlech, dat ass eng geféierlech Ausso, déi Dir do gemaach hutt, eng ganz geféierlech. Wéist Der firwat? Dir schwätzt hei engem Staat, deen 1990, 1991 onofhängeg ginn ass, deen e Referendum deemools organiséiert huet ... Mat 92,3 % hunn d'Leit sech derfir entscheet: „Jo, mir wëllen onofhängeg ginn. Mir wëlle keng Sowjetrepublik méi ginn.“

Dir erkennt also esou engem Staat d'Recht of, herno ze decidéieren, a wéi ee Bündnis e wëll goen, wéi e sech wëll entwéckelen. Mee ech fannen dat eng ganz geféierlech Astellung. Dat ass awer dat Elementaart. Do gëtt et awer d'UNO-Charta, do gëtt et Helsinki 1975, da gëtt et Paräis 2002 (veuillez lire: Paräis 1990), et j'en passe, wou e Staat awer d'Recht muss hunn, sech selwer ze definéieren, ze soen, a wéi eng Richtung e wëll goen. A wann elo d'Ukrain hei d'Demande gestallt huet, an dat war schon ufangs den 90er-Joren, fir an d'NATO ze kommen – 2008 ass dat zu Bukarest nach verdéift ginn –, mee dann ass dat en elementaart Recht. Ob natierlech herno där Demande Rechnung gedroe gëtt, dat ass erëm eng aner Diskussioun.

Da si mer natierlech och bei der Diskussioun, ob d'Ukrain soll fréier oder spéider an d'Europäesch Unioun opgeholl ginn. Ech weess, dat ass eng relativ delikat Diskussioun. An ech mengen, och do solle mer als Europäesch Unioun eisen Traditione Rechnung droen. Natierlech mussen hei d'Kopenhagener Kritäre respektéiert ginn.

Och d'Ukrain muss weisen, dass se eeben elementar rechtsstaatlech Prinzippien iwwer hir Institutionen an hirem Land och weiderentwéckelt. Dat ass fir mech ganz kloer. Dat muss eng Evidenz sinn. Mee op där anerer Säit, mengen ech awer, musse mer deem Land, deem Vollek awer elo eng gewësse Perspektiv ginn, fir fréier oder spéider vläicht eng Kéier kënnen an d'Europäesch Unioun ze kommen.

Et dierf een och net vergiessen, dass elo net méi spéit wéi déi lescht Deeg den Här Macron jo Iwwerleeunge gemaach huet, wéi sech d'Europäesch Unioun an Zukunft soll entwéckelen, wou en dann eeben och d'Iddi propagéiert huet, fir eeben Net-EU-Staate vläicht méi enk un d'Europäesch Unioun ze bannen, mat Sécherheet mam Hannergedanken, fir eeben esou Länner wéi d'Ukrain méi enk un d'Europäesch Unioun ze bannen. Ech fannen dat eng Pist, déi op alle Fall iwwerleeswäert ass. An nach eng Kéier: Et kann een engem Staat net d'Recht ofstreiden, fir sech selwer ze decidéieren, a wéi eng Richtung e wëllt goen a virun allem, wat fir e Bündnis e wëll agoen.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Wat eist Verhältnis zur Ukrain ubelaangt, do huet Lëtzebuerg, mengen ech, bis elo eng exzellent Roll gespillt, an dat zu Recht. Ech mengen, mir hu ganz kloer ganz fréi gewisen, dass mer solidaresch si mat deem Land. Mir hu ganz vill Flüchtlingen hei opgeholl. An ech fannen dat och eng human Astellung, déi och ouni Zweifel ze ënnerstëtzen ass. Mir hunn dat mat Sécherheet reng aus philanthropesche Grënn gemaach, aus soss kengen Iwwerleeungen. Dat muss een einfach esou soen.

An dorausser kënnen sech natierlech och gewësse speziell Relatiounen mat deem Land iwwert déi nächst Joren entwéckelen. Ech wëll elo eng Kéier eng kleng Parallell maachen: Och mir Lëtzebuurger sinn eng Kéier maltraitéiert ginn vum Okkupanten. A wat ass geschitt? Et sinn eng Rei vun eis, vun eise Leit, an aner Länner geflücht, sinn do opgeholl ginn. Mir ware frou, wéi déi Alliiéiert eis 1944/1945 befreit hunn. An

do duerch ass eng gewësse Frëndschaft – jo, et kann een dat Wuert „Frëndschaft“ benotzen – entstanen.

Also solle mer eis och emol eng Kéier an d'Situatioun vun der Ukrain versetzen. Heescht dat also net automatesch, dass mer deem Land och mussen déi beschtméiglech Ënnerstëtzung ginn?

Dann ass natierlech och vill hei iwwert d'NATO geschwat ginn. Ech soen awer eppes ganz éierlech hei: Wa mer déi NATO net hätten, déi mer elo hunn, a wéi enger Situatioun wiere mer dann elo? Ech maachen eng kleng Parallell zu 1938: Ech sinn haut méi wéi iwwerzeegt, wann 1938 eng Organisatioun wéi d'NATO bestanen hätt, da wier den Zweete Weltkrich net esou ausgaang, wéi en ausgaangen ass.

Also all deenen, a virun allem deene selbsternannte Pazifisten, déi net midd ginn, ëmmer erëm d'NATO dohinnerzestellen, wéi wa se soss näischt am Sënn hätt, wéi nëmmen opzerüsten a Krich ze féieren, deene sollt emol eng Kéier gesot ginn: Et ass eng Verteidigungsgemeinschaft a soss näischt! An déi wäerten awer spëtstens elo erkennen, wéi wichteg et ass, dass mer eng international Organisatioun hunn, déi awer déi richteg Astellung huet, déi net wëll Krich féieren, mee déi sech just fir de Fridden setzt.

An dierfir ass et enorm wichteg, dass d'NATO elo weider gestärkt gëtt an dass mir als Lëtzebuerg elo eisen Apport bréngen. Dat ass net méi wéi normal. Bon, mir beweegen eis de Moment bei plus ou moins 0,7 % vum PIB. Bon, do brauche mer eis net onbedéngt ze bretzen, ech soen dat ganz éierlech. Mir kéinten nach zousätzlech Efforte maachen.

Ech weess, de Verdeedungsminister huet elo e bessen eng Erklärung ginn: Dat hätt domat ze dinn, dass eise PIB méi schnell géif wuesse wéi deenen anere Länner hiren. Ok, kommt, et ass eng Excuse. Mee et geet awer net dierf ze soen, mir missten nach zousätzlech Efforte maachen. An ech mengen, elo misst awer och bal jiddwereen agesinn, wéi wichteg et ass, dass grad e klengt Land wéi Lëtzebuerg, dat total verluer wier, wann et net agebonne wär en esou eng international Organisatioun ...

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | An dat féiert mech och dozou, zum Beispill e Lien ze maachen zu de baltische Staaten. Ech hat d'Chance, eeben elo iwwert de Wee vum Benelux-Parlament an de leschte Jore vill Relatiounen mat der Baltic Assembly ze hunn. Ma déi Leit hunn Angscht. Déi hu scho jorelaang Angscht. Déi fäerten d'Russen an déi sinn net méi wéi frou, dass se elo agebonne sinn an enger NATO, wou se ofgeséichert sinn. An dierfir ass et och wichteg, dass zum Beispill elo zwee esou Länner wéi Schweden a Finland ... Hätt ee sech kënnen virstellen, wa mer hei virun engem Joer gestanen hätten, hätt een heibanne gesot, Schweden a Finland géifen eng Kéier an d'NATO kommen?

Une voix | Nee.

M. Gusty Graas (DP) | Ma dee wier jo duergestallt ginn, wéi wann en awer guer näischt géif vun der internationaler Politik kennen. Do gesäit een, wéi séier dat awer och, ... dass an esou Länner, déi ech héich respektéieren, dass déi sech elo dozou entschloss hunn – an ech fannen dat wierklech formidabel, dass Schweden a Finland elo, an dat ass jo elo ganz rezent, offiziell d'Demande gemaach hunn –, an d'NATO ze kommen. An ech hoffen och, dass dee Prozess esou séier wéi méiglech iwwert d'Bün geet.

Bon, mir mussen zwar hoffen, dass d'Türken eis do kee Stréch duerch d'Rechnung maachen. Wat ech awer de Combel fannen, dass ass awer wierklech d'Ausso vum Här Putin: Wann deen elo op eemol

ufänt ze droen, well Schweden a Finland sech erlaben, an d'NATO ze goen, mee wat stellt deen Här sech vir? Also vun esou engem Regimm brauche mer eis awer guer keng Lektouren erdeelen ze loossen!

Au contraire, hie soll vläicht emol an déi demokratesch Länner kucke goen, soll sech emol vläicht dorunner orientéieren. Da géif e warscheinlech keng esou – entschëllegt den Ausdrock – topeg Aussoe maachen. Ech fannen et och, wéi gesot, vu Schweden a Finland, déi iwwergens ganz villes an d'NATO scho mat erabréngen ... Si hu jo scho fréier mat der NATO kollaboréiert. Finland huet 23.000 Berufszaldoten, 870.000 Reservisten. Schweden huet d'Insel Gotland, déi strateegesch och ganz wichteg ass fir d'Zukunft. An dowéinst ass dat méi wéi gutt, dass déi zwee Länner elo der NATO bäitrieden.

Dann nach: Eis Relatioun zur NATO ass jo och hei undiskutéiert ginn. Ech mengen, déi brauche mer net méi ze hannerfroen, mir si ganz kloer en faveur. An dierfir fannen ech gutt, och wat elo déi Ukrainkris, dee Krich ubelaangt ... Mir hu jo bis elo plus ou moins 50 Milliounen als Lëtzebuurger Staat do investéiert. Mir hunn och eng Rei aner Moosname geholl. Ech denken zum Beispill, dass an dem NATO-Bataillon zu Rukla a Litauen och elo sechs Lëtzebuurger Zaldoten engagéiert sinn. Dat sinn doudsächer Initiativen, déi een nëmme kann ënnerstëtzen.

An dann hu mer jo och nach wëlles matzehëlfen, zum Beispill Beobachtungssatellite beim Grenzschutz an deene baltische Länner ze installéieren. Dat sinn u sech Initiativen, déi sech vläicht a priori elo e bësse bescheiden unhéieren, mee et dierf een och net vergiessen: Mir si jo keng Militärmuecht, mee mir sollen awer eise Moyenen no och eise Bäitrag do leeschten!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass an der Interpellatioun vun der ADR hei natierlech och iwwert d'Energiepolitik geschwat ginn. Selbstverständlech wëll ech déi och kuerz hei uschneiden.

Da si mer natierlech séier bei de Sanktiounen. A wann ech den Här Kartheiser richteg verstanen hunn, huet en e bësselche seng Reserve vis-à-vis vu Sanktiounen. Ech soen awer ganz éierlech, fir mech ass de Moment d'Pist vun de Sanktiounen déi beschte Waff. An dass se och gewësse Konsequenz ka mat sech bréngen, dass spiere mer jo de Moment ganz kloer.

Et dierf ee jo net vergiessen, dass mir all Dag – mir, d'ganz Europäesch Unioun, d'westlech Welt – fir 450 Milliounen Pëtrol a Russland akafen. Et sinn natierlech net onbedéngt eng 450 Milliounen, déi direkt an hir Keess ginn, mee et bleift awer e gudden Deel iwwreg. A wat maache se mat deene Suen? Ech mengen, déi Fro ass och ganz séier beäntwert.

Dierfir ass déi Fro iwwer en Embargo, sief dat um Pëtrol, sief dat um Gas, sief dat och un der Kuel, eng, déi weiderhi muss diskutéiert ginn. Ech fannen dat och richteg, dass d'Europäesch Kommissioun sech däärs unhëlt. Do besteet jo elo de Gas Coordination Group. Do soll jo d'Versuerungssécherheet um EU-Niveau garantéiert ginn. Ech mengen, de Moment ass dat jo nach net de Problem. Mir kommen elo an eng Period eran, wou mer natierlech manner Gas brauchen. Dierfir ass och den Austausch mat Acteure wéi ENTSG, dat heescht dem europäesche Verband vun de Gastransportnetzbedreier, wichteg.

Gewosst ass jo awer, dass mer natierlech eng gewëssen Ofhängegkeet hu vu Russland. Wéi gesot: 30 % Pëtrol, 40 % Gas, 50 % Kuel. Da si mer natierlech un engem kruziale Punkt ugelaaangt. An et muss een och do ganz éierlech sinn: Wa mer deen Embargo weider wëllen héichhalen, wäert dat natierlech och eis schueden. Dat wäert och eiser Economie schueden. Mee da musse mer awer d'Fro stellen, wat priméiert:

Ass et nëmmen eise Wuelstand, oder si mer bereet, engem Vollek ze hëllefen a si mer bereet, eis och fir de Weltfridden anzusetzen? An dowéinst ass et awer wichteg, dass et een he eng ganz kloer an offe Sprooch wäert spille loosse.

Déi ganz Problematik ëm d'Energieversuergung muss een awer vläicht och als Chance fir d'Europäesch Unioun an och fir eist Land gesinn. Mir mussen einfach méi onofhängeg gi vun Energieliwwerungen aus dem Ausland. Wann ech elo „Ausland“ soen, ass dat iwwert d'europäesch Grenzen eraus. Den Term „autark“ ze benotzen, ass vläicht e bëssen ze vill ambitiéis, an awer muss ee kucken, fir och maximal eegen Energie ze produzéieren, an do hu mer natierlech nach ganz vill Méiglechkeeten, ugefaangen hei zu Lëtzebuerg. Ech mengen, déi Diskussioun soll elo hei net onbedéngt verdéift ginn, mee mir mussen se awer onbedéngt am A behalen. An duerfir soll een, wéi gesot, souguer déi ganz Situatioun hei vläicht als eng Chance ugesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et ugangs gesot, dee Krich hei wäert eis leider nach laang beschäftegen, an der Hoffnung, dass e ganz séier eriwwer ass. Mee wann déi Krichsausernersetzungen eriwwer sinn, da sinn d'Problemer mat Sécherheet awer nach net geléist. Ech wëll och duerfir hei vun der Geleëenheet profitéieren, der ADR an och der CSV fir déi Heure d'actualité Merci ze soen, well ech der Meenung sinn, dass eist Parlament, esou kleng et och ass, sech awer reegelméisseg soll mat där ganzer Problematik hei auserneesetzen.

Et geet hei net nëmmen ëm de Weltfridden, et geet net nëmmen ëm d'Weltuendung, et geet net nëmmen ëm d'Europäesch Unioun, et geet net nëmmen ëm d'ADR, mee et geet och ëm eis eegen Interessen. An hei kënnen och mir als Lëtzebuerg beweisen, wat eis wierklech esou eng Kris wäert ass. An dowéinst bleiwen ech och der Meenung, dass mer reegelméisseg sollen den Debat iwwert déi ganz Entwécklung hei an der Chamber féieren.

Et ass hei e puermol gesot ginn: D'Diplomatie muss priméieren. Jo, dat ass richtig. Mee och d'Diplomatie huet hir Grenzen. Dat wëllt elo net heeschen, dass mer sollen all d'Diskussiounen, all d'Relatiounen ofbriechen. Mee alles, wéi gesot, huet awer och seng Limiten.

Et gëtt jo ewell Stëmme, déi mengen, mir sollten op den Här Putin zougooen a mir sollte gewësse Konzessiounen vis-à-vis vum Här Putin maachen, souguer bis hin zu enger gewëssener Kapitulation vum der Ukrain. Ech soen allerdéngs ganz éierlech: Dat ass dee falsche Wee. Dee Wee solle mer op kee Fall goen! Well wa mer dem Här Putin d'Méiglechkeet bidden, dass e quasi als Vainqueur aus deem Konflikt hei erausgeet, gleeft mer es, dann ass et eréischt den Ufank. Da kënn nämlech nach villes hannendrun.

An ech maachen dann och erëm eng Kéier e Lien zu 1938. Do hat den Här, de Molermeschter, och zum Här Chamberlain an zum Här Daladier gesot: „Maacht Iech keng Suergen. Mir maachen e Friddensofkommen, an dann ass et esou.“ Déi zwee Hären hunn dat och geglueft, mat de Konsequenzen, déi mer kennen.

Duerfir soen ech ganz éierlech: A Russland an den Här Putin hunn ech perséinlech null Vertraue méi, awer wierklech null Vertraue méi. An duerfir wier et falsch, elo nëmmen e Minimum u Konzessiounen vis-à-vis vum deem Regimm ze weisen! An ech zitieren iwwerens elo Leit, déi mat Sécherheet méi dovun kenne wéi ech, zum Beispill den Här Tornike Gordadze. Dat ass e Spezialist a Russlandfroen an den huet am „Figaro“ vum 6. Mee geschriwwen: „Chercher une petite victoire pour Vladimir Poutine

serait le prélude à une prochaine guerre qui se déroulerait encore plus près de notre frontière.“ Ech mengen, dat d'äerfe mer net vergiessen. An ech fäerten, dass et och effektiv an déi Richtung géif goen.

Duerfir ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister: Dee Konflikt hei kann nëmme geléist ginn, éischtens, wann d'ADR, d'Europäesch Unioun an all hir Alliéiert staark zesumme sinn a weiderhin déi Politik maachen, déi se bis elo gemaach hunn. Nëmme esou ka Russland an d'Knéie gezwonge ginn, nëmmen esou ka vläicht de Regimm a Russland falen oder zumindest den Här Putin a seng Vasallen do gekippt ginn. Duerfir mussen mer och an Zukunft déi Politik bäibehalen, fir dass de Weltfridde ka garantéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Graas. An den nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten fir d'LSAP. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Wa mer haut an dëser Debatt iwwer Russland schwätzen oder iwwert déi Russesch Federatioun, da menge mer natierlech haaptsächlech déi aktuell russesch Féierung an net dat russescht Vollek.

Une voix | Ganz gutt!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Eng russesch Natioun mat hirer esou räicher Kultur, hire villen Traditiounen, deene ville Vëlker, déi an dësem flächeméisseg gréisste Land vun der Welt liewen, eng russesch Natioun, déi och gehollef huet, dass mer virun iwwer 75 Joer vun den Nazie befreit goufen – iwwerens vum deene richtegen Nazien, ...

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | ... eppes, wat mer hinnen ni vergiessen wäerten. An do deet et engem besonnesch Leed ze gesinn, wann déi Natioun vun hirer Féierung belunn a géint de Westen opgestéppelt gëtt. Mir erliewe grad, wéi geféierlech Desinformatioun ka sinn a wéi mat Fakenews d'Mënsche géinteneen opgestéppelt ginn.

Ech denken och un déi vill Russen, déi hei am Land liewen an déi näischt mat de Krichsdreiwier am Kremlin wëllen ze dinn hunn. Mir wëssen dat a kënnen do den Ennerscheid maachen!

Ech géif awer gären ufänken, andeems ech dem Här Kartheiser Merci soe fir déi Interpellatioun haut, an och dem Claude Wiseler, dass mer hei eng gemeinsam Debatt kënnen féieren.

A während ech dem Här Wiseler bei villem ka Recht ginn, wat e viru Kuerzem hei gesot huet, muss ech awer de Kapp rëselen iwwert dat, wat d'ADR hei zum Beschte ginn huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, et kléngt ganz gutt, wann hire Vertrieber fir de Fridde plädéiert. An dat ass jo och net falsch. Well mir wëllen dat alleguerten a mir hätten alleguerten gären, dass de Krich direkt ophéiert an esou séier wéi méiglech Friddensverhandlung kënnen ufänken.

Mee an Endeffekt: Mat där Argumentatioun, déi Der haut hei virbruecht hutt, mécht d'ADR eigentlech dem Putin säi Spill mat.

Ech maachen et emol eng Kéier populisteschen och verkierzen et op: keng militäreschen Hëllef fir d'Ukrain, keng Sanktiounen géint Russland. Am beschten heescht dat, mir géife just nach nokucken. An ech

mengen, de Claude Wiseler huet op eng androcksvoll Aart a Weis Är Argumentatiounen, eng no där anerer, ausernanergeholt. Duerfir kann ech mech elo op dat Einfachst konzentréieren.

Et huet een nämlech d'Impressioun gehat, dass et der ADR hire Wonsch wier, dass déi russesch Arméi esou séier wéi méiglech d'Ukrain géif plattmaachen. An an där Logik misste kleng Länner, wa se vu groussen Noperen iwwerfall ginn, einfach kapituléieren.

Mee Dir kënn Iech sécher sinn – an dat ass och schonn e puermol gesot ginn –: Wa mer den Här Putin gewäerde loosse, da wäert dee sech net zefridde gi mat der Ukrain. Ech komme méi spéit nach emol drop zrëck. Awer eng Fro, déi den Här Kartheiser gestallt huet, op déi huet den Här Wiseler net geäntwert. An ech probéieren Iech awer drop ze äntweren, well si ass wichteg, déi Fro, déi Der gestallt hutt.

Wann nämlech d'Fro ass: Wat sollen déi Sanktiounen, wat sollen dann iwwerhaapt Waffeliwwerungen bewierken? Ma dann ass d'Äntwert ganz kloer: Mir mussen domadder probéieren, d'Ukrain an eng Situatioun ze bréngen, wou op där anerer Säit den Interessi besteet, fir un de Verhandlungsdësch ze kommen. An nëmmen esou kënnen mer an Zukunft Friddensverhandlungen ufänken!

De 24. Februar 2022, dee wäert an d'Geschicht agoen als deen Dag, wou déi russesch Arméi d'Ukrain kalbiddeg iwwerfall huet. Bal dräi Méint méi spéit ass de Krich nach ëmmer amgaang. Déi russesch Féierung huet déi ukrainesch Resistenz, de Wëlle vun enger ganzer Populatioun, e souveräant Land ze bleiwen, einfach ennerschat. Dat war dem Här Putin säin éischt Feeler.

Op där anerer Säit wësse mer och, dass de Wladimir Putin seng Truppen och net vu sech aus zrëckzéie wäert. Mir wäerten eis wuel oder iwwer drop astelle mussen, dass dese Krich nach méi laang wäert daueren.

Schonns elo si méi wéi 10.000 ukrainesch Zaldoten an ëm déi 15.000 russesch Zaldoten an dësem Krich ëm d'Liewe komm. Wéi vill et der genee sinn, wësse mer net. Besonnesch awer ass et d'Zivillbevölkerung, wéi esou dacks bei de Kricher, déi enorm leide muss. Vun Dag zu Dag gi mer iwwert d'Krichsverbrieche vum russeschen Aggresseur géint déi ukrainesch Populatioun informéiert.

Dem Wladimir Putin seng Arméi huet Klinicken, Schoule mat Kanner a souguer Hëllef- a Fluchtkorridoren attackéiert a bombardéiert. Den Haut-Commissaire vun der UNO fir Mënscherechter schwätzt vu méi wéi 3.500 Zivilisten, déi bis ewell an der Ukrain ëm d'Liewe komm sinn. An dëst sinn nëmmen d'Zuele vun deene Leit, déi bis elo konnten identifizéiert ginn. Déi reell Afferzuele bei der Zivillpopulatioun wäerten dowéinst nach vill méi héich sinn.

Wéi mer de 24. Februar vun der Invasioun an der Ukrain gewuer goufen, hate mer alleguerten Angscht ëm déi ukrainesch Populatioun. Et sollt nach méi schlëmm komme wéi gefaart. Dem Putin seng Propaganda, an där hien esou mécht, wéi wann d'Ukrainer alleguer Nazie wieren, huet dozou gefouert, dass net nëmmen de Kremlin, mee och déi russesch Zaldote komplett de Verstand schénge verluer ze hunn. Déi Propaganda, déi dorop ofziilt, d'Ukrainer ze enthumaniséieren, erënnert dach ganz staark un Episoden aus dem leschte Joerhonnert. D'Billen an d'Zeienaussoe vu Butscha sinn eis nach alleguerten an Erënnerung. Et geet rieds vu systematescher Folterung, Vergewaltung vum Fraen a Männer, Kanner a souguer, et ass kaum ze gleewen, Puppelcher. Dat verschléit engem d'Sprooch.

A wann een esou Saachen héiert, da stellt sech selbstverständlech d'Fro, wéi mir als Europäesch Unioun, mee och mir als Lëtzebuerg reagéiere sollen. Solle mir agräifen? Oder solle mer nokucken an hoffen, dass de Wladimir Putin sech just mat engem Stéckelche vun der Ukrain zefridde gëtt? An dat wäert ganz sécher net de Fall sinn.

An dëser Ried gehéiert et awer och dozou, Feeler anzegestoen. Mir hunn ze laang nogekuckt. 2008, nom Kaukasuskrich, hu mer gehofft, dass de Verstand géif gewannen a mer déi russesch Féierung erëm zur Vernunft géife bréngen. Spéitstens 2014, nom Besetze vun der Krim, hätt et eis awer misse kloer sinn, dass déi russesch Expansionsdroom vill méi wäit ginn.

Mir hunn, dat muss een haut zouginn, net konsequent genuch reagéiert. Jo, mir hunn éischt Sanktiounen geholl géint Moskau. Mee alles an allem war eis Reaktioun dach schwach a begleet vun der Hoffnung, de russesche Bier géif sech iergendwann berouegen.

Mam Prinzip Hoffnung muss awer elo Schluss sinn! Et ass méi wéi kloer, datt wann déi russesch Invasioun an der Ukrain net gestoppt gëtt, datt et da virugeet mam Verréckele vu Grenzen op eisem Kontinent. Wien ass deen nächsten? Moldawien? De Baltikum? Neen, d'Weltgemeinschaft dierf net nokucken!

Fir eis ass et ganz kloer, dass et nëmme eng gemeinsam a konsequent europäesch Äntwert ka ginn. Dëst ass eigentlech och bis elo gutt gelongen an d'EU huet aus engem Mond geschwat. Et ass och fir eis ganz kloer, dass mir nei Grenzen, déi duerch de Krich gezu ginn, net wäerten unerkennen. Mee mir kënnen net nëmme Wieder gebrauchen. Duerfir ass et och richtig, d'Ukrain militäresch a finanziell an dësem ongläiche Krich ze ënnerstëtzen. A Lëtzebuerg spillt do seng Roll. Fir datt dat och ganz kloer ass: Hei ass net d'Ukrain am Krich mat Russland. D'Ukrain huet net de Choix tëscht Krich a Friden. D'Ukrain huet de Choix, sech ze verdeedegen oder an d'Ofhängegkeet an an d'Oppressioun vum russesche Regim ze geroden.

D'Ukrain huet awer e Recht, sech ze verdeedegen. A mir kënnen kee Friden iwwert d'Käpp vun de Leit an der Ukrain decidéieren. D'NATO kann haut net direkt géint Russland an de Krich zéien. D'Ukrain gehéiert net zu eisen 30 Memberstaaten. An awer si mer net neutral an dësem Krich. An d'Efforte vun der internationaler Communautéit sinn duerfir och villsäiteg. Et gëtt Militärmaterial an d'Ukrain verschéckt. Et gëtt eng finanziell Hëllef. A Russland krut zum Deel ganz restriktiv Sanktiounen operluecht.

Déi russesch Féierung muss verstoen, datt déi Sanktiounen net kuerzfristeger Natur wäerte sinn an datt déi net einfach muer opgehuewe ginn. All déi Messuren, fir der Ukrain an dëse schwéieren Zäiten zur Säit ze stoen, schéngen awer lues a lues hir Friichten ze droen. Militäresch krut d'Ukrain de Virmarsch vun der russescher Arméi gestoppt a plazeweis souguer zréckgedréckt. Ekonomesch wierken d'Sanktiounen, och wann zu Moskau nach ëmmer eng gutt Minn gemaach gëtt.

Och Lëtzebuerg huet Material op Kiew geschéckt, fir den Ukrainer ze hëllefen, fir eis westlech Wäerter vu Fräiheet an Onofhängegkeet ze kämpfen.

Dir Dammen an Hären, Lëtzebuerg leescht an dësem Konflikt net nëmme finanziell a materiell Hëllef fir d'Ukrain. Mir hunn eis och engagéiert, ukrainesch Flüchtlingen am Grand-Duché opzehuelen. Den Accueil vun de Mënschen, déi aus der Ukrain bei eis geflücht sinn, ass bis elo der Situatioun entsprechend immens gutt verlaf.

Loosst mech vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir Merci ze soen. An éischer Linn gëllt dëse Merci alle

Volontairë fir hiren Asaz. Och alle Familien, déi Mënsche bei sech doheem opgeholl hunn, soe mer natierlech e ganz grouse Merci. Är Hëllef ass absolut net selbstverständlech.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An ech sinn houfreg, dass zu Lëtzebuerg Mënschen, déi virum Krich flüchte mussen, mat esou oppenen Äerm empfaange ginn. Da géif ech och alle Mataarbechter vun der Caritas, dem Roude Kräiz, awer och dem Service vun eisem Ausseministère, souwéi – an dat solle mer net vergiessen – deene ville Gemenge Merci soe fir hiren Asaz an hir Initiativen. Och fir d'Personal vum Fach ass dës Flüchtlingsbewegung keng einfach Erausforderung.

Eng bal 5.000 ukrainesch Flüchtlinge sinn ewell op Lëtzebuerg komm. Als Erënnerung: 1999 hate mer mat 3.000 Refugié bis ewell dee gréissten Zoulaaf an engem Joer zanter dem Zweete Weltkrich. Mir sinn also no knapp dräi Méint scho bal bei deem Duebelen. Dozou zielen och ronn 400 Mënschen, déi keng ukrainesch Nationalitéit hunn, awer zum Zäitpunkt vun der russescher Invasioun hire feste Wunnsätz an der Ukrain haten.

An der Gestiou vum Accueil vun dëse Mënschen huet d'Aktivéierung vum Statut de protection temporaire eng ganz zentral Roll gespilt. Ouni déi eestëmmege Decisioun vun alle Memberstaate wier et kaum méiglech gewiescht, d'Mënschen esou séier an onkomplizéiert opzehuelen.

No der éischer Phas vun der Urgence gëllt et an deenen nächste Méint, dës Leit och an eis Gesellschaft ze integréieren, och wann déi allermeescht warscheinlech de Wonsch hunn, ganz séier nees zréck an hir Heemecht ze goen. Grouss Efforte sinn hei och scho gemaach ginn. Déi ukrainesch Refugiéer dierfen direkt enger Aarbecht nokommen. Méi wéi 1.000 Kanner sinn an eis Schoulen opgeholl ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, nach ee Wuert iwwert déi kuerz- a laangfristeg Konsequenze vun Krich an der Ukrain: Wann een d'Billen vun der Zerstückelung vun de verschidde Stied kuckt, da kann ee sech virstellen, wéi laang et wäert daueren, dës Stied, dës Infrastrukturen nees opzebauen. An do wäerte mir alleguerten, déi ganz westlech Welt, mussen eng Hand mat upaken. An do gëtt och un d'Aussicht op eng zukünfteg Memberschaft an der Europäescher Unioun geduecht.

Dem Putin säi Krich huet och baussent der Ukrain séileg aner Konsequenzen. Wat eis Sécherheetsarchitektur ugeet, huet hien d'NATO gestärkt. Zweek europäesch Staaten, déi joerzengtelaang sécherheetspolitesch neutral waren, hunn elo decidéiert, der NATO bäizetrieden.

Mir begréissen ausdrécklech, dass Finnland a Schweden dëse Schrëtt maachen. Hei dierf ee sech och net vun dem Putin sengen Droungen aschüchtere loosson. D'NATO hält un hirer „open door policy“ fest, an dat ass richtig.

Wann e souveräne Staat engem Bündnis bäitriede wëll, da soll en dat och maache kënnen. Et geet hei net drëms, Russland ze provozéieren. Finnland a Schweden hunn dës Decisioun – net zulescht weinst der Angscht virum de russeschen Expansionsdroom – getraff, fir de Schutz vun hirem Land an hire Bierger ze stärken. Gläichzäitig drécke si domat och ganz kloer hir Solidaritéit mat der Ukrain aus.

D'NATO ass also net geschwächt ginn, mee am Contraire, se ass gestärkt ginn – eng weider Fealkalkulatioun vum Kreml. An ech engagéiere mech hei, dass mer an eiser Kommissioun alles wäerten

drusetzen, fir d'Ophuelen, de Prozess vum Ophuelen, vu Schweden a Finnland esou séier wéi méiglech duerch eis Kommissioun an duerch dëst Parlament ze kréien.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Eng aner Konsequenz vum Krich, déi mer och hei am Land wouerhuelen, ass d'Präisdeierecht vun der Energie. De Stroum, de Gas, de Masutt an de Pétrol sinn déi lescht Woche spierbar méi deier ginn. Wien huet et net gemierkt?

Hei muss ee ganz gutt oppassen, dës Entwécklung net komplett de Sanktiounen zouzeschreiwen. Bei der Präisdeierecht vu Produiten, déi um Weltmarché gehandelt ginn, spillen ëmmer ganz vill Facteuren eng Roll. Déi erneierbar Energien hunn dat lescht Joer vill manner Stroum produziéiert, wéi dat geplangt war. Gläichzäitig ass d'Demande an den USA enorm eropgaangen, fir nëmme déi heiten zwee Facteuren ze nennen. Verschäerft gëtt dat Ganz duerch d'Spekulatioun op de Mäert. An da spillt natierlech och dem Putin säi Krich selwer eng weesentlech Roll.

Fir d'Präisdeierecht ofzefiedereen, huet eis Regierung um Energiedesch an am Solidaritéitspak entsprechend Moosname geholl. Mir kréien domat net alles neutraliséiert, mee mir hëllefen awer deenen, déi et am meeschte brauchen.

Ech begréissen op dëser Plaz gär, dass de sechste Sanktiounspak vun der EU en Embargo op Produiten aus Pétrol virgesäit. No an no sollen d'Memberstaaten ëmmer manner Pétrol a raffinéiert Uelegproduiten aus Russland importéieren, zum Schluss da guer keng méi.

Wat de Gas betrëfft, wäert en Embargo méi schwéier ëmzesetze sinn, mee och dee wäert kommen. Och wa Lëtzebuurger Gasliwwerante keng Kontrakter mat russesche Gasfournisseuren hunn, mussen mir eis hei solidaresch weise mat deene Länner, déi dorop uge-wise sinn.

Virum allem am Oste vun der Unioun sinn eng Partie Länner, déi Zäit brauchen, fir sech ëmzestellen. Och wann den Import vu Gas ronn siwemol manner war wéi dee vu Pétrolproduiten, ass de Gasembargo ëmmerhin e wichteg Zil, fir dem Putin sengem Regim déi finanziell Méiglechkeeten ze huelen.

All déi scho verhaange Sanktiounen isoléieren déi russesch Federatioun a maache se iergendwann nach eng kéier ofhängeg vu China. Sanktiounen si Mëttel, déi laangfristeg wierken. D'Virussetzung duerfir ass, dass se agehale ginn. A mir si frou doriwwer, dass d'Sanktiounen bis elo konsequent duerchgezu ginn a mir wënschen eis, dass dat och esou bleift.

Näischt Schlëmmeres kéint passéieren, wéi wa mer elo géifen ufänken, an der EU ausernanerzebriechen an net méi géifen un engem Strang zéien. Et ass nämlech dat, woumat de Putin eigentlech gerechent huet, an dat war e weidere vu senger Feeler.

Déi aktuell Situatioun ënnersträcht, wéi wichtig et ass, net nëmme vu russescher Energie onofhängeg ze ginn, wat haut net méi ondenkbar ass, mee och d'Dränglechkeet, fir op erneierbar Energien ëmzеклammen. Mee déi gréissten an dramatescht Konsequenz, déi mer riskéieren ze kréien, ass eng enorm Hongersnout. Iwwer 45 Milliounen Leit riskéieren weltwäit, un Honger ze stierwen, wa keng Léisung fonnt ginn. Dës ass léiert un de Weesshandel. Russland an d'Ukrain exportéieren zesummen méi wéi e Véierel vum Weess weltwäit. De Krich huet e Mangel an domat eng enorm Präisdeierecht vum Weess provozéiert. En plus blockéieren d'Russen op strateegesche Plazen den Export vun ukraineschem

Weess. Déi russesch Blockad muss ennerbrach ginn, fir datt de Weess kann um Weltmarché verkaf ginn an d'Mënsche sech nach kënnen ernieren. Virun allem Afrika an de Mëttleren Oste sinn hei vun der Hongersnout betroff. Ägypten, d'Tierkei a Bangladesch hunn 2019 méi wéi d'Hallschent vum russesche Weess kaf.

Nodeems déi indesche Regierung de Weekend decidéiert huet, den Export vun hirem Weess ze stoppen, sinn d'Präisser nach eng Kéier massiv an d'Luucht gesprongen. Hei muss ganz dréngend eng Léisung fonnt ginn. An ech erlabe mer, elo wou de Kooperationsminister Franz Fayot hei ass, d'Regierung ze froen, wat international ennerholl gëtt, fir déi Katastroph, déi sech do ofzeechent, kënnen ze verhënnere, an och vläicht, wéi mir do als Lëtzebuerg kéinten hëllefen.

Léif Kollegeginnen, Léif Kollegeen, d'Diplomatie ass, wéi scho gesot, nieft de Sanktiounen eist wichtegst Instrument, fir de Krich an d'Leiden, dat de Krich verursacht, iergendwann ze stoppen.

Wann een dem Generalsekretär vun der NATO, dem Jens Stoltenberg gleewen duerf, dann ass awer eng Victoire fir d'Ukrain guer net méi ausgeschloss. A falls dat da sollt anrieden, da muss mer natierlech och eng Kéier kucken, wéi ee mat Russland erëm en een Dësch kënnt. Mee dat wichtegst an der Diplomatie, dat ass d'Vetrauen.

Russland huet awer säi ganz Vertraue verspillt. Dat Vertrauen nees opzebauen, wäert net einfach ginn. Mir si belunn a bedru ginn. 2014, mat der Annexioun vun der Krim, hate mer nach geduecht, eng diplomatesch Léisung kënnen ze fannen. Ech fäerten, dass et mat der Ekipp ronderëm de Vladimir Putin ganz schwéier gëtt, fir een neit Vertrauensverhältnis opzebauen. D'Hoffnung bleift bestoen, dass sech eng Opposition a Russland fënnt, déi deem Schrecken hei och iergendwann en Enn setzt.

Egal wéi si mer awer an engem neien Ament. Hate mer an de leschte Joerzénge allegueren de feste Glawen, dass d'Zäit vun de grouse Konflikter eriwier wier, egal op kal oder waarm, sou muss mer eis haut leider agestoen, dass och am 21. Joerhonnert Verschiedener just d'Recht vum Stärkere wëllen unerkenne mat alle Konsequenzen, déi dat huet: méi Oprüstung amplaz Ofrüstung, méi Géintenee wéi Kooperatioun, méi Gefor wéi Sécherheet. Et géllt och dat ze bedauern, grad an enger Zäit mat risegen Er-ausfuerderunge fir déi ganz Mënschheet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Cruchten. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain fir déi gréng. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmoos merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt, fir unzefänken, och Merci soen, dass mer dës Interpellatioun an d'Heure d'actualité haut konnten hei zesumme beschwätzen. Et ass e wichtege Sujet, wou ech wierklech frou sinn, och iwwert dat, wat meng Virriedner bis elo gesot hunn. Do sinn e puer Messagen, déi mir och ganz um Häerz leien an déi ech och esou wäert an där Form op déi eng oder aner Aart a Weis widerhuelen.

Ech wéilt awer, fir unzefänken, op den Titel vun dëser Interpellatioun zréckkommen, deen do lautet: „Krim, Donbass, Ukrain – an elo?“ An ech hoffen och, dass ech dat net ganz falsch verstanen hunn. Esou wéi dat do ugedeit gëtt, do tëscht den Zeilen, dass d'Krim an den Donbass als Territoiren duergestallt ginn, déi

völkerrechtlech guer net méi zur Ukrain géife gehéieren ... Wann d'Fro elo folgendermoosse gestallt gi wier, zum Beispill: „Georgien, Belarus, Ukrain – an elo?“, dat hätt dem Fait méi Poids ginn, dass Russland zënter Joren a sengen Nopeschlänner eng Politik verfolgegt, déi elo mam Ugrëffskrich op d'Ukrain en neien Déifpunkt erreicht huet. An do si mer dann och elo genau am Theema dran, nämlech dass mer eis haut mat enger internationaler Situatioun konfrontéiert gesinn, wéi mer eis se virun engem Joer, vläicht och viru sechs Méint esou net hätte kënnen oder wëlle virstellen. An et geet haut wierklech net drëm, verstoppte Justifikatioune fir dës Aggressioun ze sichen oder ze fannen.

D'Ukrain hat net wëlles, Russland unzegräifen. Se hat net wëlles, eng Atomwaff ze bauen. D'Ukrain muss net entnazifizéiert ginn an et ass och net d'Osterweiterung vun der NATO, déi als Erklärung fir dës Krich iergendwéi misst hierhalen. Et gëtt kee Grund, wisou een de Feeler elo net sollt bei deem sichen, dee fir dës sennlose Krich an déi sëllech Verbrieche, déi hei begaange ginn, verantwortlech ass. An dat ass deejéinegen, dee seng eege Bevëlkerung mat all Zort vu wüste Lige fiddert, fir hinnen dës speziell „Operatioun“, wéi e se nennt, schmackhaft ze maachen.

Déi ëstlech Länner sinn der NATO bäigetrueden, well se sech vu Russland bedrot gefillt hunn. Zu Recht, wéi mer haut gesinn. A mir dierfen eis haut vläicht zu Recht d'Fro gefale loossen, ob mer dat do net hätte kënnen verhënnere, nämlech wa mer d'Ukrain an d'NATO opgeholl hätten. De Putin huet d'Ukrain nämlech net ugegraff, well e sech vun der NATO bedrot gefillt huet, mee well e sech vun der Ukrain, an net vun der NATO, bedrot gefillt huet.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Natierlech kann ee sech haut aus der westlecher Fotell eraus alles schéin zurechtleeën a soen, de Weste wier hei net onschëlleg, de Putin wier iwwer Joren an den Eck gedréckt ginn. Déi Analys, déi verkennt awer, dass mer hei vun eegestännege Staate schwätzen, déi e Recht drop hunn, sech hiert Bündnis fräi erauszesehen an déi net dozou verdaamt mussen sinn, bis an all Éiwegkeet engem Dasein vun ennerdréckte Vasalstaaten müssen ze fristen.

Déi russesch Attack op d'Ukrain beweist hir Bereetschaft, den héchsten Niveau vu militärescher Aggressioun anzusetzen, ouni Rücksicht op legal oder humanitär Consideratioune. Dat alles kombinéiert mat Cyberattacken, enger konsequenter Manipulatioun vun der Informatioun an enger aggressiver nuklearer Rhetorik.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

D'NATO ass e Verdeedegungsbündnis, keen Offensivbündnis. D'NATO huet och an dëser Kris bis zulescht versicht, alles ze evitéieren – alles! –, wat hätt kënnen als Provokatioun gedeit ginn.

An de russeschen Interessen, grad och hire Sécherheitsinteressen, wär vill méi gedéngt gewiescht, wa se sech widerhin als Acteur vun der internationaler Gemeinschaft u Grondregele gehalen hätten. Da wieren haut vill manner NATO-Truppen un der Ostgrenz stationéiert, d'NATO hätt net déi Daseinsberechtigung wéi déi, déi se Stand haut erëm huet, Russland wier als Member vun de G8 als Partner um Dësch. Et géif keng Sanktioune ginn an et géif och keng Waffeliwwerungen un d'Ukrain ginn.

Et ass nun emol esou, dass et justement dem Putin seng aggressiv Politik ass, déi genee dat bewierkt, wouvirduen en déi ganzen Zäit gewarnt huet. Et ass dem Putin seng Politik, déi dofir gesuergt huet, dass d'NATO-Länner haut méi no beienee geréckelt sinn,

dass Däitschland seng Politik iwwer Bord geworf huet, dass Finland a Schweden hir Kandidatur fir d'NATO gestallt hunn an dass haut méi NATO-Fligere iwwer eise Käpp zirkuléieren, dass d'Ukrain mat Waffe beliwwert gëtt an dass et Sanktioune reent.

An dofir géif ech och gär e puer Wuert zu de Waffeliwwerunge soen. Dass europäesch Länner sech massiv u Waffeliwwerunge bedeelegen, ass en neie Moment. Och Lëtzebuerg bedeelegt sech un dës Waffeliwwerungen a mir stinn do dohannert. Dofir wéilt ech awer op dat dach erstaunlecht Argument zréckkommen, dass dës Waffeliwwerungen zur Eskalatioun géife bäidroen an dass mir domadder awer en dubiéise Regimm an der Ukrain géifen ennerstëtzen.

D'Eskalatioun, déi huet stattfonnt, mee dat war, wéi Russland mat Truppen an d'Ukrain amarschéiert ass. Se huet stattfonnt a fënnt nach ëmmer statt, wa Rakéiten op Stied geschoss ginn. Se fënnt statt, wann Ziviliste massakréiert a vergewaltégt ginn, wa landwirtschaftlech Fläche verminnt ginn, wa flüchtend Leit um Quai vum Zuch ugegraff a geziilt Schoulen a Maternitéen ugegraff ginn.

Der Ukrain ze hëllefen, sech géint esou eng barbaresch Aggressioun ze wieren, ass sécher net dat, wat een angesichts vun all deem sollt als Eskalatioun bezeichnen.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | 2015, wéi all déi Mënsche virun dem Assad a sengen Truppe mat Ennerstëtzung vum Putin geflücht sinn, do hu sech verschidde Leit gefrot, wisou déi Leit all aus hirem Land flüchten, se sollten dach fir hiert Land kämpfen. Dat selwecht huet een 2021 am Kader vum Afghanistan héieren. Wann dann am Joer 2022, also kuerz drop, d'Ukrainer genee dat maachen, da gëtt vun deene selwechte Leit hei gefuerdert, se an deem Kampf eleng ze loossen an hinne keng Waffen ze liwweren, fir géint eng Groussmuecht unzekommen. Dat ass eng Logik, déi sech mir komplett entzitt. Och déi Iwwerleeung, Waffeliwwerunge wieren net verdeenbar mat enger Friddenspolitik, ass einfach vill ze kuerz gegruff. Déi Zort vu verfeeltem Friddensaktivismus, deen doranner besteet, fräi Mënschen dozou ze verdamen, ze kapituléieren a sech enger Diktatur ze ennerwerfen, setzt sech eeben net fir Fridden an, mee fir d'Recht vum Stärkeren.

A wann dat alles awer grad vun där Partei kënnt, déi sech heiheim laut hiren eegenen Infobliedercher asetzt fir d'Famill, d'Sprooch, d'Kultur, den Naturschutz, d'Land a seng Bierger, déi dofir plädéiert, dass eis räich Kultur – also d'Geschicht, d'Traditioune, den Denkmalschutz, de Patrimoine – méi geschat a geféiert misst ginn, dat sief elo mol esou dohinner gestalt, ob dat dann och esou ass. Mee fir dësen Exercice soe mer mol Jo. Dat géif jo da bedeiten, dass grad déijéinegen, déi fir sech an Usproch huelen, alles dat heiheim ze schützen, dann awer och déijéinegen sinn, déi allen anere genee dat ofspriechen, nämlech, fir de Schutz vun hirem Patrimoine, de Familljen, jo dem ganze Land ze kämpfen an dofir déi néideg Moyenen ze kréien. Wien hei behaupt, Waffeliwwerunge géifen op Käschte vun den Ukrainer goen, deen huet a mengen Aen den Norde komplett verluer.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Wann eent vun eisen Nopeschlänner eis esou géif iwwerfallen, wéi Russland dat mat der Ukrain gemaach huet, da géife mir all heibannen an déi international Solidaritéit appelléieren, fir eis ze hëllefen, dat alles ze schützen, wat eis léif ass, a fir géint den Aggresseur

virzegoen. An da géife mer all heibannen hoffen, dass déi international Solidaritéit an d'Gemeinschaft eis net esou géifen hänke loosson, wéi Dir elo proposéiert, et mat der Ukrain ze maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Fannen ech dat gutt, dass mer Stand haut op engem Punkt ukomm sinn, wou d'Diplomatie kaum eng Roll méi spillt? Natierlech net. Deen Zenario, an deem mir grad ënnerwee sinn, huet sécherlech keen heibanne sech gewünscht. Mee hei ze behaupten, hei géif Krichsbegeescherung opkommen, dat ass einfach un den Hoer erbäigezunn. Mir hunn et mat Diplomatie versicht, laang, an ouni Erfolleg.

Mir hunn duerno Sanktiounen ugekënnegt, déi bëllegend a Kaf geholl gi sinn. Mir hunn dës Sanktiounen no an no ausgeweit, fir elo op engem Niveau vu Sanktiounen ukomm ze sinn, deen et an där Form esou nach net ginn ass. An alles dat huet déi russesch Regierung bis elo net dozou beweegt, zréck un de Verhandlungsdësch ze kommen. Au contraire, no an no hu se sech och aus der OSZE an dem UNO-Mënschenrechtsrot zréckgezunn, respektiv erauswiele gelooss.

Mir hunn et haut do mat engem Regimm ze dinn, deem näischt, awer och guer näischt méi un internationaler Kooperatioun geleeën ass. A mir wëssen elo, dass Russland trotz alle Sanktiounen dee Krich nach laang weiderféiere kann a virauszichtslech och weiderféiere wäert. Si hu genuch militärescht Material. Si hunn e risegen Territoire, dee räich un Rohstoffe ass. Si kommen eng ganz Zäit och ouni fräien Handel aus.

Dat heescht awer net, dass all dës Sanktiounen sénnlos sinn. Mir kënnen angesichts vun dëser Aggressioun net einfach business ass usual maachen a just un eis eege kuerzfristeg Interessen denken. An ech soen hei och kloer „kuerzfristeg“, well laangfristeg ass eis sécher net gedéngt, mat engem soi-disant Partner ze schaffen, deen eis blann Kooperationsbereitschaft notzt, fir eis als Geisel ze huelen an eis mat eisen eegenen Ofhängegkeeten ze erpressen.

Et geet elo och drëm, déi Zäit nom Krich scho mat unzedenken. Wéi vill a wéi laang wäert Russland sech nach vum Gros vun der Weltgemeinschaft isoléieren? An natierlech geet et och drëm, wéi en Impakt dës Isolatioun op déi russesch Gesellschaft an op déi russesch Politik huet.

Mer gesinn, dass déi Sanktiounen kuerzfristeg kee spierbaren Impakt hunn, mee et dierf een awer dovunner ausgoen, dass se laangfristeg hiren Effekt daitlech weise wäerten, dat soen op mannst d'Experten, déi drop hiweisen, dass et Méint, jo souguer Joere kann daueren, bis d'Konsequenze vu Sanktiounen daitlech ginn.

Et si Logistikentreprisen, déi sech aus dem Land erauszéien: keen Tourismus méi, keng Bedeelung méi u sportlechen oder kulturellen Events, eng Wirtschaft, déi just am Krisemodus operéiert, enorm Inflation, Verloscht vun Honnerttausenden Aarbechtsplazen. Alles dat ass kuerzfristeg ze erdroen, mee op laang Siicht wäert dat en Impakt op déi russesch Politik hunn – an hoffentlech och dorober, erëm zréck un de Verhandlungsdësch ze kommen. Well dat muss ëmmer dat ultimt Zil sinn: Esou schnell wéi méiglech op dee Punkt ze kommen, wou Konflikter net mat Waffe geléist ginn, mee duerch den Dialog.

D'Viraussetzung ass natierlech, dass den Dialog éierlech gewünscht ass an déi Bereitschaft, muss een awer soen, gesäit een aktuell beim President Putin net.

Kloer ass awer och, dass dat alles net ouni Konsequenze fir eis selwer bleift. Och mir kréien de

wirtschaftlechen Impakt vun dëse Sanktiounen ze spieren. Déi ekonomesch Relance nom Covid gëtt duerch de Krich an der Ukrain carrement erstéckt. D'Liwwerkette gi beanträchtegt, d'Präisser klammen, Stéit mat nidderegem Revenu hunn et richtig, richtig schwéier, well se scho virdrun d'Enner nëmmen nach schwéier beienee kritt hunn, awer och vill Betriber, kleng a mëttelstänneg Betriber virun allem, déi keng enorm Récklagen hunn an deemno wéi nach duerch d'Pandemie ugeschloe sinn, leiden ënnert den héije Präisser.

Dobäi ass et kloer, dass eng staark a resilient lëtzebuergesch Wirtschaft och ofhängeg ass vun enger staarker an nohalteger europäescher Wirtschaft. Mir sinn als klengt an oppent Land ugewise op eis wirtschaftlech Partner an der EU. Eis Industrie, zum Beispill, ass zu groussen Deeler ofhängeg vum däitsche Marché. Wann et hinne schlecht geet, huet dat och direkt ekonomesch Konsequenze fir eis.

Dofir mécht et hei och kee Sënn, reng national ze denken. Mir mussen als EU gemeinsam Léisunge sichen an eis net ausernanderdreiw loosson. Dat bedeit, dass mer um Niveau vun de Sanktiounen vläicht net iwwerall esou séier weiderkommen, wéi mer eis et géife wënschen. E Pétrolembargo gëtt jo diskutéiert, scheitert de Moment awer nach un eenzelne Retizenzen, déi ze vill negativ Konsequenze fir déi eege Wirtschaft fäerten. A wat de Gasembargo ubelaangt, do muss mer feststellen, dass ze vill Schwéiergewiichter an der EU carrement ofhängeg si vu russeschem Gas, obwuel dës Ofhängegkeete grad amgaange sinn, am Rekordtempo ofgebaut ze ginn. Mee mir sinn elo Affer vun eiser eegener europäescher Energie- a Wirtschaftspolitik.

Ze laang goufen Zeechen aus Russland – awer net nëmme vun do – ignoréiert. Ze laang gouf ignoréiert, wéi mer eis Liwwerketten op ganz, ganz wackeleg Bee gestallt hunn. An ze laang gouf op fossill Energie gesat, déi eis op all Niveau an eng desastréis Situatioun eramanövréiert hunn. An natierlech ass et elo schwierig bis onméiglech, an e puer Méint alles dat ze redresséieren, wat iwwer Joerzénge verschweest an op déi laang Bänk gedréckt ginn ass. Dobäi ass Energiesécherheet quasi den A an O fir eis wirtschaftlech Interessien. Mir gesi jo, wat fir en enormen Afloss de Krich op déi europäesch Energie-mäert huet.

Et ass de ganz fragile geopolitische Kontext, dee grad eng grouss Onsécherheet fir d'Wirtschaft, fir d'Energieversuergung a fir d'Energiepräisser duerstellt, dëst parallel zu den Erausforderungen, déi d'Energietransitioun souwisou scho fuerdert. Et ass also elo méi wichtig wéi jee, eng europäesch Resilienz, grad am Energieberäich, opzebauen, fir dass déi Waff vum Kappe vun der Energie an Zukunft net méi esou ka géint eis gedréit ginn.

An Energiesécherheet ustriewen ass gläichbedeitend mam Ausbau vun den erneierbaren Energien. Dat ass aktuell ee vun de gréisste gemeinsamen Interessien, deen eis undreift. An dat ass natierlech och ëmwelt-politisch gesinn eng Chance fir d'Zukunft. Nach si mer awer laang net do!

An och wa mir als Lëtzebuerg net esou staark be-traff sinn, wat d'Energieversuergung par rapport zu Russland ubelaangt, ass et elo méi wichtig wéi jee, Solidaritéit mat den aneren EU-Memberstaaten ze weisen, déi staark ofhängeg sinn, an als Energieunion och zesammenzehalen.

Et weist eis awer och, wéi wichtig et ass als Land, wat seng Energie majoritär importéiert, staark Kooperatiounen mat EU-Memberstaaten ze hunn am Beräich vun den erneierbaren Energien, zum Beispill

Offshore-Wandparken, an eis Beméiungen an deem Beräich weiderzeféieren an ze verstärken.

Et weist eis och, wéi wichtig et ass, op d'Elektromobilitéit ze setzen an och hei, wat de Batteriemangement ubelaangt, déi zirkulär Economie konsequent weiderzedriewen. Jo, Batterie fir Autoe brauche Ressourcen, se hunn en Impakt, mee wat dës Ressourcen ubelaangt, hu mer d'Méiglechkeet, iwwer Liwwerkettegesetzter, géint déi Dir jo sidd ... Kobalt brauch een iwwregens an där neier Generatioun vu Batterien emol net méi.

Mir kënnen, wéi gesot, derfir suergen – an dat huet d'EU och gemaach –, dass Batterien esou muss konzipéiert sinn, dass se recycléierbar sinn, soudass dës wäertvoll Ressourcen ëmmer erëm an de Kreeslaf kënnen kommen, net wéi Pétrol, dee mer einfach verballeren, deen eis Ëmwelt verschmotzt a mat deem mer, wéi ganz aktuell ganz daitlech ze gesinn ass, och Kricher finanzéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Well jo, et ass e politesche Message, wa mer elo iwwer e Pétrolembargo vis-à-vis vu Russland schwätzen a kucken, deen ëmzesetzen. Dann awer ëmsou méi aus anere Länner, wou et – ech soen et elo mol ganz diplomatesch – demokratesch och net esou ideal ofleeft, ze importéieren, dat ass och net „der Weisheit letzter Schluss“. D'Léisung ass kloer net, eis an aner Ofhängegkeeten ze beginn, mee eis méi breet opstellen a virun allem, eis duerch d'Energietransitioun op eege Féiss ze stellen.

Wat de Gas ubelaangt, do si mer zu Lëtzebuerg an enger manner besuergneserreegender Situatioun, wat den Approvisionnement ubelaangt. Mir sinn do an enger gemeinsamer Zon mat der Belsch, iwwert déi mer de Gros vun eise Liwwerunge bezéien. An do kënnst eis, wéi gesot, zegutt, dass d'Belsch Importcapacitéiten huet, déi hir Besoinen iwwersteigen an dass si hir Importer net haaptsächlech aus Russland bezéien, mee aus Norwegen a Groussbritannien. A gläichzäiteg huet d'Belsch och ee vun de gréissten Häfen an Europa fir Flësseggas.

Et gëtt awer eng Partie EU-Länner, déi net an esou enger favorablerer Situatioun si wéi Lëtzebuerg, an dofir ass et wichtig, dass mir och an dëser Fro als ganz EU zesammenhalen. Mir wëllen de Feeler wierkelech net begoen, eis hei ze splécken a soumat genau dat ze maachen, wat de Putin déi ganzen Zäit probéiert huet, nämlech d'Unitéit vun der Europäescher Union ausernanderzedriewen.

Aktuell ass d'Versuergungssécherheet, wéi gesot, fir Lëtzebuerg garantéiert, wat awer net heescht, dass mer eis zeréckleene kënnen. D'Präisser erreeche Rekordhéichten. Am Moment hu mer eng extreem volatil Situatioun op den Energiemarchéen an et kann och kee viraussoen, wéi sech d'Energiepräisser wäerten entwéckelen.

D'Regierung huet dofir um Energiedësch a bei der Tripartite Mesuren ergraff, fir d'Präishaussen ofzeféieren a virun allem fir deene Leit ze hëllef, déi am mannste Revenu zur Verfügung hunn. Des Weideren huet d'Regierung den neie Klimabonusprogramm lancéiert, wou et de Leit nach méi einfach gemaach gëtt, fir op fossillfräi Alternativen ëmzékammen.

Mëttelfristeg ass natierlech d'Zil – mir mussen dat maachen –, fir d'Energietransitioun weider konsequent unzegoen, fir esou séier wéi méiglech onofhängeg vu fossillen Energien ze ginn.

Mee ech wollt nach eng kéier zréckkommen op déi geopolitische Situatioun an eis zukünfteg Bezéiungen zu Russland. Ech mengen, et ass kloer: De Putin

huet sech an och säi Land an eng Sakgaass eramanövriert. An éierlech gesot, ass et och schwéier, en Zenario erauszekristalliséieren, énnert deem e Verhandlungsdéisch Erfollegeschancen hätt, fir de Konflikt elo ze léisen.

A mir stellt sech schonn eleng d'Fro vum Opkläre vun de sëllege Krichsverbriechen an dem Bedürfnis vun der ukrainischer Populatioun, d'Täter als Krichsverbriecher virun d'Gerichter zu Den Haag ze bréngen. Well schonn eleng dës Fro riskéiert, d'Diplomatie zum Scheitern ze bréngen.

Ech ka mer kaum virstellen, dass eng russesch Regierung engem Accord géif zoustëmmen, an deem de Wee op Den Haag net ausgeschloss wier. A gläichzäiteg ass et fir d'Ukrainer awer net denkbar, en Accord gutzheeschen – dat ass komplett novollzëibar –, wou déi Responsabel vun all deem Leed net zur Rechenschaft géife gezu ginn. Wéi kann een och Relatiounen normaliséieren mat engem Land, wa kee vun de Schëllege muss Responsabilitéit iwwerhuelen? An trotzdem muss dat jo nach ëmmer d'Zil sinn. Iergendwann ass dës Krich eriwuer. A sollt d'Diplomatie kënnen eng Roll spillen, fir dësen Ament no vir ze zéien, da sollt all Méiglechkeet hefir ausgeschöpft ginn. Et schéngt mer awer kloer, dass, egal wéini dee Moment ass, et e „Virdrun“ an en „Duerno“ wäert ginn.

D'Normalitéit wäert an Zukunft anescht ausgesinn. Mir mussen natierlech kucken, mat Russland zu enger friddlecher Koexistenz ze kommen, wat mat Sécherheet aktuell awer ganz schwéier virstellbar ass an duerch deen héije Grad un Aggressivitéit an och Geschichtsverdréiung warscheinlech net fir haut an net fir muer wäert sinn.

Virun allem dierfe mer awer net esou naiv oder blann an déi nei Situatioun eragoen, wéi mer aus där aler Situatioun erauskomm sinn, well zënter Jore versicht Russland, westlech Länner ze destabiliséieren: Amëschung a Walen, Fakenews, Propaganda, Finanzéierung vu Parteien um rietse Bord, Cyberattacken. A mir hunn zu engem groussen Deel ewechgekuckt, well eis dru geleë war, déi wirtschaftlech Zesummenaarbecht net ze gefäerden. Mir wäerten eis an Zukunft där Realitéit net verweigeren dierfen a wäerten eis mussen upassen un eng Welt, eng nei Welt, déi manner globaliséiert ass, wou Ofhängegekeete reduzéiert ginn am Géigesaz zum aktuellen Zoustand, wou en héije Grad un Interdependenz och laang als Garant fir de Fridden ugesi ginn ass. An au contraire si mer eis awer elo schmärerhaft bewosst ginn, dass ze héich Interdependenzen eis erpressbar a vulnerabel gemaach hunn.

Ech wéilt awer och nach op den Impakt op d'NATO an op eis Roll an der NATO an och an der EU agoen, well och d'Defense – souwuel, wéi gesot, déi europäesch wéi um Niveau vun der NATO – wäert laangfristeg vun den aktuelle Geschehnisser gepräagt sinn.

Déi kollektiv Verdeedegung huet heimadder e ganz neie Moment kritt, wat en Impakt op d'Eenegkeet innerhalb vum Bündnis huet, op d'Budgeten, déi zur Verfügung gestallt ginn, op strateegesch Iwwerleeungen, op Capacitéiten, operationell Verfügbarkeeten an esou weider. An dat alles kënt net vun ongeféier.

Eng vun de ganz onerfreeleche Lektione vun de leschte Wochen a Méint war nämlech, dass mer definitiv erëm an engem Zenario ukomm sinn, wou d'Recht vum Stärkere priméiert a wou d'Souveränitéit vu klengere Länner schnell énnert d'Rieder ka kommen. An eleng ka kaum e Land esou enger Aggressioun standhalen, a kee Grad un Diplomatie konnt dorunner iergendepes änneren. Fir deem

eppes entgéintzesetzen ze hunn, brauch een eng Position de force. Mir brauchen dofir eng staark EU, mir brauchen dofir eng staark NATO, fir aus där Position eraus agéieren ze kënnen, mee virun allem och, fir preventiv ze wierken, andeems vun Ufank u kloer ass, dass de Präis fir eng Attack op NATO-Territoire ganz, ganz héich ass.

A jo, Lëtzebuerg ass en Deel vun dësem Bündnis an huet do och als zuverlässige Partner säi Bäitrag ze leeschten. Dat heescht net, dass mir elo drop hischafen, dat 2 % -Zil ze erreechen. Mir haten déi Diskussioun schonn hei. Op 1,7 Milliarde pro Joer – haut sinn et 450 Milliounen pro Joer – misste mer erpoggen, wa mer op 2 % vum PIB wéilte kommen. Domadder kéinte mer all dräi Joer en F-35-Programm lancéieren oder all Joer en Observatiounsatellit kafen oder en Transportflieger. Mee eis Arméi kéint déi Projeten iwwerhaapt net geréieren.

Ma och 1 % vum PIB ass fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg mat deem PIB, dee mir hunn, enorm. Eise PIB spillt einfach eng immens grouss Roll, an dozou kënt eeben, dass eis Arméi och limitéiert am Manpower ass. Mir hunn an der Lescht gréisser Investissementer getätet, an déi sinn och wichteg. Mir kucke jo och a Beräicher ze investéieren, wou mer, éischtens, a multilaterale Strukturen „Pooling and Sharing“ kënnen maachen a wou mer och eng Plus-value bidde kënnen.

Déi Investissementer bedeiten och, dass een da kuerzfristeg e Peak am Budget huet, dee gutt ausgesäit. Mee wann déi Projeten herno keng héich Exploitationskäschte méi hunn, da sacket een einfach och erëm schnell of. Däers muss ee sech och bewosst sinn. A mir hunn nun emol keng Force aérienne, keng Marinn. Do kann een net schnell säi Budget lassginn. An dat sinn hei keng Excusen, wéi den Här Graas gesot huet, et sinn Erklärungen. An och net ze vergiessen, dass mer vu ganz, ganz wäit ewech kommen an ee bei esou eppes och net vun haut op muer en Hiewel ëmgeluecht kritt.

Dofir ass de Volet Space awer e Beräich, dee fir eis interessant ass a wou mer eis jo och staark dranner investéieren.

Bon, ech kann awer trotzdem net soen, dass déi aktuell Iwwerleeungen an der NATO guer keen Impakt op eis hätten. Dat wier och irrealistes. A wéi de Minister Bausch eis an eiser Sëtzung Enn Mäerz iwwert den Effort de défense och versprach huet, wäert hien och nach eemol bei eis an d'Kommissioun kommen, elo deemnächst, fir eis am Virfeld vum NATO-Sommet zu Madrid nach eemol op deen neiste Stand ze setzen.

Mee wa mer dann iwwer eis Plaz an der NATO an an der Europäescher Sécherheitspolitik ze schwätze kommen, da muss mer awer och festhalen, dass mer aktuell net just an engem Kader liewen, dee vum Ukrainkrich gepräagt ass, quitte dass dee predominéiert. Mir dierfen hei de ganz breede Kontext och net vergiessen. Mir sinn ëmgi vun enger Multitude vu Bedroungen: E Krich an illegal Annexiounen op eiser Baussegrenz, jo, ganz kloer, awer och autoritär oder fragill Staaten, an deene multipel Bedrounge fir eis Sécherheet gedeie kënnen: Terrorismus, Extremismus, Cyberattacken an esou weider.

A bei all deem dierfe mer natierlech net vergiessen, wat nach un Erausforderung fir de Globale Süden entsteet, notament am Sahel, deen zousätzlech zu enger fragiller Sécherheitslag och nach Menacen ausgesat ass, déi vum Klimawandel an dem Verloscht vun der Biodiversitéit ausginn.

Wann dann nach, wéi elo, den Honger an der Welt als Waff agesat gëtt, andeems een d'Landwirtschaft vun

engem vun de gréissten Exportateure vu Käre kapott mécht a seng Ausfuhr blockéiert, seng Felder minéiert, da kann ee sech och denken, wéi vill Leed an Onsécherheet domadder zousätzlech gestéft gëtt.

Den Ukrainkrich ass eventuell – hoffentlech – deemnächst eriwuer, mee déi global Émweltmenacé wäerten eis nach ganz vill Jore weider beschäftegen. An déi Iwwerleeungen, déi fléissen zum Gléck ëmmer méi an d'Consideratiounen mat an, sief dat um Niveau vun der NATO oder och um Niveau vun der EU, a mir dierfen dat trotz alle Krisen, déi eis ëmginn, och net vergiessen.

Domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Empain. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen emol Merci fir déi vill Reaktiounen, déi mer op eis Interventioun hei kritt hunn. Déi eng ware méi lieweg, déi aner waren e bësse méi sachlech. Ech probéieren emol, op e puer Saachen ze reagéieren, déi hei gesot goufen.

Bei deene grénge Kolleegen – fänke mer do un, well ech hunn dat elo just héieren –, do war et dach ganz interessant ze héieren, wéi si hei Waffeliwwerunge vertrieeden. An et ass e wonnerbaart Beispill, wéi ee Positionen kann iwwer Bord geheien a ganz kuerzer Zäit. Wéi gesot, am Europawalprogramm vun deene Gréngen 2019 ware se absolut géint Waffeliwwerungen a Kriseregionen. Dräi Joer méi spéit, de selwechte Walprogramm, verdeedege se dat hei. Ech wéll dat och ... Also dat ass net konsequent. Dat ass och net éierlech.

Mir als ADR, mir si keng Pazifisten, contrairement zu deem, wat anerer affichéiert hunn. Mir hunn ëmmer gesot: Wann e Land ugegraff gëtt, notament Lëtzebuerg, muss et sech kënnen verdeedegen. Mir waren ni, wéi aner Parteien, géint d'Arméi, dat déi sollt ofgeschaaft ginn. Awer mir maachen dat mat Verantwortung, well mir wëssen, wéi militäresch Muecht ..., wat dat kann heesche fir d'Leit, a mir maachen dat mat Verantwortung.

Awer wie fréier Pazifisten ..., an de Walprogrammer optrëtt als Pazifist, an déi Prinzippien da verréit, deen, mengen ech, deen huet e Kredibilitésproblem, e ganz groussen.

Ech wéll dat och soen: Wann elo d'CSV heihi kënt a seet, mir sollten eis Froe stellen am Kader vun der ECR, well Polen an d'Britten an esou weider aner Positionen vertrieeden ... Jo, mir gesinn, dass an dësem Krich Länner hir national Positionen a Parlamentarier hir national Geschicht an hir national Positionen vertrieeden. Dat ass normal an esou enger Situatioun. Awer ech wéll och d'CSV drun erënneren, dass hir CDU, hir Partnerpartei, nach bis viru Kuerzem gesot huet: „Mir liwwere keng Waffen a Kriseregionen.“ Dat war d'Doktrinn an Däitschland nach bis virun e puer Wochen, an Dir hutt dat och opginn. Dat war déi däitsch CDU.

Sot mir näischt hei vun de polnesche Parteien oder vun de brittesche Parteien. Da kuckt Är Partnerparteien a wéi déi sech do verhalen a wéi séier déi ëmfalen, an da schwätze mer nach eng Kéier doriwuer!

Et ass ... Bei Krichsverbriechen, an ech mengen, dat ass esou wichteg fir eis alleguer: Ech mengen, mir mussen och soen, dat Krichsverbrieche vun deenen zwou Säite begaange ginn. Domat ass net gesot, dass se net wichteg wäeren. Mir hunn eng Motioun hei virbereet, dass mer sollen hëllefen, se opzeglären. Mee

wien déi Aktualitéit an der Ukrain wierklech Dag fir Dag verfollegt, weess och dat: Et ass schrecklech! A wa mer eis géint dee Krich hei engagéieren, ass et eeben und weinst där Realitéit. Mee Krichsverbrieche geschéien op deenen zwou Säiten. Dat justifiéiert näischt, mee et ass en Deel vun der Wourecht, dat ze soen. A mir sollen dozou bäidroen, wat mir kënnen bäidroen, fir se opzeglären a Verantwortlecher viru Geriicht ze bréngen.

Den Här Cruchten huet eppes gesot, wou ech em wierklech dankbar sinn derfir: En huet déi éischte Kéier vun enger Regierungspartei gesot, wat de Sënn vun de Sanktiounen kéint sinn. An en huet genau dat gesot, wat mir gesot hunn. Wann et a Richtung Verhandlung soll goen, Här Cruchten, dann huet dat säi Sënn. Da kann een och driwwer schwätzen. Mee et gétt esou vill aner Saachen, déi gesot gi sinn: De Krich, e Stellvertriederkrich soll et sinn, e soll laang daueren, e soll Russland schwächen. Alles dat sinn Argumenter, déi mir zrëckweisen.

Wann awer d'Argument soll sinn: „Mir mussen weinstens a Richtung Verhandlung goen!“, dann hu mer den Ufank vun enger rationaler Approche, déi ee ka matdroen, awer da muss dat kloer d'Linn vun der Regierung sinn. An ech hoffen, dass den Här Asselborn herno genau dat confirméiert, dass mer higi bis zu Verhandlungen, a kee Schrëtt méi wäit. Mir wëllen net méi wéi dat. Mir hätte gär Verhandlungen, a wéi mer déi errechen, doriwwer kënnen mer ganz sécher schwätzen.

Dir hutt zu Recht iwwert d'Liewensmittelsituatioun geschwat, iwwert déi Problemer, déi mer elo hunn, fir de Weess aus der Ukrain, zum Deel och aus Russland erauszekréien, well eeben déi normal Weeër do gspaart sinn a well doduerch de Risiko vun enger Hongersnout besteet. Mir haten dat och an eiser Interventioun gesot. Mir hunn an enger vun eise Motiounen, an der Motioun 2, gesot, mir sollen der Ukrain hëllefen, dat iwwert d'Europäesch Unioun ze exportéieren. Dat ass hoffentlech e méigleche Wee an ech gi jo dovun aus, dass dann d'LSAP déi Motioun och matdréit.

Den Här Graas huet geschwat vun der Neutralitéit. Jo, Här Graas, wéi gesot, ech hat d'Beispill vun de Solomon Islands gesot. Dat mat der fräier Wiel vum Bündnissystem, wéi gesot, dat géllt ageschränkt. Ech weess och net ... Wësst Der, 2008 zu Bukarest hunn Däitschland a Frankräich schonn dogéintgestëmmt. Well Dir sot: „E Land kann dat froen.“ Jo, mee da muss och jiddereen d'accord sinn an der Allianz. Déi Däitsch an d'Fransouse wollten dat 2008 schonn net, dass d'Ukrain géif Member an der NATO ginn. A wéi mengt Der, dass haut géif ofgestëmmt ginn an der NATO? Den Här Asselborn kann Iech dat vläicht soen.

Wann haut d'Ukrain géif kommen, oder muer, a soen: „Hei, 2008 huet et net geklappt“ ... Do hu schonn zwee grouss Länner de Problem gesinn, deen domadder verbonnen ass. Wéi ass et dann, wann 2023 d'Ukrain un d'Dier vun der NATO klappt a seet: „Hei, elo kommen ech, et ass kee Problem méi, d'Russe sinn elo d'accord no deem Krich.“

Also déi Situatioun géife mer emol gär erliewen. Et ass esou: Jo, all Land kann dat froen, mee mir müssen net d'accord sinn. Wat Schweden a Finnland ugeet, soe mir: Jo, jo, déi sollen an d'NATO kommen. Souwisou ware se scho praktesch Memberen. An ech wëll Iech just hei soen, dass de fréiere finnesche Ministerpresident, den Alexander Stubb, de Moien genau do-robber reagiert huet. An en huet gesot: „I think“, de fréiere finnesche Premierminister, „the reaction has actually been quite moderate from Putin.“ An dat ass dat, wat och wouer ass. D'Russen hunn ëmmer gesot

an de leschte Méint, dass se dat do akzeptéieren, well se jo praktesch scho Member waren, ausser den Artikel 5. Dat ass d'Ännerung. Mee si wäerten och Moosnamen huelen, dat hu se och gesot, un der Grenz. Ech hunn dat alles gelies, ech hunn et awer net als Menace interpretéiert. Si adaptéieren. Awer, wéi gesot, wa souguer de fréiere finnesche Premierminister seet, d'Reaktioun wär moderat gewiescht, mengen ech, sollte mer dat och eescht huelen, wat a Finnland selwer dann d'Meenung do ass.

Dir hutt op d'Allianzsystemer, 1938 an esou weider ... an ech éieren dat wierklech, well et weist, wéi eescht Der déi Situatioun huet. Ech wëll Iech net ënnerstellen, dass Der hei liichtfankeg Vergläicher wëllt maachen, Hitler-Vergläicher oder esou, dat ënnerstellen ech Iech net. Ech kennen Är intellektuell Éierlechkeet. Wat ech eigentlech awer wëll soen, dat ass, dass et souwuel virum Éischte Weltkrich wéi och virum Zweete Weltkrich Allianzsystemer gouf. A si hunn entweder dysfunctionéiert – jo, am Éischte Weltkrich si mer doduerch jo mat an de Krich eragezu ginn, an am Zweete Weltkrich hu se net fonctionéiert oder net gutt fonctionéiert –, respektiv si se duerch aner Accorde schachmatt gesat ginn.

Also et ass awer elo net esou gewiescht, dass et do keng Allianzsystemer ginn hätt. An dofir muss een och déi Analys mat grousser, grousser Virsiicht maachen, a bei historesche Vergläicher besonnesch muss ee ganz gutt oppassen.

De Referendum, sot Der, 1992 an der Ukrain – wann ech mech gutt un dat erënneren, wat Der gesot hutt, Här Graas – soll respektéiert ginn. Do sinn ech d'accord. Ech wëll Iech just soen, ënner Kolleegen, dass Parteien, déi Referenda versprechen, sech och sollen dorunner halen. Et ass e kriddelegen Thema fir d'DP, vu Referenda ze schwätzen. Ech wollt Iech dat just soen.

Gutt. Dann hu mer de Sënn vu Sanktiounen. Dir frot Iech: Wat priméiert? Jo, dat ass effektiv d'Fro, an dat ass genau dat, wat mer jo och ugeschwat hunn: Wat priméiert? An do ass d'Fro hannendrun: Firwat maache mer Sanktiounen? Wat ass de Sënn dovun?

A mir hu gesot: Mir wëlle se net maachen, fir Russland ze ruinéieren, wéi anerer et wëlle maachen. Mir wëllen et och net maachen, wann dat eenzeg Resultat ass, dass mir eis Economie futti maachen, ouni dass mer en Afloss op de Krichsverlaf kënnen huelen, soudatt et der Ukrain net hëllef. An dat ass eigentlech dat Ofweien tëschent deem, wat et kascht an alle méiglechen Termen, mënschlech, ekonomesch, u Wirtschaftsrelatiounen an esou weider, an deem, wat et bréngt. An et ass do, wou eigentlech déi Analys elo net genuch gemaach gétt. Et ass do blannemännerchers en Aktivismus.

An ech hu mat Recht, mengen ech, mat aller Modestie, oder mir, entschëllegt, hunn drop higewisen, dass déi Sanktiounen, déi mer bis elo geholl hunn, näischt bruecht hunn. An dat Beispill vun der Krim weist et. Mir hu Sanktiounen geholl no dem Baitrëtt – oder der Annexioun, wéi Der et gär hätt – vun der Krim zur Russescher Federatioun. Haut ass se nach ëmmer do. An dat ass eeben de Problem bei de Sanktiounen: Wierke se iwwerhaupt? Wa se net wierken, ma da brauche mer och keng ze huelen.

An dat ass déi Fro, déi intellektuell, déi mer eis mussen stellen: Wat bréngt et? Huet et e Sënn, de Leit hei am Land d'Heizung ofzestellen, d'Mobilitéit anzuschranken, eis Firmen drun ze hënneren ze schaffen, wa mer op där anerer Sait keen Afloss kënnen hunn, keen effektiv moossbaren Afloss op d'Evenementer? Jo, dann huet et kee Wäert! An dat ass genau déi Reflexioun, déi mer hei wëllen ustoussen: Huet

et Sënn? Genau esou wéi bei de Waffeliwwerungen. Dofir sinn ech jo frou, dass den Här Cruchten seet: „Mir maachen dat bis Verhandlungen.“ An dat géife mer och gär vun der Regierung wëssen: Wat ass dann d'Positioun? Wat ass dann de Sënn dovun? Well soss maache mer et net. Et muss een d'Leit kënnen iwwerzeegen, wa mer Affer verlaangen.

Mir hunn – fir eise Kolleege vun der CSV dass nach eng Kéier ze rappéléieren – an där Ried, déi mer hei gehalen hunn, zweemol den Agresseur kloer bezeechent. Ech maachen et eng drëtze Kéier, fir dass net gesot gétt, dass wäicht net dätlech genuch gewiescht: Den Agresseur ass Russland: R-U-S-S-L-A-N-D, fir d'CSV. Et ass déi drëtze Kéier, dass ech et dann hei soen. Ech hoffen, dass geet Iech duer, fir dass kloerzestellen.

A Kritik un der USA – o mei! Hu mer hei net Kritik un den USA héieren, ëmmer erëm, zum Beispill, well den Här Trump President war, deen hei net déi grouss Popularitéit hat, déi e vläicht an den USA hat, well do ass e gewielt ginn? Ass et dann e Verbrieche, géint-iwwer engem Alliierte Kritik unzebréngen? Däerf een dat net? Si mer alliiert oder alignéiert? Si mer Vasallen oder Partner, Kolleegen, Frënn?

Mir si fir d'USA Partner, Kolleegen, Frënn. Wann d'CSV wëll e Vasall sinn, deen net wëll kritiséieren, och wa Kritik ubruecht ass, dann ass dat hire Problem. Mee mir si Frënn vun den USA a mir sinn zouverlässeg Partneren an der NATO. Mir hunn dass ëmmer erëm gesot: Mir bekennen eis zu der NATO, anescht wéi aner Parteien heibannen, mee dass och hiert Recht. Mir bekennen eis zu der NATO!

A mir wëssen och, dass et keen Ugrëff op en NATO-Land ka ginn, well d'NATO do ass a well d'NATO vill méi staark ass wéi Russland. Wësst Der, wat Russland ass? Niewent enger wonnerbarer Kulturatioun an hei an do, alles an der Rei. Mee Russland huet e Brut-sozialprodukt an der Gréisstenuerdnung vun Italien oder Südkorea. Si hunn e Militärbudget, dee manner grouss ass an absoluten Zuele wéi dee britteschen – wéi dee britteschen! A wann Der all déi verstoppte Saachen nach matrechten an de Purchasing Power an hei an do, dann ass e bei 161 Milliarden Dollar. Aleng deen amerikaneschen ass bei 700, 800 Milliarden Dollar, an dann nach ouni déi aner!

An da sot Der, den Ugrëff vu Russland op d'NATO ... – an deene Konditiounen? Ma Russland ass net méi d'Sowjetunioun vu fréier! An déi relativ Schwächt – et ass nach ëmmer e grousst a staarkt Land –, mee déi relativ Schwächt par rapport zu der NATO ass och ee vun deene Problemer, déi eebe kënnen eng Eskalatioun bewierken, well se Waffen hunn, schrecklech Waffensystemer, déi déi do Schwächt eventuell kënnen ausgläichen. An deemno wéi wäit mer se an den Eck drécken, kënnen mer dass mat provozéieren. Dass Deeskalatioun méiglech ass ... A mir wëlle keng Eskalatioun vun deem Konflikt, an dofir si mer virsichteg mat Waffeliwwerungen, mat Sanktiounen a mir hätte gären eng intelligent Politik, déi dass begënschtegt, wat mer brauchen: Verhandlungen a Richtung Fridden, well dass och dass ass, wat der Ukrain am meeschten hëllef!

Natierlech mussen mer solidaresch sinn. Fënnf Motiounen hu mer hei op den Dësch geluecht, fir an alle méigleche Beräicher der Ukrain ze hëllefen! An all de Rescht, wat ech elo gesot hunn – Sanktiounen, Waffeliwwerungen –, do hätte mir gär déi Reflexioun, déi mer haut ugestouss hunn, fir ze wëssen, wat mer iwwerhaupt kënnen veräntwerthen a wouhin mer wëlle goen.

Mee fir heihinner ze kommen: „Mir hunn elo schonn erëm en neie Pak Sanktiounen a mir müssen hei a mir

hunn do ...“, da muss een eng Ratio dohannert hunn. Politik verdéngt Iwwerleeën, se verdéngt Verantwortung, an d'CSV schéngt déi zwou am Abléck net esou als Prioritéit ze gesinn. Do ass en Ënnerscheid zwëschen hinnen an eis.

Jo, Waffeliwwerungen an d'Ukrain hunn eppes ganz Spezielles. Dat ass eppes anescht wéi Waffeliwwerungen u Lëtzebuerg oder un en aneren, well d'Ukrain ass duerch an duerch korrupt: Déi 122. Plaz am internationalen Transparency International (veuillez lire: am internationale Corruption Perceptions Index vun Transparency International) hu se erreicht! Mir wëssen, dass an der Ukrain an der Vergaangenheet Waffeliwwerungen un den Afghanistan gemaach gi sinn, un déi schéinste Plazen, dass do e reege Waffenhandel ass, dass dat net kontrollabel ass. Mir hätte gär eng Zouverlässigkeet. Mir wëssen, Dir sot, et ass en Deel ukomm. Wonnerbar! Mir héieren awer och, dass en Deel vun de Waffe verschwonnen ass. Mir héieren, dass Russen en Deel zerstéiert hunn, dass ass jo normal, si wëllen dat natierlech och zerstéieren. Mir héieren och, dass déi russesch Arméi en Deel recuperéiert huet fir sech selwer. Och alles dat sinn Erscheinungen, déi ee muss awer gesinn an där Thematik. Mir liiwere Waffen un d'Ukrain, da muss et och ukommen an et muss och do Verantwortung geholl ginn. An da muss een och nach iwwerleeën, wat dat ass a firwat een et mécht.

Här Wiseler, Dir hutt e bëssen „chicken game“ hei gespillt. Dir hutt gesot: „Mir hu keng Angscht!“, an dann ënnerstellt Der, mir géife mat der Angscht vun de Leit spillen. Ma esou maache mir keng Politik!

(Brouhaha et hilarité)

Nee, nee, nee. Also et ass ganz interessant, dass Der hei op deem Niveau wëllt argumentéieren, mee loosst mech probéieren, hei den Niveau e bëssen eropzesetzen. Et ass einfach esou, dass wann ee seet, dass an engem Krich eng Eskalatiounsgefor ass, déi och eis an aner Alliéiert an EU-Membere ka betreffen, doduerch dass mer eng Politik maachen, déi net op der Héicht vun den Erausforderungen ass, dann ass dat en Ausdröck vu Verantwortung. An Dir sot: „Mir hu keng Angscht als CSV!“ Ma wat ass dat fir eng Approche?

Ech hunn och keng Angscht! Wësst Der, den Ënnerscheid ass hei – ech soen Iech dat och ganz kloer –: Deen Eenzegen heibannen, dee jee an Uniform ronderëm gelaf ass, dass sinn ech!

Plusieurs voix | O!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Eelef Joer als Offizier vun der Arméi! Déi aner, déi dat gemaach hunn, sollen opstoen an et och soen! Also kommt mir net mat esou Saachen! Kommt mir net mat esou Saachen!

Wësst Der, och d'Militär, dass soen ech Iech, huet Verantwortung fir Liewen, huet Verantwortung fir den Émgang mat Waffen, an esou Rasonementer wéi „Ech hu keng Angscht, Dir hutt dach bestëmmt Angscht“ – spuert Iech dat! Do sidd Der op der falscher Adress!

Dir sot, d'Ukrain hätt Wäerter. Jo, déi sinn awer net esou evident. Déi sinn net esou evident, Här Kersch. Well wësst Der firwat? Liest emol déi Analyse vu Human Rights Watch, liest déi Rapporten vun Amnesty International vun deene leschte Joren iwwert d'Ukrain. D'Ukrain ass keen demokratesche Staat an deem Sënn, wéi mir et verstinn! Et ass e Staat, dee massiv Mënscherechter verletzt. Ech soen net, dass se net um Wee vun der Demokratie sinn, dass mer se net sollen ënnerstëtzen, fir dass et eng demokratesch Gesellschaft gëtt. Mee liest déi Rapporten! Macht Iech e Bild vun deem, wat dat Land ass! An dass net dat,

wat mir eis drënner virstellen. Mee mir solle se selbstverständlech ënnerstëtzen op deem Wee, fir esou ze ginn.

Dir sot: „Si kämpfe fir eis.“ Nee, ech wëll net, dass en anere fir eis kämpft! Här Wiseler, wann Dir mengt, dee Kampf misst gefouert ginn, da gitt dohinner a féiert en, mee loosst net d'Ukrainer fir Iech de Kampf maachen! Gitt dohinner a kämpft a loosst net aner Leit fir Iech kämpfen, Här Wiseler! Huet e Gewier a gitt dohinner, wann Der et wëllt maachen!

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, erlaabt Der, dass den Här Yves Cruchten Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech maachen nach zwee oder dräi Sätz fäerdeg, an da ganz, ganz gär.

(Brouhaha)

Dir schwätzt vun Agrëffer a Walen. Jo, natierlech, ech héieren dat och. Ech weess et jo net, ech si kee Computerfreak do. Ech weess et net, mee ech héiere wéi Dir, dass Russland a Walen am Westen agegraff hätt. Jo, dat ka sinn. Et ass och net gutt. Ech verurteelen et, net dass Der mengt, ech géif och elo nach soen, dass wär eng gutt Saach. Nee, wa se dat gemaach hunn, dann ass dat falsch!

Mee de Westen huet dach x-mol a Walen an anere Länner agegraff, och a Russland! D'CIA huet d'Relektioun vun Här Jelzin finanzéiert. Dat weess all Mënsch, dee sech fir Russland interesséiert. Dat ass och falsch! A wéi gesot, bei der internationaler Politik ... an dat ass jo och dat, de Meritt vun deem, wat mir maachen an eise Reflexiounen: Mir si kapabel eis a Fro ze stellen, mir si kapabel ze soen: „Jo, mir hunn och vläicht Feeler gemaach“, an net ëmmer mat dem Fanger einfach op deen aneren ze weisen. Dat ass esou einfach, esou bequeem an esou onéierlech! An dat kann een der ADR net reprochéieren. Mir hunn an där ganzer Approche an an eiser Argumentatioun gesot, wat ass a wou mir Feeler gemaach hunn. An dat ass eeben, mengen ech, och en Deel vun deem ... Och géintwärtig de Russen an aneren, déi elo kucken, et ass wichteg, dass mir soen: „Och mir hu Feeler gemaach. Mir si bereet, op enger Basis vun Éierlechkeet mat Iech ze schwätzen. Mir hu Feeler gemaach. Sot Dir och, wat Är Feeler sinn. Sot eis et!“ An da kann ee matenee schwätzen.

Ech mengen, den Här Cruchten wollt eppes soen. Här Cruchten, Dir hutt selbstverständlech d'Geleeënheet.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här Kartheiser. Ech mengen, Dir hutt hei e ganz düüstert Bild vun der Ukrain gezechent, wat ech awer och e bëssen an anert Licht wëllt stellen. Well Dir maacht, wéi wann d'Ukrain ganz schlëmm wär, wat d'Mënscherechter ugeet. Ech wëll just drun erënneren: D'Ukrain ass Member am Europarat. An ech mengen, de Kolleg Gusty Graas, deen och an der Assemblée parlementaire vun Europarat sëtzt, dee kann dat confirméieren.

Also wann et ee Champion gëtt, deen déi meeschte Fäll virum Europäesche Mënscherechtsgerichtshaff huet, dann ass dat déi Russesch Federatioun. Ech mengen, déi leschte Kéier, wou ech gekuckt hunn, waren dat 20.000 Fäll, déi nach do ausstinn. Bon, entre-temps wëllt Russland jo och näischt méi domadder ze dinn hunn.

Mee grad der Ukrain hu mer an deene leschte Jore wierklech probéiert, an deenen demokratesche Prozesser, an deenen Defiziter, déi Dir elo hei uprangert, ze hëllefen. Iwwert d'Assemblée parlementaire, iwwert d'Commission de Venise hu mer probéiert, hinnen och ze hëllefen, déi rechtsstaatlech Prinzipien

do besser ëmzesetzen, Korruptioun ze bekämpfen. An ech géif et net fair fannen, wa mer hei elo esou e Bild géifen zeechen, wéi wann an der Ukrain alles, alles dramatesch schlecht wär. Ech mengen nämlech, dass besonnesch déi lescht Regierung, déi, déi elo ... Déi hunn zwar elo aner Suergen am Moment, mee et si grad déi, déi wollt Reformaten entaméieren, fir d'Korruptioun ze bekämpfen a fir eng ganz Partie Saachen an deem Land an d'Rei ze bréngen, déi Dir hei uprangert.

Ech wëll einfach just dat desastréist Bild, wat Dir gemoolt hutt, net einfach esou kommentarlos stoe loosse!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also, dat war elo keng Fro, Här Cruchten, mee ech äntweren Iech awer ganz, ganz gär. An dat Éischt, wat ech Iech wëll soen, dass ass, dass mer eis zesumme freeën, dass d'Ukrain Member an där internationaler Organisatioun ass. Dass ass eng ganz, ganz gutt Saach. Well wien déi Mënscherechtskonventioun unerkennt a sech der Juridictioun vun Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter ënnerwerft, dokumentéiert a weist domadder, dass en eng gewëssen Asiicht huet a probéiert, dass ze besseren.

Mee d'Situatioun ass trotzdeem desastréist. Mee mir si frou, dass d'Ukrain ... Dir an ech, Dir LSAP, mir ADR, sinn zesumme frou, dass mer kënnen feststellen, dass d'Ukrain Member ass a probéiert, dass ze verbesseren. Mee et ass nach e wäite Wee.

Mee ech soen Iech elo awer och déi aner Säit vun Ärem Rasonement. An der Ukrain – do si mer eis eens – ass e Wee hin zur Besserung, mee den Zoustand ass schlecht. Russland ass aus deem Gremium e puermol ausgetratt, verdriwwen ginn – wat weess ech – mat de Creancé vun der parlamentarescher Delegation an esou weider. Dir hutt dat alles matgemaach iwwert déi lescht Joren. Mee et war fir Russland, an notament fir déi Oppositionell a Russland, vun enger extremer Wichtigkeet, dass och Russland do ka Member sinn, well eeben och doduerch konnt Drock gemaach gi vun der Opposition. Dat war en Argument fir d'Opposition a Russland.

An déi Tatsaach, fir dann ze soen: „Jo, déi behuele sech net“, an esou weider, a se dann auszeschleissen, dass ass eng kuerzsichteg Politik, well een de Leit d'Moyenen hëlt, deenen, déi et brauchen, och a Russland, fir géint en totalitär Staat ... En ass totalitär, e sot zwar, e wär net totalitär, mee Russland huet grouss Demokratiedefiziter – leider, leider! –, wéi d'Ukrain an aneren och. Mee et ass dach eng Méiglechkeet fir Oppositioneller, fir da wéinstens déi Mechanismen oder dee Wäertekatalog, deen an engem Europarat vertraude gëtt, kënnen ze invoquéieren. A fir deene Leit dat Instrument ze huelen iwwer Spillercher wéi Credentials vu parlamentareschen Delegatiounen, dass ass dach eng kuerzsichteg Approche! Ech maachen Iech kee Reproche. Dir hutt zwar och do derfir gestëmmt, huelen ech un, mee dat ass kuerzsichteg.

(Interruption par la présidence)

Ech kann Iech versécheren: Mir hunn net déi Eier, an deem Gremium vertrauden ze sinn, mee Dir wäert net gesinn, wann ee vun der ADR do sëtzt, dass mir dat do matmaachen. Net, well mer eis iergendengem frieme Regimm do wëllen ... e Knéifall maache viru Russland, mee well mer wëssen, dass déi Leit, déi an deene Länner demokratesch Wäerter verrieden, genau déi Organisatiounen brauchen, an et ass fir déi Schwaach, wou mer eis géifen engagéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Ministeren, fir d'éischt wéilt ech dem Här Wiseler an dem Här Kartheiser Merci soe fir dës lieweg a spannend Debatt. Dat ass dat Mindest, wat ee ka soen.

Ech wéilt awer gären domat ufänken, fir d'éischt un d'Affer vun dësem Krich ze denken. Eist Matgefill geet natierlech un all déi, déi géint hire Wellen a géint hir Liewenspläng hu misse kämpfen, hu misse flüchten an déi léif Familljememberen oder Frënn verluer hunn.

All Dag Krich ass een Dag ze vill. Krich kreéiert och ëmmer individuell a kollektiv Traumaen, déi iwwer Generatiounen virgedroe ginn an déi zukünfteg Generatiounen ganz kloer nohalteg markéieren.

Dëse Krich ass awer net vu gëschter. E koom an Etapen. Erënnere mer un déi russesch Invasioun vun der Krim vum Mäerz 2014, un d'Opstëppele vun de Separatisten an der Ostukrain zënterdeem. Och dat ware scho Virzeechen an eventuell och Warnungen, dass et nach méi schlëmm géif kommen. An et muss een och soen, dass an all deene Joren net vill geschitt ass, fir dass dës Situatioun sech géif berouegen a fir dass dat, wat mer elo hunn, eebe net géif passéieren.

Ech wëll och mäi Virgänger, de Serge Urbany, zitieren, deen den 12. Mäerz 2014 (veuillez lire: 11. Mäerz 2014) hei sot: „Mir verurteele ganz kloer de vëlkerrechtswiddregen Engagement vu Russland op der Krim an enger reng militärescher Logik.“

Loosst et mech kloer soen: De Putin ass e rietsen Autokrat. Am Géigesaz zu anere Milieuen zu Lëtzebuerg, hu mir him net jorelaang de rouden Tapis ausgerullt. Mir hunn hien net hoféiert an hunn an hätte säi Regim och net mat Business ënnerstëtzt. Do si mir absolutt kohärent a mir hunn eis iwwerhaapt näischt virzegeheien – anerer awer eventuell. Et si grad déi, déi de Putin a säi Regim hoféiert an ënnerstëtzt hunn, déi mat Autokraten a mënscherechtsveruechtende Regim Business maachen, déi elo zu Krichsdreier ginn. Et mengt ee bal, si missten ofleken.

Ech erënnere drun, dass all déi grouss Parteien heibannen ekonomesch Missiounen a Russland ënnerstëtzt hu bei dem Putin säi Regim an dass dës Kuschelkurs ënner engem CSV-Premier ugefaangen huet.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Wat maache si fir ofzelenken? Si werfe lénke Leit a lénke Parteie vir, vu Fridden ze schwätzen. Wou si mer ukomm? Wirklech? Et ass einfach nëmmen erschreckend, wéi binär eist Denke ginn ass. Deen, deen no Friddensverhandlung freet, dee Waffeliwwerungen a Fro stellt, ass e Putinverstehere oder -ënnerstëtzer. Mir hunn hien n'ënnerstëtzt, mee déi meescht Parteien heibannen awer!

Als Lénk denke mir an enger laanger Zäit. An dofir stelle mir déi iwwerflächlech Doktrinn „Wandel durch Handel“ a Fro. Dat hu mer hei schonn eng Kéier thematiséiert. Dofir ënnerstëtze mir keng Autokraten an dofir gesi mir Waffen och net als Léisung!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ee Wuert zu Sanktiounen: Si si wuel onëmgänglech, mee mir

gleewen awer net drun, dass een dëse Krich mat Sanktiounen op en Enn ka bréngen. De Putin léisst léiwere säi Vollek erhéngere, wéi datt en eng Nidderlag agesteet.

Déi russesch Rüstungsindustrie ass dann och wäitgeend autark. Russland war op d'Sanktiounen virbereet. Allerdéngs menge mir, dass d'Sanktiounen misse benotzt ginn, fir an de Friddensverhandlungen Drock ze maachen a fir d'Friddensverhandlungen no vir ze bréngen. Mee vu Friddensverhandlungen an Efforte gesäit een awer net vill an héiert een och net vill, vu Krichsefforten a Krichsrhetorik awer wuel ganz vill.

D'Waffeliwwerunge vun den USA, Groussbritannien an den EU-Memberstaaten hunn eng nei Dimensioun erreicht. D'Ausrichtung ass net méi just reng op Verteidegung, mee, fir offensiv Kapazitéiten opzebauen. D'ukrainesch Militär gëtt an NATO-Länner forméiert, fir déi geliwwert Waffen ze benotzen.

De Krich gëtt ëmmer méi zu engem Proxy-Krich. E riskéiert, zu engem jorelaange Stellungskrich ze ginn, dee just mënschlecht Leed an Zerstäerung mat sech bréngt.

D'USA an de Westen am Ganze riskéieren d'Konfrontatioun mat Russland. Mir mengen, dass dat e geféierlech Spill ass. Dat kann een un den Aussoe vum US-amerikanesch Verteidigungsminister zu Kyiv festmaachen, dee jo sot, hie wéilt, dass Russland, Zitat, „net méi kapabel wier, dës Zort Operatioun ze féieren.“ Vun engem Verteidigungsminister gesot, bedeit dat esou vill wéi, Russland an d'Knéien ze zwéngen, Russland klengzemaachen an ze demüüegen. Déi Haltung ass keng defensiv méi, mee eng offensiv. Dat kann een natierlech denken a sech wënschen – an dat maache mer sécherlech alleguerten heibannen –, mee et ze soen, ass eng offensiv Haltung.

Här President, d'Fro ass, wou dann déi Strategie vum Westen hiféiert? D'Gefor vun enger Eskalatioun vum Konflikt ass reell, och den Zenario vum Asaz vun Nuklearwaffen ass net auszuschléissen. De Putin huet schonn e puermol do virdru gewarnt, dass wa si ugegraff géifen oder wa westlech Länner sech géifen amëschen, esou en Zenario a Fro kéim.

D'Fro ass: Wat versteet hien ënner engem Ugrëff oder ënner enger Amëschung? Wann ee versicht, säi Rasonement nozevollzéien, kann ee wuel dovunner ausgoen, dass hie Waffeliwwerungen a militäreschen Training kéint als Amëschung verstoen. Dat muss ee gesinn, an dat bedeit net, dass een Angscht huet, mee et muss een et en Consideratioun huelen.

Fir eis sinn d'Friddensverhandlungen deen eenzegen Auswee. Och hei si mir konstant, de Serge Urbany hat et 2014 scho gesot, Zitat: „Et féiert wierkelech kee Wee laanscht d'Verhandlung mat Russland.“ Haut gesi mir dat net anescht. All Krich endegt eemol mat engem Friddensaccord an et geet drëms, déi Zäit bis dohinner esou kuerz wéi méiglech ze maachen.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Bei de Gespréicher virun e bësse méi wéi engem Mount zu Istanbul, hate sech e puer Eckpunkten – et schafft ee ganz vill heibannen – erausgeschéilt: D'Ukrain wier d'accord gewiescht, op en NATO-Bäitritt ze verzichten a Russland hätt agewëllt, seng Truppen op den Ausgangspunkt zrëckzéien. Et goung awer och rieds vun engem internationalen Accord, deen d'Sécherheet vun der Ukrain sollt garantéieren.

Meng Ried ass, mengen ech, net ganz spannend fir nozelauschteren. Mee bon, ech maache se awer fäerdeg.

(Brouhaha)

Ech wéilt gär wësse vum Här Ausseminister: Wat ass du geschitt no deem Accord zu Istanbul? Wou si mer aktuell drun? Wéi eng Friddensinitiative gëtt et am Moment? A wie beméit sech iwwerhaapt nach? Wéi eng Positioun huet Russland? Wéi eng Positioun huet d'Ukrain? A gëtt et Differenzen an der Appreciatioun tëscht, op där enger Säit, den USA an de Vereenegten ... also UK, an op där anerer Säit Däitschland a Frankräich? Hunn d'EU oder d'USA wëlle, iergendeng Propos op den Dësch ze leeën? Wat hutt Dir bis elo an där Fro ënnerholl, Här Minister? Mécht Lëtzebuerg iwwerhaapt iergenddeppes Diplomatesches an där Richtung fir de Fridden?

Mir brauchen een Accord, den Här Kartheiser huet et scho gesot, bei deem Russland d'Gesicht net verléiert. Dat ass no allem, wat geschitt ass, schwéier ze akzeptéieren – a gleeft et, och fir eis! –, mee dat ass deen eenzege Wee, fir dee Krich op en Enn ze kréien. Dat heescht net, datt een no engem Waffestëllstand oder Friddensaccord erëm zrëck zur Dagesuerdnung kënn an erëm Geschäfte mam Här Putin mécht. Mee déi ieweschst Prioritéit muss de Waffestëllstand sinn.

Här President, wann een déi aktuell Situatioun analyséiert, stécht engem nach e weidere Constat an d'Aen: Déi russesch Féierung ass um internationale Plang net esou isoléiert, wéi een et géif mengen oder hoffen, a wéi se et no dëser Invasioun eigentlech misst sinn.

Bei de Sanktiounen oder bei der politescher Ënnerstëtzung fir d'ukrainesch Regierung mierkt ee schnell, dass déi westlech Welt zimmlech eleng dosteet, och wa mir dat net mengen, well mir esou mat eis selwer beschäftegt sinn.

Brasilien, Mexiko, Indien, Südafrika, d'Tierkei, Indonesien – déi grouss Schwellelänner übe sech alleguerten an Zrëckhalung a praktizéieren eng nei Form vun Non-Alignment. Dës Entwécklung därf a soll een net ignoréieren, well dat beweist virun allem, wéi déif mëttlerweil d'Brochlinnen an der internationaler Politik sinn. An dorun ass déi sougenannte „westlech“ Welt natierlech net onschëlleg. Si huet an de leschte Joren an natierlech och Joerzëngten a Joerhonnerte probéiert, hir wirtschaftlech, politesch a militäresch Féierungsuspréich mat der Briecheaang iwwerall an der Welt ze consolidéieren an auszebauen, wirtschaftlech iwwer eng onfair Handelspolitik, mee och duerch politesch Bevormundung a militäresch Dominanz.

Haut kritt se d'Quittung dofir, och wann déi eenzel Länner vläicht spezifesch Grënn dofir hunn, Moskau net de Réck ze dréien. De Weste wëllt net wouerhunn, datt mer an enger multipolarer Welt liewen an en huet näischt gemaach, fir anere regionale Muechten oder Konstellatiounen eng Plaz an der Weltuerdnung aneraumen, notamment och iwwer eng Reform vun der UNO a vum Sécherheetsrot. D'UNO huet an dësem Konflikt hei effektiv quasi guer keng Bedeutung méi.

Et sinn an de leschte Joerzëngten och eng ganz Rei vu vëlkerrechtswiddregen Aktiounen vu westleche Staaten ausgaangen: natierlech d'Invasioun vum Irak 2003, mee och d'Bombardéierung vu Jugoslawien oder Libyen. Och rezent ass de Weste ganz flexibel mam Vëlkerrecht ëmgaangen, wéi zum Beispill am Fall vun der Westsahara oder och, wann den NATO-Member Tierkei an den Norde vu Syrien amaschéiert a bis haut Deeler vun de Kurdegebiddere besat hält. Och bei den eklatante Mënscherechtsverstéiss a Palästina gëtt natierlech ëmmer erëm ewechguckt, an Israel als Besetzungsmuecht profitéiert säit

Joerzénge vum enger vum Westen ofgeseenter Impunitéit.

Dat gëtt natierlech an der Welt registréiert an dat huet natierlech Auswierkungen op d'Kredibilitéit an den Handlungsspillraum vum der UNO zu engem Zäitpunkt, wou mer multilateral Léisunge méi néideg hu wéi jee. An der Geschicht vun der Mënschheet ass d'UNO quasi zu enger humanitärer ONG degradéiert ginn.

Russland an Europa hunn eng gemeinsam Zukunft, an alles, wat mer elo maachen, wäert eng Auswirkung dorobber hunn, wéi déi Zukunft ausgesäit. Dat ass déi laang Zäit, déi et gëllt ze preparéieren. Et geet net duer, der primitiver Versuchung ze bestrofen nozeginn. Egal wéi vill ee säi Feind, säi Géigner haasst, d'Fridensbeméiunge mussen iwwert dem Haass an der Loscht op Demütigung stoen. Mir hunn eng Matverantwortung fir de Weltfridden, an dat ass wierklech Stärkt weisen, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soe fir d'éischt deenen zwee Demandeuren, dem Här Kartheiser an dem Här Wiseler, Merci, dass mer haut kënnen eng weider Kéier iwwert den Ugrëffskrich vu Russland an d'Situatioun an der Ukrain diskutéieren.

Natierlech ass an dëse leschte Woche vill geschitt. An et ass net nëmmen diskutéiert ginn, mee virun allem an der Ukrain ass vill gekämpft ginn, gekämpft ginn ënner anerem och mat Hëllef aus Lëtzebuerg. Lëtzebuerg huet Hëllef zougesechert, huet Material, a jo, och Waffen zur Verfügung gestallt.

Mir dierfen eis awer net op dësen Hëllef ausrouen. Falls d'Ukrain nämlech weidert Material brauch, wat mir hei zu Lëtzebuerg hunn oder fir d'Ukrain kënnen beschafen, muss kënnen weidert Material geliwwert ginn. Mir hunn déi Moyenen a sollte se deementsprechend notzen, fir dass eis ukrainesch Partner kënnen de Russen d'Stier bidden. A mir mussen hei ganz gutt oppassen, fir net eng Rollenëmkehrung ze maachen an ze mengen, d'Ukrain hätt „provocéiert“, ënner Anführungszeichen.

Mir sollen net mengen, dass d'Affer op eemol Responsabilitéit u sengem Afferstatus hätt. Deen Eenzen, deen entscheet huet, d'Ukrain ze attackéieren, war héchstwahrscheinlech ganz eleng eng Persoun, nämlech de Wladimir Putin am Kreml zu Moskau. Dorunner ass d'Ukrain net Schold, dorunner ass d'NATO net Schold, dorunner ass de Westen net Schold, dorunner ass just de Wladimir Putin Schold!

Déi, déi nämlech behaupten, dass en Affer Schold un enger Attack huet, sinn déi nämlechst Leit, déi de Frae soen: „Do keng esou eng kuerz Jupe un!“, oder: „Du hues deem jo awer léif gelaacht!“ A mir sinn eis, mengen ech, allegueren hei zu Lëtzebuerg mëttlerweil eens, dass esou en Discours net nëmmen der Vergaangenheet unzuehéieren huet, mee absolutt inakzeptabel ginn ass! An dofir: Deen, deen elo mengt, dass d'Ukrain, de Westen oder d'NATO iergendeng Schold drun hätten, dass de Wladimir Putin d'Ukrain attackéiert huet, deen huet, mengen ech, vergiess, wien d'Responsabilitéit wierklech dréit.

D'Ukrainer hu sech bis elo gutt geschloen, dëst och, well se Material vu bausse kritt hunn. Mee trotzdem ass leider nach keen Enn vum Konflikt ofzugesinn. An

duerfir ass et wichteg, dass mer weiderhin all Hëllef ubidden, déi mir leeschte kënnen. Fir weider dës Hëllef kënnen ze ginn, muss Lëtzebuerg konstant am Kontakt mat sengen NATO-Partner an och dem Partner Ukrain stoen. Dëst awer net nëmmen op Regierungsniveau, mee och op Niveau vum den ONGen an den Deputéierten.

Dëse Konflikt fuerdert eis allegueren, d'Exekutiv genee wéi d'Parlament, an natierlech och d'Zivilgesellschaft, déi en extreem Engagement a Matgefill bewisen hutt. Do dierf eist nationaalt Parlament net hannendrun zrëckbleiwen an och mir mussen aktiv bleiwen.

Ech perséinlech hat schon d'Chance, mat Deputéierten aus der Ukrain ze telefonéieren. An ech denken, dass et wichteg ass, dass d'Chamber och hei aktiv de Kontakt sicht mat dem Parlament zu Kiew, fir dass och mir als Chamber hei d'Situatioun besser kënnen aschätzen an déi richteg Decisiounen huelen.

A jo, och dat hunn ech haut héieren, an och dat schockéiert mech, dass d'Ukrain keng Demokratie wär!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat d'Chance, am Optrag vum der Chamber bei de Walen an der Ukrain Walbeobachter ze sinn. A jo, d'Ukrain ass sécherlech, genesou wéi all aner Demokratie, keng perfekt Demokratie. Et gëtt sécher déi eng oder aner Saachen, déi ee kritiséiere kann, an dat gouf och vun der OECD an hirem Rapport gemaach. Mee et ass awer vermoossen ze behaupten, dass e Parlament, wat direkt gewielt gëtt, an oppenen, ënner internationaler Opsicht stattfindende Walen, an e President, deen an oppene Wale gewielt gëtt, keng Demokratie wär. Ma da weess ech net, wat d'Definitioun vun Demokratie nach soll sinn.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo, Här Kartheiser, wa meng Ried vum Wladimir Putin geschriwwen gi wär, da géif ech mech hei net esou grouss opféieren.

(Hilarité)

Mir als Chamber mussen eis also hei och abréngen, fir dass mer eegen Informatiounen hunn an net blann enger Ausso hannendrun an och net blann mussen gleewen, wat mer heibanne rapportéiert kréien. An deem Kontext begrësse mer natierlech, dass den 2. Juni dann den Austausch mam ukrainesche President hei an der Chamber stattfanne soll. Mir sinn eent vun deene weinigen, wann net dat eenzeg EU-Parlament, dat nach net d'Chance hat, sech mam President Selenskyj auszetauschen. An deementsprechend fannen ech et gutt, dass mer déi Chance elo kënnen wouerhuelen.

Här President, d'Ukrain huet an deene leschte Méint gewisen, wéi staark hire Wëllen ass, fir fir hiert Land anzestoen. Mee et bréngt dem Land näischt, Zalnoten a senger Arméi ze hunn, déi net kämpfe wëllen. Mir Piraten haten et schon am Ufank vun dësem Krich ugeschwat, an ech soen et och nach eng Kéier, well ënner Partner soll een éierlech matenee sinn: Mir fannen et net richteg, dass an der Ukrain jonk a manner jonk Männer gezwonge ginn, am Land ze bleiwe fir ze kämpfen!

An eisen Ae muss an engem demokratesche Staat all Mënsch d'Recht hunn, fir sech selwer ze decidéieren, ob e wëllt fir säi Land kämpfen an an der Konsequenz stierwen oder net.

All Mënsch muss d'Recht hunn, mat senger Famill virum Krich ze flüchten, fir sech an engem anere Land a Sécherheet ze bréngen. Dat ass an eisen Aen e Mënscherecht, wat geschützt muss ginn an net dierf a Fro gestallt ginn.

Mir Piraten gleewen un d'Recht op Liewen an net un eng Flicht zum Widerstand. Jiddereen, deen am Land bleift a bei der Verdeedegung vum Land hëllef wëllt, soll ënnerstëtzt ginn, mee en Zwang zu enger Krichsbedeelegung, deen och nach eng diskriminéierend, pauschal Ënnerscheidung tëscht de Geschlechter virhëlt, ass an eisen Aen de falsche Wee.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten stinn och nach ëmmer zu engem Uelegembargo. Mir sinn der Meenung, dass d'EU-Memberstaaten dat stemme kënnen. All Dag, un deem mir als EU-Staaten dëse Krich mat eisen Iwwerweisunge fir de russeschen Ueleg a Gas weider finanzéieren, ass en Dag ze vill! Dat ass een Dag, wou Russland weider Waffe ka kafen a weider Krichsverbrieche ka begoen. Dëse Krich weist och ganz kloer, dass et fir Europa a puncto Energie nëmmen nach an eng Richtung ka goen, a Richtung méi alternativ, gréng Energien.

All Regierung an der EU muss also elo den Turbo aleen, fir vun de fossille Brennstoffe ewechzuekommen an och vun der Atomenergie, déi och vun Russland ofhängeg ass. Mir hunn hei vill ze laang geschlof, wouweinst mer elo Versuegungsproblemer mussen fäerten a Milliounen an d'Subventioun vu fossillen Energie stiechen, déi eise Planéit just nach méi futtimaachen an den Ausbau vun alternativen Energie weider bremsen.

Mir mussen aus dem Hamsterrad eraus, wou mer ëmmer nëmme kënnen déi nächst Méint garantéieren, während eis de Klimawandel ëmmer méi wäit fort schéngt. Et ass dofir och net ze akzeptéieren, dass Ungarn hei blockéiert a vun der EU-Kommissioun wëllt Geld erpressen. Mir haten elo eng Unitéit am Februar/Mäerz, déi mer esou an der EU laang net méi kannt hunn. Et wier ganz schued, wann dës Unitéit elo schon erëm op en Enn géif goen. Mir appelléieren dofir och un Ungarn, fir hei net ze hënneren, fir am Contraire weider un engem Strang ze zéien an d'EU an d'Leit an der Ukrain net zum Spillball ze maachen, fir Geld vun der Kommissioun ze kréien.

Ech sot et an ech widderhuelen et: Jiddereen, deen net fir en Embargo stëmmt, desolidariséiert sech mat den Ukrainer!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nieft der Versuegungssécherheet mat Energie mussen mer awer och un d'Liewensmittelsécherheet denken. Elo, wou Indien als Éischt en Exportstopp vu sengem Weess decidéiert huet, dunn awer erëm nuancéiert huet, fir déi eege Populatioun ofzesécheren, wäert et um Liewensmittelmarché nach eng weider Kéier unzéien.

De Rekordpräis vum Weess hu mer scho geknackt an d'Kurv gesäit am Moment just eng Richtung, nämlech stramm no uewen. Vill Länner, virun allem um afrikanesche Kontinent, wäerten elo ferm ze kämpfe kréien, wann d'Präisser nach weider klammen. An och wann Indie versprach huet, déi Länner, déi och mat Liewensmittelnknappheet ze kämpfen hunn, weider ze beliwieren, mussen mer eis preparéieren. An och Lëtzebuerg muss sech virbereeden, well och zu Lëtzebuerg gëtt et vill Leit, déi sech en Ustig vun de Weesspräisser net leeschte kënnen. A wa schonn elementar Produkte klammen, dann dreift dat d'Inflatioun just nach weider an d'Luucht.

Och hei wäert dëst derzou féieren, dass nach méi Leit Hëllef beim Office social oder der Caritas sichen. Dës Ulafstueg mussen deementsprechend an den nächste Méint méi ënnerstëtzt ginn. Och dëst ass e Punkt, dee bei enger méiglecher weiderer Tripartite misst noverhandelt ginn, well all Bierger u Kafkraft verléiert, et awer erëm méi déi Leit am éischte

Quantil trëfft, déi am meeschten drënner leide wäerten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a puncto Solidaritéit mat der Ukrain sti mir Piraten dann och fir en EU-Bäitritt vun der Ukrain. Jo, sécherlech net muer. Et gétt Prozeduren, an déi Prozedure mussen agehale ginn. Déi Prozedure mussen hire Wee goen, mee et muss een déi Prozeduren awer och net kënschtlech verlängeren!

D'EU-Kommissiounspräsidentin huet um Europadag erkläert, dass d'EU der Ukrain elo ganz séier wäert Bescheid soen, ob se offizielle Bäitrittskandidat gétt oder net. Dat ass e wichtege éische Schrëtt an där Prozedur, déi ech elo grad genannt hunn. Mee et kann och e ganz staarkt Signal an d'Leit an der Ukrain schécken, dass et eng Zukunft an Europa fir se gétt, dass eng Zukunft an Europa méiglech ass.

Wie sech nach un d'Billen vum Maidan erënnert – dat dierf een net vergiessen, wou d'Leit eng autokratesch Regierung gestierzt hunn, well se hinnen ze wäit vun Europa ewechgeréckelt ass –, dee weess, dass d'Ukrainer sech majoritär wëlle Richtung Westen orientéieren.

D'EU géif domadder weisen, dass mir prett sinn, se an deene Reformen ze ënnerstëtzen, déi fir d'Erfëlle vun de Kopenhagener Krittären néideg sinn, fir schlussendlech kënnen Member ze ginn. D'Ukrain huet hei nach vill Aarbecht viru sech an dat soll een och net schéischwätzen. Et gétt eng ganz Rëtsch Saachen, déi mussen gemaach ginn, wéi dat bei all Land, wat Kandidat fir d'Accessioun an d'EU ass, de Fall ass. Mee d'Perspektiv op eng Memberschaf gétt Hoffnung.

An et ass och net nëmme wichtig, eng Unitéit ze weisen op EU-Niveau, mee natierlech och op NATO-Niveau.

Jo, och d'NATO ass net perfekt, an d'Piraten hunn dat och schonn hei gesot. Mir hu scho méi wéi eng Kéier deen een oder aneren Aspekt vun hirem Fonctionnement a Fro gestallt, wéi zum Beispill 2 % Participatioun vum Burdensharing, dee fir Länner wéi Lëtzebuerg einfach kee Sënn mécht. Mir kënnen net eng Arméi hunn, déi u Personalkäschten all Joer 2 % vun eisem PIB verbrennt, well ausser enger Aarbechtsbeschafungsmoosnam wär dat näischt. Mir géifen domadder net eng besser Force opbauen!

Mee och wa mer fuerderen, dass an Zukunft eng Rei Reforme sollen ënnerholl ginn, esou stelle mer d'Bedeutung vun der NATO an deem Konflikt net a Fro. An duerfir ënnerstëtze mer och d'Demandé vu Finnland a vu Schweden, fir Member vun der NATO ze ginn. Do gesäit ee jo, dass d'Wladimir Putin mat senger Attack op d'Ukrain bal genau de Contraire erreicht vun deem, wat e warscheinlech wollt. En hat gemengt, e géif d'EU an d'NATO schwächen. A wat huet e gemaach? D'EU steet méi staark do wéi virun an d'NATO gewënnt nach zwee Membere bäi. Vum geopolitischen a virun allem vun militärstrategiegeschen Aspekt hier huet sech Russland ferm an d'eegent Fleisch geschnitten.

Mir wëssen, dass Finnland a Schweden zwou staark Demokratië mat engem modernen Arméiapparat sinn, déi e wichtege Bäitrag zur Sécherheet vun alle Membere kënnen leeschten. An hire Bäitritt wär net nëmme aus materieller Siicht e Gewinn fir d'NATO, mee natierlech och en extrem staarkt Symbol fir d'Eenheet an d'Versprache vun friddlechen Zesummeliewe vun de Länner um Europäesche Kontinent.

Mir, d'Europäesch Unioun, an Europa, mir hunn dese Krich net gewollt. D'Ukrainer hunn dese Krich net gewollt. A mir wëllen och net, dass sech eppes Änliches an Europa nach eemol widderhëlt. Dat mussen

mer ëmmer nees däitlech maachen, an dat geet am beschten duerch d'Demonstratioun vun enger staarker europäescher Unitéit fir de Friden, enger Unitéit, déi awer leider nëmme ze errechen ass, wa mer eisen Adversairen, déi alles drusetzen, fir des Unitéit ze zerstéieren, eppes kënnen entgéintsetzen, wat se och respektéieren. A leider, muss ee soen, gesi mer an deene leschte Wochen a Méint – a warscheinlech hätte mer et scho misse viru Jore gesinn –, dass et nach ëmmer Leit op deser Welt gétt, déi nëmme e staarkt Militär als Ofschreckung gesinn, fir sech net selwer progressiv ëmmer méi Land anzeverleiben.

Während déi eng also vun engem neie russeschen Empire dree men a mengen, d'Ukrain wär an 8 Minuten, 10 Minuten, 30 Minuten zu „Novorossiya“ ginn, sou brauch et eebe grad de Géigepol: eng staark a vereenegt Unioun, e staarkt Europa, wat eebe genau deenen d'Stir bitt. An domadder mussen mer dann och d'Ukrain ënnerstëtzen an deem ganz wichtege Moment vun hirer Geschicht.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, merci, dass mer haut desen Debat nees kënnen féieren. Ech hat virun e puer Wochen, kann ech mech erënnere, hei op deser Tribün gesot, dass et keen Dag gétt, wou een net un d'Ukrain denkt. Ech mengen, dat, wat d'Madamm Oberweis och ganz am Ufank gesot huet, ass, dass et d'Victime sinn all Dag, déi duerch eng blann Attack vu Russland am meeschte leiden, an dass déi Biller net dierfen op eemol zur Gewunnecht ginn an dass et wichtig ass, dass mer all zesumme kucken, wéi mer den Ukrainer kënnen hëllefen.

An ech si frou, dass dat awer den Tenor ass – an erlaabt mer, do net op d'Poleemik vun deem engen a vun deem aneren anzegoen –, dass mer eis allegueren eens sinn, dass mer der Ukrain wëllen hëllefen, dass d'Ukrain d'Victime ass.

Ech kucken elo mol, déi Denominateur-communen, déi mer hei an deem Debat och fonnt hunn, kënnen ze cibléieren. An ech mengen, dass déi Diskussioun den 2. Juni, déi Interventioun vum President Selenskyj, wichtig ass. Ech hu jo regelméissig Kontakt gehat mam Wolodymyr Selenskyj. Ech hunn, ech géif soen, bal eemol d'Woch och Kontakt mam Denys Schmyhal, dem Premierminister aus der Ukrain.

A mir sinn eis es net bewosst, Här President, an ech stoung scho virun anere Publicken, fir dat kënnen ze soen: Ech gehéieren zu enger Generatioun, déi ni an enger Krichssituatioun gelieft huet. Mee wann Der engem Kolleg, mat deem der schwätzt, sot: „Ech ruffen der da muer un oder iwwermuer“, an da seet deen: „Ech weess net, ob ech dann nach liewen!“ ... Dat sinn esou Situatiounen, déi ech virun e puer Woche mat mengen Interlocuteurs erlieft hunn, déi ech kengem wënschen: dass ee muss em säi Liewe fäerten, wann een an engem Land wunnt, wat bombardéiert gétt, well een eng Fonctioun huet, wou ee probéiert, d'Interête vu sengem Land ze verteidegen.

An duerfir sinn ech och frou, dass dat den 2. Juni ka stattfannen. An ech mengen, et wär och ganz wichtig, Här President – ech weess jo net, wéi d'Chamber sech wäert organiséieren –, wa mer och dignement,

dat heescht, nodeems mer de President gehéiert hunn, e klengen Echange awer kéinten hei am Plenum hunn. An d'Regierung wier och Demandeur, fir da kënnen ze intervenéieren.

Mir gesinn, Här President, déi Biller, an ech hunn Iech et gesot: Et sinn elo bal dräi Méint, wou mer déi Biller gesinn. An et sinn Dausende vun Ukrainer, déi hiert Land verlooss hunn, an ech hunn Ukrainer hei zu Lëtzebuerg begéint, déi komm sinn, déi net woussten, wou se géifen higoen, déi vläicht Kontakt hate mat engem, deen hei zu Lëtzebuerg war, déi och wollte weiderkommen, mee déi dann eebe keng aner Transportméiglechkeeten haten, fir op Lëtzebuerg ze kommen. Déi Leit hunn alles verlooss, alles.

An ech sinn och ganz frou – an et war déi honorabel Madamm Reding, déi jo virun e puer Woche schonn eng Fro gestallt hat, well dat hir wichtig war an eis och alleguerte wichtig war –, dass mer direkt gekuckt hunn, wéi mer de Kontakt mat hirer Famill an der Ukrain kéinte garantéieren. Dat Schlémmst ass déi Ongewëssheet, net ze wëssen, wat muer geschitt.

Et ass wichtig, Här President, dass déi Biller net nëmme Biller bleiwen, mee dass och Ermëttlunge stattfannen, dass gekuckt gétt, wat fir Strofdote stattfonnt hunn an dass och déi Leit, déi déi Grujlegkeeten, déi Verbrieche, gemaach hunn, identifizéiert ginn an och poursuivéiert ginn. Dat muss elo gemaach ginn. Mir kënnen eis et net erlaben, dass duerno keng Preuvë méi do sinn!

Mir wëssen, dass déi materiell Zerstéierung vun der Ukrain riseg ass. A fir eis ass et och ganz, ganz wichtig, dass op där enger Säit déi Rekonstruktioun vun der Ukrain ass, an als Konsequenz – an ech mengen, et war den honorabelen den Här Wiseler, deen dat och zitéiert hutt – awer och de Weessspräis an deenen nächste Wochen a Méint.

Mir sollen net vergiessen, Här President – well ganz vill Leit vergiessen dat –, dass zum Beispill de Printemps arabe entstanen ass wéinst dem Präis vun Brout. Et war politesch Tensiounen do, mee et ass de Präis vun Brout, deen an enger Rëtsch vun arabesche Länner eng Revolutioun mat sech bruecht huet. An der Geschicht hu mer dat geléiert, an de Geschichtsbücher, beim Marie-Antoinette a beim Louis XVI.

Mee hei gétt et de Fall, dass mer um afrikanesche Kontinent eng Instabilité politique riskéieren ze kréien an deenen nächste Wochen a Méint duerch kollateral Konsequenzen, déi dese Krich mat sech bréngt.

Erlaabt mer, Här President, duerfir op e puer Voleten anzegoen betreffend déi humanitär Komponent. Fir d'éischt huet Lëtzebuerg am Ufank vum Krich fir 4 Milliounen Euro humanitär Hëllef un d'Ukrain geliwert. An ech wëll soen, mir hunn e Wirtschaftsminister an och Kooperatiounsminister, deem et eebe wichtig ass ze kucken, wéi mer iwwert d'Kooperatiounspolitik kënnen engem Partner wéi der Ukrain hëllefen. A mir hunn do virun allem e Fokus op d'Kannnersécherheet. Mir hunn Deminage a Feierbekämpfung an och medezinnesch Ausrüstungen geliwert. An d'Konnektivitéitsservicer fir d'Humanitäert goufen iwwert d'Telekommunikatiounsplattform emergency.lu dohannen organiséiert.

Fir eis ass et wichtig, dass d'Ziviliste geschützt ginn, dass virun allem d'Fraen an d'Kanner geschützt ginn, an dass en humanitäre Korridor net eppes ass, wat een nëmme seet, mee wat och den Zweck vun engem humanitäre Korridor soll erfëllen.

D'Opnam vu Flüchtlingen. Mir hunn iwwer 5.000 ukrainesch Flüchtlinge begréisst. An ech muss Iech soen, Här President, dass deen Élan de solidarité, dee

mer an dësem Land erlieft hunn, riseg ass, riseg! Et ass einfach onwarscheinlech ze gesinn, wéi bereet Famillje waren, wa se Plaz haten, vun haut op muer ze soen: „Hei, ech si bereet, eng Famill opzehuelen.“ Déi ganz Solidaritéit, déi do war, wou d'Leit, an ech muss dat awer och soen, eis et net ëmmer einfach gemaach hunn, well souguer Privatinitiative mam Bus dohinner gefuer sinn, fir Familljen heihinner ze bréngen. Déi Solidaritéit, fir einfach ze soen: „Ob et e Risk ass oder net, dat ass mir egal, ech wëll hëllef goen!“ Dat mécht een hougeng als Politiker ze gesinn, dass d'Lëtzebuerger d'Häerz op där richteger Plaz hunn.

An erlaabt mer, hei och dem Claude Meisch Merci ze soen, deen net hei ass, mat der Schoul an deem ganze Personal, déi et fäerdegbruecht hunn – an ech kréien och vun den Ukrainer hei Merci gesot –, dat séier an onkomplizéiert ze organiséieren, soss hätte mer awer de jonke Kanner och nach eng Hypothék op hir Zukunft ginn, wa se net hätte kënnen an d'Schoul goen. An d'Regierung huet sech mat engem Gesamtbetrag vun 100 Milliounen Euro engagéiert, fir de Flüchtlingen op nationalem Niveau kënnen ze hëllefen.

Wéi ech am Kontakt mam Här Selenskyj a mam Här Schmyhal um Telefon war, hu se eeben och gefrot, fir Waffen ze kréien.

Jo, Här President, mir hunn e Paradigmewissel gehat: Mir hu fir d'éischt och lethal Waffe geschéckt! Mee hei ass Krich! A mir wëssen, dass d'Ukrainer, wa se sech verteidege wëllen, net nëmme kënnen Saachen hunn, wou näischt dermadder ka passéieren. Jo, an engem Krich ass och eng lethal Waff en Element vum Krich. A gleeft mer et, et war net einfach fir d'Regierung fir ze soen: Mir wëllen deen dote Schratt maachen! Déi Waffen am Wäert vu 50 Milliounen hu vläicht Material futti gemaach, mee se hunn awer och ganz vill Liewe kënnen retten op ukrainescher Säit.

(Interruption)

A fir eis ass et och wichteg – och wann et fir d'éischt an onser Geschicht ass –, dass dat eng gemeinsam Äntwert war, zesummen als NATO-Partner an deem heite Fall.

Ech mengen, dass den Här Putin geduecht huet, dass hie mat dëser Aggressioun – déi keng Justifikatioun fënnt, wann ee vun Denazifikatioun schwätzt a wann ee vu Situatiounen schwätzt, déi einfach um Terrain net richteg sinn – fir d'éischt an der Ukrain als Held empfaange géif ginn an datt dat dann d'Ukrain géif splécken. Weeder dat eent nach dat anert ass geschitt. D'Ukrainer sinn nach méi no zesummekomm, wéi dat vir drun de Fall war. Do, wou hie gemengt huet, hie géif se auserneerappen, si se zesummekomm. Si kämpfen zesumme fir d'Iwwerliewen. An do, wou gemengt ginn ass, dass d'NATO géif auserneefalen, ass d'NATO nach ni esou staark gewiescht wéi am Moment an am Zesummenhalt esou no. An dowéinst ass et fir eis och wichteg, déi Kandidatur vu Finnland a Schweden, déi jo elo eng Kandidatur gestallt hunn, ze ënnerstëtzen. An ech wäert zu Madrid an deenen nächste Wochen och den nächste Sommet vun der NATO hunn, deen ee vun deene wichtigste wäert sinn, dee mer an deene leschte Jore kann hunn.

Ech widderhuelen hei: Mir hu kee Krich géint d'russescht Vollek! Mir dierfen och net an déi Fal tappen, andeems mer géint all Russ, deen egal wou op der Welt ass, eng Russophobie developpéieren. Dat wier e Feeler.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dat wier e Feeler! Mir mussen eng Attack

condamnéieren a mir mussen och déi Äntwert drop hunn, déi richteg ass. D'Ukrain brauch am Fong eis Ënnerstëtzung. A fir eis ass et och wichteg, dass d'Entscheidung, déi vun der russescher Féierung geholl gouf, fir d'Ukrain ze attackéieren, eng Verletzung vum internationale Recht ass. An eis militäresch Ënnerstëtzung ass, fir d'Ukrain justement géint dësen Aggressiounskrich ze stäerken, fir am Fong der Ukrain ze hëllefen, sech ze wieren.

Här President, och vun de Sanktiounen gëtt ganz vill geschwat. Dir wësst jo, dass de sechste Pak och ënnerwee ass. An ech sinn iwwerzeegt, dass dat wichteg ass, well mir souze virun e puer Wochen hei, wéi gesot ginn ass, e Mandat impératif misst an déi Richtung goen. Dir gesitt, dass et ganz komplizéiert ass. A mir sinn déi Éischt, déi déi ganzen Zäit matmaachen, fir Kompromësser ze fanne fir weiderzekommen.

Beim Pétrol hu mer Iech jo och gesot, dass mir do net tributär sinn. Dat heescht, fir eis wier dat kee Problem, mee aner Länner sinn total tributär. Ech zitieren elo net dat eent oder anert Land. Mee fir eis ass et wichteg, dass mer elo esou séier wéi méiglech Léisunge fannen. An ech trauen der Présidence, dem Här Michel an och der Madamm von der Leyen, dass se zesumme mat deenen engen oder aneren, déi Problemer hunn, iwwert d'Duréeën oder wéini et a Kraaft trëtt oder wéi ee kann hëllefen, Léisunge wäerte fannen. A mir mussen eis bewosst sinn: Och wa mir net tributär vum russesche Pétrol sinn, wäerten duerch déi Aktioun d'Präisser klammen. Et soll kee mengen, d'Präisser géifen doduerjer net klammen!

Am Kontext vum Gas wësst Der, dass dat déi selwecht Prozedur ass. A fir eis ass et, wéi gesot, wichteg, dass mer op EU-Niveau am Fong vun deene ganze russeschen Hydrocarburen ewechkommen.

Här President, ech mengen, et war den Här Wiseler, oder ech hunn et verpasst, mee et ass ganz wéineg vu Moldawien a vu Georgie geschwat ginn. Den Här Graas huet och driwwer geschwat, den Här Cruchten och, mee et ass wéineg driwwer geschwat ginn, well mer de Fokus selbstverständlech alleguerten op der Ukrain hunn. Mee mir dierfen de Feeler net maachen, déi zwee Länner do ze vergiessen. Déi Länner hunn hir Kandidatur och gemaach. Maacht net de Feeler, dass mer duerno soen: D'Ukrain gëtt Member vun haut op muer a Moldawien a Georgie gi vergiess! Dee Feeler dierfe mer net maachen.

Dir hutt jo gesinn, dass an Transnistrien am Moment schon Demonstratiounen waren oder op jidde Fall Aktivitéit-militairen, déi hoffen ech, net e Virgeschmaach sinn op dat, wat ka geschéien. Duerfir, et wier e politesche Feeler ze soen: Mir kucke just d'Ukrain an déi zwee aner sinn eis egal!

Wa mer vu Prozedur schwätzen: Hei ass gesot ginn, mir missten direkt Zeeche setzen, se direkt Member maachen. Mee mir solle keng falsch Hoffnung ginn!

Här President, ech wëll hei keen enttäuschen. Et gëtt keng Procédure accélérée. Et gëtt de Statut vum Kandidat oder Netkandidat. A wann een de Statut vum Kandidat huet, da gëtt et eng Rëtsch vu Krittären, déi ze respektéieren sinn. An et soll keen d'Gefill ginn, dass, wann ee bis Kandidat ass, et dann eng Affär ass vun e puer Wochen, fir Member ze ginn.

Et gëtt eng Rëtsch vu Krittären, déi mer hunn an de Kopenhagener Krittären. Duerfir ass et och d'Iddi vu mengem EU-Rotskolleg, dem Emmanuel Macron, fir ze kucken, wéi mer si méi kënnen abannen. Firwat kann een zum Beispill beim Erasmus oder bei deem engen oder bei deem anere Programm net méi mat hinne schaffen? Oder am Bannemaart, am Programm „Horizont“? Fir d'éischt kéint ee méi en déiwe

politeschen Accord mat hinne fannen, zum Beispill iwwer esou Pisten; dat, mengen ech, wier ganz wichteg.

Mee mir kënnen net soen, dass de Rechtsstaat eis op eemol egal ass, dass d'Droits fondamentaux eis egal sinn, dass d'Krittäre vu Kopenhagen eis egal sinn. D'Maartwirtschaft muss fonctionéieren, de Rechtsstaat muss fonctionéieren. Mir hunn do d'Krittäre vu Kopenhagen, déi sinn do an déi mussen och respektéiert ginn.

Duerfir soll een net probéieren – an ech weess, dass den Drock grouss ass –, de Leit falsch Hoffnungen ze ginn, andeems ee seet: „Muer Kandidat, iwwermuer sidd Der dobannen!“ Dat ass falsch. Dat geet net, well et déi Krittäre gëtt. Ausser mir setzen d'Krittären ausser Kraaft. Mee da muss dat och fir déi aner Länner zielen. Et gëtt delikat ze soen, datt et fir déi eng zielt an net fir déi aner.

Här President, erlaabt mer just eng Konklusioun, well ech weess, dass nach aner Regierungskolleegen d'Wuert ergräifen. Ech weess net, wéi laang dëse Krich dauert. Ech ka just am Numm vun enger Generatioun schwätzen, déi de Krich net kann huet, ausser aus Geschichtsbücher. Wa gesot gëtt, datt mir um europäesche Kontinent säit dem Zweete Weltkrich kee Krich kann hunn, wëll ech just drun erënneren, dass och ganz vill Flüchtlingen aus Exjugoslawien op Lëtzebuerg komm sinn, déi och eng Krichssituatioun kann hunn, an dat ass och nom Zweete Weltkrich geschitt.

A mir sollen net vergiessen, dass d'Zivillbevölkerung déi ass, déi haut leit, dass e Land futti gemaach gëtt, platt gemaach gëtt, dass Leit stierwen, déi näischt falsch gemaach hunn. Mer mierken, dass den Dialog ganz, ganz schwéier ass. Mee den Dialog dierfe mer ni opginn. Mir mussen alleguerten de Russe wierklech soen: „Et huet kee Wäert! Dir sidd net nëmme amgaangen ze probéieren, d'Ukrain futti ze maachen, Dir sidd amgaangen, déi Relatiounen, déi mer nom Fall vun der Mauer opgebaut hunn, futti ze maachen! Dir sidd amgaangen, kulturell, frëndlech, wirtschaftlech, diplomatesch Liene mat der ganzer Welt futti ze maachen! Et ass Zäit fir opzestoën, Iech an de Spigel ze kucken an Iech d'Fro ze stellen, ob et wierklech dat dote wäert ass!“

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Premierminister Xavier Bettel. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dass ech net falsch leien, wann ech soen, dass eigentlech d'Welt nom Zweete Weltkrich ni esou eng Barbare vu Krich, esou eng Attack vun engem Land op dat anert gesinn huet, wéi dat, wat sech elo zanter dem 24. Februar ofspillt.

Mir hate Kricher – verschidde Leit hunn drop higewisen –: Zypern, natierlech d'Balkankricher, mir hate Georgien, d'Krim. Mee déi massiv Attack hei, dat ass et net ginn zënter dem Zweete Weltkrich, a si gëtt ugefouert vun engem Land, wat permanente Member ass vum Conseil de sécurité, een Organ vun der UNO, wat jo eigentlech do ass, fir Kricher ze verhënnern.

Nun, erlaabt mer vläicht ze soen, dass mir, an ech bezéie mech do selbstverständlech mat an, eng gewësse Garantie haten, dass mer eigentlech geduecht hunn, duerch déi Reegelen vun der Aussepolitik, déi international Reegelen, déi multilateral Zesummenaarbecht

an déi Weltuerdnung, wéi se nom Zweete Weltkrich opgebaut ginn ass, dass hei an deem Europa ni méi dat erëmkéim, wat eng Kéier do war bis 1945. Mir hu fest dorunner gegleeft, dass mer alles opgebaut hätten, fir dass dat ni méi kéint geschéien. An do hu mer eis och enger gewëssener Bequeemlechkeet erginn, enger gewëssener Bequeemlechkeet och no 2014, a mir hu gemengt, mir hätten d'Recht op déi Bequeemlechkeet. Mir hunn de Gas an de Pétrol do geholl, wou en am bëllegste war, wou mer am beschten dru komm sinn, a mir hunn es eigentlech esou vill geholl, dass dat d'Basis war vun der Industriepolitik vun der Europäescher Unioun.

De 24. Februar si mer erwächt ginn. A wann ech soe „mir“, sinn dat selbstverständlech alleguerten déi, déi an Europa liewen, an der NATO liewen. Mir sinn haart gerëselt ginn. An och hei muss een eng Restriktioun maachen – ech war an Zwëschenzäit an e puer Länner vun dëser Welt –, well et muss ee wëssen, dass dee Krich, deen d'Russen declenchéiert hunn, net iwwerall op der Welt op alle Plazen als Aggressioun ugesi gëtt an dass d'Affer och net iwwerall op der Welt d'Ukrain ass, esou wéi si dat verstinn.

Mir hunn e Vott, dee war eendeiteg, wat d'Zuelen ugeet, an der Assemblée générale. Et si ganz wéineg Länner, ech menge 5, déi sech op d'Säit vun de Russe gestallt hunn. Allerdéngs hu sech der 35 enthalen, a bei deene 35 hu mer méi wéi 50 % vun der Weltbevölkerung – denkt u Länner wéi Chile a wéi Indien.

An ech wëll vläicht heibannen engem jonke Mënsch, dem Nathalie Oberweis, soen, well se geschwat huet iwwert den Non-Alignment: Mir mussen wëssen, dass allerdéngs kann e Krich entstoën, wann zwee Länner Sträit hu mateneen, dass et do op eemol Krich gëtt. Mee hei muss mer an eise Kapp hunn, a mir mussen dat iwwerall op der Welt soen a verteidigen, dass hei ee Land ass, dat Russland heescht, dat een anert Land, dat Ukrain heescht, iwwerfall huet, well Russland mengt, d'Ukrain hätt keng Daseinsberechtigung. A gleeft mer, dat huet näischt mat Non-Alignment ze dinn. Dat huet näischt dermat ze dinn, op wat fir enger neutraler Positioun ee steet. Hei dierf et net sinn, dass dat, wat nom Brexit an nom Trump op der ganzer Welt entstanen ass, nämlech, dass Evidenze relativ sinn, dass dat an esou engem Fall och ass.

Gëschter hate mer den Ausseminister vun der Ukrain, den Hăr Kuleba, zu Bréissel bei eis. Hie sot e puer einfach Zuelen. Hie sot: „An der Ukrain stierwen all Dag tëscht 60 an 100 Zaldoten, vun ziville Leit guer net ze schwätzen.“ Tëscht 60 an 100 Zaldoten! 500 Leit ginn Dag fir Dag vun den Zaldote blesséiert. Et sinn 140.000 russesch Zaldoten an deem Land, wou se näischt verluer hunn, déi all Dag mat 100 Fligere op dat Land schéissen, et bombardéieren, eebe mat Missilen a mat Bomben dat Land bombardéieren.

Als Europäesch Unioun an als NATO hu mer – an ech kann dat bezeien, well ech jo bei deene meeschte Saachen och do derbäi war –, wierklech alles gemaach, fir de Putin zrëckzehalen, fir Gesprächer ze hunn – an do ass d'Diplomatie jo net elo gefuerdert, d'Diplomatie war jo virdu gefuerdert, ier dee Krich do entstanen ass –, an dat kann ech Iech soen, och mat méi erfuerene Leit wéi ech, an déi ganz aner Kompetenzen hunn. Nach ni, nach ni an der Welt ass esou probéiert ginn, fir dem Putin wierklech kloer ze maachen, dass dat doten net geet.

Mee de Putin, dat wësse mer haut, hat schonn am November 2021 decidéiert, dee Krich ze féieren. Alles, wat duerno komm ass, kann ee vergiessen. Dat ware Ligen! En huet gelunn nach bis de leschte Moment, d'Ukrainer belunn, eis belunn. En huet gesot: „Dir

wäert dach net mengen, dass d'Russe géifen op hir Schwëstere an op hir Bridder an der Ukrain schéissen.“ A just de Contraire ass geschitt!

Nun, wat sinn déi Mëttelen, déi mir als Europäesch Unioun hunn, fir eis dergéint ze stellen? Ech mengen, mir mussen esou bescheide sinn, dass mer dat mussen an de Kontext vun der Europäescher Unioun stellen, wa mer hei zu Lëtzebuerg doriwwer schwätzen.

Ech mengen, d'NATO weist – vläicht och fir déi Leit, déi vill méi kritesch vis-à-vis vun der NATO sinn –, dass se definitiv eng defensiv Allianz ass. Wann et eng offensiv Allianz wier, dann hätte mer den Drëtte Weltkrich, da wier deen amgang. Dann hätte mer d'NATO géint Russland an der Ukrain stoën. Also, ech mengen, dat ass eng Erkenntnis, déi een éierlechkeetshalber muss gesinn.

D'Sanktiounen, d'militäresch Ënnerstëtzung. Et ass wierklech interessant, wéi Der hei iwwert d'Sanktiounen geschwat hutt. Ech wëll just eng kleng Remark maachen am Ufank: Lëtzebuerg mécht keng Sanktiounen, géint keen. Mir hu keng legal Basis, fir Sanktiounen ze declenchéieren géint e Land. D'Sanktiounen, déi mer maachen, maache mer aus Solidaritéit mat der Europäescher Unioun. Dat sinn der 27. An dass dat net einfach ass, fir déi 27 op en Nenner ze kréien, dozou soen Iech nach ee Wuert, iwwert den Ueleg.

Dat heescht, alles wat decidéiert ginn ass, wat d'Sanktiounen ugeet, ass gemeinsam vun deene 27 an der Europäescher Unioun decidéiert ginn. A Lëtzebuerg huet do grouss Solidaritéit gewisen. An ech soen och do der ganzer Chamber Merci, well se stoung do handendrun, ech mengen, iwwert d'Regierungsparteien ewech.

Bon, elo muss ee wëssen, dass déi Debatt, firwat Sanktiounen ... Et misst een och vläicht do ufänken. Stellt Iech vir, nom 24.2. hätte mer gemaach: „D'Welt leeft viru fir eis, on s'en fout, dat huet jo näischt mat eis ze dinn, wéi verschiddener dat vun der AfD an anere rietse Parteien an Europa soen.“ Ech mengen, do wiere mer als Regierunge mat Recht aus dem Stall gedriwwen ginn.

Wat hu mer also gemaach? Mir hunn déi Sanktiounen, déi ... Firwat hu mer d'Sanktiounen gemaach? Majo, fir d'alleréischt, fir Russland net op all Éiwegkeet ze schwächen, mee fir Russland ze soen: „Mir liwweren Iech keng Mëttele méi iwwert d'Ekonomie, fir dee Krich do weiderzeféieren.“ Dat ass deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt ass verhandelen – ech mengen, den Yves Cruchten huet dat gesot –: Mee ier mer kënnen verhandelen, muss fir d'éischt emol dee Krich gestoppt ginn; duerfir maache mer Sanktiounen, fir dass de Krich gestoppt gëtt.

An da wëll ech eppes soen: Méi grouss Leit wéi ech op der Welt soe mer, dass et net geet, och net an deem Krich, dass een engersäits verhandelt an anerersäits Krich féiert. Entweeder et verhandelt een oder et féiert ee Krich. An duerfir soen ech Iech: A mengen Ae kritt d'Diplomatie eréischt eng Chance, wa mer et effektiv fäerdegbréngen, wéinstens ze enger Wafferou ze kommen.

Duerfir d'Sanktiounen! Lo kann een driwwer philosophéieren esou vill wéi ee wëll, mir hu se misse maachen. D'Zil vun de Sanktiounen war net, Russland ze zerstéieren – jiddefalls ass et dat, wat ech an all deene Sätzunge vun der Europäescher Unioun matgemaach hat –, et war, fir Russland ze weisen: Halt, mir wëllen Iech d'Mëttelen ewechhuelen, fir dee Krich do weiderzeféieren.

Mir mussen allerdéngs wëssen, dass de Rubel ..., deen ass massiv present zu Moskau, duerch de Präis vum Ueleg, duerch de Präis vum Weess, duerch de Präis vum Gas. Dee war d'Hallschent an en ass elo dat Duebelt. Dir kënt Iech virstellen, wéi d'Keess do klimpert. An de Putin, dee finanzéiert säi Krich mat dem Rubel.

Sou. Mir hunn elo fënnf Päck Sanktiounen gemaach. Ech brauch dat net opzezielen, Dir wësst dat. D'Finanzen, d'Technik, d'Fligere – alles ass hei genannt ginn –, de Krisenekipement, d'Raffinerien, dann d'Ressources naturelles an natierlech och d'Oligarchen an esou weider an déi Persounen, déi politesch Decideure sinn.

Elo, fir d'Aktualitéit derbäizehuelen: Ech koun gëschter vu Bréissel, do hu mer iwwert dee sechste Pak geschwat bei den Ausseministere. Mir hunn d'Responsabilitéit als Ausseministere am Conseil, fir dee Pak hinzekréien. An deem Pak sinn iwwer 60 Leit viséiert. Do ass och dee Kyryll dobäi. Dat ass dee russesch-orthodoxe Patriarch an Dir wësst, dass dat een ass, deen eng gewëssen ..., e wéineg prekär ass an deen natierlech och dauernd dat mécht, wat de Putin him vormécht. An ech mengen, dass endlech och zu Roum agesi ginn ass, dass een do vläicht awer eng gewëssen Distanz muss halen. Bon, dann d'SpareBank – dat ass mat déi gréisste Bank, déi et gëtt a Russland – an dann nach eng aner Bank an den Ueleg.

Also d'Ungarn, si jo net meng allerbeschte Frënn. Ech wëll just hei soen, an der Saach, an et ass net nëmmen Ungarn, mir mussen weider do eng Chance kréien ze verhandelen. A wann ech soe „mir“, ass dat net eleng Ungarn. Dat gëtt, mengen ech, net ganz richtig duergestallt. Et sinn och anerer, déi Problemer hunn. Mir hunn och gesot an der Europäescher Unioun, wann ee Land d'Sanktiounen muss esou aféieren, wéi se elo decidéiert ginn, a se därmoosse Schued hunn, da kënnen se op d'Solidaritéit, op déi finanziell Solidaritéit zielen. Natierlech dierfen dat keng 20 Milliarde ginn, dat ass kloer, mee et muss een op der Zäitschinn kucken, ob déi verschidde Länner, déi wierklech Schwierigkeeten hunn, net op der Zäitschinn kënnen gehollef kréien. Dass dat dann net eng Zäitschinn ass vu Méint, mee vläicht vu Joeren, dat ass net onméiglech.

Gëschter ass d'Buch net zougesehelt ginn a gesot ginn: „Mir maachen elo näischt méi.“ Et ass gesot ginn, eis Ambassadeure sollen Instruktiounen kréien vun hire Ministeren, dass et weidergeet. An ech mengen, dat ass och dat ... Ech sinn och iwwerzeegt, dass dat geschitt.

De Pétrol: Et sinn, wann ech richtig nogelasschert hunn, 400 Milliounen den Dag, déi de Putin kritt, net netto, mee eleng vum Pétrol. Also et ass schonn en immens ..., et ass méi wéi de Gas, siwemol méi wéi de Gas, mengen ech. Dat ass also elo de sechste Pak, dee mer mussen hibréien. Ech weess net, wéini, mee et gëtt weider dru geschafft. An da kënt och eng Kéier dee siwente Pak, wou een da muss kucken, ob de Rescht vun den Energiekomponenten, natierlech de Gas, net och ka mat drakommen.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

Dann dat Zweet, dat sinn d'Waffen. Bon, effektiv, ech sinn elo 18 Joer dobäi, an nach ni, nach ni war eng Diskussioun esou séier ..., dass se esou séier gedréint huet, fir ze soen: Elo mussen mir Waffe liwweren. Am Ufank kleng Waffen, se sinn ëmmer méi grouss ginn. Firwat si se ëmmer méi grouss ginn? D'Billen vu Botscha an aner Saachen hunn immens gespillt. D'Leit si sech bewosst ginn, dass wa mer d'Ukrainer net ënnerstëtzen, och mat seriöse Waffen, dass se

dann effektiv niddergemetzelt ginn. An ech mengen, déi Responsabilitéit konnt een net op sech huelen.

Déi ganz ... Wann Der Länner kuckt, Frankräich manner wéi Däitschland, zemools e Land wéi Däitschland, wat jo am Zweete Weltkrich eigentlech mat Russland Milliounen Leit um Gewëssen huet, dass dat schwierig ass an dass et schwéier war a schwéier bleift ..., mee och do wéi och an anere Länner ass sech duerchgeronge ginn, fir effektiv och schwéier Waffen ze liwweren.

Ech soen hei ganz kloer – ech maach falsch leien –: Mir kënnen och decidéieren, keng Waffe méi ze liwweren, dann ass de Krich eriwwer; dann ass de Krich eriwwer, mee wéi ass en eriwwer? Wéi ass en eriwwer? Wéi vill – 10.000, 100.000 – Leit leiden dann dorënner, verléieren hiert Liewen? Duerfir géif ech mengen, „vun deem wat ech op jidde Fall weess, dass dat keng Alternativ ass an dass d'Alternativ déi ass, dass ee weider d'Ukrain ënnerstëtzt, och mat Waffen, fir sech ze wieren. Dir hutt gesinn, dass de Projet vum Putin dee war, fir ganz séier zu Kiew ze sinn. An ech mengen, schonn no zwou oder dräi Wochen huet e Kiew fale gelooss, an et gëtt sech leider op déi zwou Provënzen am Donbass plus natierlech d'Schwarzmeer, Mariupol, konzentréiert, fir dann d'Krim ze kréien a fir natierlech och d'Ukrain vum Mier ofzschneiden.“

Zu Berlin war elo – dat war déi éischte Kéier an der Geschicht vun der NATO – eng Gymnich, also eng informell. Dat war gutt. Mir konnte mat de Finnen a mat de Schwedde fräi schwätzen. Dat ass och gutt ugaangen, jee, jidderee war iwwerzeegt, datt et do keen Eclat géif ginn, vu kenger Säit. An op eemol ... Ech hat gewot ze soen, dass all déi 30 heimadder missten d'accord sinn, an zwou Minuten duerno ass den tierkeschen Ausseminister erauskomm an huet gesot, dass si Problemer hätten. De Virwand sinn effektiv déi kurdesch Geschichten a Finnland an och a Schweden, dass do d'PKK géif ënnerstëtzt ginn. Mee also, wann Der Schweden a Finnland kuckt, déi produzéieren net esou vill Waffen, fir d'Tierkei ze destabiliséieren an och net, fir d'Politik vun der PKK nei ze bestëmmen. Ech mengen, et ass e ganz aneren Hannergedanken. An deen Hannergedanken viséiert éischter d'Amerikaner, fir do dat Militärekipement ze kréien, wat se am Joer 2017 net kritt hunn. An ech mengen, dat sinn d'Diskussionen, déi och wäerten do gefouert ginn.

Allerdéngs, soen ech Iech, et ass ee geféierlech Spill dat do, e ganz geféierlech Spill. Schweden a Finnland ... Mir hunn dat gesinn an engem klengen Land, am Montenegro, ier Montenegro an der NATO war, wéi versicht ginn ass, Montenegro ze destabiliséieren.

Hei sinn zwee grouss Länner – relativ grouss par rapport zu Montenegro, selbstverständlech, och par rapport zu eis –, an duerfir, wann eng Grozon géif entstoen, wier dat schlecht. An duerfir ass och mäin Appell un Iech an der Chamber – ech mengen, den Yves Cruchten huet dat gesot –: Mir kéinten eis als Ausseministereen virstellen, dass schonn an där nächster Woch, also an där Woch, géifen d'Demande kommen an an där nächster Woch kéint ratifizéiert ginn, wéi een dat dann nennt, vun den Ambassadeuren zu Bréssel, dass déi e Mandat hätten, dass net soll gewaart ginn; ausdrécklech ass gesot ginn, net ze waarde bis de Sommet vu Madrid, well dat vill ze vill spéit wier. An et hânt natierlech lo dovunner of – mer mussen d'Unanimitéit hunn –, wéi de Maître Erdogan sech do verhält.

Op jidde Fall ass et net, fir heimadder ze spaassen, och net fir d'Leit a Schweden an a Finnland. Dir kënt

Iech virstellen, dass eng gewëssen Angscht trotzdem do ass. Dofir sinn och Accorde gemaach ginn, enger-säits mat de Fransousen, anerer-säits mat deenen Däitschen, och mat den Englänner, fir bilateral een deem aneren ze hëllefen, wann eppes géif geschéien.

Sou, vläicht nach ee Wuert zur Rekonstruktioun: Et ass nëmmen niewebäi ugeschwat ginn, mee mir kënnen näischt an der Ukrain als international Gemeinschaft rekonstruieren, wann net deminéiert ginn ass. Den Deminage ass fundamental. Do ass elo e Fong vun der Europäescher Unioun gegrënnt ginn, fir den Deminage virunzibréngen an dann eeben un d'Rekonstruktioun ze goen.

Ech wëll nach eppes zur Diplomatie soen. Ech hat am Ufank gesot: D'Diplomatie war massiv, massiv amgaangen, de Putin ze iwwerzeegen, fir dat net ze maachen. „Ça a échoué.“ Et muss een et esou gesinn. Dat ass esou. Dat huet kee fäerdegbruecht. A mir sinn elo prett, jiddefalls an der Europäescher Unioun, an ech géif och soen an der NATO, fir esou bal wéi déi Waffe rouen, eng international Konferenz ze kréien, wou ee kann iwwer eng souverän, onofhängeg a fräi Ukrain an dann natierlech och iwwer d'Relatioun mat Russland schwätzen.

Mee ech soen Iech hei nach eent. Dir kuckt alleguerten Televisioun. Dir hutt gesinn, wéi den UNO-Generalsekretär zu Moskau war an dunn zu Kiew. A wéi en zu Kiew war, deen nammlechten Dag, op e puer honnert Meter vun engem Hotel, wou hie war, huet de Putin him eng kleng Bëmmche geschéckt vun aacht Meter Längt, déi net wäit vun deem Hotel ewech explodéiert ass. Dat war en Zeechen: „Mir ass och d'UNO egal.“

A wann d'UNO – an ech wëll och vläicht dem Nathalie dat nach eng Kéier soen – net als eng Instanz, déi fir Fridden a fir Diplomatie ka suergen, ugesi gëtt, wie soll et da maachen? Ech mengen, hei kéint een all theoreetesche Geschichten erzielen, dass mer mussen zu Gespréicher kommen. Istanbul ass laang verflunn, do ass jo guer keng rieds méi doriwwer. An och déi Gespréicher tëscht den Ukrainer an de Russen, do muss ee wëssen, dass dat ni eppes war, fir zu engem generelle Fridden ze kommen. Do ass et iwwer Couloire gaangen, déi sollten etabliert ginn, mee net iwwer e generelle Fridden.

Sou, ech mengen, zum Schluss wéilt ech nach soen, jo, dass dat e Krich ass, dee Russland a mengen Aen aus der ziviliséierter Welt erausgehet, dass et e Krich ass, deen eng Warnung ass och fir d'Mënscheit, dass se muss blann Gewalt fäerten, wann d'Wourecht zur Lige gëtt a wann d'Ligen zur Wourecht gëtt.

Ech wëll, mengen ech, mat Iech alleguerter fir eis Kanner, dass mer an engem Welt liewen, wou kee Land d'Arroganz an d'Recht huet, deem aneren ze soen, et hätt kee Recht ze existéieren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Ausseminister. An deen nächsten, deen d'Wuert géif un eis richten, ass de Wirtschafts- a Kooperationsminister, den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Merci, Här President. Léif Deputéiert, ech géif mech fir d'éischt gären um Enn vun där Debatt mat all deenen associéieren, déi dee Krich, deen Aggressionskrich vu Russland géint d'Ukrain, op d'Schäerfst condemnéiert hunn; bal allegueren an där Chamber, mat der Exceptioun vun engem Kreml-Verstoer, e ganz rietse Spektrum, e politesche Spektrum hei an der Chamber, mat deem ech mech natierlech expressément desolidariséieren.

An ech géif mech och do wierklech gären associéiere mat där Empörung, déi de Claude Wiseler a senger Ried expriméiert huet, déi ech ganz beandroekend fonnt hunn, an awer och mat anere Riedner, déi sech dovunner hei wierklech op dat Kloerst demarkéieren.

Ech géif just gäre kuerz intervenéieren an, éischstens, e puer Saache soen zu de wirtschaftleche Repercussione vun dësem schreckleche Krich. Et ass scho bal indezent, vu Wirtschaft ze schwätzen, mee et ass awer trotzdem eppes, mat deem mer an Europa an och zu Lëtzebuerg konfrontéiert sinn, wou och eng Partie Riedner drop agaange sinn, haaptsächlech, wat d'Energiepräisser ugeet.

An zweetens wéilt ech och op eppes agoen, wat verschidde Riedner ugeschwat hunn, nämlech den Impakt op déi Welthongersnout, déi souwisou scho schlëmm ass an déi nach eng Kéier méi schlëmm gemaach gëtt duerch dat, wat an dësem Krich geschitt, insbesonnesch wat de Weess an d'Livraisoun vum Weess ugeet.

Ugefaange mam wirtschaftlechen Impakt. Bon, ech mengen, den direkten Impakt op eis Wirtschaft ass relativ limitéiert. Mir hu ganz wéineg direkt Exporter a Richtung Ukrain an och a Richtung Russland. Och an déi aner Richtung ass dat ganz wéineg, soudass dat do wéineg Impakter huet souwuel, wat eis Exporter, awer och, wat eis Handelsbilanz ugeet. Wat de Gas ugeet ass et esou, dass de Gas, dee mer zu Lëtzebuerg kréien, e Melange ass, dee verschidden Originen huet. Et ass gesot ginn, mir ginn do haaptsächlech iwwer de belsche Gasreseau beliwert, wou natierlech och russesche Gas dran ass, mee well do ganz vill iwwer de Marché spot kënt, ass et am Fong geholl onméiglech, do wierklech fiabel Informatiounen iwwer d'Origin vum deem Gas ze kréien.

Et ass natierlech awer nawell esou, dass den Haaptimpakt op eis Wirtschaft en indirekten Impakt ass, deen natierlech souwuel duerch d'Schwieregkeeten um Niveau vun de Liwwerkette kënt wéi awer och duerch d'Erhéijung vun den Energiespräisser. Ech mengen, dat ass den Haaptimpakt, dee mer gesinn. D'Präisser vu ville Matière-première goufen och no uewe gedréckt, besonnesch am Beräich vun de Metaller. Russland beliwert Europa mat Aluminium, Néckel, Titan a Palladium, alles dat ass natierlech elo ofgebrach, an eebe Getreider. Do kommen ech nach duerno kuerz drop ze schwätzen.

Och um Niveau vun den Intrante gëtt et eng ganz Rei Impakter, wat d'Energie nach eng Kéier ugeet, awer och Dünger, déi och do en indirekten Impakt kréien op d'Präisser vun de Matière-première, insbesonnesch de Weess a Biens-alimentairen, wou d'Ukrain a Russland Schlësselexportateure sinn.

Bon, ech mengen, alles dat ass natierlech schonn an engem souwisou ganz tenduen Ëmfeld geschitt. Weltwäit hu mer eng Relance vun der Economie gesinn. Ugefaangen no der Pandemie am September d'lescht Joer, sinn d'Energiepräisser schonn an d'Luucht gaangen, och d'Matière-première an eng Rei Produiten, wou d'Liwwerketten ënnerbrach goufen. An dee Krich, deen am Februar ugaangen ass, huet dat natierlech alles nach eng Kéier ëm munches verschlëmmert. An dat ass dat, woumat mer elo kämpfen, wat eng ganz héich Inflatoun mat sech bréngt, wou mer net esou richteg wëssen, wéini se zu engem Enn kënt. Also eng ganz grouss Incertitude, eng ganz grouss Volatilitéit; ech mengen, dat ass den haaptsächleche wirtschaftlechen Impakt vun dësem schreckleche Krich.

Och wat den direkten Impakt op eng ganz Rei Betriber ugeet, hu mer e puer Betriber, déi hei betraff sinn. Mir hunn där, déi a Russland aktiv waren. Déi

meescht hunn natierlech elo hir Aktivitéit a Russland suspendéiert.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mir hunn anerer, déi och en Impakt gesinn, zum Beispill eng Cargolux, déi jo ganz vill Flich a China huet, déi virdrun iwwer Russland geflu sinn. Abee, déi kënnen dat elo net méi maachen a mussen natierlech eng ganz Rei Detouren an eng Rei aner Fluchrouten huelen, wat natierlech hir Fluchzäite verlängert an och zousätzlech Tëscheländunge mat sech bréngt an dat natierlech alles och verdeiert.

En anereren Effet, dee mer um Niveau vun de Betriber gesinn, sinn déi, déi erakommen: Mir hunn eng Rei russesch Betriber, déi eng Presenz zu Lëtzebuerg haten, déi eis kontaktéiert hunn, fir eng Relokalisatioun vun hirem Personal vu Russland op Lëtzebuerg ze kréien. Dat si wéi gesot Betriber, déi schonn hei present waren an déi wierklech gefrot hunn, fir nom Ausbroch vum Krich hir Büroen an och hir Produktionsstellen zum Deel vu Russland op Lëtzebuerg ze verlagere. Dat ass keng einfach Saach, éischstens, well dat einfach logistesche schwierig ass, awer och, well mëttlerweil deene russesche Betriber, déi d'Land verlossen, zum Deel och schwéier Konsequenzen droen.

Bon, mir hunn och mat enger Rei Saache reagéiert: Mir hunn en Helpdesk installéiert. Mir hunn eng Rei Staatshëllefen, mir hunn eng Rei Hëllefen en place gesat. Mir hunn och iwwert de Solidaritéitspak eng Rei Garantien en place gesat fir Betriber op Préten an awer och eng Rei Aidë fir d'Energiekäschten, déi an d'Luucht gaange sinn, déi deemnächst och hei bei Iech an d'Chamber wäerte kommen an déi alleguerte reagéieren op déi Situatioun, déi duerch dee Krich do entstanden ass.

Ech mengen, dat ass e bëssen „in a nutshell“ dat, wat um wirtschaftleche Plang aus dësem Krich natierlech erauskënn. Alles dat ass schonn am Kader vun der Tripartite diskutéiert ginn. De Solidaritéitspak mat all deenen Hëllef fir d'Entreprises ass eng Reaktioun do drop, déi nach ëmmer valabel ass, mee wou mer natierlech musse reegelméisseg kucken, ob se nach ëmmer proportionéiert ass an ob een net och do muss nobesseren, änlech wéi mer dat och ëmmer erëm wärend der Pandemie gemaach hunn.

Deen zweete Punkt, Här President, dat ass dee vun der Hongersnout. Ech mengen, de Gusty Graas huet et gesot: Nieft all deene Verbrieche, déi d'Russen an hirem Krich géint d'Ukrain un der Zivilbevölkerung beginn, un all deene Leit, déi esou leiden ënnert deem schreckleche Krich, gëtt et e weidert Verbrieche, an dat ass dat Verbrieche, dat um globale Süden insbesonnesch begaange gëtt. Duerch déi Blockaden, déi Blockade vun deenen zum Beispill 25.000 Tonne Weess, déi net aus der Ukrain erauskommen an déi haaptsächlech am globale Süden natierlech ganz dréngend gebraucht ginn, gëtt déi Welthongerskris nach eng Kéier ëm munches méi schlëmm gemaach.

Et sinn eng Rei Orateuren, déi dorobber agaange sinn – de Gusty Graas, d'Stéphanie Empain, och den Yves Cruchten –, déi gefrot hunn, wéi dat sech repercuteiert op eng Hongerskris, déi souwiso schonn extreem schlëmm war, insbesonnesch an Afrika. Abee, 2020 hate mer 811 Milliounen Leit, déi ënnert dem Hunger an och der Gefor vun enger akuter Hongerskris gelidden hunn, an dat Ganz ass natierlech ënnert dem Effet vun der Pandemie an och elo nach eng Kéier dem Krich an der Ukrain ëm munches méi schlëmm ginn.

Mir gesinn, dass 60 % vun deenen am mannsten entwéckelte Länner, den LDCs, bedrot si vun enger

Verscholdungskris, och nach eng Kéier, well se musse nach méi Geld ausginn, fir u Bien-alimentairen ze kommen. D'Situatioun am Sahel ass besonnesch dramatesch, well an deene Länner, déi och eis Partnerlänner sinn – dem Burkina Faso, dem Mali an dem Niger –, d'Präisser fir Cereallen, fir Weess ëm 50 % an d'Luucht gaange sinn, och nach eng Kéier ënnert dem Effet vun deem Krich.

Mir hunn do elo scho 27,3 Milliounen Leit, déi en dréngende Besoin hu fir alimentaire Hëllef am Sahel, an dat kann nach eng Kéier ganz vill schlëmm ginn. Dat kann eropgoe bis zu 38 Milliounen Leit, wann déi Kris sech elo am Juli an am August nach eng Kéier verschlimmert, well derbäi kënn natierlech d'Dréchent, d'Klimakris, déi déi ganz Situatioun nach eng Kéier ëm villes méi schlëmm mécht. An alles dat ass natierlech e ganz explosive Mix vun Insecutéit, vu Klimakris, vun Agrarland, dat net méi do ass. An derbäi kommen natierlech déi Livraisouen aus der Ukrain an aus Russland, déi elo ausbleiwen an déi, wéi gesot, déi Hongerskris nach eng Kéier ëm esou villes méi schlëmm maachen. Do sinn ëmmer erëm och Rappel vu World Food Programme, déi wierklech och op déi Situatioun opmierksam maachen.

Wat kënnen mer do ënnerhuelen? Abee, international ass dat natierlech en Effort vu Koordination vun där internationaler Äntwert weltwäit. Mir wäerten och iwwermuer am Conseil des ministres vun de Kooperationsministere zu Bréssel doriwuer schwätzen, wat fir eng Äntwert mer als Europäer dorobber fannen. Dir wësst, dass d'Europäer en Haaptacteur sinn an der weltwäiter Sécurité alimentaire an nutritionnelle mat engem Budget vun 2,5 Milliarden Euro iwwert d'Zäitspan 2020 bis 2024.

Am leschte Conseil européen ass och d'Initiativ „Food and Agriculture Resilience Mission“ geholl ginn, déi och soll dorobber reagéieren. Mee och zu Lëtzebuerg maache mer natierlech ganz vill am Kampf géint déi Insécurité alimentaire, souwuel an der Aide humanitaire wéi och an eisem Developpementseffort, fir de Länner ze hëllefen, méi eng effikass Agrikultur ze kréien, méi resilient ze ginn an och besser a méi laangfristeg op d'Grënn vun där Hongersnout do kënnen ze reagéieren.

Dat ass en Effort, deen net einfach ass, deen och ëmmer méi komplex gëtt wéinst deene Phenomeener, op déi ech agaange sinn: Klimakris, Dréchent, Hongersnout, Insecutéit. Mee mir schaffen do mat eise Partnerlänner, och mat eise multilaterale Partner, fir dorobber ze reagéieren. An ech mengen, dass mer eis, mee awer haaptsächlech och eise Partnerlänner dat schëlleg sinn. Och do gesi mer, dass alles liéiert ass an dass e Krich an Europa, an der Ukrain och do déi Situatioun nach eng Kéier verschlimmert.

Voilà. Merci fir deen Debat hei. A wéi gesot och merci fir dee Support, fir alles, wat mer maachen als Reaktioun op dee Krich.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert déi dräi Motioune, déi am Kader vun dëser Debatt deponéiert goufen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1 vun der ADR, an där gefrot gëtt, fir eng objektiv Opklärung vun de Krichsverbrieche anzetrieden. Wie wëllt nach d'Wuert zu

dëser Motioune ergräifen? Den Här Asselborn, wann echgelif.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Wat fir eng ass dat elo, Här President?

M. Fernand Etgen, Président | D'Nummer 1.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | A nee, déi kënnen mer net unhuelen.

(Hilarité)

Do ass et nämlech esou, Här President, dass mer do an – wéi nennt een dat? – de Consideranten eigentlech déi bedeelegt Krichsparteien net akzeptéiere kënnen. Et ass Russland, dat de Krich declenchéiert huet, an et si keng bedeelegt Krichsparteien. Dat geet net! Mir kënnen dat net unhuelen.

Ech wëll och just soen heibäi, dass d'Regierung och weess, wat do ze maachen ass, fir der CPI ze hëllefen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn. Den Här Kartheiser, den Auteur, freet nach d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also ech wonnere mech jo heiansdo iwwert d'Aussoe vun der Regierung. An ech hat eigentlech gehofft, dass ech elo haut net méi misst d'Wuert huelen, fir op déi eng oder aner Saach anzegoen.

(Brouhaha)

Mee ech gesinn duerch d'Interventiounen, dass awer vun Ärer Sait aus de Besoin bestanen huet, an da wëll ech Iech och net enttäuschen.

Also ech muss emol feststellen, et ass schonn, ... Ech mengen, d'Leit dobaussen hunn elo net d'Geleeënheet, deen Text hei ze gesinn, dofir wëll ech kuerz hei resuméieren, ëm wat et geet. Et geet drëm, dass déi Krichsverbrieche, déi an der Ukrain geschéien, sollen opgekläert ginn an deenen dofir kompetenten internationalen Organisatiounen – dat sinn u sech d'UNO an d'OSZE, déi Organer hunn, déi dat kënnen am beschte maachen – an datt mir och sollen hëllefen, dozou bäidroen an esou weider. U sech ass et eng Saach, déi där grausamer Realitéit an der Ukrain, datt do Krichsverbrieche geschéien, soll entgéintwierken.

Voilà. Elo ass dee Saz hei – dee liesen ech da vir –, deen den Här Asselborn stéiert: „D'Chamber [...] ass sech bewusst, dass [...] eng vun alle Säiten unerkannter Opklärung vun esou Verbrieche wa méiglech duerch déi dofir zoustänneg an neutral internationalen Organisatiounen wéi z. B. d'UNO an d'OSZE oder spezialiséiert Institutiounen soll geschéien, mat Bedeelegung vun alle concernéierte Krichsparteien, an datt déi verantwortlech Persounen zur Rechenschaft solle gezu ginn.“

Dat ass jo dat Elementaarst, well wann ee gär eng Opklärung hätt, musse jo all déi Concernéiert kënnen do matwierken, fir Leit zur Verfügung ze stellen, fir Zeienaussoen, fir kënnen Recherchen ze maachen. Dat ass jo dat Grondelementaarst, fir kënnen ze erméiglechen, dass jiddereen, deen do bedeelegt ass, an iergendenger Form muss mathëllefen, fir Krichsverbrieche opzeklären. A „Krichsparteien“ ass am Droit international en allgemengen Term, fir all déi Staaten oder Entitéiten ze bezeichnen, déi an iergendenger Form um Konflikt bedeelegt sinn.

Et ass u sech hei eise Minister, dee bei engem komplett neutral formuléierten Text – also méi neutral geet et net –, fir géint Krichsverbrieche virzegoen, Nee seet. Dat ass fir eis schwéier nozevollzéien.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da kritt den Här Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wollt am Fong och näischt méi soen. Mee ech soen Iech awer elo, wat mech heirunner stéiert: Hei stéiert mech déi Hypokrisie, déi hannendrun ass an deem Text. Dir schreift hei en Text, fir esou ze maachen, ... Dir sidd all déi Gutt an déi Onschëlleg an dat ass alles schéin a jiddweree misst dat do kënne verstoen.

Just, wann ech Ären Text liesen, weess ech jo och, datt d'Krichsverbrieche an engem Krich iwwerall geschéien. Mee hei hu mer awer mat engem Krich ze dinn, an deem op där enger Säit Krichsverbrieche als eng Krichstaktik benotzt ginn, systematesch duerchgesat, all Dag, fir a sech eng Bevëlkerung ze brieche! Dofir gëtt Krich benotzt, vun engem Staat benotzt als Staatsterrorismus. An Dir setzt alles op dee selwechten Niveau. A genau dat ass dat, wat mech an Ärem Discours konstant andauernd stéiert! Dat ass dat Éischt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | An dat selwecht ass déi Geschicht vun der Wourecht. Am Krich gëtt jo net ëmmer d'Wourecht gesot. Jo, et gëtt net ëmmer d'Wourecht gesot, dat ass absolut evident. Mee et ass awer nach en Ënnerscheid tëschent deem engen an deem aneren. An deem enge lauschtere mer an e puer Deeg no an ech si frou, datt mer deem nolauschteren. Mee deem anere lauschtere mer net no!

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | An dat ass den Ënnerscheid. Dat ass déi Hypokrisie an dofir stëmme mer hei dergéint!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech ka mech als Éischt emol dem Här Wiseler uschlëssen. An dann dat Zweet: Dat Eenzegt, wat mer u sech hei misste maachen, wär eng Motioun ze stëmmen, an där mer dem Wladimir Putin en Ticket fir op Den Haag offréieren. Well ech mengen, et ass do, wou en higehéiert. Dat ass dat Éischt.

A wann ech da liesen haut, datt d'Duma muer soll doriwuer beroden, fir d'Doudesstrof erëm anzeféieren, fir déi dann ze applizéieren op Krichsgefaangenen aus der Ukrain, dann, mengen ech, mussen mer eis guer net iwwerleeën, wien hei schold ass, wien hei Krichsverbrieche begeet oder se grad plangt, well se verstoppen et net emol méi. Se maachen et wierklech an der Effentlechkeet, ënnert de Spotte vun der Weltëffentlechkeet, a se schomme sech net derfir. A genau dofir ass dat heiten eng puer Hypokrisie!

Mir sollten d'Krichsverbrieche vu Russland esou séier, wéi et geet, opklären, denoncéieren an dann déi responsabel Persoun – well de Fësch sténkt vum Kapp – ganz séier op Den Haag schécken, fir datt se do kann e rechtsstaatlecht Verfare kréien, well dat ass dat, wat mer mussen maachen! Als Weste mussen mer och beweisen, datt mer eis un eisen eegene Prinzippe moosse loosse.

Mir stëmmen dergéint.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

An ech mengen da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 1 kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass mat 4 Jo-Stëmmen, 53 Nee-Stëmmen an 2 Abstentionen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 4 voix pour, 54 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Félix Eischen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Wie wëllt nach dozou ...

(Interruption)

Mir müssen dat korrigeieren. Da kéime mer zur Motioun Nummer 2.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo. Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo, do ass et esou, dass déi Motioun do superfetatoire ass. An ech soen Iech och firwat – de Premier huet dat elo grad gesot –: Mir hunn als Lëtzebuurger Regierung de Moment schonn 155 Milliounen fir d'Ukrain deblockéiert. Dat sinn all déi Hëllef, déi hei opgezielt sinn. Mir maachen dat, mir brauchen do keng Motioun vum Här Kartheiser, fir dat hinzekréien.

M. Fernand Etgen, Président | Da freet d'Madamm Oberweis d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Also eis stéiert e weéng déi utilitaristesche Approche hei ënnendréiner. Et geet rieds vum lëtzebuergeschen Interessi. An dat stéiert eis wierklech immens staark an dofir géife mer dat net matdroen, well déi utilitaristesche Approche vun der ADR gesäit een och an anere Motiounen. Dat kënnt ëmmer erëm. An ech mengen net, dass dat iwwerhaupt soll hei mat eraflëssen. An dofir géife mir dat net matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen. D'Ofstëmme fänkt ...

(Interruption)

Den Auteur wëll och nach kuerz Stellung huelen zu dëser Motioun.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wollt soen ... also mir si jo elo amgaangen, hei an den Automatismus iwwerzegoen, datt alles, wat vun der ADR kënnt, refuséiert gëtt. Ech wollt just soen: Dat ass och an dësem Fall ganz schued. Well hei steet zum Beispill eppes dran, wat den Här Cruchten a senger Interventioun ugeschwat hat, dat ass den Export vu Liewensmëttel aus der Ukrain, dee jo am Abléck net funktionéiert, well eeben de Wee iwwert d'Mier blockéiert ass, woubäi mer dann och extra soen – an dat ass eeben nach net de Fall –, datt den Export vun Agrarprodukter aus der Ukrain iwwert d'EU soll ënnerstëtzt ginn. Dat ass dach net de Fall. An et ass esou wichteg!

Well wéi vill Riedner – ech mengen, mir alleguer – hunn op déi Hongersnout ugespillt, déi awer eventuell kënnt? Den Här Minister Fayot huet dat och elo nach gemaach. A fir dann den Automatismus hei ze huelen: „Et ass vun der ADR, mir refuséieren et“, wa mer awer Saache soen, vun deene mer wëssen, wéi wichteg se sinn, kann een dat dach nëmme bedauren! Et ass wierklech schued, datt mer esou funktionéieren hei. Ech mengen, e bësse méi eng konstruktiv Approche wär heiansdo och vläicht gutt!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da kënne mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. De Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 2 ass mat 4 Jo-Stëmme bei 54 Nee-Stëmmen an 2 Abstentionen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Dat ass u sech déi, an där gefrot gëtt, fir Studentebourse fir ukrainesch Staatsbürger anzerichten. Wie wëllt nach dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Asselborn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo, hei sinn ech elo ganz

konstruktiv. Déi Motioun do, Här Kartheiser, mussen mer an der europäescher Perspektiv gesinn. Mir kënnen net als eenzelt Land do fir d'Studenten Initiativen huelen. Ech huelen dat heite mat op Bréssel an ech sinn iwwerzeegt, dass mer do um europäeschen Niveau och Léisunge fannen. Merci, Här President. Also esou kënnen mer dat net stëmmen. Dat muss gekuckt ginn am europäesche Kontext.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn. Dann d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech verstinn net, firwat een net als Land kéint eppes maache fir Studenten. Ech weess elo net, firwat dat EU-genormt ass. Mee bon. Wat eis méi stéiert, ass, dass just vun ukrainesche Studente rieds geet an net vun deenen, déi net ukrainesch sinn. Well mir wëssen, et sinn och ganz vill Studenten hei, 50 bis 60, déi Netukrainer sinn an déi wierklech Krämpes hunn, iergendwéi Perspektiven ze hunn an déi warscheinlech zréck an hir Länner geschéckt ginn, an deene se iwwerhaapt näischt méi hunn. Also dat ass e gréissere Problem. Dofir droe mir dat heiten net mat.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Da fannen ech nach en anert Hoer an der Zopp. Éischtens emol: Firwat limitéiere mer eis op zéng Joer? Ech verstinn et net. Et ass d'Hoffnung, dass de Krich natierlech séier eriwwer ass. Mee souguer een, deen elo e Studium ufänkt, huet keng Garantie, dass en an zéng Joer fäerdeg ass. Schécke mer en dann erëm heem a soen him: „Et war Pech, domm gaang, du kriss keen Diplom hei zu Lëtzebuerg“? Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass, ech hunn et virdru gesot, zum Militärdéngscht: Et gétt keng Flicht zum Widerstand, et gétt och e Mänscherecht, ze flüchten. An dat heiten ass verstoppt gesot: Nëmme déi, déi sech net dem Wehrdéngscht entzunn hunn an der Ukrain, däerfen dovunner profitéieren. An aleng dowéinsten kënnen mir dat heiten net matdroen!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur. Nee, fir d'Éischt nach den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, also ech deelen déi Problemer, déi hei evoquéiert gi sinn. Hei ass eng Studentebourse, déi just op Staatsbierger vun der Ukrain limitéiert ass. A genau dat ass jo eng vun deene grouse Froen, déi notament an der EU diskutéiert ginn: ob Leit, déi aus der Ukrain kommen, ouni onbedéngt ukrainesch Staatsbierger ze sinn, net missten déi selwecht Droiten hunn. Dofir ass an dem Kontext och dës Motioun fir eis net akzeptabel.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also ech genéissen heiansdo, dass mer och Iech éierlech soen, déi Debatten an der Chamber, well ech d'Gefill hunn, dauernd bäizeléieren. Vun haut léieren ech och bäi. Zum Beispill ... Ech soen Iech och ganz kloer, firwat.

Mir haten hei eng Debatt iwwert d'Ukrain. An d'ADR huet hei als eenzeg Partei fënnef Motioune op den Dësch geluecht mat konkrete Propositionen, wéi mer der Ukrain kënnen hëllef; déi eenzeg Partei, déi konkret Propositionen op den Dësch leet, wéi mer der Ukrain kënnen hëllef. Dorënner ass och déi Proposition, dass mir als Lëtzebuerg déi nächst zéng Joer ... well mir jo hoffen, dass de Krich

iergendwann eriwwer ass. Déi Leit, déi an zéng Joer mam Studium net fäerdeg sinn, schécke mer bei d'Piraten. Mee datt mer iwwert déi nächst zéng Joer, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Do ass et besser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... iwwert déi nächst zéng Joer kënnen den Ukrainer hëllef, well vläicht Universitété futti sinn oder well se d'Mëttelen net hunn, fir an hirem Land ze hëllef, fir ze soen: „Ma da kënnt Der op Staatskäschten zu Lëtzebuerg studéieren“ ... Da fannen hei Parteien Hoer an der Zopp, fir dat net matzestëmmen, a mer mussen domadder op Bréssel goen.

Mee mir hunn dach e Staatsbudget! Mir sinn nach net esou wäit, Här Asselborn, wéi Dir Iech et vläicht virstellt, dass mer ee Budget an Europa hunn. Mir hunn en nationale Budget mat engem nationalen Educatiounsartikel. A mir kënnen soen: Mir huelen do 10 oder 50 ukrainesch Studente mat drop a mir hunn eppes gemaach fir déi Leit – konkret Hëllef!

An dëst Parlament seet dann Nee. Also konstruktiv ... Wësst Der, mir kënnen dat hei elo och nach fir déi nächst zwou Motioune weidermaachen. Mee kommt mer ni méi, kommt mer net – an och déi Diskussioun haut huet dat bewisen –, sot net wéi den Här Fayot: „De Kremlverstoer, deen distanzéiert sech.“ Mee well mir hei Propositionen fir d'Ukrainer maachen, déi ënner dem Krich leiden, ass et Är Partei, Här Fayot, déi hei mat dergéint stëmmt. Also kommt mer net mat esou Saachen. Verschount mech mat esou Virwërf. Et ass dach lächerlech!

(Interruption par la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Also, ech wëll awer och dozou soen: Sech hei dohinnerzestellen als déi eenzeg Partei, déi Motioune géif maachen, fir der Ukrain ze hëllef ... Ech wëll Iech just drun erënneren, dass mir virun dräi Wochen eng Motioun proposéiert hunn, wou zwou Säite Propositionen dra waren, wéi mer der Ukrain wierklech mat hiren aktuelle Problemer kéinten hëllef. An deen, deen dauernd dergéint geschwat huet, waart just Dir. Just Dir!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun der Motioun Nummer 3 kommen.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, ech wollt nach dorop reagéieren. Ech wollt ...

(Brouhaha)

Vote sur la motion 3

M. Fernand Etgen, Président | D'Ofstëmme fänkt un.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | O, boff, jo ...

M. Fernand Etgen, Président | De Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass mat 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par

M. Laurent Mosar), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

7. Motion de M. Fernand Kartheiser concernant le fonds pour la reconstruction de l'Ukraine

(Motion déposée en séance publique n° 46 du 31 mars 2022 – à consulter au compte rendu n° 15/2021-2022 en page 53)

Mir kommen elo zur Motioun vum Här Fernand Kartheiser iwwer e Fong fir d'Rekonstruktioun vun der Ukrain. An ech géif direkt dem Auteur vun der Motioun d'Wuert ginn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Wat ass fir eng ... ?

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Jo, dat stoung um Ordre du jour, Här Minister Asselborn.

Exposé

Merci, Här President, dass Der mer d'Wuert gitt. Jo, dat heiten ass erëm esou eng Saach, do wäerte mer da virgeworf kréien, Kreml-verstoer ze sinn. Mir hu proposéiert, dass Lëtzebuerg a sengem nächste Staatsbudget e Fong, en nationale Fong – o, och dat nach! – opleet vun 100 Milliounen Euro, fir beim Neesopbau vun der Ukrain och op nationalem Niveau kënnen ze hëllef.

Mir wëssen, dass och op europäeschem Niveau esou Initiative geholl sinn. Mir begrëssen dat ausdrécklech. Mee mir denken, dass mer och op nationalem Niveau sollte contribuieren, fir den Neesopbau vun der Ukrain ze erméiglechen.

Ech wëll och direkt op eppes agoen, Här Minister, wat Dir virdru gesot hutt. Dass ass ganz wichteg: den Deminage. Et gétt Géigenden ... net iwwerall an der Ukrain, well den Deminage muss manuell gemaach ginn oder ... bon, et kann een et och iwwer Bomme maachen, mee dat ass méi rar. Mee op deene meeschte Plaze gétt dat manuell gemaach an dat ass och ganz wichteg.

An ech wëll Iech direkt soen: Wann Dir elo proposéiert, dass mer och solle bilateral hëllef beim Deminage – mir hunn e gewëssenen Knowhow, et gétt international Programmer, déi kënnen mat finanzéieren –, si mir direkt d'accord. Direkt! Well dat ass effektiv ganz wichteg. Mir sinn och Member vun de Konventionne géint Landminnen an hei an do, e ganz wichtege Volet.

Mee ech mengen, dass mer doriwuer eraus sollten eist Wëssen, eist Handwierk, eis Industrie an eis finanziell Mëttelen engagieren, fir e Land nees hëllef opzebauen, dat vun engem Krich ravagéiert gouf, ouni, wéi gesot, selwer Ugräifer ze sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An ech ginn direkt dem Här Minister Jean Asselborn d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Majo, ech gesinn dat e wéineg anescht wéi den Här Kartheiser. Also, fir d'alleréisch: Gëschter am Conseil, Här Kartheiser, ass en Opruff gemaach ginn, dass all Land soll participéieren un deem Fonds fir den Deminage. Well mir hunn e puermol festgestallt: Et gëtt keng Rekonstruktioun ouni Deminage! An all Land soll do säin Effort maachen. Selbstverständlech maache mir dat och.

Dat Zweet, dat ass den Erëmpobau. Gëschter ass kloer gesot ginn am CAE, also am Conseil vun den Ausseministere, dass net, wéi et elo schonn amgaange war, verschidde Länner solle soen: „Mir bauen déi Stad op an der Ukrain“ – „A mir bauen déi Stad op.“ Och dat soll alles schéi concertéiert ginn. Duerfir géif ech Iech bidden, Här Kartheiser, ... Är Motioun si gutt, wat de Fong ugeet, mee fir d'Ëmsetzung musse mer awer kucken – mir sinn an Europa, ob Dir dat wëllt oder net –, dass mer dat mat Europa fäerdegbréngen, mat der Europäescher Unioun fäerdegbréngen, mat der Kommissioun fäerdegbréngen. An dat ass dat, wat d'Regierung wëll maachen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn. Dann d'Madamm Nathalie Oberweis.

Discussion générale

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, ganz änlech wéi virdrun hu mer hei deen utilitaristesche Gedanken hannendrun, dee fir eis einfach net geet: ze soen, dass et musse Lëtzebuurger Industrieverbänn sinn, déi dat solle maachen, an Acteure vun der Finanzplaz. Also dat ass fir eis en No-Go, dat esou ze konditionéieren un eis eegen Interessien. A mir menge souwisou, dass mer elo mussen eis Efforten op Friddensverhandlungen an e Waffestëllstand leeën an net onbedéngt heirobber.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da wier et um Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Et ass schonn e bësse witzeg, et gëtt esou dee Bon mot, dee seet: „Qui s'excuse s'accuse.“ An den Här Kartheiser, ... dat Éischt, wat e gesot huet, ass: „Dir wäert mech elo als Kreml-Verstoer heihinnerstellen.“ Ma anescht kann ech et net verstoen, well op där enger Säit hutt Der am Ufank vun der Kris de Kreml verteidegt, datt en alles futti bommt. An elo wëllt Der, datt dann d'lëtzebuergesch Economie dovunner profitéiert.

(*Interruption*)

Dat fannen ech jo schéin a gutt, wann d'lëtzebuergesch Economie soll dovunner profitéieren, mee kommt, mir maachen dat solidaresch an der EU. Kommt, mir investéieren déi Suen an e gemeinsame Fong, wéi dat och vum Minister hei proposéiert gouf. An ech mengen, datt dann eis Sue besser ukommen, wéi wann elo all Land do probéiert, säin eegene Sandkär iergendwou hinezepuchen, well herno steet awer keng Sandbuerg.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zrëck un den Auteur.

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Jo, ech schwätzen elo als Fait personnel, Här President, well ech mengen, datt et awer Limitten och an der Deontologie gëtt vun deem, wat een heibanne ka soen. Wann den Här Clement seet, ech hätt hei verdeedegt, datt de Kreml alles futti mécht! Dat seet en, nodeem d'ADR hei eng Ried gehalen huet, datt mer sollen a Richtung Fridden a Verhandlung goen. Dat ass de Contenu gewiescht!

M. Marc Goergen (Piraten) | Lauschttert Är Riede vun der leschter Kéier, da kritt Der et genau mat, datt Der dat gesot hutt!

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Also ech géif Iech proposéieren, Dir Häre Clement a Goergen, ech géif Iech wierklech proposéieren, vu datt Der esou, wéi Der dat haut gesot hutt an esou weider, morallesch zolidd sidd a mat der Wourecht esou gär spillt an déi héich Prinzippien héichhaalt, déi och emol op Iech ze applizéieren. Ech mengen, dat géif wierklech der Qualitéit vun eisen Debatten an dësem héijen Haus absolut guttdinn! Ech op jidde Fall soen Iech, datt ech fir eis Partei net akzeptéieren an och net fir mech perséinlech, datt hei gesot gëtt, ech hätt gerechtfertegt, datt do d'Ukrain futti gebommt gëtt.

De Contraire hu mer haut probéiert ze maachen, nämlech op e Wee ze goen, deen eis a Richtung Fridde bréngt an a Richtung Verhandlungen!

(*Interruption*)

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech mengen, da kënnen mer och elo zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. De Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Da géif ech d'Wuert un den Här Yves Cruchten gi fir den Depot vun enger Motioun.

(*Brouhaha et interruptions*)

Plusieurs voix | Mir hunn nach eng.

M. Fernand Etgen, Président | Dann huele mer déi nach fir d'Éischt.

8. Motion de M. Fernand Kartheiser concernant l'ouverture d'une Ambassade du Luxembourg à Kiev

(*Motion déposée en séance publique n° 46 du 31 mars 2022 – à consulter au compte rendu n° 15/2021-2022 en page 53*)

De Punkt 8 vum Ordre du jour: d'Motioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Ouverture vun enger Ambassade zu Kiev. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Jo, Här President, villmools merci. Ech si scho gespaant op d'Argumentatioun, déi hei wäert virbruecht ginn. Déi Kéier hu mer dat Verbrieche gemaach als ADR, datt mer proposéieren – well mer nach keng Ambassade zu Kiev hunn – an datt mer gär hätten, datt mer déi bilateral Relatiounen ënnersträchen. D'Bedeutung vun de bilaterale Relatiounen an d'Staatlechkeet vun der Ukrain, dat ass jo och d'Wiese vun diplomatesche Relatiounen a residenten Ambassaden, fir dat daitlech ze ënnersträchen.

Déi Kéier proposéiert d'ADR also, datt mer sollte fir d'Verstärkung vun de bilaterale Relatiounen eng resident Ambassade zu Kiev opmaachen, wou mer nach keng hunn. Ech weess elo net, wat mer elo nach hei reprochéiert kréien, fir dat elo ze proposéieren: Et wär vläicht utilitaristesches, et wär vläicht ... Ech weess et net, mee mir si gespaant a mir hoffen awer nach ëmmer, datt vläicht och aner Partiee mengen, dat wär eng gutt Iddi, fir eis Solidaritéit mat der Ukrain ze weisen, fir och eng resident Ambassade op der Plaz ze hunn.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert un den Här Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Also ...

(*Interruptions*)

Lauschttert, et sinn nëmmen Diplomaten, déi Ambassadeur ginn. Also ech wollt just soen, dass mer e ganz gudden Ambassadeur an och e ganz gudde Vizeambassadeur – oder wéi seet een dat?, also en zweete Mann – hunn zu Prag, déi eng formidabel Aarbecht gemaach hunn an déi zäitweis iwwerlaascht waren zu Prag, fir alleguerten déi Lëtzebuurger erauszekréien, déi sech während där Kris do opgehale hunn, déi haut nach souguer hëllef, wann ee muss onbedéngt an d'Ukrain goen, dass een och selbstverständlech erëm de Wee eraus fënn.

An duerfir géif ech mengen: Och hei, Här President, ass dat e Virdeel an esou enger Krisenzäit, dass mer d'Ambassade net an deem Land hunn, wou d'Kris ass, well mir hu se ni brauchen zouzemaachen. Aner Länner hunn hir Ambassade missen zoumaachen zu Kiev. An ech gesinn net, dass mer domat sollen iwwerlaascht sinn zu Prag, wéi mer dat maachen op ville Plazen. Dat weess den Här Kartheiser, well e war jo schonn eemol Member vun deem Klub. An e weess, dass mer als Lëtzebuurger Land effektiv, mengen ech, an 140 Länner vun der Welt net present si mat enger Ambassade, wou den Ambassadeur och wunnt a schafft.

Also ech mengen, et ass ganz gutt, wéi et elo ass. Loosse mer et esou lafen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn. Den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, mir sinn der Mee-
nung, datt eng Ambassade sécherlech an Zukunft
eng Kéier eng Plaz zu Kiew huet an et och gutt ass,
wa Lëtzebuerg do vertraueden ass. Ech mengen awer
just net, datt et haut de Moment ass, fir doriwwer of-
zestëmmen. Haut ass de Moment, wou mer amgaang
si mëtten an engem Krich zwëschent Russland an der
Ukrain. An haut ass et nu wierklech net de Moment,
fir iwwert déi Ouverture ze schwätzen. Wann do dee
Krich bis eng Kéier eriwuer ass, wann déi Relatiounen
sech reetabliert hunn, da setze mer déi Diskussioun
hei erëm op den Ordre du jour, Här Ausseminister.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler.
Ech mengen, da kéinte mer zum Vott iwwert dës
Motioun kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par
procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-
Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred
Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse
Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon
Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen,
MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo,
Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane
Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Max
Hengel), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges
Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone
Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi,
Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole
Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff, Claude
Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana,
Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten,
Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan
Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna
Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc
Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et
Mme Jessie Thill ;*

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

9. Question élargie n° 138 de M. Laurent Mosar sur l'extradition de ressortissants luxembourgeois aux autorités de pays tiers

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 138
vum Här Laurent Mosar iwwert d'Ausliwwerung
vu Lëtzebuurger Staatsbierger un Drëttlänner. Den
Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng
Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng
Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Mi-
nutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. No
där ganz animierter Diskussioun hoffen ech, datt
mer dann elo e bësselchen a méi roueg Gewässer
kommen. Ech wollt de Mëtten eng Question élargie
stellen zu engem Sujet, deen net onwichtig ass. Et
geet nämlech hei ëm d'Ausliwwerung vu lëtzebu-
ergesche Staatsbierger un Drëttlänner. Ech wëll och

direkt soen, ech wäert Iech elo ganz kuerz hei iwwer
e konkreete Fall schwätzen. Et geet mer awer net
drëm, dee konkreete Fall an déi Affär hei am Detail ze
beliichten, mee et geet mer eigentlech drëm, fir um
Beispill vun där Persoun do ze weisen, a wat fir enger
komplizierter Situatioun mer sinn.

Ech wëll och direkt soen, wann ech elo den Numm
vum Här Schneider hei benotzen, kéint dat muer
gradesou gutt d'Madamm Müller oder den Här
Schmit sinn. Et geet also hei, wéi gesot, am Fong elo
net ëm d'Persoun vum Här Schneider, mee et geet ëm
déi Problematik vum Här Schneider.

Ganz kuerz vläicht awer och fir d'Kolleegeinnen an
d'Kolleegeen, déi an deem Dossier net esou doheim
si wéi ech selwer ..., well ech hu mech ganz vill an de
leschte Woche mat deem Dossier beschäftigt, deen
och en Dossier ass – wëll ech och hei ganz kloer soen,
Madamm an Här Minister –, dee mech perséinlech
ganz staark beréiert, an net nëmmen als Politiker
beréiert, mee dee mech och als Mensch an och als
europäesche Bierger beréiert. An ech wäert Iech och
erklären, firwat.

Et geet also hei ëm eng Persoun, den Här Schneider,
fréiere Fonctionnaire, dee laang och fir de lëtzebu-
ergesche Staat geschafft huet, deen, wéi vill Lëtzebu-
erger, a Frankräich hei vir am Grenzraum wunnt, deen
d'lëtzebuergesch Nationalitéit huet, deen och Kan-
ner huet, déi hei an d'Schoul ginn, deen och an der
Haaptstad e Büro huet, wou e schafft. Deem Här
Schneider gëtt elo vun der amerikanescher Justiz
virgehät, en hätt iergendwéi am Kontext vun enger
Gesellschaft, déi OneCoin heescht, gewëssen Opera-
tiounen gemaach, déi kéinte géint d'amerikanesch Ge-
setzgebung verstoussen.

Ech wëll awer direkt och nach betounen: Géint deen
Här läit iwwerhaupt näischt hei zu Lëtzebuerg vir. Et
läit och guer näischt a Frankräich vir. Deen huet iwwer-
gens och hei zu Lëtzebuerg e Casier judiciaire vierge.

Dee Mann, deen eigentlech net richtig weess, wat
em do reprochéiert gëtt, gëtt dann – an dat muss
Der Tech emol virstellen – eng Kéier moies kuerz
virun aacht Auer, kuerz virum Rond-point Raemerech,
wou de Mann wollt säi Fils op Lëtzebuerg an d'Schoul
féieren ... 20 Polizisteweene, déi deen do unhalen,
déi de Mann ënner Waffenundroung aus dem Auto
zéien, säi klenge Bouf, deen hannendra sëtzt, och
ënner Waffenundroung aus dem Auto huelen. Dee
Mann gëtt dorobberhin direkt op Nanzeg gefouert
an d'Instructioun. Entre-temps ass en awer mat enger
Foussfessel erëm fräi.

Ech muss Iech soen: Wann een dat esou matkritt, ass
dat eppes, wat een extreem schockéiert. An nach eng
Kéier: Et geet guer net elo hei drëm fir ze kommenté-
ieren, wat den Här Schneider gemaach oder den
Här Schneider net gemaach huet.

An ech wëll dann och elo op déi juristesche Analys
kommen, déi, ech weess, net ganz einfach ass. Do
muss Der fir d'alleréischte wëssen, léif Kolleegeinnen
a Kolleegeen, datt mir en Ausliwwerungsgesetz hu
vun 2001, dat eis verbitt – ech soen: Lëtzebuerg verbitt –,
iergendee vu senger Staatsbierger auszeliwweren.
Esou e Gesetz gëtt et an allen europäesche Staaten
an, ech mengen, an deene meeschte Staate vun der
Welt. Dat heescht, mir dierfe kee Staatsbierger aus-
liwweren, egal, wat dee Staatsbierger eventuell an
engem Drëttland gemaach huet.

Dat selwecht Gesetz gëtt et a Frankräich. Och do dierf
e franséische Staatsbierger net ausgeliiwert ginn un
en Drëttstaat, egal, wat en do gemaach huet.

Allerdéngs, an dat ass, wat esou schockant ass,
gëlle fir e Lëtzebuurger a Frankräich a fir e Fransous

zu Lëtzebuerg net déi selwecht Rechter. An duerfir
hunn ech gesot: Dat ass eppes, wat mech als euro-
päesche Bierger extreem stéiert! An ech kucken hei
d'Madamm Reding, laangjäreg Kommissärin, déi
sech ganz vill fir d'Mënscherechter agesat huet. Mir
sinn also hei an enger Situatioun, wou en europä-
esche Bierger, deen d'Recht huet, laut Artikel 21, vun
der Libre circulation ze profitéieren an deen op Base
vum Artikel 18 iwwerall an all Memberland vun der
Europäescher Unioun muss d'selwecht traitéiert ginn,
hei net esou traitéiert gëtt.

An ech muss soen, dat verstéisst géint all europäesch
Reegelen a fir mech ass dat äusserst grav! Well wat
dem Här Schneider elo passéiert ass, dat kann Iech
alleguerten a mir och passéieren, datt mir eis eng
Kéier an engem aneren EU-Memberland ophalen, a
wa mer dann an engem Drëttland géife poursuivéiert
ginn, kënne mir do arréiert ginn a mir riskéieren
ausgeliiwert ze ginn.

An elo muss ech Iech soen, dat wat dem Här Schneider
reprochéiert gëtt, dat ass a Frankräich – an dat resul-
téiert aus engem Arrêt – an och zu Lëtzebuerg gëtt
dat mat sechs Joer maximalem Prisong bestrooft. Ma-
ximalem Prisong!

Här President, ech sinn e bësse méi laang, et ass e
ganz wichtege Sujet, duerfir erlaabt mer vläicht, dat
awer e bësselchen auszuféieren.

M. Fernand Etgen, Président | Et gëtt awer Ree-
gelen, ech wëll Iech just dorunner erënneren. An et
muss een Iech ëmmer un déi Reegelen erënneren.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, Här President, Dir
wësst, ech halen ... Mee ech mengen, et ass e wich-
tege Sujet. Hei riskéiert deen, an Amerika ausge-
liiwert ze ginn an dee kritt 40 Joer Prisong. 40 Joer
Prisong! Dee riskéiert zu New York an de Prisong ze
kommen, wou all Mënschrechtsorganisatiounen de
Kapp rëselen, well se soen, datt dat ënner aller Klari-
nëtt ass. Dat ass also d'Situatioun!

An ech muss Iech soen, et geet mir, wéi gesot, hei
drëm, wat de Lëtzebuurger Staat ënnerhëlt, fir seng
Bierger ze protegéieren, datt déi net un en Drëtstaat
ausgeliiwert ginn. An ech froen duerfir – an da kom-
men ech ganz schnell zu menge Froen –: Madamm
an Här Minister, éischtens wëll ech wëssen, ob der
Regierung déi ganz Thematik do bewosst ass, wat
d'Regierung eventuell bis elo ënnerholl huet, fir alles
ze maachen, datt dee lëtzebuergesche Staatsbierger
net ausgeliiwert gëtt.

Zweetens sinn ech wierklech der Meenung, datt déi
ganz europäesch Legislatioun iwwert de Mandat
d'arrêt européen lacunaire ass, well et ka jo net sinn,
datt europäesch Staatsbierger verschidden traitéiert
ginn, wa se an engem anere Land sinn!

An drëtten mengen ech och, datt déi ganz Ausliw-
werungstraitéien, déi mer mat verschiddene Länner
hunn, totalement depasséiert sinn – fir nëmmen deen
ze kucke mat Amerika: Deen datéiert, mengen ech,
vun 1884. Dat fir Iech ze soen, wéi al déi Traitée sinn.

Voilà, dat sinn déi Froen, déi ech wollt stellen. An et
geet, wéi gesot, hei ëm déi fundamental Fro, wat de
Staat, eng Regierung mécht, fir seng eege Staatsbier-
ger ze schützen.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar.
D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizminis-
tesch Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci
villmoools, Här President. Merci, Här Mosar, fir d'Fro.

Ech verstinn natierlech absolutt um mënschleche Plang dat, wat Der sot. Juristesesch – an net nëmme juristesesch, och institutionell, an dat wësst Der, well mir hu scho méi wéi eng Kéier iwwer deen Dossier hei geschwat – ass d'Situatioun awer déi, dass net d'Regierung kompetent ass, fir iwwert d'Poursuitten ze diskutéieren an ze decidéieren, mee dass dat de Parquet ass.

Ech ginn natierlech elo net op en Eenzelfall hei an. Dat steet der Chambersdiskussioun, mengen ech, net zou. Also Dir kënnt dat natierlech als Beispill fir ze illustréieren soen, mee ech kann hei eng Decisioun, déi op deem doten Niveau geholl ginn ass, weeder kommentéieren nach kritiséieren nach analyséieren.

Dir hutt mer als Éischt d'Fro gestallt, ob d'Regierung sech der Situatioun bewosst ass. Ech mengen, Dir kennt d'Äntwert op déi Fro, well Der mer scho Question-parlementaire gestallt hutt, well mer déi Diskussioun scho gefouert hunn: Jo, mir kennen déi Situatioun a mir sinn eeben drop opmierksam gemaach ginn, nodeems dat Ganzt an der Éffentlecheet war. Duerfir: Jo, mir kenne se.

Vläicht eng Kéier kuerz zu de Prinzippien. Et ass effektiv esou, dass e Lëtzebuurger Staatsbierger, dee sech zu Lëtzebuerg befënnt, net kann ausgeliwert ginn an en Drëttstaat. An dat si mir net eleng, déi esou eng Reegel hunn, ech géif mengen, déi meescht Länner op der Welt hätten dee selwechte Prinzip. Duerfir stellt Der jo d'Fro: „Ass de Mandat d'arrêt europäen lacunaire?“, well et déi Reegel an deem Cas de figure net gëtt.

Dat heescht, wann elo en europäesche Staatsbierger sech an engem anere Memberstaat befënnt an et kënnt vun engem Drëttstaat eng Demande d'extradition, da spillt dee Protektiounsmechanismus net. Do gëtt et och haut scho Jurisprudenz vum der Cour de justice de l'Union européenne. Duerfir sinn ech e bëssen iwwerrascht, wann Der sot, et géif géint alles verstoussen, well u sech en Arrêt, deen Der, mengen ech, och kennt, den Arrêt Petruhin vun der Europäesche Geriichtshaff hei um Kierchbierg de 6. September 2016 decidéiert huet:

„Lorsqu'un État membre dans lequel un citoyen de l'Union, ressortissant d'un autre État membre, s'est déplacé, se voit adresser une demande d'extradition par un État tiers avec lequel le premier État membre a conclu un accord d'extradition, il est tenu d'informer l'État membre dont ledit citoyen a la nationalité et, le cas échéant, à la demande de ce dernier État membre, de lui remettre ce citoyen, conformément“, an do komme mer dann dohinner, „aux dispositions de la décision-cadre [...], pourvu que cet État membre soit compétent, en vertu de son droit national, pour poursuivre cette personne pour des faits commis en dehors de son territoire national.“

Dat heescht, et muss dann an all Fall och déi Prozedur respektéiert ginn, et muss en Dossier zesumme gestallt ginn an et muss op Basis vu konkrete Faiten da gefrot ginn, dass dee Ressortissant a säin Heemechtsland zréckkënn.

Ech verstinn awer och Är juristesesch Argumentatioun, wou Der sot, dass et am Fong speziell ass, dass een als Lëtzebuurger eng aner Protektioun huet, wann ee sech zu Lëtzebuerg befënnt, wéi wann ee sech an engem aneren Nopeschland befënnt, also an engem europäeschen Nopeschland befënnt. Ech hunn elo perséinlech keng Connaissance dovun, dass esou Travaux am Moment schon amgaange wäeren, mee, wéi Der richteg sot, misst dat natierlech op europäeschem Niveau am Kader vun deem Mandat d'arrêt europäen klarifiéiert ginn, well dat misst jo dann eng Reegel sinn, déi fir all Land an der Europäescher Unioun géif d'selwecht spillen.

Dann deen drëtte Punkt, wou Der vun den Ausliwierungstraité schwätzt. Ech mengen net, dass dat an deem heite Cas de figure elo eng Inzidenz direkt hätt, well wéi Der richteg gesot hutt an ech Iech jo och confirméiert hunn, ass d'Reegel elo wierklech déi, dass kee Lëtzebuurger Nationall ausgeliwert gëtt vun deem Moment un, wou e sech hei um Territoire befënnt.

Ech mengen, den Här Asselborn hätt och nach Präzisiounen zu der Hëllefstellung, déi ee ka gelescht kréien.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Justizministesesch Sam Tanson. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo, wann Der wëllt, géif ech hei hanne stoe bleiwen. An der Fro, déi den Här Mosar gestallt hat, war och d'Wiener Konventioun ugeschwat ginn. En huet dat zwar elo net gefrot, mee ech wëilt vläicht e puer Wuert dozou soen. Also dat ass d'Konventioun iwwert d'konsularesch Beziéunge vun 1963 an do gesäit een am Fall vum Artikel 36 vir, also am Fall, wou e Lëtzebuurger Bierger am Ausland géif festgeholl ginn, dass déi lëtzebuergesch konsularesch Verriedung an deem Land ee Recht huet, souwuel mat der concernéierter Persoun am Prisong ze kommunizéieren wéi och d'Persoun am Prisong besichen ze goen an hir Hëllef ze leeschten, zum Beispill, en Affekot ze fannen.

Derbäi kënnt, dass d'Autoritéit vum deem Land, wou e Lëtzebuurger Bierger festgeholl gëtt oder am Prisong setzt, obligéiert sinn, direkt déi Lëtzebuurger konsularesch Verriedung sur place doriwuer ze informéieren, à moins dass déi Persoun dat ausdrécklech refuséiert.

Bon, an deem Fall, deen Der jo awer indirekt ugeschwat hutt, Här Mosar, wëll ech soen, dass mir deenen Obligatioune voll a ganz nokomm sinn. Eis konsularesch Verriedung a Frankräich, zu Paräis, huet déi gefrot konsularesch Assistenz gelescht. Sollt et elo zu enger Extraditioun an d'USA kommen, da géifen ons konsularesch Mataarbechter an Amerika sech selbstverständlech weiderhin dréms këmmen, fir dass déi néideg konsularesch Hëllef vu Lëtzebuurger Säit garantéiert ass.

An ech hoffen, dass dat net geschitt. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn. Obschonn d'Zäit ofgelaf ass, wëllt den Här Mosar nach eng Zousazfro stellen. Ganz kuerz, wannech gelift, prezis!

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, Här President, ech soen deenen zwee Ministere Merci. Ech wëll just awer nach eng Kéier soen: Ech weess, dass déi Situatioun juristesesch komplex ass. Ech soen awer nach eng Kéier ganz kloer ... An duerfir sinn ech och frou, dass den Ausseminister selwer elo och de Mëtteg present ass, well ech weess, dass den Ausseminister – also och d'Justizministesesch, mee den Ausseminister ass méi mat esou Dossiere confrontéiert – sech ëmmer extreem asetzt, asetzt fir all lëtzebuergesche Staatsbierger, och fir net lëtzebuergesch Staatsbierger, eppes, wat mir an ech och selwer ganz staark appreciéieren!

Ech mengen, mir sinn hei an engem mënschlech dramatesche Fall, engem dramatesche Fall! A kommt, mir maachen eis näischt vir, Här Ausseminister: Dir wësst och, wann dee Mann bis an Amerika ausgeliwert ginn ass vun de Fransousen, da setzt deen zu New York an engem schreckleche Prisong. An ech brauch Iech net ze soen, wat op dee Mann do waart, deen hei eng Famill huet, dee schlussendlech, egal wat ... Deen huet och vill Meritte fir de

lëtzebuergesche Staat, well e laang och fir de Staat geschafft huet.

Ech mengen, do misst eng Regierung awer alles maachen – alles maachen! –, wat an hire Méiglechkeete steet, zesumme mat de franséischen Autoritéiten, och mat de Justizautoritéiten – an dat heescht elo net, Madamm Tanson, dass mir Iech hei géife soen, Dir misst do beim Parquet intervenéieren –, fir ze evitéieren, soen ech nach eng Kéier, dass e lëtzebuergesche Staatsbierger an Amerika ausgeliwert gëtt.

M. Fernand Etgen, Président | Ech hunn net direkt gemierkt, wou d'Zousazfro wier.

M. Laurent Mosar (CSV) | Et war eng Fro ...

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Nee, ech och net.

M. Fernand Etgen, Président | Ech géif am Fong dann d'Wuert zréckginn un d'Madamm Justizministesesch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Ech och net. Mee vu dass den Här Mosar sech un den Här Asselborn adresséiert huet, ech awer eigentlech net gesinn, wat dem Här Asselborn seng Roll an där doter Situatioun kéint sinn ..., also nach eng Kéier: Mir hunn eng Gewaltentrennung bei eis am Land. Mir diskutéiere jo vill doriwuer. An déi eenzeg Méiglechkeet wier jo déi, dass ee géif bei den Autorités judiciaires agräifen a soen, si missten eng aner Decisioun huele wéi déi, déi se geholl hunn. Or, et ass de Parquet, deen d'Opportunité des poursuites huet fir e Bierger zu Lëtzebuerg. An hei hu si a Fonctioun vum deem Dossier, wéi en ass, eng Decisioun geholl!

Wéi gesot, et steet mir wierklech net zou, dat ze kommentéieren. Duerfir hate mer jo och extra Echange doriwuer, och mat der Procureur général d'État. An et gëtt keen anere Wee! Dat heescht, de Wee, deen Dir elo opzeechent, dat wier dee vun engem Agräife vun der Politik an d'Justice.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesesch. Dese Punkt ass domat ofgeschloss.

10. Question élargie n° 126 de Mme Viviane Reding sur le rapport de la Commission européenne sur l'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires de l'Union européenne

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 126 vun der Madamm Viviane Reding iwwert de Rapport vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'Evolution vun der Akafskraaft vun den EU-Beamten. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Reding (CSV) | Merci, Här President. Mir hu vill haut iwwer Krich a Fridde geschwat, seriö, doudseriö Problemer, an déi Fro, déi elo um Dësch läit, kann e bësselchen als niewesächlech an deem Kontext gesi ginn. An dach, fir d'Zukunft an d'Stäerkt – oder d'Netstäerkt – vun den europäeschen Institutiounen hei zu Lëtzebuerg ass et net niewesächlech, mee et ass scho wichteg.

Ëm wat geet et? Et geet net ëm déi europäesch Institutiounen, deenen hire ganze System hei zu Lëtzebuerg ass, wéi zum Beispill d'BEI, d'Cour des comptes, d'Cour de justice, mee et geet haaptsächlech ëm d'Europäesch Kommissioun, vun där d'Haaptinstitutiounen zu Bréssel sinn, an awer och ganz vill Administratiounen zu Lëtzebuerg. Dat betrëfft e puer Dausend Mataarbechter, wou Deeler, wichteg Deeler vun der Kommissioun hei zu Lëtzebuerg sinn.

Wat ass dann de Problem? Majo, wann der e Betrib huelt oder eng Institutioun, déi ka sech op Dauer

nëmmen entwéckelen, wann talentéiert, kapabel Mataarbechter ugezu ginn. Geschitt dat net, da gëtt déi Institutioun oder dee Betrib lues a lues ausgehilt. An dat ass leider zu Lëtzebuerg deelweis de Fall.

Ech ginn Iech e puer Beispiller, an et ass och schonn hei doriwwer geschwat ginn. Nämlech am Gesondheitsberäich, do hate mer déi ganz wichteg Agence Chafea hei zu Lëtzebuerg, déi d'Gesondheitspolitik vun der Europäescher Kommissioun ausgeschafft huet. Déi ass opgeléist ginn an ënner engem aneren Numm, HERA, zu Bréissel installéiert ginn. Am Technologieberäich, wou virgesinn ass, datt dräi Direkteschposten hei zu Lëtzebuerg där Administratioun virstinn, sinn der ganz genau null hei zu Lëtzebuerg.

Et gëtt ëmmer manner fest Kontrakter an ëmmer méi zäitlech limitéiert Kontrakter zu ganz oninteressante finanzielle Konditiounen fir d'Leit. An et gesäit ee jo och, zum Beispill déi nei Europäesch Staatsanwaltschaft, déi huet Krämpes, fir hei zu Lëtzebuerg Mataarbechter ze fannen. Dat Ganz ass de facto eng Aushillegung vum Accord de siège a vun der Zukunft vun den Institutiounen.

Firwat ass dat esou? Dat geet zrëck op de Statut vun den EU-Beamten vun 1970, schonn eng laang Zäit hier. An deem Statut gëtt ëmmer gekuckt, wann eng Administratioun an engem anere Land ass, wéi d'Liewenshaltungskäschten an deem Land sinn, a getrei där Berechnung gëtt dann de Salaire berechent, mat der eenzeger Ausnam zwëschen Bréissel a Lëtzebuerg, wou dat net gemaach gëtt. Aus historesche Grënn, Här President – ech wëll elo net dorobber agoen –, mir wëssen et alleguer.

Mee d'Welt huet sech geännert zënter 1970 an haut ass de Pouvoir d'achat zu Lëtzebuerg am zweestellige Beräich méi niddreg wéi zu Bréissel mat deem selwechte Gehalt. Ergo zéien d'Leit et vir, fir dat selwecht Gehalt dann op Bréissel schaffen ze goen. Dee Coefficient correcteur, deen et an aneren Administratiounen vun der Kommissioun an anere Länner gëtt, gëtt leider net ugewannt, an dofir ass dee Problem.

Et sinn awer e puer Institutiounen zu Lëtzebuerg, déi dee Problem bei sech geléist hunn. Ech nennen d'NATO, ech nennen d'EFETA, déi hunn esou e Coefficient correcteur agefouert.

Wéi elo dee leschte Rapport vun der Kommissioun erauskomm ass zu deem System do, deen haut leider net méi fonctionéiert, wéi e soll, huet d'Lëtzeburger Press, an ech zitieren: „Luxembourg, not the place to be“ zum Beispill iwwert dee Rapport geschriwwen. An d'Syndikater vun den Europabeamten, an ech zitieren se, déi hunn och gesot, datt d'Kafkraaft zu Lëtzebuerg méi wéi 20 % ënnert där vu Bréissel läit, d'Paie awer déi selwecht sinn. „Nous sommes dans une situation de discrimination, d'inégalité de traitement flagrante. Cet aspect est bien rappelé dans le rapport de la Commission“, soen d'Syndikater.

Sou, Här President, an deem Sënn hu mer och an der aussepolitichescher Kommissioun diskutéiert. Mir kennen de Problem. An hei geet et elo net drëm, Här Ausseminister, fir der Regierung Virwërf ze maachen. Hei geet et drëm, fir der Regierung de Réck ze stäipen. Dofir hoffen ech, datt d'Parteien hei an dësem héijen Haus soen: „Mir brauchen eng Reform vum Statut. A mir brauchen eng Reform vum Statut, déi net diskriminatesch ass vis-à-vis vun deene Leit, déi mer hei zu Lëtzebuerg brauchen. Regierung, verhandelt an deem Sënn, a Regierung, siefert gewëss, datt d'Parlament an deem Sënn hannerun Iech steet!“

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Reding. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Also merci villmoos, Madamm Reding. Mir haten effektiv an der Kommissioun heiriwwer geschwat an Dir hutt der gehalten, dass mer dat och am Plenum maachen. An ech ginn Iech do ganz Recht. Well et e wéineg technesch ass, hoffen ech, dass Der mer e wéineg Zäit gitt, fir dat kënnen dann nach eng Kéier ze explizéieren.

D'Presenz vun den EU-Institutiounen zu Lëtzebuerg ass jo e Sujet, dee fir d'ganz Land immens wichteg ass, net nëmme fir eng Regierung. An duerfir wëll ech och begrëssen, dass d'Madamm Reding, déi dee Betrib ganz gutt kennt, sech och weider derfir aasetzt, an engem Joer, wat jo 70 Joer europäesch Presenz elo zu Lëtzebuerg och markéiert. An ech mengen, dorobber kënnen mer allegueren och e wéineg houfreg sinn.

Loosst mech vläicht déi méi generell Punkte maachen, wat de Statut vu Lëtzebuerg als Sëtz vun den EU-Institutiounen an -Agencen ugeet, fir dann e wéineg op den Detail ze kommen.

Also fir d'éischt emol, a jidderee kennt jo de Kierchbiere, wann een de Kierchbiere gesäit, da kann ee menger Meinung no net soen, dass Lëtzebuerg elo eng vun deenen dräi Hauptstied wier, wou keng Dynamik méi ass, an dass do eng Gefor géif bestoen, dass mer géife verschwannen. Mir hunn effektiv – an dat därefer mer net vergiessen – 14.000 Agenten zu Lëtzebuerg schaffen, eng Zuel, déi mir nach ni haten. A mir konnten an de leschten zwee Joer zwou nei Agencen hei op Lëtzebuerg hikiréien. Dat sinn den Europäesche Parquet an och den EuroHPC, déi sech also hei zu Lëtzebuerg ugesidelt hunn. A mir hunn ufanks vun dësem Joer och de Greffe kritt vun der Cour d'appel vun der Juridiction unifiéeduo du brevet. Dat ass wichteg an eng weider Stärkung also vun eisem Pôle juridique.

Souwuel deen Europäesche Parquet wéi och deen EuroHPC hu fir dëst Joer eng konsequent Hausse vun hirem Personal accordéiert kritt an donieft ass d'Mandat vum EuroHPC och ausgebreit ginn, wat eigentlech gutt Nouvellé si fir Lëtzebuerg. Et sief och kloergestallt, dass béid Agencë keng Problemer hunn, fir kompetent Leit hei zu Lëtzebuerg ze fannen. Dat beweist, dass Lëtzebuerg nach ëmmer attraktiv ass, an och fir Experten an de Beräicher Finanzen, Droit an och Digitales.

An déi sëllege Bauprojeten um Kierchbiere – Dir gesitt d'Kranen, déi do allegueren schaffen –, déi allegueren eng grouss Envergure hunn, déi weisen, dass den Engagement à long terme vun den Institutiounen zu Lëtzebuerg fir Presenz hei am Land net a Fro gestallt ass.

Wat elo de Rapport vun der Europäescher Kommissioun iwwert de Statut vun der Europäescher Fonction publique betrëfft, dat ass zimmlech komplex. Mir hunn dat an der Kommissioun gekuckt an ech widerhuelen et och nach eng Kéier hei. Dee Rapport ass vum 26. Abrëll 2022. En ass un d'Europaparlament gaangen an en ass un de Conseil geschéckt ginn. An op Basis vun deem Rapport decidéiert elo d'Kommissioun, ob si eng Propos mécht, fir de Statut op verschiddene Punkten ze änneren. Dat ass also d'Kommissioun eleng, déi den Droit d'initiative do huet.

Et sief och drun erënnert, dass, wéi ech gesot hunn, den Initiativmonopol fir all Ännerunge vum Statut vun den EU-Beamten eleng bei der Kommissioun läit. Dat läit net bei der Regierung oder beim Europaparlament, et läit eleng bei der Kommissioun!

A wéi de Statut et virgesäit, huet sech och dëse Rapport virun allem mat der Fro ausernanergesat, ob d'Entwécklung vun der Kafkraaft vun allen EU-Beamten equivalent verlaf ass mat der Entwécklung

vun der Kafkraaft vun der Fonction publique an de Memberstaaten. De Constat vun der Kommissioun ass, dass dat just bedéngt de Fall ass, well d'Paie vun den EU-Beamten tëschent 2014 an Enn 2021 net esou staark geklomme sinn, wéi dat am öffentlechen Déngscht vun de Memberstaaten de Fall war. D'Differenz läit do bei 3,1 %.

Donieft ass an deem Rapport, d'selwecht wéi am leschte Rapport, deen 2018 war, ënner anerem en Deel iwwert de sougenannte Coefficient correcteur. Also d'Coefficients correcteurs, d'Madamm Reding huet et gesot, erlaben et, d'Paie vun den EU-Beamten automatesch un d'Liewenskäschte vun de jeeweilige Lieux d'affectation unzupassen. An de Referenzwäert ass Bréissel. Dat ass esou.

D'Statistiken iwwert d'Liewenskäschten op deene verschiddene Lieux d'affectation gi reegelméisseg vun Eurostat à jour gesat. Dës Coefficients correcteurs existéieren de Moment an allen EU-Memberstaaten, an deem EU-Institutiounen an -Agencë present sinn, an och an den Drëttstaaten, an deenen d'Services extérieurs vun den EU-Delegatiounen sinn, mat engem Ausnam, Dir hutt et gesot, eebe Lëtzebuerg.

Wéinst dem historesche Rôle vu Lëtzebuerg a Bréissel als Sëtz vun den Institutiounen huet de Statut, vun deem déi lescht Versioun 1963 – ech mengen, do hu mer eppes gefeiert hei zu Lëtzebuerg – ugeholl gouf, déi selwecht Grille de salaire fir Bréissel a fir Lëtzebuerg virgesinn. De Statut seet kloer an däitlech, dass et kee Coefficient correcteur fir Lëtzebuerg gëtt. A laang Zäit war dat natierlech och iwwerhaapt kee Problem, well et keng grouss Differenzen tëscht der Entwécklung vun de Liewenskäschten zu Lëtzebuerg an deenen an der Belsch gouf. Dat ass haut net méi esou, dat ass kloer.

D'Afféiere vun engem potenzielle Coefficient correcteur fir Lëtzebuerg setzt fir d'alleréisch eng Ännerung vum Statut vun der Fonction publique européenne selwer virus. An déi ka just iwwert, wéi ech gesot hunn, d'Codecision vum Conseil a vum Europaparlament geschéien. De Statut erlaabt och keng aner Prozedur an deem Fall. An d'Lëtzeburger Regierung huet leider keen Initiativrecht.

Nun, de Rapport erkennt un, datt den Ënnerschied vun de Liewenskäschte problematesch ass, mee datt et keng Solution magique gëtt, dat eebe wéinst de Particularitéite vu Lëtzebuerg.

De Rapport léisst awer d'Fenster op fir méiglech Léisungssusätz, esou wéi déi aktuell Reflexiounen tëscht der EU-Institutioun a Lëtzebuerg iwwer eng intern Léisung. Enn Abrëll an Ufank Mee gouf de Rapport am zoustännegen Aarbechtsgrupp vum Conseil diskutéiert. Do huet Lëtzebuerg kloer an däitlech eis Positioun, wat d'Fro vun de Liewenskäschten tëscht Lëtzebuerg a Bréissel betrëfft, vertrat, esou wéi d'Madamm Reding jo och gesot huet a wéi d'Chamber mat hannendrusteet.

Mir hunn d'Kommissioun eemol méi opgeruff, all Pisten ze exploitéieren, fir déi Differenz an der Kafkraaft respektiv vun de Liewenskäschten tëscht den EU-Beamten zu Lëtzebuerg an hire Kolleegen zu Bréissel auszegläichen. Eng vun deene Pisten kéint sinn, fir e separate Coefficient correcteur fir Lëtzebuerg anzeféieren, mat all deenen Hürden, déi ech awer elo vir-dru beschriwwen hunn.

Nun, nodeems d'Kommissioun de Rapport iwwert de Statut vun der Fonction publique européenne un de Conseil an un d'Parlament geschéckt huet, mussen mer elo gesinn, wat d'Kommissioun konkret proposéiert. De Rapport wäert jo dann natierlech och mussen am Europaparlament diskutéiert ginn.

Et ass leider eng Tatsaach, dass Poste vun der Europäescher Kommissioun zu Lëtzebuerg onbesat sinn, also dass et där Poste gëtt. Am Kader vun der Ëmsetzung vum Accord Asselborn-Georgieva iwwert d'Präsenz vun der Kommissioun zu Lëtzebuerg ass dat natierlech eppes, wat eis Regierung grad ewéi och d'Chamber beonroege.

Et wier awer verkierzt ze soen, dass all dës Poste bei der Kommissioun direkt besat wieren, wa mer muer e Coëfficient correcteur hätten oder et en anere Mechanismus géif ginn, fir d'Paritéit a Saache Kafkraaft tëschent den EU-Beamten zu Lëtzebuerg an hire Kolleegen ze garantéieren. Et gëtt eendeiteg och strukturell Grënn. Et gëtt strukturell Grënn, déi virun allem bei der Europäescher Kommissioun mat hire Services transardennais, also Servicer, déi souwuel zu Lëtzebuerg wéi och zu Bréssel present sinn, ze dinn hunn. D'Kommissioun muss hei derfir suergen, dass d'Posten zu Lëtzebuerg attraktiv sinn, dat ass wichteg, an och Pouvoir décisionnel hunn, dass d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, och kënnen eppes decidéieren.

Dat ass och e ganz wichtege Punkt fir d'Regierung, dee mer natierlech der Kommissioun an allen Echanzen am Kader vum Suivi vun der Ëmsetzung vun deem Accord Asselborn-Georgieva mat op de Wee ginn. Wéi Der wësst, huet d'Regierung keen Afloss op de Grad oder de Statut vun de Poste bei den EU-Institutiounen zu Lëtzebuerg, genee wéi d'EU-Institutiounen keen Afloss hunn op de Grad oder de Statut vun de Poste, wat d'Lëtzebuurger Fonction publique ugeet.

Donieft muss ee sech och nach bewusst sinn, dass d'europäesch Fonction publique an de leschten 10 bis 15 Joer leider allgemeng manner attraktiv ginn ass. An e Rapport vum Europäesche Rechnungshaff huet bestätegt, dass déi lescht Reforme vum Statut vun 2014 eigentlech en nefasten Impakt op d'Attraktivitéit an op d'Diversitéit vun der europäescher Fonction publique hunn.

Wéi Der jo wësst, huet d'Regierung sech ëmmer fir eng staark an eng attraktiv an divers europäesch Fonction publique agesat, déi op der Héicht ass, fir deen ambitiöse politeschen Agenda vun der Europäescher Unioun ëmzesetzen. Dës Positioun hu mer och am Kader vun de Verhandlungen vum Budget pluri-annuel, déi ganz schwéier waren, 21/27, verdeedegt, fir de Couppe an der Rubrik VII – dat waren déi gréisst Couppe, relativ gesinn –, also bei den Dépenses administratives, entgéintzewirken.

Leider ass zënter enger Rëtsch Joren d'Tendenz am Conseil, dass eeben nach méi gespuert gëtt, wat déi administrativ Käschten ugeet. An ech fäerte ganz, dass et duerch d'Pandemie an och duerch de Krich an der Ukrain net wäert vill méi einfach ginn, fir déi generell Tendenz do ëmzedreinen.

Wéi Der gesitt, ass d'Thematik net einfach, si ass komplex. An op alle Fall wäerte mer als Regierung de Sujet vun de Liewenskäschten och weiderhin enk suivéieren, och all Efforten ënnerhuelen, fir eng durbel an eng gerecht Léisung am Interesse vun der Europäescher Unioun a vun hire Beamten zu Lëtzebuerg ze fannen. An de Soutien vun der Chamber an och vun de Lëtzebuurger Europadeputéierten, déi ech net wëll ënnerschätzen, fir d'Efforte vun der Regierung fir Lëtzebuerg als Sëtz vun den europäeschen Institutiounen nach weider ze stäerken, ass hei natierlech immens wichteg. An ech soe Merci fir alleguerten déi Hëllef.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn. Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss.

11. Motion de M. Yves Cruchten concernant la fonction publique européenne

Da géif ech d'Wuert un den Här Yves Cruchten gi fir den Depot vun enger Motioun.

Dépôt et exposé

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Merci, Här President. Ech iwwerrechen Iech déi dann och direkt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Déi Motioun schreift sech a genau deen heite Kader zu där Diskussioun an, déi mer elo gefouert hunn, déi d'Madamm Reding hei op den Ordre du jour setze gelooss huet, fir déi ech hir och Merci soen, dass mer eng Kéier heiriwwer schwätzen. Si ass net déi Eenzeg, déi dat Thema scho wollt opgräifen. Och den Här Di Bartolomeo ass schonn zwee Joer hannert mer, dass mer sollten eng parlamentaresch Initiativ an deem Sënn huelen.

Dat hu mer gemaach. Mir hunn an der Kommissioun doriwwer geschwat a mir maachen eigentlech mat där Motioun hei genee dat, wat d'Madamm Reding gefrot huet, nämlech dass mer der Regierung an deem Dossier sollen de Réck stäipen. Et ass wichteg, dass mer do als Parlament och hannert der Regierung stinn. An ech sinn och ganz hofreg a frou kënnen ze soen, dass alleguerten d'Parteien aus der Chamber an déi vertruede sinn an der ausepolitescher Kommissioun dës Motioun matdroen.

Ech maachen et ganz kuerz. Wéi gesot, et geet drëms, der Regierung de Réck ze stäipen, se ze ënnerstëtze bei den Efforten, fir d'Attraktivitéit vun der europäescher Fonction publique ze stäerken, fir d'Präsenz vun den EU-Institutiounen an Organismen zu Lëtzebuerg ze promovéieren an d'Europäesch Kommissioun ze engagéieren, fir Léisungen ze fannen, fir eeben déi Differenz vun de Liewenskäschten tëscht Bréssel a Lëtzebuerg bei den internationale Fonctionnaires ausgeglach ze kréien.

Motion

La Chambre des Députés,

– *soucieuse de l'importance fondamentale d'une fonction publique européenne attractive, diverse et de haute qualité ;*

– *saluant la poursuite des efforts du Gouvernement visant à développer encore davantage la présence des institutions, organes et organismes européens à Luxembourg ;*

– *considérant que le statut de la fonction publique européenne [règlement n° 31 (C.E.E) 11 (C.E.E.A.)] prévoit une adaptation annuelle automatique, par le biais du système des soi-disant « coefficients correcteurs », des rémunérations et des pensions des fonctionnaires et agents européens au coût de la vie de leur lieu d'affectation respectif, par référence à Bruxelles ;*

– *considérant que ce même statut consacre que l'adaptation automatique des rémunérations et des pensions des fonctionnaires et agents européens s'applique à tous les lieux d'affectation où les institutions, organes et organismes européens sont présents, la seule exception étant le Luxembourg, qui est assimilé à Bruxelles ;*

– *considérant que l'étude commanditée par la Commission européenne en 2019 a constaté une différence de 10,5% du coût de la vie entre Luxembourg et Bruxelles ;*

– *partageant la position du Gouvernement que l'écart du coût de la vie entre Luxembourg et Bruxelles justifie la*

poursuite des réflexions relatives à des pistes de solutions potentielles qui pourraient être adoptées au niveau de l'Union européenne pour compenser cette différence du coût de la vie ;

– *considérant que certaines pistes de solution, y compris celle d'une éventuelle introduction d'un coefficient correcteur pour le Luxembourg, nécessiteraient une modification du statut de la fonction publique européenne en l'état ;*

– *notant que toute modification du statut de la fonction publique européenne est adoptée conformément à la procédure législative ordinaire, sauf dispositions contraires ;*

– *considérant que le monopole d'initiative pour toute modification du statut de la fonction publique européenne appartient à la Commission européenne ;*

– *considérant le rapport de la Commission européenne sur l'application de l'annexe XI du statut de la fonction publique européenne et de son article 66bis (COM(2022) 180 final) du 26 avril 2022,*

invite le Gouvernement à

– *continuer à promouvoir auprès de la Commission européenne la nécessité de renforcer davantage l'attractivité, la diversité et la qualité de la fonction publique européenne, y compris en y consacrant les ressources nécessaires ;*

– *poursuivre ses efforts visant à développer encore davantage la présence des institutions, organes et organismes européens à Luxembourg et à promouvoir la conservation et la création de postes attractifs et dotés de pouvoir décisionnel à Luxembourg ;*

– *continuer d'engager la Commission européenne afin d'initier l'adoption d'une solution pérenne et non discriminatoire au niveau de l'Union visant à compenser durablement la différence du coût de la vie entre Luxembourg et Bruxelles pour les fonctionnaires et agents européens affectés à Luxembourg.*

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Nathalie Oberweis.

Ech soen Iech Merci fir d'Ënnerstëtzung.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten.

Kënne mer direkt iwwert dës Motioun ofstëmmen?

(Assentiment)

Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Interruptions)

Nee, d'Madamm Reding freet de Vote électronique. Mir kommen dann elo zum Vott iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un.

(Concertation interne)

Da komme mer bei de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmegeg uegoholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Marc Lies), Marc Spautz, Serge Wilmes

(par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

12. Dépôt d'une motion par Mme Nathalie Oberweis

Da géif ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis ginn, och fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Hăr President, Léif Kolleegen, ech zéien den Owend nach e bësse méi an d'Längt.

Plusieurs voix | O!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Entschëllegt. Ech maachen et och net laang, ech hu jo souwisou och net vill Zäit. Dës Motioun, déi ech hei deposéieren a presentéieren, huet näischt mat der Debatt vun haut ze dinn, et ass éischter en Zoufall. Mir hunn haut hei am Sall relativ grouss Unanimitéit gehat, dass mer musse Vëlker ënnerstëtzen, déi militäresch iwwerfall ginn, déi militäresch besat sinn. Och wa mer net ëmmer averstane sinn, wéi mer se sollen ënnerstëtzen, och wéi mer se sollen ënnerstëtzen, dass mer se sollen ënnerstëtzen.

Duerfir ginn ech eng Motioun eran, déi u sech oprift, fir de Staat Palästina unzeerkennen. Ech weess, dass dat schonn eng Kéier gemaach gouf. 2014 gouf et zwou Motiounen. Doropshin ass näischt geschitt. Et geet och drëms, déi besate palästinensesch Gebidder als Annexioun unzeerkennen, als De-facto-Annexioun unzeerkennen, well et ass dat, wat et ass: Et ass eng De-facto-Annexioun.

Ech erënnere kuerz drun, dass all d'Friddensverhandlungen an de leschte Joerzénkten echouéiert sinn, dass all d'Efforten, déi d'Palästinenser ënnerholl hunn, echouéiert sinn, sief et, mat Waffen ze resistéieren – dat huet näischt bruecht, dat hu si selwer agesinn –, a si probéieren et elo mat enger friddlecher Resistenzbewegung, dem BDS. Och dat ass net evident.

An ech erënnere virun allem drun, dass de Staat Palästina keng Kontinuitéit huet, dat heescht, kee kontinuéierleche Staat ass, mee an zwee gespléckt ass, wéi Der wësst, Gaza a Westjordanland, an et am Westjordanland absolutt keng Kontinuitéit gëtt duerch déi Siidlungen, déi Der kennt.

Ech weess net, ob een heibanne weess, wéi vill Siidler am Westjordanland liewen. Ech kann Iech et soen: Et sinn der 750.000. Vläch si mer entre-temps bei 800.000, déi illegal an deem Land liewen, déi op

Territoirë liewen, déi de Palästinenser gehéieren. Hir Felder ginn ewechgeholl, hir Haiser ginn zerstéiert an esou virun, all Dag, säit Joren!

Dir hutt matkritt, dass déi israelesch Regierung nees eng Kéier 4.000 nei Wunnenge geplangt huet. Ech hunn och gesinn, dass den Här Asselborn protestéiert huet. Och hien ass net domat averstane, ech weess dat. Mee et geet net duer ze condemnéieren. Ech hu virdu vun der Impunitéit geschwat. De Staat Israel ass an enger absolutter Impunitéit. Et mengt ee bal, si géifen dem internationale Recht net ënnerleien, si géifen net deene selwechte Reegelen ënnerleien. Si maachen, wat se wëllen. Si trieden d'internationaalt Recht mat Féiss! An Dir wësst et ganz genau, ech mengen, dat ass elo keng Neiegkeet hei.

Wéi gesot: Siidlungen, 800.000 Siidler, de Mauerbau ... Ech weess net, ob een heibanne weess, dass de Mauerbau – ech hunn nach e bësse Zäit, mengen ech –, net op der Grenz ass. 95 % vum Mauerbau verlafen um palästinenseschen Territoire. D'Mauer ass net eleng eng Sécherheetsmauer, mee gëtt benotzt, fir Territoiren ze klauen, fir Waasserquellen ze klauen. Dir kënt Iech d'Kaarten ukucken, ech hu se alleguer, ech kann Iech se weisen. Et ass absolutt alles illegal dem internationale Recht no. Mir hunn d'Donnéeë säit Joren a Joerzénkten, an Dir alleguerte wësst et.

Dofir ginn ech dës Motioun eran. An ech bieden eis, d'Regierung opzefuerderen, fir enleech azegesinn an d'Regierung opzefuerderen, dës Annexioun, déi et ass, och esou ze benennen a Palästina als Staat unzeerkennen, fir si ze stäerken. Well et geet virun allem drëms, si ze stäerken, esou wéi mer et och mat der Ukrain ... Bon, mir waren net averstane, mee mir sinn eis eens, dass mer si musse stärke par rapport zu deem Mächtigen, dee si besetzt, deen u sech d'Soen huet, deen am Endeffekt la loi du plus fort applizéiert. An dofir soen ech Iech Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

constatant

– les échecs répétés des négociations de paix entre les autorités israéliennes et palestiniennes ;

– que la reconnaissance de l'État d'Israël a eu lieu peu après la déclaration unilatérale d'indépendance de l'État d'Israël en 1949 ;

– que l'occupation militaire de la Palestine depuis 1967 continue jusqu'à ce jour, malgré la résolution n° 242 de l'ONU ;

– le morcellement croissant du territoire palestinien, à la suite de l'établissement des colonies de peuplement et du rythme de plus en plus soutenu de l'établissement de colonies, encore renforcé par l'annonce récente du projet de construction de 4.000 logements en mai 2022 ;

– la mise en place du mur de séparation, de routes de contournement, de check points, en contradiction avec la reconnaissance d'un État palestinien souverain et continu ainsi qu'avec l'avis de la CIJ et la résolution de l'ONU de juillet et août 2004 ;

– l'expulsion de dizaines de milliers de Palestiniens de la Palestine occupée, notamment à Jérusalem-Est, dans la zone C de la Cisjordanie et dans la vallée du Jourdain, condamne

– la poursuite et l'accélération de la colonisation de grandes parties des territoires palestiniens ;

– l'annexion de facto et illégale de grandes parties de la Palestine occupée ;

– les déplacements forcés de populations à Jérusalem-Est, en particulier à Silwan et à Sheikh Jarrah, ainsi que dans la zone C, notamment dans la vallée du Jourdain,

s'inquiète

– du fait que ces processus et actions de colonisation renforcent encore davantage le déséquilibre déjà flagrant entre l'occupant et l'occupé et par là rendent de plus en plus aléatoires les perspectives de paix et impossible la réalisation d'un État palestinien,

note

– que, selon le rapport des Nations Unies d'avril 2011, les institutions palestiniennes sont « désormais suffisantes pour assurer le gouvernement d'un État » et que, de ce fait, l'État de Palestine est une réalité qui présente un degré d'effectivité suffisamment avéré, en plus d'une incontestable légitimité, dans les principaux domaines de l'administration et de la gestion des affaires relevant d'un État ;

– que la décision de la Cour pénale internationale d'ouvrir un dossier sur les éventuels crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par Israël, par l'Autorité palestinienne et certains groupes armés palestiniens, a été rendue possible après que cette Cour a vérifié les conditions du statut d'État de la Palestine sur base du Statut de Rome ;

– que la reconnaissance pleine et entière de l'État de Palestine par l'ensemble de la communauté internationale conférerait à celui-ci un certain nombre d'avantages nouveaux tout en le mettant en situation d'égalité par rapport à tout État de droit reconnu par l'ONU, y compris l'État d'Israël ;

– que « le moment opportun » de reconnaître l'État de Palestine est passé depuis longtemps,

rappelle

– les nombreuses déclarations publiques par les ministres européens des affaires étrangères et en particulier le ministre luxembourgeois en vue de reconnaître l'État de Palestine sur la base des frontières de 1967 ;

– les nombreuses déclarations de la communauté internationale en soutien à la solution des deux États ;

– les motions de la Chambre des Députés du 17 décembre 2014 demandant au Gouvernement luxembourgeois de reconnaître l'État de Palestine,

invite le Gouvernement du Luxembourg

– à reconnaître que les actions d'occupation et de colonisation équivalent à une annexion de facto de grandes parties des territoires palestiniens et que cette annexion de facto est en contradiction avec le droit international et les résolutions de l'ONU ;

– à dénoncer et condamner cette annexion de facto de grandes parties des territoires palestiniens ;

– à ne pas aider ou assister, de quelque manière que ce soit, l'État responsable de cette annexion et à œuvrer à mettre fin à cette situation illégale ;

– à contraindre Israël à mettre fin à toute activité de colonisation et à cesser toute action qui va à l'encontre du droit à l'autodétermination des Palestiniens ;

– à mettre en œuvre sans plus tarder la résolution de la Chambre des Députés du 17 décembre 2014 l'invitant à reconnaître l'État de Palestine, à la suite de 137 États non européens et de la Suède.

(s.) Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Ech mengen, mir géifen déi Motioun dann zum Schluss huelen, wa se verdeelt ginn ass.

13. 7832 – Projet de loi portant approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, fait à Hanoi, le 30 juin 2019

Mir kéimen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 7832, en Ofkommes tëscht der EU an hire Memberstaate mam Vietnam am Beräich vun den Investissementer. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeloucht. An ech géif dann d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Yves Cruchten.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Mat iwwer 650 Milliounen Konsumente sinn d'Ekonomie an Südostasie wichteg Zilmarché fir europäesch Exporter an Investissementer. Déi lescht Jore koumen déi meescht auslännesch Direktinvestitiounen a Südostasien aus der Europäescher Unioun. Markéiert vu séier wuessende Mëttelschichten an expandéierenden Economien, wäert dës Regioun an Zukunft ëmmer méi interessant fir europäesch Investissementer ginn.

Opground vun all dësen Entwécklungen war d'Europäesch Kommissioun schonn 2007 bilateral Verhandlung mat der ANASE, der Association des nations de l'Asie du Sud-Est agaangen. D'strategie Zil war et deemools, fir e Fräihandelsaccord mat der ASEAN ze schafen. Gläichzäiteg huet d'Europäesch Unioun sech awer och d'Méiglechkeet virbehalen, individuell mat Länner Ofkommene ze schléissen.

2012 huet den EU-Conseil decidéiert, bilateral Negotiatiounen mam Vietnam unzefänken, wéi dat e puer Joer virduen och scho mat Singapur de Fall war. Am August 2018 ass decidéiert ginn, d'Verhandlungsergebnisser op zwee Accorden opzedeelen. Esou sinn am Juni 2019 zu Hanoi zwee Accorden tëscht dem Vietnam an der Europäescher Unioun ënnerschriwwen ginn. Dat waren engersäits de Fräihandelsaccord an anerersäits en Accord fir d'Protektioun vun Investissementer. D'Europäesch Parlament huet den 12. Februar 2020 seng Approbatioun ginn. An de Vietnam huet déi zwee Traitéen den 18. Juni vun deem Joer ratifizéiert.

De Projet de loi 7832, ëm deen et dann elo hei geet, soll also den Accord zum Schutz vun Investissementer ëmsetzen.

De Staatsrot huet drun erënnert, datt den Artikel 4 (3) iwwer eventuell zukünfteg Modifikatiounen vum Accord fuerdert, datt mir d'Gesetz mat enger Zweedrittmajoritéit stëmmen mussen an de Vote par procuration deemno ausgeschloss ass.

D'Kommissioun huet sech den 2. Mee mam Text ausernanergesat an de Rapport ass de leschten 13. Mee ugeholl ginn. Den Accord selwer ass a véier Kapiteln ënnerdeelt. Am éischte Kapitel sinn d'Ziler an d'Definitiounen vum Accord néiergeschriwwen. Am zweete Kapitel geet et ëm de Schutz vun den Investissementer. Am drëtten Kapitel sinn d'Dispositiounen zu der Reegelung vu Konflikter festgeloucht. An am véierten a leschte Kapitel stinn institutionell, generell a final Dispositiounen.

Bei dësem Kapitel ass et besonnesch wichteg, den Zesammenhang mam Fräihandelsaccord net ze vergiessen. Hei sinn eng Partie Moossname fir d'nohalteng Entwécklung an zum Beispill d'Rechter vun den Aarbechter enthalen. De Vietnam gëtt dozou verpflichtet, am Beräich vum Aarbechtsrecht a vun der Ëmweltpolitik gewisse Standarden ze erfëllen. Zanter der Signature vun dësen zwee Accorden sinn an dës Beräicher och scho Fortschreiter feststellen.

Fir Lëtzebuerger Entreprises an Investisseuren, déi mam Vietnam zesummeschaffen oder dorun interesséiert sinn, ginn heimat méi Stabilitéit a besser Viraussetzung geschafen.

Schlussendlech géif ech nach gär drun erënneren, datt d'Accorden iwwergeuerdent Ziler verfollegen. Et ass wichteg, den Accord zum Schutz vun Investissementer an dee vum fräien Handel an e méi grouss Kader vum Partenariat an der Kooperatioun mam Vietnam ze setzen, déi d'Verhältnis vun der EU an dem Vietnam iwwerall do reegelen, wou mir gemeinsam Interessien hunn. Dozou zielen d'Entwécklungszusammenaarbecht, den Handel, d'Investissementer, mee awer och d'Good Governance.

Nieft den ekonomesche Virdeeler hunn d'Accorden also och d'Zil vun der nohaltenger Entwécklung. Duerfir definéieren d'Accorde kloer an transparent Reegelen, déi vun effentelechen Institutiounen festgeloucht ginn.

Ech soen Iech Merci a ginn den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Yves Cruchten.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur, dem Här Cruchten, Merci fir déi Explikatiounen, déi e ginn huet. Mir si vum Prinzip hier der Meenung, datt Fräihandelsaccorde respektiv Accorden iwwer d'Protektioun vun den Investissementer wichteg sinn a richteg sinn, iwwerall do, wou se méiglech sinn.

Hei hu mer et natierlech mat engem Land ze dinn, wat och net e Land ass, dat den demokratesche Prinzipie vun eise westlechen Demokratien entsprécht. An dofir ass ëmmer d'Fro, ob ee mat esou Länner Fräihandelsaccorde mécht. Dat war och eng laang Diskussioun sengerzäit, wéi et am Europaparlament ugeholl ginn ass.

Et ass dofir wichteg gewiescht, datt déi Kritikäre, déi an deenen Accorden hei stinn, och kloer an däitlech sinn, éischens d'Kritikäre vun der Nohaltengkeet op där enger Säit, d'Kritikäre vun der Good Governance op där anerer Säit, an och nach eng ganz Rei Kritikäre iwwer d'Aarbechtsrecht, déi hei fixéiert sinn, a wéi den Här Cruchten mat Recht richteg gesot huet, och de Suivi vun de Progrésen, déi am Kader vun deene Rechter gemaach ginn. An do kann ee feststellen, datt effektiv schonn déi eng oder aner Progrésen an der leschter Zäit gemaach gi sinn, an dat ass dat, wat fir eis wichteg ass. Wéi gesot, e Land, wou mer och Kooperatiounsprojete säit laange Joren hunn a wouvun e groussen Deel mat vill Succès ofgewéckelt ginn ass.

Dat gesot, gi mer den Accord zu dësem Projet als CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Vietnam huet jo eng ganz

beweegt Vergaangenheet hanneru sech. Duerfir ass et ëmsou méi ze begrëssen, datt dat Land sech elo awer lues a lues, an de leschte Joerzénge, kann ee scho soen, an eng aner Dimension entwéckelt huet. Ech mengen, et ass jo dat, wat ëmmer an deenen Ofkommene zu villen Diskussiounen gefouert huet. Ech erënneren un de CETA, ech erënneren un den TTIP. Hei ass dat awer elo duerch eng speziell Juridictioun gutt gereegelt. An dat Zweet ass, datt jo awer och deem Volet „développement durable“ soll méi Rechnung gedroe ginn. Ech hoffen, datt et net just nëmme bei flotten Absichtserklärunge bleift, mee datt sech do awer och an der Praxis dann eppes méi konkret wäert doen.

Ech wëll virun allem op zwee Punkten hiweisen, déi awer an deem Ofkomme hei ervirstechen. Dat ass éischens emol de Règlement des différends. Ech mengen, dat ass jo dat, wat ëmmer an deenen Ofkommene zu villen Diskussiounen gefouert huet. Ech erënneren un de CETA, ech erënneren un den TTIP. Hei ass dat awer elo duerch eng speziell Juridictioun gutt gereegelt. An dat Zweet ass, datt jo awer och deem Volet „développement durable“ soll méi Rechnung gedroe ginn. Ech hoffen, datt et net just nëmme bei flotten Absichtserklärunge bleift, mee datt sech do awer och an der Praxis dann eppes méi konkret wäert doen.

Et dierf een net vergiessen, datt mir mam Vietnam ganz enk Relatiounen haten, wat d'Kooperatioun ubelaangt. Mir haten dräi PICen (ndlr: Programmes indicatifs de coopération). Elo entre-temps ass de Vietnam natierlech keen Zilland méi, mee wat awer net soll heeschen, datt mer net weiderhi sollen eng enk Relatioun mat deem Land fleegen.

An ech hu kee Problem selbstverständlech, deen Accord vun der DP ze ginn, a soen awer och nach dem Yves Cruchten Merci fir déi verschidde Rapporten. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. Da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech géif och fir unzefänke gären dem Yves Cruchten als Rapporteur hei villmools Merci soe fir säi Rapport.

Et ass elo scho villes gesot ginn. Ech wollt just eeben nach eng Kéier drop hiweisen, mir haten déi Diskussioun jo och schonn am Kader vum Accord mat Singapur zum Beispill. Hei geet et notament och drëm, dass déi Standarden am Arbitrage verbessert ginn, also besser si par rapport zu deem, wat bis elo Standard ass. Den Handel soll och mat Länner funktionéieren, och wa se keng – ech soen emol – „lupenrein“ Demokratie sinn, och wa mer nach Problemer erkennen. Dat ass jo kee Grond, fir den Handel komplett ofzesoen. Au contraire! Mir sollen Handel bedreiven, mee mat Standarden.

Mir solle Standarden setzen. Dat ass dat, wat heimadder och soll gemaach ginn. Dat ass och dat, wou ech mech elo géif ungeschloen un dat, wat den Här Graas gesot huet: dass et eebe wichteg ass, dass et do net just bei Absichtserklärunge um Pabeier bleift, mee dass dat sech an der Realitéit och esou dann entwéckelt.

Wat awer och wichteg war, an dat war en Ajout, dee mer gemaach krute vun der Madamm Wiseler an der Kommissioun, déi eeben och drop higewisen huet, dass d'EU-Mënscherechtskommissioun, wou si selwer och dra vertrueden ass, hiren Ok dozou ginn huet, ënner anerem och, well mer mat deem heite System dann elo och Recoursméiglechkeete fir d'Leit aféieren, wat et virduen an där Form net gouf.

Dofir ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun. Villmools merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci, an natierlech och e grouse Merci un den Här Cruchten fir e ganz kompletten an interessante Rapport. Et ass elo esou, datt mir selbstverständlech och als ADR déi Handelsbeziéung ganz héich usetzen a frou sinn, datt mer kënne mam Vietnam do eis Kooperatioun intensivéieren opgrond vun enger gudder legaler Basis.

Mir wäerten eis trotzdeem bei dësem Projet enthalten. An ech verweisen do einfach op eis Argumentatioun am Dossier mat Kanada, wou mer jo scho gesot haten, datt mir eng aner Approche hunn, wat déi souverän Rechter vun de Staaten ugeet an deenen Negociatiounen. Déi Positioun behale mer bäi, aus prinzipiellen Iwwerleeungen. Mee fir elo stëmme mir awer sécher net géint dee Rapport, dat fir ze ënnersträichen, datt eis och déi Relatioun mam Vietnam ganz um Häerz leien. Dat erkläert eis Abstentioun.

Villmools merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Här President, léif Kolleeg/innen, virun e puer Joer sinn a ganz Europa an och hei zu Lëtzebuerg Dausende vu Leit op d'Strooss gaange géint déi ultraliberal Fräihandelspolitik vun der Europäescher Unioun. Deemools huet sech de Protest virun allem géint den TTIP an de CETA gericht, an ee vun den Hauptkritikpunkte waren déi onsäglech Schidsgerichter, wou Multinationale kënne géint demokratesch Decisiounen vu souveräne Staate kloen.

Zwee Joer nodeems d'Majoritéit hei matten am Confinement, Dir erënnert Iech, de CETA duerch d'Parlament gejet huet, wäert se mat dësem Projet de loi viraussichtlech erëm en neit Investitiounsoffkommens mat Schidsgerichter ratifizéieren, dës Kéier mam Vietnam. Iwwert dee ganze Fräihandelsaccord, deen dozou gehéiert, brauch jo mëttlerweil just nach d'Europaparlament ofzestëmme. An dat arrangéiert heibanne wuel esou munchereen.

Et ass wierklech eng eenzeg Hypokrisie vun der EU, well si fiert genee no deem ale Muster weider, egal ob d'Leit dergéint sinn oder net. „Mir müssen d'Europäesch Unioun méi no bei d'Leit bréngen“, heescht et ëmmer erëm, an: „Mir müssen de Biergerinnen a Bierger méi nolauschten“, héiert een ëmmer erëm. Mee et sinn alles nëmme eidel Wieder. Wann et ëm de Profit geet, dann ass erëm alles vergiess!

Dës Paralleljustiz awer fir d'Multinationellen huet schon immens vill Misär mat sech bruecht. D'Staate gi verklot, well se d'Energietsitioun wëlle weiderbréngen oder well se eng ambitiéis Gesondheitspolitik wëlle maachen. D'Regierungen traue sech net méi, gewësse Politicken ëmzesetzen, aus Angscht, vun enger Multinationall op Milliarden Euro Schuedenersaz verklot ze ginn.

D'Rechtsstaatlechkeet gëtt domadder weeder an der EU nach am Vietnam verbessert. Au contraire! A firwat raumt d'Politik de Multinationellen iwwerhaupt esou Privileegien an a knuebelt sech selwer? Just well d'Multinationale behaupten, se géifen duerno méi investéieren.

Et gëtt an der wëssenschaftlecher Literatur kee Beweis, dass déi Investitiounsaccorde mat deene Schidsgerichter zu méi Direktinvestitiounen oder souguer zu méi Aarbechtsplaze géife féieren. Am Contraire, si féieren natierlech virun allem zu Delokalisatiounen an Niddreglounlänner an dohannen zur Ausbeutung vu lokalen Aarbechterinnen an Aarbechter an natierleche Ressourcen.

Här President, dës Zort vun Accorde si moosgeschneidert op d'Besoine vun de grouse Multinationellen. Si erlaben de grouse Konzern, Filialen op alle Kontinenter anzeichten, jee nodeems, wou se kënne e puer Cent op de Salairé spueren, oder jee nodeems, wou se kënne vun niddregen Ëmwelt- a Sozialstandarde profitéieren. Esou kënne se op der ganzer Welt Regierungen an d'Aarbechter an d'Aarbechterinne géinteneen ausspillen!

D'Produkte maache während der Fabrikatioun dräimol den Tour ronderëm d'Welt, éier se beim Consummateur ukommen, an driewen domadder de Klimawandel weider un. Alles just, fir de Profit vun den Aktionären an d'Luucht ze driewen!

Haut, zwee Joer no der Pandemie an de geopolitische Verwerfungen, déi mer kennen, gëtt dësen ekonomesche Modell ëmmer méi a Fro gestallt. „Resilienz vun de Liwwerketten“, heescht et jo iwwerall, an: „Mir däerfen net méi esou ofhängeg si vun den asiatesche Fabricken“, héiere mer och ëmmer erëm. Abee, heimadder votéiert d'Chamber erëm eng Kéier genee de Contraire. Mir wäerten dat sécherlech net matstëmme!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt och e grouse Merci vu mir un de Reporter Yves Cruchten fir den ausféierleche Rapport. Trotzdeem, 2020 huet d'EU dese Fräihandelsaccord mam Vietnam ofgeschloss, an dese war vun europäescher Säit u sech eng ganz Retsch Konditiounen gebonnen. Ënner anerem sollt d'Aarbechtsrecht u verschidden international Traitéen vun der OIT ugepasst ginn. A wien op d'Geschicht ageet, dee weess, datt aacht Joer laang un dësem Accord geschafft ginn ass. Leider huet sech d'Situatioun, an dat muss ee soen, „leider“ huet sech d'Situatioun am Vietnam an dese Joren awer net nennswäert verbessert!

D'Piraten am Europaparlament hate sech beim Vott géint dësen Traité ausgeschwat, dëst, well mir wuel wëlle Länner wéi de Vietnam doranner ënnerstëtzen, fir kënne um weltwäite Maart Fouss ze faassen, an eis Relatioun mam Land wëlle verbessern, mee: D'Fuerderung vun Europaparlament an der Kommissioun goufen net all erfëllt!

D'EU hat d'Land opgeruff, fir d'Versammlungsfräiheet, d'Meenungsfräiheet an d'Schafe vun onofhängege Gewerkschaften am Code pénal ze integréieren. Dese Fuerderungen ass net nokomm ginn! Et gëtt nach ëmmer keng onofhängege Gewerkschaften am Land a Journalistinnen a Journaliste ginn nach ëmmer ënner Virwänn festgeholl. D'EU huet den Accord dann am Februar 2020 ofgestëmmt, a säitdeem si weider Journalisten an Aktiviste wéi d'Pham Doan Trang festgeholl a verurteelt ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wënschen eis, datt d'EU konsequent un hire Fuerderunge festhält, konsequent zu hire Fuerderunge steet, déi am Virfeld vun esou engem Accord festgehale ginn, an datt d'Memberstaate sech herno net mat manner zefridde ginn!

Dësen Accord ass vun den EU-Memberstaaten net ausräichend genotzt ginn, fir d'Rechter vun de Leit am Vietnam ze stäerken an aus dem Land e verlässleche Partner ze maachen, wat d'Mënscherechter ugeet. An duerfir wäerte mir Piraten dese Fräihandelsaccord net matstëmme.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Also ech géif mengen, dass deen Accord mam Vietnam, dee jo 2020 ënnerschriww ginn ass, eppes ass, wat d'Lëtzebuurger Regierung ënnerstëtzt. Mir wëssen, dass de Vietnam, jo, Réckschrëtter huet, wat d'Demokratie ugeet. A mir hoffen, dass mer duerch besser Kontakter, déi mer mam Vietnam kréien, och kënne hëllefen, fir déi Schinn do erëm ëmzedréien.

Ech weess, dass et hei am Haus, wéi op ville Plazen an Europa an der Zivillgesellschaft, e Problem gëtt, iwwerhaupt mat Handelsaccorden nach ze operéieren. Ech géif awer mengen, dass hei an der Europäescher Unioun e grouse Konsens war, fir mam Vietnam deen Accord do anzegoen.

Mir si jo elo amgaangen, mat anere Länner nach Handelsaccorden auszeschaffen. Et ass net iwwerall TTIP hannendrun, dat muss mer wëssen. Et ass och CETA hannendrun. An ech mengen, wat mer mat Kanada gemaach hunn, ass awer trotzdeem ..., wann ee Kanada gesäit, d'Demokratie a Kanada gesäit, den Engagement vu Kanada och an der Aussepolitik fir d'Ukrain, wéi d'Kooperatioun mat eis an der Europäescher Unioun ass, dann, mengen ech, géif déi Debatt awer anescht verlafen, wa se elo ze féiere wier mat Kanada.

An ech hoffen hei fir de Vietnam, dass mer dat Richtegt maachen. Ech si bal iwwerzeegt, dass mer et nëmme kënne verbesseren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Ausseminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7832. Den Text steet am Document parlementaire 7832⁴. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7832 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vott ass heimat ofgeschloss.

An de Projet de loi 7832 ass mat 58 Jo-Stëmme, 4 Nee-Stëmme an 2 Abstentiounen ugeholl.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, dat geet net!

M. Fernand Etgen, Président | Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

M. Sven Clement (Piraten) | Dat geet net op.

M. Fernand Etgen, Président | Et ass also esou decidéiert.

(Interruptions diverses)

Mir kommen elo zum nächste Punkt, dem Projet de loi 7942, engem Amendement ...

M. Sven Clement (Piraten) | Här President! Pardon, Dir hutt elo grad 58 zu 2 annoncéiert. Ech zielen an op den éischte Bléck mengen ech, datt mer net zu 58 sinn.

M. Fernand Etgen, Président | 48!

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir hat 58 gesot.

M. Sven Clement (Piraten) | 58 hutt Der gesot.

M. Fernand Etgen, Président | Et ass 48. Pardon, pardon, pardon!

Une voix | Dat geet och net, da sinn ...

(Brouhaha et concertation interne)

M. Fernand Etgen, Président | 48-mol Jo, 4-mol Nee an 2 Abstentionen.

(Brouhaha)

Ech mengen, dat schéngt ze stëmmen. Ech widderhuelen nach eng Kéier: De Projet de loi ass mat 48 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentionen uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff et Claude Lamberty ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

14. 7942 – Projet de loi portant approbation de l'Amendement à l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (fait d'affamer délibérément des civils), fait à La Haye, le 6 décembre 2019

Mir kommen elo zum nächste Punkt, dem Projet de loi 7942, engem Amendement zum Artikel 8 vum Statut vu Roum vum Internationale Gerichtshaff. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapporteur ass nach eng Kéier den honorabelen Här Yves Cruchten.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Jo, merci nach eng Kéier, Här President. Et ass zwar en Zoufall, mee et passt eigentlech gutt an déi Debatt, déi mer haut gefouert hunn, dass mer och haut iwwert d'Ratifikatioun vun deem Amendement schwätzen. An Dir verstitt gläich, firwat.

De Statut de Rome vun der Cour pénale internationale ass e Fundament vun internationale Recht. De 17. Juli 1998 zu Roum hunn d'Signatairen d'Grundlag fir de permanenten Internationale Strofgerichtshaff zu Den Haag geschaaft. De Statut leet de Fonctionnement vun deem Internationale Strofgericht fest an definéiert d'Jurisdiction fir déi schlëmmsten Doten.

Konkreet begrënt de Statut d'Gerichtsbarkeit fir d'Poursuite pénale vu Vëltermord, Verbrische géint d'Mënschlechkeet, Krichsverbrichen a sougenannt Crimes d'agression.

Zanter Woche verdäitelen déi schrecklech Biller vun der russescher Aggression an der Ukrain och eis hei an Europa, wat geschitt, wann en Agresseur sech iwwer internationaalt Recht ewechsetzt. Duerfir ass et grad elo vun héchster Bedeitung, dass mir eis Wäerter héichhalen a schützen. Mir dierfen déi grouss Erongeschafte vun der multilateraler Diplomatie net fir selbstverständlech halen. De Statut de Rome geet op joerzéngtelaang Beméiungen zrëck. E kodifizéiert ënner anerem d'Prinzipien, déi a sëllege Resolutions vum der Generalversammlung vun de Vereenten Natiounen festgehal ginn.

A wann et néideg ass, muss internationaalt Recht gestärkt ginn, esou wéi mir dat mam Gesetzesprojet 7942 haut maachen. Lëtzebuerg huet de Statut de Rome de 14. August 2000 approuvéiert a war domadder en Ënnerstëtzer vun der éischter Stonn. Mam Gesetz vum 27. Februar 2012 huet Lëtzebuerg och déi Doten, déi am Statut viséiert sinn, an nationaalt Recht ëmgemat.

Beim Gesetz, iwwert dat mer elo haut schwätzen, gëtt en Amendement vum Artikel 8 an dat nationaalt Recht transposéiert. Den Artikel 8 ass deen Artikel, deen d'Krichsverbrichen definéiert. A mat deem Amendement gëtt déi Definition erweidert. Dat heescht konkreet, dass d'Aushéngere vun Zivilisten als Krichsmethod gëllt an d'Virenthale vun iwwerliewenswichtige Wueren e Krichsverbrichen duerstellt. Dozou zielt och e gezielt Verhënnere vun Hëllesfleeschungen.

Dësen Amendement ass op eng Schwäizer Initiativ zrëckzeféieren. D'Schwäiz hat proposéiert, d'Hongersnout als Krichsverbrichen ze consideréieren. Lëtzebuerg huet zu den éischte Länner gehéiert, déi dës Initiativ ënnerstëtzt hunn. An der néngter Séance plénière vun der Assemblée vun de Vertragsstaate gouf eestëmmeg fir d'Unhuele vum Amendement gestëmmt.

Eisen Ausseminister huet de 5. Januar dëst Joer de Projet de loi deposéiert. An den 8. Mäerz hat de Staatsrot säin Avis dozou ofginn. D'Kommissioun huet de Rapport den 13. Mee uegholl.

Dëse Projet de loi reit sech an den Engagement vu Lëtzebuerg an, d'Stroffräiheet bei de schlëmmste Verbrichen ze bekämpfen an de Respekt vun internationalen humanitäre Recht ze promovéieren. Mir confirméiere mat deem Text also d'Lëtzeburger Positioun als staarke Verdedeger vun der internationaler Strofjustiz a vum humanitäre Vëlkerrecht.

Ech soen Iech Merci a ginn domadder den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporteur Yves Cruchten.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech soen och dem Rapporteur Yves Cruchten villmoos Merci fir säi mëndlechen a fir säi schrëftleche Rapport. Et ass evident, dass haaptsächlech an deenen Zäiten, wou mer haut ze sinn, mat all deem, wat momentan amgaangen ass ze geschéien, et wichtig ass, dass deen hei Text uegholl gëtt an datt och dat do als e Verbrische kloer an däitlech an d'Texter ageschriwwen gëtt. Et ass fir eis eng Evidenz, dass mer et matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Also wann et den Internationale Strofgerichtshaff zu Den Haag net géif ginn, da misst en op alle Fall ganz séier erfirnt ginn a respektiv och installéiert ginn.

Ech mengen, dat hei ass zwar e ganz klengt Gesetz, et geet jo och praktesch nëmmen ëm ee Saz. Et muss ee sech awer d'Fro stellen: Firwat huet et esou laang gedauert, bis datt déi do Dispositioun elo och virgesinn ass, dass eeben d'Hongersnout, déi bewosst provoziert Hongersnout, och zu de Krichsverbriche wäert gezielt kënne ginn?

Ech mengen, mir hunn de Mëtteg laang iwwert de Krich hei an Europa geschwat. An een, dee mat Sécherheet elo schonn d'Konditiounen erfëllt, fir ënnert deen do Artikel ze falen an och jugéiert ze ginn, dat ass ouni Zweifel d'russesche President. Duerfir ass dat heiten eng ganz gutt Saach, iwwerfällleg Saach, déi mir als DP nëmme begrësse kënnen.

An ech wëll awer och nach dem Yves Cruchten Merci soe fir déi verschidde Rapporten. Merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Graas. An da wier et un der Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmoos merci, Här President. Villmoos merci och nach eng Kéier dem Rapporteur fir säi Rapport elo. Ech ka mech deem just uschlëssen, wann ee bedenkt, dass et dat ass, wat de Moment an der Ukrain geschitt. An ech denken do ganz speziell an Azovstal, Mariupol an esou weider. Dass dat net emol hätt kënnen esou geandert ginn, wéi et elo virgesinn ass, dat wär mir emol net an de Kapp komm! Et ass gutt, dass mer dat doten elo an d'Texter eranhuelen.

An dofir ginn ech natierlech och den Accord vun der grénger Fraktioun, fir déi dote Changementer ze maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Da wier et um Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, ech wëll mech all deenen uschlëssen, déi dem Här Cruchten Merci soen an him felicitéiere fir dee Rapport. Ech brauch net ze ënnersträchen, wéi wichtig dat heiten ass. Ech freeë mech, dass mer hei eng Unanimitéit dorüwer hunn.

Ech kann awer och leider nëmmen nach eng Kéier bedauern, dass, wéi mir de Mëtteg proposéiert hunn an enger Motioun, d'Krichsverbrichen ze verfolge, d'ADR eleng derfir gestëmmt huet. Also et ass schonn heiansdo vläicht eng Diskrepanz tëschent Theorie a Praxis. Mir sti fir Kohärenz. Mir si fir Theorie a Praxis, wann et ëm Verbrische geet, fir déi ze verfolge, fir déi Schëlleg viru Geriicht ze bréngen. An ech kann nëmmen hoffen ... Also, schéi wär et, wa mer net méi iwwer esou Fäll missten diskutéieren, well se net méi sinn, mee d'nächste Kéier, wann dat sollt sinn, a mir diskutéieren nach eng Kéier driwwer, da wär ech och frou, wa mer eis eens wäeren, dass Lëtzebuerg säi Bäitrag soll leeschten, fir dass déi Schëlleg kënne viru Geriicht kommen.

Dat gesot, nach vläicht just eng Bemierkung: De Statut erlaabt nëmmen, souwäit ech mech erënneren – mee do kann den Här Cruchten mech korrigéieren, wann ech do sollt falschleien –, souwäit ech weess, ass et natierlech nëmme méiglech, Leit virun dat Geriicht ze bréngen bei Staaten, déi de Statut och ratifizéiert hunn. Dat ass bei enger ganzer Rei vu méi grouse Länner net de Fall, soudatt een och déi Tatsaach muss e bësse mat bedenken.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert un de leschten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, wann een dobaussen eng Ëmro géif starten, ob d'Leit der Meenung sinn, datt et e Krichsverbriechen ass, wann e Regimm seng Leit virsätzlech verhongere léisst, géif eng grouss Majoritéit wuel Jo soen. Mir Piraten sinn duerfir frou, datt dëst dann elo och am Statut de Rome festgehale gëtt an domat d'Basis fir Enquêtes a Verurteelunge vum Den Haager Gericht ausweit gëtt.

Wann een an dësen Zäite vu Krichsverbrieche schwätzt, dann huet dëst Thema hei an Europa am Moment erëm traureg Aktualitéit kritt. An ëmsou méi traureg ass et, datt et grad bei deem heite Gesetz e Land betrëfft, wat an der Vergaangenheet schonn eng Kéier Affer vu genau deem heite Krichsverbriechen u sech ginn ass.

Vill Leit erënnere sech net méi drun, mee den Holodomor, deen d'Sowjetunioun zwëschen 1932 an 1933 un der Ukrain verüübt huet, war genau dat: e wëllentlecht Verhongereloosse vun eeben den Ukrainer. An an deem Kader hoffe mir natierlech, an ech hunn et virdu scho gesot, datt Verbriechen, déi och haut dann nach vum Nofollgestaat vun der Sojwetunioun, Russland, un der Ukrain begaange ginn a begaange goufen, kënnen opgekläert ginn an datt déi Schëlleg – an ech hu virdu gesot, wien a mengen Aen de Schëllegen ass, nämlech de Wladimir Putin un der Spëtz – kënnen e Prozess zu Den Haag gemaach kréien.

Et ass net ze verstoen, wéi Mënschen anere Mënsche kënnen esou vill Leed undinn! Datt Regimmer systematesch Minoritéite verfollegen, Vergewaltigung als Krichsmëttel genotzt gëtt an d'Mënschen absichtlech verhongere gelooss ginn!

Här President, Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, mir gesi jo am Moment, wéi séier een erëm kann eng Zäit gesinn, wou Krichsverbriechen trauregen Alldag sinn. Duerfir soll eis als EU net nëmmen dru geleeë sinn, fir d'Lëscht vun de Krichsverbriechen auszeweiten, och sollte mir als EU konstant Efforten ënnerhuelen, fir datt esou vill wéi méiglech Länner de Statut ënnerschreiwen an dem Gericht zu Den Haag den néidegen Handlungsspillraum ginn.

Et mussen Efforte gemaach ginn, fir datt op d'mannst déi Länner, déi de Statut de Rome ënnerschriwwen, awer net ratifizéiert hunn, dësen endlech ratifizéieren. Den Internationale Gerichtshaff huet net an alle Länner dee beschte Ruff, eebe genau dowéinst. Vill afrikanesch Länner hate laang Zäit d'Gefill oder hunn et souguer nach, datt nëmmen hir Biergerinnen a Bierger, meeschtens Bierger, viru Gericht gestallt gi fir verschidde Verbriechen, wärend awer d'Verbriechen um europäesche Kontinent onbemierkt vum Geriicht geschitt sinn.

Och hei huet d'EU e Rôle ze iwwerhuele fir ze weisen, datt dëst net esou ass oder zumindest net méi esou ass, datt all Krichsverbriecher, och an den industrialiséierte Länner, sech zu Den Haag verantworten muss. E konstanten Effort, deen et net ze ënnerschätze gëllt.

Dat gesot, Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, wollt ech nach profitéieren, fir dem Rapportier fir säin ausféierleche Rapport Merci ze soen. An ech ginn och de Support vun de Piraten fir dësé Projet.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo, merci dem Rapportier. An ech mengen, et ass eng gutt Saach, wat do gemaach gëtt, dass mer dat mat eranhuelen. An d'Regierung felicitéiert der Chamber, dass se eestëmmege dat dote wäert unhuelen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Asselborn. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7942. Den Text steet am Document parlementaire 7942².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7942 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi 7942 ass mat 60 Jo-Stëmme eestëmmege ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. François Benoy), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

15. 7953 – Projet de loi portant approbation de l'Accord portant extinction des traités bilatéraux d'investissement entre États membres de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 5 mai 2020

Mir kommen elo zu dem leschte Punkt vun eisem Ordre du jour un haut, dem Projet de loi 7953, engem Accord iwwert d'Ofschaffung vu bilateralen Investissementstraitéen tëscht den EU-Memberen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapportier an dat ass den honorabelen Här Yves Cruchten.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. De Projet 7953, deen den 19. Januar vun dësem Joer deposéiert ginn ass, besteet aus engem Article unique, deen en Accord tëscht EU-Memberstaaten an nationaalt Recht ëmsetzt. Et geet ëm den Accord, deen de 5. Mee 2020 zu Bréissel vun 23 EU-Memberstaaten ënnerschriwwen ginn ass an deen all bilateral Traités d'investissement vun dësen Länner op en Enn bréngt.

Ech ginn eng Kéier ganz kuerz drop an, wéi et zu dësem Accord kumm ass a wat d'Konsequenze fir Lëtzebuerg a fir d'Europäesch Unioun sinn.

De 6. März 2018 huet den Europäesche Gerichtshaff en Urteel an enger Affär tëscht der Assurancëgesellschaft – ech mengen, si heescht „Achmea“ – an dem slowakesche Staat getraff. Am sougenannten „Achmea-Urteel“ huet den Europäesche Gerichtshaff festgestallt, datt Schidsklauselen, also Clauses d'arbitrage, déi an de bilateralen Traitée virgesi sinn, net kompatibel si mam EU-Recht. Deem Urteel no géifen d'Schidsklauselen d'Autonomie vum Gemeinschaftsrecht verletzen. Duerfir hunn déi meescht Memberstaaten d'Decisioun geholl, hir bilateral Traités d'investissement op eng koordinéiert Manéier allegeren opzehiewen.

De 5. Mee 2020 ass dësen Accord vun 23 Memberstaaten ënnerschriwwen ginn. Eng Partie Länner, an zwar Éisträich, Schweden a Finnland, hu fir sech decidéiert, déi respektiv Traitéeen eenzel op en Enn ze bréngen. Irland par contre hat guer keng dësé Traitéeen.

Lëtzebuerg an déi 22 aner Memberstaaten hunn et méi effikass fonnt, de Wee vun engem plurilateralem Accord ze fueren. Dësen Accord ass dann den 29. August 2020 a Kraaft getrueden. Fir Lëtzebuerg heescht dat konkreet, datt 13 bilateral Investissementstraitéeen op en Enn kommen. All dës Traitéeen war Lëtzebuerg am Kader vun der Union économique belgo-luxembourgeoise aangaangen.

Ech géif och gär ernimmen, datt Lëtzebuerg bei der Signature vum Accord eng Deklaratioun ofginn huet, déi d'Europäesche Kommissioun dozou opriff, esou séier wéi méiglech d'Hiewelen a Beweegung ze setzen, fir eng vollstänneg, zolidd an effikass Protektioun vun allen Investissementen an der EU ze garantéieren.

No Consultatiounen huet d'Kommissioun annoncéiert, virum Enn vun dësem Joer eng legislativ Propos ze maachen, fir e Kader fir de Schutz an d'Vereinfachung vun dësen Investissementen virzeleeën. Um europäeschen Niveau hunn also d'Affär Achmea an den doraus resultéierenden Accord méi Kloeerheet geschaaft. Den Accord féiert zu enger Harmoniséierung a Verbesserung vum Rechtsstaat, deen essentiel ass fir déi ekonomesch Entwécklung.

Ech soen Iech Merci fir d'Noluschteren an ech ginn den Accord vun der LSAP.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapportier Yves Cruchten.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass nach eng Kéier den honorabelen Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Hei nach eng Kéier dem Här Cruchten merci fir säi Rapport. Hien huet dat gutt beschriwwen. Ech fannen, datt et och richtig ass,

datt d'Lëtzebuerger Regierung decidéiert huet, de Wee vun deem gemeinsamen Accord hei ze goen an net den individuelle Wee ze goen, well ech mengen, datt et eis effektiv weesentlech méi Rechtssécherheet gétt.

Et ass och evident, datt mer dësen Text wäerte matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Wiseler. An d'Wuert ass fir den honorablen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, hei ass e gutt Beispill, dat weist, wéi wichteg et ass, datt een an engem Rechtsstaat lieft a staark Juridictionen huet. Dat Urteil hei huet ganz wichteg an och immens Konsequenze mat sech bruecht, déi mer natierlech awer gäre respektéieren.

Ech brénge selbstverständlech och den Accord vun der DP a wëll dem Yves Cruchten awer och nach eng Kéier Merci soe fir déi zwee Rapporten. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Graas. An d'Wuert ass elo fir déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmoos merci, Här President. Och vu mir nach eng Kéier merci un den Här Cruchten fir säi Rapport. An der Kommissioun hat ech nach eng Kéier nogefrot, wat elo am Fong geholl d'Virdeeler respektiv d'Nodeeler wiere par rapport zu den individuellen Accorden. A bon, nieft der méi grousser Rechtssécherheet, déi mer effektiv elo hunn, war eng Erklärung oder een Argument, wat awer och ganz kloer hei derfir schwätzt, dass mer dann amplaz vun x Gesetzter elo hei eng Kéier ofstëmmen. Ech mengen, dat facilitéiert eis Tâche och enorm an domadder ass eis alleguerten dann och gutt gedéngt.

An deem Sënn ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Dann ass d'Wuert fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmoos merci, Här President. Ech hunn d'Gefill, datt den Här Cruchten eng Erfolgsserie haut huet, wéi e se seelen huet, mee déi ech em awer gär gënnen. An ech wollt just soen, dass natierlech ... En huet dat ausgeféiert, dat huet alles seng Logik. Et wär eis just léiwer gewiescht, mir hätten en neien europäeschen Text, ier mer déi aner ofschafen. Et ass eng Fro an der Sequenz hei, déi eis stéiert. Mir schafen u sech Rechtsschutzinstrumenter of, ouni eppes amplaz ze hunn.

An eisen Ae wär et méi logesch gewiescht, mir hätten en neien Text an dann hätte mer déi al ofgeschaaft. Dofir, mir si mam Prinzipp d'accord, awer wéinst dësem Problem an der Sequenzierung vun den Texter wäerte mer eis haut enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat Gesetz, wat mer hei stëmmen, kënne mir a priori matdroen, well mer jo Fräihandelsaccorde skeptesch gesinn a spezifescht och den Investitionsschutz kritischesch gesinn. Mee dëse Vertrag, dee mer haut stëmmen, klammert awer den Energiecharta-Traité aus.

Mir hunn och e weéneeg eng aner Liesaart vun deem Achmea-Arrêt oder vun där Jurisprudence, well eisen

Informationen no ëmmer nach de Risiko besteet, dass een awer kéint eng Poursuite gemaach kréien, well eeben déi Arbiteren, déi Jugen u sech vun deene Schiidsgerichter net onbedéngt déi Decisiounen vun der Cour de justice respektéieren an applizéieren, eeben och duerch de Fait vun den Delokalisatiounen, dat heescht vun de Filialen ausserhalb vun der Europäescher Unioun.

Dofir wéilt ech e puer Wuert soen zum Energiecharta-Traité, deen en eenzege Skandal ass. Dësen Traité hënnert déi ekologesch a sozial Transition hin zu enger méi inklusiver, nohalteger a resilienter Gesellschaft. Privatfirme kënne Regierungen ukloen, wa si Gesetzgebung stëmmen, déi deene Firmen hir potenziell Profitter a Fro stellen. Et ass total geckeg!

Mir sti viru risegen Erausforderungen, dat muss ech Iech net soen: Klimakris, Energiekris, Biodiversitéitskris, sozial, ekonomesch Ongläichheeten, déi eng, déi ëmmer méi räich ginn, déi aner, déi ëmmer méi aarm ginn, an domat sozial Spannungen an Exklusivum an alles, wat domadder kënnt. An do, wou mir eis, do wou d'Regierung sech missten d'Mëttele gi fir ze reguléieren, fir déi Excèsen, déi Abusen ze encadréieren an ze limitéieren, do wou d'Regierung solle Gesetzter stëmmen, fir déi Klimakris, Energiekris a Biodiversitéitskris Meeschter ze ginn, do kënnen Energiefirmen dës Regierung viru deene spezielle Gerichter verkloen. Ma et freet ee sech, wien d'Soen huet. Wien ass de Regulateur hei? Mir kënnen d'Muecht dach net einfach esou ofginn! Wie si mir Regierungen, déi d'Muecht, d'Verantwortung einfach esou ofginn!

Derbäi kommen natierlech nach déi rezent Léieren – wa mer da Léieren aus der Covidkris an aus dem Ukrainkrich gezunn hunn –: Mir musse fortomme vun de fossilen Energien, méi onofhängeg ginn an der Produktioun, méi lokal produzéieren a manner ronderëm d'Welt transportéieren a schéffen. A mir brauche viru allem staark ëffentlech Servicer. An dofir brauche mer finanziell Mëtzel.

A mir brauche viru allem eppes net: vun enger privater Boîte, déi mat fossilen Energië Profitt wëll maachen, ugeklot ze ginn! C'est le monde à l'envers! Lëtzebuerg soll direkt aus deem Traité erausklammen!

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Yves Cruchten. Et ass alles heizou gesot a mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo, d'Regierung seet och dem Här Yves Cruchten Merci fir dee ganze Mëtteg, déi Rapporten, déi einwandfrei waren. An d'Regierung ralliéiert sech der grousser Majoritéit vun der Chamber. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Ausseminister.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7953. Den Text steet am Document parlementaire 7953².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7953 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi 7953 ass mat 53 Jo-Stëmme bei 5 Abstentionen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7953 est adopté par 53 voix pour et 6 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Félix Eischen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff et Claude Lamberty ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber ...

(Interruption)

16. Motion de M. Yves Cruchten concernant le renforcement des relations économiques, scientifiques et culturelles avec l'île de Taïwan

A, den Yves Cruchten wëll nach eng Motioun deposéieren.

Dépôt et exposé

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Merci, Här President. Ech verspriechechen Iech och, dass ech et net laang maachen. Dat heiten ass eng Motioun, déi sech ëm den Taiwan dréit. An Dir kënnt Iech warscheinlech alleguerten drun erënneren, deen een oder anere Kolleeg huet schonn hei an der Chamber de Sujet vum Taiwan ugeschwat, ech mengen, den Här Clement, den Här Kartheiser, d'Madamm Empain ..., an ech hunn der bestëmmt nach vergiess.

An déi leschte Kéier, wéi mer driwwer rieds haten, hat ech mech engagéiert als President vun der aussepolitischer Kommissioun, dass mer dat nach eng Kéier géifen an der Kommissioun behandelen. Dat hu mer gemaach, zesumme mat eisem Ausseminister, a mir sinn och dunn zesummen eis eens ginn, fir eng

gemeinsam Motioun ze proposéieren, déi mer Iech haut zur Ofstëmmung géife wëllen ënnerbreeden an déi och vun all de Parteien hei an der Chamber matgedroe gouf. An deriwirer sinn ech ganz, ganz frou a géif Iech gären duerfir e grouse Merci soen.

Ech soe ganz séier, ëm wat et geet. Et geet natierlech drëms, fir eis Relatioune mat Taiwan, ob dat ekonomescher, kultureller oder wëssenschaftlecher sinn, ze verdéieren an ze verbesseren. Et geet awer och drëm, an dat ass net onwichtig, eng Participatioun vun Taiwan ze ënnerstëtze bei den technesche Reunione vun der OMS, der Organisation mondiale de la santé, an zwar als Observateur. A mir engagéieren eis awer och fir de Statu quo am Déroit de Taiwan an natierlech fir d'Bäibehale vum Fridden an der ganzer Region vum Indopacifique.

Motion

La Chambre des Députés,

– notant la stratégie de l'Union européenne pour la coopération dans la région indopacifique du 16 septembre 2021 et la recommandation du Parlement européen relative aux relations politiques et à la coopération entre l'Union européenne et Taiwan du 21 octobre 2021 ;

– rappelant la politique d'une seule Chine du Gouvernement luxembourgeois ;

– notant les bonnes relations économiques, scientifiques et culturelles que le Luxembourg entretient dans ce cadre

avec Taiwan, notamment via le Luxembourg Trade & Investment Office à Taipei ;

– saluant l'engagement de Taiwan en faveur de la démocratie, des droits humains et de l'état de droit ;

– considérant que les efforts déployés par Taiwan pour enrayer la propagation du coronavirus se sont révélés efficaces et que Taiwan a démontré sa volonté de contribuer activement, à plusieurs niveaux, au bien commun de la communauté internationale au cours de la pandémie, notamment par des études internationales ;

– remerciant Taiwan pour une série de dons de masques chirurgicaux aux pays touchés par la pandémie de Covid-19 au printemps 2020 ;

– exprimant sa vive préoccupation à l'égard des tensions croissantes dans le détroit de Taiwan,

invite le Gouvernement

– à continuer de renforcer les relations économiques, scientifiques et culturelles avec l'île de Taiwan dans le cadre de sa politique d'une seule Chine ;

– à soutenir la participation effective de Taiwan aux réunions techniques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en tant qu'observateur ;

– à s'engager en faveur du statu quo dans le détroit de Taiwan et en faveur du maintien de la paix et de la stabilité dans la région indopacifique, qui demeure un intérêt

fondamental pour l'Union européenne et ses États membres.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Nathalie Oberweis, Claude Wiseler.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten.

Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Domadder si mer elo awer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt den Donneschdeg um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 21.05 heures.)

54^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique p. 68
M. Fernand Etgen, Président

2. Heure de questions au Gouvernement p. 68

Question n° 311 du 19 mai 2022 de M. Marc Lies relative aux différentes phases de construction de la nouvelle N3, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 68
M. Marc Lies | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 312 du 16 mai 2022 de M. Max Hahn relative aux nuisances occasionnées par l'installation de colonies d'oiseaux dans des zones résidentielles, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 69
M. Max Hahn | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Question n° 313 du 19 mai 2022 de M. Jeff Engelen relative aux périodes de repos des pilotes, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 70
M. Jeff Engelen | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 314 du 18 mai 2022 de M. Dan Biancalana relative aux agressions sexuelles à l'aide de la drogue du viol, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure p. 70
M. Dan Biancalana | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

Question n° 315 du 17 mai 2022 de M. Sven Clement relative à la légalisation du cannabis, adressée à Mme la Ministre de la Justice p. 71
M. Sven Clement | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

Question n° 316 du 19 mai 2022 de Mme Djuna Bernard relative au nombre de formulaires soumis pour obtenir la prime énergie pour ménages à faible revenu présentée

le 28 février 2022, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 71
Mme Djuna Bernard | Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Question n° 317 du 19 mai 2022 de M. Serge Wilmes relative aux propositions de M. le Ministre de l'Énergie concernant des économies d'énergie, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 72
M. Serge Wilmes | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 318 du 17 mai 2022 de M. André Bauler relative à la réorganisation de l'ORT-Nord, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes et à M. le Ministre du Tourisme p. 73
M. André Bauler | M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme

Question n° 319 du 19 mai 2022 de M. Max Hengel relative aux délais d'attente actuels pour un rendez-vous auprès du service « médico-sportif », adressée à M. le Ministre des Sports p. 73
M. Max Hengel | M. Georges Engel, Ministre des Sports

Question n° 320 du 18 mai 2022 de Mme Francine Closener relative à la pénurie d'enseignants dans l'enseignement secondaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 74
Mme Francine Closener | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n° 321 du 19 mai 2022 de M. Marc Lies relative à la mise en place d'un fonds de travaux obligatoire pour les copropriétés, adressé à M. le Ministre de Logement p. 75
M. Marc Lies | M. Henri Kox, Ministre du Logement

Question n° 322 du 19 mai 2022 de Mme Octavie Modert relative aux travaux en vue de l'interdiction des interventions chirurgicales ou médicales en relation avec les organes sexuels d'un mineur incapable de discernement, adressée à Mme la Ministre de la Justice p. 76

Mme Octavie Modert | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

3. Question élargie n° 147 de M. Marc Spautz au sujet des pistes d'amélioration de la work-life balance des salariés p. 76

M. Marc Spautz | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement p. 77

M. Sven Clement

5. 7886 – Projet de loi :

1° modifiant : a) le Code civil ; b) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

2° abrogeant la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 p. 78

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Commission de la Justice : M. Dan Biancalana

Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Pim Knaff | M. François Benoy | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prises de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Paul Galles (parole après ministre) | Mme la Ministre Taina Bofferding

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7886 et dispense du second vote constitutionnel

6. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des transports publics dans les régions rurales du Grand-Duché p. 82

Exposé : M. Aly Kaes

Débat : M. Max Hahn | M. Carlo Weber | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

7. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des défis auxquels doit faire face le secteur des transports p. 87

Exposé : M. Marc Spautz

Débat : M. Max Hahn | Mme Francine Closener | Mme Jessie Thill | M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 1) | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prises de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles, M. Henri Kox, M. Georges Engel et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Neen, Här President.

2. Heure de questions au Gouvernement

M. Fernand Etgen, Président | Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. De Froesteller huet zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 311 vum Här Marc Lies un den Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten iwwert déi verschidde Konstruktions-étape vun der neier N3. Här Lies, Dir Hutt d'Wuert.

M. Marc Lies (CSV) | Wéi geet dat hei an d'Luucht?

(M. Fernand Etgen aide M. Marc Lies à régler la hauteur du pupitre.)

Merci, Här President.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | Den Organisateur vum Haus.

M. Sven Clement (Piraten) | O merci, Här President, Dir sidd ze gutt!

(Hilarité et brouhaha)

– **Question n° 311 du 19 mai 2022 de M. Marc Lies relative aux différentes phases de construction de la nouvelle N3, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

M. Marc Lies (CSV) | Villmools merci, Här President. Mir gesinn, datt eise President hei an der Chamber

awer techesch begaabt ass. An duerfir him e ganz, ganz décke Merci, datt en hei derbäi gehollef huet. Also d'Pult stoung elo definitiv e bëssen niddreg. Duerfir merci, Här President.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hätt hei e puer Froen, déi ech wéilt un den zoustännege Baute-minister stellen. Et geet em d'Bauaarbechte ronderem déi nei N3. Ma ech mengen de Minister weess, datt momentan do vill Aarbechte ronderem gelescht ginn.

Bon, ech detektieren an deene leschte puer Wochen, datt et am Süde vun der Stad Lëtzebuerg à ce stade extreem problematesch ass, wat d'Circulatioun, d'Mobilitéit ugeet. Et sinn iwwerall Stauen. Stauen, déi effektiv iwwert déi lescht Wochen a Méint esou net konnte festgestallt ginn. An duerfir hätt ech e puer Froen am Bezuch op d'Aarbechten, déi elo bei der neier N3 gemaach ginn, um Houwald.

Ech erklären eng Kéier kuerz d'Problematik, wat de Stau elo ennen am Süde vun der Stad ugeet. Dat huet sécherlech méi Facetten. Et ass eng Kéier, datt d'Bauaarbechten un der A3 sinn, dat heescht un der Diddelenger Autobunn. Et sinn awer och Aarbechten am Rond-point Sandweiler an et sinn och Aarbechten um Houwald, wou de Rangwee zou ass. Dat féiert zu extreem grouse Perturbatiounen.

A well effektiv awer wichteg Aarbechten do gemaach ginn, och wat den éffentlechen Transport ugeet, nottamment déi nei Tramsstreck, wou bis am September deen neie Pôle d'échange zu Bouneweg soll fäerdeggestallt ginn an duerno sollen d'Aarbechten och viru-
goen ...

Duerfir meng Fro, wat déi Aarbechten um Houwald ugeet am Rangwee, vu datt en do gespaart ass. Déi Demande hate mer och scho viru Méint als Gemeng Hesper un d'Ponts et chaussées, fir eventuell mat der ITM ze kucken, fir iwwert d'Summerméint do kënnen ze schaffen. Den Delai bei der ITM, wat déi Demande ugeet, leeft elo den 30. Mee aus. Leider konnte mer an deene leschten Deeg de responsablen Ingenieur vu Ponts et chaussées net errechen, obwuel ufangs des Joers awer gesot ginn ass, fir déi Demande

zesumme mat den Entreprises ze maachen ..., ob de Minister do vläicht effektiv kéint kucken, fir déi Demande ze maachen, datt déi Bauaarbechte kéinten exekutiert ginn.

An déi lescht Fro ass déi, vu datt d'Consultation publique ronderem de Contournement d'Alzingen elo ofgeschloss ass, ob de Minister eis ka confirmieren, datt nach virun der Sommervakanz dann deen definitiven Tracé ronderem, wéi effektiv déi Strooss an Zukunft soll gebaut ginn, dann och wäert vum Regierungsrot decidéiert ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lies. Den Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. A merci och dem Här Lies fir déi Fro. Dat erlaabt mer, eng Rei Prezisiounen ze ginn zu deem dach awer opwenne-
gen, komplizéierte Chantier, deen de Moment am Südweste vun der Stad ass.

Ech mengen Dir wéist et: Dee ganze Projet beinhalt dräi Deeler. Deen een ass dee sougenannte „Module Nord“. Dee geet vu Bouneweg, op der Héicht, wou elo deen zweeten Arrêt vum Tram gebaut gëtt, bis op d'Gare centrale, also bis hannert de Pont Büchler. An dann hutt Der de Module Central. Dat ass déi ganz Verbreederung vun der Rue des Scillas. An da kënt an der leschter Phas de Module Sud. Dat ass natierlech deen eigentleche Contournement vun Alzeng an Hesper. Am Moment gëtt jo geschafft un dem Module Nord an um Module Central.

De Module Nord, dat heescht dat Stéck vun der Gare bis op Bouneweg, wäert am Hierscht gréisstendeels fäerdeggestallt sinn. An ech mengen, dat wäert och derzou féieren, datt natierlech d'Verkéisproblematik scho weesentlech besser gëtt par rapport zu haut. Haut si mer an der komplizéiertster Phas.

An et huet sech bestätegt, wat ech och ëmmer e bësse gefaart hunn: Bei deene ganzen Émbauaarbechten,

déi mer an der a ronderëm d'Stad hunn, ass dee wierklech komplizéiertsten Deel an der Rue des Scillas an do ronderëm an deem Eck, well do eng Rei Saache beienee musse gemaach ginn. Beispillsweis d'Verleëe vun der Drosbaach, d'Vergrëssere vum Rond-point Gluck, do vum Tunnel, dann och den Neibau vun deem Deel N3. Also dat ass extreem komplex. An dann deelweis jo och nach am Schinneberäich, am Trans..., also verschidde Komponenten, verschidde Chantieren, déi do zesummentreffen. Duerfir war dat ze erwaarden.

An ech wëll Iech just soen, datt et eleng um Deel vun der Gare centrale bis op Bouneweg erop eleng eefel Louse gewiescht sinn, déi do ausgeschriwwen waren, déi elo, wéi gesot, bis den Hierscht awer wäerte fäerdeg ginn, well den Tram geet jo och bis op Bouneweg op am September. Dat ass och confirméiert. A wa meng Erinnerung elo gutt ass, hu mer och en Datum fixéiert, an zwar den 10. September, wou en definitiv soll opgoen. An da sinn nach e puer Aarbechten ze maachen op deem Stéck. Dat geet bis an den Oktober, November eran. Dann ass et do fäerdeg.

Beim Module Central si mer elo natierlech an deem kriddelegsten Deel amgaang, also an der Rue des Scillas.

An op Är Fro mol hin, wat geschitt iwwert d'Summerméint ... Natierlech froe mer do un. Dat ass natierlech ëmmer komplizéiert. Dir wësst jo, datt ech schonn eng Kéier fir Ierger gesuergt hat, well ech eng Kéier eng Ausso gemaach hat iwwert de Congé collectif, woubäi, wéi ech dat deemools gesot hunn, et mir net drëms gaangen ass, fir de Leit hir Aarbechtskonditione ze verschlechteren, mee fir drop hinzuweisen, datt et, sou wéi mer et handhaben am Moment, net extreem optimal ass.

Dat heescht am Moment ass et esou, datt mir ... et ass emol net d'Ponts et chaussées, mee et ass de Bauhär ... Dat heescht, déi mussen alleguer, déi eenzel Entreprisë mussen hir Demande eraginn. A mir kréie meeschtens ganz spéit Bescheed gesot, ob mer d'Autorisatioun kréien. Dat dauert dann ëmmer bis Ufank Juli. Dann huet een zwar nach eng kleng Recoursméglechkeet, mee dat ass extreem enk, well et muss ee sech jo och kënnen astellen. Och d'Entreprisë mussen den Aarbechter kënnen soen, déi dann och wëlle fräiwëlleg schaffen: „Hei, lauschtert emol, am August wäert der kënnen schaffen.“ Dir gesitt, dat ass alles immens enk openeen.

Also mir wäerte ganz sécher hei d'Demande maachen, fir datt mer och an de Summerméint kënnen op deene kriddelege Plazen do schaffen, well mer natierlech Zäit domadder gewannen. Dat ass evident. Eleng d'Op- an Ofriichte vun de Chantieren, Spärungen a sou weider, brauch ëmmer schonn eng bis zwou Wochen am Ufank, wann et ofmontéiert gëtt an herno erëm operéiert gëtt. Also am Gesamte verléiert ee gutt annerhallwe Mount fir ze schaffen.

Mir maachen déi Demande an dann hoffen ech, datt mer och do d'Autorisatioun dëst Joer kréien.

Dann den Tracé vun dem eigentleche Contournement. Effektiv ass den Avis vun der Gemeng jo erakomm. Den Dossier ass och elo entre-temps fäerdeg gemaach vun de Ponts et chaussées an elo kënn den lescht Etapp an der Autorisatiounsprozedur. Dat ass am Fong, datt dat Ganz nach eng Kéier esou un den Aménagement du territoire an un den Environnement geet. Déi kucke jo och, wat un Avisen erakomm ass. An da kréie mer do nach eng Kéier e leschten Avis zréck. An da geet dat an der Regierungsrout. Ech ginn awer dervun aus, datt dat awer éischter September/Oktobre wäert sinn.

Mee dat ass awer elo an der Prozedur kee Problem. Dat ass agerechent souwisou. Dat heescht, domadder

verléiere mer elo net grësser Zäit. Dat heescht, de Regierungsrout wäert dann am Hierscht – Oktober loosse mer soen – déi definitiv Decisioun huele fir den Tracé. An da gi mer an déi nächst Etapp iwwer.

Mee mäin Objectif, ech hat Iech dee jo eng Kéier gesot, deen ass nach ëmmer, fir datt mer virum Enn vun dëser Legislaturperiod e Finanzéierungsgesetz an der Chamber kënnen stëmmen. Am Moment stëmmt dat och nach ëmmer, leie mer do nach ëmmer gutt. An ech hoffen, datt mer dat hikeréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bausch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 312 vum Här Max Hahn un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert de Kaméidi, deen duerch d'Installatioun vu Vullekolonien a Wunnzone verursaacht gëtt. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 312 du 16 mai 2022 de M. Max Hahn relative aux nuisances occasionnées par l'installation de colonies d'oiseaux dans des zones résidentielles, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Max Hahn (DP) | Jo, Här President, d'Wieder gëtt besser. Et zitt eis eraus. Mir maachen doheem gär d'Fenster op a sëtzen eis op eis Balcon, op d'Terrassen. Sief et bei eis doheem am Gaart, wa mer esou een hunn, oder op den Terrassen, fir dobaussen ze iessen. Dat ass awer nach laang net iwwerall agreeabel! Et ass op ville Plazen hei am Land eppes, an net nëmmen hei an der Stad Lëtzebuerg d'ailleurs, a ville Gemengen, wat engem d'Ophalen dobaussen zu enger richteger Plo mécht.

Nämlech d'Pandemien, ... nämlech d'Villercher, notamment d'Kueben, déi sech a Scharen an de Beem befannen, wat domat verbonnen ass, dass een enormt Gejâiz huet. Et ass zwar e Singvogel, de Kueb, sou gëtt e genannt, mee schwätzt emol mat Leit, déi an engem Entourage vun esou Kuebkolonië wunnen. Dat ass eng ganz, ganz grouss Plo. Déi ass net nei, mee si gëtt ëmmer méi schlëmm.

Firwat? Well vläicht och déi Vullenaart esou geschützt ass, fänkt se awer un – op d'mannst ass dat d'Gefill, dat ee ka kréien –, invasiv hei zu Lëtzebuerg ze ginn.

An duerfir wollt ech d'Ministesch froen, wat hei ënnerholl ka ginn, sief et op privater Säit, awer och vläicht vu Gemengen, déi och hei vun hire Bierger natierlech ëmmer staark sollicitéiert ginn, wat een hei ka maachen, fir de Leit op d'mannst e bëssen d'Liewensqualitéit zréckzeginn, woubäi och deelweis Existenzen um Spill stinn, wann zum Beispill Restaurateuren hir Terrassen net méi beluecht kréien oder och Leit, fir déi d'Valeur vun hiren Appartementer, vun hiren Haiser terribel ofhëlt duerch eeben esou Kolonien, déi sech an der Ëmgéigend niddergelooos hunn.

Dëst gesot, Madamm Ministesch, géif ech awer och nach vläicht gär vun der Geleeënheet profitéieren, Iech eng ganz, ganz glécklech Hand an Ärem neien Amt ze wënschen, well ech dann deen Éischte sinn, deen d'Chance huet, Iech hei eng Fro ze stellen an dësem Haus.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. D'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Joëlle Welfring, huet d'Wuert.

An ech wëll si och ganz häerzlech fir hiren éischten Optritt hei an der Chamber begrëssen.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Gudde Mëtteg. Grouss Eier, haut meng éischt Fro hei dierfen ze beäntweren. Merci fir dës Geleeënheet.

Erlaabt mer vläicht ganz am Ufank, dat Déier e bësse virstellen. Et geet hei ëm den Hierschtkueb, „Saatkrähe“ op Däitsch oder „corbeau freux“ op Franséisch. Et ass e klassesche Kulturfolger, dat heescht, e geet dem Mënsch no. Firwat geet en dem Mënsch no? E geet dohinner, wou de Mënsch wunnt, well en do ze friesse fënnt. A ganz oft stinn dann och nach héich Beem do. Dat heescht, dann nist e sech och do gären an.

Dat maache se awer nëmmen e puer Méint am Joer. Si liewe meeschtens vereenzelt an och verspreet an deenen anere Méint. Do fale se net esou op, well si fänken eréischt un, Kolonien ze bilden zwëschent Januar a Mäerz. A si fänken do och un, hir Näschter ze bauen.

Zwëschent Mäerz a Juni bréie se an da kommen déi Kleng dann aus den Näschter. Déi mussen gefiddert ginn an dann héiert ee se gutt, d'Elteren. An et héiert een natierlech och déi Kleng. An et mécht natierlech och Knascht a Kaméidi. Ech mengen, dat steet ausser Fro. An dass dat wierklech ganz ausseruerdentlech emol kann nerven, wann een do niewendru wunnt, dat steet och ausser Fro.

Sou, elo ass et awer esou, dass mer déi Déieren hunn a si sinn och EU-wäit geschützt. Firwat si si EU-wäit geschützt? Si waren hei bal ausgestuerwe virun enger Rei Joerzëngten. Si hu sech mëttlerweil erëm erholl duerch Bestand. EU-wäit si se awer nach ëmmer am Declin.

Dofir gëtt et dann och déi Oiseaux-Direktiv vun 2009, déi am Fong déi Aarten hei schützt. An dofir si se och europawäit geschützt, dat heescht, och hei zu Lëtzebuerg mussen mer eis un déi doten Dispositiounen halen.

A wéi gesot: De Bestand an de leschte Joren ass stabil bliwwen. Och wann een heiansdo mengt, et wäeren der méi. Dat ass vläicht doduerch, dass ee méi no wunnt an dat tatsächlech méi opfällt an een och sech méi gestéiert fillt. D'Zielungen erginn, dass déi wierklech stabil sinn.

Sou, d'Fro ass natierlech elo ... Wa se geschützt sinn, däerf ee se natierlech och net stéieren, weeder wa se bréien – da scho guer net –, awer och soss net.

Et gëtt awer Derogatiounen, déi ee kann huelen. Grad wann et sanitär Problemer gëtt oder Sécherheetsproblemer, dat heescht ronderëm Schoulen, Spillplazen, Terrassen – Dir hutt se genannt –, da gëtt et Méiglechkeeten, Derogatiounen ze ginn opgrond vum Naturschutzgesetz. Do kann een eng Demande maache bei der ANF an da gëtt déi behandelt. Mir hunn eng Rei vun Derogatiounen och ginn iwwert déi lescht Joren. Dat ass also keen Ausnahmefall. A mir maachen dat, wann dat ausserhalb vun der Bréizäit da méiglech ass.

De Risiko – jo, dat ass leider keng Léisung, dat soe mer meng Experten – besteet awer doran, dass wann een déi Villercher stéiert op hirer Plaz, wou se dann amgaange sinn, sech néierzeloossen, da bilde se souzeesoen Duechterkulturen. Et gëtt der dann net méi, mee si verbreed sech. Se siche sech aner Plazen an da si méi Leit gestéiert. An da gesäit et aus, wéi wann et der méi wäeren. Mee si siche einfach nei Standuerter. Dat ass natierlech de Risiko, wann een Eenzelléisunge sicht, andeem een dann Äscht ofschneit oder Näschter, déi amgaange sinn, gebaut ze ginn, eraushëlt.

Dofir ass wierklech déi eigentlech beschten Approche éischstens emol preventiv, dass een natierlech

d'Déieren net fiddert, dass een hinnen och keng Friessgeleeeënheete bitt, dat heescht, dass een d'Uertschafte soll méiglechst probéieren, propper ze halen, Dreckskeéschten, déi am effentleche Raum sinn, esou ze konzipéieren, dass se zou sinn.

An dann ass natierlech och nach ..., wann ee wierklech Ploen huet an do si mer natierlech mat vereenzelte Gemenge schonn amgaang ... Ech mengen, am Moment hu mer eng fénnef Gemengen, véier Gemengen, mat deene mer schaffen, dat ass, esou e Gesamtgestiounsplang ze huelen, bei deem ee kuckt: Wou kënnen déi Haaptrisiken oprieden? Wou dierfe se sech am mannsten ophalen, fir d'Leit esou mann wéi méiglech ze stéieren? Wou kënnen wierklech seriö sanitär Problemer ufalen? An dann och: Wou sinn d'Plazen, op deenen ee sech awer kéint virstellen, dass se kéinte bleiwen?

Dat heescht, et ass ganz wichteg, dass een och Léisung sacht. An dat iwwert de gesamten Areal vun enger Gemeng. Et kann emol sinn, dass ee wierklech dem Problem andauernd noleeft, dee sech dann och nach an der Fläch verbreet.

Dat wär en gros dat, wat ech Iech haut wollt hei zu där doter Saach soen.

Et ass nach esou, dass mer och am Echange sti mat Gemengen. Mir hunn net méi spéit wéi elo Ufank Juni eng Entrevue mat der Stad Lëtzebuerg, déi amgaangen ass, hire Gestionsplang auszeschaffen. An et gëtt eng Rei aner Gemengen och, notamment am Süden, déi amgaange sinn, e Gestionsplang auszeschaffen. Mir stinn do am Echange. Voilà!

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Joëlle Welfring. Dat war eng Punktlandung!

Mir kommen elo zur Fro Nummer 313 vum Här Jeff Engelen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten iwwert d'Rouzäit vun de Piloten. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 313 du 19 mai 2022 de M. Jeff Engelen relative aux périodes de repos des pilotes, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. D'Äntwert vum Här Transportminister op meng Fro mat der Nummer 5768, berücksichtegt net déi rezent Uschëllegung vu Pilote vu Qatar Airways, déi sech iwwer ze vill laang Aarbechtszäiten an ze kuerz Rouzäite beschwéieren.

Dat ass jo keng Klenggeeket a wuel eppes, woufir op eisen Autobunne bei Camionschauffere jo reegelméisseg Kontrolle gemaach ginn an domadder och d'Gefrierer, jee nodeem, immobiliséiert ginn.

De Minister rappeliert a senger Äntwert, dass den Open-Skies-Agreement tëscht der EU an dem Katar nach net vun der Chamber ratifizéiert ginn ass. Duerfir ergi sech da fir eis folgend Froen:

Sinn déi Inspektiounen, déi de Minister opzielt an déi d'Sécherheetskonformitéit vu Qatar Airways solle beleen, op d'Fligere vun der Gesellschaft begrenzt oder ginn och d'Aarbechtskonditiounen vun de Besatzung kontrolléiert?

Ass deene vu Besatzungen a fréiere Besatzung formuléierten Uschëllegungen zu Lëtzebuerg an op EU-Niveau nogaange ginn?

Drëtt Fro: Ass eng Ratifizéierung vum Open-Skies-Agreement mat Qatar Airways net liichtfankeg, soulaang d'Behauptung vun dësen Insider, wat d'Iwwermiddung vun de Besatzungen ugeet, net opgekläert sinn?

Véiert Fro a lescht Fro: Gedenkt den Här Minister, der Chamber d'Ratifizéierung vum Vertrag ze ënnerbreechen, ouni dës Virwërf ënnersicht ze hunn?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. Den Här Mobilitéitsminister François Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. A merci dem Här Engelen och fir déi Fro.

Ech mengen, mir mussen oppassen, dass mer net d'Saachen duerjerneegeheien. D'DAC, also d'Direction de l'aviation civile, ass net zoustänneg, fir d'Aarbechtskonditiounen ze kontrolléieren vu verschiddene Firmen. Déi kuckt d'Sécherheetsbedéngungen. Déi kuckt, ob d'Fligere richteg certifiéiert sinn, ob alles agehale gëtt, wat d'Sécherheet um Flughafen ubelaangt, wa gestart a gelant gëtt. Mee et ass net d'Kompetenz vun hinnen, fir d'Rou- an d'Fluchzäite vun de Piloten ze kontrolléieren.

An et ass och esou, dass et an deem Accord de ciel ouvert, deen d'Europäesch Unioun mat Katar ofgeschloss huet, wou och eng Kéier e Gesetz jo an d'Chamber wäert kommen – do si mer amgaang an der Ëmsetzungsprozedur, dat heescht, dat muss ratifizéiert gi vun de Memberstaaten –, net em d'Fluch- an d'Rouzäite vun de Piloten aus dem Katar geet.

Ech hunn awer eng Meenung dozou, wëll ech Iech awer soen, an déi ass ganz kloer: Ech fannen d'Aarbechtskonditiounen .. Ech hunn och scho vill Artikele gelies a wann dat alles stëmmt, wat ech do liese léns a riets, dann ass dat net dat, wat ech befürworten, wéi een Aarbechtskonditiounen soll gestalte vu Leit, déi fléien. Mee ech kann Iech awer soen, dann ass Qatar Airways a gudder Gesellschaft vu villen aneren, déi hei vum Flughafen aus fléien an hei landen. An iwwerengs iwwerall op der Welt. An dat ass natierlech eng Fro.

Ech kann Iech versécheren: Op europäeschem Niveau, am Conseil Transport ass dat natierlech oft en Thema, mee dat ass awer éischer bei den Aarbechtszäiten a Rouzäiten am Transportsecteur en général. Dir wësst: Op der Strooss ass och nach net alles, wéi et soll sinn am internationale Verkéier. An do setzen ech mech natierlech ëmmer an, dass do sollen Aarbechtskonditiounen applizéiert ginn, déi eisen europäesche Standarden entsprechen.

Bon, dat ass e Match, dee souwisou leeft an der ganzer Aviatioun. Wéi gesot, Dir hutt elo Qatar Airways ugeschwat, mee mir kéinten och an aner Regiounen kucke goen. Do ass et, menger Meenung no, net weesentlech besser.

Ech weess och elo net, ech wëll awer och elo net soen, ... Ech weess net genau, wéi déi definitiv ... Dat, wat ech kennen, ass och dat, wat ech liesen: Berichter, déi ech kritt hunn, wat d'Gewerkschafte mol léns a riets schreiwen. Mee, wéi gesot, huet d'Europäesch Unioun elo net eng direkt Kompetenz fir anzegräifen an d'Aarbechts- an d'Rouzäiten, déi am Fong eng Gesellschaft hire Leit operleet, déi ausserhalb vun der EU usässeg ass an déi just hei erageflu kënn oder zum Beispill hei eragefuer kënn.

Wat kloer ass: Innerhalb vun der EU mussen d'Sécherheetsstandarde respektéiert ginn an déi ginn och respektéiert. Dat gëtt och kontrolléiert an dat ass elo d'nämmlecht wéi am Stroosseverkéier, änlech.

Also wéi gesot, dat ass dee ganze Level-Playingfield: gläich Bedéngunge schafen, gerecht Bedéngunge schafen am Transportsecteur. Dat ass e ganz grouss Sujet an natierlech och besonnesch an der Aviatioun.

An do ass nach vill Aarbecht ze leeschten, fir dass dat eng Kéier op en Niveau kënn, deen, loosse mer soen, mënschlech gesinn an och fir de Rescht gesinn, de Standarden entsprécht, wéi mir eis et virstellen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bausch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 314 vum Här Dan Biancalana un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet iwwert d'sexuell Iwwerfall unhand vun der Vergewaltungsdrog. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 314 du 18 mai 2022 de M. Dan Biancalana relative aux agressions sexuelles à l'aide de la drogue du viol, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, rezent hu Fäll vu sexuellen Aggressiounen duerch den Asaz vun Drogen an Diskoen an der Belsch an a Frankräich a gréissere Stied héich Welle geschloen.

Rieds geet vun der Drog GHB, och bekannt als Vergewaltungsdrog. An dobäi schéngen dacks Sprützen an den Asaz ze kommen, mat deenen d'Affer a Caféen an an Diskoe gepickt ginn oder d'Substanz an d'Gedrénks geschott gëtt.

D'Substanz u sech huet keng Faarf, ass transparent. Si huet och kee Geruch. Si huet och kee Goût. An d'Wierkung setzt no zéng bis zwanzeg Minutten an a provoziert nielt Onwuelsinn och Kapwéi, kloer och Amnesie. Bei enger ze staarker Dosis, déi administréiert gëtt, kann een och an de Koma falen.

Doduerch, dass d'Drog just e puer Stonne laang am Blut noweisbar ass, ass et schwéier, den Traçage ze maachen. Fir deem Rechnung ze droen, gouf zu Nanzeg eng Prozedur ausgeschafft, déi den Affer, also Leit, déi ouni hiert Wëssen ënner Drogenafloss eeben halt stinn, erlaabt, sech no der Dot op Drogen testen ze loossen, nach éier se eng Plainte erareeche.

Dës Mesure ass säit dem 16. Mee a Kraaft. An an deem Zusammenhang wéilt ech effektiv och hei dem Minister fir bannenzeg Sécherheet folgend Froe stellen:

Ass dës Phenomeen schonn zu Lëtzebuerg ukomm? Wat jo, mat wéi enger Envergure? Bei wéi ville Fäll gouf och Plainte bei der Police gefouert, respektiv wéi goufen dës Plainten opgeholl? Well och do ass effektiv e Schwierigkeetsgrad, well kee richtegen Traçage ze maachen ass. Gi spezifesch Kontrolle betreffend dës Problematik gemaach, well a Frankräich gouf et och schonn Arrestatiounen an deem Kader? Ass e Virgoen, sou wéi et zu Nanzeg applizéiert gëtt, ugeduecht? A gëtt et och konkreet Preventiounsmoossnamen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. Den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox, huet d'Wuert.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Merci, Här President. Merci och fir déi Fro.

Ech probéieren, an dräi Punkten dann dorobber ze äntweren: vläicht fir d'éischt de generelle Kader, dann d'Kontrollen an dann eeben d'Preventioun an och d'Sensibilisatioun.

Dat Éischt ass emol: Jo, ech hunn déi Artikelen och gelies. Mir hunn och intern doriwwer diskutéiert. Net méi spéit wéi d'lescht Woch hat ech nach e Gespréich mat engem aus der Police, soudass déi Fro ganz gellee kënn, fir e puer Saachen do drop ze äntweren.

A sech nennt sech GHB „Gamma-Hydroxybuttersäure“ an et ass a sech awer – Dir hutt et och ganz gutt

beschriwwen – eng ganz ellen Drog, well se eeben incolore ass an esou weider. Si kann – an dofir gëtt se och „K. O.-Tropfen“ genannt –, an e Glas bäigemëscht ginn an et kritt een et net mat. An dat ass eebe ganz geféierlech. A si ass awer ganz – ech soe lo mol an deem Sënn –, ganz effikass, well se d'Leit awer ganz doruechter mécht a se net méi wëssen, wou se a sech herno waren oder wat se erlieft hunn.

De Wirkstoff selwer ass sechs bis acht Stonnen noweisbar, hunn ech gesot kritt. An am Urin, am Waasser, ass en nach zwielef Stonnen noweisbar. Dat ass relativ kuerz, fir herno kënnen nozeweisen, ob en am Gebrauch war.

D'Police hat an de leschte Joren e puer Verdachtsfäll. Leider konnt et awer net nogewise ginn, soudass an deem Sënn keng Plainte konnt gefouert ginn. An et läit awer och drun, dass déi Leit, déi an déi Situatioun kommen, wierklech ewech, also dann eebe fort sinn an net direkt d'Erënnerungsverméigen erëm haten. A bis se souwäit sinn – duerch dee Fakt, dass et sechs bis acht Stonnen nëmmen noweisbar ass –, ass et relativ schwéier, well se dann ze spéit bei d'Police ginn.

Dofir, mengen ech, ass, éier ech op d'Kontroll kommen, d'Preventioun vläicht e ganz wichtege Facteur. D'Police hat eng Campagne. Virun engem Joer awer eréischt. Also dat geet net duer, mengen ech. Mir sollten eng nei Campagne nach eng Kéier lancéieren. Awer eng gréisser Campagne! Mee wat méi wicteg ass, ass dee reegelméisseg Preventiounscharakter an de Schoulen, well vill am Jugendberäich do abuséiert gëtt a profitéiert gëtt. An dofir, mengen ech, ass do den Usaz am Wictegsten, fir, bon, e klenge Fouss an der Dier ze hunn, zumindest d'Leit opzklären iwwert d'Aart a Weis, dat, wat dat bewierkt a fir dass et eeben net zu deem Phenomeen kënnt, deen Der ganz gutt beschriwwen hutt.

Geziilt Kontrollen: Ouni konkreeten Hiweis ass et fir d'Police relativ schwéier. Mir kënnen net einfach ... Dir wësst, dat mat der Identitéitskontroll a sou weider ... Et ass net esou evident, fir dat da geziilt direkt unzegoen. Et geet nëmmen, wann déi Leit och direkt un d'Police oder un déi jéineg eruntrieden, fir kënnen ze soen, dass dat do ass.

Also dee Phenomeen, sou wéi e beschriwwen ass a Frankräich, an der Belsch, hu mir elo net. Also mir kënnen dat net bestätegen, vun der Police judiciaire jiddefalls net direkt. Mee nichtsdestotrotz mengen ech, dass et wicteg ass, driwwer ze schwätzen an och d'Preventioun nach eng Kéier an de Vierdergrond ze stellen. An dat wäert ech och mathuelen, fir dat nach eng Kéier ze forcéieren, dass, zumindest op deem Punkt, nach e bësse méi Efforte gemaach ginn. An och bei deene reegelméisseg Campagnen, déi mer jo maachen, deen dote Phenomeen nach eng Kéier derbäigesat gëtt. An ech denken, dass dat awer duerch de generellen, reegelméisseg Kontakt mat de Schoulen awer ëmmer thematiséiert gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, dem Här Minister Henri Kox.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 315 vum Här Sven Clement un d'Madamm Justizministesche iwwert d'Legalisatioun vum Cannabis. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 315 du 17 mai 2022 de M. Sven Clement relative à la légalisation du cannabis, adressée à Mme la Ministre de la Justice

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 22. Oktober d'lescht Joer huet eng ganz Hickecht u Ministeren,

nämlech d'Ministere Jean Asselborn, Henri Kox, Sam Tanson, Paulette Lenert a Claude Meisch en neie Moosnamekatalog fir d'Bekämpfung vun der Droge-kriminalitéit virgestallt.

Eng vun dese Mesurë sollt e Gesetzesprojet zur Legaliséierung vum Cannabis sinn, deen et ënner anerem erlabe sollt, doheem bis zu véier Cannabisplanze selwer ze hunn, selwer ze ernten an da selwer och ze consomméieren – logescherweis, soss huet dat Hale jo net vill Sënn.

Den Transport soll explizit net méiglech sinn, mee an deem Zesammenhang wéilt ech awer e puer Froen un d'Madamm Justizministesche stellen: Wou ass dee Projet haut drun? Dat ganz speziell, well an Däitschland d'Regierungsparteien, déi jo eng änlech Kompositioun hu wéi hei zu Lëtzebuerg, zumindest vun de politesche Blutgruppen hier, sech géeneegt hunn, fir eng Legaliséierung vu Cannabis fir Genosszwecker ze maachen.

Ech hat mer bal erhofft, dass d'Madamm Ministesch haut géif de Projet mat an d'Chamber bréngen, fir en hei ze deposéieren, dass mer kéinten driwwer diskutéieren. Wéini denkt Der awer, wann et net haut ass, dass Der e kënnt deposéieren? An dann: Wéi huet sech d'Situatioun zu Lëtzebuerg verännert doduerjer, dass elo e grouse Staat wéi Däitschland sech awer géeneegt huet, fir d'Legaliséierung vum Cannabis no vir ze driewen, virun allem wann een dem Karl Lauterbach, dem neie Gesondheetsminister an Däitschland, seng dach ganz wäitreechend Aussoe consideréiert, déi jo awer e bësse méi wäit gi wéi dat, wat hei zu Lëtzebuerg bis elo am politeschen Discours war?

Ech mengen, mir hunn eis ganz vill mat internationalen Traitéen auserneegesat, während Däitschland dat scheinbar vläicht e bësse méi simplistesche gesäit. Mee ech freeë mech do op d'Äntwert vun der Justizministesche.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. D'Madamm Justizministesche Sam Tanson huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson, Ministere de la Justice | Jo, merci, Här President. Merci, Här Clement och fir d'Fro.

Bon, ob elo d'Positioun vun Däitschland simplistesche ass, dat sief dohigestallt. Ech mengen dat ass Är Responsabilitéit.

Vläicht eng Kéier e Schratt no hannen: Mir hu jo och scho méi laang dorunner geschafft. Dat steet och am Lëtzebuurger Koalitiounsaccord, dass déi ganz Chaîne soll kënnen zu Lëtzebuerg méiglech ginn. Dat heescht: D'Produktioun vum Cannabis, d'Vente vum Cannabis, d'Consummatioun vum Cannabis.

Étant donné awer, dass dat vill Ministère concernéiert, un éischer Stell natierlech d'Santé an d'Justice, déi awer, virun allem wat d'Santé ubelaangt, duerch d'Pandemie ganz aner Suergen haten, ass dee Projet natierlech e bëssen no hanne geréckelt ginn. Deen ass awer net falegelooss ginn, mee mir hunn dunn eppes aneres virgezunn, fir awer och weiderzkommen an eiser Drogepolitik. An dat ass eeben dat, wat annoncéiert gi war op där Pressekonferenz, op déi Der Iech referéiert hutt, wou mer erkläert hunn, dass mer elo emol an enger éischer Phas wäerten erlaben, Planzen doheem ze hunn.

Dee Projet de loi ass esou gutt ewéi fäerdeg. Ech hunn d'Intentioun, nächste Mount domat an de Regierungsrat ze goen. Ech hätt en effektiv och kënnen haut mat heihinner bréngen, fir Iech e Gefalen ze maachen. Ech hunn dat awer elo net gemaach. Ech

ginn do meng Regierungskolleegen d'Prioritéit, dass mer den Detail nach eng Kéier kënne kucken. Quitte dass et dat ass, wat mer schon am Regierungsrat am Hierscht festgehale haten.

D'Inzidenz vun deem, wat an Däitschland ass ... Also ech hunn do nach keen Text gesinn. Ech mengen och net, dass e schon existéiert. Natierlech ass et extreem wicteg an interessant ze gesinn, wat e groust Land wéi Däitschland op deem do Niveau mécht. Wat och natierlech d'Verhandlungstäerker vu Lëtzebuerg immens stärke wäert an den internationalen Diskussiounen ronderëm déi dote Fro. Well et ass eng Fro, déi um internationale Plang alles aneschers wéi evident ass a bei där et fir eis och nëmme ka vun Notze sinn, wann e groust Land wéi Däitschland och op deen dote Wee geet. De Wee eebe vun der ganzer Chaîne fir d'Utilisatioun vu Cannabis.

Voilà! Soudass mer och do natierlech drop waarden, wat Däitschland do wäert proposéieren. An d'Gesondheetsministesche an ech selwer, mir plangen am Moment och eng Konferenz op ministeriellem Niveau, bei där mer hoffen, dass och deen een oder deen anere vun deenen aneren europäesche Kolleegen – well et ass net just Däitschland, et ass och Malta, et ass och Holland – kënne mat derbäi sinn, fir dass mer hei zu Lëtzebuerg kënnen en Echange hunn iwwer hir respektiv d'Drogepolitik.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesche Sam Tanson.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 316 vun der Madamm Djuna Bernard un d'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun iwwert d'Unzuel vu Formularen, déi fir d'Ennergieprimm fir Awunner mat wéineg Akommes agereecht goufen. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 316 du 19 mai 2022 de Mme Djuna Bernard relative au nombre de formulaires soumis pour obtenir la prime énergie pour ménages à faible revenu présentée le 28 février 2022, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, vis-à-vis vun den héieren Energiepräisser huet d'Regierung Enn Februar eng Energieprimm fir Ménages à faible revenu agefouert. Dës läit tëscht 200 a 400 Euro.

Eligibel dofir si Menagen, déi eng Allocation de vie chère kréien, mee awer och Menagen, déi am Revenu 25 % driwwer leien. Dës kréie se awer net automatesch, contraire zu de Menagen, déi d'Allocation de vie chère kréien, déi se automatesch kréien. Dat heescht, Menagen, déi 25 % driwwer leien, mussen des Energieprimm ufroen.

Elo wollt ech d'Madamm Familljeministesche froen, wéi den éische Bilan vun desen Demanden ass, déi bis elo erakomm sinn. Wéi ass d'Kommunikatioucampagne gelaf, déi Der jo Enn März lancéiert hat, eebe grad fir d'Promotioun, fir des Hëllefstellung ze maachen? An zu gudder Lescht: Wéi gëtt och weiderhin d'Promotioun fir des Hëllefleschtung vum Lëtzebuurger Staat gemaach? Notamment iwwert d'Office-socialen oder aner sozial Acteuren, mengen ech, ass et wicteg, dass een d'Leit dofir sensibiliséiert, dass et des Hëllefstellung gëtt an dass ee se kann ufroen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. D'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen, huet d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo. Villmools merci, Madamm Bernard, fir déi Fro. Ech mengen, d'Prime énergie hu mer dëst Joer decidéiert, effektiv fir deene Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, déi e bësse méi Schwieeregkeeten hunn, fir hir Rechnungen ze bezuelen. A mir hunn, wéi Der grad gesot hutt, och decidéiert, déi Prime énergie opzemaachen och fir Leit, déi bis zu 25 % méi verdénge wéi de Plaffong vun deem, wat een als Plaffong kann eeben hunn, fir d'Allocation de vie chère ze kréien.

Also am Allgemenge ginn d'Allocation de vie chère an d'Prime énergie zesummen ugefrot op engem an deem selwechte Formulaire. Da kuckt den FNS unhand vum Dossier, ob de Menage eligibel ass souwuel fir d'Allocation de vie chère, d'AVC, ewéi och fir d'Prime énergie.

D'Prime énergie kritt een d'office, wann een d'Allocation de vie chère kritt. Dat heescht, déi gëtt dann automatesch dee Moment mat bezuelt. An da kommen awer nach déi Menagen derbäi, déi net eligibel si fir d'Allocation de vie chère, mee déi dann awer d'Prime énergie vum Fonds national de solidarité kréien.

Déi Menagen, déi eng AVC accordéiert kruten, éier d'Prime énergie agefouert gouf, kruten automatesch déi Prime énergie retroaktiv nobezuelt, ouni dass si hu misse froen. Dat heescht, do muss een net nach eng Kéier e spezielle Formulaire ausfüllen.

Am Ganzen hu bis ewell 8.042 Menagé vun der Prime énergie profitéiert. Dovunner krute 7.607 Menagen eng Allocation de vie chère plus eng Prime énergie. A 435 Menagé waren net eligibel fir eng Allocation de vie chère a kruten awer d'Prime énergie ausbezuelt. Am Moment beleeft dat sech op eng Zomm am Ganze vun 2.266.975 Euro.

Dir hutt och vun eiser Sensibiliséierungs- an Informationscampagne geschwat, well mir wollten d'Leit natierlech och drop opmierksam maachen, dass et déi Aiden elo gëtt, dass se déi kënnen ufroen. Dat war eng Campagne, déi mer zwëschent dem 28. Mäerz an dem 3. Abrëll gemaach hu fir de Grand public, eebe fir d'Leit ze informéieren iwwert d'Aféierung vun där Prime énergie. Mir hunn dat iwwert déi traditionell Medie gemaach. Mir hunn dat awer och iwwert d'sozial Medie gemaach, fir e Maximum u Leit ze erreechen.

Am Abrëll, dat heescht no der Campagne, goufen dëst Joer eleng 4.123 Demanden un den FNS gestallt. Dat ass vill méi héich wéi déi dräi lescht Joer. Dat kann also mat der Campagne zesummenhänken. Mee dat kann een natierlech net richtig moossen. Dat heescht, ganz sécher kënne mer dat net soen. Mee allgemeng gëtt awer erwaart, dass dëst Joer och d'Zuel vun den Demanden nach vill méi wäert an d'Luucht goen, wéi dat déi lescht Joren de Fall war.

Wat elo d'Office-socialen ueget, sinn déi net an enger éischer Phas beträff, well d'Prime énergie direkt beim Fonds national de solidarité ugefrot gëtt, mee natierlech kann den Office social och hëllefen, beim Formulaire-ausfüllen zum Beispill. De Sozialaarbechter am Office social kuckt natierlech och, ob alleguerten déi Pisten ausgeschöpft sinn, wou ee kann Hëllef kréien a senger Situatioun. Dat heescht, do ass den Office social natierlech ëmmer mat derbäi fir ze kucken, ob de Prestataire alles ka kréien, wat een esou ka kréien.

An deem Kontext war et dem Familjeministère iwwregens och wichteg, d'Office-socialen iwwert d'Aféiere vun der Prime énergie spezifesch ze informéieren. Mir hunn dowéinst eng Kommunikatioun un all d'Office-socialle gemaach mam Formulaire, fir d'Primm unzufroen, an natierlech och mat de prakteschen Erklärungen zum Dispositif, soudass awer

jiddweree scho kann, souwuel informéiert sinn, wéi och gehollef kréie vu sengem Office social.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Familjeministesch Corinne Cahen.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 317 vum Här Serge Wilmes un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Propositione vum Här Minister fir Energie iwwert d'Energieerspuernisser. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 317 du 19 mai 2022 de M. Serge Wilmes relative aux propositions de M. Ministre de l'Énergie concernant des économies d'énergie, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

M. Serge Wilmes (CSV) | Jo. Moien. Merci, Här President. Maja, gëschter huet d'Kommissiouns-presidentin Ursula von der Leyen de Plang presentéiert, wéi se kann Europa energieetes méi onofhängeg maache vun de fossillen Energien.

An an deem Kontext huet den Här Turmes, den Energieminister vu Lëtzebuerg, Member vun der groussherzoglecher Regierung, do Fuerderunge gestallt oder Iwwerleeunge matgedeelt, an zwar ënner anere dräi Stéck: datt en der Meenung wier, et misst europawäit eng koordinéiert Limitt vun der Vitess, vun der Geschwindegkeet ginn op de Stroosse respektiv op den Autobunnen. En huet och gefrot, datt ... oder d'Meenung geäussert, datt an deenen europäesche Stied autofräi Sonndeger kéinten agefouert ginn an zwee Deeg Homeoffice pro Woch.

Well dat awer – op d'mannst zwee Punkten dovunner – ënnert de Beräich vun Iech fält, dem Här Transportminister, Här Bausch, wollt ech einfach froen, wéi Der déi Proposen, déi den Här Turmes do gemaach huet, da gesitt. Ass dat déi offiziell Positioun vun der groussherzoglecher Regierung? Wa jo, firwat? A wann net, firwat?

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, ...

(Brouhaha)

... Här Wilmes. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, de Vizepremier François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. An och merci dem Här Wilmes fir seng pertinent Froen.

Une voix | O!

Une autre voix | A!

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Et ass u sech net esou komplizéiert. Also, ech mengen, et ass esou, datt d'Kommissioun jo e ganze Package u Mesurë virgestallt huet. An do geet et haaptsächlech natierlech drëms, fir d'Transitioun hinzekréien zu den erneierbaren Energien, ewech vun de fossillen Energien. Dat ass och dee wichtigsten Deel, géif ech soen.

An da gëtt et derniewent natierlech och e Pabeier, deen vun der internationaler Energie-Agentur ass, an där all d'europäesch Länner vertruede sinn an eigentlech zimmlech iwwerall och déi nimmlecht Ministere sätzen, an an deem Pabeier ginn och nach Recommendationen gemaach.

An de Claude Turmes huet aus deene Recommendationen zitéiert, déi zéng Punkten, déi do drastinn. Wou, niewebäi bemierkt, vun deenen zéng der sechs

derbäi sinn, déi mir scho souwisou erfëllen a wou mer ganz gutt ausgesinn. An do, bei deenen zéng Recommendationen, ass ënner anere och dran: eng eenheetlech Situatioun op den Autobunnen, fir erfroezogen op 120 km/h, eenheetlech an Europa.

Wann Der mech elo frot: „Ass dat eng Positioun vun der Regierung?“, soen ech Iech: Jo, an deem Sënn, datt d'Regierung ëmmer derfir ass, datt et Sënn géif maachen, europäesch eenheetlech Léisungen ze schafen. Elo ass et awer natierlech esou: Dat si jo Recommendationen vun der IEA an dat ass jo net vun ongeféier, datt se dat recommendéieren, well se natierlech wëssen, datt d'Kompetenz, fir dat ze maachen, bei den eenzelen Nationalstaate läit, dat heescht keng EU-Kompetenz ass.

Wat awer net ass, kann eng Kéier kommen. Et kann een duerchweegs awer och eng Kéier am europäeschen Transport-Conseil, wou jo vill diskutéiert gëtt, ënner anere elo an zwou Wochen, iwwert déi ganz Froe vum Fit-for-55-Package, iwwert dee ganze motoriséierte Stroosseverkéier diskutéieren. An et kann een awer vläicht en Accord fannen, europäesch, fir vläicht eng Kéier esou eppes ze maachen.

Firwat géif et menger Meenung no Sënn maachen, op den Autobunnen eng méi eenheetlech Reegelung ze kréien? D'Energieproblematik ass eng, mee fir mech ass d'Verkéierssicherheit nach bal méi wichtig an deem ganze Kontext. Virun allem och well dat méi kohärent ass. De Moment hutt Der an Däitschland, nach op ganz grouse Stécker an Däitschland „freie Fahrt für freie Bürger“. Do kënn Der sou séier fueren, wéi Der wëllt. Et ass zwar limitéiert. Et sinn, wann Der den däitschen Autobunnseseau kuckt, vläicht nach 20 % bis 25 %, wou dat spillt, well de Gros ass limitéiert duerch all méiglech aner Saachen, wann Der zum Beispill an Uertschafte kommt a sou weider. Duerfir ass dat kee Problem.

Dann hutt Der Holland, do ass et 100, Dir hutt Lëtzebuerg do ass et 130 an an der Belsch ass et 120. Et ass also ganz ënnerschiedlech. An et géif durchwegs Sënn maachen. An duerfir, dee Mëttelwäert 120 ass u sech kee schlechte Wäert, wann een dee géif europäesch kohärent aféieren, mee ech sinn awer skeptesch, datt dat esou séier wäert geschéien, well d'Kompetenzen eeben national sinn. Mee et mécht awer och nëmme Sënn, et europäesch ze maachen. Also fir Lëtzebuerg eleng géif dat iwwerhaupt kee Sënn maachen, well mat eisem klengen Autobunnseseau, ech mengen, do wär d'Aspuerpotenzial op europäeschem Niveau relativ limitéiert.

Also, wéi gesot, eigentlech eng gutt Fuerderung, mee wou et drun happenen wäert, datt europäesche Wëlle besteet, se generell ëmzesetzen.

Zu den autofräie Sonndeger: Dat ass esou eng Saach. Dir kennt meng Meenung dozou, ech hu se och schonn eng Kéier hei gesot. Ech sinn do net esou iwwerzeegt, datt dat vill bréngt. Et ass awer och esou – dat kënn Der nokucken, ech hunn dat extra nogelies bei der IEA –: Déi Fuerderungen, also dat wat do opgestallt ass, datt ass och net dem Claude Turmes seng Haaptfuerderung gewiescht, d'Haaptfuerderung war, d'Vitess generell op den Autobunnen erfrozesetzen, well dat géif am meeschte bréngen.

Wësst Der, wann Der elo zweemol d'Joer en autofräie Sonndeg maacht, ech mengen net, datt mer domadder en immens groussen Impakt op de Verbrauch hätten. Mee bon, alles, wat een natierlech ka spueren, ass ëmmer gutt. Mee ech mengen, datt een éischer sollt d'Leit mobiliséieren nach méi an déi Richtung wéi mat esou symboleschen Aktiounen wéi en autofräie Sonndeg. Dat ass elo net onbedéngt meng Iwwerzeegung.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Bausch.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 318 vum Här André Bauler un den Här Minister fir Mëtzelstand an un den Här Minister fir Tourismus iwwert d'Reorganisatioun vum ORT Nord. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 318 du 17 mai 2022 de M. André Bauler relative à la réorganisation de l'ORT-Nord, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes et à M. le Ministre du Tourisme

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Déi lescht zwee Joer – dat wësse mer – an der Pandemie waren net einfach fir den Tourismus an den Horeca-Secteur. An dofir freeë sech bestëmmt all Acteuren aus dem Horeca-Secteur, datt et net zu autofräie Sonddeger wäert kommen, well se freeë sech iwwer jiddwereen, deen op déi eng oder aner Manéier, mam Vélo, mam Motorrad, mam Auto oder mat Gott weess wat, mam Trakter, ënnerwee ass.

D'Saison 2022 kënnegt sech also ganz positiv un. Déi éischt Zuelen deiten dann och op eng Relance hin, wann een d'Statistike kuckt, virun allem d'Reservatiounen an den Hotelszëmmeren, Campingen a bei den Zëmmeren an de Jugendherbergen. Déi Zuele ginn de Moment an d'Luucht.

Am Beräich vun den touristeschen Infrastrukturen, Attraktiounen a bei diversen Offeren an Ekipementen an de Regione gouf sécherlech ganz vill geschafft; dat souwuel vun de Syndikater, de Gemengen, bei de privaten Acteuren an natierlech och an den ORTen.

Am ORT Norden ass elo zanter dem 1. Mee dëst Joer e sougenannte Pilotprojet lancéiert ginn, wou et drëms geet, fir méi Synergien ze schafen a Mëtzel an d'Regioun ze kréien.

An deem Kontext wollt ech dem zoustännige Minister fir Tourismus, dem Här Lex Delles, dräi, véier Froe stellen: Éischstens: Kann den Här Minister eis Detailer zu dësem spezifesche Pilotprojet am Norde vum Land liwweren? Ëm wéi eng Synergien handelt et sech do? Wat ass d'Zukunft vum ORT Norden? Wéi laang soll dëse Pilotprojet lafen? An ass dëse Projet een, deen een och problemlos kéint op aner Regione vum Land iwwerdroen?

Villmoos merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Bauler. Den Här Minister fir Mëtzelstand an den Här Minister fir Tourismus, den Här Lex Delles, huet d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme | Merci villmoos, Här President. Här Bauler, ech wëll Iech och villmoos Merci soen, fir déi Fro, well et gëtt engem d'Geleeënheet, Erklärungen zu engem Pilotprojet ze ginn, deen elo säit dem 1. Mee leeft.

Et ass esou, dass de Projet u sech dora besteet ... Mir hunn déi fënnf ORTen, déi zu Lëtzebuerg fonctionnéieren, déi iwwer Konventioun mam Ministère och Sue kréien; dat natierlech och duerch hir Memberen, sief et Gemengen, Syndikater oder aner Acteuren, déi dora cotiséieren.

Et stellt sech awer eraus, dass ëmmer méi ORTe ganz grouss Schwierigkeeten hu mam Personal, mat de Personalkäschten an och, fir nach Suen ze hunn, fir Projete kënnen ze maachen. Dobäi kënnt, dass natierlech och eng ganz Rëtsch vu Synergien kënnen tëscht deene verschiddenen ORTe fonctionnéieren respektiv awer och mat LFT, Luxembourg For Tourism. Sief dat Synergien am Kader vum Marketing, vun der Digitaliséierung, vun der Kontabilitéit, vun Internetsitten, och vun esou Saachen, soudass et och

elo scho Méiglechkeete gëtt, wou matenee geschafft gëtt an dat nach vill méi enk mateneen ze verbannen.

Dofir si mer op de Wee gaangen, mat deene verschiddenen ORTe Kontakt opzehuelen. Mir haten, ech mengen, fënnf oder sechs Reunione mat allen ORTen zesummen, fir eng Proposition auszeschaffen, e Pilotprojet ze maachen, an deem mer alleguer d'Leit, also d'Personal vun dem ORT ... Et muss ee jo wëssen: Den ORT ass eng ASBL, wou de Ministère cotiséiert, awer selwer net Member ass. Dat heescht, de Ministère ass net mat um Dësch, mee ass natierlech iwwer eng Konventioun mat den ORTe verbonnen. Et ass een hei op de Wee gaange bei dem Pilotprojet Norden, dass een déi ganz Personalkäschten aus der ORT-ASBL eraushëlt an déi bei den LFT sëtzt. Dat heescht, säit dem 1. Mee vun dësem Joer sinn d'Mataarbechter vum ORT Norden Mataarbechter vun LFT, déi iwwer eng Konventioun tëscht dem LFT un d'ORT-ASBL geléint ginn, fir iwwert d'Konventioun verschiddenen Tâchen ze iwwerhuelen. An op där anerer Säit huet de Ministère nach eng weider Konventioun fir Projeten mam ORT Norden, déi si an der Regioun realiséieren.

Dat bréngen eeben déi verschidde Synergien mat sech, déi méi einfach sinn. Sief et, dass Mataarbechter vum LFT un général méi enke Kontakt mam ORT Norden hunn a méi einfach kënnen schaffen respektiv awer och déi ganz Saache vun de Plattformen, Digitaliséierung, Marketing op enger zentraler Plaz kënnen gemaach ginn.

Ee ganz wichtege Punkt, deen och mam ORT Norden diskutéiert ginn ass, ass awer, dass d'Mataarbechter och weiderhin an der Regioun bleiwen. Dat heescht, déi Mataarbechter, déi gëscht zu Veianen, wou de Siège vum ORT ass, geschafft hunn, schaffen och nach haut a muer do. Dat ass och ganz kloer festgehale ginn.

Wat bréngt et mat sech? Dat bréngt mat sech, dass den ORT Norden an dësem Fall vill méi eng grouss Enveloppe budgétaire huet. Dat heescht, den ORT huet elo méi Moyenen, fir kënnen Projeten an der Regioun ze realiséieren. An e ganz wichtege Punkt: D'Gemengen cotiséieren an den ORT, dat ass ëmmer pro Awunner esou vill Euro, dat ass variabel vun ORT zu ORT. Déi Sue ginn och réellement geholl, fir Projeten an der Regioun ze maachen. Dat heescht, et ass net méi, dass elo Overhead-Käschten oder aner Käschten duerch d'Gemengen, déi privat Acteure bezuelt ginn, mee déi Sue ginn direkt geholl, fir an der Regioun Projeten ze developpéieren an dann och do eng méi grouss Uniformitéit ze kréien respektiv Projeten, déi openeen ofgestëmmt sinn, sief et an der nationaler Strategie, an der regionaler Strategie oder grenzüberschreidend.

Well dat ass natierlech ee ganz grouse Punkt: Den Tourist, deen op Lëtzebuerg kënnt, dee weess net, dass wann e fënnf Kilometer aus der Stad erausfiert, en am ORT Mëllerdall ass, am ORT Osten ass oder am ORT Norden ass. Neen, den Tourist, deen heihinner kënnt, dee weess, en ass am touristesche Land Lëtzebuerg.

A fir déi Synergien alleguerten nach ze verstärken, ass dee Pilotprojet hei gemaach ginn.

Wéi laang e soll daueren? Et ass elo eng Konventioun op ee Joer, wou een dann de Bilan wäert zéien.

Mir kënnen am Moment natierlech no deene puer Wochen nach kee Bilan zéien. Et gëtt da gekuckt, wéi en do steet, ob jiddweree sech an deem Projet erëmfindt an ob aner Regione och op dee Wee ginn? Mir hunn all de Regione och ugebueden. D'Regiounen hunn am Conseil d'administration, souwéi mir et gesot kruten, Nee gesot, ausser den ORT

Norden, deen unanime Jo gesot huet. Dofir de Pilotprojet mam Norden, deen natierlech dann och der Regioun méi Moyenen iwwert d'Kotisationsbréngt a wou Projete realiséiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, dem Här Tourismusminister Lex Delles.

Als nächst hu mer d'Fro Nummer 319 vum Här Max Hengel un den Här Sportsminister iwwert déi aktuell Waardezäit fir e Rendez-vous beim Service médico-sportif ze kréien. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 319 du 19 mai 2022 de M. Max Hengel relative aux délais d'attente actuels pour un rendez-vous auprès du service « médico-sportif », adressée à M. le Ministre des Sports

M. Max Hengel (CSV) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Sportsminister, wann een haut als Sportler oder Sportlerin e Rendez-vous beim Médico wëllt huelen, fir eng nei Lizenz ze kréien oder seng Lizenz ze erneieren, da kann et scho mol sinn, datt ee gutt zwee Méint muss op esou e Rendez-vous waarden.

Dat Thema ass och schonn an der Lescht e puermol ugeschwat ginn.

Dëst ass natierlech virun allem zum Beispill bei Kaner, déi drop waarden, fir mat hire Kolleegen kënnen e Match ze spillen, net ganz glécklech an hëlt hinnen e bëssen d'Motivatioun.

En aneren Aspekt ass deen, datt een zum Beispill an Ekippesportaarten – ech denken elo un de Basket, do sinn ech am kënnege, Dir sidd jo och net onkënneg an deem Domän –, wou Profispiller zum Asaz kommen, wann do zum Beispill ee Spiller sech verletzt a kuerzfristeg muss ersat ginn, dann ass et natierlech, soen ech emol, e kompetitiven Nodeel fir déi Ekippen, wann deen neie Spiller, dee soll eng Lizenz kréien, net séier kann an den Asaz goen.

Här Minister, Dir sidd Iech dem Problem bewosst. Dir hutt och an engem Interview am Februar gesot, datt den INS mat enger neier Sportsmedezinnerin verstärkt gouf, an datt Dir eng Handvoll Verträge mat Dokteren ...

(Interruption)

... ënnerschriwwen hätt.

Ech waarden dann eng Sekonn. De Minister héiert soss meng Froen net.

(Interruption par M. François Benoy)

Also Dir hat net geschwat.

M. Fernand Etgen, Président | Här Hengel, et ass un Iech, fir eng Fro ze stellen, net, fir dem Här Benoy ze äntweren.

M. Max Hengel (CSV) | Wéi gesot, Dir hutt gesot, datt Der eng Handvoll Verträge mat Dokteren ënnerschriwwen hätt, fir de Service médico ze verstärken. An donieft hutt Der och d'Fro gestallt, ob et net sënnavoll wär, wann eng Rei ënnersichungen och kéinten a Praxisse vu Generaliste gemaach ginn.

Donieft ass mer och zu Ouere komm, wéi wann en neie System sollt ausgeschafft ginn, fir d'Rendez-vousen ze huelen. Dee wär anscheinend sou änlech wéi deen, dee mer leider allze gutt kennen, wou mer eis e Rendez-vous beim PCR-Test hu missten huelen. Bon, wëssend, datt momentan a ganz villen Ekippesportaarten d'Saisonen op en Enn kommen, wär et gutt fir déi vill Benevollen, wann een deene kéint an Aussicht stellen, wa se déi nei Saison plangen, datt et do zu Verbesserung gëif kommen.

(Interruption par la présidence)

O, meng Zäit ass schonn e bësse kuerz. Ech maachen also ganz séier.

Här Minister, sidd Der weiderkomm, fir nach weider Dokteren ze engagéiere fir de Médico? Wéi ass et mam Projet, datt verschidden Ënnersichungen sollen a Praxisse vu Generaliste kënnen gemaach ginn? Wivill Doktere schaffe momentan zesumme mam Médico? Fir de Fall, datt all déi Beméiunge bis elo näischt bruecht hätten: Wat kéint een awer maachen, fir déi Delaie kuerzfristeg ze verkierzen a wat fir Léisunge gëtt et am Fall vun deene Profien, fir datt d'Ekkipen net mussen dorënner leiden?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hengel. Den Här Sportsminister Georges Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Merci dem Deputéierte Max Hengel fir dës Fro.

Fir d'éischt emol muss ee wëssen, dass am Kader vun der Pandemie eng Rei vu gültege Médicoen net konnte am Joer 2021 erëm verlängert ginn. Déi sinn dunn automatesch op 2022 verlängert ginn, well se 2021 net konnten an de Médico goen.

Dat muss dann elo alles am Joer 2022 nogeholl ginn, déi, déi dat net konnte verlängeren, well et bis 2022 da méiglech war, dass se hire Sport awer konnte maachen. 2022 mussen déi also elo an de Médico kommen, niewent alleguer deenen, déi souwisou elo missten an de Médico kommen an niewent och alleguer deenen, déi eng éischt Lizenz wëllen ufroen.

A fir elo ze evitéieren, dass am September, wou dann erëm d'Championater uginn, elo ass jo e bësse méi eng roueg Phas, an dann och erëm vill Leit hir éischt Lizenz wäerte maachen, dass et do zu Enkpäss kënn, hunn ech dës Woch eng Circulaire un d'Federatioun erausginn. Ech hu se och matbruecht a si ass op de 17. Mee datéiert, net dass Der mengt, ech hätt dat elo haut de Moien nach ganz séier gemaach. Ech hunn déi dunn dës Woch un d'Federatiounen erausginn, fir dass si hir Clibb och an deem Sënn solle sensibiliséieren, dass se net bis um Schluss vum Joer solle waarden, fir dann an de Médico ze goen, mee dass se elo solle vun där Zäit profitéieren, wou elo manner an de Médicoen ass, fir dass se da kënnen hir Rendez-vousen huelen.

Well et muss ee wëssen: Et ass eng Héichsaison an de Médicoen. Déi ass vu September bis Januar. An dann ass vu Februar bis August éischer eng Flaute. Dofir solle se elo profitéieren, fir dann hire Rendez-vous ze huelen.

Et ass och elo méiglech, am Laf vun der Woch e Rendez-vous am Médico ze kréien. An d'Situatioun ass esou, dass duerch e Mangel – an dat kann ee sech bal net virstellen, wann ech elo dat héieren, wat den Här Hengel virdu gesot huet – un Demanden a verschiddenen Zentere souguer Plage-horairen hu misse zougemaach ginn, obwuel Dokteren a Sekretären do disponibel waren. Wat natierlech ass: D'Leit ginn natierlech gären an dee Médico, deen am noosten ass. Ech soe lo Gréiwemaacher, da ginn d'Leit natierlech gären op Gréiwemaacher, mee si kënnen awer och op Miersch, an d'Stad, op den INS, op Ettelbréck, op Diddeleng, op Stengefort, op Esch goen. Also och do sinn iwwerall Méiglechkeeten, wou een dann kann hgoen.

Wat och e Phenomeen ass, a wat och net ganz gutt ass, dat ass, dass Leit sech e Rendez-vous huelen an dann net op de Rendez-vous ginn. Et muss ee wëssen, den Dokter huet eng gewëssen Zäit agerechent an engem Owend. Zum Beispill zu Gréiwemaacher si se

dann zwee bis dräi Owender vu 17.45 bis 20.00 Auer do. Si kënnen an där Zäit also néng Leit huelen. Wann der do awer dräi Rendez-vousen an enger Plage geholl hunn an déi net kommen, dann ass déi natierlech net méi disponibel fir anerer, soudass elo souguer de Leit perséinlech ugeruff gëtt, wa se net do sinn, ob se dann net awer kéinte kommen. An da soe se: „O nee, dat arrangéiert mech awer elo net. Ech kann awer elo net kommen.“ Dat ass ganz dacks d'Äntwert.

Dann ass et awer och esou, dass ech effektiv gesot hunn, dass een eng Rei vun Ënnersichunge bei den Dokteren an de Praxisse ka maachen. Dat hânt am Moment un engem informatésche Projet oder Problem. Mir hunn eng Applikatioun, déi heescht SPMED an déi gëtt nei gemaach. Déi ass awer eréischt disponibel fir Enn 2023. Déi wäert et awer machbar maachen, dass een an den Dokteschpraxissen, fir déi Dokteren, déi awer och eng Zousazformatioun als Sportsdokter gemaach hunn an déi och en Agreement beim Ministère ugefrot hunn, dass déi da kënnen an hire Praxisse déi Exame vum Médico maachen. Do ass am Moment e Projet, dee leeft, dee vläicht éischer färdig wär, dat wär Enn 2022. Dat ass e Projet mam CTIE ...

(Interruption par la présidence)

... iwwer Schiller-Server – sou heescht e wierklech –, dass dat vläicht machbar wär. Mee Dir mierkt, et si Pisten do, mee déi sinn nach net fir haut a fir muer, mee et sinn awer Disponibilitäten an de Centres médico, fir dass d'Leit awer hire Sport kënnen maache goen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, dem Här Sportsminister Georges Engel.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 320 vun der Madamm Francine Closener un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert de Mangel u Léierpersonal am Lycée. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 320 du 18 mai 2022 de Mme Francine Closener relative à la pénurie d'enseignants dans l'enseignement secondaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la jeunesse

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. D'Penurie vum Léierpersonal ass beileiwe keen neie Phenomeen. Dat gouf am Kontext vu der Pandemie jo och ëmmer erëm hei thematiséiert, besonnesch de Manktem un Enseignanten am Fondamental. Mee och am Secondaire fänt d'Penurie un, bedenklech Ausmoossen unzehuelen. Am Lycée maache se sech Suergen ëm déi nächst Rentrée am September.

Virun engem Joer hat de Minister geschriwwen, de Problem vum Personalmanckem wier besonnesch schlëmm an der Formation professionnelle. Am allerschlëmmsten an de Coursen Esthéticien a Plâttersleer.

Mengen Informatiounen no huet sech de Personalmanckem an der Tëschenzäit awer generaliséiert, dat heescht och op den Enseignement général a classique ausgeweit an nach weider verschlëmmert. Duerfir missten d'Lycéeën, déi net genuch Enseignanten accordéiert kruten, alt nach méi op Chargéen zrëckgräifen respektiv dem aktuelle Personal nach méi Iwwerstonnen zoumudden.

Am Ministère sengem Aktivitéitsrapport vun zejoert steet, datt fir d'lescht Schouljoer 156 Kandidate rekrutéiert goufen. Et waren awer 357 Rekrutementer virgesinn. Dat wier also méi wéi d'Hallschent, iwwer 200 Posten, déi net besat goufen. Dat sinn der vill. An an

engems weess ee jo och, datt d'Schülerpopulatioun weider wisst.

Duerfir wollt ech haut vum Minister wëssen: Wéi schlëmm gesitt Dir de Problem? Wéi vill ausgebildeten Enseignantë feelen am Secondaire? Wéi vill Posten hunn d'Lycéeën fir d'nächst Joer ugefrot? Wéi vill kënnen vun ausgebildeten Enseignanten am Statut vum Fonctionnaire besat ginn? Wéi vill Stageplaze si laut dem Plan de recrutement an deene jeeweilige Groupes de traitement virgesinn? Wéi vill dovunner konnten iwwert de Concours besat ginn? Wéi eng Fächer sinn am meeschte vun der Penurie betraff? A wéi vill Chargéen, mengt Der, missten agestellt ginn, fir d'Coursen ze assuréieren? Wéi gedenkt de Minister, laangfristeg un de Problem erunzegoen. An denkt Der vläicht u geziilte Rekrutementscampagnen? An der Fonction publique leeft jo am Moment eng ganz interessant Campagne. Kéint een dat Format och notzen, eebe just fir den Enseignement? Meng leschte Fro: Gëtt dru geduecht, an de MINT-Fächer vläicht Personal anzustellen, dat eventuell eng Dispens vun de Sproochekonditiounen kéint kréien?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Closener. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la jeunesse | Merci Madamm Closener. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz dankbar fir déi dote Fro, well et gëtt mer d'Geleeënheet, vläicht déi eng oder déi aner Präzisioun ze ginn.

Virun e puer Woche war opgrond vun enger Question parlementaire, déi ech och esou beäntwert hunn, déi e Kolleg hei vun Iech gestallt huet, duerch d'Medie gaangen, datt ronn 25 % respektiv 30 % vun den Enseignanten am Secondaire Chargé-de-Coursë wäeren.

An do muss een awer vläicht nach eng kéier drun erënneren an och en däitlechen Ënnerschied do eraussträchen tëschen der Notioun vum Chargé de cours am Fondamental, wat an aller Reegel jo eng Persoun ass, déi net den übleche Konditiounen entsprécht, fir iwwerhaupt zougelooss ze sinn, fir Enseignant ze ginn, an op där anerer Säit awer dem Chargé de cours am Secondaire, wou d'Reegelen awer ganz anerer sinn. Well e Chargé de cours am Secondaire, dee muss och sämtlech Zougangsbestimmungen erfüllen, fir de Concours kënnen ze maachen, fir also och kënnen fonctionariséiert ze sinn. An aller Reegel ass dat dann e Masterofschloss, fir an d'A1-Karriär kënnen eranzekommen.

Also all déi Chargéen, déi an de leschte Jore fir Fächer rekrutéiert goufen, wou een e Master als Proff muss hunn, als Fonctionnaire, déi mussen och e Master hunn, wa se als Chargé agestellt ginn.

Dann hu mer zanter enger Rei vu Joren – an dat war mir besonnesch wichteg – och gekuckt, datt hir Enseignantsausbildung, déi se jo am Stage maachen, identsch ass, well virdru war et esou, datt eigentlech nëmmen den Enseignant, dee Professor ginn ass, dee Fonctionnaire ginn ass, eng Enseignantsausbildung während sengem Stage kritt huet. En huet jo éischer e fachgerichtet Studium. An e kritt seng pedagogesch Enseignantsausbildung während dem Stage.

Awer de Chargé huet dat net kritt. Deen huet vum éischen Dag un, wou en de Kontrakt ënnerschriwwen hat, direkt enseignéiert, ouni dat e parallel esou eng Ausbildung kritt huet. Dat hu mer geännert, nämlech andeems mer gesot hunn: De Stage ass genau d'selwecht fir de Chargé, wann en ufänt, wéi och fir deen, deen iwwert de Concours fir d'alleréisch

erakomm ass an da fonctionariséiert wëllt ginn. An och den Ofschloss vum Stage, den Examen de stage, ass genau dee selwechten, soudatt wann ech haut zwee Enseignant hunn, déi ufänken, deen een huet de Concoursexame gepackt a mécht deen dote Wee an deen aneren ass fir eng Plaz, wou einfach e Besoin ass, dann zousätzlech ze fëllen an e gëtt dann als Chargé agestallt. Da fänke se alleguerte mateneen am Stage un a se mussen och alleguerten dee selwechte Stage maachen an och dee selwechten Ofschlossexame vun deem Stage. Dat heescht a puncto Qualitéit ass dat eigentlech kee Manktum wéi mer de System elo gestréckt hunn.

Et kann natierlech sinn, an där wäerte mer hunn, dass et virun deem dote Moment, viru menger Zäit och aneschtens war a vill Leit dann nach erakomm sinn an och e CDI als Chargé kritt hunn, déi déi doten Ausbildung net gemaach hunn, mee dat ass Fakt. An ech mengen, dass mer hei e grouse Qualitéitsprung no vir gemaach hunn.

Dann ass et awer och esou, Här President, dass reegelméisseg ganz vill Kandidaten – an Dir hutt d'Zuelen aus dem Rapport d'activités genannt –, déi de Concoursexame maachen, schonn als Chargé, als Enseignant mat alle Qualifikatiounen, och mam ofgeschlosse Chargésstage, bei eis schaffen. An dat féiert dann derzou, dass d'Zuel vun deene Plazen, déi ausgeschriwwen sinn, natierlech ganz dacks méi niddreg ass ewéi déi vun de Leit, déi sech da melden, well och ëmmer e gudden Deel vun deenen, déi schonn dobanne sinn am System, eebe justestem mam Employésstatut, sech dann dorobber mellen, soudatt een och net onbedéngt ka soen: Si huelen der nëmmen esou vill, obschonn esou vill Demanden do sinn, well e gudden Deel vun deenen, déi eng Demande maachen, schonn Deel vum System sinn. Mir encouragéieren d'ailleurs och déi, déi e sougenannte Chargé da sinn, dass se de Concoursexame maachen an da kënnen fonctionariséiert ginn.

Mir schaffen och nach eng Kéier un der Prozedur, fir no 15 Joer Anciennetéit kënnen fonctionariséiert ze ginn, souwéi dat bei all aneren Employé beim Staat de Fall ass, wann een och do nach eng Kéier eng Epreuve an eng gewësse Prozedur mécht. Dat huet sécherlech och nach eng Kéier en Impakt op d'Aarbechtskonditiounen, fir deen Eenzelen, wann en dat géif maachen. Duerfir encouragéiere mer eigentlech déi Eenzel, sech do och, ech soe mol, ze regulariséieren.

Mee eigentlech misste mer driwwer nodenken, ob ee Begrëff „Chargé de cours“ am Secondaire nach ëmmer wierklech richteg ass. Eigentlech sinn et alles Enseignant. Si hunn dee selwechte Parcours gemaach, op jidde Fall déi, déi an de leschte Joren agestallt goufen, just, dass déi eng ënner engem Fonctionnairesstatut schaffen an déi aner ënner engem Employésstatut, sou wéi et an anere staatleche Verwaltungen nun eebe mol och de Fall ass. An do denken ech, ass den Undeel vun deenen, déi als Employé schaffen, vläicht souguer nach méi héich, wéi dat am Enseignement secondaire de Fall ass.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 321 vum Här Marc Lies un den Här Wunnungsbauminister iwwert d'Aféierung vun engem Fong fir Aarbechten an der Kopropriétéit. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Ech wëll drop opmierksam maachen, dass mer och déi nächst Fro nach kënnen huelen, well d'Froesteller alleguer disziplinéiert waren an och d'Regierung disziplinéiert war. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 321 du 19 mai 2022 de M. Marc Lies relative à la mise en place d'un fonds de travaux obligatoire pour les copropriétés, adressé à M. le Ministre de Logement

M. Marc Lies (CSV) | Merci, Här President fir d'Wuert. Ech wëllt gär eng Fro stellen respektiv awer och eng Suggestioun un de Minister vum Logement ginn.

Ech mengen, a leschter Zäit erliewe mer, dass d'Menagen hei am Lëtzebuurger Land, awer och a ganz Europa an iwwert d'ganz Welt, opgrond vun der Pandemie natierlech, awer och elo mat der Verdeierung vun den Energiekäschten, extreem mat Méibelaaschtungen ze kämpfen hunn. Och hei zu Lëtzebuerg huet d'Regierung am Kader vun hirem Tripartitesaccord gekuckt, fir d'Menagen an Zukunft kënnen ze entlaaschten. Diesbezüglech gouf dann och elo en Emprunt ... oder gëtt en Emprunt gezunn, fir dat kënnen ze finanzéieren.

Op där anerer Säit ass et awer esou, dass och d'Gesetzger hei an der Chamber vun der Majoritéit gestëmmt ginn, déi effektiv dës Belaaschtung nach substanzuell an d'Luucht dreiwen. Ech huelen do de Fonds des travaux, dee virun e puer Wochen och hei an der Chamber gestëmmt ginn ass. D'CSV-Fraktioun hat sech do dergéint ausgeschwat, well mer einfach der Meenung sinn, dass et net ka sinn, dass diesbezüglech d'Menagen, beispillsweis Familljen, déi Proprietär vun enger Wunneng sinn, opgrond vun dëser Hausse, wat dann d'Chargen an den Appartementer ugeet, dass déi nach weider an d'Luucht gedriwwen ginn. Duerfir, dass ass e kënschtlech Eropdreiwe vun der Méibelaaschtung vum de Menagen, an domat kënnen mer definitiv net averstane sinn.

An duerfir hätt ech d'Fro, ob den Här Minister dann, wat elo dee Fonds des travaux ugeet, awer och d'Menagen, déi effektiv ënner déi Méibelaaschtung falen, wäert informéieren, sensibiliséieren, wat déi Méikäschten, déi do entstinn, dann effektiv géife mat sech bréngen, vu dass dës Fong och obligatoresch ass, a fir och Beispiller do opzeginn, wéi beispillsweis Wunnenge mat zwee oder dräi Zëmmeren an awer och déi diesbezüglech Energieklass hannendrun ze schreiwen, well dat jo dann och de Präis vun de Chargen wäert impaktéieren ..., fir esou Beispiller ze ginn, awer och de Menagé virzeféieren, wat dat u Mehrkosten an hire Wunnenge wäert mat sech bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lies. Den Här Wunnungsbauminister Henri Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci, Här President. Merci och fir déi Fro. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, awer nach eng Kéier op dee Fonds des travaux anzegoen, awer just dat och ze widderleeën, dass et net onbedéngt eng Méibelaaschtung fir déi Leit soll duerstellen. Well Dir wësst de Code civil schreift dat vir: Wann eng Reparaturaarbecht an engem Kopropriétéitshaus ass, dann ass all Kopropriétéit verpflichtet, sech deem ze ënnerleeën an och matzehliefen, sief et, den Daach ze flécken, sief et, d'Fenster ze flécken an esou weider.

An oft sinn et eeben déi mat manner Akommes, déi dann an d'Schleidere kommen, well se eebe verpflichtet sinn nom Code civil, do matzehliefen an dee Moment och séier ze bezuelen. An dofir ass dee Fonds de réserve, Fonds des travaux geschafte ginn, fir dee lues a lues unzespueren. A wann déi Käschten da kommen, dass déi net brutal op déi erofkommen, well en ass net nëmme fir d'Energie gëlteg, mee, wéi gesot,

och fir aner Reparaturaarbechten, déi a sech och virgesi sinn.

An dofir ass et wichteg, dass déi Campagne och leeft. An da kommen ech op déi Campagne, déi mer wëlle maachen, an och all déi Froen, déi mat deem Fonds des travaux gestallt ginn, dass déi domadder beäntwert ginn. Well mer wëssen, dass mer eng Campagne musse maachen, hu mir jo an d'Gesetz geschriwwen, dass d'Gesetz eréischt applizéierbar ass nom deem Joer, nodeems et publizéiert gouf. Wann dann de Grand-Duc deemnächst ënnerschriwwen huet, well mir hu jo e Fonds des travaux hei gestëmmt, dann applizéiert sech dat Gesetz jo eréischt no engem Joer. An an deem Joer maache mer eng Campagne, an ech kann Iech och eng ganz Rei vu Punkten nennen, déi do genannt ginn. Ech hunn hei souguer fënnf Säite geschriwwen kritt, wat geplangt ass. An ech huelen der nëmmen e puer eraus.

Éischtens: D'zentral Roll hunn natierlech d'Syndicen. Wéi eng Roll hu se, fir dat doten ze maachen, well et ass hir verflüchtend Aufgab, och schonn haut? An hei geet et drëms, déi ze informéieren, wëssend, dass de Fonds des travaux jo och scho fräiwëlleg a ganz villen Appartementer oder a Kopropriétéite leeft, an do leeft et ganz gutt. Et ass aus där Erfahrung do, wou mer et generaliséiert hunn.

Dann: Wie muss bezuelen? Wéi gëtt de Bäitrag gerechent? Dat ass op Milliëmen an esou weider.

Wéi ass et mat deem Energiepass, ass elo just gesot ginn? Et gëtt nämlech verschiddelech Appartementer, wou et anscheinend zwee Energiepass iergendwéi gëtt. Och dat ass ze klären, well dat schéngt net richteg ze sinn. Et kann nëmmen een Energiepass fir eng Kopropriétéit och richteg sinn. Och dat solle mer innerhalb vun där Campagne kloerstellen, awer och dann aus der Welt schafen, wann et e Problem schafft.

Wéi ginn déi Suen agedriwwen? Wéi ass et dee Moment, wann net bezuelt gëtt? All dat, wat sech haut scho stellt! An d'Kopropriétéite sollen natierlech an där Campagne da mat vermëttelt ginn.

Wichtig sinn och nach eng Kéier déi Majoritéitsverhältnisser. Dir wësst: Et gëtt e Règlement grand-ducal, dee beschreift all déi Majoritéitsverhältnisser an enger Kopropriétéit. Et sinn nei Elementer bäikomm, wéi zum Beispill eeben d'Elektroboren an esou weider. Do ass awer net jidderee verpflichtet, sech ze bedeelegen, awer um Commun mussen déi Aarbechten duerchgefouert ginn.

An all dat muss natierlech gutt kommunizéiert ginn. Mir wäerten natierlech och mat Beispiller kommen, well et ass nëmmen esou, wou mer d'Leit och kënnen mathuelen: richteg weisen, wéi et ëmgesat gëtt. An déi Beispiller, déi mer hu vun deenen, wou et gutt funktionéiert, do wäerte mer och froen, dass dat och mat an d'Kommunikatioun kennt.

Dofir, déi Suerg, déi Der hei ausgedrückt hutt, huele mer wouer, natierlech, well dat och an eisem Plang virgestallt ass. An dofir hu mer jo gesot, an engem Joer eréischt d'Applikatioun, soudass mer e Joer Zäit hunn, fir dat och public ze maachen.

Merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wunnungsbauminister Henri Kox.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 322 vun der Madamm Octavie Modert un d'Madamm Justizministesch iwwert d'Aarbechte fir de Verbuet vun Agréffer op Mannerjäreger a Besuch op hir Geschlechtsorganer. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 322 du 19 mai 2022 de Mme Octavie Modert relative aux travaux en vue de l'interdiction des interventions chirurgicales ou médicales en relation avec les organes sexuels d'un mineur incapable de discernement, adressée à Mme la Ministre de la Justice

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegeen, wann engem Kand säi Geschlecht net kloer festzelleeën ass wéinst variable Geschlechtsmerkmoler, kënn et vir, datt chirurgesch Agrëffer oder medezinnesch Operatione virgeholl ginn. Dat ass natierlech e grouse Problem fir d'LGBTQIA+-Mënschen. An dat ass och net am Sënn vun der Selbstbestëmmung a vun der Depathologiséierung vun där Problematik.

Dat war schon en Uleies vun der CSV hirer Proposition de loi vum Sylvie Andrich a Françoise Hetto 2017.

Hei drängt sech e Verbuet op, besonnesch natierlech bei Mannerjärege. D'Regierungserklärung huet et och virgesinn. Ech erënnen och un d'Gesetz vum 10. August 2018 vun Ärem Virgänger, Madamm Justizminister.

An dofir meng Froen un Iech: Wou sinn d'Viraarbechten drun zu engem entsprechende Gesetzesprojekt? A wéini kënn dee Projet an deem Sënn hei an d'Chamber?

Villmools merci.

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Modert. D'Madamm Justizministesch Sam Tanson huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci, Här President. Merci, Madamm Modert, fir dës Fro. Et ass effektiv eng extrem wichteg Fro, déi vun de Persounen, déi net onbedéngt no der Gebuert engem Geschlecht zouzuerdne sinn. Mee et geet u sech och doriwwer eraus. Et sinn och vill Situatiounen, wou Operatione gemaach ginn, oder et kënn ëmmer erëm vir, dass Operationen och gemaach ginn, déi am Genitalberäich oflafen. An ech soen dat als Introduktioun, well dat heiten ass en Dossier, dee wäit iwwer de Justizministère erausgeet.

Wann Der elo eng Question écrite gestallt hätt, dann hätt ech déi sécherlech net eleng beäntwert, mee mat der Gesondheitsministesch zesummen a mat der Familljeministesesch, well mer zu dräi Ministèren hei ganz enk dorunner schaffen.

An et stellt sech natierlech fir d'éischt emol d'Fro vun de Cas-de-figures, an deenen déi Interdiktioun spille géif. Do si mer wierklech am medezinnesche Beräich. Duerfir kann ech och elo do net am Detail drop agoen.

An da stellt sech herno natierlech d'Fro vun de Sanktiounen, déi operluecht ginn, wann dat net respektéiert ginn ass.

Mir sinn, wéi gesot, amgaangen, un deem Text ze schaffen. Do si Concertatiounen amgaangen. Mir wollten awer och nach eenzel Experte consultéieren, fir dee Sujet ze verdéiwen. A soubal mer fäerdeg si mat deene Consultatiounen, wäerte mer natierlech dorobber zrëckkommen.

Ech kann Iech elo à ce stade nach net soen, wéini dat genau ass, well, wéi gesot, déi Aarbechten amgaange sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson.

3. Question élargie n° 147 de M. Marc Spautz au sujet des pistes d'amélioration de la work-life balance des salariés

Mir kommen elo zur erweideter Fro Nummer 147 vum Här Marc Spautz iwwer d'Pisten, déi zur Verbesserung vun der Work-Life-Balance vun de Salariéë solle bäidroen. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun dem Minister eventuell eng Zousatzfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kollegeinnen a Kollegeen, wéi ech déi Fro eraginn hunn, wusst ech net, dass haut de Moien d'Madamm Minister Corinne Cahen an den Här Minister Georges Engel géifen eng Pressekonferenz maachen iwwer d'Work-Life-Balance.

Ech weess och net, ob et extra wéinst menger war, mee, ...

Plusieurs voix | O Mamm! Oo!

(Interruption et hilarité)

M. Marc Spautz (CSV) | ... mee op alle Fall war de Moien esou eng Fro.

Ech wëll och drun erënnen, et ass véier Wochen hier, dunn hat den Här Kersch eng Fro un den Här Engel gestallt, dee fréieren un dee jëtzege Aarbechtsminister, och am Kader iwwer d'Aarbechtszäitverkierzung. Do ass et drëm gaangen, opgrond vun enger Diskussioun, déi an der Belsch lass war wéinst Aarbechtszäitverkierzung, ob dat an enger anerer Form fir d'Aarbechtszäit géif kommen.

Ech mengen, wa mer vu Work-Life-Balance schwätzen, däerfe mer net nëmme vun Aarbechtszäitverkierzung schwätzen, mee et muss een dat ganz Thema vläicht an d'Theema vun der Aarbechtszäitorganisatioun eranhuelen. Et muss ee sech emol fir d'éischt bewosst ginn, dass mer haut en anert Aarbechtsbild hunn, en anert Familljebild hunn, an dass et wichteg ass, fir d'Vereenbarkeet vu Beruff a Famill ze schaffen.

Dat bedeit eppes an der Politik, dat bedeit eppes an der Wirtschaft an dat bedeit och eppes an der Gesellschaft, well déi dräi sinn do gefuerdert, souwuel d'Politik, fir de Kader ze schafen, wéi d'Ekonomie, fir och op déi Besoinen anzugeen, déi d'Leit hunn. A wa mer e Land wéi Lëtzebuerg hunn, wou mer ëmmer méi Problemer hunn, qualifizéiert Leit ze fannen a bestëmmte Secteuren, zielt dat duebel fir de Wirtschaftsbereich. An et ass e gesellschaftleche Problem.

Ech wëll drun erënnen: Während der Pandemie hu mer heibannen eng Kéier decidéiert, alleguerten – huelen ech emol un – mat vill Bauchwéi, dass d'Leit am Santésbereich kéinten zweief Stonnen den Dag schaffen.

Net, well dat onbedéngt fir hir Work-Life-Balance war, mee well dat e Problem ass, dee sech stellt, dass mer net genuch Leit hunn, déi dee Beruff ausüben. An dass et awer wichteg ass, dass mer Leit hunn, déi forméiert sinn, fir kënnen déi Leit, déi krank sinn oder Schwiereregeeten hunn, ze betreiwen.

An ech mengen, wa mer vun enger Work-Life-Balance schwätzen, musse mer vun deenen ënnerschiddleche Familljemodelle schwätzen, mee mir mussen eis awer och mat der qualifizierter Main-d'oeuvre beschäftegen. A mir haten heibanne schon eng Diskussioun virun net méi spéit wéi zwee Méint iwwer d'Situatioun am Handwierk. Iwwer d'Santéspersonal hate mer och schon eng Unhéierung nach am provisoorsche Parlament am Cercel, wou mer déi Leit och

alleguerten ugehéiert hunn, wou se hir Problemer bei eis bréngen komm sinn.

Mee mir wëssen awer ënner eis alleguerten, dass de Problem nach ëmmer net geléist ass, dass de Moment manner dovu geschwat gëtt, well de Covid sech e bësse berouegt huet, mee dass et nach ëmmer noutwendeg ass, och dat ze maachen.

An dofir mengen ech – an et ass dat, wou ech d'Regierung wollt froen –, oder mir gesinn dat als CSV esou: Et kann ee vun der Work-Life-Balance schwätzen, mee et muss een awer och gläichzäiteg all déi Froen opféieren, déi direkt an indirekt eppes mat der Aarbechtszäitorganisatioun ze dinn hunn!

Do ass zum Beispill eng Fro: Wat bedeit dat fir verschidde Secteuren? Well an engem Spidol kënn Der net soen: „Ma da schafft Der nëmme nach sechs Deeg a keng siwe méi“, well do ass awer de Client nach ëmmer de Patient, deen nach ëmmer muss siwen op siwen Deeg betreit ginn.

An da gëtt et eng aner Diskussioun derbäi an dat ass eng, déi dem Här Bausch bestëmmt besser gefält. Dat ass och déi mat de Leit, wou se wunnen a wou se schaffen! Well wann d'Leit moies zwou Stonnen brauchen, fir heihinnerzekommen, aacht Stonnen hei schaffen an owes zwou Stonnen fir heem, dann ass och do d'Work-Life-Balance nach ëmmer net an der Rei. An och, wa mer da géife soen: „Si schaffen nach siwe Stonnen den Dag“, si se awer nach ëmmer eelef Stonnen ënnerwee, fir kënnen hei enger Aarbechtszäitgeet nozegen.

Ech mengen, dass een dee ganze Kader muss mateneen diskutéieren. An dass et dofir och wichteg wier, an dofir wollt ech dat vun der Regierung wëssen, ob si et och esou gesäit, dass een elo net nëmme, wéi de Minister ugekënnegt huet, eng Etüd mécht iwwer Aarbechtszäit an Aarbechtszäitorganisatioun, fir dann ze kucken, wou een higeet, mee wou mer och gläichzäiteg zesummen als Politik, alle 60 plus 17, alle 77, doriwwer diskutéieren, wat dat och nach bedeit.

An elo net waarden, bis d'Etüd do ass vun der Aarbechtszäitorganisatioun, an da soe mer: „Jo, et ass jo elo alles schéin a gutt, d'Etüd huet dat gewisen“, mee wa mer dat wëlle maachen, feelen eis Dausend Infirmièren, et feelen eis 800 Handwierker, mee dass mer och gläichzäiteg déi zwou Saache mateneen uginn. Well soss streeë mer e bëssen de Leit Sand an d'Aen, wa mer nëmme vun der Work-Life-Balance schwätzen a mir kënnen net dat Ganz global ugoen.

An dofir meng Fro un d'Regierung an un den Här Aarbechtsminister: Ass dat och e Wee, deen d'Regierung ugeduecht huet?

Villmools merci!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Merci dem honorabelen Deputéierte Marc Spautz fir déi Question élargie, wou mer dann och zu zwee wäerten drop äntwerten. Ech probéieren esou an der Métt hei vu menger Zäit da fäerdeg ze sinn, fir dass d'Madamm Cahen och nach kann de Rescht vun der Zäit gebrauchen, fir eng Äntwert ze ginn.

Jo, Work-Life-Balance an Aarbechtsorganisatioun, soen ech emol, si Sujeten, déi an deene leschten Deeg natierlech vill an der Aktualitéit stoungen. Natierlech ass dat zum Deel och gewiescht duerch déi Diskussioun, déi an der Belsch war. Et war keng

Diskussioun iwwert d'Aarbechtszäitreduktioun, mee eng Diskussioun iwwer, loosse mer soen, eng Ëmstrukturéierung vun deene Stonnen, déi geschafft hu misse ginn, vu fénnef op véier Deeg.

A menger Äntwert un den honorabelen Deputéierten Dan Kersch den 28. Abrëll hunn ech effektiv hei an der Chamber gesot, dass ech eng Etüd wéilt an d'Weeër leeden, fir eng genee Analys ze maache vun der Aarbechtszäitorganisatioun.

An ech wéll hei och direkt soen, dass ech elo nach keng konkret Pisten de Sozialpartner kann zu deem Thema ënnerbreeden, well ech mengen, dass dat en Thema ass, wat ee misst am Dialogue social diskutéieren. Mee wat dës Etüd awer virun allem ass, dat ass, dass se eng Objektivéierung vum Debat ka bréngen.

(Interruption)

Si bréngt eis emol Fakten op den Dësch. Si bréngt eis eng ganz Rei vun Elementer, déi et eis wäerten erlaben, deen Debat en connaissance de cause ze féieren.

An natierlech ass d'Regierung déi ganzen Zäit amgaangen, sech Froen ze stellen, wéi mer müssen op verschidde Frostellungen hei an eiser Gesellschaft reagéieren! Notamment och op déi vum Fachkräftemangel, a wéi mer eis Orientatioun an der Schoul maachen, wéi mer déi eenzel Formatioune méi attraktiv maachen. Wéi mer d'Leit dozou bréngen, an déi eng oder déi aner Beruffer ze goen. Dat mécht dës Regierung, an dat huet déi viiregt Regierung gemaach, an dat hunn déi Regierunge virdrun och gemaach.

An dat ass e laange Prozess, well mer wëssen, wa mer gäre Leit hätten, déi an deen ee Beruff ginn, da musse mer déi ausbilden, wa se jonk sinn. An dat dauert eng Zäitchen, bis se dann um Aarbechtsmaart sinn, soudass dat net eppes ass, wat ganz, ganz séier geet.

Mee natierlech ass dat e fortlaufende Prozess.

D'Aarbecht, fir et e bësse méi allgemeng awer ze halen, déi huet sécherlech eng Rei vun Auswierkungen: d'Stellung an der Gesellschaft, wéi ee sech selwer uecht, natierlech de soziale Kader, déi Leit, déi mat engem schaffen. Fir verschidde Leit ass d'Aarbecht och eng Liewensaufgab. Dat huet sécherlech eng ganz Rei vu positiven Auswierkungen.

Mee d'Aarbecht huet natierlech och eng Rei vu Risiko: Aarbechtsaccidenter, Burnout, Depressiounen, ëmmer méi Problemer, déi jo mat Burnout oder Depressiounen ze dinn hunn, Häerzkrankheederkrankungen an esou weider. Déi hunn, niewent der Dramatik fir deen Einzelnen, och eng ganz grouss Auswierkung op d'Ekonomie an op eise Gesondheetssystem.

An duerfir mengen ech schonn, dass een, wann een d'Diskussioun iwwert d'Aarbechtszäit an d'Aarbechtszäitorganisatioun féiert, da kann dat och eng Rei vu positiven Effekter hunn niewent méi enger grousser Motivatioun: vill Leit hu manner Réckwéi, manner Häerzkrankheederproblemer, Effekt op de Klimawandel. Ech widderhuelen dat, wat ech hei op d'Fro vum Dan Kersch gesot hunn.

Mee ech widderhuele mech awer och, ech hale mech awer un dat, wat am Koalitiounsaccord steet! An do hu mer schonn eng Rei vu Moosname geholl. Mir hunn een Dag Congé méi gemaach, mir hunn ee Feiertag méi gemaach, soudass dat een Deel ass, dee mer schonn ëmgesat hunn.

De Marc Spautz huet gesot: „Jo, mir musse kucken, wéi mer an der ganzer Diskussioun iwwert d'Aarbechtsorganisatioun alleguer d'Aspekter mat erakréien.“ Natierlech zielt do och d'Attraktivitéit vun

eisem Aarbechtsmaart dozou. Wat zitt d'Leit iwwerhaapt nach un, fir op Lëtzebuerg schaffen ze kommen? A gi mer net herno Pätter, wann alleguer déi ronderëm besser Konditiounen hunn, fir der Aarbecht nozekommen, wéi Lëtzebuerg selwer? An duerfir mengen ech, dass dat eng wäitgräifend Diskussioun ass.

En huet och, wann ech mech net ieren, de POT ugeschwat, de Plan d'organisation du travail, wou mer jo e Gesetz hunn. Do si mer och amgaangen ze kucken, wat d'Auswierkung vun deem Gesetz sinn. Et sinn 131 Betriber, déi elo schonn op déi Enquête do geäntwert hunn. An doropshi wäerte mer da kucken, wéi mer an der nächster Zäit an deem Gesetz an och am Allgemenge mat der Work-Life-Balance eens ginn.

Haut de Moien hate mer eng Pressekonferenz, wou mer u sech e puer Saache presentéiert hunn. Notamment eppes iwwert de Pappecongé, dee mer opmaache fir Independanten an och fir gläichgeschlechtlech Koppelen. An och dat ass eppes, wat zur Work-Life-Balance ka bäidroen. Niewent nach zwee anere Congéen, wou ech der Madamm Cahen dann awer d'Prioritéit loosse, hei dat ze ernimmen.

Voilà! Ech mengen, ech hunn zum Deel op dat kënnen äntwerten, ouni eng konkret fäerdeg Äntwert ze ginn, well ech mengen, dass déi hei an dësem Fall och net méiglech ass.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Madamm Familljeministesche Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, villmools merci, Här President. Merci och dem Marc Spautz fir d'Fro.

Ech mengen, mir hunn de Moien, wéi de Georges Engel grad gesot huet, eng Pressekonferenz gehat. Mir haten ons och gesi virdrun an der Chamberskommissioun, fir iwwert déi Work-Life-Balance-Direktiv ze schwätzen, déi mer elo transposéieren.

An ëm wat geet et? Et geet drëms, sech kënnen ze organiséieren. Et geet drëms, net müssen ze wäelen tëschent Schaffgoen a Kannerkréien. Et geet drëms – an ech mengen, dat ass dee Punkt, dee mir am wichtegsten ass –, onofhängeg ze sinn! Finanziell onofhängeg ze sinn! Dass och elengerzéiend Eltere sech kënnen organiséieren par rapport zu hirem Beruff a par rapport zu de Kanner.

An dofir hu mer déi lescht Joren, déi lescht aacht Joer enorm dru geschafft, fir ze kucken, deene jonken Eltere virun allem d'Liewe méi einfach ze maachen, dass se net musse wielen tëschent Schaffgoen a Kannerkréien.

A wann een déi Direktiv kuckt, déi mer de Moie virgestallt hunn, déi mer gëschter am Regierungsrot hatten, da gesäit een, dass mir scho laang vill méi wäit sinn ewéi dat, wat an der Direktiv eebe gefrot gëtt, notamment zum Beispill wat de Congé parental ugeet. Mir hunn 2016 eng grouss Reform vum Congé parental gemaach, wou e flexibiliséiert gouf. A mir mierken, dass dee Congé parental en enorme Succès huet bei de Fraen, mee och bei de Männer.

A virun allem huelen elo vill méi Pappden de Congé parental, net nëmme wéi viru sechs Joer, mee et huelen vill méi Pappden de Congé parental elo wéi Mammen! An dat ass, mengen ech, awer dann e grouss Succès, dass ee sech kann organiséieren, dass een och ka kucken, e bësselche manner ze schaffen eng Zäit laang, fir méi Zäit mat de Kanner ze verbréngen.

An dat muss een an engem ganze Kontext gesinn, esou wéi de Marc Spautz dat och gesot huet. Et muss

ee kucken, dass och d'Betriber sech nach kënnen organiséieren. Mee et muss een och kucken, dass d'Familljen an dass d'Leit sech kënnen organiséieren par rapport zu hirem Fräizäit, zu hiren Hobbyen, zu hire Kanner a par rapport och zu Leit, déi Hëllef brauchen.

An dofir sinn ech och extreem frou, an dat gehéiert och zur Liewensqualitéit an zur Work-Life-Balance, dass wann een an der Famill e Problem huet, soudass een op eemol plätzlech Assistenz brauch – dat ass jo och an där Direktiv hei dran an an deem Gesetz, wat mer elo deposéiert hunn –, een da kann och fénnef Deeg d'Joer, wann een zanter zwielef Méint mindestens am Betrib schafft, fräihunn, fir sech ëm eng vulnerabel Persoun ze këmmere, wann den Dokter dat esou zertifizéiert.

An, et ass nach eppes an deem Gesetz derbäi, vun deem ech hoffen, dass kee vun eis oder vun iergendengem et eng Kéier brauch, dat ass, dass ee ka kuertzfristeg en Dag Congé méi kréien, wann eppes ganz Schlëmme geschitt ass. Ech soen zum Beispill, wann d'Schoul urufft: „Et ass eppes geschitt. D'Kand muss elo direkt an d'Klinik“, da kann den Elterendeel och direkt an d'Klinik fueren. Den Dokter zertifizéiert dat, well d'Kand brauch natierlech dann och seng Elteren, wann eppes Schlëmme lass ass.

Dat heescht, ech mengen, wéi de Georges Engel gesot huet, mir schaffen all Dag drun, fir ze kucken, mat de Betriber zesummen, mat de Leit zesummen: Wat brauchen d'Leit, déi an de Betriber schaffen? A wat brauchen d'Betriber?

An ech denke mer, aus Erfahrung soen ech dat emol, wa jiddwereen e Minimum flexibel ass an e Minimum deen anere versteet, da funktionéiert dat gutt. Well mir hunn allegueren Zäiten, wou mer méi Zäit brauchen fir eis, wéinst onse Kanner, wéinst iergendeppes, wat an onser Famill lass ass. An e Betrib huet och alt emol Zäiten, wou en d'Leit méi brauch, fir ze schaffen, ewéi zu aneren Zäiten. Vlächicht verschidde Saisonen, wou en d'Leit méi brauch, oder wa grad eng grouss Bestellung ukënnt oder esou.

An do, mengen ech, wann ee matenee schwätzt a kuckt, dat flexibel ze handhaben, dann ass dat am Sënn vu jiddweringem a virun allem vum Salarié!

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Familljeministesche Corinne Cahen.

4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

An ech géif dann d'Wuert un de Sven Clement gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Merci, Här President. Ech hunn tatsächlech d'Wuert gefrot, fir eng Proposition de loi ze deposéieren.

Wéi mer allegueren wëssen, hu mer um Wunnensmaart eng méi wéi nëmme prekär Situatioun. D'Präisser kennen u sech just eng Richtung, dat ass déi no uewen. D'Wunne gëtt ëmmer méi deier. An u sech war esou eis Opfaassung, wéi mer eis mat där ganzer Fro beschäftegt hunn, datt Indexéierung vu Loyer net kéint sinn! Mir sinn dunn och e puer rezent Arrête vun de Geriichter kucke gaangen, déi och allegueren där nämmlécher Meinung sinn, datt u sech d'Indexatioun vu Loyere keng direkt Valeur ajoutée bréngt.

An zu eisem groussen Erstaunen, wéi mer eis dunn awer d'Gesetz duerchgelies hunn a virun allem de Code civil, mee awer och d'Gesetz vum 21. September 2006 iwwert de Bail à usage d'habitation, hu mer

erausfonnt, datt et tatsächlech nach d'Méiglechkeet gëtt, fir Clause-de-valeuren an d'Kontrakter ze schreien. De Legislatioun deemoos huet gesot, datt u sech eng Indexatioun net gewünscht wär – dat steet am Commentaire des articles –, mee am Artikel selwer, zu menger grousser Surprise, stoung dran, datt eng Clause de valeur eréischt ongëlteg gëtt ab där éischter Period no der Denonciatioun vum Locataire.

Dat heescht: Mir wëssen alleguerten, mir sinn an enger prekärer Wunnengssituatioun, d'Leit ënnerschreien e Bail à usage d'habitation, fir iwwerhaapt emol en Daach iwwert dem Kapp ze hunn, akzeptéieren eventuell bei der Signature, datt se eng Indexatioun an deem Kontrakt stoen hunn, wuel wëssend – oder och net wëssend –, datt déi Indexatioun u sech illegal ass. An eréischt wa se dann drop opmierksam ginn, datt se u sech kënnen déi Clause de valeur denoncieren, gëllt et da fir déi nächst Period vun hirem Kontrakt. Wat, jee nodeem, wéi de Kontrakt opgestallt ass, nach eng Kéier eng ganz gutt Zäitche ka sinn.

Et si ganz kleng Ännerungen un engem Gesetz, souwuel am Code civil, also deen Artikel bäisesetzen, deen d'Indexatioun grondsätzlech géif verbidden. An eng zweet wär eeben déi Fro vun der Denonciatioun ze sträichen am Gesetz vun 2006 iwwert d'Bails à usage d'habitation, fir et esou eeben ze maachen, datt d'office all Indexatioun vun engem Bail à usage d'habitation verbuede wär! Kee Besoin méi fir eng Denonciatioun, kee Besoin méi, fir déi nächst Period ofzewarden. Nee, mir als Chamber géife kloer soen, wa mer déi heite Proposition de loi géife stëmmen, datt eng Indexatioun vu Loyere verbuede gëtt, datt dat net an d'Tut kënn.

Ech mengen, datt dat och am Interêt vun all eisen anere steierleche Moosnamen ass, déi mer am Kader vu Baillere maachen.

An da vläicht eng aner Remark: Wéi mer dat Ganzt hei nogekuckt hunn, ass eis nach eppes opgefall, an dat ass, datt de Fonds du logement haut en Deel vu sengem Loyer direkt indexéiert. De Fonds du logement, dee grad fir déi prekärste Leit Wunnengen zur Verfügung stellt, deen hält dee Moment, wann eng Indexatioun kënn, direkt en Deel vun där Indexatioun erëm zréck iwwer eng Erhéijung vun de Loyerer!

Dat si vläicht just e puer Euro. Fir jiddweree vun eis heibanne kléngt dat no e puer Euro. Dat ass ee gutt Mëttegiessen. Dat ass vläicht fir Verschiddener och just den Aperitif oder den Digestif. Mee a Wierklechkeet ass dat fir déi Leit, déi do betraff sinn, wann dat 30 Euro sinn de Mount méi, fatzeg vill Geld! A se wëssen net, wou se déi um Enn vum Mount solle fannen.

An ech mengen, dat heiden ass elo en éischte Schrëtt, fir et generell ze verbidden. Mee ech mengen, datt mer och nach eng Kéier ..., an dat ass leider e Règlement grand-ducal, wou d'Chamber also net kann d'Ännerung maachen, mee dofir da mäin Appell un déi dräi Ministeren, déi zwou Ministreschen an deen ee Minister, déi nach vis-à-vis vu mer sëtzen: Kuckt Iech de Règlement grand-ducal vun Fonds du logement nach eng Kéier un! Kuckt Iech un, wat do wirklech geschitt mat de Leit, déi eng Indexatioun vun hirem Loyer hunn, an iwwerleet Iech, ob dat nach zäitgeméis ass an där Wunnsituatioun, déi mer haut hunn.

Här President, ech iwwerreechen Iech meng Proposition de loi.

Merci!

8008 – Proposition de loi portant sur l'interdiction de l'indexation des prix du loyer et modifiant la loi modifiée du

21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

5. 7886 – Projet de loi :

1° modifiant : a) le Code civil ; b) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

2° abrogeant la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

M. Fernand Etgen, Président | Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 7886 iwwert d'Bestietnis an engem anere Gemengegebai wéi dem Gemengenhais. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Biancalana.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Commission de la Justice

M. Dan Biancalana (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut befannen, dee mer haut ofstëmmen am Kader vun der Zelebratioun vum Bestietnis, proposéiert am Prinzip zwou Verännerungen.

Engersäits soll et an Zukunft méiglech sinn, d'zivil Bestietnis respektiv d'Receptioun vum Pacs an engem anere Gebai wéi dem Gemengenhais ofzehalen. Anerersäits sollen d'Bestëmmunge geännert ginn, wéi den Officier de l'état civil ersat gëtt respektiv wéi seng Fonctioun kënnen delegéiert ginn.

Wat deen éischte Punkt ugeet, esou besteet am Moment eng änlech Reegelung. Am Kontext vun der Pandemie existéiert zanter dem 24. Juni 2020 e Gesetz, dat erlaabt, zivil Bestietnisser an engem anere Gebai wéi an der Gemeng ofzehalen. Den Hannergrond dovunner war, dass net all Gemenge Raimlechkeeten hunn, déi géeegeent waren, fir déi sanitär Moosname kënnen anzehalen, an et sollt trotzdem erméiglecht ginn, dass Famill a Frënn bei engem offiziellen Akt konnten derbäi sinn.

37 Gemengen hunn dës Ausnameregelung genotzt an och domadder positiv Erfarunge gemaach. Dat ass och ganz gutt esou.

De Projet de loi, deen hei virläit, schafft d'Gesetz vum 24. Juni 2020 of an e moderniséiert awer d'Reegele ronderëm d'zivil Bestietnis. Et ass u sech eng kleng Adaptatioun, déi awer de Verännerungen an eiser Gesellschaft Rechnung dréit. Ëmmer méi Leit verzichten op eng reliés Zeremonie. Ëmsou méi wichteg ass et, fir dass deen Akt op der Gemeng e festeleche Charakter huet an dass hir Famill a Frënn dorunner kënnen deelhuefen. Et ass jo schliisslech net nëmmen e schéinen, mee och e wichteg Moment an hirem Liewen.

Et gëtt a ville Gemenge Gebaier, déi ee ganz flotten a gebürende Kader fir esou eng Zeremonie bidde kënnen. An deem Sënn erméiglecht dat neit Gesetz och eng gewësse Flexibilität.

Bis elo war et ausserhalb vun der Pandemie jo just an extremen Noutfäll méiglech, d'Leit enzwousch anescht wéi op der Gemeng ze bestueden, beispillsweis wann ee vun den zukünftege Partner um Stierwe louch. An esou Fäll huet dann de Procureur d'État eng

besonnesch Geneemegung missen ausstellen, fir dat kënnen ze maachen.

Bon, eis Nopeschlänner, Frankräich an d'Belsch, hunn hir jeeweileg Gesetzgeebungen an där Fro schonn ugepasst. A mir zéien dann haut no.

Et ass also un der Zäit, dass mir de Gemengen zu Lëtzebuerg och an deem Kader e bësse méi Fräiraum an och e bësse méi Autonomie loosse.

Wa mir dëst Gesetz stëmmen, da kann an Zukunft de Gemengerot Gebaier designéieren, déi nieft der Gemeng kënnen fir zivil Bestietnisser genotzt ginn. Dës Gebaier mussen eng Rei Krittären erfüllen, fir dass och an Zukunft séchergestallt ass, dass den öffentlechen Akt ka mat där néideger Dignitéit ofgehal ginn.

D'Gebai muss dem Staat, engem Établissement public oder der Gemeng gehéieren a fir e Service public genotzt ginn. De Proprietär vum Gebai muss säin Accord ginn, fir dass kënnen Zeremonien och do ofgehal ginn. Et muss sech um Territoire vun der Gemeng befannen, déi den ziville Mariage akteiert. Et muss sech ëm eng neutral Plaz handelen, déi eng feierlech an och eng öffentlech Zeremonie erméiglecht. An ech mengen, och dat war Bestanddeel vun Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten.

Och muss garantéiert sinn, dass den Officier de l'état civil seng Fonctioun op där Plaz och korrekt ausübe kann.

Wat den Officier de l'état civil ugeet, esou gëtt den Artikel 69 aus dem Gemengegesetz licht ëmformuléiert, fir méi kloer ze trennen tëschent der Dispositioun, déi beseet, dass de Buergermeeschter dës Fonctioun erfüllt, an de Modalitéiten, wéi en an där Fonctioun och kann ersat ginn.

Et kënn ausserdeem en neien Artikel 69bis bäi, deen et dem Buergermeeschter erlaabt, sech am Fall vun engem Bestietnis oder Pacs vun engem Schäffen oder Conseiller ersetzen ze loosse, ouni den Ordre des nominations mussen ze berücksichtegen.

Woubäi mer jo awer och wëssen, dass dëst schonn eng gängeg Praxis awer ass an enger ganzer Rei Gemengen. Och dat gëtt hei erëm e bësse méi Flexibilität. Et kënn jo oft vir, dass emol eng Koppel zu engem Schäffen oder Conseiller och eng perséinlech Relatioun huet a sech am léifste vun där Persoun bestuede wëllt loosse. An am Rame vun den Disponibilitéiten vun de Mandatsträger wäert et deemno och méi licht sinn, dëser Demande kënnen nozekommen.

Wat d'Avis betrëfft, esou gouf et virun allem punktuell Remarken, deene bei den Amendementer zum Deel Rechnung gedroe gouf.

De Staatsrot gesäit am Projet de loi eng grondleeënd Verännerung an der Approche, wat d'Zelebratioun vum Bestietnis ugeet. En ënnersträicht awer och, dass et sech heibäi ëm eng Upassung un d'Realitéiten an der Gesellschaft vun haut handelt, an dofir ass en och vum Prinzip hier mat deenen Ännerungen d'accord.

D'Aarbechten an der Kommissioun: Jo, d'Inneministesch an d'Justizministesch hunn dëse Gesetzesprojet iwwert d'Zelebratioun vum Bestietnis ausserhalb vum Gemengenhais de 16. September 2021 zesummen deposéiert. De Staatsrot huet säin Avis dozou den 30. November 2021 ofginn. Den 10. Februar 2022 huet d'Regierung Amendementer gemaach, déi de Staatsrot den 8. März aviséiert huet.

Weider Avis vum Bezierksgeriicht vu Lëtzebuerg a vun Dikrech sinn och ofgi ginn. An och de Syvicol huet en Avis ofginn.

De Projet gouf an enger gemeinsamer Sëtzung vun der Interieurskommissioun an der Justizkommissioun

den 30. März vun den zoustännege Ministerinne presentéiert. An där selwechter Sétzung gouf den Avis vum Staatsrot analyséiert an et gouf och e Rapport genant. Déi zwou Kommissiounen hunn de Rapport de a. Mee 2022 uegeholl.

Am Numm vun der LSAP wéilt ech soen, dass mer dervun iwwerzeegt sinn, dass gewëssen Zeremonien, déi Etappen an engem Liewen duerstellen, wéi e Bestietnis, d'Agog vun enger Partnerschaft, awer och e Begräfnis, niift dem juristesche Kader, an deem ee sech befénnt, och eng wichteg sozial Funktioun erfüllen. Zeremonië markéieren de Liewenslaf vun engem Mënsch. An an enger Gesellschaft, déi ëmmer méi sekulär gëtt, ass et wichteg, dass niift de reliéise Feieren och eng Offer besteet, fir dës Momenter mat der néideger Feierlechkeet an Dignitéit ofzehalen. An d'Gemenge kënnen och kloer e Bäitrag dozou leeschten, brauchen awer dofir de Fräiraum an och déi Autonomie, fir kënnen esou deene lokale Gegebenheete Rechnung ze droen.

An dësem Sënn begréisst d'LSAP dëse Projet de loi a mir gi selbstverständlech och den Accord heizou.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporteur Dan Biancalana.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Dan Biancalana, dem President an och dem Rapporteur vun der Interieurkommissioun, villmools Merci soe fir säi Rapport.

Ech soe ganz éierlech: Mir hunn dëse Gesetzesprojet de leschten Dëschdeg, also virun zwéi Deeg, relativ laang an der Fraktioun diskutéiert. Mir hunn diskutéiert, well et bei deenen 21 Membere vun eiser Fraktioun ënnerschiddlech Meinungen zu dësem Projet gouf.

Engersäits ass et esou gewiescht, dass ee gesot huet: „Mee et muss enger gesellschaftlecher Realitéit Rechnung droen! Et muss ee mam Fortschrétt viru-geen an et ass nun eemol e Fakt, dass ëmmer manner Bestietnisser an enger Kierch sinn. Där Realitéit muss ee Rechnung droen.“ An duerfir war déi Meinung, dass ee gesot huet: „Mee da soll een och deene Leit, déi dee fräie Choix hunn, eng richtig Zeremonie garantéieren!“

Déi richtig Zeremonie, mengen ech, kann an deene meeschte Gemengegebailechkeeten ... an do hunn d'Gemengen iwwert déi leschte Joren, Joerzénge vill Efforte gemaach a si hu flott Bestietnisraim niewent dem traditionelle Buergermeeschterbüro, wou nach virun zwanzeg Joer och op menger Gemeng d'Leit bestuet gi sinn, ageriicht. Et sinn aner Gemengen, déi wëllen deen Effort maachen, well se ganz einfach net d'Méiglechkeet hunn, an de Raimlechkeete vun hirer Maison communale – do wou jo eigentlech dem Code civil no sollt d'Bestietnis de Moment ofgehalen ginn – déi richtig Raimlechkeete ze amenagéieren.

An duerfir ass och déi Méiglechkeet, déi dëse Projet de loi begréisst huet an och aféiert, zréckbehale ginn, well dat hei jo net en Unikum zu Lëtzebuerg ass, mee well och an der Belsch an a Frankräich – an dat ass jo an dem Rapport vun dem Projet de loi och opgeléicht – déi Méiglechkeet schonn besteet.

Deen anere Point de vue, Dir Dammen an Dir Hären, dat war dee fir ze soen: „Et muss een d'Dignitéit vun deem Acte civil mariage héichhalen! Et muss een der Institutioun vun dem Mariage Rechnung droen!“ An

dat ass eng Institutioun, déi gëtt et schonn iwwer 200 Joer bei eis am Code civil a contrairement zu ganz villen Institutiounen ass déi hei eigentlech ganz wéineg geännert ginn. Dat Eenzeg, wat richtig geännert gouf, dat ass, dass 2014 – iwwregens och mat der Zoustëmmung vun der CSV – de Mariage ënner gläichgeschlechtliche Partner agefouert ginn ass. Mee wat d'Zebratioun vun Mariage ubelaangt, ass zu Lëtzebuerg menges Wëssens ganz, ganz wéineg ëmgeännert ginn. D'Publikatioun am Reider steet schonn iwwer 200 Joer do.

De Mariage strukturéiert eigentlech dat gesellschaftlech Liewen zu Lëtzebuerg, well dat spillt op zivillem Plang mat Rechter a Flichte vis-à-vis vun deenen zwéi Ehepartner, dat spillt um Niveau vun dem Ierfschaftsrecht, et spillt um Niveau vun de Steieren an et spillt och um Niveau vun der Sécurité sociale, zum Beispill an der Krankekeess, zum Beispill um Niveau vun der Pensioun.

An duerfir war de Wunsch vun enger Rei vun onsen Deputéierten, dass se gesot hunn: „Mir hätte gär, dass den Akt vun Bestietnis net als Folklor ofdrift an dass duerfir de Buergermeeschter“, oder wien och ëmmer, well dat gëtt jo och ausgeweit, „net eigentlech zum Zeremonienmeister gëtt ënnert der Fuchtel vun enger privater Feier!“

An aus deem Grond deele mer als Fraktioun och den Avis vun dem Syvicol, dem Verbund vun onse Buergermeeschteren a Gemengeresponsabel, déi sech och favorabel fir dëse Projet ausschwätzen. Mir sinn awer der Meinung – an dat soen ech grad esou kloer am Numm vun eiser Fraktioun –, dass een dee Projet de loi, deen eng gutt Méiglechkeet virgesäit, fir dass och op anere Plaze wéi an der Maison communale ka bestuet ginn, dass een dat begréisst.

Mee fir eis ass et awer grad esou kloer, dass dat net en Héichschaule gëtt an enger Gemeng, dass een x Plaze fént an op x Dierfer ..., well dat ass jo och eng Méiglechkeet, déi besteet, dass een an all eenzeler Uertschaft vun enger Gemeng esou eng Plaz virgesäit. Et ass eiser Meinung no och net gutt, wann et géif e géigesäitg Héichschaule ginn zwëschent där enger an där anerer Gemeng, fir ëmmer déi originellste Plaz ze fannen.

An duerfir sollt een déi Méiglechkeet hei wouerhuelen. Mee ech mengen, et ass d'Responsabilitéit vun de Gemengeconseillere, déi jo am Endeffekt driwwer ofstëmmen, ob a wou an enger Gemeng nach zousätzlech zu der Maison communale ka bestuet ginn, fir dass dat restriktiv gekuckt gëtt.

No deene Bemierkungen, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech dann d'Zoustëmmung zu dësem Projet vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, en Hochzäitsdag kann nach esou gutt geplangt, eng Brautkoppel nach esou schéi gekleert an och d'Gäschter esou monter an noeneegemaach sinn, wéi se wëllen, eng Salle de mariage bleift awer just am Fong e Gemengeraum: oft net ganz grouss, eventuell e bëssen almoudesch an an d'Jore komm, steif, enk, an ausser et huet ee Gléck, ass déi Person, déi ee soll bestueden, och nach en Obekannt. Also net wierklech de Kader, an deem ee sech als Koppel Fidelitéit an éiweg Léift wëllt schwieren!

Traditiounen haten zu all Zäit an Epoch hiren Ursprung an hire Grond. Eng Hochzäit war nach ëmmer

e ganz feierlech Evenement, ma awer och seriö. Fréier war si den Iwwergang an en eegestänneg Liewen. Et ass ee bei den Elteren eraus- a mam Partner oder der Partnerin an eng ege Wunneng erageplënnert, fir dann do den eegene Stot ze grënnen.

Hautdesdaags sinn dës Traditiounen an eise Regione gréisstendeels iwwerlieft. D'Koppele kenne sech scho méi laang a wunnen och schonn oft zesummen. D'Hochzäit ass a bleift awer ëmmer nach dee grouse Schratt, deen et dësen zwéi Mënschen erlaabt, hiert Band fir d' Éiwegkeet ze knäppen, an domat d'Léift, déi ee fir deen aneren empfént, zum Ausdrock ze bréngen vis-à-vis vuneneen an och vis-à-vis vun de Familljen, de Frënn a Kolleegen an der Gemeinschaft.

Et ass nach ëmmer e wichtige Akt an e grouse Schratt, deen déi zwéi Partner hei mateneen huelen. E relativ seriöse Kader bleift also weiderhin ubruecht, natierlech och well een d'Dignitéit an d'Feierlechkeet vun deem Akt wëllt erhalen.

An awer: D'Zäiten hu sech geännert an et ass héich Zäit ginn, de Schleier vun deenen alen Traditione weider ze lüften. An der Pandemie hunn d'Hochzäitsfeieren ausserhalb vun der Salle de mariage als Noutléisung scho musse stattfannen an et huet ee positiv Erfarunge konnte maachen. Dës positiv Erfarunge wëlle mer bäibehalen, och fir d'Zukunft.

Eng Hochzäit ass e Familjefest a virun allem oft e ganz emotionaalt Fest, wou d'Frënn an d'Famill zesummekommen, fir ze feieren an Deel vun dësem wichtige Moment am Liewe vun der Koppel ze sinn. Hei sief et gesot, dass vill Koppelen net méi an der Kierch feieren. Déi zivill Trauung ass domat also deen eenezegen, den Haaptdeel vun der Feier. Wéi sou also net den zivilen Akt vun der Hochzäitsfeier mat enger Festlechkeet verbannen?

An dat an engem deementspriedend festleche Kader, deen en eenzelne Raum an engem Gemengenhais net ëmmer ka garantéieren. An da muss et och méiglech sinn, dass jiddereen, deen invitéiert ass, sech och kann dru bedeelegen, an net dass d'Famill eventuell bannen am Gemengesall dierf setzen, d'Frënn a Kolleegen – „la famille du cœur“ – dann awer musse bausse waarden an net un der Zeremonie kënnen deelhuele.

Hautdesdaags wënschen d'Mënsche sech Flexibilitéit. D'Plaz, wou si sech d'Jo-Wuert ginn, soll si usprieden. Si solle sech do wuelfillen. Eventuell hu si eng Erënnung un dës Plaz, eppes wat se do zesummen erlieft hunn, oder vläicht huet déi Plaz fir si eng besonnesch Bedeutung.

Traditiounen si wichteg, ma mir dierfen eis awer net selwer mat ale Gesetzter am Wee stoen! Mat all Zäit kommen och nei Traditiounen an deene gëllt et, elo och an Zukunft nozekommen.

Eng Hochzäit ass haut net méi just en administrativen Akt. Eng modern Hochzäit ass representativ fir d'Koppel an hir gemeinsam Zäit zesummen, déi, déi scho war, an déi, déi nach wäert an Zukunft op si zoukommen. Et ass och hir Geleeënheet, hire speziellen Dag esou ze gestalten, wéi si e fir ëmmer an Erënnung wëllen halen.

Am Verglach zu de Feiere bannent dem Gemengenhais ass et eigentlech fir jiddereen méi eng schéin Erfahrung. Wou d'Hochzäitsgesellschaft bis elo an engem Raum zesummegesou, schéi brav an enger Rei, firwat net haut am Gemengesclass oder am Park? Eis Gemengen uechtert d'Land hu vill schéi Plazen. A firwat soll een déi net notzen, fir grad de schéinsten Dag aus dem Liewe vun enger Koppel nach méi schéin ze maachen?

Als DP ass et eis immens wichteg, de Mënschen dës Fräiheet ze loosse. En Hochzäitsdag ass fir all Koppel

mat ee vun deene wichtigsten Deeg an hirem gemeinsame Liewen. Als DP kënne mir eis nëmme freeën, dass et fir d’Koppelen elo méiglech gëtt, deesen, hiren Dag no hire perséinleche Virstellungen individuell ze gestalten.

Zum Schluss géif ech nach dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Ech soen Iech Merci fir d’Nolauschteren a ginn heimat den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools Här Knaff. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d’Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Här President, Dir Damm an Hären, mat deem Gesetzesprojet hei féiere mer d’Moderniséierung bei der Duerchféierung vun den Hochzäiten an och de Pacs-Feieren an. Mir schafe méi Flexibilitéit bei der Plaz, wou se kënne stattfannen, an och an dem Punkt, wien d’Zeremonie kann duerchféieren. Mir droen domat enger gesellschaftlecher Realitéit Rechnung a kommen och den Erwaardunge vun de Leit dobaussen no, déi sech bestueden oder och pacse wëllen, fir dass mer zäitgeméis Äntwerten op hir individuell Besoine fannen.

De Gemengerot kann hei decidéieren, op wat fir enge Plazen d’Hochzäit iwwerall ka stattfannen. Nieft der Gemeng kann dat op historiesche Plaze sinn. Dat kann och a Centre-culturellen, Festsäll, öffentleche Schlässer an och Parke sinn. An de Buergermeeschter kritt et och méi einfach gemaach, fir déi Missioun weiderzedelegeren. Dat heescht: Et ginn hei wierklech Méiglechkeete geschaf, fir dem Wonsch vun der Koppel besser Rechnung ze droen an och den individuelle Besoinen, déi déi verschidde Leit hunn.

Ech wëll och nach eng Kéier kloer soen, dass mer eis jo heimadde wierklech am Kader vun der Mengengautonomie entwéckelen. Dat heescht: All Gemengerot ass hei souverän ze decidéieren, wat e wëllt maachen. Ech mengen och, dass et do dann ëmmer nach eng Decisioun ass vun deene Leit, déi d’Soen an der Gemeng hunn, fir déi Decisioun ze huelen, a fäerten och dofir eigentlech net, dass et do kéint zu engem Drock tëscht de Gemenge kommen. A wann deen dann do ass, dann ass dat eng natierlech Konkurrenz, grad wéi och bei villen anere Servicer d’Gemenge gefuerdert sinn, och emol op den Noper ze kucken, wéi deen et mécht. A vläicht mécht d’Nopeschgemeng et besser an da sinn ech e bësse motivéiert, et och a menger eegener Gemeng besser ze maachen.

Dat, wat mer während der Pandemie och als Noutléisung haten an e Provisoire ass, gëtt haut also eng endgültig Ännerung. Ech hat selwer d’Éier, wann ech richtig gezielt hunn, véiermol bei deem heite Punkt Rapporteur ze sinn, an ech wëll dofir dann dem Dan Biancalana och felicitéiere fir säi ganz gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech hat a mengem leschte Rapport geschriwwen, dass 60 Gemenge vun deenen Dispositiounen profitéiert hunn. An ech hunn elo am Rapport vum Dan Biancalana just nach vu 37 Gemenge gelies. Ech wollt dofir d’Ministesche froen, ob da meng Interpretatioun richtig ass, dass bei deene leschte Gesetzer am Fong manner Mengengen dunn dovun profitéiert hunn.

A gläichzäitig steet jo och am Rapport, dass d’Gemengen awer allgemeng eng ganz positiv Erfahrung dermat gemaach hunn. Dat heescht, ech géif mech freeën, wann d’Ministesche eis nach e puer Explikatiounen kéint dozou ginn. A gläichzäitig hoffen ech

natierlech, dass am Interessi vun onse Bierger an de Koppelen an Zukunft nach méi Mengengen heivunner wäerte Gebrauch maachen.

Dat Ganzt geet awer eigentlech net op en Zoufall vun der Pandemie zrëck, mee et war och am Koalitiounsaccord vun der Majoritéit scho virgesinn. Nämlech, dass mer d’Moderniséierung bei den Zeremonië kréien. Am Koalitiounsaccord steet engersäits vun den Hochzäiten, awer anersäits och vun de Begrëfnisse, dass och déi Legislatiounen géife moderniséiert ginn, dass d’Texter do generell géifen iwwerkuckt ginn.

An dofir wollt ech och do profitéieren, fir d’Regierung ze froen, wéi se mat dem Iwwerschaffen oder mat dem Iwwerkucken vun deenen Texter virukënt a wat do vläicht geplangt ass?

Duerch d’Sekulariséierung wiest natierlech d’Demande fir Zeremonien ausserhalb vun dem reliéise Kontext. A mat deem heite Gesetz gi mer also eng wichteg Äntwert drop a mir kommen domadder och enger Demande an der Populatioun entgéint.

Et gëtt awer nach ganz vill aner Zeremonien, bei deenen trotzdeem de Besoin an der Populatioun do ass, och wann d’Kierch se manner iwwerhëlt. Ech soe lo mol: de Rôle vum Pätter a vun der Giedel, also dat, wat traditionell bei enger Daf akteiert ginn ass – och vill Leit, déi keng Daf maachen, schwätze sech awer derfir aus, hirem Kand e Pätter oder eng Giedel zuzeschreiwen –, den Iwwergang an d’Erwuessenenalter an natierlech d’Partnerschaftsfeieren an och den Doud.

Et muss een awer soen, dass natierlech déi zivill Acteuren net déi Erfahrung hunn an och net onbedéngt déi Moyenen hunn, wéi d’Kierch se iwwer Joerzëngten, Joerhonnerten an nach driwwer eraus opgebaut huet. An dofir ass dat, mengen ech, wierklech en Challenge fir ons Gesellschaft, dee mer mussen ugoen. An d’Fro stellt sech wierklech, wien dee Rôle och an der Zukunft iwwerhëlt. Ass dat de Staat oder ass dat vläicht och éischer d’Zivilgesellschaft?

D’öffentlech Hand, menge mir, huet do ganz sécher en Deel ze iwwerhuelen. An deesen Text, dee gëtt och dorobber Äntwerten. Dee Wee muss mer natierlech och weiderentwéckelen, fir eeben déi richteg Äntwerten ze fannen op d’Besoinen, déi et an onser Populatioun gëtt. Ech denken do zum Beispill och drun, dass déi Gewalt nach kéinte besser forméiert ginn och dorop, fir déi Zeremonien ze halen, sief et bei Bestietnisse, awer och bei Begrëfnisse. A vläicht gedenkt d’Ministesche och do, de Mengengen oder den Eluen eng Hand ze reechen, fir hinnen ze hëllefen, dee Rôle, dee méi grouss an nächster Zäit gëtt, nach besser ze iwwerhuelen.

Eng aner Fro, déi sech natierlech stellt, ass déi vun de Raimlechkeeten iwwert dat, wat mer elo mat deem heiten Text maachen, eraus. Wéi gesot, ech hu virdru ganz vill Beispiller genannt vu verschidde Feieren, wou et e gesellschaftleche Besoin gëtt, an ech mengen, dass och do an Zukunft d’Mengengen natierlech gefuerdert sinn, fir Äntwerten ze ginn op déi gesellschaftlech Besoinen.

Dat heiten ass e ganz wichteg Gesetz, am Sënn dass mer enger gesellschaftlecher Verännerung Rechnung droen. Hei maache mer et am Sënn vun enger Moderniséierung bei den Hochzäiten. Dat selwecht maache mer och a mussen mer och op anere Plaze maachen. An dofir ginn ech ganz gären a mat grousser Freed den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d’Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëll mech kuerzfaassen. Ech wëll fir unzefänken dem Här Dan Biancalana en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, dat meescht ass vu menger Virriedner gesot ginn. Et huet kee Wäert, fir dat alles ze widderehuelen.

Mee ech wëll awer op zwee Punkten opmierksam maachen, déi ech elo nach net héieren hunn. Deen ee Punkt ass: Et misst menger Meinung no selbstverständlich sinn, d’Hochzäite ware bis elo gratis an dat misst jo och gratis bleiwen, egal a wat fir engem Raum datt elo an Zukunft dës Zeremonie gehale gëtt.

An dann deen zweete Punkt, an dat hunn ech elo déi Deeg festgestallt, wéi ech d’Gesetz nach eng Kéier nogelies hunn: Et steet am Fong geholl a kengem Punkt, dass ee Raum um Mengengenterritoire soll barrièrefräi sinn. Dat wëllt soen: rollstullgerecht. Ech hunn et net fonnt. Et ka sinn, dass et iergendwou steet, mee ech mengen, et wier awer eng Recommendation un d’Mengengen: Wa se schon nei Raim festleeë fir hir Zeremonië vun der Hochzäit, dass se op d’mannst ee Raum deene Leit zur Verfügung stellen, déi op e Rollstull ugewise sinn. Ech mengen, dat wier eng gutt Saach. Ech hunn et néierens gelies, mee ech hoffen, dass et Friichten dréit.

An ech géif Iech da Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d’Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech maachen et och ganz kuerz. Als Alleréisch emol dem Rapporteur villmools merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Mir begrëssen natierlech dese Projet de loi a mir wäerten deen och matstëmmen, obscho mir zwee Punkten hunn, bei deene mer frou gewiescht wieren, wann et e bësse méi wäit gaange wär.

Dat ass als Éischt emol dat, wat d’Gebaier ugeet. Do hätte mir et begréisst, wann och Lokaler, déi net a Mengengen- oder Staatsbesëtzt sinn, kéinten – d’Betounung läit op „kéinten“! – mat consideréiert ginn. Well wann et Reegele gëtt fir d’Mengengen- an d’Staatsgebaier, da kann een déi och op anere Plazen ëmsetzen. Do kann ee jo och eng Konventioun mat deene Reegelen ausschaffen, déi einfach mussen agehale ginn, och am Privé.

Grouss Restauranten oder Infrastrukture mat Säll fir Catering an/oder bei Parkanlagen oder soss flott Plazen, déi sech fir eng Hochzäit eegnen an déi eebe verschidde Krittere missten erfëllen an déi och selbstverständlich vum Gemengerot festgehalde géife ginn. An och déi Saach vun der Gratuitéit fir de Säll misst natierlech gewährleistet sinn.

Fir just einfach e puer Beispiller ze nennen, dass Der wësst, wat ech mengen: D’Stad Esch huet e wonnerschéine Gaalgebierg mat Infrastrukturen drop, déi hir awer net gehéieren, wou een awer kéint eng Hochzäit feieren. D’Stad Diddeleng huet de Parc Le’h. Idem! E ganz flotte Restaurant derbäi. Iechternach mat sengem Séi: och eng ganz flott Plaz, wou een eppes kéint feieren. Dann d’Stad Lëtzebuerg mat Restauranten, wou vill flott Parken derbäi sinn. Da Mondorf, Schuller a Wickreng souguer – fir der just nach e puer ze nennen – si Stied an Dierfer, déi esou Säll an Infrastrukturen hunn; Mamer och dann. Ech hu jo gesot: fir der e puer ze nennen.

Ech wëll elo net d’ganz Mengengen hei opzielen, mee et gëtt wierklech ganz vill flott Plazen. Déi sinn eebe

leider net an effentlecher Hand, mee et wär awer derwärt, fir kënnen do eng Hochzäit ze feieren, well eeben de Restaurant oder aner Facilitéite mat derbäi sinn.

An deen zweete Punkt ass den Avis. Wéi et an dem Avis vum Syvicol steet, fanne mir och, datt et eng Delegatioun kéint ginn, déi des Mariagen oder Pacsen ofhält, ouni datt se am Schäfferot au cas par cas mussen decidéieren, fir kënnen ze delegéieren. Dat wier eng Simplification administrative, déi Sënn géif maachen. D'Fro vun der Responsabilitéit an der Surveillance, déi vun der Inneministesch an deenen dofen zwee Punkten an der Kommissioun och opgeworf gouf, loosse mer net gëllen, well déi besteet jo och fir all déi aner Kéieren. Dat heescht, déi besteet och fir an de Gemengegebaier. An déi besteet och fir all déi aner Kéieren, wou géif delegéiert ginn.

Voilà! Mee mir stëmmen et mat. A mir fannen, et ass wierklech dee richtige Wee, an et ass wierklech un der Zäit, dat do ze maachen.

Villmools merci fir d'Noluschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Dat heiten ass e ganz sënnavollt Gesetz, well et ass dee schéinste Moment vum Liewen. A fir déi meeschte Leit ass en eemoleg. Net fir jiddereen, mee fir déi meeschte Leit ass en eemoleg. An ech hu bei menger Hochzäit schonn ëmmer gefrot, firwat dat just am Gemengegebei soll méiglech ginn. Do war keng Logik derhannert. An dofir ass déi Fuerderung vun eis Piraten, déi mer scho laang haten, dass dat soll opgemaach ginn, ... Dass dat elo endlech a Realitéit ëmgesat ginn ass, dat gefält eis ganz gutt. Och wa mir eis natierlech, wéi ech an der Kommissioun scho gesot hunn, eng méi grouss Ouverture gewünscht hätten, wéi elo just op d'Gemengegebaier.

Ech hunn, zum Beispill, mech bewusst net an der Kierch bestuet. An ech hat do deemools da just d'Wiel vum Gemengegebei. Haut ass et jo esou, dass d'Koppel soll kënnen decidéieren tëscht de Gemengegebaier bezéiungsweis de Staatsgebaier herno. De Problem, dee mir awer do gesinn, wéi ech och schonn an der Kommissioun ugedeit hat, ass: Wann ech elo zum Beispill bei mir an der Gemeng kucken, do ass ee Restaurant, deen uewendriwwer e Raum vun der Gemeng huet. Dat heescht, dee fält elo ënner dat neit Gesetz an da wäert deen e rísege Konkurrenzvirdeel hu par rapport zu engem Hotel, deen och an der Gemeng ass, an elo ëmmer d'Hochzäitskoppelen hat.

Ben, déi kënne jo uewen an hirem Raum an ënnen am Restaurant dann net méi dee selwechte Service ubidden. Dat ass dann eigentlech eng deloyal Konkurrenz, déi hei geschaaft gëtt, well deen aneren op sengem Site, dee Locataire an engem Gemengegebei ass, dee kann dann uewe säi Raum ubidden an huet dann direkt och d'Clienté fir de Restaurant.

Dofir hätte mir Piraten eis gewünscht, dass een do eng gewëssen Ouverture mécht. Natierlech ëmmer mat de Bedenken, dass et soll public sinn. Mee ech mengen, dat ass an engem groussen Etablissement vu Restaurants oder Hotelle jo net onbedéngt de Problem.

Dat selwecht zielt fir Schëffer. Dat gouf an der Kommissioun schonn eng Kéier ugedeit. Et wär ganz schéin, wann ee sech kéint op der Musel op engem Schëff bestueden. Dat wär ganz flott. Mir Piraten hätten an där Optik dofir gären e bëssen eng Ouverture gehat.

(Interruption)

Jo, ech weess, et fält mer och elo grad an. Et ass eigentlech ganz piratesch, wann ech elo d'Schëff als Beispill geholl hunn. Ech hätt och kënnen e Park huelen oder aner flott Saachen. Mee ...

(Hilarité)

... natierlech. Dofir: ...

(Interruption)

Mir hoffen, et wäert do an noer Zäit oder mat der nächster Regierung nach eng weider Ouverture kommen. Mee natierlech stëmme mer dat haut mat, well dat wierklech dee schéine Moment, ech soen elo net méi schéinste Moment, dee schéine Moment vum Liewen, dee meeschtens eemoleg ass, nach eng Kéier opwäerte soll. A merci eeben dem Dan Biancalana fir dee gudder Rapport. Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prises de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Här President, dat heiten ass u sech en effektiv klenge Projet, awer e Projet, dee ganz erfreelech ass a sécherlech ganz vill Leit dobausse wäert glécklech maachen.

Well mir erlaben – an dat ass jo elo schonn e puermol gesot ginn –, deen awer praktesch schéinsten Dag vun enger Koppel nach méi schéin ze maachen, andeems mer eeben hinnen assuréiere kënnen, dass en no hiren individuelle Wënsch beschtméiglech kann organiséiert ginn.

Mir äntwere mat deemem Projet net nëmmen op de Wonsch vun enger Gesellschaft, déi sech ëmmer erëm weider verännert, mee och op de Wonsch vu Gemengen. Dat wëll ech och eng Kéier ganz kloer soen. Et sinn nämlech Gemengen u mech erugetrueden, déi sech grad hei méi Flexibilitéit wënschen an och gäre méi Fräiraum hätten, fir déi zivill Zeremonie betreffend d'Bestietnis an de Pacs kënnen ze organiséieren.

Ech ginn Iech hei just d'Beispill vun der Gemeng Fréiseng. Do war ech virun annerhallwem Joer beim éischte Spuetestéch vun hirer neier Gemeng. A si hu mol keen Hochzäitssall méi virgesinn, well se eebe vun deemem Projet de loi Kenntnis haten a se drop waarden, dass dat heite gestëmmt gëtt, well se eng ganz aner Plaz en vue hunn. Et ass och eng ganz schéin Plaz, déi se erausgesicht hunn, déi och hei an d'Krittäre fält, fir an Zukunft kënnen do eebe Bestietnisser a Pacsen ze organiséieren.

Dir gesitt also, dass och eng Demande ganz konkret vum Terrain ass.

Bis haut hu mer 37 Gemengen, déi op déi Dispositioun do zrëckgräifen. Ech weess elo net vu wou déi 60 hierkommen. Et si vläicht 60 Gebaier, déi domadder gemengt sinn. Mee et sinn effektiv 37 Gemengen, déi haut dovunner profitéieren.

Et war e bëssen d'Diskussioun opkomm, och elo hei am Debat, an och an der Kommissioun, ob een do net nach kéint méi wäit goe respektiv wéi vill Flexibilitéit een de Gemenge sollt ginn, respektiv ass jo nach eng Kéier kuerz drop agaange ginn, dass mer sollen oppassen, dass mer elo net de feierlechen Akt vum Bestietnis zu engem Folklor degradéieren.

Ben, laang Zäit – ech mengen, dat muss een och eng Kéier esou soen – war et hei am Land Traditioun, dass

eng Koppel op d'Gemeng ënnerschreiw gaangen ass an dat u sech als e reng administrativen Akt gesinn huet. An déi eigentlech grouss Feier – ech denken elo un d'Fraen, déi dann emol de wäisse Rack unhunn – war meeschtens an der Kierch, wou da gefeiert ginn ass. Haut gesäit een, dass awer ëmmer méi Koppelen déi Zeremonie, dee Moment op der Gemeng, als hiren Haaptakt gesinn an deen och gäre wëlle sou festiv wéi méiglech feieren.

Et gëtt ëmmer méi Leit, an dat hunn och schonn e puer Riedner gesot, déi sech aus verschiddene Grënn net méi an der Kierch bestueden. A fir déi gëtt et net vill Alternativen. Mir gesinn, dass natierlech déi laizistesche Zeremonien ëmmer méi zouhuelen. Och op déi gräifen ëmmer méi Koppelen zrëck. An trotzdeem, mengen ech, ass et och an eiser Verantwortung, eeben de Kader esou kënnen ze gestalten, dass d'Politik hei déi Flexibilitéit gëtt, dass dee feierlechen Akt op der Gemeng och hire Wënsch soll entsprechen.

Wann ee vun deene laizisteschen Zeremonien ausgeet, muss een och soen, dass déi jo net am Kader vun de Gemenge sinn. Déi si jo net effentlech. Déi hunn e Käschtepunkt. An ech mengen, och dat sollt eis awer alleguerten zum Nodenke bréngen, dass mer eeben hei an der Verantwortung sinn, alleguerten de Biergerinnen a Bierger déi selwecht Zeremonien, déi selwecht effentlech Service ze garantéieren, esou, dass hir Haaptzeremonie herno net soll vum Portmonni oder vun der Reliounszougehéieregkeet ofhängeg sinn.

An Zukunft steet et de Gemenge fräi, dann elo kënnen op déi heiten Dispositioun zrëckzegräifen. Dat ass den éischte Choix, deen eng Gemeng muss treffen. Mir hoffen natierlech als Regierung, dass ganz vill Gemengen heivunner wäerte profitéieren. An dann ass et um Gemengerot, dee Moment déi verschidde Plazen erauszesichen, wou si dann an Zukunft wëllen d'Bestietnis an de Pacs ofhalen.

Mir hu sechs Krittäre fixéiert. De Rapportier huet déi schonn ausféierlech erkläert. Eebe grad fir ze garantéieren, dass et effentlech bleift, dass et accessibel bleift. Do war och d'Fro komm: Wéi ass dat fir Leit mat enger ageschränkter Mobilitéit? Dat ass doduerch garantéiert, well et muss dee Moment engem Service public affektéiert sinn. Dat heescht automatesch, dass d'Leit mussen Accès zu dese Gebailechkeeten hunn. Och dorun hu mer geduecht, fir dat eeben och hei ofzedecken.

Schwierig gesinn ech et awer, fir och elo Plaze mat eranzehuelen, déi elo an enger privater Propriétéit sinn. An do muss ech soen, sinn ech och e bëssen iwerrascht, grad vun deene Lenken, dëst ze héieren, fir dat souzesoe kënnen outzesourcen. Well d'Bestietnis, de Pacs ass awer nach ëmmer en effentlechen Akt. A mir halen och un deem fest.

A wéi ech virdu gesot hunn: Déi laizistesche fräi Zeremonie si flott, mee déi muss ee sech och kënne leeschten. An ech mengen, mir si jo awer hei derfir, dass d'Gemenge staark opgestallt sinn an dass se och hei kënnen dee Service hire Biergerinnen a Bierger garantéieren an dass se eeben net an d'Situatioun kommen, dass et herno eng Fro vum Portmonni ass, fir kënnen eng schéin Zeremonie ze hunn. Ech mengen, dat ass eng Verantwortung vun eis alleguerten, dass d'Gemengen dat dee Moment esou fixéieren, gemääss eeben dem Prinzip vun der Autonomie communale, esou wéi si et fir néideg halen.

An ausserdeem, wann et och an enger privater Lokalitéit stattfënt, dann ass och do den Accès erëm net garantéiert. An Dir wësst jo och, dass een zu all Moment muss fräien Accès hunn, wann zum Beispill een Asproch op e Bestietnis huet. Och dat muss

garantéiert sinn. Un deem Prinzip hale mer jo och am Gesetz fest.

Voilà! Dat nach eng Kéier kuerz zum Kader. Wéi gesot, et ass eng Reform, wou mer wierklech op eng Demande souwuel vun de Gemenge wéi vun de Leit dobause reagéieren. An ech hoffen, mir hoffen, dass vill Mengenen dovunner wäerten elo Gebrauch maachen a wierklech hei kënnen hire Biergerinnen a Bierger nach méi e schéine Service offréieren an eeben derfir suergen, dass dee flotten Dag dann nach méi flott ka ginn, mat allem ronderëm. An dann hoffen ech elo, dass dann Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert einfach Jo sot.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Plusieurs voix | Jo!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Inneministesche Taina Bofferding. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo. Also, Här President, léif Deputéiert, fir d'éischt e ganz grouse Merci un de Rapporteur Dan Biancalana. Ech sinn der Meenung, dass souwuel de Rapport komplett war wéi och d'Interventione vun den Deputéierten a vu menger Kolleegin Taina Bofferding. Duerfir wäert ech mech just deem ralliéieren, wat si elo grad gesot huet. An ech soen Iech Merci fir déi gutt Diskussioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, der Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi ...

Une voix | Nee, Här President, et ass nach eng Parole après ministre.

M. Fernand Etgen, Président | Parole après ministre fir den Här Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Ech wollt just eng Fro stellen, well d'Madamm Inneministesche elo e puermol gesot huet, ... Ech hunn dat esou verstanen, wéi wa se wëilt soen, dass all déi net kierchlech Zeremonien automatesch laizistesche sinn. Dat, fannen ech, ass net richtig. An dat wësse mir alleguerten. Do gëtt et ganz vill där fräi Trauungen, déi total neutral sinn an déi vu ganz ville Leit gehale ginn. Do gëtt et Schauspiel, déi esou Saachen halen. Do gëtt et Leit, déi esou Saache maachen, wat ech eng ganz flott Form fannen. Ech fannen, dat muss een awer och derbäi soen, dass déi Neutralitéit eebe grad dat Interessant ass an deenen doten Zeremonien, déi do ugebuede ginn.

Ech wollt dat just kloerstellen, well ech wëll net, dass et anescht iergendwéi verstane gëtt.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Galles. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Ministesch.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Ech mengen, do si mer eis komplett eens, well ech hunn näischt aneres behaupt. Ech mengen, wat wichtig ass, dat ass, dass mer eebe mat deem Gesetz hei de Leit méi Méiglechkeete ginn an dass mer eeben eng flott Feier nach méi flott kënnen maachen. A jidderee soll sech dann eeben déi Form eraussichen, wéi en am léifste gär wëllt bestuet ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir déi Preziosioun.

Da kënnen mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7886 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7886⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7886 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler) et Claude Wiseler ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des transports publics dans les régions rurales du Grand-Duché

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert den ëffentlechen Transport am ländleche Raum, déi d'CSV-Fraktioun uegfrot huet. An ech géif direkt d'Wuert ginn un den honorabelen Här Aly Kaes als Verrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Aly Kaes (CSV) | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 80 % vun eisem Trafick sinn hausgemaach. Dat sot de Mobilitéitsminister François Bausch den 22. Abrëll op senger Pressekonferenz zum Plan national de mobilité. An deem Kontext si mer och gewuer ginn, dass bis 2035 mat 40 % méi Trafick ze rechnen ass. Op 200 Säite gëtt elo analyséiert, gefuerdert a projezéiert, fir da feststellen, dass déi meeschte Verkéiersbeweegungen an oder tësch den urbane Raim geschéien.

Am Groussen a Ganzen dréit de Plan national de mobilité ëm d'Ballungsgebiddere mat hire Verkéiersproblemer a wéi déi kéinte geléist ginn.

Déi eigentlech Erausforderung, déi am PNM awer nëmme gesträift gëtt, ass awer den ëffentlechen Transport am ländleche Raum. A genau doriwuer wëll ech haut schwätzen. An och iwwert dat, wat

kuerzfristeg a konkret a puncto ëffentlechen Transport am ländleche Raum geplangt ass. An net eréischt fir an 10, 15 oder 20 Joer. Well mam demografesche Wuesstum vun eisem Land, ronn 12.000 zousätzlech Awunner all Joer, wissst och den Transportproblem ausserhalb vun de Ballungsgebiddere.

Et geet hei ëm d'Fortbeweegung an ëm d'Fortbewegungsméiglechkeeten, déi een am ländleche Raum huet, wann een dann den Auto mol wëllt stoe loosse.

Op ville Plazen a fir vill Leit ass dat méi lichter gesot wéi gemaach. Déi jonk Leit aus dem Norden oder aus anere Regiounen gräifen zum Auto, fir an d'Schoul ze fueren oder op hir Léierplaz, well se mam Auto dacks zwee- bis dräimol esou séier op hirer Destinatioun si wéi mat Bus a mat Zuch.

A vill vun hinne mussen jo, jee nodeem wou se wunnen, duerch d'halleft Land fueren, well hir Ausbildung just op enger Plaz ugebuede gëtt. Zweek Beispiller heizou: Wie sech am Baufach wëllt ausbilde loosse, muss an de Lycée op Mamer. Wien e grénge respektiv e landwirtschaftleche Beruf wëllt léieren, muss an de Lycée technique agricole op Gilsdref. A mir wëssen alleguerten, dass et awer do keng Parkplaze fir Schüler gëtt. Meng Kolleegin a Kofraktiounspräsidentin Martine Hansen huet an diverse parlamentaresche Froe schonn op dese Mëssstand ganz dacks higewisen.

Firwat gëtt eigentlech, Dir Dammen an Dir Hären, permanent verallgemengert an den Auto verdäiwelt? Firwat gëtt ëmmer mam Fanger op déi Leit gewisen, déi mam Auto fueren? D'Fro, firwat d'Leit dat esou maachen, gëtt iwwerhaupt net gestallt.

Jo, mam Haaptstadbrëll op der Nues a gebent vum Tram gesäit een d'Realitéit vläicht iwwerhaupt net.

(*M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.*)

Vill Leit huelen den Auto, well dacks kee Bus fiert, well den Takt net stëmmt oder well d'Zäit, fir vum Bus op den Zuch ëmzeklappen, ze knapp ass, sou dass een all Dag de Risiko ageet, den Uschloss ze verpassen an domadder ze spéit an d'Schoul oder op d'Schaff kënn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zilorientéiert Léisunge fir déi méi dënn besidelt Regiounen vum Land kënnen zum Beispill Zoubrengerbusser, Querverbindungen op Garen oder op Haaptachse sinn, wou dann Expressbuslinnen a Richtung vun de Ballungsgebiddere géife fueren.

Doriwuer eraus wier och e flächendeckenden – an et ass emol driwwer nogeduecht ginn an der Vergaangenheet – Ausbau vun der Ruffbus-Iddi eng Méiglechkeet, fir de Leit vum Land daagsiwwer eng Transportméiglechkeet ze ginn – jo, et kann ee soe sur mesure, oni dass de ganzen Dag permanent grouss Linnebusser fuere mussen.

A fir de Flux mam Auto a Richtung vun de Ballungsgebiddere net weider an d'Luucht goen ze loosse, missen op strateegesch sennvolle Plaze wéi Garen oder gréissere Bus-Arrête, déi zum groussen Deel schonn zanter Joren identifizéiert sinn, schnellstméiglech Park&Ridë geschafe ginn.

Mee ech muss Iech ganz éierlech soen: Ech sinn an deem Punkt absolut d'accord mam Mobilitéitsminister François Bausch, dass Park&Ride-Strategie a sech och just eng Tëscherléisung ass, well et eigentlech net vill Sënn oder kee Sënn mécht, wann do Honnerten Autoen all Dag zwielf Stonnen a méi onbenutzt ganz einfach an der Landschaft stinn.

Wat muss also d'Zil vun eiser Regierung sinn? D'Zil muss et sinn, dass d'Leit op d'mannst een Auto

manner brauchen. Dofir brauch een awer en öffentlechen Transport vun identescher Qualitéit an Disponibilitéit an alle Regiounen an Ecke vun eisem Land.

Dozou gehéiert mittel- bis laangfristeg och den Ausbau natierlech vum Eisebunnsreseau, zum Beispill Richtung Norden: Zweegleisegkeet. Soll dat net kënnen oder wëlle gemaach ginn, wieren eng Rei Voie-d'évitementen eng Méiglechkeet, fir méi Zich kënnen fueren ze loosson. A verschidden Zich missten och méi Capacitéit hunn. Dozou gehéiert och, wéi ech scho gesot hunn, den Ausbau vun de Buslinnen an d'Schafung vu Querverbindungen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwergeuerdent Zil muss et och sinn, datt d'Leit an de ländleche Regiounen par rapport zu deenen an de Ballungsgebieder keen Nodeel hunn. Bis elo hu vill vun hinne keng Wiel a mussen vill Trajete mam Auto fueren, well den öffentlechen Transport net hire reelle Besoinen entsprécht. Si mussen den Auto huelen, tanken, Assurance a Steiere bezuelen an all dat, wat u Fraisen nach esou ufällt, wann een en Auto huet.

Och an de ländleche Regiounen, Dir Dammen an Dir Hären, muss een zu zwee schaffen goen, fir sech d'Liewen an d'Wunnen zu Lëtzebuerg leeschten ze kënnen. D'Leit aus dem urbane Raum par konter – an dat soll wannechgelift net als Reproche verstane ginn – hu ganz einfach eng vill besser Offer virun der Hausdier, déi si en plus natierlech gratis notze kënnen. Doduerch brauche se net onbedéngt en zweeten Auto a spuere vill Suen am Verglach zu deene Leit, déi um Land wunnen.

Wann den öffentlechen Transport scho gratis ass, da muss och jiddereen eppes dervun hunn. Wat notzt de gratis öffentlechen Transport wann en net flächendeckend an optimal organiséiert ass, respektiv wann en net ganz oder ganz beschränkt fir en Deel vun de Leit do ass?

Fir dës dach ongerechter Situatioun entgéintzewierken, muss kuerzfristeg alles drugesat ginn, fir den öffentlechen Transport an de ländlechen Deeler vun Land op dee selwechten Niveau ze bréngen, wéi dat an de Ballungsgebieder de Fall ass.

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

M. Aly Kaes (CSV) | A soulaang dat net de Fall ass, misste fir déi betraffe Leit eng ganz Rei vu Kompensatiounsmesuren agefouert ginn.

Denkbar wier zum Beispill, déi scho méi dacks gefuereert Kilometerpauschal ze erhéijen, respektiv kéint een och eng ganz Rei vun anere Kompensatiounen erméiglechen.

Fir ofzeschlësse wëll ech d'Situatioun vun de Leit am ländleche Raum am Verglach mat de Leit am urbane Raum nach eng Kéier resuméieren a plakativ duerstellen: Wien um Land wunnt, huet op ville Plaze kee gudden öffentlechen Transport an duerfir awer op d'mannst dat Duebelt u Käschten, well pro Haushalt zwee Autoe gebraucht ginn an doriwwer eraus nach vill méi Kilometer gefuereert ginn.

Déi aktuell Mobilitéitspolitik ass net am Interêt vun de Leit am ländleche Raum. Dat ass ongerecht an dat dierf a sech net esou bleiwen.

Wat gedenkt also d'Regierung an där Hinsicht ze maachen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Kaes. Dat war, wat een nennt: eng Punktlandung!

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn (DP) | Villmools merci, Här President. Wann ee sech d'Problemer an der Mobilitéit zu Lëtzebuerg ukuckt, ass d'Stäerkerung vum öffentlechen Transport u sech eng Evidenz. D'Tatsaach, dass laang Joren den Auto am Zentrum vun der Mobilitéitspolitik stoung, huet zu deem gefouert, wat mir haut erliewen: Stau, iwwerfëllte Stroossen an en Transportsecteur, dee fir zwee Drëttel vun eisen CO₂-Emissiounen verantwortlech ass.

Derbäi kënnt den Duerchgangsverkéier, deen a villen Uertschaften net just d'Liewensqualitéit, mee och d'Gesondheet vun de Leit däitlech belaascht.

Wa mer deene Problemer wëlle Meeschter ginn, ass et fir eis als DP kloer, dass mir eng Verkéierswend mussen hikeréien. Dat heescht op kee Fall, den Auto ze verdäiwelen, mee dat heescht, eng gutt an zouverlässig Alternativ zum Auto unzëbieden, egal wou ee wunnt.

Déi lescht Joren ass esou munches geschitt am öffentlechen Transport. Et ass immens vill investéiert ginn, sou vill wéi nach ni virun. Zuch, Tram, Park&Ridë si massiv uechtert d'Land ausgebaut ginn a ginn och nach weider ausgebaut.

Hu mer domadder dee ganze Retard kënnen ophuelen, dee mer an deem Beräich hunn? Natierlech net. Et bleift sécherlech nach ganz vill ze dinn. Mir mussen eis Efforten dofir konsequent weiderféieren. Kucken, wat gutt leeft an do nobesseren, wou mer Saachen detektéieren, déi net funktionéieren.

En attraktiven a performanten öffentlechen Transport an enger Stad op d'Been ze stellen ass natierlech eng aner Saach wéi am ländleche Raum. Als DP si mir der Meenung, dass grad hei Multimodalitéit eng wichteg Roll spillt. Net all Duerf kann eng direkt Verbindung riicht an d'Stad hunn. Et ass onrealistes ze mengen, et misst een aus all Eck vun Land um direkte Wee op seng Destinatioun kommen, am beschten, ouni ëmzeklammen.

Mir mussen hei pragmatesch sinn. Et ass sécher méi sënnavoll, zum Beispill mam Auto oder mam Vélo oder ze Fouss bei déi nächst Gare ze kommen oder bei eng Expressbuslinn, déi op verschiddene groussen Achse fueren, an da fiert ee vun do aus mam öffentlechen Transport weider. Oder et hëlt een en Zubringerbus bis bei den Zuch. Dat just als generell Iwwerleung.

An der Theorie kléngt dat alles och ganz gutt! Mee fir eis als DP kënnt et dorop un, wéi d'Praxis duerno ausgesäit. Fir eis zielt virun allem d'Resultat. Mir wëllen eng Mobilitéitspolitik maachen, déi op Fakte baséiert, op Etüden an Zielungen, fir genee ze kucken: Wat ass am sënnavollsten? Wou läit de Besoin vun de Leit? A wéi kréie mer d'Leit am beschte vun A op B transportéiert?

D'Reform vum RGTR-Reseau huet eiser Meenung no am Fong genee dës Approche berücksichtegt. Et sinn Donnéeë gesammelt ginn. Et gouf Concertatiounen mat de Gemengen, mat de Bierger. Si sinn ëm hir Meenung gefrot ginn an doropshi sinn eng Rei Upassung gemaach ginn.

Et héiert een ëmmer erëm vun där enger oder där anerer Linn, wou d'Situatioun sech anscheinend fir verschidde Leit verschlechtert hätt. Als DP soe mer ganz kloer: Et kann net d'Zil sinn – an dat ass et jo och net wou zoustännege Minister –, dass d'Leit erëm den Auto huelen, well de Bus keng Optioun méi fir si ass. D'Mesuren, déi mer huelen, sollen net kontraproduktiv sinn. Mir hätt jo gären, dass d'Leit méi mam Bus a mam Zuch fueren an net manner.

Mee mir mussen och d'Gesamtbild kucken. Wann den neien RGTR-Reseau bis Mëtt Juni komplett ëmgesat ass, muss onbedéngt eng komplett Evaluatioun gemaach gi fir ze kucken, wéi erfollegräich d'Reform tatsäcchlech ass, ob déi gesaten Ziler erreecht goufen, ob de Bus méi attraktiv ginn ass a wéi zefridden d'Leit sinn. Da muss ee faktesbaséiert kucken, op eng objektiv Aart a Weis, an da muss natierlech do nogebessert ginn, wou dat néideg ass.

Als DP hätt mir gären e gudden, en zouverlässeg an attraktiven öffentlechen Transport fir jiddereen, iwwerall am Land, egal, wou ee wunnt.

Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an dem Kolleeg Aly Kaes e ganz besonnesche Merci, dass hien dës Aktualitéitsstonn op den Ordre du jour gesat huet.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Mir soen Iech Merci a ginn direkt d'Wuert weider un de Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Weber (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, dem Här Kaes villmools merci fir d'Aktualitéitsstonn zu der Mobilitéit am ländleche Raum.

Vu Wëntger bis hei an d'Stad, dat si 75 km. Wann een do e Rendez-vous huet, dann ass dat net ëmmer esou einfach. Do muss ee sech vill Gedanke maachen, fir matzäit do ze sinn. Sief dat, ob ee mat sengem eegeenen Auto kënnt oder mam öffentlechen Transport.

Déi Punkten, déi d'Kolleege vun der CSV hei ugeschwat hunn, fënnt ee méi oder manner am Mobilitéitsplang erëm, dee jo viru Kuerzem an der Mobilitéitskommissioun virgestallt gouf.

D'Qualitéit vum öffentlechen Transport, Park&Riden, Vélosnetzer a Konzepter wéi de Ruffbus sinn alles Instrumenter aus der Mobilitéit, déi sech bewäert hunn. Hei muss virugeplangt an investéiert ginn. Just: Wat an der Theorie ganz schéi kléngt, geet an der Ëmsetzung net ëmmer esou a gesäit um prakteschen Terrain ganz anescht aus.

Wann een aus dem Éislek kënnt oder aus dem Gros vum ländleche Raum, dann ass et net esou einfach, séier mam Auto oder mam Vélo op deen nächste Park&Ride ze fueren. Dofir gëtt et zwee Grënn: éischten gëtt am Norde keen nationaalt Vélosnetz, zweetens sinn et laang Strecken, laang Stroosse bis zum nächste Park&Ride. Op Geoportail gesäit een, datt d'Parkinge sech duerch d'Mëtt vum Land laanscht d'Zuchstreck zéien an aner Parkingen, Park&Ridë vermësse mer e bësse méi am westleche Raum, Richtung Stauséi-Gemeng.

Wat ee méi wäit vun de grössere Stied ewechgeet, wat et manner attraktiv ass, fir op den öffentlechen Transport zréckzegräifen.

Flächendeckend misst ee vläicht och drun denken, fir d'Gemenge ronderëm de Stauséi – ech denken hei un d'Stauséi-Gemeng, d'Gemeng Bauschelt, d'Gemeng Esch-Sauer –, fir do eventuell e Park&Ride um Areler Poteau, eventuell och een am Réidener Eck ze planen. Ech denken hei un eng Buslinn, déi direkt misst lafe fir de Beruffsverkéier, fir déi Leit do matzehuelen, zréck op d'Plaz ze féieren. Ech denken och un de Weekend an de Summer-Méint, wou um Stauséi d'Plazen all iwwerlaf ginn, wou d'Dierfer voller Autoe stinn, et dacks zu Sträitsituatiounen kënnt, well Afaarte blockéiert sinn an alles blockéiert ass.

Une voix | Très bien!

M. Carlo Weber (LSAP) | Deemno wär et wichteg, hei Park&Riden unzewenden an eventuell eng direkt Linn anzeféiere Richtung Stauséi wéi och an d'Stad. Ech denken, dat wär sënnavoll fir d'Beruffswelt an och

fir de Weekend, fir d'Fräizäitsportler an d'Leit, déi do fir den Tourismus eropkommen.

Une voix | Très bien!

M. Carlo Weber (LSAP) | Am ländleche Raum ass et net ëmmer esou einfach, well een ëmmer ... Also wéi gesot: An der Stad oder zu Esch, méi am Süden, kritt een all zéng Minutten e Bus oder en Tram. Am ländleche Raum ass dat net de Fall. Et muss een dacks eng hallef Stonn respektiv bei eis eng Stonn waarden. Do ass et dann net ëmmer esou einfach, well et huet ee keng direkt Verbindung. Direkt Verbindung, dat ass eigentlech dee grouse Problem. An no der RGTR-Reform fuere leider ganz vill Bussen eidel duerch d'Dierfer. Ech denken, dat ass dorop zréckzeféieren, datt et keng direkt Verbindunge gëtt.

Wann ech elo hei op mäin Handy kucken, bräicht ech zum Beispill bal zwou an eng hallef Stonn mam öffentliche Transport, fir hei erfrozekommen. Wéi gesot, et felt un direkte Verbindungen.

Grad am ländleche Raum géif et Sënn maachen, denken ech, e Ruffbus anzeféieren op den Haaptachsen; déi Linne bäibehalen, zu de Spëtzenzäiten natierlech d'Haaptlinne bäibehalen an do dertëscht eventuell Ruffbussen anzesetzen.

Ech ginn Iech nach e Beispill: Wann ech aus der Wëntger Gemeng op de Stau fuere mam öffentlichen Transport, brauch ech annerhalfe Stonn. Ech muss dann awer dräimol ëmsteigen. Wann ech mat mengem eegenen Auto fuere, brauch ech zwanzeg Minutten.

Wat de Vëlo betrëfft: Grad elo an der Coronazäit hu mer gemierkt, wéi schéin an attraktiv de Vëlo ass. Mir haten och als LSAP an eisem Walprogramm stoen, mir missten onbedéngt weider an eist Vëlosnetz investéieren. Mir brauche vun der Strooss ofgetrennte Vëlosweeër, déi sécherstellen, datt jiddereen zum Zil kënn.

Wa mir déi richteg Vëlosweeër hunn, da komme mer och mam Vëlo gutt vun A op B. Fir d'LSAP sinn den öffentlichen Transport an d'Mobilitéé douce absolut Prioritéiten am Verkéiersberäich. Wichtig ass dobäi, datt mer en intelligente System hunn, deen d'Leit virubréngt an dat op kuerze Weeër.

Am neie Mobilitéétsplang ginn all dës Saachen ewell ugeschwat, mol méi mol manner am Detail. Elo mussen iwwerall am Land prezis Neel mat Käpp gemaach ginn. Do géllt et, engersäits dem Staat ze hëlfe, an anersäits mussen d'Gemenge sech virun aktiv asetzen, soss riskéiere mer Blechlawinen a Verkéiersknet, wéi mer se all Dag zu Ettelbréck erliewen, virun ze hunn.

Une voix | Très bien!

M. Carlo Weber (LSAP) | Här President, ech sinn nach net laang hei an dësem Geschäft. Ech muss awer soen: Am Dossier vun der Mobilitéé muss ech mer all Dag Froe stellen, well ech selwer all Dag am Stau halen. Problemer lafen eis hei fort. Mir kommen de Problemer net méi no, bedauern, datt d'Mobilitéétskonzept, sou wéi dat vun Här Bausch hei presentéiert gouf, esou en änlecht Konzept ass wéi dat, dat virun 10, 15 Joer presentéiert gouf. Ech erënneren drun: Den deemolege Bauteminister war vun der CSV. Et ass eebe méi liicht op aner Leit ze klappen, wéi selwer eppes ze ënnerhuelen.

Une voix | Très bien!

M. Carlo Weber (LSAP) | An deem Sënn a puncto Mobilitéé: Ech hoffen, datt mer virukommen op deem Wee a soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. A wann ech dat richteg gesinn, dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Mobilitéé ass e menschlecht Grondbedierfnis, dat eis alleguer all Dag op en Neits betrëfft. An zwar egal, ob mer an der Stad, engem Duerf, am urbane Milieu oder am ländleche Raum liewen oder schaffen.

Wat awer tëscht urbanem a ländlechem Raum ännert, ass d'Unzuel vu Mënschen, déi vun A op B wëlle kommen, respektiv déi gläichzäiteg genau dee selwechten Displacement wëlle maachen.

An dowéinst kënnen d'Äntwerten a puncto Verkéiersmëttel och net identesch sinn. Genau dee Constat steet jo haut och am Zentrum vun der nationaler Mobilitééspolitik. Egal, ob urban oder rural, d'Zil vun der aktueller Politik ass et, méiglechst vill Mënschen ze transportéieren an net méiglechst vill Gefierer zesammen an e Stau fuere ze loosse.

Och deen neie Plan national de mobilité 2035, deen de Minister Enn Abrëll virgestallt huet a wou och haut den Owend eng regional Informationsversammlung fir de Süden ass, baut dorobber op. De Plan national de mobilité beweist, datt en Tram an engem Grousstad fir gewëssen Achse Sënn ka maachen an den Auto weesentlech manner. Gläichzäiteg huet en Tram am ländleche Raum iwwerhaupt keng sënnvoll Funktioun. Jo, an op verschidde Plazen och emol net de classesche Bus! An et gëtt eng ganz Rei Displacementer am ländleche Raum, fir déi den Auto tatsächlech dat effikas Mëttel ass. Dat kann e Privatauto sinn, mee och eng Carsharing-Geleeënheet oder eng méi abordable Taxi-Méiglecheit.

Well ech a menge puer Minutten hei net op all Volet kann agoen, wëll ech méi geziilt op de Vëlo an de Bus, inklusiv de Ruffbus, agoen, zu deenen ech eng Rei prinzipiell, mee och praktesch an organisatoresch Froen hätt.

D'Ëmstrukturéierung vun RGTR-Reseau ass e ganz wichtige Bausteen, fir de Leit eng besser Mobilitéé ze erméiglechen, respektiv grad am ländleche Raum méi Leit d'Fräiheet ze ginn, sech kënnen ouni Auto ze placéieren. Mee de Bus kann natierlech och net zu all Zäit a fir jiddereen eng optimal Léisung bidden. Virun allem ass et awer wichtig, datt d'RGTR-Reform – an dat sot de Minister jo schonns dacks – net a Stee gemeesselt ass, mee elo schonns e puermol, grad och wéinst de Besoine vun ländleche Raum an op Wonsch vu Bierger a Gemengen, ugepasst ginn ass. An dat wäert och an Zukunft periodesch de Fall sinn.

Et sinn net nëmme nei Linne bäikomm, grad och Querverbindungen innerhalb vun de ländleche Gemengen, mee och méi Busser an de Stousszäiten, moies méi fréi a virun allem owes méi spéit a besser Kadenzen de Weekend. Et ass en nationale Busreseau, deen net nëmme gratis ass, mee och esou en dicht Linnennetz huet wéi keen zweet an Europa. Trotzdem gëtt et natierlech Verbesserungspotenzial. Verbesserung heescht awer, méi Leit eng besser Offer ze garantéieren, an net just deene Leit, déi am meeschte jäizen.

Eng éischt Fro, déi ech hätt, wär ze wëssen, wat de Minister mécht, fir an Zukunft de Succès vun dësen neien RGTR-Reseauen ze moossen, soudatt e weiderhin un d'Nofro kann ugepasst ginn.

Dir Dammen an Hären, wéi gesot, kann de Linnebus keng Léisung fir all Situatioun am ländleche Raum sinn, mee muss och ëmmer multimodal zesumme mat aneren Offere fir Zuch, Vëlo, Auto respektiv

Park&Ride-Capacitéite geduecht a geplangt ginn. An och mat der Stroosseninfrastruktur, wat d'Busspueuren an d'generell Priorisatioun ueget.

Et jidderengem recht ze maachen, geet souwisou ni. Dat wëssen och grad d'Kommunalpolitiker hei ënnert eis. Während déi eng Leit fannen, datt et net genuch Busser an hirem Duerf gëtt oder se net déi passend Linn fannen, fannen déi aner, et géifen ze vill eidel Busser ronderëmfuere. Hei kënn een dann am Gespréich mat de Leit oft méi oder manner séier bei d'Ruffbus-Iddi, wéi wann dat eng Wonnerléisung wär, fir vill eidel Linnebusser ze ersetzen an d'Leit zousätzlech och nach pünktlech, wéi bestallt, vun Hausdier zu Hausdier ze féieren, sou wéi en Taxi, mee eebe gratis, an dat wa méiglech am ganze Land. Ganz esou einfach ass dat awer an der Praxis net, soss hätte mer dee System scho laang méi gemengeniwwerschreidend an och an anere Regiounen a Länner.

Et brauch ee logescherweis, fir dese Bus-Taxi-Service unzibidden, vill méi Busser an och Chauffere wéi fir de Linnebus-Service, respektiv zousätzlech zu de Linnebusser, och wa se méi kleng wäeren. An do gesinn ech dann och perséinlech de Problem: Éischtens ass den Opwand a puncto Material a Chaufferen an natierlech och a puncto Finanzen immens héich. Zweetens hu mer haut schon eng gewësse Penurie bei de Chaufferen. An drëtten, a virun allem, wäre mer net méi an der Logik vum Service public, fir e performante gratis öffentliche Transport en commun unzibidden.

Dozou wär meng zweet Fro: Awéiwäit ass vum Minister analyséiert ginn, fir en nationalen oder e regionale Ruffbussystem unzibidden a wéi kann esou e System sech sënnvoll an den RGTR-System integréieren?

An dann och direkt eng drët Fro: Ass et net méiglech, beim normalen RGTR-Reseau d'Gréisst vun de Busser méi flexibel un d'Besoinen vun de jeeweilige Linnen ze adaptéieren? Et muss jo net zu all Dageszäit an op all Linn e 15-Meter-Bus fuere.

Meng lescht zwou Froe betreffen dann nach d'Vëlospisten. Wéi eng national Projeten am ländleche Raum si momentan am wäitste fortgeschritt respektiv ginn als nächst realiséiert? A well et och am ländleche Raum wichtig ass, datt d'Gemengen d'Vëloinfrastrukturen esou denken, datt ee vun all Punkt A op all Punkt B sécher ka mam Vëlo fuere, esou wéi dat jo och fir den Auto de Fall ass, wollt ech wëssen, wéi d'Zesummenaarbecht mat de Gemenge fir d'Vernetzung vum nationale Reseau mat de regionalen a kommunale Piste leeft. Hunn déi aktuell Ennerstëtzungsoffere fir d'Gemengen deen erwünschte Succès?

An ofschléissend wëll ech dem Aly Kaes nach Merci soe fir d'Heure d'actualité. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann ass et um Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wëll ech dem Här Aly Kaes en häerzleche Merci ausschwätze fir d'Ufro vun deser Debatt. Als Verrieder vum Norde läit d'Thema vum öffentlichen Transport an de ländleche Regiounen eis besonnesch um Häerz. Mee grad och d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus dem Oste wësse vun de sëllege Problemer am Beräich vum öffentlichen Transport an de ländleche Regiounen, e Lidd ze sängen!

Wa mer iwwert d'Qualitéit vum öffentlichen Transport schwätzen, muss mer zwee Punkte besonnesch berücksichtegen: éischtens d'Qualitéitsufuerderung

vum ëffentlechen Transport am Allgemengen, an zweetens d'Kohärenz vun den eenzelnen ëffentleche Verkéiersmëttel an de Fuerpläng, a wéi dës openeen ofgestëmmt sinn.

Am Hibleck op dës zwee Punkte muss ee sech da mol allgemeng d'Fro stellen, u wéi sech den ëffentlechen Transport haaptsächlech riicht. Engersäits riicht dës sech um déi Leit, déi net aneschtens kënnen wéi den ëffentlechen Transport ze huelen. Dat si Jonker, déi nach kee Führerschäin hunn, eeler Leit, déi net méi kënnen oder dierfe mam Auto fueren, an – an dat ass a leschter Zäit besonnesch akut ginn – och déi Leit, déi sech keen Auto méi kënnen leeschten.

Do dernieft riicht den ëffentlechen Transport sech um déi Persounen, déi op den Individualverkéier zréckgräife kéinten, fir déi den ëffentlechen Transport awer méi praktesch an och méi bëlleg ass, zum Beispill fir op d'Schaff. A genee hei läit am ländleche Raum de Problem: Et mangelt u Kamoudheet an Attraktivitéit an enger kohärenter Offer, déi et de Leit schmackhaft mécht, op den ëffentlechen Transport zréckzegräifen. Am ländleche Raum hu mer net déi Unzuel vun Astigpunkte fir den ëffentlechen Transport wéi an de Ballungszentren. An d'Ofstëmmung ënnert de vereenzelte Verkéiersmëttel openenee léisst ze wënschen iwwreg.

Ech wëll hei mol benennen, datt zum Beispill am Zuch net all Passagéier mat bis op d'Ennstatioun fiert, oder et muss een dann ënnerwee ëmklammen op en anereren Zuch oder op en anere Bus. A wann ee Pech huet, dann entsprécht déi Verspéidung, déi den Zuch huet, awer grad där Zäit, déi een huet fir ëmzeklammen, an aus deene sechs oder siwe Minutte Verspéidung gëtt gär mol eng Stonn, bis deen nächsten Uschloss kënn. Virausgesat, datt deen dann och pénklech ass an net ausfällt! Déi Leit, déi schlecht ze Fouss sinn, si bei esou engem sportlechen Ëmsteigen natierlech besonnesch benodelegt. Fir ëmzeklammen oder fir d'Gare ze verlossen, mussen d'Leit an der Reegel nach zousätzlech duerch eng Ënnerföhrung. Ënnerföhrung bedeiten awer och ëmmer Träpen. Duerfir si grad déi Leit, déi schlecht ze Fouss sinn oder vill Gepäck matschleefen, besonnesch gestrooft. Vill Garen am ländleche Raum si leider net mat Lifter ekipéiert. Do kéint ee jo eng Verbesserung erbäiféieren.

Nach e Wuert zu den Uschlossméiglechkeeten, besonnesch aus dem Norden an Osten, zum Verkéiersreseau an der Stad, wou jo vill Leit schaffen. Leider huet sech jo alles hei an der Stad zentraliséiert, ze vill zentraliséiert. Et hätt scho misse viru Joren ëmgeduecht ginn a méi dezentraliséiert ginn.

De Wee vun der Ufaart fir d'Passagéier vun de Buslinnen 110 an 111 vun Iechternach an Ëmgéigend zum Beispill huet sech ëm e gutt Stéck verlängert, well se net méi op direktem Wee an d'Stad kommen, mee ronderëm fuere mussen. Sou war et während de leschte Méint e puermol an der Zeitung oder an der Press ze liesen, an esou erzielen et och déi betraffe Leit.

Weider huet den Här Minister mer de leschten Hierscht als Äntwert op eng erwidert parlamentaresch Fro och matgedeelt, datt mat der Verlängerung vum Tram bis op Bouneweg ab September dëst Joer da weider Bussen aus dem Osten, zum Beispill vu Réimech, och an Zukunft net méi solle bis op d'Gare fueren. Zu Bouneweg ass da Schluss. Kann den Här Minister eis da mol erklären, wéi eng Moosnamen e geholl huet, fir datt et hei net zu änleche Verzögerunge komme soll wéi op anere Plazen?

Well elo meng Riedezäit zimmlech zu Enn geet, wëll ech awer nach op zwee Punkten opmierksam

maachen. An dat ass: D'Leit mussen sech och dru gewinnen, datt d'Ëmklammen tëschent dem ëffentlechen Transport zum Sport vum Joer gëtt!

(Interruption)

Ech mengen, dat ass eppes, wat ee muss soen. Zum Beispill war an eiser Gemeng, vu mengem Duerf, wou ech wunnen, bis op Clierf op d'Gare, 80 Joer laang eng Buslinn, ouni Schwieregkeeten. A wann een viru kuckt, da war 20 Joer viru drun esouguer eng Postkutsch dohinner gefuer, ëmmer op där Linn. D'lescht Joer am September huet déi geännert. Aus heiterem Himmel ass op eemol déi Buslinn ëmgeswicht ginn. Si geet elo op Ëlwen, mat enger Deviatoun op der hallwer Streck. An elo mussen d'Leit, déi op Clierf fueren, ënnerwee ëmklammen. Dat ass eng Geschicht.

Mee déi aner Geschicht ass: Et huet keen et gewosst! An do sinn dann eng ganz Rëtsch Leit onzefridde mat hiren Autoe gefuer, an et hu souguer Mammen a Bomien hir Kanner dunn an d'Schoul gefuert, mat dem Frust, deen een dann huet. An dat ass schlecht fir d'Saach. An ech mengen, do mussen mer ëmdenken, wéi mer dat kënnen publik maachen. Et stoung wuel um Internet vum RGR, datt dat géif kommen. Mee wie geet dann all Dag op den Internet kucken, fir all déi Neierungen do matzékriegen? Dat ass jo an der haiteger Zäit eng Saach vun der Onméiglechkeet. An ech mengen, do misste mer eis eng Kéier Gedanke maachen, wéi mer eng besser Kommunikatioun mat de Leit kënnen maachen. Well éischens huet net jiddereren all Dag d'Méiglechkeet, fir op den Internet ze goen, an zweetens hunn och vill Leit déi Méiglechkeet net. An ech mengen, an deem Sënn misste mer eis mol Gedanke maachen, wéi mer dat an der Zukunft kënnen besser maachen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An Dir gesitt, ech war ganz fei mat Iech. An d'Madamm Cecchetti ass scho prett. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. Merci. Här President, mir als déi Lénk stinn zu 100 % hanner engem ambitiësen Ausbau vum ëffentlechen Transport. Ech mengen, ech brauch dat hei net weider ze betounen.

Natierlech muss virun allem do investéiert ginn, wou déi meeschte Verkéiersstréim sinn, an dat ass nun emol an den urbane Raim beziéungswies ronderëm. An hei si mir nach ganz wäit ewech vun engem ganz gutt funktionéierenden ëffentlechen Transport.

Mee dat heescht awer net, datt déi ländlech Gebidder dierfe vernoléisseg ginn. Och do dierfe mir net nolossen a virum Auto kapituléieren, mee mir mussen d'Qualitéit vum ëffentlechen Transport weider erhéijen. Mir sollen eis Ressourcen doranner stiechen an net a weider onnéideg Contournementen.

Nach laang net jiddwereen an de rurale Gemengen huet en Auto zu senger Verfügung. Ech denken do um déi Jugendlech an un déi eeler Persounen, déi net méi selwer wëllen oder kënnen Auto fueren. Anerer kënnen sech iwwerhaupt keen Auto leeschten. Dëst ëmsou méi, well déi sozial schwach Schichte wéinst de Logementspräisser ëmmer méi aus dem Zentrum an d'Peripherie verdréiwwe ginn. Um Duerf ze wunnen ass haut net méi just e Choix, mee ganz oft eng ekonomesch Necessitéit.

Dës Leit sinn all Dag zu 100 % op den ëffentlechen Transport ugewisen. Mir sinn als déi Lénk dofir der Meenung, datt d'Politik muss eng Mindestoffer definéieren a virginn. Dat heescht, et misst definéiert

ginn, wéi vill mol an der Stonn mindestens e Bus fuere muss. Fir eis ass den Takt vun 30 Minutten absolutt noutwendeg, well ee jo oft méi wéi eemol muss ëmsteigen. Gradesou wichteg ass et, ab wéi enger Auerzäit mueres a bis wéini owes de Bus fiert, fir datt zumindest de Basisbedarf u Mobilitéit fir all Uertschaft ofgedeckt a garantéiert ass.

Dës Mindestoffer vum ëffentlechen Transport, op déi all Bierger/innen e Recht missten hunn, kéint dann iwwert d'Zäit streckeweis erhéicht a verbessert ginn.

Wat d'Organisatioun ubelaangt, esou ënnerstëtze mir déi Approche vum Ministère, datt déi ländlech Gemengen u regional multimodal Pölen ugebonne ginn, vu wou aus dann Expresslinnen an den Zentrum fueren. Mee et muss een awer och emol festhalen, datt mer nach laang net op deem Punkt sinn, weeder um Niveau vun der Infrastruktur nach um Niveau vun der Offer vun Zich a Busser. Do ass nach vill Aarbecht.

Wat déi Expresslinnen an den Zentrum ugeet, esou sinn déi virun allem op der Strooss ugeduecht a Form vun neie Buslinnen, mat eventuell neie Busspueren.

Eenzeg Ausnam ass do déi Tramslinn op Esch. Mir mengen awer, datt d'Schinn der Strooss wäit iwwerleeën ass, an datt d'Schinn d'Zukunft vun der kollektiver Mobilitéit ass. An dofir misst een eiser Meenung no elo schonn nei Schinne plangen, och iwwert d'Stad eraus, sief et an der Form vun neien Tramslinnen iwwert d'Ëmfeld vun der Stad eraus oder awer a Form vun neien Zuchstrecke fir eng S-Bunn, déi déi regional Zentere matenee verbënn. Esou Projeten dauere laang, an dofir sollt ee sech elo schonn doriwwer Gedanke maachen. Dat wär sécher vill méi sënnvoll, wéi Contournementen ze bauen.

Et ass awer net just d'Offer, déi ausgebaut a verbessert muss ginn. Mir mussen eis och Gedanken doriwwer maachen, wéi ee kann de Besoin u Mobilitéit am Allgemenge reduzéieren, dat heescht, wéi ee kann onnéideg Weeër verhënnere. Ëmmer méi Servicer, och ëffentlech Servicer, verschwannen aus de ländleche Géigenden, soudatt een dann op eemol muss 10 oder 20 Kilometer fueren, fir bei eng Post ze kommen oder 30 Kilometer fir an eng Maternitéit.

Commercë si praktesch just nach op der Grénger Wiss ze fannen oder an deene méi urbanen Zentren. An datt d'Aarbechtsplazen, och déi am ëffentleche Secteur, virun allem an der Stad oder ronderëm d'Stad leien, dat schafft natierlech en enorme Besoin no Mobilitéit, deen an där Form net néideg wier mat enger anerer Landesplanung.

Jo, och deene Froe vu Landesplanung muss ee sech stellen, wann een iwwert déi zukünfteg Mobilitéit nodenkt. Virun allem muss mir aus der Logik erauskommen, datt jiddereren en Auto huet, datt ee mat deem Auto iwwerall hikomme kann a muss an datt d'Léisung da beim Plange vun neie Contournementé läit, fir d'Duerfkären ze entlaaschten.

Nei Stroossen zéien neie Verkéier un. Ech ginn es net midd, dat ëmmer erëm ze betounen!

Den Auto verdäiwelen: Ech weess net, wien heibanen de GIEC-Rapport iwwert de Klimawandel gelies huet, mee et gëtt Zäit ëmzedenken. Mir sinn iwwert d'1,5°-Limitt ewech dëst Joer. A mir riskéieren eng Liewensmëttelkatastroph ze kriegen, well mer geschwënn net méi genuch Liewensmëttel kënnen ubauen duerch déi Klimakris. Et ass alles matenee verzaant. A mir mussen global denken an net nëmme jiddwereen a sengem Ministère just säi Ministère kucken.

Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An de leschte Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, den öffentlichechen Transport ass am ganze Land, an dat ass elo gutt, e gratis Service, deen de Staat senge Bierger offrëiert.

A wann ee ganz éierlech ass, huet Lëtzebuerg awer eng super Offer un öffentlichechen Transport. Wann een e bëssen am Ausland ënnerwee ass, weess een ze schätzen, wéi vill hei investéiert gëtt a wéi gutt den Takt ass.

Sécherlech kann een elo an deene méi ländleche Regiounen nach vill Punkte fannen, wou den öffentlichechen Transport net esou gutt ugebonnen ass. An do si mer och der Meenung, dass all Bierger am Land dee selwechte Service soll ugebuede kréien. Et kann net sinn, dass et ofhängeg ass vun der Regioun, wéi gutt herno den öffentlichechen Transport accessibel ass.

Et gëtt zwee ënnerschiddlech Benotzer, déi all Dag den öffentlichechen Transport benotzen. Dat sinn déi eng, déi probéieren, mam öffentlichechen Transport op d'Aarbecht ze kommen. An et sinn déi aner, déi éischer fir Fräizäitaktivitéiten, sief et, fir akafen ze goen, sief et, fir Kolleegen ze treffen, den öffentlichechen Transport mussen huelen.

An dann hu mer do awer nach eng Ënnerkategorie, an dat ass wicteg an där Strategie. Et sinn déi eng, déi huelen e fräiwëlleg, loossen den Auto stoen, well se déi Méiglechkeet hunn, well den öffentlichechen Transport esou opgewäert ass, och am ländleche Raum, dass se den Auto stoe loossen a fräiwëlleg an de Bus oder Zuch klammen. A mir hunn awer déi aner, déi keen Auto oder kee Fërschäin hunn oder am Alter sinn an de Fërschäin schonn ofginn hunn an deementspreechend net kënnen fueren. An dat ass e Punkt, deen an der Strategie vum öffentlichechen Transport am ländleche Raum ganz wicteg ass.

An do komme mer och bei d'Thema vum Ruffbus. Eis Piraten schwieft vir, dass mer de Ruffbus ausbauen an zwar änlech no engem Hub-System. Dat ass ganz einfach esou: E Ruffbus soll net do sinn, wéi et virdrun hei ugeklongen ass, wéi en Taxi, deen een duerch d'ganz Land féiert. Nee! E Ruffbus soll do sinn, wou e grouse Bus kee Sënn mécht, well d'Statistik ganz einfach seet: Do fueren net genuch Leit. Da mécht et kee Sënn, do e grouse Bus hin ze schécken oder e Bus mat enger fester Linn, wou dann dräimol am Dag vläicht ee matfëiert an déi aner 15 Busser fueren eidel. Dofir ass eis Iddi ganz kloer e Ruffbus, deen op deen nächste gréisstméigleche Punkt fiert, wou een da seng Verbindung kritt fir dohinner, wou ee wëllt. Dat wär nämlech d'Léisung.

Do hu mer nämlech de Problem. An ech verstinn d'Leit, déi sech do opreegen, dass duerch hir Stroossen op eemol grouse Busser fueren, déi eidel sinn. Mee mir kéinten higoen a klenger Busser – wou mer en plus kéinten Elektrobusser asetzen an esou d'Ëmwelt schouwen – vill méi ëmweltfrëndlech asetzen.

Et ass och esou, dass dat Ganzt muss digital begleet ginn. Wa mer wëllen de Bus méi attraktiv maachen, muss et ganz einfach sinn, iwwer säi Smartphone herno e Ruffbus am ländleche Raum oder vläicht och e Linnebus vill méi einfach ze koordinéieren an ze ruffen.

Jo, an do si mer och bei deene Jonken. Et ass vill geschwat ginn hei vun daagsiwwer. Mee wat mécht een dann owes, wann een emol eng Kéier wëllt erausgoen? Ech mengen, mer liewe jo net alleguer just fir ze schaffen. Et geet ee jo och emol owes eng Kéier

gären eraus. Do ass et, a mir hunn dat e bëssen nogsicht, am ländleche Raum awer zimmlech mau mat de Late-Night-Busser, wat awer fir déi Jonk, fir de sozialen Zesummenhalt, immens wicteg ass. Well mir soe jo och, dass se, wa se eng Kéier eppes anescht wéi Waasser drénken, net solle mam Auto fueren. Mee da soll een awer och déi Late-Night-Busser souwuel fir de ländleche Raum wéi fir deen anere Raum kënnen ubidden. An do sinn awer nach ganz vill Lächer am Netz, soudass de Late-Night-Bus e wictege Facteur ass, deen nach muss ausgebaut ginn.

Dat selwecht, an dat mieren ech och doëne bei mir am Dräilännereck: Et muss vill méi mat der Groussregioun zesumme geschafft ginn! Wa mer wëllen, dass déi Clientèle, déi ech virdu genannt hunn, op d'Aarbecht soll kommen, a mir wëssen, dass dat ganz vill Frontaliere sinn, da muss an der Groussregioun vill méi mat de Buslinnen zesumme geschafft ginn, fir dass mer dat vill méi attraktiv maachen an den Auto stoe bleift.

An dann nach eng Kéier eng Fuerderung, déi mir als Piraten jo schonn e puermol ubruucht hunn: Dass endlech an all Bus och Wi-Fi wär! Well ech mengen, dat ass eent vun den Argumenter, fir net mam Auto am Stau ze stoen an net um Handy ze spillen. Ech soen et nach eng Kéier: Net um Handy spillen! Mee dass d'Leit kënnen bequeem mam Bus fueren, Wi-Fi fir näischt, a jiddere ka moies seng Zeitung ganz bequeem um iPad oder Smartphone liesen. Mee mir si leider zu Lëtzebuerg nach net esou wäit, dass d'Busser allegueren de gratis Internet ubidden. Dat wär awer nach e kleng Boni méi, fir dass d'Leit géifen den Auto stoe loossen. A mir hätten eppes fir de Klimaschutz gemaach.

A merci dem Aly Kaes fir d'Ufroe vun der Heure d'actualité.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss, an de Mobilitéitsminister François Bausch huet d'Wuert. Här Bausch, dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Merci dem Här Kaes fir déi Initiativ, well dat erlaabt mer et, e puer Saachen ze verdäitlechen, déi effektiv am Plan national de mobilité 2035 stinn. An ech fannen et duerfir och méi sënnvoll, dass mer esou eenzel Elementer diskutéiere wéi dee ganze Plang, well da sätze mer e ganze Mëtteg hei an da schwätze mer iwwer alles an iwwer guer näischt. Ech mengen, dat hei ass schonn eng gutt Initiativ. An och merci allen Deputéierte fir hir Bätträgl!

Ech wëll vläicht ufänke mat deem, wat den Aly Kaes gesot huet am Ufank vu senger Ried, wou e seet: „Kommt, mir halen op, den Auto ze verdäiwelen, well virun allem am ländleche Raum“, seet hien, „ass den Auto oft dat Eenzegt, wat ee kann notzen.“ An en huet och do Recht!

An ech muss och soen: Dat ass och sécherlech net meng Approche! Ech ginn net midd ze betounen, dass et net eng Politik maache géint den Auto oder géint iergendee Verkéiersmëttel, mee ech maache gär eng Politik fir eng aner Mobilitéit. An dat ass och dat, wat iwwerens am Plan national de mobilité stoung, wat och schonn am MoDu geschriwwen stoung. Mee am Plan national de mobilité gëtt dat och an deem Kapitel iwwer de ländleche Raum ënnerstrach. Et gëtt gesot, dass am ländleche Raum logescherweis duerch d'Aart a Weis, wéi gewonnen gëtt, wéi alles auserneegezunn ass a wou et méi schwéier ass, den

öffentlechen Transport ze organiséieren, den Auto oft déi eenzeg Méiglechkeet ass, déi d'Leit hunn. An dat wäert och esou bleiwen.

Mir kënnen natierlech vill maachen, dass dat sech verbessert, dat ass ganz sécher. Ech kommen nach do-robber. Mee och a Zukunft, egal, wat mer maachen, wäert do dat individuell Verkéiersmëttel bleiwen. Do wäert de Vélo och nach vill méi derbäikommen, net onbedéngt, fir vun uewen aus an d'Stad ze fueren, mee éischer fir tëschent den Uertschaften ze fueren. Dat ass jo och en individuell Verkéiersmëttel. Dat wäert eng gréisser Roll och an Zukunft spillen.

Dat heescht, dat ganz Kapitel, wat mer geschriwwen hu spezifesch fir de ländleche Raum am Plan national de mobilité, erkläert ganz vill, wat d'Spezifisitéiten am ländleche Raum sinn, déi den Här Kaes och zum Deel hei richteg beschriwwen huet. An virun allem, wann een d'Mobilitéit wëllt gutt oder besser organiséieren an deem Beräich, da muss een och d'Entwécklung vum ländleche Raum kucken. Dat heescht: Wéi entwéckele mer eis Uertschaften? Wat sidele mer wou un?

A wa mer eppes enzwousch usidelen, wou zum Beispill vill Aarbechtsplaze sinn, da solle mer dat méiglechst do maachen, wou mer eng gutt Ubannung hunn un e Pôle d'échange, un den öffentlichechen Transportreseau. Am beschten natierlech un den Zuch, mee dat geet och net ëmmer. Mee wann, dann éischer do, wou mer e gutt Busnetz hu mat de Knuetpunkte vum Busreseau.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Also, d'Entwécklung vum ländleche Raum ass an der Mobilitéitsplanung am ländleche Raum scho bal e Schlëselement. An do kënnt et eebe vill drop un, dass mer onnëtz Verkéiersweeër vermeiden.

Natierlech ass et och wicteg, dass mer den Zoubringerberäich ganz staark fërderen, Expressbuslinnen zum Beispill, Zoubringer op d'Garen. Dat Einfachst ass natierlech ëmmer, wann e schnelle Bus ee kann zum Beispill op grouss Garé bréngen, wou een da bequeem schnell eng gutt Zuchverbindung kritt an d'Stad oder wou ee soss wëllt hikommen. Also, e schnellen Expressreseau vu Buslinnen, fir een op déi wichtegst Knuetpunkten ze bréngen, den Zoubringerberäich.

Da spillen natierlech Park&Riden eng wicteg Roll an am ländleche Raum natierlech och den Zuch. Well mir hu jo awer e groust Netz, wann ech elo den Norde kucken, mee och den Osten. Am Norden hu mer riicht erop eng Linn, déi ganz performant ass. Déi soll och nach méi performant ginn, andeem mer zum Beispill d'Capacitéit vun den Zich an Zukunft kënnen eropsetzen. Dat maache mer, andeem mer jo allegueren d'Garen am Land ausbauen a verbessern, andeems mer d'Quaie verlängeren, fir dass mer méi grouss Zich op d'Quaie kréien an de Garen. A wann an der Zukunft sech sollt erausstellen, dass tëschent Ettelbréck an Elwen d'Capacitéit op dem Netz net méi géif duergoen, da kënnen mer relativ séier d'Netz ausbauen. Et ass alles virgesinn. Dat ass guer kee Problem, och dat kënnen mer maachen.

An dann hu mer een neit Instrument am PNM virgesinn, dass ass dee sougenannte „couloir à haut niveau de service“ fir de Bus. Wat ass dat? Mee wou hutt Der de Problem? Wann Der zum Beispill mam Bus aus dem ländleche Raum kommt, kënnt de Bus meeschtens duerch de ländleche Raum relativ gutt weider an dann iergendwann eng Kéier hânt en an den Agglomeratiounen. Dat heescht, ech muss et fäerdegbréngen, dass an den Agglomeratiounen, an den Entréeën, fir eran an den Zentrum ze kommen, separat Busspure sinn, fir dass de Bus do net am Stau

stieche bleibt, mee laanscht de Stau fiert. Dat ass dat, wat d'Qualitéit hieft. An déi Definitioun vum „couloir à haut niveau de service“, déi am Plan national dran ass, déi ass natierlech besonnesch wichteg fir de ländleche Raum. Och wann de Couloir selwer ganz oft am stättesche Raum gebaut gëtt, gëtt en awer gebaut, fir datt déi Busser, déi vu wäit erakommen, do keng Zäit verléieren. Well natierlech, wann Dir aus dem Éislek kommt an Dir fuert iergendwou Richtung Stad, da sidd Der schonn e Strapp ënnerwee mam Bus. A wann dat nach rullt ënnerwee, dann akzeptéiert Der dat och nach. Mee wann Der dann natierlech bal grad esou vill Zäit braucht fir déi lescht dräi, véier Kilometer wéi fir de Rescht vum Trajet, da gëtt dat natierlech extreem onméiglech ze fueren.

An ech kann Iech och soen, mir gi jo och an de ländleche Raum mat eisem Tour, wou mer bei d'Bierger ginn, ech komme jo och op Maarnech an den Norden eng Kéier, an ech ginn och eng Kéier op Gréiwemaacher bei den Här Gloden an der nächster Zäit. An do leeë mer natierlech och de Fokus op de ländleche Raum, op alles, wat mer am PNM virgesinn hu spezifesch fir de ländleche Raum. An och déi ganz Diskussioun vum der Evaluatioun vum RGTR kënne mer da méi am Detail diskutéieren.

Bon, et ass d'Fro gestallt ginn – ech mengen, den Här Hansen hat dat gefrot -: Wéi gëtt deen evaluéiert? Dat ass à ce stade natierlech nach schwéier, well deen neie Reseau ass éischtens emol nach guer net ganz en place, dat ass dat Éischt. Deen ass jo eréischt de Summer „definitiv“ – entre guillemets – ofgeschloss. Well ech hunn ëmmer gesot: Duerno komme sécher och ëmmer erëm nach kleng Korrekturen!

Dat Zweet ass: Mir haten eng Pandemie, wou dat natierlech bal onméiglech ass, well dee ganzen éffentlechen Transport agebrach war. Mir kënnen eis net op d'Zuele baséieren vun 2020 an och nach net op déi vun 2021. Well souguer 2021 hate mer nach ëmmer bal 35 % manner Leit am Bus wéi zum Beispill 2019, well nach ëmmer net alles voll fonctionéiert huet.

An da muss ee souwisou, wann een en neie Reseau huet, deem awer een an en halleft bis zwee Joer Zäit ginn, ier een dat ka maachen.

An eppes Leschtes, eppes Wichtige, dat ass eng nei Technik, déi mer jo am neie Reseau wäerten hunn. Well fir déi nei Ausschreiwung, déi mer gemaach haten, do war am Cahier des charges virgesinn, dass all déi nei Bussen, déi elo kommen, en automateschen Zielsystem kréien. Mir hunn entre-temps 50 % vun eise Busser schonn ekipéiert domadder. Dat heescht, mir kënnen elo schonn ëmmer besser Date kréien. Mir wësse wierklech op all Linn zimmlech genau, wivill Leit eran- an erausklammen. Och op all Arrêt kënne mer dat feststellen duerch dee System, dee mer agebaut hunn. An herno ass de Reseau zu 100 % esou ekipéiert. Mee mat deene 50 %, déi mer elo hunn, a wa mer elo nach e bësse waarden, ech géif soe vum Summer gerechent nach ee Joer, soudatt deen neie Reseau ënner normale Bedéngungen ee Joer konnt funktionéieren, kréie mer nach besser Daten.

An dann ass och ze soen, dass nach eppes ganz Wichtige kënnt, dat ass, dass mir eng Trennung gemaach hunn am Reseau tëschent dem classeschen RGTR-Reseau an dem Schülerbusreseau. De Schülerbusreseau, deen de Moment dobausse fiert, ass nach deen alen, do kënnt elo eréischt en neien. An deen ass komplett getrennt, am Sënn, dass mer dat net méi wëlle vermësche vun de Busser hier. Friéier sinn d'Schülerbusser an d'Stad komm an dann ass ee Bus vun de Schülerbusser op eemol injektéiert gi bei déi normal Linnebusser. An dat ass net optimal.

Zum Beispill ass an esou engem Kontext d'Auswieselen a méi kleng Busser asetzen op verschiddene Linnen, wou mer gesinn, dass vläicht manner Passagéier sinn, guer net méiglech, well dann awer an der Spëttestonn, wéinst dem Schülerbus, eng héich Capacitéit gebraucht gëtt. An dee Bus dann eraushuelen aus dem Reseau an ersetzen duerch e klenge Bus, gëtt nach vill méi deier an ass vill manner effikass, well da muss Der jo scho mol zwee Busser hunn. An duerch déi Trennung, déi mer gemaach hunn, kréie mer natierlech aner Méiglechkeeten. Do kënne mer dann nach vill méi geziilt kucken, wéi mer dat asetzen, soudatt dat och e groussen Impakt herno wäert hunn op de Fonctionnement vum Reseau.

Dann ass och zur Zesummenaarbecht mat de Gemenge gefrot ginn. Well et ass jo net nëmmen de Bus, mee et ass zum Beispill och de Vëlo niewent dem Zuch, dee wichteg ass, an natierlech den Auto. Park&Ride-Anlagen, den Här Kaes hat et scho gesot, et sinn der eng ganz Rei scho gebaut, et sinn der och immens vill a Planung. Ënner anerem sinn der elo och am PNM virgesinn, déi nach méi zentral leien. Ech hunn et scho gesot: Deen zu Ierpeldeng, dee läit fir den Norden extreem gönschteg herno, fir mat den Zich an d'Stad ze fueren. Mee et kommen och nach anerer derbäi.

Mee da kënnt awer och de Vëlo, an do spillt d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen eng wichteg Roll. Dat ass ënnerschiddlech. Ech géif soen, an Generelle geet et ëmmer besser, well d'Gemenge wierklech erkannt hunn, dass en immense Besoin an der Bevëlkerung ass. An ech hunn och ëmmer gesot: „Dir wäert gesinn, d'nächst Joer bei de Gemengewale wäert dat e grouse Sujet ginn.“ D'Leit hunn dat och nei entdeckt. Et gëtt duerch de Pedelec och ëmmer méi einfach, fir mat engem Vëlo ze fueren. Duerfir, dass ass ganz, ganz wichteg. An déi Zesummenaarbecht muss natierlech nach méi optiméiert ginn, fir dass mir de staatleche Reseau kënne bauen an d'Gemengen dann den Zoubrenger kënne bauen.

Ech hat de Moien nach eng ganz flott Entrevue mam Emile Eicher fir d'Gemeng Clief, wou mer e puer flott Projeten zesummen diskutéiert hunn, déi mer och wëllen ëmsetzen. Also dat ass kloer: De Staat eleng ouni d'Gemenge kritt dat net hin! Mir brauchen do d'Gemengen, an duerfir pochen ech och vill dorobber, dass dat da funktionéiert.

Den Här Goergen huet gesot, dass de Service ronderëm de Bus wichteg ass. Natierlech, hien huet Recht. Dat ass op de Pôle-d'échangen de Fall. Duerfir versiche mer, op deene grouse Pôle-d'échangen och ëmmer méi Méiglechkeeten ze schafen, fir eng Verfleegung opzebauen, fir dass d'Leit kënnen e Kaffi drénken an esou Saachen. Mee natierlech och am Bus selwer. De Wi-Fi, do schaffe mer drun, an dat ass och d'Objektiv, fir dass mer dee kréien. De Bus selwer soll ëmmer méi confortabel ginn. Alles dat spillt eng Roll. Dir wësst jo, dass mer d'Zil hunn, bis 2030 och de Bus zu 100 % elektrifizéiert ze hunn, also komplett ze dekarboniséieren. Dat Zil wäerte mer och errechen, well natierlech och d'Angebot vun deene Busser ëmmer besser gëtt.

Ech wëll awer ofschléissend, Här President, nach ee Saz soen, dee mer awer och all am Kapp sollen hunn. Mir hunn elo rezent d'RTGR-Gesetz gestëmmt, an Dir kënnt Iech erënneren: Dat war dat deierst Gesetz, wat d'Chamber jeemools bis elo gestëmmt huet. Ech soen Iech awer direkt: Dir kritt elo bis de Summer nach en neit Gesetz. Dass ass deen neie Contrat de service public mat der CFL, also d'Exploitatiounskäschte fir déi nächst 15 Joer fir d'CFL, well dee leeft aus d'nächst Joer. Dat gëtt nach vill méi deier. Dat gëtt dann erëm eng Kéier, nach eng Kéier, dass deierst Gesetz an der Geschicht!

Firwat soen ech dat? Net well ech fannen, dass déi Sue falsch investéiert sinn. Dass RGTR-Gesetz ass jo och à l'unanimité gestëmmt ginn. E grouse Merci duerfir! Ech hoffen, dass et bei der CFL och esou geet. Mee ech soen et awer, well ech wëll ënnersträchen, dass dat alles eppes kascht!

An duerfir wëll ech um Schluss zwee Sätz zum Ruffbus soen. De Ruffbus ass keng Wonnerléisung. De Ruffbus ass e fundamentalen Usaz, fir e Bus ze offréieren. Dir dierft net vergiessen, et ass e Ruffbus. Dass heescht, Dir musst en zum Beispill am Virfeld bestellen, dass muss dann zwee, dräi Deeg am Virfeld organiséiert ginn. Et ass natierlech en Instrument, wat mer sollen an och müssen notzen an der Zukunft, dass ass ganz sécher complémentaire zum normalen RGTR-Reseau. Do wäerte mer och mat den digitalen Techniken, déi elo do sinn a sech rapid nach verbesseren, virun allem an der Mobilitéit nach ganz aner Méiglechkeete kréien, fir dee Ruffbus an Zukunft optimal ze organiséieren.

Mee mir kënnen déi net géinteneen ausspillen. Dass ass e Complement zum normale Reseau. Ech warne virdrun ze mengen, dass mer géife soen: „Allez hopp, elo probéiere mer, iergendwou classesch Linnen einfach ze ersetzen duerch e Ruffbus!“ Ech soen Iech, dass geet schif, well dat huet an der Praxis net nëmmen och e Präis, souwisou, well et dierf ee jo net vergiessen, dass dat natierlech erëm eng Kéier eng Staang Geld méi kascht, mee wéi gesot, dass ass awer net esou einfach. Mir haten am Kader vun der Ausschreiwung probéiert, schonn Elementer dranzekréien, mee déi privat Entreprisë sinn och nach net esou honnertprozenteg prett, fir dass optimal ze liwweren, wéi dat och vu Verschiddene beschriwwen ginn ass. Zum Beispill e Ruffbus kann interessant sinn, ganz sécher, fir déi lescht zwee, dräi Kilometer bei e Pôle d'échange, esou Saachen ze maachen. Also duerfir: Dir musst deem eng Chance ginn.

Ech kucke mer och permanent un, wat et am Ausland gëtt. A gleeft mer et, wann et international bis elo en optimale System gi wär, wär ech ganz sécher schonn an déi Richtung gaangen. Also ech sinn iwwerzeegt dovunner, dass dat e Complement ass, mee déi Technik brauch nach eng Zäit, wa mer net wëllen eppes maachen, wou mer herno d'Leit méi onzefridde maachen, an et och finanziell e Faass ouni Buedem gëtt. Duerfir: Jo dozou, awer ënner verstännege Konditiounen an an enger Aart a Weis, dass et Sënn mécht.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. Dese Punkt ass domat ofgeschloss.

7. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des défis auxquels doit faire face le secteur des transports

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Erausforderunge vum Transportsecteur, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. An ech géif d'Wuert direkt un den honorabelen Här Marc Spautz ginn, als Verrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass hei ass elo déi zweet Ufro, déi mer gemaach hunn. Déi Éischt war aus Zäitgrënn ofgelaf, wéi mer déi éischte Kéier d'Fro gestallt haten, fir eng Heure d'actualité iwwert den Transportsecteur ze kréien.

Mee d'Situatioun huet sech awer, wat de Secteur u sech ubelaangt – wëll ech awer direkt hannendrop

soen –, nach net vill verbessert. Et ass just, d'Gesondheet ... et ass just d'Ursaach, déi eng aner ass. Déizäit hu mer virun allem wéinst dem Omikron Diskussioun gehat, dass de Secteur broochlouch, mee dës Kéier ass et méi duerch d'Präisser, déi an der Energie stattfannen, dass et Schwieregkeeten am Secteur vum Transport gëtt.

De Secteur vum Transport ass zu Lëtzebuerg och e ganz wichtegen ekonomesche Facteur. An et ass e wichtegen ekonomesche Facteur, well mer vill Transportunternehmen hei zu Lëtzebuerg hunn, déi hei zu Lëtzebuerg ugesidelt sinn.

Dat ass éischtens den Transport, deen op nationalem Plang stattfënn, deen eng kleng Verdeelung mécht, déi deeglech stattfënn, vum Süde bis den Norden, vum Oste bis de Westen, wou ganz vill Transporter gemaach ginn. A wann ee jo och gelies huet, wéi d'Transportcapacitéiten hei zu Lëtzebuerg zougeholl hunn, da weess een, dass dat och eng grouss Importenz huet.

Mir hunn awer och en anere grouss Wirtschaftszweig hei zu Lëtzebuerg, dat ass den internationalen Transport. Den internationalen Transport, deen och un dem Beräich vum Cargozenner hänkt, deen och un dem Beräich hänkt vu Beetebuerg, vun der Émschlagplaz vun dem Güterverkéier, wat den Zuch ubelaangt.

An ee vun de Problemer, deen ëmmer erëm ënnerstrach gëtt, dat ass deen, dee mer de Moment alleguerten kennen, net nëmme d'Camionschaufferen, mee awer mir och alleguerten, wa mer bei d'Pompel fueren: Do ass allkéieren anere Präis. Et ass awer just mat engem ganz groussen Ënnerscheid: Déi Camione brauchen e bësse méi wéi mir an déi tanken och ganz aner Quantitéite wéi mir. Dat ass amgang, e ganz grouss Problem ze ginn hei zu Lëtzebuerg, awer och a ganz Europa, wat d'Präispolitik ubelaangt. An domadder ginn och automatesch all déi Transporter, all dee Wuerentransport, deen do gemaach gëtt, ëmmer méi deier, well natierlech déi Fraisen, déi do erfalen, och fir d'Leit ... De Konsument, den Endkonsument bezilt se, ob mir dat wëllen oder net.

An dofir war do eng vun den Diskussiounen, déi do op europäeschem Niveau leeft, ob do och gekuckt gëtt, fir der ganzer Logistikbranche hei an Europa ze hëllefen, well et ass jo net nëmme hei zu Lëtzebuerg, mee et ass och bei deenen anere Logistikbetreiber, déi et gëtt.

A wann ech dat soen, da wëll ech och d'Verkéisproblematik ennersträchen. Mir erliwien alt méi den nationale Problem, wa mer moies ëm d'Spëtze-stonnen aner Fuerzäiten hunn, fir aacht Kilometer ze maachen, wéi dat owes no siwen Auer ass. Do geet et méi séier. Och dat alles ass mat Käschte verbonnen an deem Secteur. An och dat bréngt mat sech, dass et do zu Verzögerunge kënn.

An e lescht Beispill, wat ech wëll soen: Déi méi stänneg Kolleegen heibannen, déi kënnen sech nach erënneren, dass mer fréier ganz grouss Lageren haten, wou Wuere gelagert gi sinn, wou stockéiert ginn ass, fir dass duerno konnt an de Betriber produzéiert ginn. Dat huet sech déi lescht 20 Joer ëmmer méi op d'Strooss, op d'Schëff an op den Zuch verlagert, fir dass do mat „just in time“ gekuckt gëtt, fir dass d'Ennprodukt respektiv den Zwëscheproduit, dee geliwert gëtt, dann op der Strooss, um Schëff oder am Fliger ass.

Mir hunn dat awer elo gemierkt bei all deene Problemer, déi mer jo och vun de Liwwerschwieregkeeten hunn. Dat ass dann, wann iergendwou ... De Moment ass a China e kleng Problem. Et ass e bësse méi grouss wéi Lëtzebuerg an do komme Wuere net fort. Do si Schëffer blockéiert a gläichzäitig sti

Camionen eidel op Plazen ze waarden, fir dass déi Wuer endlech ukënn. An och dat ass en ekonomesche Facteur, deen hei zu Lëtzebuerg eng grouss Roll spillt, well den Transportsector hei zu Lëtzebuerg och ëmmer méi wichteg gëtt, respektiv och eng grouss Wichtigkeet huet.

An dofir war do d'Fro, wat mer nach kënnen maachen, fir deene Betriber, déi hei zu Lëtzebuerg ugesidelt sinn ... An ech wëll bewosst déi zwee Secteuren, den nationalen an den internationalen Transport, vuneenen trennen, well dat sinn awer ..., wann et och a Verschiddenem ganz grouss Gemeinsamkeete gëtt, mee et gëtt awer och Punkten, wou et ganz grouss Ënnerscheeder gëtt.

An elo spillt nach en anere Facteur mat eran, dat ass deen, fir d'Chaufferen ze fannen. An den Här Bausch huet virdrun nach eng Kéier de Problem am öffentlechen Transport ënnerstrach. Vun den öffentlechen Transportubidder aus dem Süde vum Land kennen ech ee besser. Wat déi Schwieregkeeten hunn, fir Chaufferen ze fannen, déi den Ufuerderunge gerecht ginn, fir kënnen op deenen einzelne Modeller vu Bussen ze fueren. Wéi et bei den CFL ass, weess ech net, dofir wëll ech mech och dozou net äusseren. Mee ech weess awer och vu private Busfirmaen, déi och ganz vill Schwieregkeeten hunn, Chaufferen ze fannen.

An och bei dem Camiontransport ass dat de Fall, mat engem gréisseren Ënnerscheid awer, och ganz vill am internationalen Transport: Et komme Leit, déi net hei zu Lëtzebuerg wunnen, et komme Leit, déi net hei zu Lëtzebuerg ugemellt sinn. An do stellt sech dann ausser deem wirtschaftleche Facteur, deen ech elo grad ennerstrach hunn, eppes wat mer ... Leschten Dënschdeg hu mer heibannen e Projet gestëmmt iwwer Teletravail, wou mer mat engem Nopeschland ofgemaach hunn, dass déi elo méi laang kënnen Teletravail maachen. Mee dee Problem mam Camion ass elo net, dass ech wëll Camion am Teletravail maachen, mee och do schwätze mer mat Mënschen, déi zwar hei zu Lëtzebuerg ugemellt sinn an an engem Lëtzeburger Betrib schaffen, mee déi awer oft souguer iwwer 80 % vun hire Stonnen an deem Land sinn, wou se wunnen.

An da gëtt et Problemer mat de Steieren, da gëtt et Problemer mat der Sécurité sociale. Ech ka mech un eng Kéier erënneren, wéi ech nach e bësse méi jonk war – an den Här Eicher an den Här Kaes waren do och derbäi –, do hate mer esou e Problem mat engem gréisseren Bauunternehmer hei zu Lëtzebuerg, deen hei zu Lëtzebuerg ugesidelt war a wann en da mat de Camionen eriwuer an d'Belsch gefuer ass, an en hat seng belsch Camionschaufferen drop, da sinn déi direkt geholl ginn, de Camion ass blockéiert ginn, hien ass blockéiert ginn, well e méi Stonne fir dee Betrib, wou en och war, an der Belsch geschafft huet wéi hei zu Lëtzebuerg.

An dat geschitt am internationalen Transport nawell relativ dacks. Dat ass duerch déi enorm Längt an déi enorm Breet vu Lëtzebuerg, dass wann déi Camionen dann hei fortueren, fir un d'Mier, fir bei en anere Flughafen ze fueren oder fir an aner Logistikzentren ze fueren, da si se méi laang am Ausland ennerwee wéi hei zu Lëtzebuerg an da fale se, deemno aus wat fir engem Land se kommen, ënnert d'Direktiv 883. Dat ass déi mat der Sécurité sociale. Respektiv si falen och ënnert d'Bestëmmunge vun der Duebelbesteuerung, wou et dann Diskussiounen gëtt, virun allem mat eisen Nopeschlänner, mat eise franséischen, eisen däitschen an eise belsche Kolleegen, wou dat jo dräi verschidde Problemer sinn, well se net alleguerten dat selwecht Duebelbesteuerungsofkommes hunn.

An duerfir ass do d'Fro, ob et net wichteg wier, dass eis Regierung géif net nëmme kucken, wéi mer dat och en Dënschdeg alleguerten heibanne gesot hunn, fir eppes ze maache bei der Duebelbesteuerung fir den Teletravail, mee ob mer net och bei der eppes misste maachen, wat d'Duebelbesteuerung ubelaangt vun deene Camionschaufferen, respektiv dass esou eng Initiativ vu Lëtzeburger Säit misst geholl gi wéinst der Direktiv 883. Well d'Direktiv 883 mécht et ganz schwierig fir Lëtzeburger Betriber, déi am internationalen Transport ennerwee sinn, a mécht et och ganz schwierig fir alles dat, wat am Transportsector hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt.

An dofir: Wat sinn d'Iwwerleeunge vun der Lëtzeburger Regierung, fir dat ze maachen? Eis perséinlech Meenung ass, dass mer iwwert déi Duebelbesteuerungsofkommes mat eisen dräi Nopeschlänner müssen diskutieren an dass gläichzäitig och eng Initiativ muss kommen, fir iwwert d'Direktiv 883, déi am internationale Kader ass ... Ech weess, dat ka Lëtzebuerg net aleng decidieren. Dofir, et muss net bis muer de Moie sinn, mee et wier awer net schlecht, wann do vu Lëtzeburger Säit aus eng Initiativ géif geholl ginn, well Lëtzebuerg duerch seng Gréisst, déi mer eeben hunn, mat dat Land ass, wat do am meeschten drënner leit.

Villmools merci.

Mme Octavie Modert (CSV) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Jo, déi aktuell héich Energiepräisser treffen eis Gesellschaft an alle Beräicher. Si treffen d'Leit, besonnesch déi, déi sech manner gutt stinn a si treffen och eis Betriber.

Héich Bensinnspräisser stellen awer besonnesch d'Betriber am Transportsector virun existenziell Eerausforderungen. An dat ass net déi eenzeg Schwieregkeet, mat där dës Entreprisë confrontéiert sinn: Präisser, déi verréckt spillen, onstabil Mäert an déi domat verbonnen Onsicherheit féieren derzou, dass vill Betriber op hire Méikäschte sëtze bleiwen. A ville Fäll kënnen si net einfach esou déi zousätzlech Käschten un hir Clienten weiderginn.

Den Transportsector ass e wichtige Pilier vun eiser Wirtschaft. Schonn eleng, well de Wuereentransport eng ëmmer méi wichteg Roll spillt, Stéchwuert: Internetshopping, deen zënter der Pandemie komplett explodéiert ass. A selbsterständlech fëlle sech och d'Regaler an de Supermarchéen net vum selwen.

Donieft huet den Transport och spezifesch fir déi Lëtzeburger Ekonomie eng grouss Bedeutung. D'lescht Joer hunn eng 19.000 Leit an deem Beräich geschafft. Opgrond vun eiser gënschterer Lag, matzen am Härze vun Europa, ass scho viru Joren d'Logistikbranche als strateegesche Secteur définéiert ginn, fir eis Wirtschaft weider ze diversifizieren. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, déi betraffe Betriber elo net am Ree stoen ze loosnen a sécherstellen, dass se dës Kris och iwwerstinn.

Dobäi kënn d'Eerausforderung, déi de Klimawandel grad fir dës Branche duerstellt. Sécherlech ass eng Pist, dass mer vill méi mussen vun der Strooss op d'Schinn kréien. Manner Camionen op der Strooss bedeit net just manner Verkéier, den Transport mam Zuch ass och däitlech méi klimafreundlech.

Allerdéngs fiert den Zuch net bis an de Supermarché eran an et gëtt och vill Fabriken, déi net un

d'Schinnennetz ugeschloss sinn. Et ass net just d'Last-Mile-Auslieferung bei de Client, mee och de grouse Wuerentransport, déi eeben trotzdem iwwer d'Strooss gefuer mussen ginn, sief et an der Camionnette oder mam Groustransporter.

Déi betrafte Betriber brauchen dowéinst Ënnerstützung. Ënnerstützung engersäits, fir déi aktuell Situatioun ze meeschteren, mee och anerersäits Ënnerstützung, fir hir Emissiounen méttelfristeg ze reduzéieren.

Am Kader vum Tripartite-Accord huet d'Regierung dowéinst konkret Hëllef mat de Sozialpartner ausgehandelt, fir genee dës Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen. Éischtens kuerzfristeg, fir déi aktuell Surcoufen ofzefiedere. Am Tripartite-Ofkommen huet d'Regierung sech jo engagéiert, Aidë fir den Transportsecteur anzeféieren. Well de Framework vum der Europäescher Kommissioun nëmmen d'Elektresch an de Gas betrëfft an net de Bensinn oder Diesel, konnt d'Regierung dee Moment nach keng konkret Propose maachen. Dat muss mat der Europäescher Kommissioun ofgeschwat ginn. D'Kommissioun muss hiren Accord ginn, mee dës Diskussiounen lafen, souwäit ech weess, momentan op Héichtouren.

Als DP hoffe mer natierlech, dass si sech hei séier eens ginn, dass séier Aidë kommen, fir de Betriber ze hëllefen, vun deenen der wierklech – ech sot et schonn – aktuell vill hanne bäi a vir widder sinn.

Zweetens: Am Tripartite-Accord sinn och Subside virgesinn, fir méttel- a laangfristeg de Betriber ze hëllefen, hir Flott klimaneutral ze gestalten. Dëst ass och net onbedéngt eppes Neies. De Premierminister Xavier Bettel huet schonn an der Ried zur Lag vun der Natioun annoncéiert, dass zousätzlech Hëllef fir d'Betriber ausgeschafft ginn, fir si an deser ekologescher Transitivum ze begleeden. An deem Sënn sinn d'Mesurë vum Tripartite-Ofkommen eng Weiderfëierung an eng Verstärkung vun den Efforten, déi bis elo scho geleescht goufen.

Als DP sti mer vollkommen hannert dës Moossnamen. D'Subventiounen fir d'Installatioun vu Bornen an d'Ënnerstützung bei der Acquisitioun vu klimaneutralen Camionen a Camionnetten, fir nëmmen déi ze nennen, sinn an eisen Ae gutt Pisten, fir dass déi betrafte Betriber op Dauer méi ëmweltfrëndlech an, wa mer déi aktuell Bensinpräisser kucken, och méi käschtegëschteg schaffe kënnen.

Gradsou kloer ass et fir eis awer och, dass een d'Effektivitéit vun deene Mesuren am A behale soll. Et soll ee se evaluéieren a wann néideg upassen, fir dass se och hir Ziler an hir Zwecker erfëllen.

Dowéinst ass an deem Kader den Austausch mam Terrain nëmme sënnvoll, fir mat den Acteuren eeben ze kucken: Wat ass de Besoin? Wat klappt? A wat kéint nogebessert ginn? Ech weess zum Beispill, dass eng laang Fuerderung vum Secteur déi vun den Eco-Combien oder Gialiner ass. Als DP denke mer, dass sou Camionen, déi ëmmerhin awer d'Emissiounen an d'Käschten ëm 20 % reduzéiere kënnen, op verschiddene besteeënde Strecken kéinte ganz sënnvoll sinn, an zwar do, wou se keng Konkurrenz zum Zuch duerstellen.

Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren, awer ech géif och nach ganz gären dem Interpellant, dem Marc Spautz, Merci soen, dass hien dës Aktualitéitsstonn op den Ordre du jour gesat huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Max Hahn Merci a ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun zwee Joer ass ville Leit eréischt esou richtig bewosst ginn, wat et bedeit, wann d'Regaler am Supermarché trotz Pandemie a Lockdown gefëllt sinn. Eppes ass kloer: Ouni den Transportsecteur bleift d'Lëtzebuurger Wirtschaft an domadder dat ganz Land einfach stoen.

An och wa mer bis elo net ëm eis Liewensmëttelversuergung hu mussen fäerten an och an de leschte Méint keng penibel Hamsterkeef méi ze gesi waren, heescht dat jo awer net, datt et dem Transportsecteur wierklech gutt geet.

Am Géigendeel: Klimakris, Pandemie a Krich hu massiv Auswierkungen op déi ganz Logistik. Dat heescht: Problemer, déi mer scho virun haten, sinn elo richtig akut. An duerfir och vu menger Säit aus en décke Merci dem Marc Spautz, fir dat hei ze thematiséieren.

Och wa mer am Alldag elo e bëssen d'Gefill hunn, wéi wann d'Pandemie ganz eriwuer wier, esou ass se am Transportsecteur ganz sécher immens present. Lockdownen um aneren Enn vun der Welt léise bei eis Retarden a Liwwerengpäss aus. Ganz Liwwerkette ginn doduerjer gestéiert. Dobäi kënn natierlech de fierchterleche Krich an der Ukrain. Engersäits muss dee ganze Raum ëmflunn an ëmfuer ginn an anerersäits sinn duerch de Krich europawäit iwwer 100.000 Chauffere verluer gaangen. De Secteur mécht scho laang op de Chauffermanktem opmierksam. Elo spëtz dat Ganz sech zou.

D'Penurie u Chaufferen ass awer leider nëmmen een Deel vun den Erausforderungen. Wann ee weess, datt de Verkéier den Haaptmittelpunkt vun den CO₂-Gasen ass, da weess een och, ënner wéi engem Zugzwang dee ganzen Transportsecteur steet. Grad an Zäiten, wou d'Sprittpräisser eenzel Transporteuren un de Rand vun der Existenz dreien, ass et nach méi schwéier bis onvirstellbar, esou eng nohalteg Energietransitivum an den Delaien hinzekréien.

Et ass nu mol eebe leider esou, datt grad d'Camionen, den dreiwende Motor vun der Wirtschaft, mat Diesel fueren an dat ass beim beschte Wëllen net vun haut op muer ze änneren. An awer weise jo déi aktuell Energiepräisser, datt Diesel souwuel aus ökologesche wéi och aus ekonomesche Grënn net laangfristeg d'Léisung ka sinn.

Fir dem Transportsecteur ënnert d'Äerm ze gräifen, müssen duerfir elo sou séier wéi méiglech zesummen Alternative gesicht ginn. Als Éischt deet d'Regierung gutt drun – an de Solidaritéitspak gesäit dat jo och vir –, fir den Entrepreneuren ze hëllefen. Si kënnen net déi ganz Präishaussen op hir Clienten ofwälzen. D'Margë si scho kleng. De Carburant mécht zirka een Drëttel vun de Käschten aus. Fir déi grouss Clienten hunn d'Transporteuren jo an de Kontrakter déi sougenannt Clause surcharge gasoil, mee dat hëlleft och net alles. Grad fir kleng Betriber kann et enk ginn. Et ass also gutt, wann d'Regierung hei zu bestëmmte Konditiounen eng Aide kann accordéieren. Och dat ass Solidaritéit.

À terme mussen mer awer och – a virun allem am Wuerentransport – ëmdenken, wann et ëm d'Energie geet. Duerfir sinn Investitiounsprogrammer néideg, déi d'Transporteuren encouragéieren, Camionen auszuprobéieren, déi entweder mat Stroum oder iergendwann och mat Waasserstoff bedriwwen ginn. D'Entwécklung leeft jo op Héichtouren. Nach ass de Käschtepunkt héich – ze héich. Och duerfir sinn déi Investitiounsprogrammer absolut néideg. Innovatioun an Nohaltegkeet, CO₂-Prinzipien, op déi och eis Wirtschaftspolitik an de Wirtschaftsministère sech baséiert, dat kënnen mer nëmme begrëissen.

D'Fërderung an d'steierlech Begëschtegung vu Biofuel kann och e Bäitrag fir de Klima sinn, wann –

awer nëmme wann! – déi ganz Produktioun hannendrun och nohalteg ass an ëmweltpolitesch Sënn ergétt.

Wa mer vun Energietransitivum schwätzen, da geet et awer net duer, dieselfräi Camione fueren ze loosse. Mir brauchen och d'Infrastruktur, déi d'Transitivum iwwerhaupt méiglech mécht. Lëtzebuerg ass eng Haaptverkéiersachs an Europa. Vun uewen an ënnen, lénks a riets fueren d'Camionen duerch d'ganz Land. Vill vun deene Gidder gehéieren och op d'Schinnen, mee d'Potenzial vun de Schinne läit grad bei de wäiten Distanzen. An hei ass europawäit jo awer nach immens vill nozehuelen. Et feelt un deenen néidegen Infrastrukturen op der Schinn an op der Strooss. Souwuel fir d'Camione wéi och fir d'Chauffere brauche mer eng adequat Infrastruktur, wa mer weiderhin e wirtschaftlech interessante Standuert wëlle bliewen.

Duerfir brauch den Transportsecteur engersäits Hëllef fir d'Energietransitivum hinzekréien. An anerersäits brauchen d'Chaufferen déi schonn ugeschwaten adequat Aarbechtsbedéngungen. Se brauchen Infrastrukturen, déi se an hirem Beruff ënnerstëtzen an déi human sinn. Dat heescht: méi securiséiert Raststätten, genuch Ofstellplaz fir Camionen, genuch Plazen, wou d'Chaufferen hir Paus maache kënnen, wou se sech wäschen, wou se schloufe kënnen. Soulaang d'Chaufferen net dat do kréien, wat se brauchen, soulaang wëll och keen dee Beruff ausüben. Soulaang hu mer e Problem am Transportsecteur. Dat huet net nëmme Konsequenze fir d'Wirtschaft allgemeng, mee eeben och op d'Aarbechtsplazen, déi do drun hänken.

Als Konklusioun also: Mir sinn éischtens fir direkt Hëllefen ënner bestëmmte Konditiounen, fir d'Präishaussen vum Spritt ofzefiedere; zweetens fir Investitiounsprogrammer fir den Transporteuren ze hëllefen, op Elektrocamionen ëmzeklappen, respektiv op waasserstoffgedriwwen Gefierer; drëttens fir d'konsequent Ausbaue vum Schinnereseau fir déi laang Distanzen; a véiertens natierlech fir anstänneg Aarbechtskonditiounen fir d'Chaufferen.

Aleng léist Lëtzebuerg d'Problemer vum Transportsecteur sécher net. Dat ass richtig. An awer dierf dee Secteur mat senger Betriber, mat senger Leit net wéi e Steifkand behandelt ginn. Dat géif jiddefalls net zu engem Standuert Lëtzebuerg passen, dee sech mat multimodalem Hub a Logistikexpertisen weiderhi wëllt en Numm maachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Closener. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Jessie Thill. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Här President, Här Minister, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wollt ech dem Här Spautz Merci soe fir dës Heure d'actualité.

Am Transportsecteur sinn etwa 17 %, also all fënneft Plaz, hei am Land net besat. Dëst obwuel d'Salären ëmmer weider klappen. Schold doru si schlecht Aarbechtskonditiounen an en allgemeng éischter schlechte Ruff vum Secteur wéinst onprevisibelen Aarbechtszäiten, vill Stress a wéineg Unerkennung vun hirer wichteger Aarbecht.

Während der Pandemie hu mir gespuert, ewéi wichtig dës Secteur ass, fir ons Regaler an de Supermarché gefëllt ze halen. D'Tendenz vum Mangel u Camionschauffere war an onsen Nopeschlänner schonn éischter vill méi staark ze spieren, well mir duerch ons méi

héich Salairen an der Groussregioun awer interessant waren.

66 % vun de Camionneuren, déi fir Lëtzebuergesch Transportfirmen fieren, si Frontalieren a befanne sech elo, wéi den Här Spautz et richtig gesot huet, duerch eng europäesch Direktiv an där kokasser Situatioun, datt se duerch hiren Job vill an hiren Heemechtslänner ennerwee sinn an esou och do besteiert a krankeverséichert ginn, obwuel se fir e Lëtzebuergesche Patron schaffen.

Änlech ewéi beim Teletravail mussen hei déi zoustänneg Ministeren hir Beméiunge verdéiwen, fir mat eisen Nopeschlänner en Accord ze fannen, fir dës Situatioun ze léisen.

Mat den aktuellen Energie- a Sprittpräisser schmélzen d'Margë vun den Transporteuren. Dofir gouf am Tripartite-Accord zréckbehalen, fir och ze analyséieren, fir den Transportsektor vu Marchandisé mat enger Aide ze ennerstëtzen. Mee fir durabel onofhängeg ze gi vu schwankende Sprittpräisser, gëtt et just eng Léisung, op déi ech elo nach méi ausféierlech wëll agoen, an zwar e fossillfräien Transportsektor.

Den Transportsektor huet 2021 65 % vun onsen CO₂-Emissiounen hei zu Lëtzebuerg ausgemaach. Dofir ass et wichteg, datt dëse Sektor seng sektoriell Ziler, déi am Kader vum Klima- an Energieplang identifizéiert goufen, erreicht. D'Zil fir de Wuerentransport ass et, de gesamte Sektor ze dekarboniséieren. Bis 2030 sollen d'Emissiounen ëm 57 % reduzéiert gi par rapport zu 2005.

Et geet also drëms, vum knaschtege Verbrenner hin zu Waasserstoff an Elektro ze wiesselen.

Virun e puer Woche war ech, zesumme mam Paul Galles, op der Sustainability Week vum „Economist“ zu London, wou enner anerem eng Rei Vertrieeder aus den Industrien hir Vuë fir d'Zukunft presentéiert hunn, wat grad gutt oder schlecht leeft, wat se brauchen, wou se higinn a wat se fir d'Transitioun a Richtung Klimaneutralitéit brauchen, fir déi gemeinsam hinzekréien.

Firwat erzielen ech dat elo hei? Ma well do och eng Firma geschwat huet, déi eebe Camion fir Transportfirmen baut. A wat den Här sot, war ganz interessant. Éischtens: Bei dëser grousser Firma setzt een an Zukunft bei de Camionen gréisstendeels op elektresch Camionen an net op Waasserstoff. Zweetens hu se sech sellwer d'Zil gesat, bis 2040 komplett, zu 100 %, fossillfräi ze sinn.

E kloer Message, deen och vun hinne kouw, war, datt ee kloer politesch Linne brauch, fir datt d'Industrie an d'Fuerschung schnell an effikass virukommen, a wéi wichteg och e gewëssene Carbon Pricing ass, fir datt den Hiersteller hir Clienten – an dësem Fall d'Logistik-Beriber – och hiert Verhalen änneren an ëmklammen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Natierlech mussen awer och d'Transporteuren ennerstëtzt gi beim ëmklammen. Hei sinn ech frou, datt an der Tripartite festgehal gouf, en Aidëregimm en place ze setzen, fir d'Entreprises dobäi ze ennerstëtzen, wa se op Elektresch ëmklammen.

Interessant ass et an enger éischter Etapp, besonnesch ëm d'Stad an déi sougenannte „last mile“ elektresch ze fieren. A fir déi weider Etapp wäerte grouss Opluedinfrastrukturen ëm eis Autobunne warscheinlech gebraucht ginn.

Oft gëtt bei Elektrocamionen och d'Fro mat der Capacitéit, respektiv der Reechwäit gestallt. Ma d'Heavy-Truck-Batterien, déi a Camionen agesat ginn, si ganz

effizient. Interessant ass hei, datt wann d'Batterie eng Kéier net méi effizient genuch sinn, fir am Camion benotzt ze ginn, well se zum Beispill e gewëssenen Alter hunn, kënnen se nach ëmmer weider genotzt ginn, fir zum Beispill Energie aus erneierbaren Energien ze stockéieren. Dëst Beispill weist, wéi wichteg den Ausbau vun der Économie circulaire ass an datt se och „good for business“ ass.

Ofschléissend géif ech gäre soen, datt den Transportsektor, certes, net ëmmer dee beschte Ruff huet an och fir vill Emissiounen verantwortel ass. Esou ass et awer e wichtege Sektor, dee mir brauchen. A wou mir mussen gemeinsam dru schaffen, fir e méi nohaltig a fit fir d'Zukunft ze maachen, mat fairen a méi attraktiven Aarbechtskonditiounen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Thill. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, fir unzefänken, dem Här Marc Spautz Merci ze soe fir dës Aktualitéitsstonn zu dësem dach wichtege Thema.

Mir liewen haut an enger, kann ee soen, aarbechtsopgedeelter Gesellschaft. An d'Liewensoder vun esou enger Gemeinschaft ass nun emol d'Logistik. Et muss een och feststellen, datt ... Ech hu jorelaang an enger Fabrick geschafft, a fréier war et d'Lager an de Fabriken, haut si se op de Stroossen. Ech mengen, dat dréit och derzou bäi, datt ëmmer méi Stress opkënnert an ëmmer méi onmenschlech Saachen do mussen gemaach ginn.

Wann dës Liewensoder verstoppt, da stierft de Wirtschaftskierper oder e kritt ferm den Houscht, wat en Afloss huet op eis Économie. Dat sinn d'Follge vun der weltwäiter Globaliséierung, wou Wuere vun all Aart, ob grouss oder kleng, iwwert d'hallef Welt transportéiert ginn.

Mee wéi sou dacks sinn et déi einfachst Saachen, déi gären am séierste vergiess ginn oder net genuch respektéiert ginn. A mir gesinn hei effektiv eng Tendenz, déi riskéiert, datt eis logistesche Liewensoder lues awer sécher zu engem Problem gëtt.

Jo, mer verfüge mam Findel a mam Beetebuurger Logistik-Zenter iwwer eng ganz performant international Loft- an Zuchverbindung, mee weeder den Zuch nach de Fliger bréngen d'Liewensmittel bei de Supermarché, de Bensinn op d'Tankstell, d'Mëllech an d'Molkerei, net ze schwätze vun all deenen anere Matière, déi uechtert d'Land gebraucht ginn. A wat nei ass: déi Päckzouliwwerer, déi déi lescht Joren duerch den Onlineservice ëmmer méi opkommen. An dann därefer mer och eppes net vergiessen: den internationalen Transport.

Fir all déi Saache brauche mer en effizienten Transport iwwert d'Strooss. An hei hu sech an de leschte Jore grouss Chantieren opgemaach, an zwar an dräi Beräicher: éischtens emol e Mangel u qualifiziertem Personal, eng steierlech Iwwerbelaschtung oder Onsécherheet deelweis, eng technikefeindlech a bürokratesch Belaschtung.

Den Impakt vun esou engem Personalmanktem konnte mer d'lescht Joer androcksvoll bei eise brittesche Kolleeg gesinn. Schonn am Januar hat d'„Lëtzebuurger Wort“ d'Gefor vu brittesche Verhältnissen hei am Land thematiséiert, wouropshi mer der Regierung eng deementspriedend parlamentaresch Fro gestallt haten. D'Antwort war leider e bëssen ernüchternd an d'Situatioun huet sech duerch d'Ukrain-Kris méttlerweil leider nach verschäerft. Méttlerweil feelen a ganz Europa ronn 400.000 Camionschaufferen.

Géint de Mangel u qualifiziertem Personal hëllef laangfristeg nëmmen eng performant Ausbildung an en attraktiv Berufsbild. A ville Länner gëtt méttlerweil diskutéiert, de Walalter op 16 Joer erfrozesetzen. Och dat gouf dës Woch schonn zu Lëtzebuerg diskutéiert. Just wann et drëm geet, fir groussjäreg Matbierger um Wee fir an hiert Berufsliewen ze erlaben, eng Aarbechtsmaschinn ze benotzen, da scheie mer eis, dëst virum Alter virun 21 Joer zouzeleossen. Ausname kënnen wuel gemaach ginn an dat mécht dann och eng zousätzlech Formatioun zu Suessem, wat keng schlecht Saach ass, mee och hei mussen mer feststellen, datt dës Capacitéiten un hir Grenze stoussen. An do ass och dann en Hemmschong dran.

Mir géifen eis als ADR duerfir freeën, wa mer an den nächste Méint eng Debatt kéinte kréien, fir de Beruff vum Camionschauffer an eng diploméiert Ausbildung als Logistikhandwierk ze iwwerféieren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Dëst wier awer eng Moossnam, déi fréistens an e puer Joer kéint gräifen, während mer och kuerzfristeg Ofhëllef mussen leeschten.

Wéi kann awer de Beruff méi attraktiv maachen, ouni de Sektor ze belaschten?

Et bleift eng lescht Méiglechkeet: D'Erhéijung vun der Transportcapacitéit pro Chauffer, mam Asaz vu sougenannte Gigaliner. Nieft dem éischte Gewënn beim Transportvolumen kéinten d'Firmaen hir Transportkäschte méi oder wéineger zu 30 % reduzéieren.

Mat Recht, an dat wëlle mer och ganz kloer soen, gëtt drop higewisen, datt eis Landstroossen an eis Uertschaften net op den Asaz vun esou Gefrier ausge-riicht sinn. Dat ass ganz kloer. Mir wollten awer eng testweis Zouloosung vun den Eco-Combien op enger ausgewielter Streck mat dem Beetebuurger Logistikzenter an dem Findel. Hei ass den Här Minister ons eng konkret Äntwert schëlleg bliwwen.

Wéi an enger Rei vu Presseartikelen ze liese war, sinn eis Partnerlänner aus der Benelux schonn 2015 an 2016 mat enger textlech fäerdeger Offer un eis erugetrueden, fir déi Camionen, op Basis vun enger Ausnameregelung, EU-wäit gesinn, an engem gemeinsame Pilotprojet ze testen. Just, souwäit mir informéiert sinn, huet eise Minister deen Accord net ginn. An an deem Sënn do, géife mer eng Motioun deponéieren, déi deem géif Rechnung droen.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– *Lëtzebuerg, wéi och vill aner EU-Länner enner engem akute Manktem u Camionschauffere leit;*

– *de finanzielle Spillraum vu ville Firmaen, fir méi attraktiv Aarbechtskonditiounen ze bidden, opgrond vun den héije Käschteverpflichtunge vis-à-vis vum Staat staark ageschränkt ass;*

– *eng erhéicht Ausbildung vu Camionschaufferen néideg ass, awer réischt laangfristeg Ofhëllef leeschte kann,*

ass sech bewosst, datt

– *eng kuerzfristeg Deelléisung an der Erhéijung vum Transportvolumen pro Chauffer läit;*

– *duerfir déi am Ausland schonn zougeloossen Eco-Combien eng wichteg Roll spillen;*

– *dës Gefrier d'Käschte vun eisen Entreprises ëm bis zu 30 Prozent reduzéieren an domat neie Spillraum fir méi attraktiv Aarbechtskonditiounen erméigleche kënnen;*

– d’Belsch an Holland eis schonn 2015/2016 eng *Participatioun un engem gemeinsame Pilotprojet* ugebuenden hunn, fir *Eco-Combien an enger Testphas* zouzeuloossen an *entsprechend Erfahrungswärter ze sammelen*;

– *dës Propositioun vum deemolegen an aktuelle Verkéiersminister ofgeleent gouf an doduerch iwwer Jore wäertvoll Zäit verluer gaangen ass*,

fuerdert d’Regierung op,

– *déi aktuell Kris als Chance ze begräifen an eis belsch an hollännesch Partner em en nodréigleche Bättrëtt zum virdu genanten Accord unzesichen, fir d’Eco-Combien hei am Land an enger Testphas zouzeuloossen an duerch entsprechend Analysen ze begleeden*.

(s.) Jeff Engelen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d’Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci. Här President, an de leschte Méint hate mer eng zimmlech spektakulär Hausse vun den Energiepräisser. An et ass evident, datt verschidden Entreprises dat ze spiere kréien. Transportfirmen, souwäit se nach ëmmer op fossill Brennstoffe ugewise sinn, sinn natierlech dorënner. Do schloe sech 20, 30, 40 oder 50 Cent méi pro Liter direkt an de Bicher nidder.

Mir hunn als déi Lénk ëmmer gesot, datt mer net dergéint sinn, den Entreprisë mat Steiergelder ënnert d’Äerm ze gräifen, wa se mat enger Situatioun konfrontéiert sinn, fir déi se näischt kënnen. Och, well dat am Sënn vum *Maintien dans l’emploi* ass. An dofir hu mir bei de Covidmesurë jo och ëmmer derfir plädéiert, datt un déi Aidé sozial Konditioune soll gebonne sinn.

Mee virun allem mussen esou Hëllef ganz geziilt konzipéiert ginn. Dat heescht: Et muss ee genee Secteur pro Secteur kucken, wien dann tatsächlech ënnert der Krisensituatioun leit, an dann op d’Ursachen hi reagéieren. Bei den Transportentreprisë wieren dat logescherweis Staatshëlfe, déi probéieren, d’Méikäschten bei de Sprittkäschten opzefänken, déi ee jo relativ einfach berechnen kann.

An d’EU-Kommissioun huet do jo och ganz wäitreechend a flexibel Méiglechkeeten opgemaach. Si huet eng ganz breet Palett vu Mesuren erlaabt, mat där ee ganz differenziéiert Hëllefprogramm hätt kënnen ausschaffen. Mee d’Regierung notzt déi Méiglechkeet just ganz begrenzt.

Am Tripartite-Accord steet just, si géif sech derzou engagéieren, d’Méiglechkeet ze analyséieren, fir dem Transport- oder dem Konstruktionssecteur eventuell Hëlfele zoukommen ze looschen. An do soe mir dann awer: Do ass awer e klengen Hic an der Argumentatioun.

An der Tripartite gëtt doriwwer gekrasch, et wier weinst den héijen Energiepräisser an de Liwwerketteproblemer duerch den Ukrain-Krich, datt mer onbedéngt mussen den Entreprises hëlfele. An amplat da genee op déi Problemer do hin ze wierken, gëtt einfach mol den Index manipuléiert an domadder mat der Strenz iwwert dat ganz Patronat gefuer. Eeben och fir d’Krisegewënner – mir ginn es net midd, dat och ze soen –, déi Rekordbenefisser erakréien esou wéi Amazon, PwC, d’Banken an och d’Cargolux. Firwat? Ma well d’Energiepräisser am Ukrain-Krich vun Ufank u just e Virwand waren, fir eng strukturell Attack op den Index ze reiden. An déi heite Regierung huet sech dunn, ouni ze zécken, zum Handlanger vun der Chambre de Commerce gemaach.

De klengen a mëttelstännege Betriber a virun allem den Handwerksbetriber oder eeben och de klengen Transportfirmen, déi tatsächlech ënnert deenen Energiepräisser an de Liwwerketteproblemer leiden, huet d’Regierung domadder och nach an de Fouss geschoss, well déi Firmen hu jo virun allem de Problem, an dat gouf och scho virdrun hei gesot, datt se keng qualifizéiert oder iwwerhaupt keng Leit fannen. A mat der Lounmanipulatioun mécht se déi Beruffer jo och nach vill méi onattraktiv.

An da wëll ech zum Schluss nach op eppes agoen: Déi Hausse vun den Energiepräisser kënn jo awer wierklech net vum Himmel gefall! Si ass vläicht elo immens brutal, well se a kuerzer Zäit kënn. Mee mir wësse weinstens zanter 40 Joer, datt mir mussen aus de fossillen Energien erausklammen, an datt et do weinst fréier oder spéider zu klammende Präisser géif kommen. Mee näischt gouf ënnerrholl oder – soe mer et emol léiwer esou – bei Wäitem net genuch, fir eis Economie dorobber virzebereeden. An elo, wou d’Kand am Pëtz läit, gëtt Pompjee gespillt!

Et ass bezeichnend, datt d’EU-Kommissioun an och d’Memberlänner elo op eemol Noutfallprogrammer fir den Ausbau vun erneierbaren Energien aus dem Hutt zauberen.

Säit och mindestens 30 Joer warnt nämlech d’Wessenschaft, datt mer eise Planéit onbewunnbar maachen. Mee dat war anscheinend net Grond genuch, fir eppes ze ënnerrhuelen. Just elo, wou et op eemol em d’Profitter vun den Entreprisë geet, elo op eemol beweegt d’Politik sech an et schéngt eppes ze bougéieren. Endlech! Virdu gouf hei gesot, kloer politesch Linne bräichten d’Entreprises. Ma ech hoffen, datt mer déi elo kréien an datt mer virukommen an den erneierbaren Energien an datt mer domadder och am Transportwiese virukommen.

Merci, fir d’Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d’Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och wa Lëtzebuerg e relativ klengt Land ass, mee wie kennt et dann net: op engem Flughafen iergendwou eng Cargolux-Maschinn ze gesinn oder wann een an d’Vakanz fiert, e Camion mat de bekannte giele Placke mat engem L drop?

Am Transportberäich ass eist Land zimmlech grouss. Zumindest vill méi grouss wéi den Territoire.

Jo, d’Energiepräisser setzen den Transportfirmen am Moment alleguerten zou. Mee et muss een awer och éierlech sinn a soen: Déi, déi virdu schonn erkannt hunn, dass et eng Klimakris gëtt an op neit Material gesat hunn, dat vill méi spuersam ass, hunn elo de Virdeel a kënnen hire Clienten déi bescht Offeren ënnerrbreen. Dat heescht, duerch déi Hausse op den Energiepräisser op der Pomp sinn elo déi am Virdeel, déi fir d’Ëmwelt schaffen.

Jo, mir Piraten hunn eis och dergéint ausgeschwat, déi 7,5 Cent den Transportbetriber ze ginn, well mer net gesinn, dass dat just reng Lëtzebuurger Betriber sinn, déi elo wäerte profitéieren, mee am Contraire. Et zitt een aus der ganzer Regioun ... jo, souguer aus Spuenie maache Leit Ëmweeër, wa se Richtung Däitschland oder Skandinavien fueren, fir elo iwwer Lëtzebuerg ze fueren, fir tanken ze komme mat deene 7,5 Cent. An elo seet ee 7,5 Cents. Nee, déi kréien och nach eng Kéier déi 17 % TVA nogelooss a si hunn Tankkaarten, mat deene se dann nach eng Kéier bis zu 10 % Remise kréien.

Wat de Personalproblem ubelaangt: Jo, d’sozial Konditiounen am Transportberäich sinn net ëmmer gutt. Et ass net, wéi der sonndes owes kënn kucke bei „Trucker Babes“, wou alles schéin ass an dat gutt funktionéiert.

(Interruption)

„Trucker Babes“, kennt Der déi Sendung net?

Et ass eng ganz flott Sendung. Ech wëll net ze vill Reklam maachen, mee et ass eng Sendung, déi op Kabel 1 leeft. Do kënn Der Fraen, déi sech fir de Beruff vum Transport entscheet hunn ... Dat leeft ganz ... Millioune Leit kucken dat an Däitschland, dat ass ganz interessant. Do kënn Der da kucken, wéi den Alldag am Transportberäich ass ...

(Brouhaha)

... an och ganz positiv duergestallt, fir de Beruff eng Kéier ... a fir ...

(Interruption)

Jo, den Titel huet Kabel 1 erausgesicht, net ech.

Mee et ass net alles esou roseg, wéi et do um Fernsee duergestallt gëtt. An deementspriedend muss ee ganz gutt op déi sozial Konditiounen oppassen. An dat duerch ganz Europa. Well wie kennt et net? Da gesäit een e Camion. Dann ass zwar hannen um Unhänger déi Lëtzebuurger Plack a vir ass awer eng aner Plack, well de Chauffer enzwousch anescht ugemellt ass an enzwousch anescht bezuelt gëtt. Dat si Saachen, do muss ee ganz kloer Reegelen treffen.

Wou mer beim Transport sinn, kommen ech awer och net laanscht d’Aviatioun. Huele mer do e ganz rezent ... Ech hat do eng Question parlementaire gestallt, dass eis national Fluchgesellschaft zum Beispill elo higaangen ass a se mécht e „wet lease“. Fir dat eng Kéier kuerz ze erklären: Si huet eng däitsch Fluchgesellschaft geholl, déi fir si d’Personal stellt, dat heescht, dat net ënnert de Lëtzebuurger Bedéngunge flitt, fir da kënnen hir Capacitéiten eropzesetzen. Dat sinn elo een, zwee Fligere. Mee dat ass, wéi am Transportberäich, e ganz grouse Risiko, well d’Cargolux huet et och schonn änlech gemaach mat Cargolux Italia, soudass een do ganz genau muss oppassen, dass een net op esou Systemer geet fir et ze emgoen, déi sozial gutt Konditiounen zu Lëtzebuerg bäizebehalen.

Wat de Busberäich ugeet, do gëtt et zwee Aspekter. Fir d’éischt ginn ech op dee vum Ausland an an op dee vum Tourismus. Well et ass och esou: Wann d’Energiepräisser an d’Luucht ginn, da wäert den Inbound – dat heescht déi Leit, déi heihinner kommen – och musse méi bezuelen. Deementspriedend wäerten et eis Restauranten, Hotelle sinn, déi deementspriedend herno manner Clienten kréien an dann och erëm virun neien Erausforderunge stinn.

Wat de lokale Busverkéier ugeet, RGTR, AVL, TICE, do hat ech rezent eng Question parlementaire gestallt, déi da jo och beäntwert ginn ass, dass do automatesch de Staat, bezéiungsweis d’Gemengen déi Upassungen iwwerrhuelen an de Kontrakter. Dat heescht, bei deenen Offeren, déi beim neien RGTR ausgeschafft gi sinn, sinn d’Entreprises direkt ofgeséichert, dass de Staat oder d’Gemengen dat iwwerrhuelen.

Dat kléngt den éischte Moment ganz gutt. A mir fannen dat och als Piraten gutt. Et ass just eng kleng Krux dran an dat ass den TICE am Süden. Den TICE am Süden, dee mat Äerdgas fiert a sech bewosst géint den Elektro entscheet huet, jo, do därfe d’Gemengen elo esou vill bezuelen. An zwar ginn d’Gemenge vun 1.200.000 op 1.800.000, déi se elo musse fir de Gas bezuelen. Dat ass eng Steigerung vu

50 %, well den TICE et verpasst huet, fréi op Elektro ze goen.

A menger Question parlementaire war ech nach méi iwwerrascht, dass den TICE tëschent ... all Woch – o, ech hat elo gemengt, et wär all Mount – 30.000 bis 35.000 Liter Diesel bestellt. Nach eng Kéier: un d'Gemengen, déi elo musse méi bezuelen duerch déi automatesch Kompensatioun, well verpasst ginn ass, den öffentliche Transport am Süden unzepassen a méi ëmweltfrëndlech ze maachen.

Wat déi kleng Päck ubelaangt: Jo, Onlineshopping ass am Moment am Trend. Do si mir Piraten ganz der Meenung, dass ee muss higoen an déi kleng Camionen herno op Elektro ëmstellen. Ech weess, et gëtt och déi Grouss, déi et elo gëtt. Et gëtt e Mann aus Amerika, dee ganz vill Elektroautoe verkeeft, deen och schon en Truck ugekënnegt huet mat 1.000 km. En ass leider nach net do. Mee dat wäert awer e Projet ginn, dee sécherlech op deenen 1.000 km immens vill Hëllef wäert.

An et gëtt en Internetgigant, deen elo, mengen ech, 100.000 Liwwerween, déi ganz elektresch sinn, an Amerika an Optrag ginn huet. Do si mir leider an Europa nach e bëssen hannendran. Dat ass och eng Fro vun der Infrastruktur. Well si hunn Trucken, kënn Der Iech virstellen, déi Der net op der Chargy-Born luet. Do brauch een d'Infrastruktur vum Réseau. Do brauch een d'Infrastruktur, mat där déi alleguerte kënnen lueden. An do ass et eeben och un der Politik, fir dat virzugesinn, wa mer wellen op eng ëmweltfrëndlech Aart a Weis den Transport organiséieren.

An ech soen och Merci dem Marc Spautz fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prises de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President an och den Deputéierte fir déi Debatt, an och dem Marc Spautz fir d'Initiativ.

Ech wäert als Éischte schwätzen. Ech sinn awer dee Kierzten. Ech soen dem Lex Merci, datt e mech virge-looss huet, well ech muss duerno op de Belval fueren, soss kommen ech do ze spët.

Ech wollt dräi Punkten opwerfen, déi an der Diskussioun elo hei wichteg waren, déi elo mech betreffen als Mobilitéits-/Transportminister. Deen Éischten ass dee vun de Konditiounen am Stroosentransport, fir iwwerhaupt ze fueren. Bon, ech mengen Dir wësst, et gëtt villen EU-wäit gereegelt. An ech kann Iech soen, ech sinn elo, jo, bal nëng Joer an deem EU-Conseil Transport, an dat ass ëmmer ee vun de ganz grouse Sträitpunkte gewiesch an deene leschte Joren: d'Organisatioun vum Giddertransport virun allem op der Strooss.

Do gëtt et och e Réss duerch Europa. Dir hutt am Fong déi osteuropäesch Länner an dann hutt Der op där anerer Säit Westeuropa, also Benelux, Frankräich, Däitschland an esou weider, déi nordesch Länner. Déi sinn ëmmer an enger Allianz, déi hat och en Numm eng Zäit, „Road Alliance“, an där d'Länner sech zesummedoen, d'Ministere sech reegelméisseg gesinn hunn, fir dann hir Positioun ze verrieden.

An natierlech louchen do oft d'Positiounen diametral géigeniwwer. Dat heescht, mir hunn natierlech eise Modell, och eise Sozialmodell, ëmmer mat verteidegt.

An natierlech virun allem déi aus Osteuropa hunn dat alles e bësse méi labber gesinn. Et sinn och vill Capacitéite vum Transport dohinner verlagert ginn.

An dann huet dat natierlech och en immensen Impakt gehat op all déi Initiativen, wéi de „Road Package“, deen nach vun der leschter Kommissioun verabschit ginn ass, an deem et ëm esou Froe gaangen ass wéi de Cabotage. Wéi organiséiere mer deen? Wat ass do méiglech? D'Infrastrukture fir d'Chaufferen, zum Beispill: Dierf e Chauffer an enger Kabinn schlofen, seng Nuecht verbréngen? Wou kënnen d'Roudeeg organiséiert ginn? Wéi oft muss e kënnen ... muss en obligatoresch heemfueren? Alles dat huet jo en immensen Impakt op d'Organisatioun an och op de Präis an esou weider vum Stroosentransport.

An och wann dee Package nach ugeholl ginn ass an der leschter Legislaturperiod vun der Kommissioun, sou ass dat natierlech nach net alles a Gesetzer gegoss ginn. Well e Package unhuelen an och ... Deen ass vum Conseil och ugeholl ginn, zwar net à l'unanimité, do hunn eng ganz Rei Länner dergéint gestëmmt – also oft gëtt jo an deene Conseile villen unanime ugeholl, mee an deem heite Beräich ass et oft net Unanimitéit, mee am Transportconseil brauch een och keng Unanimitéit, do kann ee mat enger qualifizierter Majoritéit eppes duerchbréngen –, mee dat muss elo nach an Direktive gegoss ginn. Dat ass nach wäit ewech.

An och déi Infrastrukturen – zum Beispill wou d'Camionen hir Rouzäite maachen a sou weider, wat fir e Service do gebuede gëtt, also alles méi gereegelt –, dat ass alles nach guer net en place, huet awer en Impakt op dat Ganzt.

Ech géif awer d'Chamber wierklech virdu warnen, fir déi heite Motioun vun der ADR unzuhuelen, an ech kann och erklären, firwat. Et ass och net richtig, wéi behaupt ginn ass, datt 2015/2016 Lëtzebuerg blockéiert hätt bei där Benelux-Initiativ. Wa mir blockéiert hätten, da wär se net zustane komm, well et konnt nëmme eng Initiativ si vu mindestens dräi Länner an dat heescht, ... D'Benelux sinn der bekanntlech dräi. An ouni eis Stëmm wär dat net gaangen.

Dat eenzeg, wat ech deemools gesot hunn a wat d'Lëtzebuenger Regierung wollt, ass, datt an deem Accord drakënn, datt mir kee Problem hätten, datt wann d'Hollänner an d'Belch dat onbedéngt wéilte maachen, da kéinte se dat maachen: déi XXL-Camionen do zouloossen. Mee mir géifen dat op alle Fall net maachen. Mir géifen en anere Wee wielen. Mir hätten nämlech duerfir e grouse Multimodal zu Beetebuerg gebaut. Mir wéilten éischter op de multimodale Beräich setzen, Gidder op d'Schinn, d'Camionen op d'Schinn bréngen op grouse Strecken an esou wieder, an net dat dote maachen.

An do gëtt et awer och nach ganz gutt Grënn derfir. Well wann Der dat dote maacht, esou e Camion anzesetzen, dat ass einfach. Mee dee Camion, dee muss jo emol fueren. An dann: Dir wësst jo, wéi laang déi Dénger do sinn. Dat heescht, da muss Der d'Ausfaartstroosse vun den Autobunnen esou bauen, mat de Rond-pointen – déi ginn do guer net an eis Rond-pointen –, datt dat alles vum Sécherheitsméisseg hier och funktionéiert. Dat kascht horrend Zommen. Et ass e Problem fir d'Verkéierssicherheit en général. An am Endeffekt ass et och an deene Länner, an deenen et probéiert ginn ass, bis elo kee Succès.

An Dir sot selwer hei: „2015/2016 ass et agefouert ginn.“ Wësst Der dann, wivill Projeten et da bis haut gëtt? Net schrecklech vill. Et gëtt een tëschent verschiddenen Häfen an Holland. Jo, dat ass eng riicht Streck. Do mécht dat och nach vläicht iergende

Sënn. Mee et gëtt net viles. Och déi Däitsch ..., den Här Dobrindt hat dat scho probéiert an Däitschland. Do ass bis haut nach net schrecklech vill. Déi Strecke sinn ausgewise ginn, wat do rullt. An ech soen Iech: Och am Secteur vun den Transporteure selwer ass dat extremst contestéiert. An et sinn der ... Zum Beispill zu Lëtzebuerg hunn ech mat engem gréisseren Transporteur an der Zäit geschwat, fir seng Meenung och ze hunn, an deen huet mer gesot, si wäere guer net dorun interesséiert.

Also, wannechgelift, leent déi Motioun of, well dat ass diametral eppes aneres wéi dat, wat mir verrieden an ech mengen, datt et och iwwerhaupt net funktionéiert an dat ni d'Zukunft wäert ginn.

Just nach ee leschte Saz zu den Aiden: D'Regierung huet virun zwou Wochen den Transport combiné – déi Aiden, déi mer maachen, dat sinn ongeféier 26 Milliounen d'Joer – verlängert. Dat heescht déi sinn ausgelaf. Dat heescht, elo hu mer eng nei Period ugefaangen: 2022–2026. Dat ass e wichteg Instrument vun deenen Aiden. Dat si mat déi eenzeg Aiden an deem Sënn, déi méiglech sinn an Europa, déi also am Aklang si mat den europäeschen Texter. An déi hëllefen eis finanziell mat, datt mer kënnen d'Camionen op d'Schinn bréngen an ëmgedréit oder och vum Schëff op d'Schinn an den Transbordement besser hikréien.

Duerfir sinn déi Aiden immens wichteg an déi ginn och ëmmer ganz gutt genotzt. Et sinn och ëmmer méi Lëtzebuenger Firmen, déi sech Waggonen uschafe vun der Eisebunn, fir mat op dee Wee ze goen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. An d'Wuert geet direkt weider un den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | Merci villmools, Här President. Loosst mech, fir unzefänken, dem Här Spautz Merci soe fir dës Heure d'actualité, well et ass e ganz wichtege Secteur, deen ëmmer erëm emol kéint vergiess ginn. Dofir ass et och ganz interessant, dass en hei eng Kéier opbruecht ginn ass, an dass och wierklech Defie virun deem Secteur stinn.

Et ass esou, dass natierlech de Secteur vum Transport – an et ass vun e puer Riedner ugeschwat ginn – sech ënnerdeelt an den Transport vun 2,5 Tonne bis 3,5 Tonnen, iwwer 3,5 Tonnen, den nationalen, den internationalen, den Transport de marchandises op der Strooss, de Persounentransport. Et gesäit een also, dass et e ganz breede Secteur ass.

Wa mer just vum Secteur vun dem Transport de marchandises par route schwätzen, schwätze mer vun enger ronn 11.000 Mataarbechter, déi an deem Secteur sinn. Wa mer vum Transport de personnes schwätzen, deen den RGTR-Réseau plus natierlech – sou wéi et och vum Här Goergen ugeschwat ginn ass – alles, wat d'Touristebusser sinn hei zu Lëtzebuerg, ëmfaasst, schwätze mer vu ronn 4.500 Mataarbechter. Wa mer dann nach dee ganze Secteur vun der Logistik kucken, deen hei jo nach net direkt ugeschwat ginn ass, deen awer ganz wichteg ass, grad an deesen Zäiten – ech wäert duerno nach op d'Digitaliséierung kommen, bei där et och wichteg ass, Aidé kënnen ze maachen, fir kënnen ze funktionéieren –, schwätze mer och do nach eng Kéier vu ronn 8.000 Mataarbechter, déi an deem Secteur sinn.

Dat heescht, et sinn iwwer 22.000 Mataarbechter hei zu Lëtzebuerg, iwwert déi mer haut de Mëtte schwätzen.

Dass et eng Problematik gëtt, dass et Problemer gëtt, ... Mir hu während der Kris driwwer geschwat,

dass grad dëse Secteur Schwieregkeeten huet, well Liwwerketten ënnerbrach gi sinn. An do geet et wéi an engem Zännrad: Wann een Zant am Zännrad gebrach ass, ma dann ass e ganze Problem bei der Chaîne d'approvisionnement, déi hannendru kënn.

Den Här Spautz huet vum „just in time“ geschwat. Ma genau do si jo déi Diskussiounen, déi gefouert ginn: Wann ee Camionschauffer enzwousch feelt, dann ass op där anerer Säit e Camion, deen net ukënn, d'Marchandise, déi net do ass, wouduerch eng ganz Chaîne de production hannendru ka gestéiert ginn.

Do gesäit een, wéi wichteg de Secteur net nëmme fir Lëtzebuerg, mee natierlech awer ganz besonnesch fir Lëtzebuerg, awer och fir déi ganz Wirtschaft en général ass.

Da schwätze mer natierlech och an deenen heiten Diskussiounen vum Beetebuurger Hub, dee kreéiert ginn ass, fir eebe grad do scho vun der Strooss op d'Schinnen, vun de Schinnen op d'Strooss, ... fir déi „last mile“, also fir déi lescht Kilometeren nach kënnen ze maachen. Do gesäit een, dass et e Projet ass, dee ganz gutt fonctionéiert. Mee och do ass et eebe wichteg, déi néideg Hëllefstellungen ze ginn, wéi den Här Bausch et och grad erkläert huet, och do kënnen déi néideg Aiden ze ginn.

Virdrun ass geschwat gi vum Accord tripartite, wou och do ... Ech mengen, et war d'Madamm Thill, déi et nach eng Kéier ugeschwat huet: Energie an Ekonomie, wéi kann een déi zwou Saache matenee verbanen, fir och do eng Dekarboniséierung ze maachen? Well de Secteur steet an Zukunft viru groussen Defien. Wéi kréie mer d'CO₂-Emissiounen bis 2030 hin? Ma dat geet nëmme, wa Bornen ... An ech weess, dass do den Energieministère an de Wirtschaftsministère amgaange sinn, drun ze schaffen, fir op strateegesche Plaze laanscht d'Haaptachse scho kënnen elektresch Bornen ze setzen, déi natierlech anerer si wéi déi, déi ee vläicht doheem am Garage huet, bei deenen et fënnef Stonnen dauert, bis en Auto opgelueden ass.

Mee natierlech kann ee sech virstellen: Wann e Camion muss opgeluede ginn an deen och muss e puer Kilometer fueren, muss dat eng ganz aner Stärkt hunn, vun enger ganz anerer Puissance sinn. An do huet och de Staat seng Responsabilitéit. An do ass och amgaangen, dru geschaff ze ginn.

Da wëll ech natierlech ganz kuerz awer nach op déi néideg Hëllef angoen. De Framework gesäit verschidden Hëllef vir. Dat eent, wéi et och am Accord tripartite steet fir energieintensiv Betriber – ech wëll net op den Detail angoen, well et ganz komplex ass. Et si méi wéi 3 % vun dem Chiffre d'affaires op den Energiepräis, deen un d'Energiekäschte gebonnen ass. Bei enger Augmentatioun vun esou vill Prozent kann een esou vill Prozent kréien. Dat ass eng Hëllef, déi sech net direkt un d'Transporteurs adresséiert.

Op där anerer Säit: eng Aide, déi Lëtzebuerg awer gemaach huet, dat ass de Surcoût vum Gasoil, also de Surcoût, deen do op se duerkënn. Do ass Lëtzebuerg mat eent vun deenen eenzege Länner an der EU, dat déi Aiden do en place setzt. Et gëtt Modeller wéi a Frankräich zum Beispill, wou pro Camion eppes „one shot“ ausbezuelt gëtt. Hei zu Lëtzebuerg geet et drëm, do eeben aner Aidë kënnen en place ze setzen, fir den Transporteurs direkt kënnen ze hëllef.

Wat awer ganz wichteg ass, an domat wëll ech och ofschléissen, Här President, dat ass déi Saach vun der Digitaliséierung. Wa mer vun der Logistik an de Betriber schwätzen, schwätze mer natierlech och vu Leerfaarten. Wa mer dat Ganz nach digitaliséiert kréien, wou am Moment de Secteur ausgeschloss ass. Dat heescht, an der Loi PME ass de Secteur vun den Transporteurs ausgeschloss. Och do gëllt et awer, d'Gesetz unzepassen, dass verschidde Voleten, och déi Sociéité kënnen gehollef kréien. Zum Beispill an der Digitaliséierung, fir och do kënnen verschidde Programmer en place ze setzen, dass Leerfaarte vermidde ginn, dass de Wee direkt gekuckt gëtt an dee Wee, op deem een am meeschten Energie spuert, dann och ka geholl ginn a sou weider.

Ech wëll en tout cas nach eng Kéier Merci soe fir dës Heure d'actualité.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mëtzelstandsminister Lex Delles.

Motion 1

Mir kënnen dëse Punkt awer net ofschléissen ouni iwwert d'Motioun, déi vun der ADR deposéiert ginn ass, ze befannen. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergäifen?

Da kënnen mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 56 Neestëmme ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Marc Spautz), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Félix Eischen), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Lydia Mutsch), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass fir den 2. Juni virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.06 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Recyclage	6351	Fernand Kartheiser, Fred Keup	94	Phosphore dans les stations d'épuration	6408	Gusty Graas	97
Consommation de tabac	6352	Nancy Arendt épouse Kemp	94	Accès universel aux moyens de contraception	6410	Mars Di Bartolomeo, Cécile Hemmen	97
Mesures de protection contre les inondations	6368	Martine Hansen, Paul Galles, Aly Kaes	95	Épisodes de grande chaleur et plan national canicule	6443	Marc Hansen	98
Disponibilité des lits d'hôpitaux	6404	Léon Gloden, Max Hengel	96	Épidémie de bronchiolite	7378	Sven Clement	99
Contraventions pour non-conformité de véhicules en matière d'équipements techniques	6407	Mars Di Bartolomeo	96	Troubles au Pérou	7394	Laurent Mosar	99

Recyclage | Question 6351 (15/06/2022) de M. Fernand Kartheiser | M. Fred Keup (ADR)

An engem Reportage, deen de 17. Mee am Journal op RTL ausgestraalt gouf, huet et geheescht, datt an de Recyclingzenteren an Zukunft nees verstärkt Gidder an de Wirtschaftskreeslaf sollen zeréckfléissen. Am besote Reportage gëtt d'Beispill vum SIVEC zu Schëffleng genannt, wou 70 Tonnen u Gebrauchsgéigestänn, déi anescht thermesch verwäert gi wieren, un nei Proprietäre weidergereecht goufen. Als Bierger geet een awer dovun aus, datt den Offall, deen ee fir de Recycling zortéiert, souwisou gréisstendeels fir d'Hierstellung vun neie Produite verwennt gëtt.

An deem Zesammenhang géife mir der Madamm Ëmweltminister gäre dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi eng Offäll a wéi enger Quantitéit (ausgedréckt an Tonnen) während de Joren 2010–2021 zu Lëtzebuerg getrennt vuneneen agesammelt goufen a wéi vill Tonnen dovun nei verwäert goufen? Kann d'Madamm Minister preziséieren, op wéi eng Manéier(en) déi Materialien, déi net méi konnten nei verwäert ginn, entsuergt goufen a firwat?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi vill CO₂ duerch déi eenzel Aarbechtsschritt vum Recyclingprozess fräigesat gëtt a wéi vill Energie souwéi rar Ressourcen duerfir mussen agesat ginn? Lait der Madamm Minister eng Vergläichsetude vir, wéi dësse Bilan sech presentéiert, wann d'Materialien zerzéiert (thermesch verwäert) gi wieren an déi entspriechend Produiten hätte missen nei hiergestallt ginn, fir de reellen Ëmweltgewinn ze berechnen? Falls net, firwat net?

Réponse (10/08/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Tabell gëtt en Iwwerbléck iwwer verschidden Offallfraktiounen, déi an de Joren 2010–2020 an den Haushalter separat agesammelt goufen. D'Quantitéit ass an Tonnen uginn an iwwert de kompletten Zäitraum vun 2010–2020 summéiert. Pro Offallfraktiounen ass a Prozent uginn, wéi vill vun dem Offall an deem Zäitraum stofflech verwäert ginn ass, a wann dat net Fall war, energeetesch verwäert oder eliminiéiert ginn ass. D'Problemstoffer, also problematesch a geféierlech Offäll, sinn och nach eng kéier a verschidden Ënnerfraktiounen opgedeelt. Fir net op all Offallfraktioun eenzel anzugeen, sinn an der Tabell fir déi Offallfraktioun „Problemstoffer“, d'stofflech an energeetesch Verwäertung mat 0–100 % markéiert, well

déi Wäerter jee no Ënnerfraktioun ganz ënnerschiddlech sinn.

Net ëmmer kann eng Offallfraktioun komplett stofflech verwäert ginn: Verschmutzungen, Fiichtegkeet oder aner Eegenschafte vum Offall kënnen dozou féieren, datt Dealer vun der Offallfraktioun entweeder mussen energeetesch verwäert (Verbrennung mat Gewënnung vun elektrescher an thermescher Energie) oder eliminiéiert mussen ginn. Dat géif zum Beispill bei Offallfraktiounen wéi dem Pabeier a Kartong, Glas a Plastikere kënnen zoutreffen. An anere Fäll kann eng Offallfraktioun net stofflech verwäert ginn, wann en Acteur am Ëmfeld vu Lëtzebuerg feelt, deen e spezifesch Recyclingprozess fir déi Offallfraktioun ubitt.

ad 2. Obwuel fir déi verschidden Offallstréim erfaasst gëtt, a wat fir enge Recyclingprozesser wéi eng Zort Offäll recycéléiert ginn, leie keng spezifesch Donnéeë vir iwwert d'CO₂-Emissiounen bei den eenzelen Aarbechtsschritt vun eenzele Recyclingprozesser, an deene Lëtzebuerger Offäll behandelt ginn.

Fir de Recyclage ze promovéieren, huet d'Europäesch Kommissioun Recyclingsquote festgeluecht, déi d'EU-Memberstaate mussen anhalen. Sou schreift d'Offalkaderdirektiv 2008/98 vir, datt fir Déchets municipaux (Siidlungsoffäll) an Zukunft ëmmer méi héich Recyclingsquote mussen erfëllt ginn. Donieft ginn et och esou Recyclingsquote fir Verpackungen an Elektroschrott.

Der Kommissioun hir Bestriewungen, fir de Recycling vu verschiddenen Offäll ze promovéieren, sinn en ligne mat enger Rei Studien, déi vergläichen, wéi vill Zäregasemissionen bei wéi enger Zort Recyclingprozesser am Verglach zu enger thermescher Verwäertung kënnen agespuert ginn. Als Beispill gouf bei esou enger Etude vun der ADEM berechent, datt bei enger thermescher Verwäertung vu PET 733 kg CO₂e/t kënnen agespuert ginn, bei engem Recycling awer 3.062 kg CO₂e/t.¹

Donieft ginn et och eng Rei Life Cycle Assessment Studien, déi beleeeën, datt am Allgemengen de Recycling ëmwelttechnesch favorabel ass vis-à-vis vun der thermescher Verwäertung.²

¹ https://bilans-ges.ademe.fr/documentation/UPLOAD_DOC_FR/index.htm?emissions_evitees.htm

² Life cycle assessment of the waste hierarchy – A Danish case study on waste paper <https://www.sciencedirect-com.proxy.bnl.lu/science/article/pii/S0956053X06002674>
Life cycle assessment for waste management <https://www.sciencedirect-com/science/article/abs/pii/S0956053X06000578>
<https://wrap.org.uk/resources/report/environmental-benefits-recycling-2010-update#download-file>

Consommation de tabac | Question 6352 (15/06/2022) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

Laut enger rezenter Studie stierwen zu Lëtzebuerg all Joer 1.000 Leit un de Follge vum Tubakskonsum. Wéi verschidde Studie bewisen hunn, huet d'Produktioun vun den Zigarette wéinst dem enorme Ressourcéverbrauch och Konsequenze fir d'Ëmwelt. Derbäi kennt, datt d'Natur duerch Zigarettestëmp verknascht gëtt. An trotzdeem geet den Tubakskonsum weider erop, virun allem bei de jonke Leit. An dësem Kontext géif ech gär follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Kënn Dir d'Zuele vun der Etude vu Fondation Cancer confirméieren?

– Wéi gesäit d'Entwécklung an den eenzelen Alterskategorien aus?

2. Wat wëllt d'Regierung géint dës Entwécklung maachen?

3. Envisagéiert d'Regierung en Eropsetze vun den Tubakspräisser, esou wéi dat och an anere Länner zum Deel gemaach gëtt?

4. Envisagéiert d'Regierung eng Verschäerfung vum Antitubaksgesetz?

5. Wéini trëtt den neie „Plan national de lutte contre le tabagisme“ a Kraaft?

6. Wéi vill kascht zu Lëtzebuerg all Joer d'Entsuergung vun den Zigarettestëmp?

Réponse (18/08/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

ad 1. Follgend Etudë renseignéieren zu Lëtzebuerg iwwert déi national Tubaksprävalenz:

1) D'Etude HBSC (Health Behaviour in School-aged Children), déi vun der Weltgesundheitsorganisatioun ënnerstëtzt gëtt, analyséiert d'Gesondheetsverhale vun engem Echantillon vu 7.000 Kanner a Schüler zu Lëtzebuerg. Lëtzebuerg hält zënter 2006 un dëser Etude deel, déi all véier Joer stattfënnt. D'Froen vum Questionnaire si streng harmoniséiert tëschent all de Länner, déi un der Etude deelhuelen an d'Konditiounen vun der Etude sinn déi selwecht fir all Land, esou dass d'Resultater tëschent all de Länner verglach kënnen ginn.³

Unhand vun der Etude HBSC (Tab. 1) gesäit een, datt d'Prozentuel vu der Etude HBSC, déi nach ni gefëmmt

³ HBSC_Endbericht_2018_Web.pdf (uni.lu)

hunn, zanter 2010 ëmmer méi an d'Luucht geet. 2018 haten 78 % vun de Jonken nach ni gefëmmt. D'Zuele fir 2022 sinn nach net disponibel.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Am Tableau heidrënner gëtt d'Liewensprävalenz vum Fëmmen no Alter a Geschlecht zu Lëtzebuerg am Joer 2018 duergestallt. D'Liefzäitprävalenz vum Fëmmen no Alter a Geschlecht gëtt Opschloss doriwwer, wéini d'Jongen an d'Meedercher mat Fëmmen ufänken. Dës Informatioun kann hëllefriich si fir festzeleeën, vu wat fir engem Alter un d'Präventiounsarbecht fir déi Jonk entaméiert soll ginn. Fir d'éischt sief emol gesot, dass d'Entwécklung vun deenen zwee Geschlechter ganz änlech verleeft. Esouwuel bei de Jonge wéi och bei de Meedercher ass den Undeel vun deenen, déi scho mat 11 respektiv 12 Joer gefëmmt hunn, ganz geréng. Vun 12 bis 13 Joer respektiv vun 13 bis 14 Joer verduebele sech d'Zuelen awer, soudass ronn 20 % vun de 14-Järege scho gefëmmt hunn. Am Alter vu 14 bis 16 Joer klammen d'Zuelen ëm ongeféier 5 % pro Joer, fir dann tëschent 16 a 17 Joer däitlech méi staark ze klammen. Kuerzgefaasst kann een a Prozenter ausgedréckt soen, dass déi gréissten Hausse bei den 13- a 14-Järege an de 16- a 17-Järege ass.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Den Tableau heidrënner weist, dass am Verglach mat anere Länner Lëtzebuerg ënnert der Moyenne bleift, an dass d'Prävalenz sech säit 2014 bis 2018 ëmmer nees gebessert huet par rapport zu den Etudé vun de Jore virdrun (Exceptioun 11 Joer [F] vun 2014 op 2018).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Etude fir d'Joren ab 2019 gëtt aktuell duerchgefouert an d'Resultater sinn nach net disponibel, mee missten am Laf vum Joer 2023 erauskommen.

2) Étude annuelle TNS ILReS sur le tabagisme au Luxembourg vun der Fondation Cancer, op engem Echantillon vu +/- 3.000-3.200 Leit am Alter vu 16+⁴.

3) D'europäesch Etude EHIS (European Health Inquiry Survey)⁵ analyséiert d'Fëmmgewunnechte vun der Populatioun ab 15 Joer. Lëtzebuerg huet 2014 an 2019 un dëser Etude deelgeholl; ab 2019 wäert dës Etude all sechs Joer duerchgefouert ginn.

Duerch d'Standardiséierung vun de Froen tëschent de Participanten erlaabt d'Etude EHIS, genausou wéi och d'Etude HBSC, ee Verglach vun de Resultater tëschent de Länner⁶.

Am Verglach mat der Etude vun der Fondation Cancer ginn et bei der Etude vun EHIS Divergenze fir d'Joer 2019, déi mir net erkläre kënnen, mee warscheinlech op eng ënnerschiddlech Methodologie zéréckzeféiere sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Effektiv weisen déi zwou Etuden am Joer 2014 änlech Wäerter mat respektiv 14,6 % reegelméisseg Fëmmerte fir d'Etude EHIS a 15 % reegelméisseg Fëmmerte fir d'Etude Fondation Cancer. Am Joer

⁴ Enquête Fondation Cancer 2014 : <https://sante.public.lu/fr/publications/t/tabagisme-luxembourg-2014/tabagisme-luxembourg-2014.pdf> Enquête Fondation Cancer 2019 : Enquête tabagisme 2019 : Le Luxembourg ne parvient pas à enrayer le tabagisme – ma vie sans tabac

⁵ EUROPEAN HEALTH INTERVIEW SURVEY (EHIS) 2014-2019 : <https://sante.public.lu/fr/publications/e/ehis-tabac-alcool-consommation2019.html>

⁶ <https://ec.europa.eu/eurostat/en/web/products-manuals-and-guidelines/-/ks-ra-13-018>

2019 gesäit een dann, dass d'Wäerter komplett divergéieren an an entgéintgesate Richtunge ginn, mat enger Baisse vun de reegelméisseg Fëmmerten op 11,4 % fir d'Etude EHIS an anerersäits eng Hausse op 17% fir d'Etude Fondation Cancer.

Laut der Etude vun der Fondation Cancer läit den héchsten Taux vu Fëmmerte mat 37 % bei de 25 bis 34-Järege. Doriwwer eraus constatéiert d'Etude vun der Fondation Cancer eng Hausse an all den Alterskategorien⁷:

- 18-24-Järeger: Hausse vun 12 %
- 25-34-Järeger: Hausse vu 6 %
- 35-44-Järeger: Hausse vu 25 %
- 45-54-Järeger: Hausse vun 12 %
- 55-64-Järeger: Hausse vun 10 %

D'EHIS Donnéeën weisen, dass an de Joren 2014 an 2019 den Undeel vun de Fëmmerte jee no Alter variéiert huet an ab 65 Joer weesentlech erfrogeet. Tëscht 2014 an 2019 konnt Lëtzebuerg an all Altersgrupp eng Tendenz no ënnen opweisen⁸.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Am Verglach mat den aneren EU-Länner variéiert den Undeel vun de Fëmmerte jee no Alter a geet ab 35 Joer erof, zu Lëtzebuerg an och an der EU⁹.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Eng nei Etude EHIS soll viraussichtlech nees 2025 zu Lëtzebuerg duerchgefouert ginn.

ad 2. De Plan national de santé, deen amgaangen ass ausgeschafft ze ginn, wäert am Kader vun der Präventioun och gezielte Aktiounen virgesinn, déi eng Reduktioun vum Undeel u Fëmmerte viséiert. Méi spezifesche Informatiounen dozou wäerten am Kader vun der Presentatioun vum Plan national de santé public gemaach ginn.

ad 3. D'Regierung huet zanter dem Akraafttriede vum Accisegesetz 2011 d'Besteuerung vum Tubak all Joer eropgesat. Esou ass d'Minimumbesteuerung bei den Accisen op den Zigarette vun 98 Euro pro 1.000 Zigarette fir d'Joer 2011 op 124 Euro pro 1.000 Zigarette fir d'Joer 2022 eropgaangen an d'Minimumbesteuerung bei den Accisen op dem Tubak vu 24,82 Euro pro Kilogramm fir d'Joer 2011 op 58,50 Euro pro Kilogramm fir d'Joer 2022 eropgaangen. Mat der Besteuerung sinn och d'Präisser vun den Zigaretten an dem Tubak all Joers an d'Luucht gaangen.

D'Regierung wäert weider reegelméisseg d'Besteuerung vun den Tubakswueren no uewen upassen

ad 4. Et ass aktuell keng Verschäerfung vum Antitubaksgesetz virgesinn, mee wéi heidriwwer spezifizéiert wäerte verschidde Preventiounsaktiounen am Kader vum Plan national santé festgehal ginn. D'Regierung wäert awer besonnesch op d'Anhale vun de Bestëmmunge vum Antitubaksgesetz pochen an Uweisung un d'Police an un d'Douane ginn, méi gezielt Kontrollen an dësem Beräich duerchzeféieren.

ad 5. Am Joer 2018 ass eng sougenannten „Évaluation à mi-parcours“ vum Plan national de lutte contre le tabagisme 2016–2020 (PNLT) duerchgefouert ginn. Dobäi koum eraus, dass zu deem Zäitpunkt 31 vun insgesamt 52 Aktiounen realiséiert waren.

Wéinst der Pandemie an der Mobilisatioun vun de Membere vum Comité de pilotage vum PNLT ëm de

⁷ <https://www.maviesantabac.lu/statistiques/#page/9>

⁸ <https://sante.public.lu/fr/publications/e/ehis-tabac-alcool-consommation-2019.html>

⁹ <https://sante.public.lu/fr/publications/e/ehis-obesite-nutrition-tabac-alcool-comparaison-2019.html>

Covid-19 goufen 2020 d'Aarbechte vum PNLT staark gebremst. D'Realisatioun vu sämtlechen Aktiounen huet leider missen zäitweis op Standby gesat ginn, mee huet säitdeem awer nees kënnen opgeholl ginn.

D'Redaktioun vum Bilan final ass amgaangen. D'Conclusiounen dozou wäerte gezu ginn an zur Reflexioun bäidroen, fir een eventuellen neie PNLT opstellen oder iwwer eng Perennisatioun vu sämtleche Mesuren oder Aktiounen vum aktuelle Plang an engem Programme national de tabac nozedenken.

ad 6. Zu Lëtzebuerg ënnerleien d'Zigarettestëmp kenger obligatorescher separater Sammlung, se ginn also gréisstendeels zesumme mat aneren Offallfraktiounen vermëscht gesammelt. D'Stëmp kënnen zum Beispill am Reschtofall oder an öffentleche Poubellen ufalen oder am Kader vun enger Stroossebotz gesammelt ginn. Duerch d'Vermischung mat anere Fraktiounen ass eng Ausso, wéi vill Käschte just fir d'Entsuerung vun de Stëmp eleng ufalen, nach net méiglech.

An Zukunft wäerten d'Zigaretteproduzenten enger sougenannter erweiterter Produzenteverantwortung (REP-Filière) ënnerleien. De Prinzip vun enger REP-Filière ass, dass d'Produzente vu gewësse Produiten och fir d'Preventioun an d'Offallgestioun vun hire Produite responsabel sinn. Fir där zukünftiger Verantwortung vun dëser REP-Filière gerecht ze ginn, mussen d'Zigaretteproduzenten ënner anerem fir d'Botzkäschte vun Zigarettestëmp ewéi och fir de spéideren Transport an d'Behandlung vun dësen Offall opkommen.

Mesures de protection contre les inondations | Question 6368 (17/06/2022) de Mme Martine Hansen | M. Paul Galles | M. Aly Kaes (CSV)

D'Our ass ëmmer rëm vum Héichwaasser betraff, wat sech da bei den Urainer a Form vun Iwwerschwemmungen ausdréckt. Sou ware verschidde Plazen un der Our an de leschten dräi Joer bis zu véiermol iwwerschwemmt. Fir etwaeg Héichwaasserschutzmoosnamen en place ze setzen, gouf eng Etude gemaach. Bis ewell gouf awer nach keng Moosnam ëmgesat. Fir dem Héichwaasser an Zukunft besser gewappnet ze sinn, muss een dem Floss méi Fläch zougestoen, wou sech d'Waasser, zum Beispill bei Staarkreen, kann ausbreeden.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Wat sinn d'Resultater vun der Etude? Wat sinn d'Konsequenzen heivunner?
2. Wéi wëllt d'Waasserwirtschaftsamt mat dësen neien Erkenntnisser ëmgoen?
3. Wéini soll et zu enger Entscheedung betreffend de Moosname kommen?
4. Firwat goufe bis dato nach keng Héichwaasserschutzmoosnamen un der Our ëmgesat?

Réponse (10/08/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Am Joer 2017 gouf eng Etüd un der Our gemaach, fir d'Héichwaassersituatioun vun der Uertschaft Eesbech ze verbesseren. Et ass esou, dass déi zwee Camping, déi hei un der Our leien, souwuel am Fall vun engem classeschen Héichwaasser vun der Our wéi och bei staarker Äisbildung un der Our duerch Iwwerschwemmung a Gefor sinn. Zemoos de leschte Fall stellt eng Besonneschkeet duer, well an deem Fall keng héich Offlëss an der Our néideg sinn.

An där Etüd sinn deemno lokal Moosnamen ënnersicht ginn, fir d'Wasserniveauen ze reduzéieren a

gläichzäitig d'Fléissgeschwindegkeeten ze erhéijjen. Et handelt sech deemno em Moosnamen, déi direkt am Gewässer emgesat misste ginn.

D'Resultater vun de Berechnungen hunn erginn, dass, wann all méiglech Moosname geholl géife ginn, de Waasserstand am Fall vun engem Héichwaasser, wat an der Moyenne all zéng Joer optriede kann (HQ10), net signifikant kann ofgesenkt ginn.

Bezüglech der Äisstauproblematik läit d'Ursach virun allem bei engem Wier op Gewässerkilometer 27,5. Dëst bewierkt, dass Äis, wat sech bei nidderegen Temperaturen op der Our gebilt huet, hänke bleift an ee Stau provoziert, deen d'Waasser ophält. Déi beschte Léisung am Sënn vum Héichwaasserschutz a vun der Gewässerqualität (Duerchgängegkeet fir Fësch) wier et, dat Wier ewechzehuelen. Allerdéngs hunn Ënnersichungen erginn, dass de Millekanal, deen un dat besote Wier ugeschloss ass, ee Liewensraum fir d'Baachmuschelen, eng geschützten Aart no der Naturschutzgesetzgebung, ass. Wann een dat Wier ewechhuele géif, géif dese Millekanal ausdréchnen.

ad 2. Als nächste Schrëtt soll déi concernéiert Gemeng d'Weiderféierung vun der uewe genannter Etüd beoptragen. Dëst wär dann eng detailléiert Etüd a ka vum Fonds pour la gestion de l'eau (FGE) subventionéiert ginn. Hei soll och gekuckt ginn, ob et méiglech ass, déi betreffend Gebaier mat engem Objektschutz auszerüsten. Am Kader vun dësem Aarbechtsschrëtt soll och gekuckt ginn, wéi et em de Liewensraum vun der Baachmuschel steet.

ad 3. Wann déi Etüd ausgeschafft ass, da gëtt zesumme mat der Gemeng an allen anere betraffenen Acteuren eng Entscheedung iwwert déi beschtméiglech Moosnam geholl.

ad 4. Bis elo si Moosnamen an hir Machbarkeet duerch Etüden identifizéiert an analyséiert ginn. Soubal dës Phas ofgeschloss ass, ginn eventuell Moosnamen zréckbehalen an emgesat.

Disponibilité des lits d'hôpitaux | Question 6404 (27/06/2022) de M. Léon Gloden | M. Max Hengel (CSV)

Eisen Informatiounen no koom et an de leschte Wochen an de Klinikken dacks zu laange Waardezäiten, bis e Bett fräi war fir Patienten, déi no enger Consultatioun an der Urgence hu misse stationär opgehall ginn. Verschidde Patienten hu missen e puer Stonnen um Gank waarden, bis en Urgencebett fräi war. Op eenzelen Fotoe gesäit een esouguer Patienten, déi um Buedem leien. An deem Kontext géife mir gâr folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministeschen stellen:

1. Kënn Dir dës Informatiounen bestätegen?
2. Wéi laang hunn d'Patienten zanter Januar am Duerchschnitt missen op en Urgencebett waarden?
3. Huet d'Reorganisatioun vun den Urgencen am CHL an an den HRS vum Juni 2021 Auswierkungen op d'Waardezäiten?
4. Wéi vill Urgencebetten stinn an den eenzelen Klinikken am Land zur Verfügung a wéi héich ass den Taux vun der Auslaaschtung?
5. Wéi huet sech d'Zuel vun de Better generell a méi speziell bei den Urgencebetten pro 1.000 Awunner an de leschten zéng Joer entwéckelt?

Réponse (19/08/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministère de la Santé

ad 1. De Gesondheitsministère huet keng spezifesch Informatioun iwwert déi beschriwwen Situatioun virleien. Op Nofro bei alle Centres hospitaliers konnt eis dës Informatioun och net bestätegt ginn.

ad 2. Bei der Opnam vum Patient an den Urgencé gëtt duerch den Infirmier d'accueil et d'orientation eng Evaluatioun vum Patient gemaach no fënnf Niveaux de priorité vun der Échelle canadienne de triage et de gravité. Ass den Tri an den Urgencé gemaach ginn, kann d'Waardezäit vu Patient zu Patient extreem ënnerschiddlech sinn. D'Patiente mat enger gréisserer Urgence ginn esou séier wéi méiglech behandelt. Et kënn vir, jee no Niveau d'affluence, dass d'Waardezäit bei Patiente mat enger manner grousser Urgenceprioritéit méi laang ass.

Am Géigesaz zu de Patienten, bei deenen et sech just em eng Standardvisitt handelt, ass d'Openthaltszäit vun de Patienten, déi hospitaliséiert ginn, effektiv méi laang, well si sech reegelméisseg Tester mussen ënnerzéien, déi zur Decisioun vun enger Hospitalisatioun féieren, oder well si während e puer Stonnen iwwerwaacht musse gi fir erauszefannen, ob si méi laang mussen hospitaliséiert ginn. Wann néideg, läit de Patient dee Moment an engem Lit porte am Service Urgence fir ofzawaarden.

Verschidde Facteure spillen eng Roll bei der Waardezäit, fir ee Bett op enger Pflegeunitéit ze kréien:

- Den Triage op Basis vum kanadesche Modèle erlaabt et, fir d'Patienten ze identifizéieren, déi eng schnell Prise en charge benéidegen (Urgencegrad); d'Waardezäit ier en Noutfalldokter consultéiert gëtt, ka variéieren;
- Zousätzlech Ënnersichungen;
- Attente vun engem fräie Bett op der néideger Pflegeunitéit;
- Orientéierung vum Patient. Den Transfert vum Patient op en aneren interne Site ass méiglech, virausgesat, dass do Better disponibel sinn oder dass eng Kohärenz zum medezinnesche Fachgebitt besteet.

Et leien eis keng vergläichbar Informatiounen vir, fir een Duerchschnittsdelay unzeginn.

ad 3. Mat der Aféierung vun der Garde parallèle am Dag (Garde diurne) si vu béide Spideeler d'Personalressourcen an deem Kontext adaptéiert ginn.

Et gëtt eng Verbesserung tëscht de Waardezäiten vun der Opnam bis zum Triage souwéi eng Verbesserung vun de Waardezäiten vun der medezinnescher Prise en charge bei den Urgencegraden 2 an 3. D'Urgencegraden 1 ginn direkt betreit, esoubal dës Patienten an d'Spidol ageliwwert ginn.

D'Entlaaschtung, déi sech duerch d'Aféiere vun der Garde diurne erwaart ginn ass, gouf duerch d'Steigerung vun der gesamter Aktivitéit an den Urgencen, déi zënter 2019 ze notéieren ass, erëm neutraliséiert.

Et gëtt eng bedeitend Steigerung vu Patienten, déi d'Urgenceservicer vun de Spideeler an de leschten zwee Joer opgesicht hunn. Aner Strukturen an der Primärbetreiung a virun allem d'Maisons médicales gi weider adaptéiert.

ad 4. Déi ugeschwaten Urgencebetter si sougenannte „Lits porte“, déi et am Kader vun de Services d'urgence vun de Spideeler erlaben, de Patient ze iwwerwaachen, en attendant dass eng Decisioun geholl gëtt, ob et zu enger Hospitalisatioun an enger Pflegegestatioun kënn oder de Patient erëm aus dem Spidol entlooss ka ginn.

D'Urgenceservicer am Spidol hunn am Kader vum Spidolsgesetz vum 8. März 2018 eng definéiert Unzuel vu Lits porte autoriséiert kritt:

- CHdN: 4 Urgencebetter,
- CHL: 5 Urgencebetter fir Erwuessener a 4 fir Kaner,
- CHEM: 6 Urgencebetter,
- HRS: 8 Urgencebetter.

ad 5. D'Urgencebetter sinn eréischt zënter dem Gesetz vum 8. März 2018 autoriséiert ginn a progressiv

duerno an den Urgenceservicer vun de Spideeler en place gesat ginn, deels duerch infrastrukturell Adaptatioun vum Service. Fir déi generell Evolutioun vun de Better verweise mir op d'Antwort op d'parlamentaresch Fro N° 5386 vum honorabelen Deputéierten Här Jeff Engelen.

Contraventions pour non-conformité de véhicules en matière d'équipements techniques | Question 6407 (27/06/2022) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

À la suite d'une action de grande envergure organisée par la Police grand-ducale ensemble avec des représentants des services de contrôle concernés dans la nuit du 17 juin 2022, quelque 90 contraventions pour non-conformité de véhicules en matière d'équipements techniques ont pu être constatées. Ceci sur un nombre total de 300 véhicules contrôlés, ce qui constitue un pourcentage très important.

1) J'aimerais dès lors savoir de Messieurs les Ministres des précisions sur la nature des non-conformités.

2) Quels étaient les véhicules contrôlés ?

3) Est-ce que des actions similaires sont prévues dans un proche avenir, ceci notamment dans les agglomérations ?

4) Est-ce que les forces de l'ordre disposent entre-temps des équipements nécessaires notamment pour détecter des véhicules excessivement bruyants ?

Réponse (19/08/2022) de M. François Bausch, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics | M. Henri Kox, Ministère de la Sécurité intérieure

ad 1) Il s'agissait en premier lieu de non-conformités d'un point de vue des équipements techniques et des documents de bord.

ad 2) La grande majorité étaient des véhicules de la classe M1 (voitures à personnes).

ad 3) Afin qu'une telle opération porte ses fruits, il faut que plusieurs éléments concordent, entre autres l'heure, l'emplacement, le nombre de policiers disponibles, la disponibilité d'experts et d'interlocuteurs externes. Ce genre d'opération d'une certaine envergure ne peut se faire qu'à des emplacements bien définis. Par exemple, le parking « Kockelscheuer », qui est une aire assez populaire auprès des adeptes du « tuning », dispose d'accès et de sorties facilement maîtrisables, ce qui représente un grand atout pour ce genre de contrôle.

Le mesurage du niveau sonore d'un véhicule et la connaissance des valeurs légales pour les différents véhicules selon des critères spécifiques (par exemple l'année de construction, le modèle, la catégorie, etc.) nécessitent des connaissances spécifiques approfondies. C'est la raison pour laquelle la Police grand-ducale a eu, pour le contrôle en question, recours à des spécialistes du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, de la Société nationale de circulation automobile et du TÜV Rheinland.

ad 4) La Police grand-ducale ne dispose pas des équipements nécessaires pour détecter des véhicules excessivement bruyants. Comme déjà précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 5805, le mesurage du bruit est complexe et un contrôle dynamique tel que prévu par la loi n'est pas possible sur la voie publique. En ce qui concerne le contrôle stationnaire, celui-ci doit respecter tout un ensemble d'exigences techniques qui doivent être réunies (régime défini du moteur, l'emplacement du contrôle doit être exempt d'obstacles, bruit ambiant, etc.).

S'y ajoute le fait que le recours à un tel dispositif ne permet pas de contrôler l'ensemble des véhicules circulant sur les voies publiques. C'était d'ailleurs un des constats du contrôle, étant donné qu'en fonction du pays d'immatriculation et en fonction de l'âge du véhicule, les valeurs de référence ne sont guère jacentes afin de réaliser un contrôle adéquat.

Cependant, la Police grand-ducale est bien consciente du problème et c'est la raison pour laquelle elle a cherché l'appui d'experts techniques en la matière afin d'examiner l'opportunité, mais surtout la fiabilité de mesurages du bruit sur le terrain. Le contrôle dont il est fait référence par l'honorable Député s'est d'ailleurs inscrit dans un processus de réflexion interne dans le but d'offrir une formation adéquate à un nombre défini de policiers afin de combattre le fléau du tuning illégal et de manière générale de détecter la non-conformité de certains véhicules.

Finalement, ce contrôle a permis à la police de mieux identifier les problèmes et les solutions y relatives et l'acquisition d'appareils techniques spécifiques sera analysée dans le futur.

Phosphore dans les stations d'épuration | Question 6408 (27/06/2022) de M. Gusty Graas (DP)

Eng rezent Etüd vum IZES (Institut für ZukunftsEnergie- und Stoffstromsysteme), déi vum saarlänneschen Ëmweltministère an Opdrag gi war, huet de Phosphorgehalt an de Flëss Theel an Ill analyséiert. Si kommen zur Konklusioun, datt net d'Landwirtschaft, mee éischer d'Kläranlage fir d'Phosphorbelaaschtung vun de Gewässer responsabel sinn. D'Etüd seet och, datt déi eenzeg Léisung, fir datt d'Ortho-Phosphat-Konzentratioun vun den analyséierte Flëss derzou bäidroen kann, fir d'Ziler vun der „Wasserrahmenrichtlinie (WRRL)“ ze erreechen, an enger technescher Optimisatioun vun der Phosphoreliminatioun an de Kläranlage läit.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Ass dës Etüd vum IZES der Madamm Ministesch bekannt?
2. Wann dat de Fall ass, kënnen d'Konklusiounen vun dëser Etüd och op Lëtzebuerg iwwerdroen ginn?
3. Kann d'Ministesch bestätegen, datt och zu Lëtzebuerg d'Landwirtschaft net als Haaptverursaacher vun der Phosphorbelaaschtung ugesi ka ginn?
4. Wéi héich ass d'Ortho-Phosphat-Konzentratioun an eise Gewässer?
5. Wéi sinn d'Kläranlagen zu Lëtzebuerg insgesamt technesch ekipéiert, fir de Phosphorgehalt am Waasser ze reduzéieren?
6. Wat sinn d'Grenzwärter, déi d'Kläranlage respektéiere mussen? Ass virgesinn, dës unzepassen?
7. Weess d'Madamm Ministesch, wéi vill Gemenge respektiv Gemengesyndikater plangen, fir d'Phosphoreliminatioun vun hire Kläranlagen ze verbessern?

Réponse (10/08/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Jo.

ad 2. Allgemeng betruucht treffen d'Konklusiounen vun där Etüd wuel zou an decken sech och mat de Beobachtungen vun der Waasserverwaltung (AGE) am Zusammenhang mat der Waasserqualitéit. Si ginn och vu regionalen Etüden zu Lëtzebuerg an enger rezenten nationaler Viretüd confirméiert; se awer op all eis Gewässer an Anzuchsgebiddere wëllen ze iwwerdroen, wier falsch.

Déi generell Gegebenheeten zu Lëtzebuerg sinn och net iwwerall mat deenen an den zwee Anzuchsgebiddere vun Theel an Ill vergläichbar. Ee weidert Argument, fir virsiichteg ze si mat enger Iwwerdroung op Lëtzebuerg, ass de Fakt, datt d'Auteure vun där Etüd selwer soen, datt hinne verschidden Donnéeën gefeelt hunn, déi prinzipiell net vernoléissegte dierfe ginn. Dat géllt zum Beispill fir Einträg iwwert d'Grundwaasser, Tëschenabfluss, Drainagen – alles Quellen, déi op eng méiglech landwirtschaftlech Pressioun kënnen zeréckgefuert ginn – an och Reewaasserkanäl, Klengkläranlagen asw.

ad 3. Wéi an der Äntwert op déi 2. Fro beschriwwen, ass, wat de Phosphor ubelaangt a landeswäit gesinn, den Ofwaasserberäich als Haaptursaach unzegesinn. Mee wéi gesot, datt géllt net fir all eis Gewässer an hir Anzuchsgebiddere. An net iwwerall gelaangt Ofwaasser an ee Gewässer.

Et dierf een awer och net de Phosphorwäert u sech aleng betruuchten, wéi och d'Auteure vun der Etüd schreiwen. Och wann de Phosphororientéierungswäert fir ee gudden Zoustand oder ganz gudden Zoustand agehale gëtt, kann den Eintrag duerch Waassererosioun oder Iwwerflächenoffloss an ee Gewässer, besonnesch ee stoend Gewässer, ee Problem duerstellen. De Buedem- a Sedimenteintrag iwwer Erosioun an Iwwerflächenoffloss kann de Gewässer, och de Flëssgewässer Schued maachen. Duerfir si Gewässerrandsträifen immens wichteg, fir eis Gewässer ze schützen. Och eng Phosphordüngung muss dem Bedarf vun de Planzen ausgericht sinn an net doriwwer erausgoen. Et géllt deemno och um landwirtschaftleche Plang, déi néideg Moosnamen ëmzesetzen.

ad 4. Zu Lëtzebuerg sinn der leschter Bestandsopnam am Kader vum Plan de gestion fir d'Joren 2021–2027 no d'Ortho-Phosphat-Konzentratiounen an 43 vun den 106 Uewerflächegewässerkierper ënnert dem Grenzwäert vun 0,07 mg/L. Bei 58 ass den Ortho-Phosphat-Grenzwäert iwwerschritt an entsprécht deemno net dem gudden ökologeschen Zoustand. Ënner anerem op dese Waasserkierper si Moosnamen néideg an och geplangt. Et sief awer och bemierkt, dass nëmmen ee Waasserkierper aleng duerch den Ortho-Phosphat de gudden Zoustand net erreicht (wat physiko-chemesch Parameter ugeet). Bei deenen aneren ass ëmmer op d'mannst een anere Parameter och iwwerschritt. Deemno sinn do och aner Moosnamen ze huele wéi just d'Phosphorreduktioun, fir de gudden Zoustand ze erreechen.

Fir méi Zuelen iwwert den Zoustand vun de Joren 2015–2021 gëtt op de Bewirtschaftungsplang verwisen, deen a senger finaler Versioun den 22. Juli 2022 vum Regierungsröt ugeholl gouf a säitdeem op www.waasser.lu publizéiert ass:

[https://eau.gouvernement.lu/fr/administration/directives/Directive-cadre-sur-leau/3e-cycle-\(2021-2027\)/elaboration-du-3e-plan-de-gestion-document-final.html](https://eau.gouvernement.lu/fr/administration/directives/Directive-cadre-sur-leau/3e-cycle-(2021-2027)/elaboration-du-3e-plan-de-gestion-document-final.html).

ad 5. Kläranlage kënnen souwuel onspezifesch (also „spontan“ iwwer biologesch Prozesser) Phosphor aus dem Waasser huelen, oder méi effizient iwwer technesch Verfare wéi déi chemesch Phosphorfällung. Deemno kann och op Anlagen ouni technesch Verfare Phosphor zu engem Deel eliminéiert ginn, awer d'Effizienz ass limitéiert an erreicht net déi streng Wäerter, déi haut am Ofwaasserberäich virgeschriwwen ginn.

Et kann een allerdéngs soen, datt zu Lëtzebuerg elo schonn de Phosphor bei deem gréissten Deel vum Ofwaasser geziilt eliminéiert gëtt. Vun den 121 biologesche Kläranlagen, déi een Total vu ronn 1.100.000 „équivalents habitants“ ausmaachen, gëtt op deenen 41 gréisste Kläranlage fir en Total vu ronn 1.000.000

„équivalents habitants“ Phosphor geziilt technesch eliminéiert, wat ëm déi 90 % vun den „équivalents habitants“ zu Lëtzebuerg bedeit. Fir déi 80 aner gréisstendeels kleng biologesch Anlage mat engem Total ëm déi 100.000 „équivalents habitants“ ass de Moment nach keng geziilt technesch Eliminatioun a Betrib. Dëst wäert sech awer änneren, well am Moosnameprogramm vum Bewirtschaftungsplang ass virgesinn, all biologesch Kläranlage, déi net muss vergréisstert ginn, trotzdem mat enger technescher Phosphorfällung auszerüsten.

Nieft de biologesche Kläranlagen ziele mir aktuell zu Lëtzebuerg fir 2021 nach 63 mechanesch Kläranlage mat engem Cumul vun bal 10.000 „équivalents habitants“. Dës Anlagen hu keen techneschen Traitement, fir Phosphor geziilt aus dem Waasser erauszehuelen. D'mechanesch Kläranlage ginn allerdéngs duerch biologesch Kläranlagen ersat an all nei Kläranlage kritt, onofhängeg vun hirer Gréisst, eng Phosphorfällung virgeschriwwen.

ad 6. Fir déi meescht eeler bestoend Kläranlage mat Phosphorfällung géllt ee Grenzwäert vun 2 mg/L oder méi rar 1 mg/L Gesamtposphor am Auslaf, konform zum Règlement grand-ducal modifié du 13 mai 1994 relativ au traitement des eaux urbaines résiduaires.

Säit ongeféier zéng Joer kréien all nei Kläranlagen, onofhängeg vun hirer Gréisst, eng Phosphorfällung virgeschriwwen. Ofhängeg vun der Gréisst vun der Baach, an déi se aleeden, leien dës Grenzwärter tëschent 2 an 0,5 mg/L. Bedéngt duerch d'Sensibilitéit vun de Baache leien déi meeschte Grenzwärter ënner 1 mg/L.

ad 7. Wéi an der Fro 6 präziséiert, kréien all nei Kläranlagen eng Phosphorfällung virgeschriwwen, an dëst onofhängeg vun hirer Gréisst, wouduerch Lëtzebuerg méi streng Oflafwäerter virschreift, wéi déi kommunal Ofwaasserdirektiv (Direktiv 91/271/CEE) et virgesäit. Dëst resultéiert aus der kombinierter Approche (Emissioun/Immissioun) vum Artikel 10 vun der Direktiv 2000/60/CE (Wasserrahmenrichtlinie, Kaderdirektiv iwwert d'Waasser), dee virschreift, Oflafwäerter esou ze fixéieren, datt de gudden Zoustand vun de Waasserkierper kann erreicht ginn.

Am Moosnameprogramm vum Bewirtschaftungsplang ass och virgesinn, all biologesch Kläranlage, déi net muss vergréisstert ginn, trotzdem mat enger technescher Phosphorfällung auszerüsten. Dëst sinn der 18 mat engem Total vu ronn 20.000 „équivalents habitants“. All aner Kläranlagen (souwuel mechanesch wéi biologesch) gi wéinst dem Wuesstem vun der Populatioun nei gebaut bzw. vergréisstert an deemno egal wéi mat enger technescher Phosphorfällung equipéiert.

Accès universel aux moyens de contraception | Question 6410 (28/06/2022) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Cécile Hemmen (LSAP)

Dans son programme pour les années 2018 à 2023, le Gouvernement a annoncé que « l'accès universel aux moyens de contraception ainsi que leur remboursement sur ordonnance médicale seraient introduits sans limite d'âge ou de méthodes, en incluant également le remboursement de la contraception d'urgence, à condition qu'elles soient sûres et fiables ».

En date du 29 janvier 2020, le conseil d'administration de la Caisse nationale de santé a approuvé le projet de convention élaboré ensemble avec la Ministre de la Santé concernant ce nouveau programme en matière de contraception.

Ce programme doit permettre la prise en charge à 100 % sans limite d'âge – des médicaments contraceptifs indépendamment de leur forme pharmaceutique ou de leur voie

d'administration ainsi que la contraception d'urgence hormonale ;

- des dispositifs intra-utérins (stérilets) ;
- des diaphragmes (spermicides en association) ;
- des capes cervicales (spermicides en association) ;
- des préservatifs masculins ;
- des préservatifs féminins.

Dans leur réponse à une question parlementaire des soussignés, le Gouvernement avait annoncé : « Les échanges concernant la partie nomenclature devraient aboutir en une proposition en automne 2021. Cette proposition devra être approuvée en Commission de nomenclature pour que le règlement grand-ducal puisse être modifié selon les procédures habituelles. Pour les modalités pratiques d'application concernant les médicaments et dispositifs, ce point devra être clarifié avec la CNS. »

– Nous aimerions savoir dès lors si entre-temps le dossier a pu être finalisé et dans la négative, quelles en sont les raisons.

– Endéans quels délais les améliorations en matière de remboursement des moyens de contraception pourront-elles être mises en vigueur ?

Réponse (17/08/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

La convention ayant pour finalité d'étendre la prise en charge par l'État et la CNS des moyens de contraception au-delà du champ d'application de la convention actuellement en vigueur a été approuvée au mois de janvier 2020 et il était prévu de saisir la Commission de nomenclature en automne 2021 pour y intégrer les actes relatifs à la pose notamment du dispositif intra-utérin (pose, retrait, contrôle échographique).

Malheureusement, la pandémie a retardé un certain nombre de dossiers, de sorte que les travaux dans ce dossier n'ont pas avancé selon le calendrier initialement prévu.

Entre-temps les travaux ont repris et le dossier sera finalisé en automne 2022 pour une entrée en vigueur début 2023.

Les acteurs concernés (à savoir les ministères de la Santé et de la Sécurité sociale, la Direction de la santé et la CNS) sont en train de préparer les saisines afférentes de la Commission de nomenclature pour y inclure notamment les actes relevant de la pose des dispositifs intra-utérins. Dans ce cadre des entretiens devront encore avoir lieu avec les représentants du corps médical, notamment de la Société luxembourgeoise de gynécologie et d'obstétrique pour convenir des tarifs à appliquer. En effet, alors que la convention actuellement en vigueur prévoit déjà une contribution financière à l'acquisition du dispositif intra-utérin, la pose et le retrait du dispositif ne sont pas pris en charge. Afin de faciliter l'accès à ce moyen de contraception, il est prévu de prendre en charge également les frais en relation avec la pose. Jusqu'à l'heure actuelle les tarifs en question étaient le cas échéant librement fixés par les médecins en question. Or, en cas d'intégration de ces actes dans la nomenclature, les principes qui figurent dans le Code de la sécurité sociale et relatifs à la fixation des tarifs (durée, compétence technique et effort intellectuel requis) devront être appliqués.

Il a également été décidé d'étendre le champ d'application de la convention à la stérilisation féminine et à la vasectomie, ce qui permettra de prendre en charge ces actes en dehors d'une pure indication médicale.

Cette extension aura comme conséquence que toute personne concernée pourra choisir, après concertation

avec son médecin traitant, le moyen de contraception qui convient le mieux.

Aussi des discussions sont en cours afin d'élargir les circuits de distribution gratuite des préservatifs.

.....

Épisodes de grande chaleur et plan national canicule | Question 6443 (04/07/2022) de M. Marc Hansen (déi gréng)

Selon le document « Stratégie et plan d'action pour l'adaptation aux effets du changement climatique au Luxembourg », le stress thermique plus fréquent provoqué par le changement climatique affecte la santé humaine. Ce stress touche principalement les personnes âgées, les enfants en bas âge et les malades chroniques vivant dans les agglomérations urbaines, où le nombre de nuits tropicales, dont l'effet négatif sur l'organisme agit également de nuit, augmente également.

Une étude berlinoise montre p. ex. qu'il existe une relation étroite entre le nombre de nuits tropicales et une hausse de la mortalité. Des nuits légèrement plus chaudes suffisent déjà à faire augmenter la mortalité de manière statistiquement significative (Fenner et al., 2015).

Le 15 mai 2022, le Ministère de la Santé a rappelé à la population les bons gestes à respecter en cas de forte chaleur ainsi que la possibilité pour les personnes âgées de 75 ans ou plus, à autonomie limitée, peu entourées et sans aide de la part de l'assurance-dépendance, de s'inscrire ou de se faire inscrire pour bénéficier de visites de surveillance et d'aide à l'hydratation en cas de forte chaleur.

Étant donné que la multiplication des épisodes de forte chaleur risque de poser un défi à long terme pour la santé publique, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

1) Combien de personnes se sont enrégistrées dans le cadre du plan canicule pour profiter des visites de surveillance depuis sa mise en place ? Les personnes à risques sont-elles informées de manière ciblée pour qu'elles s'inscrivent ? Dans quelle mesure les communes sont-elles impliquées dans le plan canicule pour informer les personnes à risque ?

2) Quel est le niveau de sollicitation du numéro d'appel mis en place au sein de la Direction de la santé ?

3) Est-ce que les expériences des vagues de forte chaleur des années écoulées ont amené le ministère à adapter le plan canicule ou à l'adapter pour le futur ?

4) Les statistiques relatives aux causes de décès ne recensent que très peu de cas de décès attribués à une forte chaleur naturelle. Le ministère dispose-t-il d'informations complémentaires à ce sujet ? D'autres données, telles les hospitalisations, appels au 112 ou interventions du SAMU, voire une augmentation de la mortalité durant les épisodes de chaleur permettent-elles de dessiner un tableau plus détaillé de la problématique ?

5) Les statistiques relatives au décès ne devraient-elles pas, le cas échéant, être adaptées afin de mieux refléter le défi que posent les épisodes de grande chaleur ?

Réponse (17/08/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) Le plan canicule a été mis en place en 2003. Depuis l'année 2006, 4.834 personnes au total ont été enrégistrées pour profiter des visites de surveillance. Les personnes qui remplissent les critères d'éligibilité sont informées par courrier par la Direction de la santé. Les réseaux d'aide et de soins peuvent aussi déclarer des

personnes qu'ils jugent être à risque en cas de période caniculaire. La plupart des communes informent la population via leurs bulletins officiels (type « Gemeindeguebet ») de la possibilité d'inscription des personnes à risque et sensibilisent les habitants de venir en aide aux personnes qui en auraient besoin. Par ailleurs, les communes peuvent aider leurs résidents à s'inscrire en cas de besoin. Du matériel d'information est mis à disposition des communes (ex: affiches et dépliants).

ad 2) Le niveau de sollicitation du numéro d'appel mis en place au sein de la Direction de la santé est relativement faible, avec en moyenne une douzaine d'appels par semaine.

ad 3) Une analyse de l'année écoulée du plan canicule se fait annuellement en concertation entre la Direction de la santé, la COPAS et la Croix-Rouge luxembourgeoise. Ce plan est régulièrement adapté.

Dans un futur proche, plusieurs changements sont prévus, à savoir :

– la digitalisation de la surveillance des indicateurs (météo, critères liés à l'environnement, visites de personnes aux urgences des hôpitaux et maisons médicales etc.) ;

– le soutien des offices sociaux des communes pour identifier les personnes inscrites sur les listes et assurer ainsi un meilleur suivi ;

– l'élaboration du nouveau matériel informatique et distribution au grand public ;

– l'élaboration d'autres mesures, si nécessaire, en fonction de chaque situation individuelle.

ad 4) et 5) L'inspection sanitaire de la Direction de la santé a mis en place une veille sanitaire, pour laquelle des données du service météorologique de l'aéroport (température maximale et température moyenne), des indicateurs environnementaux (taux d'ozone, taux de PM10) ainsi que des indicateurs positifs (consultations dans les hôpitaux pour des pathologies en relation avec une épisode chaude) sont recensés. Il est prévu à l'avenir que des données du CSU112 ainsi que des maisons médicales y soient incluses.

Tel qu'indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4421 du 7 juin 2021 des honorables Députés Carole Hartmann et André Bauler, la classification internationale des maladies, établie par l'Organisation mondiale de la santé, permettant de codifier les informations transmises dans le registre des causes des décès, n'est pas une source suffisamment discriminante pour identifier de manière univoque et exhaustive les décès dus à la chaleur :

– Code ICD10 – X30 – Exposition à une chaleur naturelle excessive,

– Code ICD10 – T67 – Coup de chaleur et insolation.

L'analyse de ces statistiques relatives aux décès a été adaptée en 2021 afin de mieux prendre en compte les périodes de chaleur excessive ou de grand froid.

Précédemment, la surmortalité pour une cause de décès était mesurée de la manière suivante : Pour l'année 2020 par exemple, pour savoir s'il y a une surmortalité, on considère le nombre de décès observés en 2020 que l'on compare à la moyenne du nombre de décès observés durant les cinq années précédentes (2015, 2016, 2017, 2018 et 2019).

Cette méthode statistique plutôt simple permettait une bonne évaluation mais manquait de finesse.

Une autre façon de calculer la surmortalité est celle d'EuroMomo (voir graphiques ci-dessous). Cependant, si cette méthode est utile pour mesurer les variations de mortalité, elle ne permet pas d'identifier spécifiquement la menace de santé publique causant un épisode

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

de surmortalité: épidémie, vague de chaleur ou de froid, etc.

Pour les données de 2020, on peut voir un comparatif des données de mortalité pour différents pays. En Belgique, un pic proéminent apparaît entre les deux vagues de surmortalité Covid-19 en début et en fin d'année 2020. Ce pic apparaît de manière plus modeste en France, Allemagne et aux Pays-Bas mais pas du tout au Luxembourg.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Un focus sur les données belges permet d'identifier la mortalité due au Covid-19 par rapport aux autres causes de décès (toutes causes). Le pic bleu qui apparaît au mois d'août 2020 a été identifié par Sciensano comme étant dû à la canicule.

Épidémie de bronchiolite | Question urgente **7378** (14/12/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Lëtzebuerg leit ënnert enger Epidemie vu Bronchiolitefäll. D'Better an der Kannerklinik si mengen Informatiounen no momentan alleguer beluecht an d'Kapazitéiten an der Pédiatrie si méi ewéi ausgelascht. Gëschter kruten Eltere vun engem Kand am CHL matgedeelt, datt hiert Kand elo dat lescht Bett (am HRS) géif kréien an dofir mat der Ambulanz verluucht géif ginn. Ech war op dës Situatioun schonn an der Fro vum 22. November (N° 7214) agaangen. De Chamberspresident huet d'Urgence vun der Fro net unerkannt.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch confirméieren, datt d'Kapazitätéite vun de Pédiatriebetter am Land ganz ausgelascht sinn?

2. Wat gëtt gemaach, fir datt kee Kand ofgewise muss ginn?

Réponse (15/12/2022) de **Mme Paulette Lenert**,
Ministre de la Santé

Wéi an der Äntwert op déi parlamentaresch Froen N° 7214, N° 7102 respektiv N° 7153 ënnerstrach, ass d'Situatioun ronderëm d'Bronchiolite-Epidemie generell ugespaant. D'Situatioun vun de Bronchioliten ass op héijem Niveau souwäit stabill, allerdéngs kommen an der Tëschenzäit nach weider respiratoresch Infektiounskrankheeten dobäi (Streptokokk A, Adenovirus, Covid, Influenza). Et ass ze notéieren, dass den Zoulaf an de Services d'urgences vun der Kannerklinik an och den anere Spideeler aktuell ganz héich ass.

D'Direktioun vum CHL huet eng spezifesch Cellule de crise op d'Bee gestallt, fir méi ee präzise Suivi vun der Evolutioun vu Bronchiolitefäll kënnen ze maachen. D'Kapazitätéiten u Better sinn an de bestoenden Unitéiten duerch duebel Beleeung eropgesat ginn. Fir prioritär Bronchiolitefäll kënnen ze traitéieren, huet de CHL decidéiert, fir während enger gewësser Zäitspan geplangte chirurgesch Interventiounen ze annulléieren, wann dëst kee Risiko fir d'Kanner duerstellt. Esou kann d'Personal am Hôpital du jour d'Equiper ënnerstëtzen, de Suivi vu Patienten ze maachen, déi um Respiratory Syncytial Virus Infektion (RSV) erkrankt sinn.

Et sief notéiert, dass aacht zousätzlech stationär Better an der Kannerklinik geneemegt a realiséiert goufen, fir esou iwwert eng zousätzlech Kapazitätéit während enger akuter Phas ze verfügen.

Zesumme mat dem CHEM an dem HRS huet de CHL ee „plan de montée en charge“ opgestallt an et gëtt all Dag de Point tëschent de Responsabele gemaach. Dëst erlaabt ëmmer eng Prise en charge kënnen ze assuréieren.

D'stationär Prise en charge vun de Kanner mat Bronchioliten an RSV ass relativ kuerz, ausser bei méi komplizéierte Fäll, soudass d'Situatioun séier evoluéiert. Zu dësem Zäitpunkt sinn d'Kapazitätéite mat den amenagéierte Better ausräichend.

Troubles au Pérou | Question urgente **7394** (19/12/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Am Peru koum et no der Ofsetzung vum Président Pedro Castillo zu deels schwéieren Onrouen. Och touristesch Attraktiounen wéi beispillsweis Machu Picchu an d'Stad Cusco sinn net vun de Protester verschount bliwwen. Eisen Informatiounen no sinn och Lëtzebuurger, respektiv Residente vun den Onrouen betraff a kënnen d'Regioun net verlossen. An deem Kontext wollt ech follgend Drénglechkeetsfro un den Här Ausseminister stellen:

1. Wéi vill Lëtzebuurger respektiv Residente si vun den Onrouen am Peru betraff a kënnen d'Land dofir net verlossen?

2. Wat mécht den Ausseministère, fir fir hir Sécherheet ze suergen?

3. Konnten all d'Lëtzebuurger respektiv Residenten, déi sech am Peru ophalen, mëttlerweil kontaktéiert ginn?

4. Wat mécht den Ausseministère, fir déi betraffe Leit nees op Lëtzebuerg ze bréngen?

Réponse (20/12/2022) de **M. Jean Asselborn**,
Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Den Aussen- an Europaministère weess vu sechs Lëtzebuurger Bescheed, déi aktuell am Peru sinn oder am Peru wunnen.

ad 2. Mir si mat hinnen a Kontakt a ginn hinne Rotschléi, sou wéi déi aner EU-Länner dat och mat hire Matbirger maachen.

ad 3. D'Assistance consulaire am Aussen- an Europaministère ass mat all de Lëtzebuurger a Kontakt, vun deene mir wëssen, dass si op der Plaz sinn.

ad 4. Momentan bleiwe mir mat de Leit a Kontakt, ginn hinne Rotschléi an mussen ofwaarden, wéi d'Situatioun am Peru evoluéiert.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

- iwwer eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu | [f](#) [t](#) [@](#)

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799